

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115497778>

C-41

C-41

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-41

PROJET DE LOI C-41

An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other
Acts in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine)
et d'autres lois en conséquence

First reading, June 13, 1994

Première lecture le 13 juin 1994



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-41

PROJET DE LOI C-41

An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Supp.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Supp.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, cc. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
cc. 12, 13

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
ch. 12, 13

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 203;
1992, c. 20, s.
199

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
203; 1992, ch.
20, art. 199

Service of term
for escape

Peine d'emprisonnement
pour évasion

1. Section 149 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

1. L'article 149 du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

149. (1) Notwithstanding section 743.1, a court that convicts a person for an escape committed while undergoing imprisonment may order that the term of imprisonment be served in a penitentiary, even if the time to be served is less than two years.

149. (1) Par dérogation à l'article 743.1, le tribunal qui déclare une personne coupable d'évasion commise alors qu'elle purgeait une peine d'emprisonnement peut ordonner que la peine soit purgée dans un pénitencier, même si la période à purger est inférieure à deux ans.

Definition of
"escape"

(2) In this section, "escape" means breaking prison, escaping from lawful custody or,

(2) Au présent article, « évasion » s'entend du bris de prison, du fait d'échapper à la

Définition de
« évasion »

SUMMARY

This enactment implements reforms to the *Criminal Code* respecting sentencing, mainly by amending Part XXIII.

The major elements of the enactment are as follows:

Part XXIII is amended to include an express statement of the purpose and principles of sentencing. Where a crime is motivated by "hate", this is deemed to be an aggravating factor for the purpose of sentencing. Where a crime is committed by a person abusing a position of trust or authority, this is also deemed to be an aggravating factor.

Rules of evidence and procedure are updated.

A provision for alternative measures for adult offenders is provided.

The penalty for breach of probation is increased, and the conditions of probation are modernized.

New provisions for fine enforcement require courts to satisfy themselves that an offender can pay, before imposing a fine. Provinces and the federal government are authorized to refuse to issue permits, licences or other similar instruments until the fine is paid. Civil enforcement of fines is provided. Incarceration is a last resort for fine enforcement, and the period of incarceration is governed by a formula based on the provincial hourly minimum wage.

A new sanction called the "Conditional Sentence" is introduced, which permits the judge to impose a sentence of incarceration and then suspend the operation of the sentence on conditions imposed by the court. The purpose of a Conditional Sentence is supervision in the community. An administrative enforcement mechanism is provided.

Victims are permitted to make representations at hearings held to determine whether the court-imposed period of ineligibility for parole (for first or second degree murder) should be changed.

The order of the provisions in Part XXIII is reorganized, so that Part XXIII flows more logically and is easier to understand and use.

Provinces are authorized to develop regulations respecting presentence reports.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre la réforme du *Code criminel* en matière de détermination de la peine par le remplacement de la partie XXIII et par d'autres modifications qui en découlent.

Les principaux éléments du texte sont énoncés ci-après.

La partie XXIII est modifiée par adjonction d'une déclaration de l'objectif et des principes de la détermination de la peine. Est considérée comme circonstance aggravante pour la détermination de la peine la perpétration d'une infraction motivée par des préjugés ou de la haine. Est également considéré comme circonstance aggravante le fait de commettre une infraction par l'abus de la confiance d'une personne ou par l'abus d'autorité envers celle-ci.

Les règles de preuve et de procédure sont mises à jour.

Des mesures de rechange sont prévues pour les délinquants adultes.

La peine pour manquement à une ordonnance de probation est plus sévère et les conditions qui peuvent contenir une ordonnance de probation sont modernisées.

Les nouvelles dispositions d'exécution forcée des amendes exigent des tribunaux qu'ils tiennent compte, avant d'infliger une amende, de la capacité de payer du délinquant. Les autorités fédérales et provinciales sont autorisées à refuser la délivrance de documents — permis ou licences — jusqu'au paiement intégral des amendes. Un recours aux tribunaux civils est prévu pour l'exécution forcée des amendes. L'incarcération est la mesure de dernier ressort pour l'exécution forcée des amendes; la période d'incarcération est déterminée par une formule fondée sur le taux horaire du salaire minimum provincial.

Un nouveau régime de sanction dénommé condamnation avec sursis est institué. Le tribunal peut imposer une peine d'emprisonnement et surseoir à son exécution aux conditions qu'il détermine. L'objectif du sursis d'exécution des peines est la réinsertion du contrevenant dans la collectivité, sous surveillance. Un mécanisme administratif d'exécution forcée est prévu.

Les victimes peuvent présenter des observations aux audiences portant sur la modification des périodes d'interdiction judiciaire de libération conditionnelle en matière de meurtre au premier et au second degré.

Les éléments de la partie XXIII sont présentés dans un ordre différent qui constitue une suite plus logique et qui rend plus facile leur compréhension et leur utilisation.

Les provinces sont habilitées à réglementer les rapports présententiels.

without lawful excuse, being at large before the expiration of a term of imprisonment to which a person has been sentenced.

2. Paragraph 553(c) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (vii), by adding the word "or" at the end of subparagraph (viii) and by adding the following after subparagraph (viii):

(ix) subsection 733.1(1) (failure to comply with probation order).

3. Section 665 of the Act is repealed.

4. The heading before section 668 and sections 668 and 669 of the Act are repealed.

5. (1) The definition "sentence" in section 673 of the Act is replaced by the following:

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1) or section 737, 738, 739, 742.3 or 745.2, and
- (c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);

(2) On the coming into force of section 747.1 of the Criminal Code, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the Criminal Code is replaced by the following:

- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1), section 737, 738,

garde légale ou, sans excuse légitime, de se trouver en liberté avant l'expiration de la période d'emprisonnement à laquelle une personne a été condamnée.

2. L'alinéa 553c) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (viii), de ce qui suit :

(ix) le paragraphe 733.1(1) (défaut de se conformer à une ordonnance de probation).

3. L'article 665 de la même loi est abrogé.

4. L'intertitre précédant l'article 668 et les articles 668 et 669 de la même loi sont abrogés.

5. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée :

- a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);
- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou 730(1) ou des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2;
- c) la décision prise en vertu des articles 731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3) ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du Code criminel, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du Code criminel, est remplacé par ce qui suit :

- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 40 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 135

1992, c. 1, s. 58 (Sch. I, item 12); 1993, c. 45, s. 10

"sentence"
« peine »

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art. 135

1992, ch. 1, art. 58, ann. I, art. 12; 1993, ch. 45, art. 10

« sentence »,
« peine » ou
« condamnation »
"sentence"

EXPLANATORY NOTES

*Criminal Code**Clause 1: Section 149 reads as follows:*

149. (1) A person convicted for an escape committed while undergoing imprisonment shall be sentenced to serve the term of imprisonment to which he is sentenced for the escape either concurrently with the portion of the term of imprisonment that he was serving at the time of his escape that he had not served or, if the court, judge, justice or provincial court judge by whom he is sentenced for the escape so orders, consecutively, and such imprisonment shall be served

(a) in a penitentiary if the time to be served is two years or more; or

(b) if the time to be served is less than two years,

(i) in a prison, or

(ii) notwithstanding section 731, in a penitentiary if the court, judge, justice or provincial court judge by whom he is sentenced for the escape so orders.

(2) For the purposes of subsection (1), section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* applies in determining the term of imprisonment that a person who escapes while undergoing imprisonment was serving at the time of his escape.

(3) For the purposes of subsection (1), "escape" means breaking prison, escaping from lawful custody or, without lawful excuse, being at large before the expiration of a term of imprisonment to which a person has been sentenced.

Clause 2: Subparagraph 553(c)(ix) is new. The relevant portion of section 553 reads as follows:

553. The jurisdiction of a provincial court judge to try an accused is absolute and does not depend on the consent of the accused where the accused is charged in an information

...

(c) with an offence under

Clause 3: Section 665 reads as follows:

665. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an accused or a defendant is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, no greater punishment shall be imposed on him by reason thereof unless the prosecutor satisfies the court that the accused or defendant, before making his plea, was notified that a greater punishment would be sought by reason thereof.

(2) Where an accused or a defendant is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, the court shall, on application by the prosecutor and on being satisfied that the accused or defendant was notified in accordance with subsection (1), ask the accused or defendant whether he was previously convicted and, if he does not admit that he was previously convicted, evidence of previous convictions may be adduced.

(3) Where a summary conviction court holds a trial pursuant to subsection 803(2) and convicts the defendant, the court may, whether or not the defendant was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the defendant and if any such conviction is proved may impose a greater punishment by reason thereof.

(4) Where, pursuant to section 623, the court proceeds with the trial of a corporation that has not appeared and pleaded and convicts the corpo-

NOTES EXPLICATIVES

*Code criminel**Article 1. — Texte de l'article 149 :*

149. (1) La personne déclarée coupable d'évasion commise alors qu'elle purgeait une peine d'emprisonnement doit être condamnée à purger concurremment la partie de sa sentence non encore purgée au moment de son évasion et la peine d'emprisonnement à laquelle elle est condamnée pour l'évasion, sauf si le tribunal, le juge, le juge de paix ou le juge de la cour provinciale qui l'a condamnée pour l'évasion ordonne que ces deux peines soient purgées consécutivement :

a) dans un pénitencier, si le temps à purger est d'au moins deux ans;

b) si le temps à purger est inférieur à deux ans :

(i) soit dans une prison,

(ii) soit, nonobstant l'article 731, dans un pénitencier si le tribunal, le juge, le juge de paix ou le magistrat qui l'a condamnée pour l'évasion l'ordonne.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* s'applique pour déterminer la peine d'emprisonnement que purgeait une personne au moment de son évasion.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « évasion » désigne le bris de prison, le fait d'échapper à la garde légale ou, sans excuse légitime, de se trouver en liberté avant l'expiration de la période d'emprisonnement à laquelle une personne a été condamnée.

Article 2. — Le sous-alinéa 553(c)(ix) est nouveau. Texte des passages introductif et visé de l'article 553 :

553. La compétence d'un juge de la cour provinciale pour juger un prévenu est absolue et ne dépend pas du consentement du prévenu, lorsque celui-ci est inculqué, dans une dénonciation :

...

c) soit d'une infraction prévue par :

Article 3. — Texte de l'article 665 :

665. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), lorsqu'un accusé ou un défendeur est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée du fait de condamnations antérieures, aucune peine plus sévère ne peut lui être infligée de ce fait à moins que le poursuivant ne convainque le tribunal que l'accusé ou le défendeur, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait.

(2) Lorsqu'un accusé ou un défendeur est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée en raison de condamnations antérieures, le tribunal, à la demande du poursuivant et lorsqu'il est convaincu que l'accusé ou le défendeur a reçu l'avis prévu au paragraphe (1), demande à l'accusé ou au défendeur s'il a été condamné antérieurement et, s'il n'admet pas avoir été condamné antérieurement, une preuve de ces condamnations antérieures peut être présentée.

(3) Une cour des poursuites sommaires qui tient un procès en conformité avec le paragraphe 803(2) et qui déclare le défendeur coupable peut faire des enquêtes et entendre des témoignages au sujet des condamnations antérieures, que le défendeur ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, elle peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

739, 742.3 or 745.2 or subsection 747.1(1), and

730(1), des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2 ou du paragraphe 747.1(1);

R.S., c. 27 (1st Suppl.), ss. 154 to 165, 203; c. 24 (2nd Suppl.), ss. 46, 47; c. 1 (4th Suppl.), s. 18 (Sch. I, items 20(F) to 25(F)); c. 23 (4th Suppl.), ss. 6, 7; 1990, c. 17, s. 14; 1992, c. 1, s. 60 (Sch. I, item 39(F)), c. 11, ss. 14 to 16, c. 20, ss. 200 to 203, 228, c. 22, s. 12, c. 51, s. 39

6. Part XXIII of the Act is replaced by the following:

6. La partie XXIII de la même loi est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 154 à 165, 203; ch. 24 (2^e suppl.), art. 46, 47; ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. I, art. 20(F) à 25(F); ch. 23 (4^e suppl.), art. 6, 7; 1990, ch. 17, art. 14; 1992, ch. 1, art. 60, ann. I, art. 39(F); ch. 11, art. 14 à 16, ch. 20, art. 200 à 203, 228, ch. 22, art. 12, ch. 51, art. 39

PART XXIII

SENTENCING

Interpretation

Definitions

716. In this Part,

“accused” includes a defendant;

“alternative measures” means measures other than judicial proceedings under this Act used to deal with a person who is eighteen years of age or over and alleged to have 10 committed an offence;

“court” means

(a) a superior court of criminal jurisdiction,

(b) a court of criminal jurisdiction,

(c) a justice or provincial court judge acting as a summary conviction court under Part XXVII, or

(d) a court that hears an appeal;

“fine” includes a pecuniary penalty or other 20 sum of money, but does not include restitution.

“accused”
« accusé »
“alternative measures”
« mesures de rechange »

“court”
« tribunal »

“fine”
« amende »

PARTIE XXIII

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Définitions

716. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

« accusé » Est assimilé à l’accusé le défendeur.

« amende » Peine pécuniaire ou autre somme d’argent, à l’exclusion du dédommagement.

« mandat d’incarcération » Est assimilé au mandat d’incarcération le mandat de dépôt.

15 « mesures de rechange » Mesures prises à l’endroit d’une personne de dix-huit ans et plus à qui une infraction est imputée plutôt que le recours aux procédures judiciaires prévues par la présente loi.

« tribunal »

a) Une cour supérieure de juridiction criminelle;

b) une cour de juridiction criminelle;

c) un juge de paix ou un juge d’une cour provinciale agissant à titre de cour des 25 poursuites sommaires en vertu de la partie XXVII;

5 Définitions

« accusé »
“accused”

« amende »
“fine”

« mandat d’incarcération »
French version only

« mesures de rechange »
“alternative measures”

20 « tribunal »
“court”

ration, the court may, whether or not the corporation was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the corporation and if any such conviction is proved may impose a greater punishment by reason thereof.

(5) This section does not apply to a person referred to in paragraph 742(a.1).

Clause 4: The heading before section 668 and sections 668 and 669 read as follows:

Sentence

668. Where a jury finds an accused guilty, or where an accused pleads guilty, the judge presiding at the trial shall ask the accused whether he has anything to say before sentence is passed on him, but an omission to comply with this section does not affect the validity of the proceedings.

669. Where one sentence is passed on a verdict of guilty on two or more counts of an indictment, the sentence is good if any of the counts would have justified the sentence.

Clause 5: The definition “sentence” in section 673 reads as follows:

“sentence” includes

- (a) declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

Clause 6: Part XXIII reads as follows:

PART XXIII

PUNISHMENTS, FINES, FORFEITURES, COSTS AND RESTITUTION OF PROPERTY

Punishment Generally

716. In this Part,

“accused” includes a defendant;

“court” means

- (a) a superior court of criminal jurisdiction,
- (b) a court of criminal jurisdiction,
- (c) a justice or provincial court judge acting as a summary conviction court under Part XXVII, or
- (d) a court that hears an appeal.

717. (1) Where an enactment prescribes different degrees or kinds of punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence.

(4) Lorsque, en conformité avec l'article 623, le tribunal procède au procès d'une personne morale accusée qui n'a pas comparu ni enregistré de plaider, le tribunal peut faire des enquêtes et entendre des preuves au sujet des condamnations antérieures, que l'accusée ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, il peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

(5) Le présent article ne s'applique pas à une personne visée à l'alinéa 742a.1).

Article 4. — Texte de l'intertitre qui précède l'article 668 et des articles 668 et 669 :

Sentence

668. Lorsqu'un jury déclare un accusé coupable, ou lorsqu'un accusé s'avoue coupable, le juge qui préside au procès lui demande s'il a quelque chose à dire avant de recevoir sa sentence, mais une omission de se conformer au présent article n'atteint pas la validité des procédures.

669. Lorsqu'une seule sentence est prononcée à la suite d'un verdict de culpabilité sur deux ou plusieurs chefs contenus dans un acte d'accusation, la sentence est valable si l'un des chefs l'eût justifiée.

Article 5. — Texte de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 673 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, du paragraphe 736(1) ou de l'article 744;
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

Article 6. — Texte de la partie XXIII :

PARTIE XXIII

PEINES, AMENDES, CONFISCATIONS, FRAIS ET RESTITUTION DE BIENS

Peines en général

716. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« accusé » Est assimilé à l'accusé le défendeur.

« tribunal »

- a) Une cour supérieure de juridiction criminelle;
- b) une cour de juridiction criminelle;
- c) un juge de paix ou un juge d'une cour provinciale agissant à titre de cour des poursuites sommaires en vertu de la partie XXVII;
- d) un tribunal qui entend un appel.

717. (1) Lorsqu'une disposition prescrit différents degrés ou genres de peine à l'égard d'une infraction, la punition à imposer est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction.

Alternative Measures

When alternative measures may be used

717. (1) Alternative measures may be used to deal with a person alleged to have committed an offence only if it is not inconsistent with the protection of society and the following conditions are met:

(a) the measures are part of a program of alternative measures authorized by the Attorney General or the Attorney General's delegate or authorized by a person, or a person within a class of persons, designated by the Lieutenant Governor in Council of a province;

(b) the person who is considering whether to use the measures is satisfied that they would be appropriate, having regard to the needs of the person alleged to have committed the offence and the interests of society and of the victim;

(c) the person, having been informed of the alternative measures, fully and freely consents to participate therein;

(d) the person has, before consenting to participate in the alternative measures, been advised of the right to be represented by counsel;

(e) the person accepts responsibility for the act or omission that forms the basis of the offence that the person is alleged to have committed;

(f) there is, in the opinion of the Attorney General or the Attorney General's agent, sufficient evidence to proceed with the prosecution of the offence; and

(g) the prosecution of the offence is not in any way barred at law.

Restriction on use

(2) Alternative measures shall not be used to deal with a person alleged to have committed an offence if the person

(a) denies participation or involvement in the commission of the offence; or

(b) expresses the wish to have any charge against the person dealt with by the court.

d) un tribunal qui entend un appel.

Mesures de rechange

Application

717. (1) Compte tenu de l'intérêt de la société, le recours à des mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée plutôt qu'aux procédures judiciaires prévues par la présente loi peut se faire si les conditions suivantes sont réunies :

a) ces mesures font partie d'un programme de mesures de rechange autorisé soit par le procureur général ou son délégué, soit par une personne appartenant à une catégorie de personnes désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province;

b) la personne qui envisage de recourir à ces mesures est convaincue qu'elles sont appropriées, compte tenu des besoins du suspect et de l'intérêt de la société et de la victime;

c) le suspect, informé des mesures de rechange, a librement manifesté sa ferme volonté de collaborer à leur mise en œuvre;

d) le suspect, avant de manifester sa volonté de collaborer à leur mise en œuvre, a été avisé de son droit aux services d'un avocat;

e) le suspect se reconnaît responsable de l'acte ou de l'omission à l'origine de l'infraction qui lui est imputée;

f) le procureur général ou son représentant estiment qu'il y a des preuves suffisantes justifiant des poursuites relatives à l'infraction;

g) aucune règle de droit ne fait obstacle à la mise en œuvre de poursuites relatives à l'infraction.

(2) Le suspect ne peut faire l'objet de mesures de rechange dans les cas suivants :

Restrictions

a) il a nié toute participation à la perpétration de l'infraction;

b) il a manifesté le désir de voir déférer au tribunal toute accusation portée contre lui.

(2) Where an enactment prescribes a punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence, but no punishment is a minimum punishment unless it is declared to be a minimum punishment.

(3) Where an accused is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and a term of imprisonment in default of payment of the fine is not specified in the enactment that prescribed the punishment to be imposed, the imprisonment that may be imposed in default of payment shall not exceed the term of imprisonment that is prescribed in respect of the offence.

(4) Where an accused

(a) is convicted while under sentence for an offence, and a term of imprisonment, whether in default of payment of a fine or otherwise, is imposed,

(b) is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment, and both are imposed with a direction that, in default of payment of the fine, the accused shall be imprisoned for a term certain, or

(c) is convicted of more offences than one before the same court at the same sittings, and

(i) more than one fine is imposed with a direction in respect of each of them that, in default of payment thereof, the accused shall be imprisoned for a term certain,

(ii) terms of imprisonment for the respective offences are imposed, or

(iii) a term of imprisonment is imposed in respect of one offence and a fine is imposed in respect of another offence with a direction that, in default of payment, the accused shall be imprisoned for a term certain,

the court that convicts the accused may direct that the terms of imprisonment shall be served one after the other.

718. (1) An accused who is convicted of an indictable offence punishable with imprisonment for five years or less may be fined in addition to or in lieu of any other punishment that is authorized, but an accused shall not be fined in lieu of imprisonment where the offence of which he is convicted is punishable by a minimum term of imprisonment.

(2) An accused who is convicted of an indictable offence punishable with imprisonment for more than five years may be fined in addition to, but not in lieu of, any other punishment that is authorized.

(3) Where a fine is imposed under this section, a term of imprisonment may be imposed in default of payment of the fine, but no such term shall exceed

(a) two years, where the term of imprisonment that may be imposed for the offence is less than five years, or

(b) five years, where the term of imprisonment that may be imposed for the offence is five years or more.

(4) Subject to this section, where an accused is convicted of an offence and is fined, the court that convicts the accused may direct that the fine

(a) be paid forthwith; or

(b) be paid at such time and on such terms as the court may fix.

(5) Where a court imposes a fine, the court shall not, at the time the sentence is imposed, direct that the fine be paid forthwith, unless

(a) the court is satisfied that the convicted person is possessed of sufficient means to enable him to pay the fine forthwith;

(2) Lorsqu'une disposition prescrit une peine à l'égard d'une infraction, la peine à imposer est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction, mais nulle peine n'est une peine minimale à moins qu'elle ne soit déclarée telle.

(3) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et qu'une période d'emprisonnement à défaut du paiement de l'amende n'est pas spécifiée dans la disposition qui prescrit la peine à imposer, l'emprisonnement pouvant être imposé à défaut du paiement ne peut dépasser l'emprisonnement prescrit à l'égard de l'infraction.

(4) Si un accusé, selon le cas :

a) est déclaré coupable alors qu'il est sous le coup d'une sentence pour infraction et si une période d'emprisonnement, soit à défaut du paiement d'une amende, soit autrement, est imposée;

b) est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et si les deux sont imposés avec stipulation que, faute de paiement de l'amende, il doit être emprisonné pour une période déterminée;

c) est déclaré coupable de plus d'une infraction devant le même tribunal pendant la même session, et si, selon le cas :

(i) plus d'une amende est imposée avec stipulation, à l'égard de chacune d'elles, que, faute de paiement de l'amende, il doit être emprisonné pour une période déterminée,

(ii) des périodes d'emprisonnement sont imposées pour les infractions respectives,

(iii) une période d'emprisonnement est imposée à l'égard d'une infraction et une amende imposée à l'égard d'une autre infraction avec stipulation que, faute de paiement, l'accusé doit être emprisonné pour une période déterminée,

le tribunal qui condamne l'accusé peut ordonner que les périodes d'emprisonnement soient purgées l'une après l'autre.

718. (1) Un accusé déclaré coupable d'un acte criminel punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins peut être condamné à une amende en sus ou au lieu de toute autre peine autorisée, mais un accusé ne peut être condamné à une amende au lieu d'un emprisonnement lorsque l'infraction dont il est déclaré coupable est punissable d'une période minimale d'emprisonnement.

(2) Un accusé déclaré coupable d'un acte criminel punissable d'un emprisonnement de plus de cinq ans peut être condamné à une amende en sus, mais non au lieu, de toute autre peine autorisée.

(3) Lorsqu'une amende est imposée aux termes du présent article, une période d'emprisonnement peut être imposée à défaut du paiement de l'amende, mais aucune semblable période ne peut dépasser :

a) deux ans, si l'emprisonnement qui peut être imposé pour l'infraction est de moins de cinq ans;

b) cinq ans, si l'emprisonnement qui peut être imposé pour l'infraction est de cinq ans ou plus.

(4) Sous réserve des autres dispositions du présent article, lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction et condamné à une amende, le tribunal qui le déclare coupable peut ordonner que l'amende soit versée :

a) ou bien sur-le-champ;

b) ou bien à l'époque et aux conditions que le tribunal peut fixer.

Admissions not
admissible in
evidence

(3) No admission, confession or statement accepting responsibility for a given act or omission made by a person alleged to have committed an offence as a condition of the person being dealt with by alternative measures is admissible in evidence against that person in any civil or criminal proceedings.

No bar to
proceedings

(4) The use of alternative measures in respect of a person alleged to have committed an offence is not a bar to proceedings against the person under this Act, but, if a charge is laid against that person in respect of that offence,

(a) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has totally complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court shall dismiss the charge; and

(b) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has partially complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court may dismiss the charge if, in the opinion of the court, the prosecution of the charge would be unfair, having regard to the circumstances and that person's performance with respect to the alternative measures.

Laying of
information,
etc.

(5) Subject to subsection (4), nothing in this section shall be construed as preventing any person from laying an information, obtaining the issue or confirmation of any process, or proceeding with the prosecution of any offence, in accordance with law.

Records of
persons dealt
with

717.1 Sections 717.2 to 717.4 apply only in respect of persons who have been dealt with by alternative measures, regardless of the degree of their compliance with the terms and conditions of the alternative measures.

Police records

717.2 (1) A record relating to any offence alleged to have been committed by a person, including the original or a copy of any fingerprints or photographs of the person, may be kept by any police force responsible for, or participating in, the investigation of the offence.

Non-admissi-
bility des aveux

(3) Les aveux de culpabilité ou les déclarations par lesquels le suspect se reconnaît responsable d'un acte ou d'une omission déterminés ne sont pas, lorsqu'il les a faits pour pouvoir bénéficier de mesures de rechange, admissibles en preuve dans les actions civiles ou les poursuites pénales dirigées contre lui.

(4) Le recours aux mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée n'empêche pas la mise en oeuvre de poursuites dans le cadre de la présente loi; toutefois, dans le cas où une accusation est portée contre elle pour cette infraction et lorsque le tribunal est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que cette personne :

a) a entièrement accompli les modalités des mesures de rechange, il rejette l'accusation;

b) a partiellement accompli les modalités des mesures de rechange, il peut, s'il estime que la poursuite est injuste eu égard aux circonstances, rejeter l'accusation; le tribunal peut, avant de rendre une décision, tenir compte du comportement de cette personne dans l'application des mesures de rechange.

Possibilité de
mesures de
rechange et
poursuites

Dénonciation

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le présent article n'a pas pour effet d'empêcher quiconque de faire une dénonciation, d'obtenir un acte judiciaire ou la confirmation d'un tel acte ou de continuer des poursuites, conformément à la loi.

717.1 Les articles 717.2 à 717.4 ne s'appliquent qu'aux personnes qui ont fait l'objet de mesures de rechange, peu importe qu'elles observent ou non les modalités de ces mesures.

717.2 (1) Le dossier relatif à une infraction imputée à une personne et comportant, notamment, l'original ou une reproduction des empreintes digitales ou de toute photographie de la personne peut être tenu par le corps de police qui a mené l'enquête à ce sujet ou qui a participé à cette enquête.

Dossier des
suspectsDossier de
police

(b) on being asked by the court whether he desires time for payment, or for discharging the fine in accordance with section 718.1, where a program has been established for that purpose, the convicted person does not request that time; or

(c) for any other special reason, the court deems it expedient that no time should be allowed.

(6) The court, in considering whether time should be allowed for payment of a fine and, if so, for what period, shall consider any representation made by the accused but any time allowed shall be not less than fourteen clear days from the date sentence is imposed.

(7) Where time has been allowed for payment of a fine, the court shall not issue a warrant of committal in default of payment of the fine until the expiration of the time allowed for payment.

(8) Where no time has been allowed for payment of a fine and a warrant committing the accused to prison for default of payment of the fine is issued, the court shall state in the warrant the reason for immediate committal.

(9) Notwithstanding subsection (7), where, before the expiration of the time allowed for payment, the accused appears before a court and signifies in writing that he prefers to be committed immediately rather than to await the expiration of the time allowed, the court may forthwith issue a warrant committing the accused to prison.

(10) Where a person who has been allowed time for payment of a fine appears to the court to be not less than sixteen nor more than twenty-one years of age, the court shall, before issuing a warrant committing the person to prison for default of payment of the fine, obtain and consider a report concerning the conduct and means to pay of the accused.

(11) Where time has been allowed for payment under subsection (4), the court that imposed the sentence may, on an application by or on behalf of the accused, allow further time for payment, subject to any rules made by the court under section 482.

(12) In this section, "fine" includes a pecuniary penalty or other sum of money.

718.1 (1) An offender, other than a corporation, against whom a fine is imposed in respect of an offence may, whether or not the offender is serving a term of imprisonment imposed in default of payment of the fine, discharge the fine in whole or in part by earning credits for work performed during a period not greater than two years in a program established for that purpose by the Lieutenant Governor in Council

(a) of the province in which the fine was imposed; or

(b) of the province in which the offender resides, where an appropriate agreement is in effect between the government of that province and the government of the province in which the fine was imposed.

(2) A program referred to in subsection (1) shall determine the rate at which credits are earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.

(3) Credits earned for work performed as provided by subsection (1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payment in respect of a fine.

(4) Where, by virtue of section 723, the proceeds of a fine belong to Her Majesty in right of Canada, an offender may discharge the fine in whole or in part in a fine option program of a province pursuant to subsection (1), where an appropriate agreement is in effect between the government of the province and the Government of Canada.

(5) Lorsqu'un tribunal impose une amende, il ne peut, au moment où la sentence est imposée, ordonner le paiement immédiat de l'amende, sauf dans les cas suivants :

a) il est convaincu que la personne condamnée dispose de moyens suffisants pour lui permettre de payer l'amende sur-le-champ;

b) lorsqu'il demande à la personne condamnée si elle désire un délai pour payer l'amende ou pour purger sa peine en conformité avec l'article 718.1, dans le cas où un programme a été établi à cette fin, cette dernière ne demande pas de délai;

c) il estime opportun, pour tout autre motif spécial, de n'accorder aucun délai.

(6) Lorsqu'il examine l'opportunité d'accorder un délai de paiement et, le cas échéant, la durée de ce délai, le tribunal étudie toute représentation faite par l'accusé, mais un délai accordé doit être d'au moins quatorze jours francs à compter de la date d'imposition de la sentence.

(7) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé, le tribunal ne peut émettre un mandat d'incarcération à défaut du paiement de l'amende, avant l'expiration du délai accordé pour le paiement.

(8) Si aucun délai de paiement n'a été accordé et qu'un mandat ordonnant l'incarcération de l'accusé à défaut du paiement d'une amende est émis, le tribunal énonce dans le mandat le motif de l'incarcération immédiate.

(9) Nonobstant le paragraphe (7), lorsque, avant l'expiration du délai accordé pour le paiement, l'accusé comparaît devant un tribunal et signifie par écrit qu'il préfère être incarcéré immédiatement plutôt qu'attendre l'expiration du délai accordé, le tribunal peut sur-le-champ émettre un mandat envoyant l'accusé en prison.

(10) Quand il apparaît au tribunal qu'une personne qui s'est vu accorder un délai de paiement est âgée d'au moins seize ans et d'au plus vingt et un ans, le tribunal obtient et étudie, avant d'émettre un mandat ordonnant l'incarcération de cette personne à défaut du paiement de l'amende, un rapport sur la conduite et la capacité de paiement de l'accusé.

(11) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé sous le régime du paragraphe (4), le tribunal qui a imposé la sentence peut, sur demande faite par l'accusé ou en son nom, accorder un délai supplémentaire de paiement, sous réserve de toute règle établie par le tribunal aux termes de l'article 482.

(12) Au présent article, « amende » désigne toute peine pécuniaire ou autre somme d'argent.

718.1 (1) Le contrevenant, autre qu'une personne morale, qui est condamné au paiement d'une amende, qu'il purge ou non une peine d'emprisonnement pour défaut ou refus de payer l'amende, peut la payer en totalité ou en partie en accumulant des crédits découlant du travail effectué au cours d'une période maximale de deux ans en conformité avec les modalités d'un programme établi à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil :

a) soit de la province où l'amende a été imposée;

b) soit de la province de résidence du contrevenant lorsqu'une entente est en vigueur entre le gouvernement de celle-ci et celui de la province où la peine a été imposée.

(2) Le programme visé au paragraphe (1) doit prévoir le taux auquel les crédits sont accumulés et peut prévoir la façon de créditer les montants gagnés au paiement de l'amende et toute autre chose nécessaire ou accessoire à son bon fonctionnement.

(3) Les crédits visés au paragraphe (1) sont, pour l'application de la présente loi, réputés constituer un paiement de l'amende.

Disclosure by peace officer	(2) A peace officer may disclose to any person any information in a record kept pursuant to this section that it is necessary to disclose in the conduct of the investigation of an offence.	(2) Un agent de la paix peut communiquer à toute personne les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article dont la communication s'inflige pour la conduite d'une enquête relative à une infraction.	Communication par un agent de la paix
Idem	(3) A peace officer may disclose to an insurance company any information in a record kept pursuant to this section for the purpose of investigating any claim arising out of an offence committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates.	(3) Un agent de la paix peut communiquer à une société d'assurances les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article pour l'investigation d'une réclamation découlant d'une infraction commise par la personne visée par le dossier ou qui est imputée à celle-ci.	Communication à une société d'assurances
Government records	717.3 (1) A department or agency of any government in Canada may keep records containing information obtained by the department or agency (a) for the purposes of an investigation of an offence alleged to have been committed by a person; (b) for use in proceedings against a person under this Act; or (c) as a result of the use of alternative measures to deal with a person.	717.3 (1) Tout ministère ou organisme public canadien peut conserver en sa possession le dossier des éléments d'information : a) aux fins d'enquête sur une infraction imputée à une personne; b) aux fins d'utilisation dans le cadre des poursuites intentées contre une personne sous le régime de la présente loi; c) à la suite de l'utilisation de mesures de rechange à l'endroit d'une personne.	Dossiers gouvernementaux
Private records	(2) Any person or organization may keep records containing information obtained by the person or organization as a result of the use of alternative measures to deal with a person alleged to have committed an offence.	(2) Toute personne ou tout organisme peut conserver les dossiers contenant des éléments d'information qui sont en sa possession à la suite de la mise en oeuvre de mesures de rechange à l'endroit d'une personne à laquelle une infraction est imputée.	Dossiers privés
Disclosure of records	717.4 (1) Any record that is kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may be made available to (a) any judge or court for any purpose relating to proceedings relating to offences committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates; (b) any peace officer (i) for the purpose of investigating any offence that the person is suspected on reasonable grounds of having committed, or in respect of which the person has been arrested or charged, or (ii) for any purpose related to the administration of the case to which the record relates;	717.4 (1) Les personnes suivantes ont accès à tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 : a) tout juge ou tribunal pour des fins liées à des poursuites relatives à des infractions commises par la personne visée par le dossier ou qui lui sont imputées; b) un agent de la paix : (i) dans le cadre d'une enquête portant sur une infraction que l'on soupçonne, pour des motifs raisonnables, avoir été commise, ou relativement à laquelle la personne a été arrêtée ou inculpée, (ii) à des fins liées à l'administration de l'affaire visée par le dossier;	Accès au dossier

719. Notwithstanding section 718, a corporation that is convicted of an offence is liable, in lieu of any imprisonment that is prescribed as punishment for that offence, to be fined in an amount, except where otherwise provided by law,

(a) that is in the discretion of the court, where the offence is an indictable offence; or

(b) not exceeding twenty-five thousand dollars, where the offence is a summary conviction offence.

720. Where a fine that is imposed on a corporation is not paid forthwith, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and that judgment is enforceable against the corporation in the same manner as if it were a judgment rendered against the corporation in that court in civil proceedings.

721. (1) A sentence commences when it is imposed, except where a relevant enactment otherwise provides.

(2) Any time during which a convicted person is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as part of any term of imprisonment imposed pursuant to his conviction.

(3) In determining the sentence to be imposed on a person convicted of an offence, a justice, magistrate or judge may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence.

(4) Notwithstanding subsection (1), a term of imprisonment, whether imposed by a trial court or the court appealed to, commences or shall be deemed to be resumed, as the case requires, on the day on which the convicted person is arrested and taken into custody under the sentence.

(5) Notwithstanding subsection (1), where the sentence that is imposed is a fine with a term of imprisonment in default of payment, no time prior to the day of execution of the warrant of committal counts as part of the term of imprisonment.

(6) An application for leave to appeal is an appeal for the purposes of this section. R.S., c. C-34, s. 649; R.S., c. 2(2nd Supp.), s. 13.

722. (1) Where a term of imprisonment is imposed in default of payment of a penalty, the term shall, on payment of a part of the penalty, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total penalty.

(2) No amount offered in part payment of a penalty shall be accepted unless it is sufficient to secure reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no part payment shall be accepted until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.

(3) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the prisoner or to such other person as the Attorney General directs.

(4) A payment under this section shall, unless the order imposing the penalty otherwise provides, be applied to the payment in full of costs and charges, and thereafter to payment in full of compensation or damages that are included in the penalty, and finally to payment in full of any part of the penalty that remains unpaid.

(5) In this section, "penalty" means all the sums of money, including fines, in default of payment of which a term of imprisonment is imposed and includes the costs and charges of committing the defaulter and of conveying him to prison.

(4) Lorsque, en vertu de l'article 723, le montant d'une amende appartient à Sa Majesté du chef du Canada, un contrevenant peut payer l'amende en tout ou en partie à l'intérieur d'un programme provincial visé au paragraphe (1), si une entente à cette fin entre le gouvernement de la province et celui du Canada est en vigueur.

719. Nonobstant l'article 718 et sauf disposition contraire de la loi, une personne morale déclarée coupable d'une infraction est passible, au lieu de toute peine d'emprisonnement prévue pour cette infraction :

a) d'une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal si l'infraction est un acte criminel;

b) d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars, si l'infraction est punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

720. Lorsqu'une amende imposée à une personne morale n'est pas payée sur-le-champ, le poursuivant peut, en déposant la déclaration de culpabilité, faire inscrire comme jugement le montant de l'amende et des frais, s'il en est, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, et ce jugement est exécutoire contre la personne morale de la même manière que s'il était un jugement rendu contre la personne morale, devant ce tribunal, dans des procédures civiles.

721. (1) Une sentence commence au moment où elle est imposée, sauf lorsqu'un texte législatif pertinent y pourvoit de façon différente.

(2) Toute période pendant laquelle une personne déclarée coupable est légalement en liberté sur mise en liberté provisoire accordée en application d'une disposition de la présente loi ne compte pas comme partie d'une période d'emprisonnement imposée en conformité avec sa déclaration de culpabilité.

(3) Pour fixer la sentence à imposer à une personne déclarée coupable d'une infraction, un juge de paix, juge de la cour provinciale ou juge peut tenir compte de toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction.

(4) Nonobstant le paragraphe (1), une période d'emprisonnement, imposée par un tribunal de première instance ou par le tribunal saisi d'un appel, commence à courir ou est censée reprise, selon le cas, à la date où la personne déclarée coupable est arrêtée et mise sous garde aux termes de la sentence.

(5) Nonobstant le paragraphe (1), lorsque la sentence imposée est une amende avec un emprisonnement à défaut de paiement, aucune période antérieure à la date de l'exécution du mandat d'incarcération ne compte comme partie de la période d'emprisonnement.

(6) Une demande d'autorisation d'appel constitue un appel pour l'application du présent article.

722. (1) Lorsqu'un emprisonnement est imposé à défaut de paiement d'une peine, il est réduit, sur paiement d'une partie de la peine, que le paiement ait été fait avant ou après l'émission d'un mandat d'incarcération, du nombre de jours ayant le même rapport avec la durée de l'emprisonnement qu'entre le paiement partiel et la peine globale.

(2) Aucun montant offert en paiement partiel d'une peine ne peut être accepté, à moins qu'il ne soit suffisant pour assurer une réduction de sentence d'un jour ou d'un multiple d'un jour, et lorsqu'un mandat de dépôt a été émis, aucun paiement partiel ne peut être accepté tant que l'honoraire exigible pour le mandat ou son exécution n'a pas été acquitté.

(3) Un paiement peut être fait en vertu du présent article à la personne qui a la garde légale du prisonnier ou à toute autre personne que désigne le procureur général.

(4) Un paiement prévu par le présent article est affecté, à moins que l'ordonnance imposant la peine ne dispose autrement, au paiement inté-

	<p>(c) any member of a department or agency of a government in Canada, or any agent thereof, that is</p> <p>(i) engaged in the administration of alternative measures in respect of the person, or</p> <p>(ii) preparing a report in respect of the person pursuant to this Act; or</p> <p>(d) any other person who is deemed, or any person within a class of persons that is deemed, by a judge of a court to have a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if the judge is satisfied that the disclosure is</p> <p>(i) desirable in the public interest for research or statistical purposes, or</p> <p>(ii) desirable in the interest of the proper administration of justice.</p>	<p>c) tout membre du personnel ou mandataire d'un ministère ou d'un organisme public canadien chargé :</p> <p>(i) de l'administration de mesures de rechange concernant la personne,</p> <p>(ii) de la préparation d'un rapport concernant la personne en application de la présente loi;</p> <p>d) toute autre personne, ou personne faisant partie d'une catégorie de personnes, que le juge d'un tribunal estime avoir un intérêt valable dans le dossier selon la mesure qu'il autorise s'il est convaincu que la communication est :</p> <p>(i) souhaitable, dans l'intérêt public, aux fins de recherche ou d'établissement de statistiques,</p> <p>(ii) souhaitable dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.</p>	
Subsequent disclosure	<p>(2) Where a record is made available for inspection to any person under subparagraph (1)(d)(i), that person may subsequently disclose information contained in the record, but may not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the person to whom it relates.</p>	<p>(2) La personne qui, aux termes du sous-alinéa (1)d)(i), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus; toutefois cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier la personne en cause.</p>	Révélation postérieure
Information, copies	<p>(3) Any person to whom a record is authorized to be made available under this section may be given any information contained in the record and may be given a copy of any part of the record.</p>	<p>(3) Les personnes à qui l'accès à un dossier peut, en application du présent article, être accordé peuvent obtenir tous renseignements contenus dans le dossier ou tout extrait de celui-ci.</p>	Communication de renseignements et de copies
Evidence	<p>(4) Nothing in this section authorizes the introduction into evidence of any part of a record that would not otherwise be admissible in evidence.</p>	<p>(4) Le présent article n'autorise pas la production en preuve des pièces d'un dossier qui, autrement, ne seraient pas admissibles en preuve.</p>	Production en preuve
Idem	<p>(5) A record kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may not be introduced into evidence more than two years after the end of the period for which the person agreed to participate in the alternative measures.</p>	<p>(5) Tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 ne peut être produit en preuve après l'expiration d'une période de deux ans suivant la fin de la période d'application des mesures de rechange.</p>	Idem
Purpose	<p><i>Purpose and Principles of Sentencing</i></p> <p>718. The fundamental purpose of sentencing is to contribute, along with crime prevention initiatives, to respect for the law and the maintenance of a just, peaceful and safe society by imposing just sanctions that have one or more of the following objectives:</p>	<p><i>Objectif et principes</i></p> <p>718. Le prononcé des peines a pour objectif essentiel de contribuer, parallèlement à d'autres initiatives de prévention du crime, au respect de la loi et au maintien d'une société juste, paisible et sûre par l'infliction de sanctions justes ayant pour but :</p>	Objectif

723. (1) Where a fine, penalty or forfeiture is imposed or a recognizance is forfeited and no provision, other than this section, is made by law for the application of the proceeds thereof, the proceeds belong to Her Majesty in right of the province in which the fine, penalty or forfeiture was imposed or the recognizance was forfeited, and shall be paid by the person who receives them to the treasurer of that province.

(2) Where

(a) a fine, penalty or forfeiture is imposed

(i) in respect of a contravention of a revenue law of Canada,

(ii) in respect of a breach of duty or malfeasance in office by an officer or employee of the Government of Canada, or

(iii) in respect of any proceedings instituted at the instance of the Government of Canada in which that government bears the costs of prosecution, or

(b) a recognizance in connection with proceedings mentioned in paragraph (a) is forfeited,

the proceeds of the fine, penalty, forfeiture or recognizance belong to Her Majesty in right of Canada and shall be paid by the person who receives them to the Receiver General.

(3) Where a provincial, municipal or local authority bears, in whole or in part, the expense of administering the law under which a fine, penalty or forfeiture is imposed or under which proceedings are taken in which a recognizance is forfeited,

(a) the lieutenant governor in council may direct that the proceeds of a fine, penalty, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of the province shall be paid to that authority; and

(b) the Governor in Council may direct that the proceeds of a fine, penalty, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of Canada shall be paid to that authority.

724. (1) Where a fine, pecuniary penalty or forfeiture is imposed by law and no other mode is prescribed for the recovery thereof, the fine, pecuniary penalty or forfeiture is recoverable or enforceable in civil proceedings by Her Majesty, but by no other person.

(2) No proceedings under subsection (1) shall be instituted more than two years after the time when the cause of action arose or the offence was committed in respect of which the fine, pecuniary penalty or forfeiture was imposed.

725. (1) A court that convicts or discharges under section 736 an accused of an offence may, on the application of a person aggrieved, at the time sentence is imposed, order the accused to pay to that person an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

(3) All or any part of an amount that is ordered to be paid under subsection (1) may, if the court making the order is satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the accused and the court so directs, be taken out of moneys found in the possession of the accused at the time of his arrest.

726. (1) Where an accused is convicted or discharged under section 736 of an offence and any property obtained as a result of the commission of the offence has been sold to an innocent purchaser, the court may,

gral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de l'indemnité ou des dommages-intérêts qui sont inclus dans la peine et, enfin, au paiement intégral de toute partie de la peine demeurant inacquittée.

(5) Au présent article, « peine » s'entend de toutes les sommes d'argent, y compris les amendes, à défaut du paiement desquelles une période d'emprisonnement est imposée. Sont assimilés à une peine les frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne défailtante.

723. (1) Lorsqu'une amende, une peine ou une confiscation est imposée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition, sauf le présent article, n'est établie par la loi pour l'application de son produit, ce produit appartient à Sa Majesté du chef de la province où l'amende, la peine ou la confiscation a été imposée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au trésorier de cette province.

(2) Lorsque, selon le cas :

a) une amende, peine ou confiscation est imposée :

(i) soit pour violation d'une loi fiscale fédérale,

(ii) soit pour abus de fonction ou prévarication de la part d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada,

(iii) soit à l'égard de toute procédure intentée sur l'instance du gouvernement du Canada et dans laquelle ce gouvernement supporte les frais de la poursuite;

b) un engagement relatif à des procédures mentionnées à l'alinéa a) est confisqué,

le produit de l'amende, de la peine, de la confiscation ou de l'engagement appartient à Sa Majesté du chef du Canada et est versé au receveur général par la personne qui le reçoit.

(3) Lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en totalité ou en partie les frais d'application de la loi d'après laquelle une amende, peine ou confiscation est imposée ou aux termes de laquelle sont intentées des procédures où est confisqué un engagement :

a) le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que le produit d'une amende, d'une peine, d'une confiscation ou d'un engagement qui appartient à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

b) le gouverneur en conseil peut ordonner que le produit d'une amende, d'une peine, d'une confiscation ou d'un engagement qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada soit versé à cette autorité.

724. (1) Lorsqu'une amende, une peine pécuniaire ou une confiscation est imposée par la loi et qu'aucun autre mode n'est prescrit pour son recouvrement, l'amende, la peine pécuniaire ou la confiscation est recouvrable ou exécutoire dans des procédures civiles par Sa Majesté, à l'exclusion de toute autre personne.

(2) Les procédures engagées en vertu du paragraphe (1) se prescrivent par deux ans à compter du fait générateur du litige ou à compter de la perpétration de l'infraction concernant laquelle l'amende, la peine pécuniaire ou la confiscation a été imposée.

725. (1) Un tribunal qui condamne ou absout en vertu de l'article 736 un individu accusé d'une infraction peut, sur demande d'une personne lésée, lors de l'infliction de la peine, ordonner que l'accusé paie à cette personne un montant comme réparation ou dédommagement pour la perte de biens ou le dommage à des biens qu'a subi cette personne par suite de la commission de l'infraction.

(2) Lorsqu'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé immédiatement, le requérant peut, en produisant l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, le montant dont le

(a) to denounce unlawful conduct;

(b) to deter the offender and other persons from committing offences;

(c) to separate offenders from society, where necessary;

(d) to assist in rehabilitating offenders;

(e) to provide reparations for harm done to victims or to the community; and

(f) to promote a sense of responsibility in offenders, and acknowledgment of the harm done to victims and to the community.

718.1 A sentence must be proportionate to the gravity of the offence and the degree of responsibility of the offender.

718.2 A court that imposes a sentence shall also take into consideration the following principles:

(a) a sentence should be increased or reduced to account for any relevant aggravating or mitigating circumstances relating to the offence or the offender, and, without limiting the generality of the foregoing,

(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on the race, nationality, colour, religion, sex, age, mental or physical disability or sexual orientation of the victim, or

(ii) evidence that the offender, in committing the offence, abused a position of trust or authority in relation to the victim

shall be deemed to be aggravating circumstances;

(b) a sentence should be similar to sentences imposed on similar offenders for similar offences committed in similar circumstances;

(c) where consecutive sentences are imposed, the combined sentence should not be unduly long or harsh;

a) de dénoncer le comportement illégal;

b) de dissuader les délinquants, et qui-conque, de commettre des infractions;

c) d'isoler, au besoin, les délinquants du reste de la société;

d) de favoriser la réinsertion sociale des délinquants;

e) d'assurer la réparation des torts causés aux victimes ou à la collectivité;

f) de susciter la conscience de leurs responsabilités chez les délinquants, notamment par la reconnaissance du tort qu'ils ont causé aux victimes et à la collectivité.

718.1 La peine est proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du délinquant.

718.2 Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu également des principes suivants :

a) la peine devrait être adaptée aux circonstances aggravantes ou atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ou à la situation du délinquant; sont notamment considérées comme des circonstances aggravantes des éléments de preuve établis :

(i) que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur la race, la nationalité, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique ou l'orientation sexuelle de la victime,

(ii) que l'infraction perpétrée par le délinquant constitue un abus de la confiance de la victime ou un abus d'autorité à son égard;

b) l'harmonisation des peines, c'est-à-dire l'infliction de peines semblables à celles infligées à des délinquants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables;

c) l'obligation d'éviter l'excès de nature ou de durée dans l'infliction de peines consécutives;

Fundamental principle

Other sentencing principles

Principe fondamental

Principes de détermination de la peine

on the application of the purchaser after restitution of the property to its owner, order the accused to pay to the purchaser an amount not exceeding the amount paid by the purchaser for the property.

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

(3) All or any part of an amount that is ordered to be paid under subsection (1) may, if the court making the order is satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the accused and the court so directs, be taken out of moneys found in the possession of the accused at the time of his arrest.

727.9 (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence under this Act, Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council,

subject to such terms and conditions as may be prescribed by regulations made by the Governor in Council.

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

(6) Subsections 718(3) to (11) apply and section 718.1 does not apply in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).

728. The person in whose favour judgment is given in proceedings by indictment for defamatory libel is entitled to recover from the opposite party costs in a reasonable amount to be fixed by order of the court.

729. Where costs that are fixed under section 728 are not paid forthwith, the party in whose favour judgment is given may enter judgment for the amount of the costs by filing the order in the superior court of the province in which the trial was held, and that judgment is enforceable against the opposite party in the same manner as if it were a judgment rendered against him in that court in civil proceedings.

païement est ordonné, et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il était un jugement rendu contre lui devant ce tribunal dans des procédures civiles.

(3) La totalité ou une partie d'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) peut, si le tribunal qui rend l'ordonnance est convaincu qu'il n'y a pas de contestation quant à la propriété de cet argent ou au droit de possession y relatif, par des réclamants autres que l'accusé, et si le tribunal l'ordonne, être prise sur l'argent trouvé en la possession de l'accusé au moment de son arrestation.

726. (1) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 736 d'une infraction et que des biens obtenus par suite de la commission de l'infraction ont été vendus à un acheteur de bonne foi, le tribunal peut, à la demande de l'acheteur après restitution des biens à leur propriétaire, ordonner à l'accusé de payer à l'acheteur un montant ne dépassant pas celui que l'acheteur a versé pour les biens.

(2) Lorsqu'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé immédiatement, le requérant peut, en produisant l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, le montant dont le paiement est ordonné, et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il était un jugement rendu contre lui devant ce tribunal dans des procédures civiles.

(3) La totalité ou une partie d'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) peut, si le tribunal qui rend l'ordonnance est convaincu qu'il n'y a pas de contestation quant à la propriété de cet argent ou au droit de possession y relatif, par des réclamants autres que l'accusé, et si le tribunal l'ordonne, être prise sur l'argent trouvé en la possession de l'accusé au moment de son arrestation.

727.9 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un contrevenant est condamné — ou absous en vertu de l'article 736 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, d'ordonner que le contrevenant verse une suramende compensatoire sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du présent article pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par règlement du gouverneur en conseil.

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) si le contrevenant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance visée au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, doivent être rendus par écrit.

(4) Les suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou la façon de calculer le montant maximal — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

(d) an offender should not be deprived of liberty, if less restrictive sanctions may be appropriate in the circumstances; and

(e) all available sanctions other than imprisonment that are reasonable in the circumstances should be considered for all offenders, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders.

Punishment Generally

718.3 (1) Where an enactment prescribes different degrees or kinds of punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence.

(2) Where an enactment prescribes a punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence, but no punishment is a minimum punishment unless it is declared to be a minimum punishment.

(3) Where an accused is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and a term of imprisonment in default of payment of the fine is not specified in the enactment that prescribes the punishment to be imposed, the imprisonment that may be imposed in default of payment shall not exceed the term of imprisonment that is prescribed in respect of the offence.

(4) Where an accused

(a) is convicted while under sentence for an offence, and a term of imprisonment whether in default of payment of a fine or otherwise, is imposed,

(b) is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and both are imposed, or

(c) is convicted of more offences than one before the same court at the same sittings, and

(i) more than one fine is imposed,

d) l'obligation, avant d'envisager la privation de liberté, d'examiner la possibilité de sanctions moins contraignantes lorsque les circonstances le justifient;

e) l'examen de toutes les sanctions substitutives accessibles et applicables à tous les délinquants dans les circonstances, plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants autochtones.

Peines en général

718.3 (1) Lorsqu'une disposition prescrit différents degrés ou genres de peine à l'égard d'une infraction, la punition à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction.

(2) Lorsqu'une disposition prescrit une peine à l'égard d'une infraction, la peine à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, laissée à l'appréciation du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction, mais nulle peine n'est une peine minimale à moins qu'elle ne soit déclarée telle.

(3) Lorsque l'accusé est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et qu'une période d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende n'est pas spécifiée dans la disposition qui prescrit la peine à infliger, l'emprisonnement pouvant être infligé à défaut de paiement ne peut dépasser l'emprisonnement prescrit à l'égard de l'infraction.

(4) Le tribunal qui déclare l'accusé coupable d'une infraction peut ordonner que soient purgées consécutivement les périodes d'emprisonnement auxquelles il condamne l'accusé ou qui sont infligées à celui-ci en application du paragraphe 734(4) lorsque l'accusé, selon le cas :

a) est sous le coup d'une peine et une période d'emprisonnement lui est infligée pour défaut de paiement d'une amende ou pour une autre raison;

Degrees of punishment

Discretion respecting punishment

Imprisonment in default where term not specified

Cumulative punishments

Degré de la peine

Appréciation du tribunal

Emprisonnement à défaut de paiement d'une amende

Peines cumulatives

Imprisonment

730. Every one who is convicted of an indictable offence for which no punishment is specially provided is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

731. (1) Except where otherwise provided, a person who is sentenced to imprisonment for

- (a) life,
- (b) a term of two years or more, or
- (c) two or more terms of less than two years each that are to be served one after the other and that, in the aggregate, amount to two years or more,

shall be sentenced to imprisonment in a penitentiary.

(2) Where a person who is sentenced to imprisonment in a penitentiary is, before the expiration of that sentence, sentenced to imprisonment for a term of less than two years, he shall be sentenced to and shall serve that term in a penitentiary, but if the previous sentence of imprisonment in a penitentiary is set aside, he shall serve that term in accordance with subsection (3).

(3) A person who is sentenced to imprisonment and who is not required to be sentenced as provided in subsection (1) or (2) shall, unless a special prison is prescribed by law, be sentenced to imprisonment in a prison or other place of confinement within the province in which he is convicted, other than a penitentiary, in which the sentence of imprisonment may be lawfully executed.

(4) Where a person is sentenced to imprisonment in a penitentiary while he is lawfully imprisoned in a place other than a penitentiary, he shall, except where otherwise provided, be sent immediately to the penitentiary and shall serve in the penitentiary the unexpired portion of the term of imprisonment that he was serving when he was sentenced to the penitentiary as well as the term of imprisonment for which he was sentenced to the penitentiary.

(5) Where, at any time, a person who is imprisoned in a prison or place of confinement other than a penitentiary is subject to two or more terms of imprisonment, each of which is for less than two years, that are to be served one after the other, and the aggregate of the unexpired portions of those terms at that time amounts to two years or more, he shall be transferred to a penitentiary to serve those terms, but if any one or more of those terms is set aside and the unexpired portions of the remaining term or terms on the day on which he was transferred under this section amounted to less than two years, he shall serve that term or terms in accordance with subsection (3).

(8) For the purposes of subsection (3), "penitentiary" does not, until a day to be fixed by order of the Governor in Council, include the facility mentioned in subsection 15(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*.

731.1 A court that sentences or commits a person to penitentiary shall forward to the Correctional Service of Canada its reasons and recommendations relating to the sentence or committal, any relevant reports that were submitted to the court, and any other information relevant to administering the sentence or committal.

732. (1) A sentence of imprisonment shall be served in accordance with the enactments and rules that govern the institution to which the prisoner is sentenced, and a reference to hard labour in a conviction or sentence shall be deemed to be a reference to the employment of prisoners that is provided for in the enactments or rules.

(2) A conviction or sentence that imposes hard labour shall not be quashed or set aside on the ground only that the enactment that creates

(6) Les paragraphes 718(3) à (11) s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) mais l'article 718.1 ne s'y applique pas.

728. La personne en faveur de qui jugement est rendu dans des procédures sur acte d'accusation pour libelle diffamatoire a droit de recouvrer de la partie adverse un montant raisonnable de frais qui est fixé par ordonnance du tribunal.

729. Lorsque les frais fixés en vertu de l'article 728 ne sont pas payés immédiatement, la partie en faveur de qui un jugement est rendu peut faire inscrire jugement pour le montant des frais en produisant l'ordonnance devant la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, et ce jugement est exécutoire contre la partie adverse de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre elle, devant ce tribunal, dans des procédures civiles.

Emprisonnement

730. Quiconque est déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il n'est spécialement prévu aucune peine est passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.

731. (1) Sauf disposition contraire, une personne qui est condamnée, selon le cas :

- a) à l'emprisonnement à perpétuité;
- b) à un emprisonnement de deux ans ou plus;
- c) à l'emprisonnement pour deux ou plusieurs périodes de moins de deux ans chacune, à purger l'une après l'autre et dont la durée totale est de deux ans ou plus,

doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier.

(2) Lorsqu'une personne condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier est, avant l'expiration de cette sentence, condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, elle doit être condamnée et purger cette dernière sentence dans un pénitencier. Toutefois, si la sentence antérieure d'emprisonnement dans un pénitencier est annulée, elle doit purger l'autre conformément au paragraphe (3).

(3) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement et qu'il n'est pas requis de la condamner comme le prévoit le paragraphe (1) ou (2), elle doit, à moins que la loi ne prescrive une prison spéciale, être condamnée à l'emprisonnement dans une prison ou autre lieu de détention de la province où elle est déclarée coupable, autre qu'un pénitencier, où la sentence d'emprisonnement peut être légalement exécutée.

(4) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier pendant qu'elle est légalement emprisonnée dans un autre endroit qu'un pénitencier, elle doit, sauf lorsqu'il y est autrement pourvu, être envoyée immédiatement au pénitencier et y purger la partie inexpirée de la période d'emprisonnement qu'elle purgeait lorsqu'elle a été condamnée au pénitencier, ainsi que la période d'emprisonnement pour laquelle elle a été condamnée au pénitencier.

(5) Lorsque, à un moment quelconque, une personne qui est emprisonnée dans une prison ou un lieu de détention autre qu'un pénitencier est condamnée à purger, l'une après l'autre, deux ou plusieurs périodes d'emprisonnement, chacune de moins de deux ans, et que l'ensemble des parties non expirées de ces périodes à ce moment est de deux ans ou plus, elle doit être transférée dans un pénitencier pour purger ces périodes. Toutefois, si l'une ou plusieurs de ces périodes sont annulées et si l'ensemble des parties non expirées de la ou des périodes qui restaient le jour où la personne a été transférée en vertu du présent article était de moins de deux ans, elle doit purger cette ou ces périodes en conformité avec le paragraphe (3).

(ii) terms of imprisonment for the respective offences are imposed, or

(iii) a term of imprisonment is imposed in respect of one offence and a fine is imposed in respect of another offence,

the court that convicts the accused may direct that the terms of imprisonment that are imposed by the court or result from the operation of subsection 734(4) shall be served consecutively.

(5) Where an offender who is under a conditional sentence imposed under section 742.1 is convicted of a second offence that was committed while the offender was under the conditional sentence,

(a) a sentence of imprisonment imposed for the second offence shall be served consecutively to the conditional sentence; and

(b) the offender shall be imprisoned until the expiration of the sentence imposed for the second offence, or for any longer period resulting from the operation of subparagraph 742.6(9)(c)(i) or paragraph 742.6(9)(d).

719. (1) A sentence commences when it is imposed, except where a relevant enactment otherwise provides.

(2) Any time during which a convicted person is unlawfully at large or is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as part of any term of imprisonment imposed on the person.

(3) In determining the sentence to be imposed on a person convicted of an offence, a court may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence.

(4) Notwithstanding subsection (1), a term of imprisonment, whether imposed by a trial court or the court appealed to, commences or shall be deemed to be resumed, as the case may be, on the day on which the convicted

b) est déclaré coupable d'une infraction punissable d'une amende et d'un emprisonnement, et les deux lui sont infligés;

c) est déclaré coupable de plus d'une infraction devant le même tribunal pendant la même session, et, selon le cas :

(i) plus d'une amende est infligée,

(ii) des périodes d'emprisonnement sont infligées pour chacune,

(iii) une période d'emprisonnement est infligée pour une et une amende infligée pour une autre.

(5) Lorsque le délinquant, étant sous le coup d'une condamnation avec sursis prononcée aux termes de l'article 742.1, est déclaré coupable d'une deuxième infraction perpétrée pendant le sursis d'exécution de la peine, sauf ordonnance du tribunal au contraire, la peine infligée pour la deuxième infraction est purgée consécutivement au sursis et le délinquant est emprisonné jusqu'à la fin de la peine infligée pour la deuxième infraction, ou pour la période plus longue résultant de l'application de sous-alinéa 742.6(9)c)(i) ou de l'alinéa 742.6(9)d).

719. (1) La peine commence au moment où elle est infligée, sauf lorsque le texte législatif applicable y pourvoit de façon différente.

(2) Les périodes durant lesquelles une personne déclarée coupable est illégalement en liberté ou est légalement en liberté à la suite d'une mise en liberté provisoire accordée en vertu de la présente loi ne sont pas prises en compte dans le calcul de la période d'emprisonnement infligée à cette personne.

(3) Pour fixer la peine à infliger à une personne déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut prendre en compte toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction.

(4) Malgré le paragraphe (1), une période d'emprisonnement, infligée par un tribunal de première instance ou par le tribunal saisi d'un appel, commence à courir ou est censée reprendre, selon le cas, à la date où la personne

Idem

Commencement of sentence

Time at large excluded from term of imprisonment

Determination of sentence

When time begins to run

Idem

Début de la peine

Exclusion de certaines périodes

Infligence de la peine

Début de l'emprisonnement

the offence does not authorize the imposition of hard labour, but shall be amended accordingly.

733. (1) Where a young person is sentenced to imprisonment under this or any other Act of Parliament, the young person may, with the consent of the provincial director, be transferred to a place of custody for any portion of his term of imprisonment, but in no case shall the young person be kept in a place of custody under this section after he attains the age of twenty years.

(2) Where the provincial director certifies that a young person transferred to a place of custody under subsection (1) can no longer be held therein without significant danger of escape or of detrimentally affecting the rehabilitation or reformation of other young persons held therein, the young person may be imprisoned during the remainder of his term of imprisonment in any place where he might, but for subsection (1), have been imprisoned.

(3) For the purposes of this section, the expressions "adult", "provincial director" and "young person" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the *Young Offenders Act* and the expression "place of custody" means "open custody" or "secure custody" within the meaning assigned by subsection 24(1) of that Act.

Delivery of Accused to Keeper of Prison

734. A peace officer or other person to whom a warrant of committal authorized by this or any other Act of Parliament is directed shall arrest the person named or described therein, if it is necessary to do so in order to take that person into custody, convey that person to the prison mentioned in the warrant and deliver him, together with the warrant, to the keeper of the prison who shall thereupon give to the peace officer or other person who delivers the prisoner a receipt in Form 43 setting out the state and condition of the prisoner when delivered into his custody.

Absolute and Conditional Discharges, Suspended Sentences, Intermittent Sentences and Probation

735. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, a probation officer shall, if required to do so by a court, prepare and file with the court a report in writing relating to the accused for the purpose of assisting the court in imposing sentence or in determining whether the accused should be discharged pursuant to section 736.

(1.1) For the purpose of determining the sentence to be imposed on an offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 736 in respect of any offence, the court may consider a statement, prepared in accordance with subsection (1.2), of a victim of the offence describing the harm done to, or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.

(1.2) A statement referred to in subsection (1.1) shall be

(a) prepared in writing in the form and in accordance with the procedures established by a program designated for the purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province in which the court is exercising its jurisdiction; and

(b) filed with the court.

(1.3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (1.2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 736.

(8) Pour l'application du paragraphe (3), « pénitencier » ne vise pas, avant une date à fixer par décret du gouverneur en conseil, l'établissement mentionné au paragraphe 15(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

731.1 Le tribunal qui condamne ou envoie une personne au pénitencier transmet au Service correctionnel du Canada ses motifs et recommandations relatifs à la mesure, ainsi que tous rapports pertinents qui lui ont été soumis et renseignements pertinents à l'administration de la peine.

732. (1) Une sentence d'emprisonnement est purgée conformément aux dispositions et règles qui régissent l'institution à laquelle le prisonnier est condamné et une mention de travaux forcés dans une condamnation ou sentence est censée une mention de l'emploi des prisonniers que prévoient les dispositions ou règles.

(2) Une condamnation ou sentence qui impose des travaux forcés ne peut être annulée ou écartée pour le seul motif que la disposition qui crée l'infraction n'autorise pas l'imposition de travaux forcés, mais elle doit être modifiée en conséquence.

733. (1) Lorsqu'un adolescent a été condamné à l'emprisonnement en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, il peut, avec le consentement du directeur provincial, être transféré à un lieu de garde pour toute fraction de sa peine d'emprisonnement, mais il ne peut être maintenu en ce lieu après qu'il a atteint l'âge de vingt ans.

(2) Lorsque le directeur provincial atteste que l'adolescent transféré à un lieu de garde en application du paragraphe (1) ne peut plus y rester sans risque sérieux d'évasion ou sans que ne soit compromise la réinsertion sociale ou l'amélioration de conduite des autres adolescents qui s'y trouvent, l'adolescent peut être emprisonné pour le reste de sa peine à un endroit où, compte non tenu du paragraphe (1), il aurait pu la purger.

(3) Pour l'application du présent article, « adolescent », « adulte » et « directeur provincial » ont le sens que leur donne le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, et « lieu de garde » s'entend de « garde en milieu ouvert » ou de « garde en milieu fermé » au sens que leur donne le paragraphe 24(1) de cette loi.

Remise d'un accusé au gardien de prison

734. Un agent de la paix ou une autre personne à qui est adressé un mandat de dépôt autorisé par la présente loi ou toute autre loi fédérale arrête, si nécessaire, la personne y nommée ou décrite, la conduit à la prison mentionnée dans le mandat et la remet, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donne alors à l'agent de la paix ou à l'autre personne qui remet le prisonnier un reçu, selon la formule 43, indiquant l'état et la condition du prisonnier lorsqu'il a été remis à sa garde.

Absolutions inconditionnelles et sous condition, condamnations avec sursis, peines discontinuées et probation

735. (1) Lorsqu'un accusé, autre qu'une personne morale, plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction, un agent de probation doit, s'il est requis de le faire par un tribunal, préparer et déposer au tribunal un rapport écrit concernant l'accusé afin d'aider le tribunal à imposer une sentence ou à décider si l'accusé devrait être absous en application de l'article 736.

(1.1) Pour déterminer la peine à infliger ou pour décider si un accusé devrait être absous en vertu de l'article 736, le tribunal peut prendre en considération la déclaration de la victime, rédigée en conformité avec le paragraphe (1.2), sur les dommages — corporels ou autres — ou les pertes que la perpétration de l'infraction lui a causés.

	person is arrested and taken into custody under the sentence.	déclarée coupable est arrêtée et mise sous garde aux termes de la sentence.	
When fine imposed	(5) Notwithstanding subsection (1), where the sentence that is imposed is a fine with a term of imprisonment in default of payment, no time prior to the day of execution of the warrant of committal counts as part of the term of imprisonment.	(5) Malgré le paragraphe (1), lorsque la peine infligée est une amende avec un emprisonnement à défaut de paiement, aucune période antérieure à la date de l'exécution du mandat d'incarcération ne compte comme partie de la période d'emprisonnement.	Période antérieure d'emprisonnement 5
Application for leave to appeal	(6) An application for leave to appeal is an appeal for the purposes of this section.	(6) Une demande d'autorisation d'appel constitue un appel pour l'application du présent article.	Demande d'autorisation d'appel 10
	<i>Procedure and Evidence</i>	<i>Procédure et règles de preuve</i>	
Sentencing proceedings	720. A court shall, as soon as practicable after an offender has been found guilty, conduct proceedings to determine the appropriate sentence to be imposed.	720. Dans les meilleurs délais possibles suivant la déclaration de culpabilité, le tribunal procède à la détermination de la peine à infliger au délinquant.	Règle générale 15
Report by probation officer	721. (1) Subject to regulations made under subsection (2), where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, a probation officer shall, if required to do so by a court, prepare and file with the court a report in writing relating to the accused for the purpose of assisting the court in imposing a sentence or in determining whether the accused should be discharged pursuant to section 730.	721. (1) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), lorsque l'accusé, autre qu'une personne morale, plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction, l'agent de probation est tenu, s'il est requis de le faire par le tribunal, de préparer et de déposer devant celui-ci un rapport écrit concernant l'accusé afin d'aider le tribunal à infliger une peine ou à décider si l'accusé devrait être absous en application de l'article 730.	Rapport de l'agent de probation 20
Provincial regulations	(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations respecting the types of offences for which a court may require a report, and respecting the content and form of the report.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, déterminer les sortes d'infractions qui peuvent faire l'objet d'un rapport présentiel et régir la forme et le contenu du rapport.	Règlements de la province 30
Content of report	(3) Unless otherwise specified by the court, the report must, wherever possible, contain information on the following matters: (a) the offender's age, maturity, character, behaviour, attitude and willingness to make amends; (b) the history of previous dispositions under the <i>Young Offenders Act</i> and of previous findings of guilt under this Act and any other Act of Parliament; (c) the history of any alternative measures used to deal with the offender, and the offender's response to those measures; and	(3) Sauf détermination contraire du tribunal, les renseignements suivants figurent dans le rapport, si possible : a) l'âge, le degré de maturité, le caractère et le comportement du délinquant et son désir de réparer le tort; b) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les décisions rendues en application de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i> ou les déclarations de culpabilité prononcées en application de la présente loi ou d'une autre loi fédérale; c) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les mesures de rechange qui ont été appliquées et leurs effets sur lui;	Contenu du rapport 35

(1.4) For the purpose of this section, “victim”, in relation to an offence,

(a) means the person to whom harm is done or who suffers physical or emotional loss as a result of the commission of the offence, and

(b) where the person described in paragraph (a) is dead, ill or otherwise incapable of making a statement referred to in subsection (1.1), includes the spouse or any relative of that person, anyone who has in law or in fact the custody of that person or is responsible for the care or support of that person or any dependant of that person.

(2) Where a report or statement is filed with the court under subsection (1) or (1.2), the clerk of the court shall forthwith cause a copy of the report or statement to be provided to the offender or counsel for the offender and to the prosecutor.

736. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order.

(2) Subject to the provisions of Part XVI, where an accused who has not been taken into custody or who has been released from custody under or by virtue of any provision of Part XVI pleads guilty to or is found guilty of an offence but is not convicted, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by him continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of him is made under subsection (1) unless, at the time he pleads guilty or is found guilty, the court, judge or justice orders that he be taken into custody pending such a disposition.

(3) Where a court directs under subsection (1) that an offender be discharged of an offence, the offender shall be deemed not to have been convicted of the offence except that

(a) the offender may appeal from the determination of guilt as if it were a conviction in respect of the offence;

(b) the Attorney General and, in the case of summary conviction proceedings, the informant or the informant's agent may appeal from the decision of the court not to convict the offender of the offence as if that decision were a judgment or verdict of acquittal of the offence or a dismissal of the information against the offender; and

(c) the offender may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence.

(4) Where an accused who is bound by the conditions of a probation order made at a time when he was directed to be discharged under this section is convicted of an offence, including an offence under section 740, the court that made the probation order may, in addition to or in lieu of exercising its authority under subsection 738(4), at any time when it may take action under that subsection, revoke the discharge, convict the accused of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could have been imposed if the accused had been convicted at the time he was discharged, and no appeal lies from a conviction under this subsection where an appeal was taken from the order directing that the accused be discharged.

737. (1) Where an accused is convicted of an offence, the court may, having regard to the age and character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,

(1.2) La déclaration visée au paragraphe (1.1) est à rédiger selon la forme et en conformité avec les règles prévues par le programme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où siège le tribunal et doit être déposée auprès de celui-ci.

(1.3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (1.2) ne porte pas atteinte à la liberté du tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au contrevenant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 736.

(1.4) Pour l'application du présent article, la victime est :

a) la personne qui subit des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction;

b) si la personne visée à l'alinéa a) est décédée, malade ou autrement incapable de faire la déclaration prévue au paragraphe (1.1), soit son conjoint, soit l'un de ses parents, soit quiconque en a la garde, en droit ou en fait, soit toute personne aux soins de laquelle elle est confiée ou qui est chargée de son entretien, soit une personne à sa charge.

(2) Dès que les rapports ou les déclarations visés aux paragraphes (1) ou (1.2) sont déposés, le greffier en fait parvenir une copie au contrevenant ou à son procureur ainsi qu'au poursuivant.

736. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas une peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

(2) Sous réserve de la partie XVI, lorsqu'un accusé qui n'a pas été mis sous garde ou qui a été mis en liberté aux termes ou en vertu de la partie XVI plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction mais n'est pas condamné, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui demeure en vigueur, sous réserve de ses dispositions, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) à moins que, au moment où il plaide coupable ou est reconnu coupable, le tribunal, le juge ou le juge de paix n'ordonne que le prévenu soit mis sous garde en attendant cette décision.

(3) Le contrevenant qui est absous en conformité avec le paragraphe (1) est réputé ne pas avoir été condamné à l'égard de l'infraction; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

a) le contrevenant peut interjeter appel de la détermination de culpabilité comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution;

b) le procureur général ou, dans le cas de procédures sommaires, le dénonciateur ou son mandataire peut interjeter appel de la décision du tribunal de ne pas condamner le contrevenant à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution comme s'il s'agissait d'un jugement ou d'un verdict d'acquiescement de l'infraction ou d'un rejet de l'accusation portée contre lui;

c) le contrevenant peut plaider *autrefois convict* relativement à toute inculpation subséquente relative à l'infraction.

(4) Lorsqu'un accusé qui est soumis aux conditions d'une ordonnance de probation rendue à une époque où son absolution a été ordonnée en vertu du présent article est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu d'exercer le pouvoir que lui confère

	(d) any matter required, by any regulation made under subsection (2), to be included in the report.	d) les autres renseignements qui doivent figurer dans le rapport aux termes des règlements d'application du paragraphe (2).	
Idem	(4) The report must also contain information on any other matter required by the court, after hearing argument from the prosecutor and the offender, to be included in the report, subject to any contrary regulation made under subsection (2).	(4) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), figurent dans le rapport les autres renseignements exigés par le tribunal après avoir entendu le poursuivant et le délinquant.	Autres renseignements
Victim impact statement	722. (1) For the purpose of determining the sentence to be imposed on an offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730 in respect of any offence, the court shall consider any statement that may have been prepared in accordance with subsection (2) of a victim of the offence describing the harm done to, or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.	722. (1) Pour déterminer la peine à infliger ou pour décider si un délinquant devrait être absous en vertu de l'article 730, le tribunal prend en considération la déclaration de la victime, rédigée en conformité avec le paragraphe (2), sur les dommages — corporels ou autres — ou les pertes causées à celle-ci 15 par la perpétration de l'infraction.	Déclaration de la victime
Procedure for victim impact statement	(2) A statement referred to in subsection 20 (1) must be (a) prepared in writing in the form and in accordance with the procedures established by a program designated for that purpose by the Lieutenant Governor in 25 Council of the province in which the court is exercising its jurisdiction; and (b) filed with the court.	(2) La déclaration visée au paragraphe (1) est à rédiger selon la forme et en conformité avec les règles prévues par le programme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil 20 de la province où siège le tribunal et doit être déposée auprès de celui-ci.	Procédure
Other evidence concerning victim admissible	(3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should 35 be discharged pursuant to section 730.	(3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (2) ne porte pas atteinte à la liberté du 25 tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 730.	Appréciation du tribunal
Definition of "victim"	(4) For the purposes of this section, "victim", in relation to an offence, (a) means the person to whom harm was done or who suffered physical or emotional 40 loss as a result of the commission of the offence; and (b) where the person described in paragraph (a) is dead, ill or otherwise incapable of making a statement referred to in 45 subsection (1), includes the spouse or any relative of that person, anyone who has in	(4) Pour l'application du présent article, la victime est : a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction; 35 b) si la personne visée à l'alinéa a) est décédée, malade ou incapable de faire la déclaration prévue au paragraphe (1), soit son conjoint, soit un parent, soit quiconque en a la garde, en droit ou en fait, 40 soit toute personne aux soins de laquelle	Définition de « victime »

(a) in the case of an offence other than one for which a minimum punishment is prescribed by law, suspend the passing of sentence and direct that the accused be released on the conditions prescribed in a probation order;

(b) in addition to fining the accused or sentencing him to imprisonment, whether in default of payment of a fine or otherwise, for a term not exceeding two years, direct that the accused comply with the conditions prescribed in a probation order; or

(c) where it imposes a sentence of imprisonment on the accused, whether in default of payment of a fine or otherwise, that does not exceed ninety days, order that the sentence be served intermittently at such times as are specified in the order and direct that the accused, at all times when he is not in confinement pursuant to the order, comply with the conditions prescribed in a probation order.

(2) The following conditions shall be deemed to be prescribed in a probation order, namely, that the accused shall keep the peace and be of good behaviour and shall appear before the court when required to do so by the court, and, in addition, the court may prescribe as conditions in a probation order that the accused shall do any one or more of the following things as specified in the order, namely,

(a) report to and be under the supervision of a probation officer or other person designated by the court;

(b) provide for the support of his spouse or any other dependants whom he is liable to support;

(c) abstain from the consumption of alcohol either absolutely or on such terms as the court may specify;

(d) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;

(e) make restitution or reparation to any person aggrieved or injured by the commission of the offence for the actual loss or damage sustained by that person as a result thereof;

(f) remain within the jurisdiction of the court and notify the court or the probation officer or other person designated under paragraph (a) of any change in his address or his employment or occupation;

(g) make reasonable efforts to find and maintain suitable employment; and

(h) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable for securing the good conduct of the accused and for preventing a repetition by him of the same offence or the commission of other offences.

(3) A probation order may be in Form 46, and the court that makes the probation order shall specify therein the period for which it is to remain in force.

(4) Where the court makes a probation order, it shall

(a) cause the order to be read by or to the accused;

(b) cause a copy of the order to be given to the accused; and

(c) inform the accused of the provisions of subsection 738(4) and of section 740.

738. (1) A probation order comes into force

(a) on the date on which the order is made; or

(b) where the accused is sentenced to imprisonment under paragraph 737(1)(b) otherwise than in default of payment of a fine, on the expiration of that sentence.

(2) Subject to subsection (4),

(a) where an accused who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 740, or is imprisoned

le paragraphe 738(4), à tout moment où il peut prendre une mesure en vertu de ce paragraphe, annuler l'absolution, déclarer l'accusé coupable de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution et infliger toute peine qui aurait pu être infligée s'il avait été déclaré coupable au moment de son absolution; il ne peut être interjeté appel d'une déclaration de culpabilité prononcée en vertu du présent paragraphe lorsqu'il a été fait appel de l'ordonnance prescrivant que l'accusé soit absous.

737. (1) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu l'âge et la réputation de l'accusé, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise :

a) dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale est prescrite par la loi, surseoir au prononcé de la sentence et ordonner qu'il soit libéré selon les conditions prescrites dans une ordonnance de probation;

b) en plus d'imposer une amende à l'accusé ou de le condamner à un emprisonnement maximal de deux ans pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que l'accusé se conforme aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation;

c) lorsqu'il impose à l'accusé un emprisonnement maximal de quatre-vingt-dix jours, pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que la sentence soit purgée de façon discontinue aux moments qui sont spécifiés dans l'ordonnance et ordonner que l'accusé se conforme, pendant tout le temps où il ne sera pas en prison en application de cette ordonnance, aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

(2) Les conditions suivantes sont censées être prescrites dans une ordonnance de probation, savoir : que l'accusé ne trouble pas l'ordre public et ait une bonne conduite et qu'il compareaisse devant le tribunal lorsqu'il en est requis par celui-ci et, en outre, le tribunal peut prescrire comme conditions, dans une ordonnance de probation, que l'accusé devra exécuter l'une ou plusieurs des choses suivantes comme le spécifie l'ordonnance :

a) se présenter à un agent de probation ou autre personne désignée par le tribunal, et être sous sa surveillance;

b) subvenir aux besoins de son conjoint et de toutes autres personnes qu'il est tenu de faire vivre;

c) s'abstenir, soit absolument, soit selon les conditions que le tribunal peut spécifier, de consommer de l'alcool;

d) s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme;

e) faire restitution ou réparation, à toute personne lésée ou blessée du fait de l'infraction, de la perte ou du dommage véritables soufferts de ce fait par cette personne;

f) rester dans le ressort du tribunal et notifier à celui-ci ou à l'agent de probation ou autre personne désignée en vertu de l'alinéa a) tout changement d'adresse ou d'emploi ou d'occupation;

g) faire des efforts raisonnables en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;

h) observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables pour assurer la bonne conduite de l'accusé et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.

(3) Une ordonnance de probation peut être rédigée selon la formule 46 et le tribunal qui rend l'ordonnance y spécifie la période pendant laquelle elle doit demeurer en vigueur.

(4) Lorsque le tribunal rend une ordonnance de probation :

a) il fait lire l'ordonnance par l'accusé ou à l'accusé;

b) il fait remettre une copie de l'ordonnance à l'accusé;

	law or fact the custody of that person or is responsible for the care or support of that person or any dependant of that person.	elle est confiée ou qui est chargée de son entretien, soit une personne à sa charge.	
Copies of documents	722.1 The clerk of the court shall provide a copy of a document referred to in section 721 or subsection 722(1), as soon as practicable after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the prosecutor.	722.1 Dans les meilleurs délais possibles suivant leur dépôt auprès du tribunal, le greffier fait parvenir au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délinquant ou à son avocat, selon le cas, une copie des documents visés à l'article 721 ou au paragraphe 722(1).	Copie des documents
Submissions on facts	723. (1) Before determining the sentence, a court shall give the prosecutor and the offender an opportunity to make submissions with respect to any facts relevant to the sentence to be imposed.	723. (1) Avant de déterminer la peine, le tribunal donne aux parties — le délinquant ou son avocat, selon le cas, et le poursuivant — la possibilité de lui présenter des observations sur tous faits pertinents liés à la détermination de la peine.	Observations des parties
Submission of evidence	(2) The court shall hear any relevant evidence presented by the prosecutor or the offender.	(2) Le tribunal prend connaissance des éléments de preuve pertinents que lui présentent les parties.	Éléments de preuve
Production of evidence	(3) The court may, on its own motion, after hearing argument from the prosecutor and the offender, require the production of evidence that would assist it in determining the appropriate sentence.	(3) Le tribunal peut exiger d'office, après avoir entendu le poursuivant et le délinquant, la présentation des éléments de preuve qui pourront l'aider à déterminer la peine.	Production d'éléments de preuve
Compel appearance	(4) Where it is necessary in the interests of justice, the court may, after consulting the parties, compel the appearance of any person who is a compellable witness to assist the court in determining the appropriate sentence.	(4) Le tribunal peut exiger, dans l'intérêt de la justice et après avoir consulté les parties, la comparution de toute personne contraignable pouvant lui fournir des renseignements utiles à la détermination de la peine.	Comparution
Hearsay evidence	(5) Hearsay evidence is admissible at sentencing proceedings, but the court may, if the court considers it to be in the interests of justice, compel a person to testify where the person (a) has personal knowledge of the matter; (b) is reasonably available; and (c) is a compellable witness.	(5) Le oui-dire est admissible mais le tribunal peut, s'il le juge dans l'intérêt de la justice, contraindre à témoigner la personne : a) qui a eu une connaissance directe d'un fait; b) qui est normalement disponible pour comparaître; c) qui est contraignable.	Oui-dire
Information accepted	724. (1) In determining a sentence, a court may accept as proved any information disclosed at the trial or at the sentencing proceedings and any facts agreed on by the prosecutor and the offender.	724. (1) Le tribunal peut, pour déterminer la peine, considérer comme prouvés les renseignements qui sont portés à sa connaissance lors du procès ou dans le cadre des procédures de détermination de la peine et les faits sur lesquels le poursuivant et le délinquant s'entendent.	Acceptation des faits
Jury	(2) Where the court is composed of a judge and jury, the court	(2) Le tribunal composé d'un juge et d'un jury :	Jury

under paragraph 737(1)(b) in default of payment of a fine, the order continues in force except in so far as the sentence renders it impossible for the accused for the time being to comply with the order; and

(b) no probation order shall continue in force for more than three years from the date on which the order came into force.

(3) Where a court has made a probation order, the court may at any time, on application by the accused or the prosecutor, require the accused to appear before it and, after hearing the accused and the prosecutor,

(a) make any changes in or additions to the conditions prescribed in the order that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in the circumstances since the conditions were prescribed,

(b) relieve the accused, either absolutely or on such terms or for such period as the court deems desirable, of compliance with any condition described in any of paragraphs 737(2)(a) to (h) that is prescribed in the order, or

(c) decrease the period for which the order is to remain in force,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes or adds to the conditions prescribed in the order, inform the accused of its action and give him a copy of the order so endorsed.

(4) Where an accused who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 740, and

(a) the time within which an appeal may be taken against that conviction has expired and he has not taken an appeal,

(b) he has taken an appeal against that conviction and the appeal has been dismissed, or

(c) he has given written notice to the court that convicted him that he elects not to appeal his conviction or has abandoned his appeal, as the case may be,

in addition to any punishment that may be imposed for that offence, the court that made the probation order may, on application by the prosecutor, require the accused to appear before it and, after hearing the prosecutor and the accused,

(d) where the probation order was made under paragraph 737(1)(a), revoke the order and impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended, or

(e) make such changes in or additions to the conditions prescribed in the order as the court deems desirable or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court deems desirable,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes or adds to the conditions prescribed in the order or extends the period for which the order is to remain in force, inform the accused of its action and give him a copy of the order so endorsed.

(5) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply with such modifications as the circumstances require to proceedings under subsections (3) and (4).

739. (1) Where an accused who is bound by a probation order becomes a resident of, or is convicted or discharged under section 736 of an offence including an offence under section 740 in a territorial division, other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may, on the application of the prosecutor, and, if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of

(a) the Attorney General of Canada, in the case of proceedings in relation to an offence that were instituted at the instance of the Gov-

ernment, c) il informe l'accusé des dispositions du paragraphe 738(4) et de l'article 740.

738. (1) Une ordonnance de probation entre en vigueur :

a) à la date à laquelle l'ordonnance est rendue;

b) lorsque l'accusé est condamné à un emprisonnement en vertu de l'alinéa 737(1)b), autrement que pour défaut de paiement d'une amende, à l'expiration de cette sentence.

(2) Sous réserve du paragraphe (4) :

a) lorsqu'un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, ou est emprisonné en vertu de l'alinéa 737(1)b) pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance reste en vigueur sauf dans la mesure où la sentence met l'accusé dans l'impossibilité de se conformer à ce moment-là aux dispositions de l'ordonnance;

b) aucune ordonnance de probation ne reste en vigueur pendant plus de trois ans à partir de la date où elle est entrée en vigueur.

(3) Lorsqu'un tribunal a rendu une ordonnance de probation, il peut, à tout moment, sur demande de l'accusé ou du poursuivant, requérir l'accusé de comparaître devant lui et, après audition de l'accusé et du poursuivant :

a) apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance tout changement ou supplément qui, de l'avis du tribunal, sont rendus souhaitables en raison du changement des circonstances depuis que les conditions ont été prescrites;

b) relever l'accusé, soit complètement, soit selon les modalités ou pour la période que le tribunal estime souhaitables, de l'obligation d'observer toute condition, mentionnée dans l'un des alinéas 737(2)a) à h), qui est prescrite dans l'ordonnance;

c) raccourcir la période durant laquelle l'ordonnance de probation doit demeurer en vigueur.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il apporte des changements ou suppléments aux conditions prescrites dans l'ordonnance, en informe l'accusé et lui délivre une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(4) Lorsqu'un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, et que, selon le cas :

a) le délai durant lequel un appel de cette déclaration de culpabilité peut être interjeté est expiré ou l'accusé n'a pas interjeté appel;

b) il a interjeté appel de cette déclaration de culpabilité et l'appel a été rejeté;

c) il a donné avis écrit au tribunal qui l'a déclaré coupable qu'il a choisi de ne pas interjeté appel de cette déclaration de culpabilité ou d'abandonner son appel, selon le cas,

en sus de toute peine qui peut être imposée pour cette infraction, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, à la demande du poursuivant, requérir l'accusé de comparaître devant lui et, après audition du poursuivant et de l'accusé :

d) lorsque l'ordonnance de probation a été rendue en vertu de l'alinéa 737(1)a), révoquer l'ordonnance et imposer toute sentence qui aurait pu être imposée si le prononcé de la sentence n'avait pas été suspendu;

e) apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance les changements ou suppléments que le tribunal estime souhaitables, ou prolonger la période durant laquelle l'ordonnance doit rester en vigueur de la période supplémentaire que le tribunal estime souhaitable, sans dépasser un an.

Disputed facts

(a) shall accept as proven all facts, express or implied, that are essential to the jury's verdict of guilty; and

(b) may find any other relevant fact that was disclosed by evidence at the trial to be proven, or hear evidence presented by either party with respect to that fact.

(3) Where there is a dispute with respect to any fact that is relevant to the determination of a sentence,

(a) the court shall request that evidence be adduced as to the existence of the fact unless the court is satisfied that sufficient evidence was adduced at the trial;

(b) the party wishing to rely on a relevant fact, including a fact contained in a presentence report, has the burden of proving it;

(c) either party may cross-examine any witness called by the other party;

(d) subject to paragraph (e), the court must be satisfied on a balance of probabilities of the existence of the disputed fact before relying on it in determining the sentence; and

(e) the prosecutor must establish, by proof beyond a reasonable doubt, the existence of any aggravating fact or any previous conviction by the offender.

Other offences

725. (1) In determining the sentence, a court, if it would have had jurisdiction to try the following offences or outstanding charges against the offender,

(a) shall consider, if it is possible and appropriate to do so, any other offences which the offender was found guilty by the same court, and shall determine the sentence to be imposed for each of those offences;

(b) shall consider, with the consent of the offender and the Attorney General, any outstanding charges against the offender to which the offender consents to plead guilty and pleads guilty, and shall determine the sentence to be imposed for each charge, unless the court is of the opinion that a separate prosecution for the other

a) considère comme prouvés tous les faits, exprès ou implicites, essentiels au verdict de culpabilité qu'a rendu le jury;

b) à l'égard des autres faits pertinents qui ont été révélés lors du procès, peut les accepter comme prouvés ou permettre aux parties d'en faire la preuve.

(3) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'un fait pertinent est contesté :

a) sauf s'il est convaincu que des éléments de preuve suffisants ont été présentés lors du procès, le tribunal exige que le fait soit établi en preuve;

b) la partie qui a l'intention de se fonder sur le fait pertinent, notamment si celui-ci figure au rapport présentenciel, a la charge de l'établir en preuve;

c) chaque partie est autorisée à contre-interroger les témoins convoqués par l'autre partie;

d) sous réserve de l'alinéa e), le tribunal doit être convaincu, par une preuve prépondérante, de l'existence du fait contesté sur lequel il se fonde pour déterminer la peine;

e) le poursuivant est tenu de prouver hors de tout doute raisonnable tout fait aggravant ou toute condamnation antérieure du délinquant.

725. (1) Pour la détermination de la peine, le tribunal, s'il aurait eu compétence pour être saisi des infractions ou accusations mentionnées ci-après :

a) est tenu, s'il est possible et opportun de le faire, de prendre en considération toutes les infractions dont le délinquant a été déclaré coupable par le même tribunal et de déterminer la peine à infliger pour chacune;

b) est tenu, si le procureur général et le délinquant y consentent, de prendre en considération toutes les autres accusations portées contre le délinquant à l'égard desquelles celui-ci consent à plaider coupable et plaide coupable et de déterminer la peine à infliger pour chacune, sauf s'il est d'avis qu'il est conforme à l'intérêt public

Faits contestés

Autres infractions

ernment of Canada and conducted by or on behalf of that Government, or

(b) in any other case, the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the accused, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the accused had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

(2) Where a court that has made a probation order or to which a probation order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the probation order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

740. (1) An accused who is bound by a probation order and who wilfully fails or refuses to comply with that order is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) An accused who is charged with an offence under subsection (1) may be tried and punished by any court having jurisdiction to try that offence in the place where the offence is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the offence is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that offence shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province.

Dispositions Against Young Persons

741.1 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 731 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment imposed on the day the order is made.

Eligibility for Parole

741.2 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il apporte des changements ou suppléments aux conditions prescrites dans l'ordonnance ou prolonge la période durant laquelle l'ordonnance doit rester en vigueur, en informe l'accusé et lui délivre une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(5) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures intervenant en vertu des paragraphes (3) et (4).

739. (1) Lorsqu'un accusé soumis à une ordonnance de probation devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, ou y est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 736 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande du poursuivant et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province :

a) soit du procureur général du Canada, dans le cas des procédures intentées à la demande du gouvernement du Canada et dirigées par ce gouvernement ou pour son compte;

b) soit du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue,

transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès de l'accusé, eu juridiction pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si l'accusé y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il avait rendu l'ordonnance.

(2) Lorsqu'un tribunal qui a rendu une ordonnance de probation ou à qui une ordonnance de probation a été transférée en vertu du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province.

740. (1) Un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation et qui, volontairement, omet ou refuse de se conformer à cette ordonnance est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(2) Un accusé qui est inculpé d'une infraction aux termes du paragraphe (1) peut être jugé et condamné par tout tribunal ayant juridiction pour juger cette infraction au lieu où l'infraction est présumée avoir été commise, ou au lieu où l'accusé est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si le lieu où l'accusé est trouvé, est arrêté ou est sous garde est à l'extérieur de la province où l'infraction est présumée avoir été commise, aucune poursuite concernant cette infraction ne devra être engagée en ce lieu sans le consentement du procureur général de cette province.

Décisions touchant les adolescents

741.1 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)(j), (k) ou (k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance peut nuire à la bonne administration de la justice.

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en

offence is necessary in the public interest; and

(c) may consider any facts forming part of the circumstances of the offence that could constitute the basis for a separate charge. 5

(2) The court shall note any facts considered in determining the sentence under paragraph (1)(c) on the information or indictment and no further proceedings may be taken with respect to the other offence unless the conviction for the offence of which the offender has been found guilty is set aside or quashed on appeal.

726. Before determining the sentence to be imposed, the court shall ask whether the offender, if present, has anything to say. 15

726.1 In determining the sentence, a court shall consider any relevant information placed before it, including any representations or submissions made by or on behalf of the prosecutor or the offender. 20

726.2 When imposing a sentence, a court shall state the terms of the sentence imposed, and the reasons for it, and enter those terms and reasons into the record of the proceedings. 25

727. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, no greater punishment shall be imposed on the offender by reason thereof unless the prosecutor satisfies the court that the offender, before making a plea, was notified that a greater punishment would be sought by reason thereof. 35

(2) Where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, the court shall, on application by the prosecutor and on being satisfied that the offender was notified in accordance with subsection (1), ask whether the offender was previously convicted and, if the offender does not admit to any previous convictions, evidence of previous convictions may be adduced. 40 45

que les autres accusations fassent l'objet de nouvelles poursuites;

c) peut prendre en considération les faits liés à la perpétration de l'infraction sur lesquels pourrait être fondée une accusation distincte. 5

(2) Dans les cas visés à l'alinéa (1)c), les faits en question sont notés sur la dénonciation ou l'acte d'accusation et aucune autre poursuite ne peut être prise à leur égard, sauf si la déclaration de culpabilité pour laquelle la peine est infligée est écartée ou annulée en appel.

726. Avant de déterminer la peine, le tribunal donne au délinquant, s'il est présent, la possibilité de lui présenter ses observations. 15

726.1 Pour déterminer la peine, le tribunal prend en considération les éléments d'information pertinents dont il dispose, notamment les observations et les arguments du poursuivant et du délinquant ou de leur représentant. 20

726.2 Lors du prononcé de la peine, le tribunal donne ses motifs et énonce les modalités de la peine; les motifs et les modalités sont consignés au dossier de la poursuite. 25

727. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée du fait de condamnations antérieures, aucune peine plus sévère ne peut lui être infligée de ce fait à moins que le poursuivant ne convainque le tribunal que le délinquant, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait. 35

(2) Lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée en raison de condamnations antérieures, le tribunal, à la demande du poursuivant et lorsqu'il est convaincu que le délinquant a reçu l'avis prévu au paragraphe (1), demande à ce dernier s'il a été condamné antérieurement et, s'il n'admet pas avoir été condamné antérieurement, la preuve de ces condamnations antérieures peut être présentée. 40 45

No further proceedings

Offender may speak to sentence

Relevant information

Reasons for sentence

Previous conviction

Procedure

Autres faits

Observations du délinquant

Renseignements pertinents

Motifs

Condamnations antérieures

Procédure

specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Imprisonment for Life

742. Subject to section 742.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

(a.1) in respect of a person who has been convicted of second degree murder where that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, however described under this Act, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served at least ten years of his sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 744; and

(c) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that he be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

742.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

743. Subject to section 743.1, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

743.1 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévienne dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de l'article 731 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement imposée le jour où l'ordonnance est rendue.

Admissibilité à la libération conditionnelle

741.2 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

Emprisonnement à perpétuité

742. Sous réserve de l'article 742.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

a.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification en vertu de quelque texte de loi que ce soit, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 744;

c) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

742.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside au procès peut porter à au plus dix ans.

743. Sous réserve de l'article 743.1, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?

743.1 Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction

Where hearing
ex parte

(3) Where a summary conviction court holds a trial pursuant to subsection 803(2) and convicts the offender, the court may, whether or not the offender was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the offender and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.

Corporations

(4) Where, pursuant to section 623, the court proceeds with the trial of a corporation that has not appeared and pleaded and convicts the corporation, the court may, whether or not the corporation was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the corporation and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.

Section does
not apply

(5) This section does not apply to a person referred to in paragraph 745(b).

Sentence
justified by any
count

728. Where one sentence is passed on a verdict of guilty on two or more counts of an indictment, the sentence is good if any of the counts would have justified the sentence.

Proof of
certificate of
analyst

729. (1) In

(a) a prosecution for failure to comply with a condition in a probation order that the accused not have in possession or use drugs, or

(b) a hearing to determine whether the offender breached a condition of a conditional sentence that the offender not have in possession or use drugs,

a certificate purporting to be signed by an analyst stating that the analyst has analysed or examined a substance and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

(3) La cour des poursuites sommaires qui tient un procès en conformité avec le paragraphe 803(2) et qui déclare le délinquant coupable peut faire des enquêtes et entendre des témoignages au sujet des condamnations antérieures, que le délinquant ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, elle peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

(4) Lorsque, en conformité avec l'article 623, le tribunal procède au procès d'une personne morale accusée qui n'a pas comparu ni enregistré de plaider, le tribunal peut faire enquête et entendre des preuves au sujet des condamnations antérieures, que l'accusée ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où de telles condamnations sont prouvées, il peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

(5) Le présent article ne s'applique pas à une personne visée à l'alinéa 745(b).

728. Lorsqu'une seule peine est prononcée à la suite d'un verdict de culpabilité sur deux ou plusieurs chefs contenus dans un acte d'accusation, elle est valable si l'un des chefs l'eût justifiée.

729. (1) Dans les poursuites pour manquement à une ordonnance de probation ou à l'audience tenue pour statuer sur le manquement à une ordonnance de sursis — ordonnances intimant au délinquant de ne pas consommer de drogues ou de ne pas en avoir en sa possession —, le certificat, censé signé par l'analyste, déclarant qu'il a analysé ou examiné telle substance et donnant ses résultats est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire.

Auditions *ex
parte*

Cas d'une
personne
morale

Exception

Peine justifiée
par un chef
d'accusation

Preuve du
certificat de
l'analyste

744. Subject to section 744.1, at the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

744.1 At the time of the sentencing under section 742.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743.1, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

745. (1) Where a person has served at least fifteen years of his sentence

(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or

(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served more than fifteen years of his sentence,

he may apply to the appropriate Chief Justice in the province in which the conviction took place for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) On receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to the character of the applicant, his conduct while serving his sentence, the nature of the offence for which he was convicted and such other matters as the judge deems relevant in the circumstances and the determination shall be made by not less than two-thirds of the jury.

(3) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,

(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or

(b) terminate the ineligibility for parole.

(5) The appropriate Chief Justice in each province may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section.

(6) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;

coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans?

744. Sous réserve de l'article 744.1, au moment de prononcer la peine conformément à l'alinéa 742b), le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

744.1 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 742.1, le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu de l'âge et du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743.1, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

745. (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine après avoir été déclarée coupable :

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré;

b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle de plus de quinze ans,

peut demander au juge en chef compétent de la province où a eu lieu cette déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle.

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent charge un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu de son caractère, de sa conduite durant l'exécution de sa peine, de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné et de tout ce qu'il estime utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.

(3) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, fixe un délai à l'expiration duquel il lui sera loisible de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent.

(4) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai :

a) en réduire le nombre d'années;

b) le supprimer.

(5) Le juge en chef compétent de chaque province peut établir les règles applicables aux demandes et aux auditions prévues au présent article, qui sont nécessaires pour l'application de celui-ci.

Definition of "analyst"	(2) In this section, "analyst" means a person designated as an analyst under the <i>Food and Drugs Act</i> or under the <i>Narcotic Control Act</i> .	(2) Dans le présent article, « analyste » s'entend au sens de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> et de la <i>Loi sur les stupéfiants</i> .	Définition de « analyste »
Notice of intention to produce certificate	(3) No certificate shall be admitted in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial or hearing, as the case may be, given reasonable notice and a copy of the certificate to the party against whom it is to be produced.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant le procès ou l'audience, selon le cas, un préavis de son intention de produire le certificat et une copie de celui-ci.	Préavis
Proof of service	(4) Service of any certificate referred to in subsection (1) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.	(4) La signification d'un certificat visé au paragraphe (1) peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.	Preuve de signification
Attendance for examination	(5) Notwithstanding subsection (4), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.	(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire en ce qui concerne la preuve de la signification.	Présence pour interrogatoire
Requiring attendance of analyst	(6) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for cross-examination.	(6) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution de l'analyste pour le contre-interroger.	Présence de l'analyste
Absolute and conditional discharge	<i>Absolute and Conditional Discharges</i> 730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against the accused, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).	<i>Absolutions inconditionnelles et sous conditions</i> 730. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des poursuites engagées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prévues dans une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 731(2).	Absolutions inconditionnelles et sous conditions
Period for which appearance notice, etc., continues in force	(2) Subject to Part XVI, where an accused who has not been taken into custody or who has been released from custody under or by virtue of any provision of Part XVI pleads guilty or is found guilty of an offence but	(2) Sous réserve de la partie XVI, lorsque l'accusé qui n'a pas été mis sous garde ou qui a été mis en liberté aux termes ou en vertu de la partie XVI plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction mais n'est	Effet de la sommation, de la citation à comparaître, etc.

(b) in relation to the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;

(c) in relation to the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Chief Justice of the Supreme Court;

(d) in relation to the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, respectively, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench;

(e) in relation to the Provinces of Prince Edward Island and Newfoundland, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division; and

(f) in relation to the Yukon Territory and the Northwest Territories, respectively, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof.

(7) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 742, 744 or 745, there shall be included any time spent in custody between,

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life after July 25, 1976, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or

(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, no person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall be considered for parole or released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of his specified number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) Subject to subsection (2.1), notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the number of years of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.

(2.1) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.

(6) Pour l'application du présent article, « juge en chef compétent » désigne :

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;

b) dans la province de Québec, le juge en chef de la Cour supérieure;

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le juge en chef de la Cour suprême;

d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine;

e) dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, le juge en chef de la Section de première instance de la Cour suprême;

f) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.

(7) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

746. Pour l'application des articles 742, 744 ou 745, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

a) postérieure au 25 juillet 1976, de la condamnation;

b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.

747. (1) À moins que le Parlement ne légifère au contraire, avec renvoi expès au présent article, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur cas en vue de leur accorder une telle libération qui, autrement, pourrait être accordée en vertu des lois fédérales, notamment en vertu de la *Loi sur la libération conditionnelle*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération de ce genre auquel ils sont, par la présente loi, obligatoirement soumis pour le nombre d'années d'emprisonnement qu'elle prévoit expressément.

(2) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

(2.1) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, les permissions de sortir sans surveillance et la semi-liberté prévues par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* ne peuvent être accordées qu'au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai; de plus, aucune permission de sortir sous surveillance pour d'autres raisons que des raisons médicales ne peut, sauf au cours de cette période de trois ans, être accordée sous le régime de l'une de ces lois sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Incapacités

is not convicted, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by the accused continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of the accused is made under subsection (1) unless, at the time the accused pleads guilty or is found guilty, the court, judge or justice orders that the accused be taken into custody pending such a disposition.

Effect of
discharge

(3) Where a court directs under subsection (1) that an offender be discharged of an offence, the offender shall be deemed not to have been convicted of the offence except that

(a) the offender may appeal from the determination of guilt as if it were a conviction in respect of the offence;

(b) the Attorney General and, in the case of summary conviction proceedings, the informant or the informant's agent may appeal from the decision of the court not to convict the offender of the offence as if that decision were a judgment or verdict of acquittal of the offence or a dismissal of the information against the offender; and

(c) the offender may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence.

Where person
bound by
probation order
convicted of
offence

(4) Where an offender who is bound by the conditions of a probation order made at a time when the offender was directed to be discharged under this section is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, the court that made the probation order may, in addition to or in lieu of exercising its authority under subsection 732.2(5), at any time when it may take action under that subsection, revoke the discharge, convict the offender of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could have been imposed if the offender had been convicted at the time of discharge, and no appeal lies from a conviction under this subsection where an appeal

pas condamné, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui demeure en vigueur, sous réserve de ses dispositions, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) à moins que, au moment où il plaide coupable ou est reconnu coupable, le tribunal, le juge ou le juge de paix n'ordonne qu'il soit mis sous garde en attendant cette décision.

(3) Le délinquant qui est absous en conformité avec le paragraphe (1) est réputé ne pas avoir été condamné à l'égard de l'infraction; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

a) le délinquant peut interjeter appel du verdict de culpabilité comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution;

b) le procureur général ou, dans le cas de poursuites sommaires, le dénonciateur ou son mandataire peut interjeter appel de la décision du tribunal de ne pas condamner le délinquant à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution comme s'il s'agissait d'un jugement ou d'un verdict d'acquiescement de l'infraction ou d'un rejet de l'accusation portée contre lui;

c) le délinquant peut plaider *autrefois convict* relativement à toute inculpation subséquente relative à l'infraction.

(4) Lorsque le délinquant soumis aux conditions d'une ordonnance de probation rendue à une époque où son absolution a été ordonnée en vertu du présent article est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu d'exercer le pouvoir que lui confère le paragraphe 732.2(5), à tout moment où il peut prendre une mesure en vertu de ce paragraphe, annuler l'absolution, déclarer le délinquant coupable de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution et infliger toute peine qui aurait pu être infligée s'il avait été déclaré coupable au moment de son absolution; il ne peut être interjeté appel d'une déclaration de culpabilité prononcée

Conséquence
de l'absolution

Déclaration de
culpabilité
d'une personne
soumise à une
ordonnance de
probation

748. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which he is sentenced to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time he is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.

(2) A person to whom subsection (1) applies is, until he undergoes the punishment imposed on him or the punishment substituted therefor by competent authority or receives a free pardon from Her Majesty, incapable of holding any office under the Crown or other public employment, or of being elected or sitting or voting as a member of Parliament or of a legislature or of exercising any right of suffrage.

(3) No person who is convicted of an offence under section 121, 124 or 418 has, after that conviction, capacity to contract with Her Majesty or to receive any benefit under a contract between Her Majesty and any other person or to hold office under Her Majesty.

(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted to the person under section 4.1 of the *Criminal Records Act*, apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.

(5) Where an application is made under subsection (4), the Governor in Council may order that the capacities lost by the applicant by virtue of subsection (3) be restored to him in whole or in part and subject to such conditions as he considers desirable in the public interest.

(6) Where a conviction is set aside by competent authority, any disability imposed by this section is removed.

Pardon

749. (1) Her Majesty may extend the royal mercy to a person who is sentenced to imprisonment under the authority of an Act of Parliament, even if the person is imprisoned for failure to pay money to another person.

(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence.

(3) Where the Governor in Council grants a free pardon to a person, that person shall be deemed thereafter never to have committed the offence in respect of which the pardon is granted.

(4) No free pardon or conditional pardon prevents or mitigates the punishment to which the person might otherwise be lawfully sentenced on a subsequent conviction for an offence other than that for which the pardon was granted.

750. (1) The Governor in Council may order the remission, in whole or in part, of a pecuniary penalty, fine or forfeiture imposed under an Act of Parliament, whoever the person may be to whom it is payable or however it may be recoverable.

(2) An order for remission under subsection (1) may include the remission of costs incurred in the proceedings, but no costs to which a private prosecutor is entitled shall be remitted.

751. Nothing in this Act in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.

748. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de plus de cinq ans.

(2) Tant qu'elle n'a pas subi la peine qui lui est imposée ou la peine y substituée par une autorité compétente ou qu'elle n'a pas reçu de Sa Majesté un pardon absolu, une personne visée par le paragraphe (1) est incapable d'occuper une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, ou d'être élue, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ou d'une législature, ou d'exercer un droit de suffrage.

(3) Nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 121, 124 ou 418 n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec Sa Majesté ou pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat entre Sa Majesté et toute autre personne ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.

(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la *Loi sur le casier judiciaire*, demander au gouverneur en conseil d'être rétablie dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.

(5) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut ordonner que le demandeur soit rétabli dans tout ou partie des droits dont il est privé en application du paragraphe (3) aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.

(6) L'annulation d'une condamnation par une autorité compétente fait disparaître l'incapacité imposée par le présent article.

Pardon

749. (1) Sa Majesté peut accorder la clémence royale à une personne condamnée à l'emprisonnement sous l'autorité d'une loi fédérale, même si cette personne est emprisonnée pour omission de payer des deniers à une autre personne.

(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction.

(3) Lorsque le gouverneur en conseil accorde un pardon absolu à une personne, celle-ci est par la suite réputée n'avoir jamais commis l'infraction à l'égard de laquelle le pardon est accordé.

(4) Aucun pardon absolu ou conditionnel n'empêche ni ne mitige la punition à laquelle la personne en cause pourrait autrement être légalement condamnée sur une déclaration de culpabilité subséquente pour une infraction autre que celle concernant laquelle le pardon a été accordé.

750. (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la remise intégrale ou partielle d'une peine pécuniaire, d'une amende ou d'une confiscation imposée en vertu d'une loi fédérale, quelle que soit la personne à qui elle est payable ou la manière de la recouvrer.

(2) Une ordonnance portant remise aux termes du paragraphe (1) peut comprendre la remise de frais subis dans les procédures, mais on ne peut remettre aucuns frais auxquels un poursuivant privé a droit.

751. La présente loi n'a pas pour effet de limiter ni d'atteindre, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.

was taken from the order directing that the offender be discharged.

Probation

731. (1) Where a person is convicted of an offence, a court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,

(a) if no minimum punishment is prescribed by law, suspend the passing of sentence and direct that the offender be released on the conditions prescribed in a probation order; or

(b) in addition to fining or sentencing the offender to imprisonment for a term not exceeding two years, direct that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order.

(2) A court may also make a probation order where it discharges an accused under subsection 730(1).

731.1 (1) Before making a probation order, the court shall consider whether section 100 is applicable.

(2) For greater certainty, a condition of a probation order referred to in paragraph 732.1(3)(d) does not affect the operation of section 100.

732. (1) Where the court imposes a sentence of imprisonment of ninety days or less on an offender convicted of an offence, whether in default of payment of a fine or otherwise, the court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and the availability of appropriate accommodation to ensure compliance with the sentence, order

(a) that the sentence be served intermittently at such times as are specified in the order; and

en vertu du présent paragraphe lorsqu'il a été fait appel de l'ordonnance prescrivant que le délinquant soit absous.

Probation

731. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu l'âge et la réputation du délinquant, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise :

a) dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale est prévue par la loi, surseoir au prononcé de la peine et ordonner que le délinquant soit libéré selon les conditions prévues dans une ordonnance de probation;

b) en plus d'infliger une amende au délinquant ou de le condamner à un emprisonnement maximal de deux ans pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que le délinquant se conforme aux conditions prévues dans une ordonnance de probation.

(2) Le tribunal peut aussi rendre une ordonnance de probation qui s'applique à l'accusé absous aux termes du paragraphe 730(1).

731.1 (1) Avant de rendre une ordonnance de probation, le tribunal vérifie l'applicabilité de l'article 100.

(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 732.1(3)d) à une ordonnance de probation ne porte pas atteinte à l'application de l'article 100.

732. (1) Le tribunal qui déclare le délinquant coupable d'une infraction et le condamne à un emprisonnement maximal de quatre-vingt-dix jours pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, peut, compte tenu de l'âge et de la réputation du délinquant, de la nature de l'infraction, des circonstances dans lesquelles elle a été commise et de la disponibilité d'un établissement adéquat pour purger la peine, ordonner :

Prononcé de l'ordonnance de probation

Cas d'absolution

Armes à feu

Application de l'article 100

Peines discontinues

Making of probation order

Idem

Firearm, etc., prohibitions

Idem

Intermittent sentence

(b) that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order when not in confinement during the period that the sentence is being served and, if the court so orders, on release from prison after completing the intermittent sentence.

Application to vary intermittent sentence

(2) An offender who is ordered to serve a sentence of imprisonment intermittently may, on giving notice to the prosecutor, apply to the court that imposed the sentence to allow it to be served on consecutive days.

Court may vary intermittent sentence if subsequent offence

(3) Where a court imposes a sentence of imprisonment on a person who is subject to an intermittent sentence in respect of another offence, the unexpired portion of the intermittent sentence shall be served on consecutive days unless the court otherwise orders.

Definitions

732.1 (1) In this section and section 732.2,

“change”
« modification »

“change”, in relation to optional conditions, includes deletions and additions;

“optional conditions”
« conditions facultatives »

“optional conditions” means the conditions referred to in subsection (3).

Compulsory conditions of probation order

(2) The court shall prescribe, as conditions of a probation order, that the offender do all of the following:

(a) keep the peace and be of good behaviour;

(b) appear before the court when required to do so by the court; and

(c) notify the court or the probation officer in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the probation officer of any change of employment or occupation.

Optional conditions of probation order

(3) The court may prescribe, as additional conditions of a probation order, that the offender do one or more of the following:

(a) report to a probation officer

a) que la peine soit purgée de façon discontinue aux moments prévus par l'ordonnance;

b) au délinquant de se conformer aux conditions prévues par l'ordonnance pendant toute période où il purge sa peine hors de la prison et de s'y conformer dès sa sortie de prison.

(2) À la condition d'en informer au préalable le poursuivant, le délinquant qui purge une peine à exécution discontinue peut demander au tribunal qui a infligé la peine de lui permettre de la purger de façon continue.

Demande de l'accusé

(3) Lorsque le tribunal inflige une peine d'emprisonnement au délinquant purgeant déjà une peine discontinue pour une autre infraction, la partie non purgée de cette peine est, sous réserve d'une ordonnance du tribunal au contraire, purgée de façon continue.

Modification de la peine discontinue

732.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 732.2.

Définitions

« conditions facultatives » Les conditions prévues au paragraphe (3).

« conditions facultatives »

« modification » Comprend, en ce qui concerne les conditions facultatives, les suppressions et les adjonctions.

« optional conditions »
« modification »
« change »

(2) Le tribunal assortit l'ordonnance de probation des conditions suivantes, intimant au délinquant :

Conditions obligatoires

a) de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite;

b) de répondre aux convocations du tribunal;

c) de prévenir le tribunal ou l'agent de probation de ses changements d'adresse ou de nom et de les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.

(3) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de probation de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :

Conditions facultatives

a) de se présenter à l'agent de probation :

	<p>(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the probation order, and</p> <p>(ii) thereafter, when required by the probation officer and in the manner directed by the probation officer; 5</p> <p>(b) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the probation officer; 10</p> <p>(c) abstain from</p> <p>(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or</p> <p>(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription; 15</p> <p>(d) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;</p> <p>(e) provide for the support or care of dependants;</p> <p>(f) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding one year; 20</p> <p>(g) if the offender agrees, and subject to the program director's acceptance of the offender, participate actively in a treatment program approved by the province; and 25</p> <p>(h) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for protecting society and for facilitating the offender's successful reintegration into the community. 30</p>	<p>(i) dans les deux jours ouvrables suivant l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal,</p> <p>(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de probation; 5</p> <p>b) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de probation; 10</p> <p>c) de s'abstenir de consommer :</p> <p>(i) de l'alcool ou d'autres substances toxiques,</p> <p>(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;</p> <p>d) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme; 15</p> <p>e) de prendre soin des personnes à sa charge et de subvenir à leurs besoins;</p> <p>f) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale d'un an; 20</p> <p>g) si le délinquant y consent et le directeur du programme l'accepte, de participer activement à un programme de traitement approuvé par la province; 25</p> <p>h) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour assurer la protection de la société et faciliter la réinsertion sociale du délinquant. 30</p>	
Form and period of order	<p>(4) A probation order may be in Form 46, and the court that makes the probation order shall specify therein the period for which it is to remain in force. 35</p>	<p>(4) L'ordonnance de probation peut être rédigée selon la formule 46 et le tribunal qui rend l'ordonnance y précise la durée de son application. 35</p>	Forme et période de validité de l'ordonnance
Proceedings on making order	<p>(5) A court that makes a probation order shall</p> <p>(a) cause to be given to the offender 40</p> <p>(i) a copy of the order,</p> <p>(ii) an explanation of the substance of subsections 732.2(3) and (5) and section 733.1, and</p>	<p>(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de probation :</p> <p>a) fait donner au délinquant :</p> <p>(i) une copie de l'ordonnance,</p> <p>(ii) une explication du contenu des paragraphes 732.2(3) et (5) et de l'article 733.1, 40</p>	Procédure

(iii) an explanation of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

Coming into
force of order

732.2 (1) A probation order comes into force

(a) on the date on which the order is made; 10

(b) where the offender is sentenced to imprisonment under paragraph 731(1)(b) or was previously sentenced to imprisonment for another offence, as soon as the offender is released from prison or, if released 15 from prison on conditional release, at the expiration of the sentence of imprisonment; or

(c) where the offender is under a conditional sentence, at the expiration of the 20 conditional sentence.

(2) Subject to subsection (5),

(a) where an offender who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, 25 or is imprisoned under paragraph 731(1)(b) in default of payment of a fine, the order continues in force except in so far as the sentence renders it impossible for the offender for the time being to comply with the order; and

(b) no probation order shall continue in force for more than three years after the date on which the order came into force.

Duration of
order and limit
on term of
order

Changes to
probation order

(3) A court that makes a probation order 35 may at any time, on application by the offender, the probation officer or the prosecutor, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the prosecutor,

(a) make any changes to the optional conditions that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in the circumstances since those conditions were prescribed, 45

(iii) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3);

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies en application de l'alinéa a). 5

732.2 (1) L'ordonnance de probation entre en vigueur : 10

Entrée en
vigueur de
l'ordonnance

a) à la date à laquelle elle est rendue;

b) dans le cas où le délinquant est condamné à l'emprisonnement en vertu de l'alinéa 731(1)b), ou a été condamné antérieurement à l'emprisonnement pour une autre 15 infraction, dès sa sortie de prison, ou, s'il est libéré sous condition, dès la fin de sa période d'emprisonnement;

c) lorsque le délinquant a été condamné avec sursis, à la fin de la période de sursis. 20

(2) Sous réserve du paragraphe (5) :

a) lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, ou est 25 emprisonné aux termes de l'alinéa 731(1)b) pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance reste en vigueur, sauf dans la mesure où la peine met temporairement le délinquant dans l'impossibilité de se conformer à l'ordonnance;

b) la durée d'application maximale d'une ordonnance de probation est de trois ans.

Durée de
l'ordonnance et
limite de sa
validité

(3) Le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation peut, à tout moment, sur de- 35 mande du délinquant, de l'agent de probation ou du poursuivant, ordonner au délinquant de comparaître devant lui et, après audition du délinquant et du poursuivant :

Modification
de l'ordon-
nance

a) apporter aux conditions facultatives de 40 l'ordonnance les modifications qu'il estime justifiées eu égard aux modifications des circonstances survenues depuis qu'elle a été rendue;

(b) relieve the offender, either absolutely or on such terms or for such period as the court deems desirable, of compliance with any optional condition, or

(c) decrease the period for which the probation order is to remain in force, 5

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions, inform the offender of its action and give the offender a 10 copy of the order so endorsed.

(4) All the functions of the court under subsection (3) may be exercised in chambers.

(5) Where an offender who is bound by a 15 probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, and

(a) the time within which an appeal may be taken against that conviction has expired and the offender has not taken an appeal, 20

(b) the offender has taken an appeal against that conviction and the appeal has been dismissed, or 25

(c) the offender has given written notice to the court that convicted the offender that the offender elects not to appeal the conviction or has abandoned the appeal, as the case may be, 30

in addition to any punishment that may be imposed for that offence, the court that made the probation order may, on application by the prosecutor, require the offender to appear before it and, after hearing the prosecutor 35 and the offender,

(d) where the probation order was made under paragraph 731(1)(a), revoke the order and impose any sentence that could have been imposed if the passing of 40 sentence had not been suspended, or

(e) make such changes to the optional conditions as the court deems desirable, or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not ex- 45

b) relever le délinquant, soit complètement, soit selon les modalités ou pour la période qu'il estime souhaitables, de l'obligation d'observer une condition facultative; 5

c) abrégier la durée d'application de l'ordonnance.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les conditions facultatives, il en informe le 10 délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(4) Les attributions conférées au tribunal par le paragraphe (3) peuvent être exercées par le juge en chambre. 15

(5) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, et que, selon le cas :

a) le délai durant lequel un appel de cette 20 déclaration de culpabilité peut être interjeté est expiré ou le délinquant n'a pas interjeté appel,

b) il a interjeté appel de cette déclaration de culpabilité et l'appel a été rejeté, 25

c) il a donné avis écrit au tribunal qui l'a déclaré coupable qu'il a choisi de ne pas interjeter appel de cette déclaration de culpabilité ou d'abandonner son appel, selon le cas, 30

en sus de toute peine qui peut être infligée pour cette infraction, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, à la demande du poursuivant, ordonner au délinquant de comparaître devant lui et, après 35 audition du poursuivant et du délinquant :

d) lorsque l'ordonnance de probation a été rendue aux termes de l'alinéa 731(1)a), révoquer l'ordonnance et infliger toute peine qui aurait pu être infligée si le prononcé de 40 la peine n'avait pas été suspendu;

e) apporter aux conditions facultatives les modifications qu'il estime souhaitables ou prolonger la durée d'application de l'ordonnance pour la période, d'au plus un an, 45 qu'il estime souhaitable.

Judge may act in chambers

Where person convicted of offence

Juge en chambre

Cas de perpétration d'une infraction

ceeding one year, as the court deems desirable,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions or extends the period for which the order is to remain in force, inform the offender of its action and give the offender a copy of the order so endorsed.

Compelling
appearance of
person bound

(6) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) and (5).

Transfer of
order

733. (1) Where an offender who is bound by a probation order becomes a resident of, or is convicted or discharged under section 730 of an offence including an offence under section 733.1 in, a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may,

(a) on the application of a probation officer, and

(b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

Where court
unable to act

(2) Where a court that has made a probation order or to which a probation order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the probation order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les conditions facultatives de l'ordonnance ou en prolonge la durée d'application, il informe le délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(6) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues aux paragraphes (3) et (5).

Comparution
forcée de la
personne
soumise à
l'ordonnance

733. (1) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, ou y est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 730 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de probation et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le délinquant y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.

Transfert d'une
ordonnance

(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation ou à qui une ordonnance de probation a été transférée en vertu du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une compétence équivalente dans la même province.

Incapacité
d'agir du
tribunal

Failure to
comply with
probation order

733.1 (1) An offender who is bound by a probation order and who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with that order is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and is liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months, or to a fine not exceeding two thousand dollars, or both.

Where accused
may be tried
and punished

(2) An accused who is charged with an offence under subsection (1) may be tried and punished by any court having jurisdiction to try that offence in the place where the offence is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the offence is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that offence shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province.

Fines and Forfeiture

Power of court
to impose fine

734. (1) A court that convicts a person, other than a corporation, of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, may, in addition to or in lieu of any other sanction that the court is authorized to impose, fine the offender, subject to subsection (2), by making an order under section 734.1.

Offender's
ability to pay

(2) A court may fine an offender under this section only if the court is satisfied that the offender is able to pay the fine, or discharge it under section 736.

Meaning of
default of
payment

(3) For the purposes of this section and sections 734.1 to 737, a person is in default of payment of a fine if the fine has not been paid in full by the time set out in the order made under section 734.1.

733.1 (1) Le délinquant qui, sans excuse raisonnable, omet ou refuse de se conformer à l'ordonnance de probation à laquelle il est soumis est coupable :

Défaut de se
conformer à
une
ordonnance

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois et d'une amende maximale de deux mille dollars, ou de l'une de ces peines.

(2) Le délinquant qui est inculqué d'une infraction aux termes du paragraphe (1) peut être jugé et condamné par tout tribunal compétent au lieu où l'infraction est présumée avoir été commise, ou au lieu où il est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où l'infraction est présumée avoir été commise, aucune poursuite concernant cette infraction ne peut être engagée en ce lieu sans le consentement du procureur général de la province.

Tribunal
compétent

Amendes et confiscations

734. (1) Le tribunal qui déclare une personne, autre qu'une personne morale, coupable d'une infraction autre qu'une infraction punissable d'une période minimale d'emprisonnement peut, sous réserve du paragraphe (2), lui infliger une amende par ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1, en sus ou au lieu de toute autre peine qu'il peut infliger.

Infliction des
amendes

(2) Le tribunal ne peut infliger l'amende prévue au présent article que s'il est convaincu que le délinquant a la capacité de la payer ou de s'en acquitter en application de l'article 736.

Capacité de
payer

(3) Pour l'application du présent article et des articles 734.1 à 737, est en défaut de paiement d'une amende la personne qui ne s'en est pas acquittée intégralement à la date prévue par l'ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1.

Défaut de
paiement

Imprisonment in default of payment	(4) Where an offender is fined under this section, a term of imprisonment, determined in accordance with subsection (5), shall be deemed to be imposed in default of payment of the fine.	(4) Est réputée infligée, pour défaut de paiement intégral de l'amende infligée aux termes du présent article, la période d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe (5).	Emprisonnement pour défaut de paiement
Determination of term	(5) The length, in days, of the term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of (a) a fraction of which (i) the numerator is the aggregate of (A) the unpaid amount of the fine, and (B) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, and (ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in which the fine was imposed, rounded down to the nearest whole number of days, and (b) the maximum term of imprisonment, expressed in days, that the court could itself impose on conviction.	(5) Le nombre de jours — arrondi à l'unité inférieure — de la période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est le moins élevé des nombres suivants : a) une fraction dont : (i) le numérateur est la somme des amendes et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende, (ii) le dénominateur est égal à huit fois le taux horaire du salaire minimum en vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée; b) le nombre maximal de jours d'emprisonnement que le tribunal peut infliger.	5 Durée de l'emprisonnement
Moneys found on offender	(6) All or any part of a fine imposed under this section may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.	(6) Le tribunal peut ordonner que toute somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application du présent article, s'il est convaincu que personne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.	Somme trouvée sur le délinquant
Terms of order imposing fine	734.1 A court that fines an offender under section 734 shall do so by making an order that clearly sets out (a) the amount of the fine; (b) the manner in which the fine is to be paid; (c) the time or times by which the fine, or any portion thereof, must be paid; and (d) such other terms respecting the payment of the fine as the court deems appropriate.	734.1 Le tribunal qui inflige l'amende prévue à l'article 734 rend une ordonnance établissant clairement, en ce qui concerne l'amende : a) le montant; b) les modalités du paiement; c) l'échéance du paiement; d) les autres conditions du paiement que le tribunal estime indiquées.	30 Contenu de l'ordonnance
Proceedings on making order	734.2 A court that makes an order under section 734.1 shall (a) cause to be given to the offender	734.2 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 : a) fait donner au délinquant :	40 Procédure

- (i) a copy of the order,
- (ii) an explanation of the substance of sections 734 to 734.8 and 736,
- (iii) an explanation of available programs referred to in section 736 and of the procedure for applying for admission to such programs, and
- (iv) an explanation of the procedure for applying under section 734.3 for a change in the terms of the order; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

Change in
terms of order

734.3 A court that makes an order under section 734.1, or a person designated, either by name or by title of office, by that court, may, on application by or on behalf of the offender, subject to any rules made by the court under section 482, change any term of the order except the amount of the fine, and any reference in this section and sections 734, 734.1, 734.2 and 734.6 to an order shall be read as including a reference to the order as changed pursuant to this section.

Proceeds to go
to provincial
treasurer

734.4 (1) Where a fine or forfeiture is imposed or a recognizance is forfeited and no provision, other than this section, is made by law for the application of the proceeds thereof, the proceeds belong to Her Majesty in right of the province in which the fine or forfeiture was imposed or the recognizance was forfeited, and shall be paid by the person who receives them to the treasurer of that province.

Proceeds to go
to Receiver
General for
Canada

(2) Where

(a) a fine or forfeiture is imposed

- (i) in respect of a contravention of a revenue law of Canada,
- (ii) in respect of a breach of duty or malfeasance in office by an officer or employee of the Government of Canada, or
- (iii) in respect of any proceedings instituted at the instance of the Government of Canada in which that government bears the costs of prosecution, or

- (i) une copie de l'ordonnance,
- (ii) une explication du contenu des articles 734 à 734.8 et de l'article 736,
- (iii) une explication des programmes visés à l'article 736 et des modalités d'admission à ceux-ci,
- (iv) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions de l'ordonnance prévue à l'article 734.3;

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies aux termes de l'alinéa a).

734.3 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 ou la personne désignée — par son nom ou par son titre — par celui-ci peut, sur demande présentée par le délinquant ou pour son compte, sous réserve des règles établies par le tribunal aux termes de l'article 482, modifier une condition de l'ordonnance autre que le montant de l'amende, et la mention d'une ordonnance au présent article et aux articles 734, 734.1, 734.2 et 734.6 vaut mention de l'ordonnance modifiée aux termes du présent article.

Modification
des conditions
de l'ordon-
nance

734.4 (1) Lorsqu'une amende ou une confiscation est infligée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition autre que le présent article n'est prévue par la loi pour l'application de son produit, celui-ci est attribué à Sa Majesté du chef de la province où l'amende ou la confiscation a été infligée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au Trésor de cette province.

Attribution du
produit au
Trésor provin-
cial

(2) Le produit d'une amende, d'une confiscation ou d'un engagement est attribué à Sa Majesté du chef du Canada et est versé au receveur général par la personne qui le reçoit lorsque :

Attribution du
produit au
receveur
général

a) l'amende ou la confiscation est infligée :

- (i) soit pour violation d'une loi fiscale fédérale,
- (ii) soit pour abus de fonction ou prévarication de la part d'un fonctionnaire ou

(b) a recognizance in connection with proceedings mentioned in paragraph (a) is forfeited,

the proceeds of the fine, forfeiture or recognizance belong to Her Majesty in right of Canada and shall be paid by the person who receives them to the Receiver General.

Direction for
payment to
municipality

(3) Where a provincial, municipal or local authority bears, in whole or in part, the expense of administering the law under which a fine or forfeiture is imposed or under which proceedings are taken in which a recognizance is forfeited,

(a) the Lieutenant Governor in Council of a province may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of the province shall be paid to that authority; and

(b) the Governor in Council may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of Canada shall be paid to that authority.

Licences,
permits, etc.

734.5 Where an offender is in default of payment of a fine,

(a) the person responsible, by or under an Act of the legislature of the province to whom the proceeds of the fine belong by virtue of subsection 734.4(1), for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender; or

(b) where the proceeds of the fine belong to Her Majesty in right of Canada by virtue of subsection 734.4(2), the person responsible, by or under an Act of Parliament, for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender.

d'un employé du gouvernement du Canada,

(iii) soit à l'égard de toute poursuite intentée sur l'instance du gouvernement du Canada et dans laquelle ce gouvernement supporte les frais de la poursuite;

b) l'engagement relatif à des poursuites visées à l'alinéa a) est confisqué.

(3) Lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en tout ou en partie les frais d'application de la loi qui prévoit une amende ou une confiscation ou la confiscation d'un engagement dans le cadre d'une poursuite :

Attribution du
produit à une
autorité locale

a) le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

b) le gouverneur en conseil peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef du Canada soit versé à cette autorité.

734.5 Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende :

Licences,
permis, etc.

a) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef d'une province en application du paragraphe 734.4(1), la personne responsable, sous le régime d'une loi de la province, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser de délivrer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant;

b) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada en application du paragraphe 734.4(2), la personne responsable, sous le régime d'une loi fédérale, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser d'octroyer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant.

Civil
enforcement of
fines,
forfeiture

734.6 (1) Where

(a) an offender is in default of payment of a fine, or

(b) a forfeiture imposed by law is not paid as required by the order imposing it,

then, in addition to any other method provided by law for recovering the fine or forfeiture,

(c) the Attorney General of the province to whom the proceeds of the fine or forfeiture belong, or

(d) the Attorney General of Canada, where the proceeds of the fine or forfeiture belong to Her Majesty in right of Canada,

may, by filing the order, enter as a judgment the amount of the fine or forfeiture, and costs, if any, in any civil court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount.

Effect of filing
order

(2) An order that is entered as a judgment under this section is enforceable in the same manner as if it were a judgment obtained by the Attorney General of the province or the Attorney General of Canada, as the case may be, in civil proceedings.

Warrant of
committal

734.7 (1) Where time has been allowed for payment of a fine, the court shall not issue a warrant of committal in default of payment of the fine

(a) until the expiration of the time allowed for payment of the fine in full; and

(b) unless the court is satisfied

(i) that the mechanisms provided by sections 734.5 and 734.6 are not appropriate in the circumstances, or

(ii) that the offender has, without reasonable excuse, refused to pay the fine or discharge it under section 736.

Reasons for
committal

(2) Where no time has been allowed for payment of a fine and a warrant committing the offender to prison for default of payment of the fine is issued, the court shall state in the warrant the reason for immediate committal.

734.6 (1) Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende ou lorsqu'une confiscation est imposée par la loi, le procureur général de la province ou le procureur général du Canada, selon l'autorité à laquelle le produit de l'amende ou de la confiscation est attribué, peut, en plus des autres recours prévus par la loi, par le dépôt du jugement infligeant l'amende ou de l'ordonnance de confiscation, faire inscrire ce produit, ainsi que les frais éventuels, au tribunal civil compétent.

Exécution
civile

(2) L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du procureur général de la province ou du procureur général du Canada, selon le cas.

Conséquences
du dépôt de
l'ordonnance

734.7 (1) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé, l'émission d'un mandat d'incarcération par le tribunal à défaut du paiement de l'amende est subordonné aux conditions suivantes :

Mandat
d'incarcération

a) le délai accordé pour le paiement intégral de l'amende est expiré;

b) le tribunal est convaincu que l'application des articles 734.5 et 734.6 n'est pas justifiée dans les circonstances ou que le délinquant a, sans excuse raisonnable, refusé de payer l'amende ou de s'en acquitter en application de l'article 736.

(2) Si aucun délai de paiement n'a été accordé et qu'un mandat ordonnant l'incarcération du délinquant à défaut du paiement de l'amende est délivré, le tribunal énonce dans le mandat le motif de l'incarcération immédiate.

Motifs d'incarcération

Compelling appearance of person bound	(3) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under paragraph (1)(b).	(3) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues à l'alinéa(1)b).	Comparution forcée de la personne soumise à l'ordonnance
Effect of imprisonment	(4) The imprisonment of an offender for default of payment of a fine terminates the operation of sections 734.5 and 734.6 in relation to that fine.	(4) L'emprisonnement du délinquant pour défaut de paiement d'une amende met fin à l'application des articles 734.5 et 734.6 à cette amende.	Effet de l'emprisonnement
Definition of "penalty"	734.8 (1) In this section, "penalty" means the aggregate of (a) the fine, and (b) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison.	734.8 (1) Au présent article, « peine » s'entend de la somme des amendes et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende.	Définition de « peine »
Reduction of imprisonment on part payment	(2) Where a person is imprisoned in default of payment of a fine, the term of imprisonment shall, on payment of a part of the penalty, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total penalty.	(2) Lorsqu'un emprisonnement est infligé pour défaut de paiement d'une amende, il est réduit, sur paiement d'une partie de la peine, que le paiement ait été fait avant ou après la délivrance d'un mandat d'incarcération, du nombre de jours ayant le même rapport avec la durée de l'emprisonnement qu'entre le paiement partiel et la peine globale.	Réduction de l'emprisonnement en cas de paiement partiel
Minimum that can be accepted	(3) No amount offered in part payment of a penalty shall be accepted unless it is sufficient to secure a reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no part payment shall be accepted until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.	(3) Aucune somme offerte en paiement partiel d'une peine ne peut être acceptée, à moins qu'elle ne soit suffisante pour assurer une réduction de peine d'un nombre entier de jours, et, lorsqu'un mandat d'incarcération a été délivré, aucun paiement partiel ne peut être accepté tant que les frais afférents au mandat ou à son exécution n'ont pas été acquittés.	Paiement minimal
To whom payment made	(4) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the prisoner or to such other person as the Attorney General directs.	(4) Le paiement prévu au présent article peut être effectué à la personne qui a la garde légale du prisonnier ou à toute autre personne que désigne le procureur général.	Destinataire du paiement
Application of money paid	(5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim fine surcharge imposed under subsection 737(1), and thereafter to payment of any part of the fine that remains unpaid.	(5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1) et enfin au paiement de toute partie de l'amende demeurant non acquittée.	Affectation de la somme versée
Fines on corporations	735. (1) A corporation that is convicted of an offence is liable, in lieu of any imprisonment that is prescribed as punishment for that offence, to be fined in an amount, except where otherwise provided by law,	735. (1) Sauf disposition contraire de la loi, la morale déclarée coupable d'une infraction est passible, au lieu de toute peine d'emprisonnement prévue pour cette infraction, d'une amende :	Amendes infligées aux personnes morales

	<p>(a) that is in the discretion of the court, where the offence is an indictable offence; or</p> <p>(b) not exceeding twenty-five thousand dollars, where the offence is a summary conviction offence.</p>	<p>a) dont le montant est fixé par le tribunal, si l'infraction est un acte criminel;</p> <p>b) maximale de vingt-cinq mille dollars, si l'infraction est punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.</p>	
Civil enforcement of fines	<p>(2) Section 734.6 applies, with such modifications as the circumstances require, where a fine imposed under subsection (1) or under any other Act of Parliament is not paid forthwith.</p>	<p>(2) L'article 734.6 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une amende infligée en application du paragraphe (1) ou d'une autre loi fédérale et non acquittée sur-le-champ.</p>	Exécution civile
Fine option program	<p>736. (1) An offender who is fined under section 734 may, whether or not the offender is serving a term of imprisonment imposed in default of payment of the fine, discharge the fine in whole or in part by earning credits for work performed during a period not greater than two years in a program established for that purpose by the Lieutenant Governor in Council</p> <p>(a) of the province in which the fine was imposed, or</p> <p>(b) of the province in which the offender resides, where an appropriate agreement is in effect between the government of that province and the government of the province in which the fine was imposed,</p> <p>if the offender is admissible to such a program.</p>	<p>736. (1) Le délinquant condamné au paiement d'une amende au terme de l'article 734, qu'il purge ou non une peine d'emprisonnement pour défaut de paiement de celle-ci, peut s'acquitter de l'amende en tout ou en partie par acquisition de crédits au titre de travaux réalisés, sur une période maximale de deux ans, dans le cadre d'un programme, auquel il est admissible, établi à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil :</p> <p>a) soit de la province où l'amende a été infligée;</p> <p>b) soit de la province de résidence du délinquant, lorsque le gouvernement de celle-ci et celui de la province où la peine a été infligée ont conclu un accord en vigueur à cet effet.</p>	Mode facultatif de paiement d'une amende
Credits and other matters	<p>(2) A program referred to in subsection (1) shall determine the rate at which credits are earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.</p>	<p>(2) Le programme visé au paragraphe (1) détermine le taux auquel les crédits sont acquis et peut prévoir la manière de créditer les sommes gagnées à l'acquittement de l'amende ainsi que toute autre mesure nécessaire ou accessoire à sa réalisation.</p>	Taux, crédits, etc.
Deemed payment	<p>(3) Credits earned for work performed as provided by subsection (1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payment in respect of a fine.</p>	<p>(3) Les crédits visés au paragraphe (1) sont, pour l'application de la présente loi, réputés constituer le paiement de l'amende.</p>	Présomption
Federal-provincial agreement	<p>(4) Where, by virtue of subsection 734.4(2), the proceeds of a fine belong to Her Majesty in right of Canada, an offender may discharge the fine in whole or in part in a fine option program of a province pursuant to subsection (1), where an appropriate agreement is in effect between the government of the province and the Government of Canada.</p>	<p>(4) Dans le cas où, en application du paragraphe 734.4(2), le produit d'une amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada, le délinquant peut s'acquitter de l'amende en tout ou en partie dans le cadre d'un programme provincial visé au paragraphe (1) lorsque le gouvernement de la province et celui du Canada ont conclu un accord en vigueur à cet effet.</p>	Entente fédéro-provinciale

Victim fine surcharge	<p>737. (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under this Act or Part III or IV of the <i>Food and Drugs Act</i> or the <i>Narcotic Control Act</i>, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding</p> <p>(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or</p> <p>(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council under subsection (5),</p> <p>subject to such terms and conditions as may be prescribed by those regulations.</p>	<p>737. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque le délinquant est condamné — ou absous aux termes de l'article 730 — pour une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> ou à la <i>Loi sur les stupéfiants</i>, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine infligée au délinquant, d'ordonner à celui-ci de verser une suramende compensatoire, sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du paragraphe (5) pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :</p> <p>a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;</p> <p>b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par ces règlements.</p>	Suramende compensatoire
Exception	<p>(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.</p>	<p>(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) si le délinquant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.</p>	Exception
Written reasons for not making order	<p>(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall</p> <p>(a) provide the reasons why the order is not being made; and</p> <p>(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.</p>	<p>(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, sont rendus par écrit.</p>	Motifs écrits
Amounts applied to aid victims	<p>(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.</p>	<p>(4) Les suramendes compensatoires visées au paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.</p>	Affectation des suramendes compensatoires
Regulations	<p>(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and</p>	<p>(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou le mode de calcul de celui-ci — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce</p>	Règlements

any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

Enforcement

(6) Subsections 734(2) to (4) and sections 734.1, 734.3 and 734.7 apply, and section 736 does not apply, in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).

Restitution

738. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence, the court imposing sentence on or discharging the offender may, on application of the Attorney General or on its own motion, in addition to any other measure imposed on the offender, order that the offender make restitution to another person as follows:

(a) in the case of damage to, or the loss or destruction of, the property of any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding the replacement value of the property as of the date the order is imposed, less the value of any part of the property that is returned to that person as of the date it is returned, where the amount is readily ascertainable; or

(b) in the case of bodily harm to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily harm, where the amount is readily ascertainable.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations precluding the inclusion of provisions on enforcement of restitution orders as an optional condition of a probation order or of a conditional sentence order.

Restitution to persons acting in good faith

739. Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence and

montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

Exécution

(6) Les paragraphes 734(2) à (4) et les articles 734.1, 734.3 et 734.7 — à l'exception de l'article 736 — s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1).

Dédommagement

738. (1) Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730, le tribunal qui inflige la peine ou prononce l'absolution peut, en plus de toute autre mesure, à la demande du procureur général ou d'office, lui ordonner :

a) dans le cas où la perte ou la destruction des biens d'une personne — ou le dommage qui leur a été causé — est imputable à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser à cette personne des dommages-intérêts non supérieurs à la valeur de remplacement des biens à la date de l'ordonnance moins la valeur — à la date de la restitution — de la partie des biens qui été restituée à celle-ci, si cette valeur peut être facilement déterminée;

b) dans le cas où les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser à cette personne des dommages-intérêts non supérieurs à la valeur des dommages pécuniaires, notamment la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ces dommages peuvent être facilement déterminés.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, interdire l'insertion, dans une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis, d'une condition facultative prévoyant l'exécution forcée d'une ordonnance de dédommagement.

Dédommagement

Règlements du lieutenant-gouverneur

Dédommagement des parties de bonne foi

739. Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730 et qu'il a transféré ou remis moyennant contrepartie des biens obtenus criminellement à un tiers agissant de bonne foi et ignorant l'ori-

(a) any property obtained as a result of the commission of the offence has been conveyed or transferred for valuable consideration to a person acting in good faith and without notice, or

(b) the offender has borrowed money on the security of that property from a person acting in good faith and without notice,

the court may, where that property has been returned to the lawful owner or the person who had lawful possession of that property at the time the offence was committed, order the offender to pay as restitution to the person referred to in paragraph (a) or (b) an amount not exceeding the amount of consideration for that property or the total amount outstanding in respect of the loan, as the case may be.

740. Where the court finds it applicable and appropriate in the circumstances of a case to make, in relation to an offender, an order of restitution under section 738 or 739, and

(a) an order of forfeiture under this or any other Act of Parliament may be made in respect of property that is the same as property in respect of which the order of restitution may be made, or

(b) the court is considering ordering the offender to pay a fine and it appears to the court that the offender would not have the means or ability to comply with both the order of restitution and the order to pay the fine,

the court shall first make the order of restitution and shall then consider whether and to what extent an order of forfeiture or an order to pay a fine is appropriate in the circumstances.

741. (1) Where an amount that is ordered to be paid under section 738 or 739 is not paid forthwith, the person to whom the amount was ordered to be paid may, by filing the order, enter as a judgment the amount ordered to be paid in any civil court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the offender in the same

gine criminelle des biens ou qu'il a emprunté en donnant ces biens en garantie auprès d'un créancier agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens, le tribunal peut, si ceux-ci ont été restitués à leur propriétaire légitime ou à la personne qui avait droit à leur possession légitime au moment de la perpétration, ordonner au délinquant de verser au tiers ou au créancier des dommages-intérêts non supérieurs à la contrepartie versée par le tiers pour le bien ou au solde du prêt.

740. Le tribunal estimant que les circonstances justifient l'ordonnance de dédommagement prévue aux articles 738 ou 739 à l'égard d'un délinquant rend d'abord cette ordonnance et étudie ensuite la possibilité, compte tenu des circonstances :

a) soit de rendre une ordonnance de confiscation prévue par la présente loi ou une autre loi fédérale à l'égard des biens visés par l'ordonnance de dédommagement;

b) soit d'infliger une amende au délinquant s'il estime que celui-ci a les moyens, à la fois, de se conformer à l'ordonnance de dédommagement et de payer l'amende.

741. (1) Faute par le délinquant de payer immédiatement la somme d'argent dont le paiement est ordonné en application des articles 738 ou 739, le destinataire de cette somme peut, par le dépôt de l'ordonnance, faire inscrire la somme d'argent au tribunal civil compétent. L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, 35

Priority to
restitution

Priorité au
dédommagement

Enforcing
restitution
order

Exécution
civile

	manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.	devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du destinataire.	
Moneys found on offender	(2) All or any part of an amount that is ordered to be paid under section 738 or 739 may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.	(2) Le tribunal peut ordonner que toute somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application des articles 738 ou 739, s'il est convaincu que personne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.	Somme trouvée sur le délinquant
Notice of orders of restitution	741.1 Where a court makes an order of restitution under section 738 or 739, it shall cause notice of the content of the order, or a copy of the order, to be given to the person to whom the restitution is ordered to be paid.	741.1 Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 738 ou 739 est tenu d'en faire notifier le contenu ou une copie à la personne qui en est le bénéficiaire.	Notification
Civil remedy not affected	741.2 A civil remedy for an act or omission is not affected by reason only that an order for restitution under section 738 or 739 has been made in respect of that act or omission.	741.2 L'ordonnance de dédommagement rendue aux termes des articles 738 ou 739 en ce qui concerne un acte ou une omission ne porte pas atteinte au recours civil fondé sur cet acte ou cette omission.	Recours civil non atteint
	<i>Conditional Sentence of Imprisonment</i>	<i>Condamnations à l'emprisonnement avec sursis</i>	
Definitions	742. In sections 742.1 to 742.7,	742. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 742.1 à 742.7.	Définitions
"change" « modification »	"change", in relation to optional conditions, includes deletions and additions;	« agent de surveillance » La personne désignée par le procureur général, par son nom ou par son titre, comme agent de surveillance pour l'application des articles 742.1 à 742.7.	« agent de surveillance » "« supervisor »"
"optional conditions" « conditions facultatives » « supervisor » « agent de surveillance »	"optional conditions" means the conditions referred to in subsection 742.3(2); "supervisor" means a person designated by the Attorney General, either by name or by title of office, as a supervisor for the purposes of sections 742.1 to 742.7.	« conditions facultatives » Les conditions prévues au paragraphe 742.3(2). « modification » Comprend, en ce qui concerne les conditions facultatives, les suppressions et les adjonctions.	« conditions facultatives » "« optional conditions »" « modification » "« change »"
Imposing of conditional sentence	742.1 Where a person is convicted of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, and the court (a) imposes a sentence of imprisonment of less than two years, and (b) is satisfied that serving the sentence in the community would not endanger the safety of the community,	742.1 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction — autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale d'emprisonnement est prévue — et condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, le tribunal peut, s'il est convaincu que le fait de purger la peine au sein de la collectivité ne met pas en danger la sécurité de celle-ci, ordonner au délinquant de purger sa peine dans la collectivité afin d'y surveiller le comportement de celui-ci, sous réserve de	Octroi du sursis

the court may, for the purpose of supervising the offender's behaviour in the community, order that the offender serve the sentence in the community, subject to the offender's complying with the conditions of a conditional sentence order made under section 742.3.

742.2 (1) Before imposing a conditional sentence under section 742.1, the court shall consider whether section 100 is applicable.

(2) For greater certainty, a condition of a conditional sentence referred to in paragraph 742.3(2)(b) does not affect the operation of section 100.

742.3 (1) The court shall prescribe, as conditions of a conditional sentence order, that the offender do all of the following:

(a) keep the peace and be of good behaviour;

(b) appear before the court when required to do so by the court;

(c) report to a supervisor

(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the conditional sentence order, and

(ii) thereafter, when required by the supervisor and in the manner directed by the supervisor;

(d) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the supervisor; and

(e) notify the court or the supervisor in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the supervisor of any change of employment or occupation.

(2) The court may prescribe, as additional conditions of a conditional sentence order, that the offender do one or more of the following:

(a) abstain from

(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or

l'observation des conditions qui lui sont infligées en application de l'article 742.3.

742.2 (1) Avant d'octroyer le sursis, le tribunal vérifie l'applicabilité de l'article 100.

(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 742.3(2)b) à une ordonnance de sursis ne porte pas atteinte à l'application de l'article 100.

742.3 (1) Le tribunal assortit l'ordonnance de sursis des conditions suivantes, intimant au délinquant :

a) de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite;

b) de répondre aux convocations du tribunal;

c) de se présenter à l'agent de surveillance :

(i) dans les deux jours ouvrables suivant la date de l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal,

(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de surveillance;

d) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de surveillance;

e) de prévenir le tribunal ou l'agent de surveillance de ses changements d'adresse ou de nom et les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.

(2) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de sursis de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :

a) de s'abstenir de consommer :

(i) de l'alcool ou d'autres substances toxiques,

Firearm, etc., prohibitions

Idem

Compulsory conditions of conditional sentence order

Optional conditions of conditional sentence order

Armes à feu

Application de l'article 100

Conditions obligatoires

Conditions facultatives

(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription;

(b) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;

(c) provide for the support or care of 5 dependants;

(d) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding one year;

(e) attend a treatment program approved by 10 the province; and

(f) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for securing the good conduct of the offender and for preventing a repetition by the offender of the same offence or the commission of other offences.

(3) A court that makes an order under this section shall

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of sections 742.4 and 742.6, and

(iii) an explanation of the procedure for 25 applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender 30 under paragraph (a).

742.4 (1) Where an offender's supervisor is of the opinion that a change in circumstances makes a change to the optional conditions desirable, the supervisor may give 35 written notification of the proposed change, and the reasons therefor, to the offender, the prosecutor and the court.

(2) Within seven days after receiving a notification referred to in subsection (1), 40

(a) the offender or the prosecutor may request the court to hold a hearing to consider the proposed change, or

(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;

b) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme;

c) de prendre soin des personnes à sa 5 charge et de subvenir à leurs besoins;

d) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale d'un an;

e) de suivre un programme de traitement 10 approuvé par la province;

f) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour 15 assurer la bonne conduite du délinquant et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance pré- 20 vue au présent article :

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des 25 articles 742.4 et 742.6,

(iii) une explication des renseignements concernant la procédure de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4;

b) prend les mesures voulues pour s'assu- 30 rer que le délinquant comprend l'ordonnance et les renseignements qui lui ont été fournis en application de l'alinéa a).

742.4 (1) L'agent de surveillance qui estime que l'évolution des circonstances justi- 35 fie la modification des conditions facultatives peut notifier par écrit les modifications proposées et les motifs à leur appui au délinquant, au poursuivant et au tribunal.

(2) Dans les sept jours suivant la notifica- 40 tion, le délinquant ou le poursuivant peuvent demander au tribunal la tenue d'une audience pour étudier les modifications proposées, ou le tribunal peut d'office ordonner la tenue d'une audience à cette fin; l'audience a 45

Proceedings on making order

Supervisor may propose changes to optional conditions

Hearing

Procédure

Modification des conditions facultatives

Audience

(b) the court may, of its own initiative, order that a hearing be held to consider the proposed change,

and a hearing so requested or ordered shall be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1).

Decision at hearing

(3) At a hearing held pursuant to subsection (2), the court

(a) shall approve or refuse to approve the proposed change; and

(b) may make any other change to the optional conditions that the court deems appropriate.

Where no hearing requested or ordered

(4) Where no request or order for a hearing is made within the time period stipulated in subsection (2), the proposed change takes effect fourteen days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1), and the supervisor shall so notify the offender and file proof of that notification with the court.

Changes proposed by offender or prosecutor

(5) Subsections (1) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a change proposed by the offender or the prosecutor to the optional conditions, and in all such cases a hearing must be held, and must be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1).

Judge may act in chambers

(6) All the functions of the court under this section may be exercised in chambers.

Transfer of order

742.5 (1) Where an offender who is bound by a conditional sentence order becomes a resident of a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may,

(a) on the application of a supervisor, and

(b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other

lieu dans les trente jours suivant la réception de la notification par le tribunal.

(3) À l'audience, le tribunal rejette ou approuve les modifications proposées et peut apporter aux conditions facultatives toute autre modification qu'il estime indiquée.

Décision

(4) Dans le cas où la demande d'audience n'est pas présentée dans le délai prévu au paragraphe (2), les modifications proposées prennent effet dans les quatorze jours suivant la réception par le tribunal de la notification prévue au paragraphe (1); l'agent de surveillance avise alors le délinquant et dépose la preuve de la notification au tribunal.

Absence de demande d'audience

(5) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux propositions de modification des conditions facultatives effectuées par le délinquant ou le poursuivant; l'audience est alors obligatoire et est tenue dans les trente jours suivant la réception par le tribunal de la notification prévue au paragraphe (1).

Modifications proposées par le délinquant ou le poursuivant

(6) Les attributions conférées au tribunal par le présent article peuvent être exercées par le juge en chambre.

Juge en chambre

742.5 (1) Lorsqu'un délinquant soumis à une ordonnance de sursis devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de surveillance et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le

Transfert d'une ordonnance

territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

(2) Where a court that has made a conditional sentence order or to which a conditional sentence order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the conditional sentence order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

742.6 (1) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) to (9), and any reference in those Parts to committing an offence shall be read as a reference to breaching a condition of a conditional sentence order.

(2) For the purpose of the application of section 515, the release from custody of an offender who is detained on the basis of an alleged breach of a condition of a conditional sentence order shall be governed by subsection 515(6).

(3) An allegation of a breach of condition may be heard by any court having jurisdiction to hear that allegation in the place where the breach is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the breach is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that breach shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province, and any allegation of a breach shall be heard

(a) within thirty days after the offender's arrest, where a warrant was issued; or

(b) where a summons was issued, within thirty days after the issue of the summons.

délinquant y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.

(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de sursis ou à qui une ordonnance de sursis a été transférée en application du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province.

742.6 (1) Les dispositions des parties XVI et XVIII concernant la comparution forcée d'un prévenu devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues aux paragraphes (3) à (9), et toute mention, dans ces parties, de la perpétration d'une infraction est interprétée comme la mention d'un manquement aux conditions d'une ordonnance de sursis.

(2) Pour l'application de l'article 515, le paragraphe 515(6) s'applique à la mise en liberté du délinquant détenu pour un prétendu manquement à une condition d'une ordonnance de sursis.

(3) Peut être saisi du prétendu manquement tout tribunal compétent au lieu où le manquement est présumé avoir été commis, ou au lieu où le délinquant est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où le manquement est présumé avoir été commis, on ne peut procéder devant le tribunal de ce lieu sans le consentement du procureur général de la province; l'audience est tenue :

a) en cas de délivrance d'un mandat, dans les trente jours suivant l'arrestation du délinquant;

b) en cas de délivrance d'une sommation, dans les trente jours suivant la délivrance.

Where court
unable to act

Procedure on
breach of
condition

Interim release

Hearing

Incapacité
d'agir du
tribunal

Mesures en cas
de manquement

Mise en liberté
provisoire

Audience

Report of supervisor	(4) An allegation of a breach of condition must be supported by a written report of the supervisor, which report must include, where appropriate, signed statements of witnesses.	(4) Le rapport écrit de l'agent de surveillance, où figurent les éléments de preuve tendant à établir le prétendu manquement, ainsi que, le cas échéant, les déclarations signées des témoins.	Rapport de l'agent de surveillance
Notice of intention to produce report	(5) No report shall be admitted in evidence unless the party intending to produce it has, before the hearing, given the offender reasonable notice and a copy of the report.	(5) Le rapport n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant l'audience, une copie du rapport et un préavis de son intention de produire celui-ci.	5 Préavis
Proof of service	(6) Service of any report referred to in subsection (4) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.	(6) La signification du rapport peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.	10 Preuve de signification
Attendance for examination	(7) Notwithstanding subsection (6), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.	(7) Malgré le paragraphe (6), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire portant sur la preuve de la signification.	15 Présence pour interrogatoire
Requiring attendance of supervisor or witness	(8) The offender may, with leave of the court, require the attendance, for cross-examination, of the supervisor or of any witness whose signed statement is included in the report.	(8) Le délinquant peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution, pour fin de contre-interrogatoire, de l'agent de surveillance ou de tout témoin dont la déclaration signée figure au rapport.	20 Présence de l'agent de surveillance ou du témoin
Powers of court	(9) Where the court is satisfied, on a balance of probabilities, that the offender has without reasonable excuse, the proof of which lies on the offender, breached a condition of the conditional sentence order, the court may (a) take no action; (b) change the optional conditions; (c) suspend the conditional sentence order and direct (i) that the offender serve in custody a portion of the unexpired sentence, and (ii) that the conditional sentence order resume on the offender's release from custody, either with or without changes to the optional conditions; or (d) terminate the conditional sentence order and direct that the offender be committed to custody until the expiration of the sentence.	(9) Le tribunal peut, s'il est convaincu, par une preuve prépondérante, que le délinquant a enfreint, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, une condition de l'ordonnance de sursis : a) ne pas agir; b) modifier les conditions facultatives; c) suspendre l'ordonnance et ordonner : (i) d'une part, au délinquant de purger en prison une partie de la peine qui reste à courir, (ii) d'autre part, que l'ordonnance s'applique à compter de la libération du délinquant, avec ou sans modification des conditions facultatives; d) mettre fin à l'ordonnance de sursis et ordonner que le délinquant soit incarcéré jusqu'à la fin de la peine d'emprisonnement.	25 Pouvoir du tribunal

Where person imprisoned for new offence	<p>742.7 Where an offender who is at large under a conditional sentence is imprisoned for another offence, whenever committed, the running of the conditional sentence is suspended during the period of imprisonment for that other offence, unless otherwise ordered by the court under subsection 742.4(3) or 742.6(9), but no such order may be incompatible with subsection 718.3(5).</p>	<p>742.7 Lorsque le délinquant mis en liberté en application d'une ordonnance de sursis est emprisonné pour une autre infraction, quelle que soit l'époque de la perpétration de celle-ci, la période de sursis est suspendue pendant cette période d'emprisonnement, sauf ordonnance au contraire rendue par le tribunal en application des paragraphes 742.4(3) ou 742.6(9), sous réserve toutefois du paragraphe 718.3(5).</p>	Nouvelle infraction
Imprisonment when no other provision	<p><i>Imprisonment</i></p> <p>743. Every one who is convicted of an indictable offence for which no punishment is specially provided is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.</p>	<p><i>Emprisonnement</i></p> <p>743. Quiconque est déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il n'est prévu aucune peine est passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.</p>	Absence de peine
Imprisonment for life or more than two years	<p>743.1 (1) Except where otherwise provided, a person who is sentenced to imprisonment for</p> <p>(a) life,</p> <p>(b) a term of two years or more, or</p> <p>(c) two or more terms of less than two years each that are to be served one after the other and that, in the aggregate, amount to two years or more,</p> <p>shall be sentenced to imprisonment in a penitentiary.</p>	<p>743.1 (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, une personne doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier si elle est condamnée, selon le cas :</p> <p>a) à l'emprisonnement à perpétuité;</p> <p>b) à un emprisonnement de deux ans ou plus;</p> <p>c) à l'emprisonnement pour deux ou plusieurs périodes de moins de deux ans chacune, à purger l'une après l'autre et dont la durée totale est de deux ans ou plus.</p>	Emprisonnement à perpétuité ou pour plus de deux ans
Subsequent term less than two years	<p>(2) Where a person who is sentenced to imprisonment in a penitentiary is, before the expiration of that sentence, sentenced to imprisonment for a term of less than two years, the person shall serve that term in a penitentiary, but if the previous sentence of imprisonment in a penitentiary is set aside, that person shall serve that term in accordance with subsection (3).</p>	<p>(2) Lorsqu'une personne condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier est, avant l'expiration de cette peine, condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, elle purge cette dernière peine dans un pénitencier. Toutefois, si la peine antérieure d'emprisonnement dans un pénitencier est annulée, elle purge la dernière conformément au paragraphe (3).</p>	Période postérieure de moins de deux ans
Imprisonment for term less than two years	<p>(3) A person who is sentenced to imprisonment and who is not required to be sentenced as provided in subsection (1) or (2) shall, unless a special prison is prescribed by law, be sentenced to imprisonment in a prison or other place of confinement, other than a penitentiary, within the province in which the person is convicted, in which the sentence of imprisonment may be lawfully executed.</p>	<p>(3) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement et qu'elle n'est pas visée par les paragraphes (1) ou (2), elle est, sauf si la loi prévoit une prison spéciale, condamnée à l'emprisonnement dans une prison ou un autre lieu de détention de la province où elle est déclarée coupable, où la peine d'emprisonnement peut être légalement exécutée, à l'exclusion d'un pénitencier.</p>	Emprisonnement de moins de deux ans

Sentence to penitentiary of person serving sentence elsewhere

(4) Where a person is sentenced to imprisonment in a penitentiary while the person is lawfully imprisoned in a place other than a penitentiary, that person shall, except where otherwise provided, be sent immediately to the penitentiary, and shall serve in the penitentiary the unexpired portion of the term of imprisonment that that person was serving when sentenced to the penitentiary as well as the term of imprisonment for which that person was sentenced to the penitentiary.

Transfer to penitentiary

(5) Where, at any time, a person who is imprisoned in a prison or place of confinement other than a penitentiary is subject to two or more terms of imprisonment, each of which is for less than two years, that are to be served one after the other, and the aggregate of the unexpired portions of those terms at that time amounts to two years or more, the person shall be transferred to a penitentiary to serve those terms, but if any one or more of such terms is set aside or reduced and the unexpired portions of the remaining term or terms on the day on which that person was transferred under this section amounted to less than two years, that person shall serve that term or terms in accordance with subsection (3).

Newfoundland

(6) For the purposes of subsection (3), "penitentiary" does not, until a day to be fixed by order of the Governor in Council, include the facility mentioned in subsection 15(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*.

Report by court to Correctional Service

743.2 A court that sentences or commits a person to penitentiary shall forward to the Correctional Service of Canada its reasons and recommendation relating to the sentence or committal, any relevant reports that were submitted to the court, and any other information relevant to administering the sentence or committal.

Sentence served according to regulations

743.3 A sentence of imprisonment shall be served in accordance with the enactments and rules that govern the institution to which the prisoner is sentenced.

Transfer of young person to place of custody

743.4 (1) Where a young person is sentenced to imprisonment under this or any other Act of Parliament, the young person

(4) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier pendant qu'elle est légalement emprisonnée dans un autre endroit qu'un pénitencier, elle doit, sauf lorsqu'il y est autrement pourvu, être envoyée immédiatement au pénitencier et y purger la partie non expirée de la période d'emprisonnement qu'elle purgeait lorsqu'elle a été condamnée au pénitencier, ainsi que la période d'emprisonnement pour laquelle elle a été condamnée au pénitencier.

Condamnation au pénitencier d'une personne purgeant une peine ailleurs

(5) La personne qui est détenue dans une prison ou un autre lieu de détention qu'un pénitencier et qui doit purger de façon consécutive plusieurs peines d'emprisonnement dont chacune est inférieure à deux ans est transférée dans un pénitencier si la durée totale à purger est égale ou supérieure à deux ans; toutefois, si l'une des peines est annulée ou si sa durée est réduite de telle façon que la période d'emprisonnement restant à purger à la date du transfert devient inférieure à deux ans, cette personne purge sa peine en conformité avec le paragraphe (3).

Transfèrement dans un pénitencier

(6) Pour l'application du paragraphe (3), «pénitencier» ne vise pas, avant la date à fixer par décret du gouverneur en conseil, l'établissement mentionné au paragraphe 15(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Terre-Neuve

743.2 Le tribunal qui condamne ou envoie une personne au pénitencier transmet au Service correctionnel du Canada ses motifs et recommandations relatifs à la mesure, ainsi que tous rapports pertinents qui lui ont été soumis et tous renseignements concernant l'administration de la peine.

Rapport au Service correctionnel

743.3 Une peine d'emprisonnement est purgée conformément aux dispositions et règles qui régissent l'établissement où le prisonnier doit purger sa peine.

Peine purgée conformément aux règlements

743.4 (1) Lorsqu'un adolescent a été condamné à l'emprisonnement en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, il

Transfèrement à un lieu de garde

may, with the consent of the provincial director, be transferred to a place of custody for any portion of the young person's term of imprisonment, but in no case shall that young person be kept in a place of custody under this section after that young person attains the age of twenty years.

Removal of
young person
from place of
custody

(2) Where the provincial director certifies that a young person transferred to a place of custody under subsection (1) can no longer be held therein without significant danger of escape or of detrimentally affecting the rehabilitation or reformation of other young persons held therein, the young person may be imprisoned during the remainder of his term of imprisonment in any place where that young person might, but for subsection (1), have been imprisoned.

Words and
expressions

(3) For the purposes of this section, the expressions "provincial director" and "young person" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*, and the expression "place of custody" means "open custody" or "secure custody" within the meaning assigned by subsection 24.1(1) of that Act.

Transfer of
jurisdiction

743.5 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

Whether
sentence to be
served concur-
rently or
consecutively

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.

peut, avec le consentement du directeur provincial, être transféré à un lieu de garde pour toute fraction de sa peine d'emprisonnement, mais il ne peut être maintenu en ce lieu après qu'il a atteint l'âge de vingt ans.

5

(2) Lorsque le directeur provincial atteste que l'adolescent transféré à un lieu de garde en application du paragraphe (1) ne peut plus y rester sans risque sérieux d'évasion ou sans que ne soit compromise la réinsertion sociale ou l'amélioration de la conduite des autres adolescents qui s'y trouvent, l'adolescent peut être emprisonné pour le reste de sa peine à un endroit où, compte non tenu du paragraphe (1), il aurait pu la purger.

Retrait du lieu
de garde

15

(3) Pour l'application du présent article, « adolescent » et « directeur provincial » ont le sens que leur donne le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes délinquants*, et « lieu de garde » s'entend de « garde en milieu ouvert » ou de « garde en milieu fermé » au sens que leur donne le paragraphe 24.1(1) de cette loi.

Terminologie

743.5 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), 25 k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes délinquants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

Transfert de
compétence

35

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu de l'alinéa 20(1)k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes délinquants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoie dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.

Concurrence
ou cumul des
peines

45

Remaining
portion deemed
to constitute
one sentence

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment imposed on the day the order is made.

Eligibility for Parole

743.6 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Delivery of Offender to Keeper of Prison

744. A peace officer or other person to whom a warrant of committal authorized by this or any other Act of Parliament is directed shall arrest the person named or described therein, if it is necessary to do so in order to take that person into custody, convey that person to the prison mentioned in the warrant and deliver that person, together with the warrant, to the keeper of the prison who shall thereupon give to the peace officer or other person who delivers the prisoner a receipt in Form 43 setting out the state and condition of the prisoner when delivered into custody.

Imprisonment for Life

745. Subject to section 745.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

Power of court
to delay parole

Execution of
warrant of
committal

Sentence of life
imprisonment

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement infligée le jour où l'ordonnance est rendue.

Admissibilité à la libération conditionnelle

743.6 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction — mentionnée aux annexes I ou II — purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, la moitié de sa peine jusqu'à concurrence de dix ans.

Remise du délinquant au gardien de prison

744. L'agent de la paix ou toute autre personne à qui est adressé le mandat d'incarcération autorisé par la présente loi ou toute autre loi fédérale arrête, si nécessaire, la personne y nommée ou décrite, la conduit à la prison mentionnée dans le mandat et la remet, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donne alors à l'agent de la paix ou à l'autre personne qui remet le prisonnier un reçu, selon la formule 43, indiquant l'état et la condition du prisonnier lorsqu'il a été remis sous sa garde.

Emprisonnement à perpétuité

745. Sous réserve de l'article 745.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

Peine distincte

Pouvoir
judiciaire
d'augmenta-
tion du temps
d'épreuve

Exécution du
mandat
d'incarcération

Emprisonne-
ment à
perpétuité

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder where that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, however described in this Act, that that person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(c) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served at least ten years of the sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 745.4; and

(d) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that the person be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

Persons under
eighteen

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

Recommendation
by jury

745.2 Subject to section 745.3, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a été reconnue coupable d'avoir causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 745.4;

d) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

Mineurs

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus dix ans.

Recommandation
du jury

745.2 Sous réserve de l'article 745.3, le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité.

you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

Persons under
eighteen

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

Ineligibility for
parole

745.4 Subject to section 745.5, at the time of the sentencing under section 745 of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.2, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being

Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans ?

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans ?

745.4 Sous réserve de l'article 745.5, au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.2, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération con-

Libération
conditionnelle

more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

745.6 (1) Where a person has served at least fifteen years of a sentence

(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or

(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until more than fifteen years of that person's sentence have been served,

that person may apply to the appropriate Chief Justice in the province in which the conviction took place for a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) On receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to

(a) the character of the applicant,

(b) the applicant's conduct while serving the sentence,

ditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

745.6 (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine peut demander au juge en chef compétent de la province où a eu lieu la déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle si elle a été déclarée coupable :

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré;

b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle de plus de quinze ans.

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent charge un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider — par les deux tiers au moins des ses membres — s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu :

a) de son caractère;

b) de sa conduite durant l'exécution de sa peine;

Idem

Idem

Application for
judicial reviewDemande de
révision
judiciaireJudicial
hearing

Audience

(c) the nature of the offence for which that applicant was convicted,

(d) any information provided by a victim, either at the time of the imposition of the sentence or at the time of the hearing under this subsection, and

(e) such other matters as the judge deems relevant in the circumstances,

and the determination shall be made by not less than two thirds of the jury. 10

Definition of
"victim"

(3) In subsection (2), "victim" has the same meaning as in subsection 722(4).

Renewal of
application

(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole. 20

Reduction

(5) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,

(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or 30

(b) terminate the ineligibility for parole.

Rules

(6) The appropriate Chief Justice in each province or territory may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section. 35

Definition of
"appropriate
Chief Justice"

(7) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court; 40

(b) in relation to the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;

(c) in relation to the Provinces of Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division; 45

c) de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné;

d) de tout autre renseignement, notamment ceux fournis par la victime, soit au moment de l'infliction de la peine ou lors de l'audience prévue au présent paragraphe; 5

e) de tout autre renseignement que le juge estime utile dans les circonstances.

(3) Au paragraphe (2), « victime » s'entend au sens du paragraphe 722(4). 10

Définition de
« victime »

(4) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, fixe un délai à l'expiration duquel il sera loisible à celui-ci de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent. 15

Renouvellement de la
demande

(5) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai :

Réduction

a) en réduire le nombre d'années;

b) le supprimer.

(6) Le juge en chef compétent de chaque province peut établir les règles applicables aux demandes et aux audiences prévues pour l'application du présent article. 25

Règles

(7) Pour l'application du présent article, « juge en chef compétent » désigne : 30

Définition de
« juge en chef
compétent »

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;

b) dans la province de Québec, le juge en chef de la Cour supérieure;

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, le juge en chef de la Section de première instance de la Cour suprême; 35

(d) in relation to the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench;

(e) in relation to the Province of British Columbia, the Chief Justice of the Supreme Court; and

(f) in relation to the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof.

Territories

(8) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.

Time spent in custody

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.4 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life after July 25, 1976, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or

(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.

Parole prohibited

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pur-

d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine;

e) dans la province de la Colombie-Britannique, le juge en chef de la Cour suprême;

f) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.

Territoires

(8) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

746. Pour l'application des articles 745, 745.4 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

Détention sous garde

a) postérieure au 25 juillet 1976, de la condamnation;

b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.

30

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le

Libération conditionnelle interdite

Temporary
absences and
day parole

suant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans surveillance sous le régime de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Sorties sans ou
sous surveil-
lance ou semi-
liberté

Hospital Orders

Definitions	747. In this section and sections 747.1 to 747.8,
"assessment report" « rapport d'évaluation »	"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;
"hospital order" « ordonnance de détention dans un hôpital » "medical practitioner" « médecin »	"hospital order" means an order by a court under section 747.1 that an offender be detained in a treatment facility;
	"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;
"treatment facility" « centre de soins »	"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the Lieutenant Governor in Council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that Lieutenant Governor in Council.
Court may make a hospital order	747.1 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assessment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.
Limitation on hospital order	(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.

Troubles mentaux

Definitions	747. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 747.1 à 747.8.	Définitions
	« centre de soins » Lieu de traitement des délinquants atteints de troubles mentaux, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne à qui l'un ou l'autre a délégué par écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.	« centre de soins » "treatment..."
	« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.	« médecin » "medical..."
	« ordonnance de détention dans un hôpital » Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 747.1 et prévoyant la détention d'un délinquant dans un centre de soins.	« ordonnance de détention dans un hôpital » "hospital order"
	« rapport d'évaluation » Rapport écrit fait en conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par un médecin.	« rapport d'évaluation » "assessment report"
	747.1 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un délinquant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il est convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation préparé à l'égard du délinquant et de tous les autres éléments de preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'inflige d'urgence pour empêcher soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention dans un centre de soins.	Ordonnance de détention dans un hôpital
	(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que le tribunal juge indiquées.	Modalités

Form	(3) A hospital order may be in Form 51.	(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.	Formule
Warrant of committal	(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.	(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat d'incarcération à l'égard du délinquant lequel peut être rédigé selon la formule 8.	Mandat d'incarcération
Recommended treatment facility	747.2 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.	747.2 (1) Si l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où le délinquant a été condamné à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le délinquant soit détenu dans un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le tribunal est tenu d'ordonner la détention du délinquant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfèrements du délinquant vers cet établissement ou les délais qui en résulteront risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du délinquant.	Établissement recommandé
Court chooses treatment facility	(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.	(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le délinquant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.	Choix du tribunal
Condition	747.3 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.	747.3 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un délinquant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent article ne porte pas atteinte à l'obligation d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement requis ou pourrait être requis par ailleurs.	Condition
Exception	747.4 No hospital order may be made in respect of an offender (a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law; (b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753;	747.4 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant : (a) qui a été condamné à une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle la loi impose l'emprisonnement à perpétuité à titre de peine minimale, ou qui purge une telle peine;	Exception

(c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days;

(d) where the term of imprisonment is imposed on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 737(1); or

(e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 732(1)(a) to be served intermittently.

747.5 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where

(a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or

(b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility.

(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the offender's mental disorder is available, if the court authorizes the transfer in writing and the person in charge of the treatment facility consents.

747.6 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.

747.7 Notwithstanding section 12 of the *Corrections and Conditional Release Act*, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary may, during the period for which that order is in force, be received in a penitentiary before the expiration of the time limited by law for an appeal and shall be

b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux;

c) lorsque la peine d'emprisonnement que le délinquant doit purger ne dépasse pas soixante jours;

d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée en raison du défaut de paiement d'une amende ou de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1);

e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'article 732(1)a) que la peine soit purgée de façon discontinue.

747.5 (1) Le délinquant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le délinquant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.

(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le délinquant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.

747.6 Le délinquant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.

747.7 Par dérogation à l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le délinquant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier peut, pendant la période de validité de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel

Offender to serve remainder of sentence

Transfer from one treatment facility to another

Detention to count as service of term

Application of section 12 of *Corrections and Conditional Release Act*

Retrait du consentement

Transfèrement d'un établissement à un autre

Calcul du temps passé en détention

Application de l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*

detained in the treatment facility specified in the order during that period.

747.8 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 747.1 to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.

Pardons and Remissions

748. (1) Her Majesty may extend the royal mercy to a person who is sentenced to imprisonment under the authority of an Act of Parliament, even if the person is imprisoned for failure to pay money to another person.

(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence.

(3) Where the Governor in Council grants a free pardon to a person, that person shall be deemed thereafter never to have committed the offence in respect of which the pardon is granted.

(4) No free pardon or conditional pardon prevents or mitigates the punishment to which the person might otherwise be lawfully sentenced on a subsequent conviction for an offence other than that for which the pardon was granted.

748.1 (1) The Governor in Council may order the remission, in whole or in part, of a fine or forfeiture imposed under an Act of Parliament, whoever the person may be to whom it is payable or however it may be recoverable.

(2) An order for remission under subsection (1) may include the remission of costs incurred in the proceedings, but no costs to which a private prosecutor is entitled shall be remitted.

et est détenu au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant cette période de validité.

747.8 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat d'incarcération délivré en vertu de l'article 747.1 soit remise à l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où la peine d'emprisonnement infligée au délinquant doit être purgée et au centre de soins où il doit être détenu pour traitement.

Pardon et remises

748. (1) Sa Majesté peut accorder la clémence royale à une personne condamnée à l'emprisonnement sous le régime d'une loi fédérale, même si cette personne est emprisonnée pour omission de payer une somme d'argent à une autre personne.

(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction.

(3) Lorsque le gouverneur en conseil accorde un pardon absolu à une personne, celle-ci est par la suite réputée n'avoir jamais commis l'infraction à l'égard de laquelle le pardon est accordé.

(4) Aucun pardon absolu ou conditionnel n'empêche ni ne mitige la punition à laquelle la personne en cause pourrait autrement être légalement condamnée sur une déclaration de culpabilité subséquente pour une infraction autre que celle concernant laquelle le pardon a été accordé.

748.1 (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la remise intégrale ou partielle d'une amende ou d'une confiscation infligée en vertu d'une loi fédérale, quelle que soit la personne à qui elle est payable ou la manière de la recouvrer.

(2) Une ordonnance portant remise aux termes du paragraphe (1) peut comprendre la remise de frais subis dans les poursuites, mais non les frais auxquels un poursuivant privé a droit.

5 Copie du mandat à la prison et au centre de soins

15 À qui le pardon peut être accordé

20 Pardon absolu ou conditionnel

25 Effet du pardon absolu

30 Peine pour infraction subséquente

40 Remise par le gouverneur en conseil

Conditions de la remise

Copy of warrant and order given to prison and hospital

To whom pardon may be granted

Free or conditional pardon

Effect of free pardon

Punishment for subsequent offence not affected

Remission by Governor in Council

Terms of remission

Royal prerogative	<p>749. Nothing in this Act in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.</p>	<p>749. La présente loi n'a pas pour effet de limiter, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.</p>	Prérogative royale
Public office vacated for conviction	<p><i>Disabilities</i></p> <p>750. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time that person is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.</p>	<p><i>Incapacité</i></p> <p>750. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de plus de cinq ans.</p>	Vacance
When disability ceases	<p>(2) A person to whom subsection (1) applies is, until undergoing the punishment imposed on the person or the punishment substituted therefor by competent authority or receives a free pardon from Her Majesty, incapable of holding any office under the Crown or other public employment, or of being elected or sitting or voting as a member of Parliament or of a legislature or of exercising any right of suffrage.</p>	<p>(2) Tant qu'elle n'a pas subi la peine qui lui est infligée ou la peine y substituée par une autorité compétente ou qu'elle n'a pas reçu de Sa Majesté un pardon absolu, une personne visée par le paragraphe (1) est incapable d'occuper une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, ou d'être élue, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ou d'une législature, ou d'exercer un droit de suffrage.</p>	Durée de l'incapacité
Disability to contract	<p>(3) No person who is convicted of an offence under section 121, 124 or 418 has, after that conviction, capacity to contract with Her Majesty or to receive any benefit under a contract between Her Majesty and any other person or to hold office under Her Majesty.</p>	<p>(3) Nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 121, 124 ou 418 n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec Sa Majesté, pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat entre Sa Majesté et toute autre personne ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.</p>	Incapacité contractuelle
Application for restoration of privileges	<p>(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted to the person under section 4.1 of the <i>Criminal Records Act</i>, apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.</p>	<p>(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la <i>Loi sur le casier judiciaire</i>, demander au gouverneur en conseil d'être rétabli dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.</p>	Demande de rétablissement des droits
Order of restoration	<p>(5) Where an application is made under subsection (4), the Governor in Council may order that the capacities lost by the applicant by virtue of subsection (3) be restored to that applicant in whole or in part and subject to such conditions as the Governor in Council considers desirable in the public interest.</p>	<p>(5) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut ordonner que le demandeur soit rétabli dans tout ou partie des droits dont il est privé en application du paragraphe (3) aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt du public.</p>	Ordre de rétablissement
Removal of disability	<p>(6) Where a conviction is set aside by competent authority, any disability imposed by this section is removed.</p>	<p>(6) L'annulation d'une condamnation par une autorité compétente fait disparaître l'incapacité infligée par le présent article.</p>	Disparition de l'incapacité

Miscellaneous Provisions

Costs to
successful
party in case of
libel

751. The person in whose favour judgment is given in proceedings by indictment for defamatory libel is entitled to recover from the opposite party costs in a reasonable amount to be fixed by order of the court.

How recovered

751.1 Where costs that are fixed under section 751 are not paid forthwith, the party in whose favour judgment is given may enter judgment for the amount of the costs by filing the order in any civil court of the province in which the trial was held that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the opposite party in the same manner as if it were a judgment rendered against that opposite party in that court in civil proceedings.

1992, c. 1, s. 58
(Sch. I, item
16)

7. (1) The definition "sentence" in section 785 of the Act is replaced by the following:

"sentence"
« sentence »,
« peine » ou
« condamna-
tion »

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or section 737, 738, 739 or 742.3, and
- (c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);

(2) On the coming into force of section 747.1 of the Criminal Code, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the Criminal Code is replaced by the following:

- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1), section 737, 738, 739 or 742.3 or subsection 747.1(1), and

Dispositions diverses

Attribution des
frais en matière
de libelle

751. La personne en faveur de qui jugement est rendu dans des poursuites par acte d'accusation pour libelle diffamatoire a le droit de recouvrer de la partie adverse en 5
remboursement de ses frais, une somme raisonnable dont le montant est fixé par ordonnance du tribunal.

Exécution
civile

751.1 Faute de paiement immédiat des frais fixés en application de l'article 751, la partie en faveur de qui le jugement est rendu 10
peut, par le dépôt du jugement, faire inscrire celui-ci pour le montant des frais au tribunal civil compétent; l'inscription vaut jugement exécutoire contre la partie adverse, comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre 15
elle, devant ce tribunal, au terme d'une action civile.

**7. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce 20
qui suit :**

1992, ch. 1, art.
58, ann. I, art.
16

20 « sentence », « peine » ou « condamnation » Y
est assimilée :

- a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);
- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, du paragraphe 730(1) ou des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ;
- c) la décision prise en vertu des articles 30
731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3)
ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).

25

"sentence",
« sentence »,
« peine » ou
« condamna-
tion »
"sentence"

**(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du Code criminel, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de 35
« sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de cette loi, est remplacé par ce qui suit :**

- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de 40
l'article 261, du paragraphe 730(1), des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ou du paragraphe 747.1(1);

Clause 7: The definition “sentence” in section 785 reads as follows:

“sentence” includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261 or subsection 736(1), and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

Article 7. — Texte de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 785 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261 ou du paragraphe 736(1);
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

8. Section 810 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Modification
of recogni-
zance

(4.1) The justice or the summary conviction court may, on application of the informant or the defendant, vary the conditions fixed in the recognizance.

9. The portion of Form 21 of the Act under the heading "Remarks" is replaced by the following:

(state whether the sentence is consecutive or concurrent, and specify consecutive or concurrent to/with what other sentence)

Schedule I

10. The references in a provision of the *Criminal Code* set out in column I of an item of Schedule I to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. 23 (4th
Supp.)

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)

11. Section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed.

1991, c. 43

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof

12. Sections 5 and 6 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof*, chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, are repealed.

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

13. The references to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of an item of Schedule II to this Act that are contained in the provision of the *Corrections and Conditional Release Act* set out in col-

8. L'article 810 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires peut, sur demande du dénonciateur ou du défendeur, modifier les conditions fixées dans l'engagement.

9. Le passage de la formule 21 de la même loi, dans la colonne intitulée « Remarques », est remplacé par ce qui suit :

(Dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indiquer si elle doit être purgée concurrentement ou consécutivement à une autre peine clairement désignée)

Modification
de l'engage-
ment

10

15

Annexe I

10. Dans les dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne I de l'annexe I, les renvois figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)

11. L'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées du Canada (1985), est abrogé.

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes délinquants

12. Les articles 5 et 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre 43 des Lois du Canada (1991), sont abrogés.

1991, ch. 43

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

13. Les renvois aux dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne II de l'annexe II de la présente loi qui sont contenues dans les dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*

1992, ch.20

Clause 8: New.

Article 8. — Nouveau.

Clause 9: The relevant portion of Form 21 reads as follows:

Remarks

(state whether concurrent or consecutive to any other sentence imposed at the same time or presently being served by the offender)

Article 9. — Texte du passage visé de la formule 21 :

(Dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indiquer si elle doit être purgée concurremment ou consécutivement à toute autre peine)

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)

Clause 11: Section 6 reads as follows:

6. Sections 725 and 726 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“725. Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, on application of the Attorney General or on its own motion, in addition to any other punishment imposed on the offender, if it is applicable and appropriate in the circumstances, order that the offender shall, on such terms and conditions as the court may fix, make restitution to another person as follows:

(a) in the case of damage to, or the loss or destruction of, the property of any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding the replacement value of the property as of the date the order is imposed, less the value of any part of the property that is returned to that person as of the date it is returned, where the amount is readily ascertainable; or

(b) in the case of bodily injury to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount equal to all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily injury, where the amount is readily ascertainable.

726. Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence and

(a) any property obtained as a result of the commission of the offence has been conveyed or transferred for valuable consideration to a person acting in good faith and without notice, or

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)

Article 11. — Texte de l'article 6 :

6. Les articles 725 et 726 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

• 725. Lorsqu'un contrevenant est condamné ou absous sous le régime de l'article 736, le tribunal qui inflige la peine ou prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, à la demande du procureur général ou d'office si les circonstances s'y prêtent, de rendre une ordonnance portant que le contrevenant doit, en conformité avec les modalités fixées par le tribunal, dédommager une autre personne selon les règles suivantes :

a) si la perte ou la destruction des biens d'une personne — ou les dommages qui leur ont été causés — sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant qui ne peut dépasser la valeur de remplacement des biens à la date de l'ordonnance moins la valeur — à la date de la restitution — de cette partie des biens qui lui a été restituée, si ce montant peut être facilement déterminé;

b) si les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant, égal aux dommages, notamment à la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ce montant peut être facilement déterminé.

726. Lorsqu'un contrevenant est condamné ou absous sous le régime de l'article 736 et qu'il a transféré ou remis moyennant contrepartie des biens obtenus criminellement à un tiers agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens ou qu'il a emprunté en donnant ces biens

umn I of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

figurant à la colonne I sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

1992, c. 1

Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991

Loi corrective de 1991

1992, ch. 1

14. Subsection 58(2) of the *Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991* is repealed.

14. Le paragraphe 58(2) de la *Loi corrective de 1991* est abrogé.

15. Section 13 of Schedule I to the Act is repealed.

15. L'article 13 de l'annexe I de la même loi est abrogé.

R.S., c. Y-1

Young Offenders Act

Loi sur les jeunes délinquants

L.R., ch. Y-1

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 187 (Sch. V, subitem 7(1))

16. Subsection 20(8) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

16. Le paragraphe 20(8) de la *Loi sur les jeunes délinquants* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27(1^{er} suppl.), art. 187, ann. V, par. 7(1)

Application of Part XXIII of *Criminal Code*

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

Application de la partie XXIII du *Code criminel*

Other Acts of Parliament

Autres lois fédérales

Schedule III

17. The references in a provision of an Act set out in column I of an item of Schedule III to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

17. Dans les dispositions des lois figurant à la colonne I de l'annexe III, les renvois au *Code criminel* figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

Annexe III

Schedule IV

18. Wherever in any Act of Parliament, other than this Act or a provision referred to in column I of Schedule I, II or III to this Act, a reference is made to a provision of the *Criminal Code* set out in column I of an item of Schedule IV to this Act, it shall be replaced by a reference to the provision set out in column II of that item.

18. Dans toute loi du Parlement, sauf la présente loi ou une disposition mentionnée à la colonne I de l'annexe I, II ou III de la présente loi, les renvois aux dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne I de l'annexe IV de la présente loi sont remplacés par ceux figurant à la colonne II.

Annexe IV

CONDITIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Bill C-37

19. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

19. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

(a) if subsection 743.5(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(1)

a) si le paragraphe 743.5(1) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 35

(b) the offender has borrowed money on the security of that property from a person acting in good faith and without notice,

the court may, where that property has been returned to the lawful owner or the person who had lawful possession of that property at the time the offence was committed, order the offender to pay as restitution to the person referred to in paragraph (a) or (b), on such terms as the court may fix, an amount not exceeding the amount of consideration for that property or the total amount outstanding in respect of the loan, as the case may be.

727. (1) Before making an order to pay an amount as restitution under section 725 or 726 and for the purpose of determining the amount to be paid, the time for payment and the method of payment, the court shall, unless the offender acknowledges the ability to pay, conduct or cause to be conducted an inquiry concerning the present or future ability of the offender to pay the amount and, in so doing, the court shall consider

(a) the employment, earning ability and financial resources of the offender at the present or in the future and any other circumstances that may affect the ability of the offender to make restitution;

(b) any benefit, financial or otherwise, derived, directly or indirectly, by the offender as a result of the commission of the offence; and

(c) any harm done to, or loss suffered by, any person to whom restitution may be ordered to be made.

(2) The court may require the offender, for the purposes of subsection (1), to disclose to the court, orally or in writing, particulars of the financial circumstances of the offender in the manner and form prescribed by the court and that information shall not be used for any other purpose, except in a prosecution for perjury or giving contradictory evidence in any proceeding.

(3) A court may require that a written report be prepared and filed with the court containing information concerning

(a) the financial status of the offender and, in particular, the ability of the offender to make restitution; and

(b) the amount to be paid to any person by the offender.

(4) Where a report is filed with the court under subsection (3), the clerk of the court shall forthwith cause a copy of the report to be provided to the offender or counsel for the offender and the prosecutor.

(5) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726 in relation to an offender, the court may require the offender to comply with the order forthwith or within a specified period ending not later than, or in specified instalments ending not later than, three years after the day on which the order is made.

(6) Where a person to whom an amount is ordered to be paid under section 725 or 726 dies before the order is fully complied with, the amount shall be paid to the estate of such person.

727.1 All or any part of an amount that is ordered to be paid under section 725 or 726 may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.

727.2 (1) Before making an order of restitution under section 725 or 726, the court may direct that notice be given to any person who may be the beneficiary of such an order and the such other persons having an interest in the order as the court thinks fit.

(2) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726, it shall cause notice of the terms of the order or a copy of the order to be given to the person who is to be the beneficiary of the order.

en garantie auprès d'un créancier agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens, le tribunal peut, si ceux-ci ont été restitués à leur propriétaire légitime ou à la personne qui avait droit à leur possession légitime au moment de la perpétration, ordonner au contrevenant de verser au tiers ou au créancier, en conformité avec les modalités fixées par le tribunal, un montant qui ne peut dépasser la contrepartie versée par le tiers pour le bien ou le solde du prêt.

727. (1) Avant de rendre une ordonnance de dédommagement en vertu des articles 725 ou 726 et pour en déterminer le montant, le moment du paiement et le mode de celui-ci, le tribunal, sauf dans le cas où le contrevenant reconnaît qu'il est capable de payer, enquête ou fait faire une enquête sur la capacité, actuelle ou future, de payer du contrevenant; le tribunal est alors tenu de prendre en considération les éléments suivants :

a) l'emploi, la capacité de gain et les ressources financières, actuelles ou futures, du contrevenant et les autres circonstances qui peuvent affecter sa capacité de se conformer à une ordonnance de restitution;

b) les bénéfices, notamment financiers, que le contrevenant a obtenus, directement ou indirectement, de la perpétration de l'infraction;

c) les dommages ou les pertes subies par le bénéficiaire éventuel d'une ordonnance de dédommagement.

(2) Le tribunal peut exiger que le contrevenant lui communique, oralement ou par écrit, les détails de sa situation financière de la façon que le tribunal l'exige; ces renseignements ne peuvent être utilisés que pour permettre l'application du paragraphe (1) ou dans le cadre de procédures intentées pour parjure ou témoignages contradictoires.

(3) Le tribunal peut exiger qu'un rapport écrit soit préparé et lui soit remis sur :

a) la situation financière du contrevenant, notamment sur sa capacité de se conformer à une ordonnance de dédommagement;

b) les sommes d'argent qu'il doit verser à toute autre personne.

(4) Dès qu'un rapport est déposé auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (3), le greffier en fait parvenir une copie au poursuivant et au contrevenant ou à son procureur.

(5) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726 peut exiger que le contrevenant s'y conforme immédiatement ou à l'intérieur du délai qu'il fixe, en un seul ou en plusieurs versements échelonnés à l'intérieur du délai; celui-ci est de trois ans au maximum à compter du moment où l'ordonnance est rendue.

(6) Tout le montant à verser à une personne en vertu des articles 725 ou 726 doit être versé à la succession de cette personne lorsque celle-ci décède avant que l'ordonnance ait été intégralement exécutée.

727.1 Les sommes d'argent trouvées en la possession du contrevenant au moment de son arrestation peuvent en tout ou en partie servir au paiement des montants prévus par une ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726 si le tribunal l'ordonne une fois qu'il est convaincu que personne d'autre que le contrevenant n'en réclame la propriété ou la possession.

727.2 (1) Avant de rendre une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726, le tribunal peut ordonner qu'un avis soit envoyé aux personnes qui pourraient être bénéficiaires d'une telle ordonnance et aux autres personnes qui peuvent y être intéressées selon qu'il le juge à propos.

(2) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726 fait aviser le bénéficiaire du contenu de l'ordonnance ou lui en fait parvenir une copie.

(3) Les avis prévus au présent article ou à l'article 727.4 ainsi que les copies d'ordonnance sont remis ou signifiés de la façon qu'ordonne le

of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" are thereupon replaced by references to "743.5"; or

(b) if subsection 37(1) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

743.5 (1) Where a person is or has been sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, a court of criminal jurisdiction may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

20. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(2) of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" and "731" are thereupon replaced by references to "743.5" and "743.1", respectively; or

(b) if subsection 37(2) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment.

37(1) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier paragraphe, de l'article 741.1 sont remplacées par celles de l'article 743.5;

b) si le paragraphe 37(1) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le paragraphe 743.5(1) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

743.5 (1) Lorsqu'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est ou a été condamnée pour une infraction, la cour de juridiction criminelle peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

20. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si le paragraphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier paragraphe, des articles 741.1 et 731 sont respectivement remplacées par celles des articles 743.5 et 743.1;

b) si le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le paragraphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement.

Transfer of jurisdiction

Transfert de compétence

Bill C-37

Projet de loi C-37

Remaining portion deemed to constitute one sentence

Peine distincte

(3) Any notice or copy of an order required to be given pursuant to this section or section 727.4 shall be given or served in such manner as the court directs or as may be prescribed by rules of court made under section 482.

(4) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726, it shall enter the terms of the order in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, the order and the terms thereof shall be in writing.

727.3 Where the court finds it applicable and appropriate in the circumstances of a case to make, in relation to an offender, an order of restitution under section 725 or 726, and

(a) an order of forfeiture under this or any other Act of Parliament may be made in respect of property that is the same as property in respect of which the order of restitution may be made, or

(b) the court is considering ordering the offender to pay a fine and it appears to the court that the offender would not have the means and ability to comply with both the order of restitution and the order to pay the fine,

the court shall first make the order of restitution and shall then consider whether and to what extent an order of forfeiture or an order to pay a fine is appropriate in the circumstances.

727.4 (1) Subject to subsection (2), where an order of restitution made under section 725 or 726 specifies a period within which or instalments in which payment is to be made, the court that made the order may, unless an information has been laid under section 727.6, on an application by or on behalf of the offender, extend the period or vary the instalments, subject to rules of court made under section 482.

(2) Before extending the period within which or varying the instalments in which payment is to be made pursuant to an order of restitution made under section 725 or 726, the court may direct that notice be given to, and may hear, the beneficiary of the order.

(3) A court shall not extend the period within which payment of restitution is to be made pursuant to subsection (1) to a date later than the expiration of the fourth year after the day on which the order of restitution was made under section 725 or 726, as the case may be.

727.5 Where an order of restitution made under section 726 or 726 is not complied with forthwith, the beneficiary of the order may, by filing the order, enter it as a judgment in the superior court of the province in which the trial was held and that judgment is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

727.6 (1) Any person who, on reasonable grounds, believes that an offender has failed or refused to comply with, or defaulted under, an order of restitution made under section 725 or 726 may lay an information in writing and under oath before a justice who shall receive the information, and the matter shall be dealt with by the court that made the order or any other court that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order or, with the consent of the prosecutor and the offender, by any other court of criminal jurisdiction or superior court of criminal jurisdiction.

(2) The payment of an amount by way of restitution is in default when any part of the amount is due and unpaid on the day fixed or provided for payment under the terms of the order of restitution.

(3) No proceedings under subsection (1) shall be instituted more than six years after the date of the alleged failure or refusal to comply or alleged default.

tribunal ou en conformité avec les règles que celui-ci adopte en vertu de l'article 482.

(4) Les modalités de l'ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726 sont consignées au dossier du tribunal; si les procédures ne sont pas enregistrées, l'ordonnance est rendue par écrit.

727.3 Le tribunal donne priorité à l'ordonnance de dédommagement et étudie ensuite la possibilité de rendre une ordonnance de confiscation ou d'infliger une amende s'il est d'avis que les circonstances justifient de rendre une ordonnance de dédommagement en vertu des articles 725 ou 726 à l'égard d'un contrevenant et que, selon le cas :

a) une ordonnance de confiscation rendue en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale pourrait être rendue à l'égard des mêmes biens qui seraient visés par l'ordonnance de dédommagement;

b) le tribunal étudie la possibilité d'infliger une amende au contrevenant et il lui semble que celui-ci n'aurait pas les moyens de se conformer à l'ordonnance de dédommagement et de payer l'amende à la fois.

727.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le tribunal qui, dans une ordonnance de dédommagement, a prévu un délai pour le paiement d'un dédommagement ou le paiement de celui-ci par versements peut, sauf si une dénonciation a été faite en vertu de l'article 727.6, à la demande du contrevenant ou de son représentant et sous réserve des règles qu'il adopte en vertu de l'article 482, prolonger le délai ou modifier la périodicité du paiement.

(2) Avant de prolonger le délai ou de modifier la périodicité du paiement en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner que le bénéficiaire de l'ordonnance en soit avisé; il peut aussi l'entendre.

(3) Le total du délai de paiement visé au paragraphe (1) et de toute prolongation accordée en vertu de ce paragraphe ne peut dépasser quatre ans suivant la date à laquelle l'ordonnance de dédommagement a été rendue en vertu des articles 725 ou 726, selon le cas.

727.5 Lorsqu'un contrevenant ne se conforme pas immédiatement à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726, le bénéficiaire de celle-ci peut la faire enregistrer à titre de jugement à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu; ce jugement est exécutoire contre le contrevenant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par la cour supérieure dans des procédures civiles.

727.6 (1) Quiconque a des motifs raisonnables de croire qu'un contrevenant a fait défaut ou a refusé de se conformer à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 peut faire une dénonciation par écrit et sous serment devant un juge de paix qui doit la recevoir; est saisi de la dénonciation soit le tribunal qui a rendu l'ordonnance, soit celui qui, eu égard au mode de procès du contrevenant, aurait eu compétence pour la rendre soit, si le poursuivant et l'accusé y consentent, une autre cour de juridiction criminelle ou cour supérieure de juridiction criminelle.

(2) Il y a défaut de se conformer à une ordonnance de dédommagement lorsqu'une partie du dédommagement n'est pas versée au jour prévu en vertu de l'ordonnance.

(3) Les procédures visées au paragraphe (1) se prescrivent par six ans à compter du prétendu défaut ou refus de se conformer à l'ordonnance.

(4) Le juge de paix qui reçoit la dénonciation visée au paragraphe (1) est tenu d'ordonner au contrevenant de comparaître devant le tribunal qui, en vertu de ce paragraphe, en est saisi.

(5) Après avoir entendu le poursuivant et le contrevenant, le tribunal, s'il est convaincu que ce dernier, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, a fait défaut ou a refusé de se conformer à l'ordonnance de

Bill C-37

21. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 38 of Bill C-37, the references in the latter section to "742.1" are thereupon replaced by references to "745.1"; or

(b) if section 38 of Bill C-37 comes into force before section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.1, when it comes into force, is replaced by the following:

Persons under eighteen

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served

(a) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, five years, in the case of a person who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence;

(b) ten years, in the case of a person convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence; and

(c) seven years, in the case of a person convicted of second degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence.

Bill C-37

22. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

21. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

5

a) si l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 38 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, de l'article 742.1 sont remplacées par celle de l'article 745.1;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.1 est remplacé par ce qui suit :

Mineurs

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement, selon le cas :

a) de cinq ans de la peine lorsque cette personne avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans;

b) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction;

c) de sept ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction.

22. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

(4) The justice who receives an information under subsection (1) shall require the offender to appear before the court that, pursuant to subsection (1), is to deal with the matter.

(5) At a hearing held pursuant to this section, the court shall hear the prosecutor and the offender and, where the court is satisfied that the offender has failed or refused, without reasonable excuse, the proof of which lies on the offender, to comply with the order of restitution made in relation to that offender, the court shall

(a) direct that the order be filed and entered as a judgment for the unpaid amount of the order in the superior court of the province in which the trial was held; and

(b) if it is appropriate in the circumstances, impose on the offender a term of imprisonment not exceeding two years, where the order was made in respect of an indictable offence, or not exceeding six months, where the order was made in respect of a summary conviction offence.

(6) A judgment entered in a court pursuant to paragraph (5)(a) is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

(7) At a hearing held pursuant to this section, where an offender establishes that the offender had a reasonable excuse for failing or refusing to comply with the order of restitution made in relation to that offender, the court may, subject to subsections (8) and (9), extend any term of the order, including the period within which payment of restitution is to be made, and vary any other term of the order except the amount ordered to be paid.

(8) Before exercising any of the powers provided for in subsection (7), the court may direct that notice be given to, and may hear, the beneficiary of the order of restitution.

(9) A court shall not extend the period within which payment of restitution is to be made pursuant to subsection (7) to a date later than the expiration of the fourth year after the day on which the order of restitution was made under section 725 or 726, as the case may be.

(10) Any term of imprisonment imposed under this section shall be served consecutively to any other term of imprisonment that is being or is to be served by the offender unless the court orders otherwise.

(11) Where, under subsection (7), the court makes any changes or additions to an order or the terms or conditions thereof or changes the period for which an order is to remain in force, it shall endorse the order accordingly and cause the offender to be informed of its action and to be given a copy of the order so endorsed.

727.7 The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice and with respect to release and detention apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under section 727.6 and in particular, but without limiting the generality of the foregoing,

(a) a peace officer may arrest without warrant a person bound by an order made under section 725 or 726 who has contravened the order or who, on reasonable grounds, is believed to have contravened the order, where the peace officer has reasonable grounds to believe that, if the person is not so arrested, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law; and

(b) as if the references in those provisions of Parts XVI and XVIII to an "offence" were references to a "contravention of an order to make restitution".

727.8 (1) Where a term of imprisonment is imposed under section 727.6 for failure or refusal to pay an amount by way of restitution pursuant to an order made under section 725 or 726, the term shall, on the

dédommagement, est tenu d'ordonner que l'ordonnance soit enregistrée à titre de jugement pour le solde du montant visé à la cour supérieure de la province où a eu lieu le procès et, si cela est justifiable, compte tenu des circonstances, d'infliger au contrevenant un emprisonnement maximal de deux ans, dans le cas d'une ordonnance rendue à l'égard d'un acte criminel, ou de six mois, dans le cas d'une ordonnance rendue à l'égard d'une infraction punissable par procédure sommaire.

(6) Le jugement visé au paragraphe (5) est exécutoire contre le contrevenant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par la cour supérieure dans des procédures civiles.

(7) À l'audition tenue en conformité avec le présent article, lorsque le contrevenant établit qu'il avait une excuse raisonnable qui justifie le défaut ou le refus, le tribunal peut, sous réserve des paragraphes (8) et (9), prolonger la période de validité de l'ordonnance, y compris le délai du paiement de dédommagement, ou modifier toute autre modalité de celle-ci, sauf le montant du dédommagement.

(8) Avant d'exercer un pouvoir qui lui est conféré en vertu du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner que le bénéficiaire de l'ordonnance en soit avisé; il peut aussi l'entendre.

(9) Dans le cas d'une ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726, le tribunal ne peut, en vertu du paragraphe (7), prolonger de plus de quatre ans à compter de la date de l'ordonnance la période pendant laquelle le dédommagement doit être versé.

(10) Sauf décision contraire du tribunal, l'emprisonnement infligé en vertu du présent article est consécutif à tout autre emprisonnement que le contrevenant purge ou doit purger.

(11) Le tribunal qui, en vertu du paragraphe (7), modifie les modalités d'une ordonnance, y ajoute de nouvelles modalités ou en prolonge la période de validité, vise l'ordonnance en conséquence, en informe le contrevenant et lui fait remettre une copie de l'ordonnance visée.

727.7 Les dispositions des parties XVI et XVIII qui traitent de la comparaison forcée d'un accusé devant un juge de paix, de sa détention et de sa mise en liberté s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures visées à l'article 727.6 et, sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

a) un agent de la paix peut arrêter sans mandat une personne soumise à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 qui a contrevenu à l'ordonnance — ou dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle y a contrevenu — à la condition toutefois d'avoir des motifs raisonnables de croire que, sans arrestation, celle-ci fera défaut de comparaître devant le tribunal pour qu'il soit statué à son égard en conformité avec la loi;

b) que les renvois au mot « infraction » dans ces dispositions valent renvoi à l'expression « contravention d'une ordonnance de dédommagement ».

727.8 (1) Lorsqu'une peine d'emprisonnement est infligée en vertu de l'article 727.6 pour défaut de paiement d'un montant prévu par une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 et qu'une partie du montant est versée, avant ou après la délivrance du mandat de dépôt, la peine d'emprisonnement est diminuée d'une façon proportionnelle au montant du paiement partiel.

(2) Un paiement partiel n'est recevable que s'il est suffisamment élevé pour permettre la diminution de la peine d'emprisonnement d'une ou de plusieurs journées complètes; si le paiement est fait après la délivrance d'un mandat de dépôt, il n'est recevable que si les honoraires exigibles pour le mandat ou son exécution ont été acquittés.

(a) if section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 39 of Bill C-37, the references in the latter section to "743.1" are thereupon replaced by references to "745.3"; or

(b) if section 39 of Bill C-37 comes into force before section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.3, when it comes into force, is replaced by the following:

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and seven years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

23. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 40 of Bill C-37, the references in the latter section to "744.1", "742.1" and "743.1" are thereupon replaced by references to "745.5", "745.1" and "745.3", respectively; or

a) si l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 39 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, de l'article 743.1 sont remplacées par celle de l'article 745.3;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.3 est remplacé par ce qui suit :

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de seize ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus sept ans ?

23. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trentième législature :

a) si l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 40 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, des articles 744.1 et 742.1 et 743 sont respectivement remplacées par celles des articles 745.5, 745.1 et 745.3;

Persons under sixteen

Mineurs

Bill C-37

Projet de loi C-37

payment of part of the amount, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total amount in respect of which the offender was imprisoned.

(2) No amount offered in partial payment shall be accepted unless it is sufficient to secure a reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no partial payment shall be received until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.

(3) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the offender or to such other person as the Attorney General directs.

(4) Subject to subsection (5), a payment under this section shall be applied first to the payment in full of the amount by way of restitution and thereafter to the payment in full of the costs and charges of committing and conveying the offender to prison.

(5) Where a term of imprisonment is imposed for failure or refusal to pay both a fine and an amount by way of restitution, a payment under this section shall be applied first to the payment in full of any part of the amount to be paid by way of restitution that remains unpaid, and thereafter to payment in full of any part of the fine that remains unpaid.

727.9 (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence under this Act, Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council,

subject to such terms and conditions as may be prescribed by regulations made by the Governor in Council.

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

(6) Subsections 718(3) to (11) apply and section 718.1 does not apply in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1)."

(3) Un paiement effectué en vertu du présent article peut être fait à la personne qui a la garde légale du contrevenant ou à toute autre personne que le procureur général désigne.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), un paiement effectué en vertu du présent article est affecté d'abord au dédommagement et ensuite au paiement des frais engagés pour le transfèrement et l'incarcération du contrevenant.

(5) Lorsqu'une peine d'emprisonnement est infligée pour défaut ou refus de payer à la fois une amende et le montant prévu par une ordonnance de dédommagement, un paiement effectué en vertu du présent article est affecté d'abord au dédommagement et ensuite au paiement de l'amende.

727.9 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un contrevenant est condamné — ou absous en vertu de l'article 736 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, d'ordonner que le contrevenant verse une suramende compensatoire sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du présent article pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par règlement du gouverneur en conseil.

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) si le contrevenant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance visée au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, doivent être rendus par écrit.

(4) Les suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou la façon de calculer le montant maximal — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

(6) Les paragraphes 718(3) à (11) s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) mais l'article 718.1 ne s'y applique pas. »

(b) if section 40 of Bill C-37 comes into force before section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.5, when it comes into force, is replaced by the following:

Idem

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and seven years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

Bill C-37

24. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 41 of Bill C-37, the references in the latter section to "742", "742.1", "744", "744.1" and "745" are thereupon replaced by references to "745", "745.1", "745.4", "745.5" and "745.6", respectively; or

(b) if section 41 of Bill C-37 comes into force before section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the portion of section 746 before paragraph (a), when it comes into force, is replaced by the following:

Time spent in custody

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.1, 745.4, 745.5 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between

b) si l'article 40 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.5 est remplacé par ce qui suit :

5

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de seize ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Idem

24. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

a) si l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 41 du projet de loi C-37, les mentions, dans cet article, des articles 742, 742.1, 744, 744.1 et 745 sont respectivement remplacées par celles des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6;

b) si l'article 41 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, le passage de l'article 746 qui précède l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

746. Pour l'application des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une

Détenition sous garde

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof

Clause 12: Sections 5 and 6 read as follows:

5. The definition "sentence" in section 673 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 736 thereof, the following sections:

736.1 In this section and sections 736.11 to 736.18,

"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;

"hospital order" means an order by a court under section 736.11 that an offender be detained in a treatment facility;

"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;

"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the lieutenant governor in council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that lieutenant governor in council.

736.11 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assessment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.

(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.

(3) A hospital order may be in Form 51.

(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.

736.12 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.

(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants

Article 12. — Texte des articles 5 et 6 :

5. La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, des paragraphes 736(1) ou 736.11(1) ou de l'article 744;
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 736, de ce qui suit :

736.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 736.11 à 736.18.

« centre de soins » Lieu de traitement des troubles mentaux d'un contrevenant, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne à qui l'un ou l'autre a délégué par écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.

« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.

« ordonnance de détention dans un hôpital » Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 736.11 à l'effet qu'un contrevenant soit détenu dans un centre de soins.

« rapport d'évaluation » Rapport écrit fait en conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par un médecin.

736.11 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un contrevenant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il est convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation, préparé à l'égard du contrevenant et de tous les autres éléments de preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'impose d'urgence pour empêcher soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention dans un centre de soins.

(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que le tribunal juge indiquées.

(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.

(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat de dépôt à l'égard du contrevenant lequel peut être rédigé selon le formulaire 8.

736.12 (1) Si l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres établissements où le contrevenant a été condamné à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le contrevenant soit détenu dans

Bill C-37

25. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 16 of this Act comes into force before subsection 13(6) of Bill C-37, the references in that subsection to "735(1.1) to (1.4)", "736(2)", "749", "750" and "751" are thereupon replaced by references to "722", "730(2)", "748", "748.1" and "749", respectively; or

(b) if subsection 13(6) of Bill C-37 comes into force before section 16 of this Act, then section 16, when it comes into force, is replaced by the following:

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 187 (Sch. V, subitem 7(1))

16. Subsection 20(8) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

Application of Part XXIII of *Criminal Code*

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for section 722, subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

COMING INTO FORCE

Coming into force

26. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Criminal Code* as amended or enacted by this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

25. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 16 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce paragraphe, des paragraphes 735(1.1) à (1.4) et 736(2) et des articles 749, 750 et 751 sont respectivement remplacées par celles de l'article 722, du paragraphe 730(2) et des articles 748, 748.1 et 749;

b) si le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 16 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

16. Le paragraphe 20(8) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est remplacé par ce qui suit :

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, l'article 722, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

26. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou telle des dispositions du *Code criminel*, modifiée ou édictée par la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Projet de loi C-37

5

10

15

L.R., ch. 27 (1^{re} suppl.), art. 187, ann. V, par. 7(1)

Application de la partie XXIII du *Code criminel*

Entrée en vigueur

30

detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.

736.13 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.

736.14 No hospital order may be made in respect of an offender

(a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law;

(b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753;

(c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days;

(d) where the term of imprisonment is imposed

(i) on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 727.9(1), or

(ii) under section 727.6 for failure or refusal to pay an amount by way of restitution pursuant to an order made under section 725 or 726; or

(e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 737(1)(c) to be served intermittently.

736.15 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where

(a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or

(b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility.

(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the offender's mental disorder is available, if the court authorizes the transfer in writing and the person in charge of the treatment facility consents.

736.16 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.

736.17 Notwithstanding subsection 19(1) of the *Penitentiary Act*, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary shall be detained in the treatment facility specified in the order during the period that it is in force, and may be received in a penitentiary for the purpose of the order before the expiration of the time limited by law for an appeal.

736.18 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 736.11(4) to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.

un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le tribunal est tenu d'ordonner la détention du contrevenant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfèrements du contrevenant vers cet établissement ou les délais qui en résulteront risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du contrevenant.

(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le contrevenant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.

736.13 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un contrevenant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent article ne porte pas atteinte à la nécessité d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement qui, en vertu d'une autre obligation que celles que prévoit la présente loi, peuvent être nécessaires.

736.14 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un contrevenant :

a) qui a été condamné ou qui purge une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle l'emprisonnement à vie est prévu par la loi à titre de peine minimale;

b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux;

c) lorsque la peine d'emprisonnement que le contrevenant doit purger ne dépasse pas soixante jours;

d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée :

(i) en raison du défaut de paiement d'une amende ou d'une suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 727.9(1),

(ii) en vertu de l'article 727.6 pour défaut ou refus de payer une somme visée par une ordonnance de restitution rendue en vertu de l'article 725 ou 726;

e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'alinéa 737(1)c) que la peine soit purgée de façon discontinue.

736.15 (1) Le contrevenant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le contrevenant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.

(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le contrevenant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.

737.16 Le contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.

736.17 Par dérogation au paragraphe 19(1) de la *Loi sur les pénitenciers*, le contrevenant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier des détenus au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant la période de validité de celle-ci et peut, pour l'application de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel.

736.18 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un accusé, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat de dépôt délivré en vertu du paragraphe 736.11(4) soit remise à l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres

établissements où la peine d'emprisonnement infligée à l'accusé doit être purgée et au centre de soins où l'accusé doit être détenu pour traitement.

Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991

Clause 14: Subsection 58(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) comes into force with respect to section 13 of Schedule I on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which paragraph 725(b) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, comes into force.

Clause 15: Section 13 of Schedule I reads as follows:

13. Paragraph 725(b), as enacted by section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of bodily injury to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily injury, where the amount is readily ascertainable.

Young Offenders Act

Clause 16: Subsection 20(8) reads as follows:

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for sections 749, 750 and 751 and subsection 736(2), which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

Loi corrective de 1991

Article 14. — Texte du paragraphe 58(2) :

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à l'égard de l'article 13 de l'annexe I à la date de la sanction de la présente loi ou à la date, si elle est postérieure, de l'entrée en vigueur de l'alinéa 725b) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées (1985).

Article 15. — Texte de l'article 13 de l'annexe I :

13. L'alinéa 725b), édicté par l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées (1985), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) si les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant qui ne peut dépasser les dommages, notamment la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ce montant peut être facilement déterminé.

Loi sur les jeunes contrevenants

Article 16. — Texte du paragraphe 20(8) :

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, les articles 749, 750 et 751 et le paragraphe 736(2) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.

SCHEDULE I
(Section 10)

Item	Column I	Column II	Column III
	Provision of <i>Criminal Code</i>	Existing Reference	Substituted Reference
1.	6(1)(a)	736	730
2.	6(1)(b)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
9.	113(4)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
10.	114(1)(h)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
11.	149(1)(b)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 and 731	718.3 and 743.1
19.	607(5)(a)	736(1)	730(1)
20.	607(5)(b)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1)(a)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11(e)	736.11(1)	747.1(1)

ANNEXE I
(article 10)

Article	Colonne I	Colonne II	Colonne III
	Disposition du <i>Code criminel</i>	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	6(1) <i>a</i>)	736	730
2.	6(1) <i>b</i>)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2) <i>d</i>)	732.1(3) <i>d</i>)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2) <i>b</i>)	737(2) <i>d</i>)	732.1(3) <i>d</i>)
9.	113(4) <i>b</i>)	737(2) <i>d</i>)	732.1(3) <i>d</i>)
10.	114(1) <i>h</i>)	737(2) <i>d</i>)	732.1(3) <i>d</i>)
11.	149(1) <i>b</i>)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 et 731	718.3 et 743.1
19.	607(5) <i>a</i>)	736(1)	730(1)
20.	607(5) <i>b</i>)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1) <i>a</i>)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11 <i>e</i>)	736.11(1)	747.1(1)

SCHEDULE I — *Concluded*

Item	Column I Provision of <i>Criminal Code</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)(c)	725 or 726	738 or 739
29.	683(5)(d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 or 727	738 or 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Form 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Form 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Form 51	736.11(3)	747.1(3)

ANNEXE I (suite et fin)

Article	Colonne I	Colonne II	Colonne III
	Disposition du <i>Code criminel</i>	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)c)	725 ou 726	738 ou 739
29.	683(5)d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 ou 727	738 ou 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Formule 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Formule 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Formule 51	736.11(3)	747.1(3)

SCHEDULE II
(Section 13)

Column I			
Item	Provision of <i>Corrections and Conditional Release Act</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	99(1), definition “offender”	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)(c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)(b)(iii)	747(2)	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

ANNEXE II
(article 13)

Article	Colonne I Disposition de la <i>Loi sur le système correctionnel et la</i> <i>mise en liberté sous condition</i>	Colonne II Renvoi actuel	Colonne III Nouveau renvoi
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	définition de « délinquant » au paragraphe 99(1)	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)b)(iii)	747	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

SCHEDULE III
(Section 17)

Column I		Column II	Column III
Item	Act and Provision	Existing Reference	Substituted Reference
1.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, section 56	718.1	736
2.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, subsection 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, paragraph 62(3)(a)	718.1	736
4.	<i>Criminal Records Act</i> , R.S., c. C-47, section 6.1	736	730
5.	<i>Fisheries Act</i> , R.S., c. F-14, subsection 79.3(1)	737(1)(a)	731(1)(a)
6.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Young Offenders Act</i> , R.S., c. Y-1, subsection 20(5)	741.1	743.5

ANNEXE III
(article 17)

Colonne I		Colonne II	Colonne III
Article	Loi et disposition	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, article 56	718.1	736
2.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, paragraphe 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, alinéa 62(3)a)	718.1	736
4.	<i>Loi sur le casier judiciaire</i> , L.R., ch. C-47, article 6.1 (version anglaise seulement)	736	730
5.	<i>Loi sur les pêches</i> , L.R., ch. F-14, paragraphe 79.3(1)	737(1)a)	731(1)a)
6.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> , L.R., ch. Y-1, paragraphe 20(5)	741.1	743.5

SCHEDULE IV
(Section 18)

Column I		Column II
Item	Existing Reference	Substituted Reference
1.	section 665	section 727
2.	section 668	section 726
3.	section 669	section 728
4.	section 717	section 718.3
5.	section 718	section 734
6.	section 718.1	section 736
7.	section 719	section 735
8.	section 720	subsection 735(3)
9.	section 721	section 719
10.	section 722	section 734.8
11.	section 723	section 734.4
12.	section 724	section 734.6
13.	section 725	sections 738 and 741
14.	section 726	sections 739 and 741
15.	section 727.9	section 737
16.	section 728	section 751
17.	section 729	section 751.1
18.	section 730	section 743
19.	section 731	section 743.1
20.	section 732	section 743.3
21.	section 733	section 743.4
22.	section 734	section 744
23.	section 735	section 721
24.	subsections 735(1.1) to (1.4)	section 722

ANNEXE IV
(article 18)

Colonne I		Colonne II
Article	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	article 665	article 727
2.	article 668	article 726
3.	article 669	article 728
4.	article 717	article 718.3
5.	article 718	article 734
6.	article 718.1	article 736
7.	article 719	article 735
8.	article 720	article 735(3)
9.	article 721	article 719
10.	article 722	article 734.8
11.	article 723	article 734.4
12.	article 724	article 734.6
13.	article 725	articles 738 et 741
14.	article 726	articles 739 et 741
15.	article 727.9	article 737
16.	article 728	article 751
17.	article 729	article 751.1
18.	article 730	article 743
19.	article 731	article 743.1
20.	article 732	article 743.3
21.	article 733	article 743.4
22.	article 734	article 744
23.	article 735	article 721
24.	paragraphes 735(1.1) à (1.4)	article 722

SCHEDULE IV — *Concluded*

Column I		Column II	
Item	Existing Reference	Item	Substituted Reference
25.	section 735(2)		section 722.1
26.	section 736		section 730
27.	paragraph 737(1)(a)		paragraph 731(1)(a)
28.	paragraph 737(1)(b)		paragraph 731(1)(b)
29.	paragraph 737(1)(c)		section 732
30.	subsection 737(2)		subsections 732.1(2) and (3)
31.	subsection 737(3)		subsection 732.1(4)
32.	subsection 737(4)		subsection 732.1(5)
33.	section 738		section 732.2
34.	section 739		section 733
35.	subsection 740(1)		subsection 733.1(1)
36.	subsection 740(2)		subsection 733.1(2)
37.	section 741.1		section 743.5
38.	section 742		section 745
39.	section 742.1		section 745.1
40.	section 743		section 745.2
41.	section 743.1		section 745.3
42.	section 744		section 745.4
43.	section 744.1		section 745.5
44.	section 745		section 745.6
45.	section 747		section 746.1
46.	section 748		section 750
47.	section 749		section 748
48.	section 750		section 748.1
49.	section 751		section 749

ANNEXE IV (suite et fin)

Colonne I		Colonne II
Article	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
25.	paragraphe 735(2)	article 722.1
26.	article 736	article 730
27.	alinéa 737(1) <i>a</i>)	alinéa 731(1) <i>a</i>)
28.	alinéa 737(1) <i>b</i>)	alinéa 731(1) <i>b</i>)
29.	alinéa 737(1) <i>c</i>)	article 732
30.	paragraphe 737(2)	paragraphe 732.1(2) et (3)
31.	paragraphe 737(3)	paragraphe 732.1(4)
32.	paragraphe 737(4)	paragraphe 732.1(5)
33.	article 738	article 732.2
34.	article 739	article 733
35.	paragraphe 740(1)	paragraphe 733.1(1)
36.	paragraphe 740(2)	paragraphe 733.1(2)
37.	article 741.1	article 743.5
38.	article 742	article 745
39.	article 742.1	article 745.1
40.	article 743	article 745.2
41.	article 743.1	article 745.3
42.	article 744	article 745.4
43.	article 744.1	article 745.5
44.	article 745	article 745.6
45.	article 747	article 746.1
46.	article 748	article 750
47.	article 749	article 748
48.	article 750	article 748.1
49.	article 751	article 749

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité avec l'autorité du président de la Chambre des
communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public
Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics
et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

TABLE OF PROVISIONS OF PART XXIII OF THE CRIMINAL
CODE

PART XXIII

SENTENCING

Interpretation

716. Definitions

Alternative Measures

717. When alternative measures may be used

717.1 Records of persons dealt with

717.2 Police records

717.3 Government records

717.4 Disclosure of records

Purpose and Principles of Sentencing

718. Purpose

718.1 Fundamental principle

718.2 Other sentencing principles

Punishment Generally

718.3 Degrees of punishment

719. Commencement of sentence

Procedure and Evidence

720. Sentencing proceedings

721. Report by probation officer

722. Victim impact statement

722.1 Copies of documents

723. Submissions on facts

724. Information accepted

725. Other offences

726. Offender may speak to sentence

726.1 Relevant information

726.2 Reasons for sentence

727. Previous conviction

728. Sentence justified by any count

729. Proof of certificate of analyst

Absolute and Conditional Discharges

730. Absolute and conditional discharge

TABLE ANALYTIQUE DE LA PARTIE XXIII DU CODE
CRIMINEL

PARTIE XXIII

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Définitions

716. Définitions

Mesures de rechange

717. Application

717.1 Dossier des suspects

717.2 Dossier de police

717.3 Dossiers gouvernementaux

717.4 Accès au dossier

Objectif et principes

718. Objectif

718.1 Principe fondamental

718.2 Principes de détermination de la peine

Peines en général

718.3 Degré de la peine

719. Début de la peine

Procédure et règles de preuve

720. Règle générale

721. Rapport de l'agent de probation

722. Déclaration de la victime

722.1 Copie des documents

723. Observations des parties

724. Acceptation des faits

725. Autres infractions

726. Observations du délinquant

726.1 Renseignements pertinents

726.2 Motifs

727. Condamnations antérieures

728. Peine justifiée par un chef d'accusation

729. Preuve du certificat de l'analyste

Absolutions inconditionnelles et sous conditions

730. Absolutions inconditionnelles et sous conditions

Probation

- 731. Making of probation order
- 731.1 Firearm, etc., prohibitions
- 732. Intermittent sentence
- 732.1 Definitions
- 732.2 Coming into force of order
- 733. Transfer of order
- 733.1 Failure to comply with probation order

Fines and Forfeiture

- 734. Power of court to impose fine
- 734.1 Terms of order imposing fine
- 734.2 Proceedings on making order
- 734.3 Change in terms of order
- 734.4 Proceeds to go to provincial treasurer
- 734.5 Licences, permits, etc.
- 734.6 Civil enforcement of fines, forfeiture
- 734.7 Warrant of committal
- 734.8 Definition of "penalty"
- 735. Fines on corporations
- 736. Fine option program
- 737. Victim fine surcharge

Restitution

- 738. Restitution to victims of offences
- 739. Restitution to persons acting in good faith
- 740. Priority to restitution
- 741. Enforcing restitution order
- 741.1 Notice of orders of restitution
- 741.2 Civil remedy not affected

Conditional Sentence of Imprisonment

- 742. Definitions
- 742.1 Imposing of conditional sentence
- 742.2 Firearm, etc., prohibitions
- 742.3 Compulsory conditions of conditional sentence order
- 742.4 Supervisor may propose changes to optional conditions
- 742.5 Transfer of order
- 742.6 Procedure on breach of condition
- 742.7 Where person imprisoned for new offence

Imprisonment

- 743. Imprisonment when no other provision

Probation

- 731. Prononcé de l'ordonnance de probation
- 731.1 Armes à feu
- 732. Peines discontinues
- 732.1 Définitions
- 732.2 Entrée en vigueur de l'ordonnance
- 733. Transfert d'une ordonnance
- 733.1 Défaut de se conformer à une ordonnance

Amendes et confiscations

- 734. Infliction des amendes
- 734.1 Contenu de l'ordonnance
- 734.2 Procédure
- 734.3 Modification des conditions de l'ordonnance
- 734.4 Attribution du produit au Trésor provincial
- 734.5 Licences, permis, etc.
- 734.6 Exécution civile
- 734.7 Mandat d'incarcération
- 734.8 Définition de « peine »
- 735. Amendes infligées aux personnes morales
- 736. Mode facultatif de paiement d'une amende
- 737. Suramende compensatoire

Dédommagement

- 738. Dédommagement
- 739. Dédommagement des parties de bonne foi
- 740. Priorité au dédommagement
- 741. Exécution civile
- 741.1 Notification
- 741.2 Recours civil non atteint

Condamnations avec sursis

- 742. Définitions
- 742.1 Octroi du sursis
- 742.2 Armes à feu
- 742.3 Conditions obligatoires
- 742.4 Modification des conditions facultatives
- 742.5 Transfert d'une ordonnance
- 742.6 Mesures en cas de manquement
- 742.7 Nouvelle infraction

Emprisonnement

- 743. Absence de peine

- 743.1 Imprisonment for life or more than two years
- 743.11 Report by court to Correctional Service
- 743.2 Sentence served according to regulations
- 743.3 Transfer of young person to place of custody
- 743.4 Transfer of jurisdiction

Eligibility for Parole

- 743.5 Power of court to delay parole

Delivery of Offender to Keeper of Prison

- 744. Execution of warrant of committal

Imprisonment for Life

- 745. Sentence of life imprisonment
- 745.1 Persons under eighteen
- 745.2 Recommendation by jury
- 745.3 Persons under eighteen
- 745.4 Ineligibility for parole
- 745.5 Idem
- 745.6 Application for judicial review
- 746. Time spent in custody
- 746.1 Parole prohibited

Hospital Orders

- 747. Definitions
- 747.1 Court may make a hospital order
- 747.2 Recommended treatment facility
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Offender to serve remainder of sentence
- 747.6 Detention to count as service of term
- 747.7 Application of section 12 of *Corrections and Conditional Release Act*
- 747.8 Copy of warrant and order given to prison and hospital

Pardons and Remissions

- 748. To whom pardon may be granted
- 748.1 Remission by Governor in Council
- 749. Royal prerogative

Disabilities

- 750. Public office vacated for conviction

Miscellaneous Provisions

- 751. Costs to successful party in case of libel

- 743.1 Emprisonnement à perpétuité ou pour plus de deux ans
- 743.11 Rapport au Service correctionnel
- 743.2 Peine purgée conformément aux règlements
- 743.3 Transfèrement à un lieu de garde
- 743.4 Transfert de compétence

Admissibilité à la libération conditionnelle

- 743.5 Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

Remise du délinquant au gardien de prison

- 744. Exécution du mandat d'incarcération

Emprisonnement à perpétuité

- 745. Emprisonnement à perpétuité
- 745.1 Mineurs
- 745.2 Recommandation du jury
- 745.3 Mineurs
- 745.4 Libération conditionnelle
- 745.5 Idem
- 745.6 Demande de révision judiciaire
- 746. Détention sous garde
- 746.1 Libération conditionnelle interdite

Troubles mentaux

- 747. Définitions
- 747.1 Ordonnance de détention dans un hôpital
- 747.2 Établissement recommandé
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Retrait du consentement
- 747.6 Calcul du temps passé en détention
- 747.7 Application de l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*
- 747.8 Copie du mandat à la prison et au centre de soins

Pardon et remises

- 748. À qui le pardon peut être accordé
- 748.1 Remise par le gouverneur en conseil
- 749. Prérrogative royale

Incapacité

- 750. Vacance

Dispositions diverses

- 751. Attribution des frais en matière de libelle

751.1 How recovered

751.1 Exécution civile

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation, Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré-Cœur Boulevard,

Hull, Quebec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré-Cœur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-41

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-41

An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other
Acts in consequence thereof

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 15, 1995**

C-41

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-41

Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine)
et d'autres lois en conséquence

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 15 JUIN 1995**



BILL C-41

An Act to amend the Criminal Code
(sentencing) and other Acts in
consequence thereof

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

CRIMINAL CODE

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st
Suppl.), cc. 1,
24, 27, 35
(2nd Suppl.),
cc. 10, 19, 30,
34 (3rd
Suppl.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Suppl.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1,
11, 20, 21, 22,
27, 38, 41, 47,
51; 1993, cc.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45, 46;
1994, cc. 12, 13

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 203;
1992, c. 20,
s. 199

Service of
term for
escape

Definition of
"escape"

1. Section 149 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

149. (1) Notwithstanding section 743.1, a
court that convicts a person for an escape
committed while undergoing imprisonment
may order that the term of imprisonment be
served in a penitentiary, even if the time to be
served is less than two years.

(2) In this section, "escape" means break-
ing prison, escaping from lawful custody or,
without lawful excuse, being at large before
the expiration of a term of imprisonment to
which a person has been sentenced.

PROJET DE LOI C-41

Loi modifiant le Code criminel
(détermination de la peine) et d'autres
lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

CODE CRIMINEL

L.R., ch.
C-46; L.R.,
ch. 2, 11, 27,
31, 47, 51, 52
(1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
35 (2^e
suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990,
ch. 15, 16,
17, 44; 1991,
ch. 1, 4, 28,
40, 43; 1992,
ch. 1, 11, 20,
21, 22, 27,
38, 41, 47,
51; 1993, ch.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45,
46; 1994, ch.
12, 13

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 203;
1992, ch. 20,
art. 199

Peine
d'emprison-
nement pour
évasion

1. L'article 149 du *Code criminel* est 5 remplacé par ce qui suit :

149. (1) Par dérogation à l'article 743.1, le
tribunal qui déclare une personne coupable
d'évasion commise alors qu'elle purgeait une
peine d'emprisonnement peut ordonner que la
peine soit purgée dans un pénitencier, même 10
si la période à purger est inférieure à deux ans.

(2) Au présent article, « évasion » s'entend
du bris de prison, du fait d'échapper à la garde
légale ou, sans excuse légitime, de se trouver
en liberté avant l'expiration de la période 15
d'emprisonnement à laquelle une personne a
été condamnée.

Définition de
« évasion »

SUMMARY

This enactment implements reforms to the *Criminal Code* respecting sentencing, mainly by amending Part XXIII.

The major elements of the enactment are as follows:

Part XXIII is amended to include an express statement of the purpose and principles of sentencing. Where a crime is motivated by "hate", this is deemed to be an aggravating factor for the purpose of sentencing. Where a crime is committed by a person abusing a position of trust or authority, this is also deemed to be an aggravating factor.

Rules of evidence and procedure are updated.

A provision for alternative measures for adult offenders is provided.

The penalty for breach of probation is increased, and the conditions of probation are modernized.

New provisions for fine enforcement require courts to satisfy themselves that an offender can pay, before imposing a fine. Provinces and the federal government are authorized to refuse to issue permits, licences or other similar instruments until the fine is paid. Civil enforcement of fines is provided. Incarceration is a last resort for fine enforcement, and the period of incarceration is governed by a formula based on the provincial hourly minimum wage.

A new sanction called the "Conditional Sentence" is introduced, which permits the judge to impose a sentence of incarceration and then suspend the operation of the sentence on conditions imposed by the court. The purpose of a Conditional Sentence is supervision in the community. An administrative enforcement mechanism is provided.

Victims are permitted to make representations at hearings held to determine whether the court-imposed period of ineligibility for parole (for first or second degree murder) should be changed.

The order of the provisions in Part XXIII is reorganized, so that Part XXIII flows more logically and is easier to understand and use.

Provinces are authorized to develop regulations respecting pre-sentence reports.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre la réforme du *Code criminel* en matière de détermination de la peine par le remplacement de la partie XXIII et par d'autres modifications qui en découlent.

Les principaux éléments du texte sont énoncés ci-après.

La partie XXIII est modifiée par adjonction d'une déclaration de l'objectif et des principes de la détermination de la peine. Est considérée comme circonstance aggravante pour la détermination de la peine la perpétration d'une infraction motivée par des préjugés ou de la haine. Est également considéré comme circonstance aggravante le fait de commettre une infraction par l'abus de la confiance d'une personne ou par l'abus d'autorité envers celle-ci.

Les règles de preuve et de procédure sont mises à jour.

Des mesures de rechange sont prévues pour les délinquants adultes.

La peine pour manquement à une ordonnance de probation est plus sévère et les conditions que peuvent contenir une ordonnance de probation sont modernisées.

Les nouvelles dispositions d'exécution forcée des amendes exigent des tribunaux qu'ils tiennent compte, avant d'infliger une amende, de la capacité de payer du délinquant. Les autorités fédérales et provinciales sont autorisées à refuser la délivrance de documents — permis ou licences — jusqu'au paiement intégral des amendes. Un recours aux tribunaux civils est prévu pour l'exécution forcée des amendes. L'incarcération est la mesure de dernier ressort pour l'exécution forcée des amendes; la période d'incarcération est déterminée par une formule fondée sur le taux horaire du salaire minimum provincial.

Un nouveau régime de sanction dénommé condamnation avec sursis est institué. Le tribunal peut imposer une peine d'emprisonnement et surseoir à son exécution aux conditions qu'il détermine. L'objectif du sursis d'exécution des peines est la réinsertion du contrevenant dans la collectivité, sous surveillance. Un mécanisme administratif d'exécution forcée est prévu.

Les victimes peuvent présenter des observations aux audiences portant sur la modification des périodes d'interdiction judiciaire de libération conditionnelle en matière de meurtre au premier et au second degré.

Les éléments de la partie XXIII sont présentés dans un ordre différent qui constitue une suite plus logique et qui rend plus facile leur compréhension et leur utilisation.

Les provinces sont habilitées à réglementer les rapports présententiels.

2. Paragraph 553(c) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (vii), by adding the word "or" at the end of subparagraph (viii) and by adding the following after subparagraph (viii):

(ix) subsection 733.1(1) (failure to comply with probation order).

3. Section 665 of the Act is repealed.

4. The heading before section 668 and 10 sections 668 and 669 of the Act are repealed.

5. (1) The definition "sentence" in section 673 of the Act is replaced by the following:

"sentence" includes

(a) a declaration made under subsection 15 199(3),

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1) or section 737, 738, 20 739, 742.3 or 745.2, and

(c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);

(2) On the coming into force of section 25 747.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(b) an order made under subsection 30 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1), section 737, 738, 739, 742.3 or 745.2 or subsection 747.1(1), and

2. L'alinéa 553c) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (viii), de ce qui suit :

(ix) le paragraphe 733.1(1) (défaut de se conformer à une ordonnance de proba- 5 tion).

3. L'article 665 de la même loi est abrogé.

4. L'intertitre précédant l'article 668 et les articles 668 et 669 de la même loi sont abrogés. 10

5. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée : 15

a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);

b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, 20 des paragraphes 491.1(2) ou 730(1) ou des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2;

c) la décision prise en vertu des articles 731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3) 25 ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamna- 30 tion », à l'article 673 du *Code criminel*, est remplacé par ce qui suit :

b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, 35 des paragraphes 491.1(2) ou 730(1), des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2 ou du paragraphe 747.1(1);

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 135

1992, c. 1, s. 58 (Sch. 1, item 12); 1993, c. 45, s. 10

"sentence" « sentence », « peine » ou « condamnation »

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 135

1992, ch. 1, art. 58, ann. I, art. 12; 1993, ch. 45, art. 10

« sentence », « peine » ou « condamnation » "sentence"

R.S., c. 27 (1st Suppl.), ss. 154 to 165, 203; c. 24 (2nd Suppl.), ss. 46, 47; c. 1 (4th Suppl.), s. 18 (Sch. I, items 20(F) to 25(F)); c. 23 (4th Suppl.), ss. 6, 7; 1990, c. 17, s. 14; 1992, c. 1, s. 60 (Sch. I, item 39(F)), c. 11, ss. 14 to 16, c. 20, ss. 200 to 203, 228, c. 22, s. 12, c. 51, s. 39

6. Part XXIII of the Act is replaced by the following:

6. La partie XXIII de la même loi est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 154 à 165, 203; ch. 24 (2^e suppl.), art. 46, 47; ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. I, art. 20(F) à 25(F); ch. 23 (4^e suppl.), art. 6, 7; 1990, ch. 17, art. 14; 1992, ch. 1, art. 60, ann. I, art. 39(F); ch. 11, art. 14 à 16, ch. 20, art. 200 à 203, 228, ch. 22, art. 12, ch. 51, art. 39

PART XXIII

PARTIE XXIII

SENTENCING

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Interpretation

Définitions

Definitions

“accused”
« accusé »

“alternative measures”
« mesures de rechange »

“court”
« tribunal »

“fine”
« amende »

716. In this Part,
“accused” includes a defendant;

“alternative measures” means measures other than judicial proceedings under this Act used to deal with a person who is eighteen years of age or over and alleged to have committed an offence;

“court” means

(a) a superior court of criminal jurisdiction,

(b) a court of criminal jurisdiction,

(c) a justice or provincial court judge acting as a summary conviction court under Part XXIII, or

(d) a court that hears an appeal;

“fine” includes a pecuniary penalty or other sum of money, but does not include restitution.

716. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« accusé » Est assimilé à l'accusé le défendeur.

« amende » Peine pécuniaire ou autre somme d'argent, à l'exclusion du dédommagement.

« mandat d'incarcération » Est assimilé au mandat d'incarcération le mandat de dépôt.

« mesures de rechange » Mesures prises à l'endroit d'une personne de dix-huit ans et plus à qui une infraction est imputée plutôt que le recours aux procédures judiciaires prévues par la présente loi.

« tribunal »

a) Une cour supérieure de juridiction criminelle;

b) une cour de juridiction criminelle;

c) un juge de paix ou un juge d'une cour provinciale agissant à titre de cour des poursuites sommaires en vertu de la partie XXVII;

d) un tribunal qui entend un appel.

Définitions

« accusé »
“accused”

« amende »
“fine”

« mandat d'incarcération »
French version only
« mesures de rechange »
“alternative measures”

« tribunal »
“court”

Alternative Measures

When
alternative
measures may
be used

717. (1) Alternative measures may be used to deal with a person alleged to have committed an offence only if it is not inconsistent with the protection of society and the following conditions are met:

- (a) the measures are part of a program of alternative measures authorized by the Attorney General or the Attorney General's delegate or authorized by a person, or a person within a class of persons, designated by the Lieutenant Governor in Council of a province;
- (b) the person who is considering whether to use the measures is satisfied that they would be appropriate, having regard to the needs of the person alleged to have committed the offence and the interests of society and of the victim;
- (c) the person, having been informed of the alternative measures, fully and freely consents to participate therein;
- (d) the person has, before consenting to participate in the alternative measures, been advised of the right to be represented by counsel;
- (e) the person accepts responsibility for the act or omission that forms the basis of the offence that the person is alleged to have committed;
- (f) there is, in the opinion of the Attorney General or the Attorney General's agent, sufficient evidence to proceed with the prosecution of the offence; and
- (g) the prosecution of the offence is not in any way barred at law.

Restriction on
use

(2) Alternative measures shall not be used to deal with a person alleged to have committed an offence if the person

- (a) denies participation or involvement in the commission of the offence; or
- (b) expresses the wish to have any charge against the person dealt with by the court.

Mesures de rechange

Application

717. (1) Compte tenu de l'intérêt de la société, le recours à des mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée plutôt qu'aux procédures judiciaires prévues par la présente loi peut se faire si les conditions suivantes sont réunies :

- a) ces mesures font partie d'un programme de mesures de rechange autorisé soit par le procureur général ou son délégué, soit par une personne appartenant à une catégorie de personnes désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province;
- b) la personne qui envisage de recourir à ces mesures est convaincue qu'elles sont appropriées, compte tenu des besoins du suspect et de l'intérêt de la société et de la victime;
- c) le suspect, informé des mesures de rechange, a librement manifesté sa ferme volonté de collaborer à leur mise en oeuvre;
- d) le suspect, avant de manifester sa volonté de collaborer à leur mise en oeuvre, a été avisé de son droit aux services d'un avocat;
- e) le suspect se reconnaît responsable de l'acte ou de l'omission à l'origine de l'infraction qui lui est imputée;
- f) le procureur général ou son représentant estiment qu'il y a des preuves suffisantes justifiant des poursuites relatives à l'infraction;
- g) aucune règle de droit ne fait obstacle à la mise en oeuvre de poursuites relatives à l'infraction.

(2) Le suspect ne peut faire l'objet de mesures de rechange dans les cas suivants :

- a) il a nié toute participation à la perpétration de l'infraction;
- b) il a manifesté le désir de voir déférer au tribunal toute accusation portée contre lui.

Restrictions

Admissions not admissible in evidence	(3) No admission, confession or statement accepting responsibility for a given act or omission made by a person alleged to have committed an offence as a condition of the person being dealt with by alternative measures is admissible in evidence against that person in any civil or criminal proceedings.	(3) Les aveux de culpabilité ou les déclarations par lesquels le suspect se reconnaît responsable d'un acte ou d'une omission déterminés ne sont pas, lorsqu'il les a faits pour pouvoir bénéficier de mesures de rechange, admissibles en preuve dans les actions civiles ou les poursuites pénales dirigées contre lui.	Non-admissibilité des aveux
No bar to proceedings	(4) The use of alternative measures in respect of a person alleged to have committed an offence is not a bar to proceedings against the person under this Act, but, if a charge is laid against that person in respect of that offence, (a) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has totally complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court shall dismiss the charge; and (b) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has partially complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court may dismiss the charge if, in the opinion of the court, the prosecution of the charge would be unfair, having regard to the circumstances and that person's performance with respect to the alternative measures.	(4) Le recours aux mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée n'empêche pas la mise en oeuvre de poursuites dans le cadre de la présente loi; toutefois, dans le cas où une accusation est portée contre elle pour cette infraction et lorsque le tribunal est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que cette personne : a) a entièrement accompli les modalités des mesures de rechange, il rejette l'accusation; b) a partiellement accompli les modalités des mesures de rechange, il peut, s'il estime que la poursuite est injuste eu égard aux circonstances, rejeter l'accusation; le tribunal peut, avant de rendre une décision, tenir compte du comportement de cette personne dans l'application des mesures de rechange.	Possibilité de mesures de rechange et poursuites
Laying of information, etc.	(5) Subject to subsection (4), nothing in this section shall be construed as preventing any person from laying an information, obtaining the issue or confirmation of any process, or proceeding with the prosecution of any offence, in accordance with law.	(5) Sous réserve du paragraphe (4), le présent article n'a pas pour effet d'empêcher quiconque de faire une dénonciation, d'obtenir un acte judiciaire ou la confirmation d'un tel acte ou de continuer des poursuites, conformément à la loi.	Dénonciation
Records of persons dealt with	717.1 Sections 717.2 to 717.4 apply only in respect of persons who have been dealt with by alternative measures, regardless of the degree of their compliance with the terms and conditions of the alternative measures.	717.1 Les articles 717.2 à 717.4 ne s'appliquent qu'aux personnes qui ont fait l'objet de mesures de rechange, peu importe qu'elles observent ou non les modalités de ces mesures.	Dossier des suspects
Police records	717.2 (1) A record relating to any offence alleged to have been committed by a person, including the original or a copy of any fingerprints or photographs of the person, may be kept by any police force responsible for, or participating in, the investigation of the offence.	717.2 (1) Le dossier relatif à une infraction imputée à une personne et comportant, notamment, l'original ou une reproduction des empreintes digitales ou de toute photographie de la personne peut être tenu par le corps de police qui a mené l'enquête à ce sujet ou qui a participé à cette enquête.	Dossier de police

Disclosure by
peace officer

(2) A peace officer may disclose to any person any information in a record kept pursuant to this section that it is necessary to disclose in the conduct of the investigation of an offence.

(2) Un agent de la paix peut communiquer à toute personne les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article dont la communication s'impose pour la conduite d'une enquête relative à une infraction.

Communica-
tion par un
agent de la
paix

Idem

(3) A peace officer may disclose to an insurance company any information in a record kept pursuant to this section for the purpose of investigating any claim arising out of an offence committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates.

(3) Un agent de la paix peut communiquer à une société d'assurances les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article pour l'investigation d'une réclamation découlant d'une infraction commise par la personne visée par le dossier ou qui est imputée à celle-ci.

Communica-
tion à une
société
d'assurances

Government
records

717.3 (1) A department or agency of any government in Canada may keep records containing information obtained by the department or agency

717.3 (1) Tout ministère ou organisme public canadien peut conserver en sa possession le dossier des éléments d'information :

Dossiers
gouverne-
mentaux

(a) for the purposes of an investigation of an offence alleged to have been committed by a person;

a) aux fins d'enquête sur une infraction imputée à une personne;

(b) for use in proceedings against a person under this Act; or

b) aux fins d'utilisation dans le cadre des poursuites intentées contre une personne sous le régime de la présente loi;

(c) as a result of the use of alternative measures to deal with a person.

c) à la suite de l'utilisation de mesures de rechange à l'endroit d'une personne.

Private
records

(2) Any person or organization may keep records containing information obtained by the person or organization as a result of the use of alternative measures to deal with a person alleged to have committed an offence.

(2) Toute personne ou tout organisme peut conserver les dossiers contenant des éléments d'information qui sont en sa possession à la suite de la mise en oeuvre de mesures de rechange à l'endroit d'une personne à laquelle une infraction est imputée.

Dossiers
privés

Disclosure of
records

717.4 (1) Any record that is kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may be made available to

717.4 (1) Les personnes suivantes ont accès à tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 :

Accès au
dossier

(a) any judge or court for any purpose relating to proceedings relating to offences committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates;

a) tout juge ou tribunal pour des fins liées à des poursuites relatives à des infractions commises par la personne visée par le dossier ou qui lui sont imputées;

(b) any peace officer

b) un agent de la paix :

(i) for the purpose of investigating any offence that the person is suspected on reasonable grounds of having committed, or in respect of which the person has been arrested or charged, or

(i) dans le cadre d'une enquête portant sur une infraction que l'on soupçonne, pour des motifs raisonnables, avoir été commise, ou relativement à laquelle la personne a été arrêtée ou inculpée,

(ii) for any purpose related to the administration of the case to which the record relates;

(ii) à des fins liées à l'administration de l'affaire visée par le dossier;

- (c) any member of a department or agency of a government in Canada, or any agent thereof, that is

(i) engaged in the administration of alternative measures in respect of the person, or

(ii) preparing a report in respect of the person pursuant to this Act; or

(d) any other person who is deemed, or any person within a class of persons that is deemed, by a judge of a court to have a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if the judge is satisfied that the disclosure is

(i) desirable in the public interest for research or statistical purposes, or

(ii) desirable in the interest of the proper administration of justice.
- c) tout membre du personnel ou mandataire d'un ministère ou d'un organisme public canadien chargé :

(i) de l'administration de mesures de rechange concernant la personne,

(ii) de la préparation d'un rapport concernant la personne en application de la présente loi;

d) toute autre personne, ou personne faisant partie d'une catégorie de personnes, que le juge d'un tribunal estime avoir un intérêt valable dans le dossier selon la mesure qu'il autorise s'il est convaincu que la communication est :

(i) souhaitable, dans l'intérêt public, aux fins de recherche ou d'établissement de statistiques,

(ii) souhaitable dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.

Subsequent disclosure

- (2) Where a record is made available for inspection to any person under subparagraph (1)(d)(i), that person may subsequently disclose information contained in the record, but may not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the person to whom it relates.
- (2) La personne qui, aux termes du sous-aliéna (1)d(i), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus; toutefois cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier la personne en cause.

Révélation postérieure

Information, copies

- (3) Any person to whom a record is authorized to be made available under this section may be given any information contained in the record and may be given a copy of any part of the record.
- (3) Les personnes à qui l'accès à un dossier peut, en application du présent article, être accordé peuvent obtenir tous renseignements contenus dans le dossier ou tout extrait de celui-ci.

Communication de renseignements et de copies

Evidence

- (4) Nothing in this section authorizes the introduction into evidence of any part of a record that would not otherwise be admissible in evidence.
- (4) Le présent article n'autorise pas la production en preuve des pièces d'un dossier qui, autrement, ne seraient pas admissibles en preuve.

Production en preuve

Idem

- (5) A record kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may not be introduced into evidence, except for the purposes set out in paragraph 721(3)(c), more than two years after the end of the period for which the person agreed to participate in the alternative measures.
- (5) Tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 ne peut être produit en preuve après l'expiration d'une période de deux ans suivant la fin de la période d'application des mesures de rechange, sauf si le dossier est produit à l'égard des éléments mentionnés à l'alinéa 721(3)c).

Idem

*Purpose and Principles of Sentencing**Objectif et principes*

Purpose

718. The fundamental purpose of sentencing is to contribute, along with crime prevention initiatives, to respect for the law and the maintenance of a just, peaceful and safe society by imposing just sanctions that have one or more of the following objectives:

- (a) to denounce unlawful conduct;
- (b) to deter the offender and other persons from committing offences;
- (c) to separate offenders from society, where necessary;
- (d) to assist in rehabilitating offenders;
- (e) to provide reparations for harm done to victims or to the community; and
- (f) to promote a sense of responsibility in offenders, and acknowledgment of the harm done to victims and to the community.

Fundamental principle

718.1 A sentence must be proportionate to the gravity of the offence and the degree of responsibility of the offender.

Other sentencing principles

718.2 A court that imposes a sentence shall also take into consideration the following principles:

- (a) a sentence should be increased or reduced to account for any relevant aggravating or mitigating circumstances relating to the offence or the offender, and, without limiting the generality of the foregoing,
 - (i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, sexual orientation, or any other similar factor, or
 - (ii) evidence that the offender, in committing the offence, abused the offender's spouse or child, or,
 - (iii) evidence that the offender, in committing the offence, abused a position of trust or authority in relation to the victim

Objectif

718. Le prononcé des peines a pour objectif essentiel de contribuer, parallèlement à d'autres initiatives de prévention du crime, au respect de la loi et au maintien d'une société juste, paisible et sûre par l'infliction de sanctions justes visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- a) dénoncer le comportement illégal;
- b) dissuader les délinquants, et quiconque, de commettre des infractions;
- c) isoler, au besoin, les délinquants du reste de la société;
- d) favoriser la réinsertion sociale des délinquants;
- e) assurer la réparation des torts causés aux victimes ou à la collectivité;
- f) susciter la conscience de leurs responsabilités chez les délinquants, notamment par la reconnaissance du tort qu'ils ont causé aux victimes et à la collectivité.

718.1 La peine est proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du délinquant.

Principe fondamental

718.2 Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu également des principes suivants :

Principes de détermination de la peine

- a) la peine devrait être adaptée aux circonstances aggravantes ou atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ou à la situation du délinquant; sont notamment considérées comme des circonstances aggravantes des éléments de preuve établissant :
 - (i) que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique ou l'orientation sexuelle,
 - (ii) que l'infraction perpétrée par le délinquant constitue un mauvais traitement de son conjoint ou de ses enfants;
 - (iii) que l'infraction perpétrée par le délinquant constitue un abus de la

shall be deemed to be aggravating circumstances;

(b) a sentence should be similar to sentences imposed on similar offenders for similar offences committed in similar circumstances; 5

(c) where consecutive sentences are imposed, the combined sentence should not be unduly long or harsh;

(d) an offender should not be deprived of 10 liberty, if less restrictive sanctions may be appropriate in the circumstances; and

(e) all available sanctions other than imprisonment that are reasonable in the circumstances should be considered for all offenders, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders. 15

Punishment Generally

Degrees of punishment

718.3 (1) Where an enactment prescribes different degrees or kinds of punishment in respect of an offence, the punishment to be 20 imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence.

Discretion respecting punishment

(2) Where an enactment prescribes a punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence, but no punishment 30 is a minimum punishment unless it is declared to be a minimum punishment.

Imprisonment in default where term not specified

(3) Where an accused is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and a term of imprisonment in default 35 of payment of the fine is not specified in the enactment that prescribes the punishment to be imposed, the imprisonment that may be imposed in default of payment shall not exceed the term of imprisonment that is 40 prescribed in respect of the offence.

Cumulative punishments

(4) Where an accused

(a) is convicted while under sentence for an offence, and a term of imprisonment whether in default of payment of a fine or 45 otherwise, is imposed,

confiance de la victime ou un abus d'autorité à son égard;

b) l'harmonisation des peines, c'est-à-dire l'infliction de peines semblables à celles infligées à des délinquants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables;

c) l'obligation d'éviter l'excès de nature ou de durée dans l'infliction de peines consécutives; 10

d) l'obligation, avant d'envisager la privation de liberté, d'examiner la possibilité de sanctions moins contraignantes lorsque les circonstances le justifient;

e) l'examen de toutes les sanctions substitutives applicables qui sont justifiées dans les circonstances, plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants autochtones. 15

Peines en général

718.3 (1) Lorsqu'une disposition prescrit différents degrés ou genres de peine à l'égard 20 d'une infraction, la punition à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction.

Degré de la peine

(2) Lorsqu'une disposition prescrit une 25 peine à l'égard d'une infraction, la peine à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, laissée à l'appréciation du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction, mais nulle peine n'est une 30 peine minimale à moins qu'elle ne soit déclarée telle.

Appréciation du tribunal

(3) Lorsque l'accusé est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et qu'une 35 période d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende n'est pas spécifiée dans la disposition qui prescrit la peine à infliger, l'emprisonnement pouvant être infligé à défaut de paiement ne peut dépasser l'emprisonnement prescrit à l'égard de l'infraction. 40

Emprisonnement à défaut de paiement d'une amende

(4) Le tribunal qui déclare l'accusé coupable d'une infraction peut ordonner que soient purgées consécutivement les périodes d'emprisonnement auxquelles il condamne l'accu- 45

Peines cumulatives

(b) is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and both are imposed, or

(c) is convicted of more offences than one before the same court at the same sittings, 5 and

(i) more than one fine is imposed,

(ii) terms of imprisonment for the respective offences are imposed, or

(iii) a term of imprisonment is imposed in 10 respect of one offence and a fine is imposed in respect of another offence,

the court that convicts the accused may direct that the terms of imprisonment that are imposed by the court or result from the operation 15 of subsection 734(4) shall be served consecutively.

Idem

(5) Where an offender who is under a conditional sentence imposed under section 742.1 is convicted of a second offence that was committed while the offender was under the conditional sentence,

(a) a sentence of imprisonment imposed for the second offence shall be served consecutively to the conditional sentence; and 25

(b) the offender shall be imprisoned until the expiration of the sentence imposed for the second offence, or for any longer period resulting from the operation of subparagraph 742.6(9)(c)(i) or paragraph 30 742.6(9)(d).

Commencement of sentence

719. (1) A sentence commences when it is imposed, except where a relevant enactment otherwise provides.

Time at large excluded from term of imprisonment

(2) Any time during which a convicted 35 person is unlawfully at large or is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as part of any term of imprisonment imposed on the person.

sé ou qui sont infligées à celui-ci en application du paragraphe 734(4) lorsque l'accusé, selon le cas :

a) est sous le coup d'une peine et une période d'emprisonnement lui est infligée 5 pour défaut de paiement d'une amende ou pour une autre raison;

b) est déclaré coupable d'une infraction punissable d'une amende et d'un emprisonnement, et les deux lui sont infligées; 10

c) est déclaré coupable de plus d'une infraction devant le même tribunal pendant la même session, et, selon le cas :

(i) plus d'une amende est infligée,

(ii) des périodes d'emprisonnement sont 15 infligées pour chacune,

(iii) une période d'emprisonnement est infligée pour une et une amende infligée pour une autre.

(5) Lorsque le délinquant, étant sous le coup 20 d'une condamnation avec sursis prononcée aux termes de l'article 742.1, est déclaré coupable d'une deuxième infraction perpétrée pendant le sursis d'exécution de la peine, sauf ordonnance du tribunal au contraire, la peine 25 infligée pour la deuxième infraction est purgée consécutivement au sursis et le délinquant est emprisonné jusqu'à la fin de la peine infligée pour la deuxième infraction, ou pour la période plus longue résultant de l'applica- 30 tion du sous-alinéa 742.6(9)(c)(i) ou de l'alinéa 742.6(9)(d).

719. (1) La peine commence au moment où elle est infligée, sauf lorsque le texte législatif applicable y pourvoit de façon différente. 35

Début de la peine

(2) Les périodes durant lesquelles une personne déclarée coupable est illégalement en liberté ou est légalement en liberté à la suite d'une mise en liberté provisoire accordée en vertu de la présente loi ne sont pas prises en 40 compte dans le calcul de la période d'emprisonnement infligée à cette personne.

Exclusion de certaines périodes

Determina- tion of sentence	(3) In determining the sentence to be imposed on a person convicted of an offence, a court may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence.	(3) Pour fixer la peine à infliger à une personne déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut prendre en compte toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction.	Infliction de la peine
When time begins to run	(4) Notwithstanding subsection (1), a term of imprisonment, whether imposed by a trial court or the court appealed to, commences or shall be deemed to be resumed, as the case may be, on the day on which the convicted person is arrested and taken into custody under the sentence.	(4) Malgré le paragraphe (1), une période d'emprisonnement, infligée par un tribunal de première instance ou par le tribunal saisi d'un appel, commence à courir ou est censée reprendre, selon le cas, à la date où la personne déclarée coupable est arrêtée et mise sous garde aux termes de la sentence.	Début de l'emprison- nement
When fine imposed	(5) Notwithstanding subsection (1), where the sentence that is imposed is a fine with a term of imprisonment in default of payment, no time prior to the day of execution of the warrant of committal counts as part of the term of imprisonment.	(5) Malgré le paragraphe (1), lorsque la peine infligée est une amende avec un emprisonnement à défaut de paiement, aucune période antérieure à la date de l'exécution du mandat d'incarcération ne compte comme partie de la période d'emprisonnement.	Période antérieure d'emprison- nement
Application for leave to appeal	(6) An application for leave to appeal is an appeal for the purposes of this section.	(6) Une demande d'autorisation d'appel constitue un appel pour l'application du présent article.	Demande d'autorisa- tion d'appel

Procedure and Evidence

Procédure et règles de preuve

Sentencing proceedings	720. A court shall, as soon as practicable after an offender has been found guilty, conduct proceedings to determine the appropriate sentence to be imposed.	720. Dans les meilleurs délais possibles suivant la déclaration de culpabilité, le tribunal procède à la détermination de la peine à infliger au délinquant.	Règle générale
Report by probation officer	721. (1) Subject to regulations made under subsection (2), where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, a probation officer shall, if required to do so by a court, prepare and file with the court a report in writing relating to the accused for the purpose of assisting the court in imposing a sentence or in determining whether the accused should be discharged pursuant to section 730.	721. (1) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), lorsque l'accusé, autre qu'une personne morale, plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction, l'agent de probation est tenu, s'il est requis de le faire par le tribunal, de préparer et de déposer devant celui-ci un rapport écrit concernant l'accusé afin d'aider le tribunal à infliger une peine ou à décider si l'accusé devrait être absous en application de l'article 730.	Rapport de l'agent de probation
Provincial regulations	(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations respecting the types of offences for which a court may require a report, and respecting the content and form of the report.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, déterminer les sortes d'infractions qui peuvent faire l'objet d'un rapport présentiel et régir la forme et le contenu du rapport.	Règlements de la province
Content of report	(3) Unless otherwise specified by the court, the report must, wherever possible, contain information on the following matters: (a) the offender's age, maturity, character, behaviour, attitude and willingness to make amends;	(3) Sauf détermination contraire du tribunal, les renseignements suivants figurent dans le rapport, si possible : a) l'âge, le degré de maturité, le caractère et 45 le comportement du délinquant et son désir de réparer le tort;	Contenu du rapport

(b) the history of previous dispositions under the *Young Offenders Act* and of previous findings of guilt under this Act and any other Act of Parliament;

(c) the history of any alternative measures used to deal with the offender, and the offender's response to those measures; and

(d) any matter required, by any regulation made under subsection (2), to be included in the report.

b) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les décisions rendues en application de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ou les déclarations de culpabilité prononcées en application de la présente loi ou d'une autre loi fédérale;

c) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les mesures de rechange qui lui ont été appliquées et leurs effets sur lui;

d) les autres renseignements qui doivent figurer dans le rapport aux termes des règlements d'application du paragraphe (2).

Idem

(4) The report must also contain information on any other matter required by the court, after hearing argument from the prosecutor and the offender, to be included in the report, subject to any contrary regulation made under subsection (2).

(4) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), figurent dans le rapport les autres renseignements exigés par le tribunal après avoir entendu le poursuivant et le délinquant.

Autres renseignements

Victim impact statement

722. (1) For the purpose of determining the sentence to be imposed on an offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730 in respect of any offence, the court shall consider any statement that may have been prepared in accordance with subsection (2) of a victim of the offence describing the harm done to, or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.

722. (1) Pour déterminer la peine à infliger ou pour décider si un délinquant devrait être absous en vertu de l'article 730, le tribunal prend en considération la déclaration de la victime, rédigée en conformité avec le paragraphe (2), sur les dommages — corporels ou autres — ou les pertes causées à celle-ci par la perpétration de l'infraction.

Déclaration de la victime

Procedure for victim impact statement

(2) A statement referred to in subsection (1) must be

(a) prepared in writing in the form and in accordance with the procedures established by a program designated for that purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province in which the court is exercising its jurisdiction; and

(b) filed with the court.

(2) La déclaration visée au paragraphe (1) est à rédiger selon la forme et en conformité avec les règles prévues par le programme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où siège le tribunal et doit être déposée auprès de celui-ci.

Procédure

Other evidence concerning victim admissible

(3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730.

(3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (2) ne porte pas atteinte à la liberté du tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 730.

Appréciation du tribunal

Definition of "victim"

(4) For the purposes of this section, "victim", in relation to an offence,

(4) Pour l'application du présent article, la victime est :

Définition de « victime »

(a) means the person to whom harm was done or who suffered physical or emotional loss as a result of the commission of the offence; and

(b) where the person described in paragraph 5 (a) is dead, ill or otherwise incapable of making a statement referred to in subsection (1), includes the spouse or any relative of that person, anyone who has in law or fact the custody of that person or is responsible 10 for the care or support of that person or any dependant of that person.

Copies of documents

722.1 The clerk of the court shall provide a copy of a document referred to in section 721 or subsection 722(1), as soon as practicable 15 after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the prosecutor.

Submissions on facts

723. (1) Before determining the sentence, a court shall give the prosecutor and the offend- 20 er an opportunity to make submissions with respect to any facts relevant to the sentence to be imposed.

Submission of evidence

(2) The court shall hear any relevant evidence presented by the prosecutor or the 25 offender.

Production of evidence

(3) The court may, on its own motion, after hearing argument from the prosecutor and the offender, require the production of evidence that would assist it in determining the ap- 30 propriate sentence.

Compel appearance

(4) Where it is necessary in the interests of justice, the court may, after consulting the parties, compel the appearance of any person who is a compellable witness to assist the 35 court in determining the appropriate sentence.

Hearsay evidence

(5) Hearsay evidence is admissible at sentencing proceedings, but the court may, if the court considers it to be in the interests of justice, compel a person to testify where the 40 person

- (a) has personal knowledge of the matter;
- (b) is reasonably available; and
- (c) is a compellable witness.

a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction;

b) si la personne visée à l'alinéa a) est décédée, malade ou incapable de faire la 5 déclaration prévue au paragraphe (1), soit son conjoint, soit un parent, soit quiconque en a la garde, en droit ou en fait, soit toute personne aux soins de laquelle elle est confiée ou qui est chargée de son entretien, 10 soit une personne à sa charge.

Copie des documents

722.1 Dans les meilleurs délais possibles suivant leur dépôt auprès du tribunal, le greffier fait parvenir au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délin- 15 quant ou à son avocat, selon le cas, une copie des documents visés à l'article 721 ou au paragraphe 722(1).

Observations des parties

723. (1) Avant de déterminer la peine, le tribunal donne aux parties — le délinquant ou 20 son avocat, selon le cas, et le poursuivant — la possibilité de lui présenter des observations sur tous faits pertinents liés à la détermination de la peine.

Éléments de preuve

(2) Le tribunal prend connaissance des 25 éléments de preuve pertinents que lui présentent les parties.

Production d'éléments de preuve

(3) Le tribunal peut exiger d'office, après avoir entendu le poursuivant et le délinquant, la présentation des éléments de preuve qui 30 pourront l'aider à déterminer la peine.

Comparution

(4) Le tribunal peut exiger, dans l'intérêt de la justice et après avoir consulté les parties, la comparution de toute personne contraignable pouvant lui fournir des renseignements utiles 35 à la détermination de la peine.

Oùï-dire

(5) Le oùï-dire est admissible mais le tribunal peut, s'il le juge dans l'intérêt de la justice, contraindre à témoigner la personne :

- a) qui a eu une connaissance directe d'un 40 fait;
- b) qui est normalement disponible pour comparaître;
- c) qui est contraignable.

Information
accepted

724. (1) In determining a sentence, a court may accept as proved any information disclosed at the trial or at the sentencing proceedings and any facts agreed on by the prosecutor and the offender.

Jury

(2) Where the court is composed of a judge and jury, the court

(a) shall accept as proven all facts, express or implied, that are essential to the jury's verdict of guilty; and

(b) may find any other relevant fact that was disclosed by evidence at the trial to be proven, or hear evidence presented by either party with respect to that fact.

Disputed facts

(3) Where there is a dispute with respect to any fact that is relevant to the determination of a sentence,

(a) the court shall request that evidence be adduced as to the existence of the fact unless the court is satisfied that sufficient evidence was adduced at the trial;

(b) the party wishing to rely on a relevant fact, including a fact contained in a presentence report, has the burden of proving it;

(c) either party may cross-examine any witness called by the other party;

(d) subject to paragraph (e), the court must be satisfied on a balance of probabilities of the existence of the disputed fact before relying on it in determining the sentence; and

(e) the prosecutor must establish, by proof beyond a reasonable doubt, the existence of any aggravating fact or any previous conviction by the offender.

Other
offences

725. (1) In determining the sentence, a court

(a) shall consider, if it is possible and appropriate to do so, any other offences of which the offender was found guilty by the same court, and shall determine the sentence to be imposed for each of those offences;

(b) shall consider, with the consent of the offender and the Attorney General, any

Acceptation
des faits

724. (1) Le tribunal peut, pour déterminer la peine, considérer comme prouvés les renseignements qui sont portés à sa connaissance lors du procès ou dans le cadre des procédures de détermination de la peine et les faits sur lesquels le poursuivant et le délinquant s'entendent.

Jury

(2) Le tribunal composé d'un juge et d'un jury :

a) considère comme prouvés tous les faits, 10
exprès ou implicites, essentiels au verdict de culpabilité qu'a rendu le jury;

b) à l'égard des autres faits pertinents qui ont été révélés lors du procès, peut les accepter comme prouvés ou permettre aux 15
parties d'en faire la preuve.

Faits
contestés

(3) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'un fait pertinent est contesté :

a) sauf s'il est convaincu que des éléments de preuve suffisants ont été présentés lors 20
du procès, le tribunal exige que le fait soit établi en preuve;

b) la partie qui a l'intention de se fonder sur le fait pertinent, notamment si celui-ci figure au rapport présentenciel, a la charge 25
de l'établir en preuve;

c) chaque partie est autorisée à contre-interroger les témoins convoqués par l'autre partie;

d) sous réserve de l'alinéa e), le tribunal doit 30
être convaincu, par une preuve prépondérante, de l'existence du fait contesté sur lequel il se fonde pour déterminer la peine;

e) le poursuivant est tenu de prouver hors de tout doute raisonnable tout fait aggravant 35
ou toute condamnation antérieure du délinquant.

Autres
infractions

725. (1) Pour la détermination de la peine, le tribunal :

a) est tenu, s'il est possible et opportun de 40
le faire, de prendre en considération toutes les infractions dont le délinquant a été déclaré coupable par le même tribunal et de déterminer la peine à infliger pour chacune;

b) est tenu, si le procureur général et le 45
délinquant y consentent, de prendre en

outstanding charges against the offender to which the offender consents to plead guilty and pleads guilty, if the court has jurisdiction to try those charges, and shall determine the sentence to be imposed for each charge, unless the court is of the opinion that a separate prosecution for the other offence is necessary in the public interest; and

(c) may consider any facts forming part of the circumstances of the offence that could constitute the basis for a separate charge.

considération toutes les autres accusations, relevant de sa compétence, portées contre le délinquant à l'égard desquelles celui-ci consent à plaider coupable et plaide coupable et de déterminer la peine à infliger pour chacune, sauf s'il est d'avis qu'il est conforme à l'intérêt public que les autres accusations fassent l'objet de nouvelles poursuites;

c) peut prendre en considération les faits liés à la perpétration de l'infraction sur lesquels pourrait être fondée une accusation distincte.

No further proceedings

(2) The court shall note any facts considered in determining the sentence under paragraph (1)(c) on the information or indictment and no further proceedings may be taken with respect to the other offence unless the conviction for the offence of which the offender has been found guilty is set aside or quashed on appeal.

(2) Dans les cas visés à l'alinéa (1)c), les faits en question sont notés sur la dénonciation ou l'acte d'accusation et aucune autre poursuite ne peut être prise à leur égard, sauf si la déclaration de culpabilité pour laquelle la peine est infligée est écartée ou annulée en appel.

Autres faits

Offender may speak to sentence

726. Before determining the sentence to be imposed, the court shall ask whether the offender, if present, has anything to say.

726. Avant de déterminer la peine, le tribunal donne au délinquant, s'il est présent, la possibilité de lui présenter ses observations.

Observations du délinquant

Relevant information

726.1 In determining the sentence, a court shall consider any relevant information placed before it, including any representations or submissions made by or on behalf of the prosecutor or the offender.

726.1 Pour déterminer la peine, le tribunal prend en considération les éléments d'information pertinents dont il dispose, notamment les observations et les arguments du poursuivant et du délinquant ou de leur représentant.

Renseignements pertinents

Reasons for sentence

726.2 When imposing a sentence, a court shall state the terms of the sentence imposed, and the reasons for it, and enter those terms and reasons into the record of the proceedings.

726.2 Lors du prononcé de la peine, le tribunal donne ses motifs et énonce les modalités de la peine; les motifs et les modalités sont consignés au dossier de la poursuite.

Motifs

Previous conviction

727. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, no greater punishment shall be imposed on the offender by reason thereof unless the prosecutor satisfies the court that the offender, before making a plea, was notified that a greater punishment would be sought by reason thereof.

727. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée du fait de condamnations antérieures, aucune peine plus sévère ne peut lui être infligée de ce fait à moins que le poursuivant ne convainque le tribunal que le délinquant, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait.

Condamnations antérieures

Procedure

(2) Where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, the court shall, on application by the prosecutor and on being satisfied that the offender was

(2) Lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée en raison de condamnations antérieures, le tribunal, à la demande du poursuivant et lorsqu'il est

Procédure

notified in accordance with subsection (1), ask whether the offender was previously convicted and, if the offender does not admit to any previous convictions, evidence of previous convictions may be adduced.

Where
hearing *ex*
parte

(3) Where a summary conviction court holds a trial pursuant to subsection 803(2) and convicts the offender, the court may, whether or not the offender was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the offender and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.

Corporations

(4) Where, pursuant to section 623, the court proceeds with the trial of a corporation that has not appeared and pleaded and convicts the corporation, the court may, whether or not the corporation was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the corporation and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.

Section does
not apply

(5) This section does not apply to a person referred to in paragraph 745(b).

Sentence
justified by
any count

728. Where one sentence is passed on a verdict of guilty on two or more counts of an indictment, the sentence is good if any of the counts would have justified the sentence.

Proof of
certificate of
analyst

729. (1) In

(a) a prosecution for failure to comply with a condition in a probation order that the accused not have in possession or use drugs, or

(b) a hearing to determine whether the offender breached a condition of a conditional sentence that the offender not have in possession or use drugs,

a certificate purporting to be signed by an analyst stating that the analyst has analyzed or examined a substance and stating the result of the analysis or examination is admissible in 45

convaincu que le délinquant a reçu l'avis prévu au paragraphe (1), demande à ce dernier s'il a été condamné antérieurement et, s'il n'admet pas avoir été condamné antérieurement, la preuve de ces condamnations antérieures peut être présentée.

Auditions *ex*
parte

(3) La cour des poursuites sommaires qui tient un procès en conformité avec le paragraphe 803(2) et qui déclare le délinquant coupable peut faire des enquêtes et entendre des témoignages au sujet des condamnations antérieures, que le délinquant ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, elle peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

Cas d'une
personne
morale

(4) Lorsque, en conformité avec l'article 623, le tribunal procède au procès d'une personne morale accusée qui n'a pas comparu ni enregistré de plaidoyer, le tribunal peut faire enquête et entendre des preuves au sujet des condamnations antérieures, que l'accusée ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où de telles condamnations sont prouvées, il peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

Exception

(5) Le présent article ne s'applique pas à une personne visée à l'alinéa 745b).

Peine
justifiée par
un chef
d'accusation

728. Lorsqu'une seule peine est prononcée à la suite d'un verdict de culpabilité sur deux ou plusieurs chefs contenus dans un acte d'accusation, elle est valable si l'un des chefs l'eût justifiée.

Preuve du
certificat de
l'analyste

729. (1) Dans les poursuites pour manquement à une ordonnance de probation ou l'audience tenue pour statuer sur le manquement à une ordonnance de sursis — ordonnances intimant au délinquant de ne pas consommer de drogues ou de ne pas en avoir en sa possession —, le certificat, censé signé par l'analyste, déclarant qu'il a analysé ou examiné telle substance et donnant ses résultats est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire.

evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

5

Definition of
"analyst"

(2) In this section, "analyst" means a person designated as an analyst under the *Food and Drugs Act* or under the *Narcotic Control Act*.

(2) Dans le présent article, « analyste » s'entend au sens de la *Loi sur les aliments et drogues* et de la *Loi sur les stupéfiants*.

Définition de
« analyste »

Notice of
intention to
produce
certificate

(3) No certificate shall be admitted in 10 evidence unless the party intending to produce it has, before the trial or hearing, as the case may be, given reasonable notice and a copy of the certificate to the party against whom it is to be produced.

(3) Le certificat n'est recevable en preuve 5 que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant le procès ou l'audience, selon le cas, un préavis de son intention de produire le certi- 15 cat et une copie de celui-ci.

Préavis

Proof of
service

(4) Service of any certificate referred to in subsection (1) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

(4) La signification d'un certificat visé au 10 paragraphe (1) peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a 20 effectué la signification.

Preuve de
signification

Attendance
for
examination

(5) Notwithstanding subsection (4), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in 25 respect of the issue of proof of service.

(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal 15 peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire en ce qui concerne la 20 preuve de la signification.

Présence
pour
interrogatoire

Requiring
attendance of
analyst

(6) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for cross-examination.

(6) La partie contre laquelle est produit le 30 certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution de l'analyste pour le contre-interroger.

Présence de
l'analyste

Absolute and Conditional Discharges

Absolutions inconditionnelles et sous conditions

Absolute and
conditional
discharge

730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings 35 commenced against the accused, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, 40 instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).

730. (1) Le tribunal devant lequel compa- 25 raît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des poursuites engagées 30 contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance 35 qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prévues dans une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 731(2).

Absolutions
incondi-
tionnelles et
sous
conditions

45

Period for which appearance notice, etc., continues in force

(2) Subject to Part XVI, where an accused who has not been taken into custody or who has been released from custody under or by virtue of any provision of Part XVI pleads guilty of or is found guilty of an offence but is not convicted, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by the accused continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of the accused is made under subsection (1) unless, at the time the accused pleads guilty or is found guilty, the court, judge or justice orders that the accused be taken into custody pending such a disposition.

Effect of discharge

(3) Where a court directs under subsection (1) that an offender be discharged of an offence, the offender shall be deemed not to have been convicted of the offence except that

(a) the offender may appeal from the determination of guilt as if it were a conviction in respect of the offence;

(b) the Attorney General and, in the case of summary conviction proceedings, the informant or the informant's agent may appeal from the decision of the court not to convict the offender of the offence as if that decision were a judgment or verdict of acquittal of the offence or a dismissal of the information against the offender; and

(c) the offender may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence.

Where person bound by probation order convicted of offence

(4) Where an offender who is bound by the conditions of a probation order made at a time when the offender was directed to be discharged under this section is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, the court that made the probation order may, in addition to or in lieu of exercising its authority under subsection 732.2(5), at any time when it may take action under that subsection, revoke the discharge, convict the offender of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could

(2) Sous réserve de la partie XVI, lorsque l'accusé qui n'a pas été mis sous garde ou qui a été mis en liberté aux termes ou en vertu de la partie XVI plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction mais n'est pas condamné, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui demeure en vigueur, sous réserve de ses dispositions, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) à moins que, au moment où il plaide coupable ou est reconnu coupable, le tribunal, le juge ou le juge de paix n'ordonne qu'il soit mis sous garde en attendant cette décision.

Effet de la sommation, de la citation à comparaître, etc.

(3) Le délinquant qui est absous en conformité avec le paragraphe (1) est réputé ne pas avoir été condamné à l'égard de l'infraction; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

Conséquence de l'absolution

a) le délinquant peut interjeter appel du verdict de culpabilité comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution;

b) le procureur général ou, dans le cas de poursuites sommaires, le dénonciateur ou son mandataire peut interjeter appel de la décision du tribunal de ne pas condamner le délinquant à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution comme s'il s'agissait d'un jugement ou d'un verdict d'acquiescement de l'infraction ou d'un rejet de l'accusation portée contre lui;

c) le délinquant peut plaider *autrefois convict* relativement à toute inculpation subséquente relative à l'infraction.

Déclaration de culpabilité d'une personne soumise à une ordonnance de probation

(4) Lorsque le délinquant soumis aux conditions d'une ordonnance de probation rendue à une époque où son absolution a été ordonnée en vertu du présent article est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu d'exercer le pouvoir que lui confère le paragraphe 732.2(5), à tout moment où il peut prendre une mesure en vertu de ce paragraphe, annuler l'absolution, déclarer le délinquant coupable de l'infraction

have been imposed if the offender had been convicted at the time of discharge, and no appeal lies from a conviction under this subsection where an appeal was taken from the order directing that the offender be discharged.

Probation

Making of
probation
order

731. (1) Where a person is convicted of an offence, a court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,

- (a) if no minimum punishment is prescribed by law, suspend the passing of sentence and direct that the offender be released on the conditions prescribed in a probation order; 15 or
- (b) in addition to fining or sentencing the offender to imprisonment for a term not exceeding two years, direct that the offender comply with the conditions prescribed in 20 a probation order.

Idem

(2) A court may also make a probation order where it discharges an accused under subsection 730(1).

Firearm, etc.,
prohibitions

731.1 (1) Before making a probation order, 25 the court shall consider whether section 100 is applicable.

Idem

(2) For greater certainty, a condition of a probation order referred to in paragraph 732.1(3)(d) does not affect the operation of 30 section 100.

Intermittent
sentence

732. (1) Where the court imposes a sentence of imprisonment of ninety days or less on an offender convicted of an offence, whether in default of payment of a fine or otherwise, the 35 court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and the availability of appropriate accommodation to ensure compliance 40 with the sentence, order

- (a) that the sentence be served intermittently at such times as are specified in the order; and

à laquelle se rapporte l'absolution et infliger toute peine qui aurait pu être infligée s'il avait été déclaré coupable au moment de son absolution; il ne peut être interjeté appel d'une 5 déclaration de culpabilité prononcée en vertu 5 du présent paragraphe lorsqu'il a été fait appel de l'ordonnance prescrivant que le délinquant soit absous.

Probation

731. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu 10 l'âge et la réputation du délinquant, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise :

- a) dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale 15 est prévue par la loi, surseoir au prononcé de la peine et ordonner que le délinquant soit libéré selon les conditions prévues dans une ordonnance de probation;
- b) en plus d'infliger une amende au délin- 20 quant ou de le condamner à un emprisonnement maximal de deux ans, ordonner que le délinquant se conforme aux conditions prévues dans une ordonnance de probation.

(2) Le tribunal peut aussi rendre une 25 ordonnance de probation qui s'applique à l'accusé absous aux termes du paragraphe 730(1).

731.1 (1) Avant de rendre une ordonnance de probation, le tribunal vérifie l'applicabilité 30 de l'article 100.

(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 732.1(3)(d) à une ordonnance de probation ne porte pas atteinte à l'application de l'article 100. 35

732. (1) Le tribunal qui déclare le délinquant coupable d'une infraction et le condamne à un emprisonnement maximal de quatre-vingt-dix jours pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, peut, compte 40 tenu de l'âge et de la réputation du délinquant, de la nature de l'infraction, des circonstances dans lesquelles elle a été commise et de la disponibilité d'un établissement adéquat pour purger la peine, ordonner : 45

- a) que la peine soit purgée de façon discontinue aux moments prévus par l'ordonnance;

Prononcé de
l'ordonnance
de probation

Cas
d'absolution

Armes à feu

Application
de l'article 100

Peines
discontinues

(b) that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order when not in confinement during the period that the sentence is being served and, if the court so orders, on release from prison after completing the intermittent sentence. 5

Application to vary intermittent sentence

(2) An offender who is ordered to serve a sentence of imprisonment intermittently may, on giving notice to the prosecutor, apply to the court that imposed the sentence to allow it to be served on consecutive days. 10

Court may vary intermittent sentence if subsequent offence

(3) Where a court imposes a sentence of imprisonment on a person who is subject to an intermittent sentence in respect of another offence, the unexpired portion of the intermittent sentence shall be served on consecutive days unless the court otherwise orders. 15

Definitions

"change"
« modification »

732.1 (1) In this section and section 732.2, "change", in relation to optional conditions, includes deletions and additions; 20

"optional conditions"
« conditions facultatives »

"optional conditions" means the conditions referred to in subsection (3).

Compulsory conditions of probation order

(2) The court shall prescribe, as conditions of a probation order, that the offender do all of the following:

(a) keep the peace and be of good behaviour;

(b) appear before the court when required to do so by the court; and

(c) notify the court or the probation officer in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the probation officer of any change of employment or occupation. 30

Optional conditions of probation order

(3) The court may prescribe, as additional conditions of a probation order, that the offender do one or more of the following:

(a) report to a probation officer

(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the probation order, and

(ii) thereafter, when required by the probation officer and in the manner directed by the probation officer; 40

b) au délinquant de se conformer aux conditions prévues par l'ordonnance pendant toute période où il purge sa peine hors de la prison et de s'y conformer dès sa sortie de prison. 5

(2) À la condition d'en informer au préalable le poursuivant, le délinquant qui purge une peine à exécution discontinue peut demander au tribunal qui a infligé la peine de lui permettre de la purger de façon continue. 10

(3) Lorsque le tribunal inflige une peine d'emprisonnement au délinquant purgeant déjà une peine discontinue pour une autre infraction, la partie non purgée de cette peine est, sous réserve d'une ordonnance du tribunal au contraire, purgée de façon continue. 15

732.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 732.2.

« conditions facultatives » Les conditions prévues au paragraphe (3). 20

« modification » Comprend, en ce qui concerne les conditions facultatives, les suppressions et les adjonctions.

(2) Le tribunal assortit l'ordonnance de probation des conditions suivantes, intimant au délinquant :

a) de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite;

b) de répondre aux convocations du tribunal; 30

c) de prévenir le tribunal ou l'agent de probation de ses changements d'adresse ou de nom et de les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.

(3) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de probation de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :

a) de se présenter à l'agent de probation :

(i) dans les deux jours ouvrables suivant l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal, 40

(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de probation;

Demande de l'accusé

Modification de la peine discontinue.

Définitions

« conditions facultatives »
"optional conditions"

« modification »
"change"

Conditions obligatoires

Conditions facultatives

(b) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the probation officer;

(c) abstain from

(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or

(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription;

(d) abstain from owning, possessing or 10 carrying a weapon;

(e) provide for the support or care of dependants;

(f) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding eight- 15 een months;

(g) if the offender agrees, and subject to the program director's acceptance of the offender, participate actively in a treatment program approved by the province; and 20

(h) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for protecting society and for facilitating the offender's successful 25 reintegration into the community.

(4) A probation order may be in Form 46, and the court that makes the probation order shall specify therein the period for which it is to remain in force.

(5) A court that makes a probation order shall

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of 35 subsections 732.2(3) and (5) and section 733.1, and

(iii) an explanation of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions; and 40

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

732.2 (1) A probation order comes into 45 force

b) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de probation;

c) de s'abstenir de consommer :

(i) de l'alcool ou d'autres substances 5 toxiques,

(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;

d) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme; 10

e) de prendre soin des personnes à sa charge et de subvenir à leurs besoins;

f) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale de dix-huit mois; 15

g) si le délinquant y consent et le directeur du programme l'accepte, de participer activement à un programme de traitement approuvé par la province;

h) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour assurer la protection de la société et faciliter la réinsertion sociale du délinquant. 25

(4) L'ordonnance de probation peut être rédigée selon la formule 46 et le tribunal qui rend l'ordonnance y précise la durée de son 30 application.

(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de 30 probation :

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des paragraphes 732.2(3) et (5) et de l'article 35 733.1,

(iii) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3); 40

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies en application de l'alinéa a).

732.2 (1) L'ordonnance de probation entre 45 en vigueur :

Form and period of order

Proceedings on making order

Coming into force of order

Forme et période de validité de l'ordonnance

Procédure

Entrée en vigueur de l'ordonnance

- (a) on the date on which the order is made;
- (b) where the offender is sentenced to imprisonment under paragraph 731(1)(b) or was previously sentenced to imprisonment for another offence, as soon as the offender is released from prison or, if released from prison on conditional release, at the expiration of the sentence of imprisonment; or
- (c) where the offender is under a conditional sentence, at the expiration of the conditional sentence.

- a) à la date à laquelle elle est rendue;
- b) dans le cas où le délinquant est condamné à l'emprisonnement en vertu de l'alinéa 731(1)b), ou a été condamné antérieurement à l'emprisonnement pour une autre infraction, dès sa sortie de prison, ou, s'il est libéré sous condition, à la fin de sa période d'emprisonnement;
- c) lorsque le délinquant a été condamné avec sursis, à la fin de la période de sursis.

Duration of
order and
limit on term
of order

(2) Subject to subsection (5),

- (a) where an offender who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, or is imprisoned under paragraph 731(1)(b) in default of payment of a fine, the order continues in force except in so far as the sentence renders it impossible for the offender for the time being to comply with the order; and
- (b) no probation order shall continue in force for more than three years after the date on which the order came into force.

(2) Sous réserve du paragraphe (5) :

- a) lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, ou est emprisonné aux termes de l'alinéa 731(1)b) pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance reste en vigueur, sauf dans la mesure où la peine met temporairement le délinquant dans l'impossibilité de se conformer à l'ordonnance;
- b) la durée d'application maximale d'une ordonnance de probation est de trois ans.

Durée de
l'ordonnance
et limite de sa
validité

Changes to
probation
order

(3) A court that makes a probation order may at any time, on application by the offender, the probation officer or the prosecutor, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and one or both of the probation officer and the prosecutor,

- (a) make any changes to the optional conditions that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in the circumstances since those conditions were prescribed,
- (b) relieve the offender, either absolutely or on such terms or for such period as the court deems desirable, of compliance with any optional condition, or
- (c) decrease the period for which the probation order is to remain in force,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions, inform the offender of its action and give the offender a copy of the order so endorsed.

(3) Le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation peut, à tout moment, sur demande du délinquant, de l'agent de probation ou du poursuivant, ordonner au délinquant de comparaître devant lui et, après audition du délinquant d'une part et du poursuivant et de l'agent de probation, ou de l'un de ceux-ci, d'autre part :

- a) apporter aux conditions facultatives de l'ordonnance les modifications qu'il estime justifiées eu égard aux modifications des circonstances survenues depuis qu'elle a été rendue;
- b) relever le délinquant, soit complètement, soit selon les modalités ou pour la période qu'il estime souhaitables, de l'obligation d'observer une condition facultative;
- c) abréger la durée d'application de l'ordonnance.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les

Modification
de
l'ordonnance

Judge may act
in chambers

(4) All the functions of the court under subsection (3) may be exercised in chambers.

Where person
convicted of
offence

(5) Where an offender who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, and

(a) the time within which an appeal may be taken against that conviction has expired and the offender has not taken an appeal,

(b) the offender has taken an appeal against that conviction and the appeal has been 10 dismissed, or

(c) the offender has given written notice to the court that convicted the offender that the offender elects not to appeal the conviction or has abandoned the appeal, as the case 15 may be,

in addition to any punishment that may be imposed for that offence, the court that made the probation order may, on application by the prosecutor, require the offender to appear be- 20 fore it and, after hearing the prosecutor and the offender,

(d) where the probation order was made under paragraph 731(1)(a), revoke the order and impose any sentence that could 25 have been imposed if the passing of sentence had not been suspended, or

(e) make such changes to the optional conditions as the court deems desirable, or extend the period for which the order is to 30 remain in force for such period, not exceeding one year, as the court deems desirable,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions or extends the period 35 for which the order is to remain in force, inform the offender of its action and give the offender a copy of the order so endorsed.

conditions facultatives, il en informe le délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(4) Les attributions conférées au tribunal par le paragraphe (3) peuvent être exercées par 5 le juge en chambre.

Juge en
chambre

(5) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable 5 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, et que, selon le cas : 10

Cas de
perpétration
d'une
infraction

a) le délai durant lequel un appel de cette déclaration de culpabilité peut être interjeté est expiré ou le délinquant n'a pas interjeté appel,

b) il a interjeté appel de cette déclaration de 15 culpabilité et l'appel a été rejeté,

c) il a donné avis écrit au tribunal qui l'a déclaré coupable qu'il a choisi de ne pas interjeter appel de cette déclaration de culpabilité ou d'abandonner son appel, 20 selon le cas,

en sus de toute peine qui peut être infligée pour cette infraction, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, à la demande du poursuivant, ordonner au délinquant de com- 25 paraître devant lui et, après audition du poursuivant et du délinquant :

d) lorsque l'ordonnance de probation a été rendue aux termes de l'alinéa 731(1)a), révoquer l'ordonnance et infliger toute 30 peine qui aurait pu être infligée si le prononcé de la peine n'avait pas été suspendu;

e) apporter aux conditions facultatives les modifications qu'il estime souhaitables ou 35 prolonger la durée d'application de l'ordonnance pour la période, d'au plus un an, qu'il estime souhaitable.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les 40 conditions facultatives de l'ordonnance ou en prolonge la durée d'application, il en informe le délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.

Compelling
appearance of
person bound

(6) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) and (5).

(6) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues aux paragraphes (3) et (5).

Comparution
forcée de la
personne
soumise à
l'ordonnance

Transfer of
order

733. (1) Where an offender who is bound by a probation order becomes a resident of, or is convicted or discharged under section 730 of an offence including an offence under section 733.1 in, a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may,

733. (1) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, ou y est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 730 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de probation et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le délinquant y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.

Transfert
d'une
ordonnance

(a) on the application of a probation officer, and

(b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation ou à qui une ordonnance de probation a été transférée en vertu du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une compétence équivalente dans la même province.

Incapacité
d'agir du
tribunal

Where court
unable to act

(2) Where a court that has made a probation order or to which a probation order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the probation order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

Failure to
comply with
probation
order

733.1 (1) An offender who is bound by a probation order and who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with that order is guilty of

733.1 (1) Le délinquant qui, sans excuse raisonnable, omet ou refuse de se conformer à l'ordonnance de probation à laquelle il est soumis est coupable :

Défaut de se
conformer à
une
ordonnance

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

(b) an offence punishable on summary conviction and is liable to imprisonment for

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement

a term not exceeding eighteen months, or to a fine not exceeding two thousand dollars, or both.

maximal de dix-huit mois et d'une amende maximale de deux mille dollars, ou de l'une de ces peines.

Where accused may be tried and punished

(2) An accused who is charged with an offence under subsection (1) may be tried and punished by any court having jurisdiction to try that offence in the place where the offence is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the offence is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that offence shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province.

(2) Le délinquant qui est inculqué d'une infraction aux termes du paragraphe (1) peut être jugé et condamné par tout tribunal compétent au lieu où l'infraction est présumée avoir été commise, ou au lieu où il est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où l'infraction est présumée avoir été commise, aucune poursuite concernant cette infraction ne peut être engagée en ce lieu sans le consentement du procureur général de la province.

Tribunal compétent

Fines and Forfeiture

Amendes et confiscations

Power of court to impose fine

734. (1) A court that convicts a person, other than a corporation, of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, may, in addition to or in lieu of any other sanction that the court is authorized to impose, fine the offender, subject to subsection (2), by making an order under section 734.1.

734. (1) Le tribunal qui déclare une personne, autre qu'une personne morale, coupable d'une infraction autre qu'une infraction punissable d'une période minimale d'emprisonnement peut, sous réserve du paragraphe (2), lui infliger une amende par ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1, en sus ou au lieu de toute autre peine qu'il peut infliger.

Infliction des amendes

Offender's ability to pay

(2) A court may fine an offender under this section only if the court is satisfied that the offender is able to pay the fine, or discharge it under section 736.

(2) Le tribunal ne peut infliger l'amende prévue au présent article que s'il est convaincu que le délinquant a la capacité de la payer ou de s'en acquitter en application de l'article 736.

Capacité de payer

Meaning of default of payment

(3) For the purposes of this section and sections 734.1 to 737, a person is in default of payment of a fine if the fine has not been paid in full by the time set out in the order made under section 734.1.

(3) Pour l'application du présent article et des articles 734.1 à 737, est en défaut de paiement d'une amende la personne qui ne s'en est pas acquittée intégralement à la date prévue par l'ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1.

Défaut de paiement

Imprisonment in default of payment

(4) Where an offender is fined under this section, a term of imprisonment, determined in accordance with subsection (5), shall be deemed to be imposed in default of payment of the fine.

(4) Est réputée infligée, pour défaut de paiement intégral de l'amende infligée aux termes du présent article, la période d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe (5).

Emprisonnement pour défaut de paiement

Determination of term

(5) The length, in days, of the term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of

(5) Le nombre de jours — arrondi à l'unité inférieure — de la période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est le moins élevé des nombres suivants :

Durée de l'emprisonnement

(a) a fraction of which

a) une fraction dont :

(i) the numerator is the aggregate of

(A) the unpaid amount of the fine, and
(B) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, calculated in accordance with regulations made under subsection (7), 5 and

(ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in which the fine was imposed, rounded down to the nearest whole number of days, and

(b) the maximum term of imprisonment, expressed in days, that the court could itself impose on conviction. 15

Moneys found on offender

(6) All or any part of a fine imposed under this section may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of 20 or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.

Provincial regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations respecting 25 the calculation of the costs and charges referred to in Clause (5)(a)(i)(B) and in paragraph 734.8(1)(b).

Terms of order imposing fine

734.1 A court that fines an offender under section 734 shall do so by making an order that 30 clearly sets out

- (a) the amount of the fine;
- (b) the manner in which the fine is to be paid;
- (c) the time or times by which the fine, or 35 any portion thereof, must be paid; and
- (d) such other terms respecting the payment of the fine as the court deems appropriate.

Proceedings on making order

734.2 A court that makes an order under section 734.1 shall 40

- (a) cause to be given to the offender
 - (i) a copy of the order,
 - (ii) an explanation of the substance of sections 734 to 734.8 and 736,

(i) le numérateur est la somme des montants suivants :

(A) le montant impayé de l'amende,

(B) les frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en 5 défaut de paiement d'une amende calculés conformément aux règlements d'application du paragraphe (7),

(ii) le dénominateur est égal à huit fois le taux horaire du salaire minimum en 10 vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée;

b) le nombre maximal de jours d'emprisonnement que le tribunal peut infliger.

(6) Le tribunal peut ordonner que toute 15 somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application du présent article, s'il est convaincu que person- 20 ne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.

Somme trouvée sur le délinquant

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut prendre des règlements concernant le calcul des frais et dépens visés 25 à la division (5)a)(i)(B) et à l'alinéa 734.8(1)b).

Règlements provinciaux

734.1 Le tribunal qui inflige l'amende prévue à l'article 734 rend une ordonnance établissant clairement, en ce qui concerne l'amende : 30

- a) le montant;
- b) les modalités du paiement;
- c) l'échéance du paiement;
- d) les autres conditions du paiement que le tribunal estime indiquées. 35

Contenu de l'ordonnance

734.2 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 : 40

- a) fait donner au délinquant :
 - (i) une copie de l'ordonnance,
 - (ii) une explication du contenu des arti- 40 cles 734 à 734.8 et de l'article 736,

Procédure

(iii) an explanation of available programs referred to in section 736 and of the procedure for applying for admission to such programs, and

(iv) an explanation of the procedure for applying under section 734.3 for a change in the terms of the order; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under 10 paragraph (a).

(iii) une explication des programmes visés à l'article 736 et des modalités d'admission à ceux-ci,

(iv) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions de l'ordonnance prévue à l'article 734.3;

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies aux termes de l'alinéa a).

Change in terms of order

734.3 A court that makes an order under section 734.1, or a person designated, either by name or by title of office, by that court, may, on application by or on behalf of the offender, subject to any rules made by the court under section 482, change any term of the order except the amount of the fine, and any reference in this section and sections 734, 734.1, 734.2 and 734.6 to an order shall be read as including a reference to the order as changed pursuant to this section.

734.3 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 ou la personne désignée — par son nom ou par son titre — par celui-ci peut, sur demande présentée par le délinquant ou pour son compte, sous réserve des règles établies par le tribunal aux termes de l'article 482, modifier une condition de l'ordonnance autre que le montant de l'amende, et la mention d'une ordonnance au présent article et aux articles 734, 734.1, 734.2 et 734.6 vaut mention de l'ordonnance modifiée aux termes du présent article.

Modification des conditions de l'ordonnance

Proceeds to go to provincial treasurer

734.4 (1) Where a fine or forfeiture is imposed or a recognizance is forfeited and no provision, other than this section, is made by law for the application of the proceeds thereof, the proceeds belong to Her Majesty in right of the province in which the fine or forfeiture was imposed or the recognizance was forfeited, and shall be paid by the person who receives them to the treasurer of that province.

734.4 (1) Lorsqu'une amende ou une confiscation est infligée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition autre que le présent article n'est prévue par la loi pour l'application de son produit, celui-ci est attribué à Sa Majesté du chef de la province où l'amende ou la confiscation a été infligée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au Trésor de cette province.

Attribution du produit au Trésor provincial

Proceeds to go to Receiver General for Canada

(2) Where

(a) a fine or forfeiture is imposed

(i) in respect of a contravention of a revenue law of Canada,

(ii) in respect of a breach of duty or malfeasance in office by an officer or employee of the Government of Canada, or

(iii) in respect of any proceedings instituted at the instance of the Government of Canada in which that government bears the costs of prosecution, or

(2) Le produit d'une amende, d'une confiscation ou d'un engagement est attribué à Sa Majesté du chef du Canada et est versé au receveur général par la personne qui le reçoit lorsque :

a) l'amende ou la confiscation est infligée :

(i) soit pour violation d'une loi fiscale fédérale,

(ii) soit pour abus de fonction ou prévarication de la part d'un fonctionnaire ou d'un employé du gouvernement du Canada,

(iii) soit à l'égard de toute poursuite intentée sur l'instance du gouvernement

Attribution du produit au receveur général

(b) a recognizance in connection with proceedings mentioned in paragraph (a) is forfeited,

the proceeds of the fine, forfeiture or recognizance belong to Her Majesty in right of Canada and shall be paid by the person who receives them to the Receiver General.

Direction for
payment to
municipality

(3) Where a provincial, municipal or local authority bears, in whole or in part, the expense of administering the law under which a fine or forfeiture is imposed or under which proceedings are taken in which a recognizance is forfeited,

(a) the Lieutenant Governor in Council of a province may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of the province shall be paid to that authority; and

(b) the Governor in Council may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of Canada shall be paid to that authority.

Licences,
permits, etc.

734.5 Where an offender is in default of payment of a fine,

(a) the person responsible, by or under an Act of the legislature of the province to whom the proceeds of the fine belong by virtue of subsection 734.4(1), for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender; or

(b) where the proceeds of the fine belong to Her Majesty in right of Canada by virtue of subsection 734.4(2), the person responsible, by or under an Act of Parliament, for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender.

du Canada et dans laquelle ce gouvernement supporte les frais de la poursuite;

b) l'engagement relatif à des poursuites visées à l'alinéa a) est confisqué.

(3) Lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en tout ou en partie les frais d'application de la loi qui prévoit une amende ou une confiscation ou la confiscation d'un engagement dans le cadre d'une poursuite :

a) le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

b) le gouverneur en conseil peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef du Canada soit versé à cette autorité.

734.5 Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende :

a) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef d'une province en application du paragraphe 734.4(1), la personne responsable, sous le régime d'une loi de la province, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser de délivrer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant;

b) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada en application du paragraphe 734.4(2), la personne responsable, sous le régime d'une loi fédérale, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser d'octroyer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant.

Attribution
du produit à
une autorité
locale

Licences,
permis, etc.

Civil
enforcement
of fines,
forfeiture

734.6 (1) Where

(a) an offender is in default of payment of a fine, or

(b) a forfeiture imposed by law is not paid as required by the order imposing it,

then, in addition to any other method provided by law for recovering the fine or forfeiture,

(c) the Attorney General of the province to whom the proceeds of the fine or forfeiture belong, or

(d) the Attorney General of Canada, where the proceeds of the fine or forfeiture belong to Her Majesty in right of Canada,

may, by filing the order, enter as a judgment the amount of the fine or forfeiture, and costs, if any, in any civil court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount.

Effect of
filing order

(2) An order that is entered as a judgment under this section is enforceable in the same manner as if it were a judgment obtained by the Attorney General of the province or the Attorney General of Canada, as the case may be, in civil proceedings.

Warrant of
committal

734.7 (1) Where time has been allowed for payment of a fine, the court shall not issue a warrant of committal in default of payment of the fine

(a) until the expiration of the time allowed for payment of the fine in full; and

(b) unless the court is satisfied

(i) that the mechanisms provided by sections 734.5 and 734.6 are not appropriate in the circumstances, or

(ii) that the offender has, without reasonable excuse, refused to pay the fine or discharge it under section 736.

Reasons for
committal

(2) Where no time has been allowed for payment of a fine and a warrant committing the offender to prison for default of payment of the fine is issued, the court shall state in the warrant the reason for immediate committal.

734.6 (1) Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende ou lorsqu'une confiscation est imposée par la loi, le procureur général de la province ou le procureur général du Canada, selon l'autorité à laquelle le produit de l'amende ou de la confiscation est attribué, peut, en plus des autres recours prévus par la loi, par le dépôt du jugement infligeant l'amende ou de l'ordonnance de confiscation, faire inscrire ce produit, ainsi que les frais éventuels, au tribunal civil compétent.

Exécution
civile

(2) L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du procureur général de la province ou du procureur général du Canada, selon le cas.

Conséquences du dépôt de l'ordonnance

734.7 (1) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé, l'émission d'un mandat d'incarcération par le tribunal à défaut du paiement de l'amende est subordonné aux conditions suivantes :

a) le délai accordé pour le paiement intégral de l'amende est expiré;

b) le tribunal est convaincu que l'application des articles 734.5 et 734.6 n'est pas justifiée dans les circonstances ou que le délinquant a, sans excuse raisonnable, refusé de payer l'amende ou de s'en acquitter

Mandat d'incarcération

(2) Si aucun délai de paiement n'a été accordé et qu'un mandat ordonnant l'incarcération du délinquant à défaut du paiement de l'amende est délivré, le tribunal énonce dans le mandat le motif de l'incarcération immédiate.

Motifs d'incarcération

Compelling appearance of person bound

(3) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under paragraph (1)(b).

(3) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues à l'alinéa (1)b.

Comparution forcée de la personne soumise à l'ordonnance

Effect of imprisonment

(4) The imprisonment of an offender for default of payment of a fine terminates the operation of sections 734.5 and 734.6 in relation to that fine.

(4) L'emprisonnement du délinquant pour défaut de paiement d'une amende met fin à l'application des articles 734.5 et 734.6 à cette amende.

Effet de l'emprisonnement

Definition of "penalty"

734.8 (1) In this section, "penalty" means 10 the aggregate of

734.8 (1) Au présent article, « peine » 10 s'entend de la somme des montants suivants :

Définition de « peine »

(a) the fine, and

a) les amendes;

(b) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, calculated in accordance with regulations made 15 under subsection 734(7).

b) les frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende calculés conformément aux règlements d'application du paragraphe 734(7).

Reduction of imprisonment on part payment

(2) Where a person is imprisoned in default of payment of a fine, the term of imprisonment shall, on payment of a part of the penalty, whether the payment was made before or after 20 the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total penalty.

(2) Lorsqu'un emprisonnement est infligé pour défaut de paiement d'une amende, il est réduit, sur paiement d'une partie de la peine, 20 que le paiement ait été fait avant ou après la délivrance d'un mandat d'incarcération, du nombre de jours ayant le même rapport avec la durée de l'emprisonnement qu'entre le paiement partiel et la peine globale.

Réduction de l'emprisonnement en cas de paiement partiel

Minimum that can be accepted

(3) No amount offered in part payment of a 25 penalty shall be accepted unless it is sufficient to secure a reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no part payment shall be accepted until any fee that is payable 30 in respect of the warrant or its execution has been paid.

(3) Aucun somme offerte en paiement partiel d'une peine ne peut être acceptée, à moins qu'elle ne soit suffisante pour assurer une réduction de peine d'un nombre entier de jours, et, lorsqu'un mandat d'incarcération a 30 été délivré, aucun paiement partiel ne peut être accepté tant que les frais afférents au mandat ou à son exécution n'ont pas été acquittés.

Paiement minimal

To whom payment made

(4) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the prisoner or to such other person as the 35 Attorney General directs.

(4) Le paiement prévu au présent article 35 peut être effectué à la personne qui a la garde légale du prisonnier ou à toute autre personne que désigne le procureur général.

Destinataire du paiement

Application of money paid

(5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim fine surcharge imposed under 40 subsection 737(1), and thereafter to payment of any part of the fine that remains unpaid.

(5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais 40 et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1) et enfin au paiement de toute partie de l'amende demeurant non acquittée.

Affectation de la somme versée

Fines on corporations

735. (1) A corporation that is convicted of an offence is liable, in lieu of any imprisonment that is prescribed as punishment for that offence, to be fined in an amount, except where otherwise provided by law,

- (a) that is in the discretion of the court, where the offence is an indictable offence; or
- (b) not exceeding twenty-five thousand dollars, where the offence is a summary 10 conviction offence.

Civil enforcement of fines

(2) Section 734.6 applies, with such modifications as the circumstances require, where a fine imposed under subsection (1) or under any other Act of Parliament is not paid 15 forthwith.

Fine option program

736. (1) An offender who is fined under section 734 may, whether or not the offender is serving a term of imprisonment imposed in default of payment of the fine, discharge the fine in whole or in part by earning credits for work performed during a period not greater than two years in a program established for that purpose by the Lieutenant Governor in Council

- (a) of the province in which the fine was imposed, or
- (b) of the province in which the offender resides, where an appropriate agreement is in effect between the government of that 30 province and the government of the province in which the fine was imposed,

if the offender is admissible to such a program.

Credits and other matters

(2) A program referred to in subsection (1) shall determine the rate at which credits are 35 earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.

Deemed payment

(3) Credits earned for work performed as 40 provided by subsection (1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payment in respect of a fine.

Federal-provincial agreement

(4) Where, by virtue of subsection 734.4(2), the proceeds of a fine belong to Her Majesty 45 in right of Canada, an offender may discharge the fine in whole or in part in a fine option

735. (1) Sauf disposition contraire de la loi, la personne morale déclarée coupable d'une infraction est passible, au lieu de toute peine d'emprisonnement prévue pour cette infrac- 5 tion, d'une amende :

- a) dont le montant est fixé par le tribunal, si l'infraction est un acte criminel;
- b) maximale de vingt-cinq mille dollars, si l'infraction est punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 10

(2) L'article 734.6 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une amende infligée en application du paragraphe (1) ou d'une autre loi fédérale et non acquittée sur-le-champ. 15

736. (1) Le délinquant condamné au paiement d'une amende au terme de l'article 734, qu'il purge ou non une peine d'emprisonnement pour défaut de paiement de celle-ci, peut s'acquitter de l'amende en tout ou en partie 20 par acquisition de crédits au titre de travaux réalisés, sur une période maximale de deux ans, dans le cadre d'un programme, auquel il est admissible, établi à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil : 25

- a) soit de la province où l'amende a été infligée;
- b) soit de la province de résidence du délinquant, lorsque le gouvernement de celle-ci et celui de la province où la peine a 30 été infligée ont conclu un accord en vigueur à cet effet.

(2) Le programme visé au paragraphe (1) détermine le taux auquel les crédits sont 35 acquis et peut prévoir la manière de créditer les sommes gagnées à l'acquittement de l'amende ainsi que toute autre mesure nécessaire ou accessoire à sa réalisation.

(3) Les crédits visés au paragraphe (1) sont, pour l'application de la présente loi, réputés 40 constituer le paiement de l'amende.

(4) Dans le cas où, en application du paragraphe 734.4(2), le produit d'une amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada, le délinquant peut s'acquitter de l'amende en 45

Amendes infligées aux personnes morales

Exécution civile

Mode facultatif de paiement d'une amende

Taux, crédits, etc.

Présomption

Entente fédéro-provinciale

program of a province pursuant to subsection (1), where an appropriate agreement is in effect between the government of the province and the Government of Canada.

Victim fine
surcharge

737. (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under this Act or Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council under subsection (5),

subject to such terms and conditions as may be prescribed by those regulations.

Exception

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

Written
reasons for
not making
order

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

Amounts
applied to aid
victims

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

tout ou en partie dans le cadre d'un programme provincial visé au paragraphe (1) lorsque le gouvernement de la province et celui du Canada ont conclu un accord en vigueur à cet effet.

5

737. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque le délinquant est condamné — ou absous aux termes de l'article 730 — pour une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine infligée au délinquant, d'ordonner à celui-ci de verser une suramende compensatoire, sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du paragraphe (5) pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :

10

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par ces règlements.

20

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) si le délinquant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

30

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, sont rendus par écrit.

35

(4) Les suramendes compensatoires visées au paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

40

Suramende
compensa-
toire

Exception

Motifs écrits

Affectation
des
suramendes
compensa-
toires

Regulations

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou le mode de calcul de celui-ci — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

Règlements

Enforcement

(6) Subsections 734(2) to (4) and sections 10 734.1, 734.3 and 734.7 apply, and section 736 does not apply, in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).

(6) Les paragraphes 734(2) à (4) et les articles 734.1, 734.3 et 734.7 — à l'exception 10 de l'article 736 — s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1).

Exécution

Restitution

Restitution to victims of offences

738. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence, 15 the court imposing sentence on or discharging the offender may, on application of the Attorney General or on its own motion, in addition to any other measure imposed on the offender, order that the offender make restitution to another person as follows:

(a) in the case of damage to, or the loss or destruction of, the property of any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding the replacement value of the property as of the date the order is imposed, less the value of any part of the property that is returned to that person as of the date it is 30 returned, where the amount is readily ascertainable;

(b) in the case of bodily harm to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the 35 offender, by paying to the person an amount not exceeding all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily harm, where the amount is readily ascertainable; and 40

(c) in the case of bodily harm or threat of bodily harm to the offender's spouse or child, or any other person, as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, where the 45

Dédommagement

Dédommagement

738. (1) Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730, 15 le tribunal qui inflige la peine ou prononce l'absolution peut, en plus de toute autre mesure, à la demande du procureur général ou d'office, lui ordonner :

a) dans le cas où la perte ou la destruction 20 des biens d'une personne — ou le dommage qui leur a été causé — est imputable à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser à cette personne des 25 dommages-intérêts non supérieurs à la valeur de remplacement des biens à la date de l'ordonnance moins la valeur — à la date de la restitution — de la partie des biens qui été restituée à celle-ci, si cette 30 valeur peut être facilement déterminée;

b) dans le cas où les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du 35 délinquant, de verser à cette personne des dommages-intérêts non supérieurs à la valeur des dommages pécuniaires, notamment la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ces dommages 40 peuvent être facilement déterminés;

c) dans le cas où les blessures corporelles ou la menace de blessures corporelles infligées par le délinquant à une personne demeurant avec lui, notamment son conjoint ou un de 45

spouse, child or other person was a member of the offender's household at the relevant time, by paying to the person in question, independently of any amount ordered to be paid under paragraphs (a) and (b), an amount not exceeding actual and reasonable expenses incurred by that person, as a result of moving out of the offender's household, for temporary housing, food, child care and transportation, where the amount is readily ascertainable.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations precluding the inclusion of provisions on enforcement of restitution orders as an optional condition of a probation order or of a conditional sentence order.

Restitution to persons acting in good faith

739. Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence and

(a) any property obtained as a result of the commission of the offence has been conveyed or transferred for valuable consideration to a person acting in good faith and without notice, or

(b) the offender has borrowed money on the security of that property from a person acting in good faith and without notice,

the court may, where that property has been returned to the lawful owner or the person who had lawful possession of that property at the time the offence was committed, order the offender to pay as restitution to the person referred to in paragraph (a) or (b) an amount not exceeding the amount of consideration for that property or the total amount outstanding in respect of the loan, as the case may be.

Priority to restitution

740. Where the court finds it applicable and appropriate in the circumstances of a case to make, in relation to an offender, an order of restitution under section 738 or 739, and

(a) an order of forfeiture under this or any other Act of Parliament may be made in respect of property that is the same as property in respect of which the order of restitution may be made, or

ses enfants, sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser, indépendamment des versements prévus aux alinéas a) ou b), des dommages-intérêts non supérieurs aux frais d'hébergement, d'alimentation, de transport et de garde d'enfant qu'une telle personne a réellement engagés pour demeurer ailleurs provisoirement, si ces dommages peuvent être facilement déterminés.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, interdire l'insertion, dans une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis, d'une condition facultative prévoyant l'exécution forcée d'une ordonnance de dédommagement.

Règlements du lieutenant-gouverneur

739. Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730 et qu'il a transféré ou remis moyennant contrepartie des biens obtenus criminellement à un tiers agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens ou qu'il a emprunté en donnant ces biens en garantie auprès d'un créancier agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens, le tribunal peut, si ceux-ci ont été restitués à leur propriétaire légitime ou à la personne qui avait droit à leur possession légitime au moment de la perpétration, ordonner au délinquant de verser au tiers ou au créancier des dommages-intérêts non supérieurs à la contrepartie versée par le tiers pour le bien ou au solde du prêt.

Dédommagement des parties de bonne foi

740. Le tribunal estimant que les circonstances justifient l'ordonnance de dédommagement prévue aux articles 738 ou 739 à l'égard d'un délinquant rend d'abord cette ordonnance et étudie ensuite la possibilité, compte tenu des circonstances :

Priorité au dédommagement

a) soit de rendre une ordonnance de confiscation prévue par la présente loi ou une autre loi fédérale à l'égard des biens visés par l'ordonnance de dédommagement;

(b) the court is considering ordering the offender to pay a fine and it appears to the court that the offender would not have the means or ability to comply with both the order of restitution and the order to pay the fine,

the court shall first make the order of restitution and shall then consider whether and to what extent an order of forfeiture or an order to pay a fine is appropriate in the circumstances.

b) soit d'infliger une amende au délinquant s'il estime que celui-ci a les moyens, à la fois, de se conformer à l'ordonnance de dédommagement et de payer l'amende.

Enforcing
restitution
order

741. (1) Where an amount that is ordered to be paid under section 738 or 739 is not paid forthwith, the person to whom the amount was ordered to be paid may, by filing the order, enter as a judgment the amount ordered to be paid in any civil court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

741. (1) Faute par le délinquant de payer immédiatement la somme d'argent dont le paiement est ordonné en application des articles 738 ou 739, le destinataire de cette somme peut, par le dépôt de l'ordonnance, faire inscrire la somme d'argent au tribunal civil compétent. L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du destinataire.

5 Exécution
civile

Moneys found
on offender

(2) All or any part of an amount that is ordered to be paid under section 738 or 739 may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.

(2) Le tribunal peut ordonner que toute somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application des articles 738 ou 739, s'il est convaincu que personne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.

Somme
trouvée sur le
délinquant

Notice of
orders of
restitution

741.1 Where a court makes an order of restitution under section 738 or 739, it shall cause notice of the content of the order, or a copy of the order, to be given to the person to whom the restitution is ordered to be paid.

741.1 Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 738 ou 739 est tenu d'en faire notifier le contenu ou une copie à la personne qui en est le bénéficiaire.

Notification

Civil remedy
not affected

741.2 A civil remedy for an act or omission is not affected by reason only that an order for restitution under section 738 or 739 has been made in respect of that act or omission.

741.2 L'ordonnance de dédommagement rendue aux termes des articles 738 ou 739 en ce qui concerne un acte ou une omission ne porte pas atteinte au recours civil fondé sur cet acte ou cette omission.

Recours civil
non atteint

Conditional Sentence of Imprisonment

Condamnations à l'emprisonnement avec sursis

Definitions	742. In sections 742.1 to 742.7,	742. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 742.1 à 742.7.	Définitions
"change" « modification »	"change", in relation to optional conditions, includes deletions and additions;	« agent de surveillance » La personne désignée par le procureur général, par son nom ou par son titre, comme agent de surveillance pour l'application des articles 742.1 à 742.7.	« agent de surveillance » "supervisor"
"optional conditions" « conditions facultatives »	"optional conditions" means the conditions referred to in subsection 742.3(2);	« conditions facultatives » Les conditions prévues au paragraphe 742.3(2).	« conditions facultatives » "optional conditions"
"supervisor" « agent de surveillance »	"supervisor" means a person designated by the Attorney General, either by name or by title of office, as a supervisor for the purposes of sections 742.1 to 742.7.	« modification » Comprend, en ce qui concerne les conditions facultatives, les suppressions et les adjonctions.	« modification » "change"
Imposing of conditional sentence	742.1 Where a person is convicted of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, and the court (a) imposes a sentence of imprisonment of less than two years, and (b) is satisfied that serving the sentence in the community would not endanger the safety of the community, the court may, for the purpose of supervising the offender's behaviour in the community, order that the offender serve the sentence in the community, subject to the offender's complying with the conditions of a conditional sentence order made under section 742.3.	742.1 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction — autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale d'emprisonnement est prévue — et condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, le tribunal peut, s'il est convaincu que le fait de purger la peine au sein de la collectivité ne met pas en danger la sécurité de celle-ci, 20 ordonner au délinquant de purger sa peine dans la collectivité afin d'y surveiller le comportement de celui-ci, sous réserve de l'observation des conditions qui lui sont imposées en application de l'article 742.3. 25	Octroi du sursis
Firearm, etc., prohibitions	742.2 (1) Before imposing a conditional sentence under section 742.1, the court shall consider whether section 100 is applicable.	742.2 (1) Avant d'octroyer le sursis, le tribunal vérifie l'applicabilité de l'article 100.	Armes à feu
Idem	(2) For greater certainty, a condition of a conditional sentence referred to in paragraph 742.3(2)(b) does not affect the operation of section 100.	(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 742.3(2)b) à une ordonnance de sursis ne porte pas atteinte à son application de l'article 100.	Application de l'article 100
Compulsory conditions of conditional sentence order	742.3 (1) The court shall prescribe, as conditions of a conditional sentence order, that the offender do all of the following: (a) keep the peace and be of good behaviour; (b) appear before the court when required to do so by the court; (c) report to a supervisor	742.3 (1) Le tribunal assortit l'ordonnance de sursis des conditions suivantes, intimant au délinquant : (a) de ne pas troubler l'ordre public et s'acquiescer à une bonne conduite; (b) de répondre aux convocations du tribunal; (c) de se présenter à l'agent de surveillance :	Conditions obligatoires

(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the conditional sentence order, and

(ii) thereafter, when required by the supervisor and in the manner directed by the supervisor;

(d) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the supervisor; and

(e) notify the court or the supervisor in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the supervisor of any change of employment or occupation.

Optional
conditions of
conditional
sentence order

(2) The court may prescribe, as additional conditions of a conditional sentence order, that the offender do one or more of the following:

(a) abstain from

(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or

(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription;

(b) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;

(c) provide for the support or care of dependants;

(d) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding eighteen months;

(e) attend a treatment program approved by the province; and

(f) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for securing the good conduct of the offender and for preventing a repetition by the offender of the same offence or the commission of other offences.

(3) A court that makes an order under this section shall

Proceedings
on making
order

(i) dans les deux jours ouvrables suivant la date de l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal,

(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de surveillance;

d) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de surveillance;

e) de prévenir le tribunal ou l'agent de surveillance de ses changements d'adresse ou de nom et de les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.

(2) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de sursis de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :

Conditions
facultatives

a) de s'abstenir de consommer :

(i) de l'alcool ou d'autres substances toxiques,

(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;

b) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme;

c) de prendre soin des personnes à sa charge et de subvenir à leurs besoins;

d) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale de dix-huit mois;

e) de suivre un programme de traitement approuvé par la province;

f) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour assurer la bonne conduite du délinquant et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue au présent article :

Procédure

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of sections 742.4 and 742.6, and

(iii) an explanation of the procedure for applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under 10 paragraph (a).

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des articles 742.4 et 742.6,

(iii) une explication des renseignements 5 concernant la procédure de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4;

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance 10 et les renseignements qui lui ont été fournis en application de l'alinéa a).

Supervisor
may propose
changes to
optional
conditions

742.4 (1) Where an offender's supervisor is of the opinion that a change in circumstances makes a change to the optional conditions desirable, the supervisor may give written 15 notification of the proposed change, and the reasons therefor, to the offender, the prosecutor and the court.

742.4 (1) L'agent de surveillance qui estime que l'évolution des circonstances justifie la modification des conditions facultatives peut 15 notifier par écrit les modifications proposées et les motifs à leur appui au délinquant, au poursuivant et au tribunal.

Modification
des
conditions
facultatives

Hearing

(2) Within seven days after receiving a notification referred to in subsection (1), 20

(a) the offender or the prosecutor may request the court to hold a hearing to consider the proposed change, or

(b) the court may, of its own initiative, order that a hearing be held to consider the 25 proposed change,

and a hearing so requested or ordered shall be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1). 30

(2) Dans les sept jours suivant la notification, le délinquant ou le poursuivant peuvent 20 demander au tribunal la tenue d'une audience pour étudier les modifications proposées, ou le tribunal peut d'office ordonner la tenue d'une audience à cette fin; l'audience a lieu dans les trente jours suivant la réception de la 25 notification par le tribunal.

Audience

Decision at
hearing

(3) At a hearing held pursuant to subsection (2), the court

(a) shall approve or refuse to approve the proposed change; and

(b) may make any other change to the 35 optional conditions that the court deems appropriate.

(3) À l'audience, le tribunal rejette ou approuve les modifications proposées et peut apporter aux conditions facultatives toute autre modification qu'il estime indiquée. 30

Décision

Where no
hearing
requested or
ordered

(4) Where no request or order for a hearing is made within the time period stipulated in subsection (2), the proposed change takes 40 effect fourteen days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1), and the supervisor shall so notify the offender and file proof of that notification with the court.

(4) Dans le cas où la demande d'audience n'est pas présentée dans le délai prévu au 45 paragraphe (2), les modifications proposées prennent effet dans les quatorze jours suivant la réception par le tribunal de la notification 35 prévue au paragraphe (1); l'agent de surveillance avise alors le délinquant et dépose la preuve de la notification au tribunal.

Absence de
demande
d'audience

Changes
proposed by
offender or
prosecutor

(5) Subsections (1) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a change proposed by the offender or the prosecutor to the optional conditions, and in all such cases a hearing must be held, and must be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1).

Judge may act
in chambers

(6) All the functions of the court under this section may be exercised in chambers.

Transfer of
order

742.5 (1) Where an offender who is bound by a conditional sentence order becomes a resident of a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may,

(a) on the application of a supervisor, and

(b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

Where court
unable to act

(2) Where a court that has made a conditional sentence order or to which a conditional sentence order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the conditional sentence order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

Procedure on
breach of
condition

742.6 (1) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) to (9), and any reference in those Parts to committing an offence shall be read as a

(5) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux propositions de modification des conditions facultatives effectuées par le délinquant ou le poursuivant; l'audience est alors obligatoire et est tenue dans les trente jours suivant la réception par le tribunal de la notification prévue au paragraphe (1).

Modifications
proposées
par le
délinquant ou
le
poursuivant

(6) Les attributions conférées au tribunal par le présent article peuvent être exercées par 10 le juge en chambre.

Juge en
chambre

742.5 (1) Lorsqu'un délinquant soumis à une ordonnance de sursis devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, le tribunal 15 qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de surveillance et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à 20 un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le délinquant y avait 25 subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur 30 l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.

Transfert
d'une
ordonnance

(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de sursis ou à qui une ordonnance de sursis a été transférée en application du 35 paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même provin- 40 ce.

Incapacité
d'agir du
tribunal

742.6 (1) Les dispositions des parties XVI et XVIII concernant la comparution forcée d'un prévenu devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux 45 procédures prévues aux paragraphes (3) à (9), et toute mention, dans ces parties, de la perpétration d'une infraction est interprétée

Mesures en
cas de
manquement

reference to breaching a condition of a conditional sentence order.

comme la mention d'un manquement aux conditions d'une ordonnance de sursis.

Interim
release

(2) For the purpose of the application of section 515, the release from custody of an offender who is detained on the basis of an alleged breach of a condition of a conditional sentence order shall be governed by subsection 515(6).

(2) Pour l'application de l'article 515, le paragraphe 515(6) s'applique à la mise en liberté du délinquant détenu pour un prétendu manquement à une condition d'une ordonnance de sursis.

Mise en
liberté
provisoire

Hearing

(3) An allegation of a breach of condition may be heard by any court having jurisdiction to hear that allegation in the place where the breach is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the breach is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that breach shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province, and any allegation of a breach shall be heard

(3) Peut être saisi du prétendu manquement tout tribunal compétent au lieu où le manquement est présumé avoir été commis, ou au lieu où le délinquant est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où le manquement est présumé avoir été commis, on ne peut procéder devant le tribunal de ce lieu sans le consentement du procureur général de la province; l'audience est tenue :

Audience

(a) within thirty days after the offender's arrest, where a warrant was issued; or

a) en cas de délivrance d'un mandat, dans les trente jours suivant l'arrestation du délinquant; 20

(b) where a summons was issued, within thirty days after the issue of the summons. 25

b) en cas de délivrance d'une sommation, dans les trente jours suivant la délivrance.

Report of
supervisor

(4) An allegation of a breach of condition must be supported by a written report of the supervisor, which report must include, where appropriate, signed statements of witnesses.

(4) Le prétendu manquement est établi sur le fondement du rapport écrit de l'agent de surveillance, où figurent, le cas échéant, les déclarations signées des témoins. 25

Rapport de
l'agent de
surveillance

Notice of
intention to
produce
report

(5) No report shall be admitted in evidence unless the party intending to produce it has, before the hearing, given the offender reasonable notice and a copy of the report.

(5) Le rapport n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant l'audience, une copie du rapport et un préavis de son intention de produire celui-ci. 30

Préavis

Proof of
service

(6) Service of any report referred to in subsection (4) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

(6) La signification du rapport peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification. 35

Preuve de
signification

Attendance
for
examination

(7) Notwithstanding subsection (6), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.

(7) Malgré le paragraphe (6), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire portant sur la preuve de la signification.

Présence
pour
interrogatoire

Requiring
attendance of
supervisor or
witness

(8) The offender may, with leave of the court, require the attendance, for cross-examination, of the supervisor or of any witness whose signed statement is included in the report.

Powers of
court

(9) Where the court is satisfied, on a balance of probabilities, that the offender has without reasonable excuse, the proof of which lies on the offender, breached a condition of the conditional sentence order, the court may

(a) take no action;

(b) change the optional conditions;

(c) suspend the conditional sentence order and direct

(i) that the offender serve in custody a portion of the unexpired sentence, and

(ii) that the conditional sentence order resume on the offender's release from custody, either with or without changes to the optional conditions; or

(d) terminate the conditional sentence order and direct that the offender be committed to custody until the expiration of the sentence.

Where person
imprisoned
for new
offence

742.7 Where an offender who is at large under a conditional sentence is imprisoned for another offence, whenever committed, the running of the conditional sentence is suspended during the period of imprisonment for that other offence, unless otherwise ordered by the court under subsection 742.4(3) or 742.6(9), but no such order may be incompatible with subsection 718.3(5).

Imprisonment

Imprison-
ment when no
other
provision

743. Every one who is convicted of an indictable offence for which no punishment is specially provided is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

Imprison-
ment for life
or more than
two years

743.1 (1) Except where otherwise provided, a person who is sentenced to imprisonment for

(a) life,

(b) a term of two years or more, or

(8) Le délinquant peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution, pour fin de contre-interrogatoire, de l'agent de surveillance ou de tout témoin dont la déclaration signée figure au rapport.

Présence de
l'agent de
surveillance
ou du témoin

5

(9) Le tribunal peut, s'il est convaincu, par une preuve prépondérante, que le délinquant a enfreint, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, une condition de l'ordonnance de sursis :

Pouvoir du
tribunal

10

a) ne pas agir;

b) modifier les conditions facultatives;

c) suspendre l'ordonnance et ordonner :

(i) d'une part, au délinquant de purger en prison une partie de la peine qui reste à courir,

(ii) d'autre part, que l'ordonnance s'applique à compter de la libération du délinquant, avec ou sans modification des conditions facultatives;

20

d) mettre fin à l'ordonnance de sursis et ordonner que le délinquant soit incarcéré jusqu'à la fin de la peine d'emprisonnement.

742.7 Lorsque le délinquant mis en liberté en application d'une ordonnance de sursis est emprisonné pour une autre infraction, quelle que soit l'époque de la perpétration de celle-ci, la période de sursis est suspendue pendant cette période d'emprisonnement, sauf ordonnance au contraire rendue par le tribunal en application des paragraphes 742.4(3) ou 742.6(9), sous réserve toutefois du paragraphe 718.3(5).

Nouvelle
infraction

25

Emprisonnement

743. Quiconque est déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il n'est prévu aucune peine est passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.

Absence de
peine

35

743.1 (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, une personne doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier si elle est condamnée, selon le cas :

Emprisonne-
ment à
perpétuité ou
pour plus de
deux ans

40

a) à l'emprisonnement à perpétuité;

(c) two or more terms of less than two years each that are to be served one after the other and that, in the aggregate, amount to two years or more,

shall be sentenced to imprisonment in a penitentiary.

Subsequent
term less than
two years

(2) Where a person who is sentenced to imprisonment in a penitentiary is, before the expiration of that sentence, sentenced to imprisonment for a term of less than two years, the person shall serve that term in a penitentiary, but if the previous sentence of imprisonment in a penitentiary is set aside, that person shall serve that term in accordance with subsection (3).

Imprison-
ment for term
less than two
years

(3) A person who is sentenced to imprisonment and who is not required to be sentenced as provided in subsection (1) or (2) shall, unless a special prison is prescribed by law, be sentenced to imprisonment in a prison or other place of confinement, other than a penitentiary, within the province in which the person is convicted, in which the sentence of imprisonment may be lawfully executed.

Sentence to
penitentiary
of person
serving
sentence
elsewhere

(4) Where a person is sentenced to imprisonment in a penitentiary while the person is lawfully imprisoned in a place other than a penitentiary, that person shall, except where otherwise provided, be sent immediately to the penitentiary, and shall serve in the penitentiary the unexpired portion of the term of imprisonment that that person was serving when sentenced to the penitentiary as well as the term of imprisonment for which that person was sentenced to the penitentiary.

Transfer to
penitentiary

(5) Where, at any time, a person who is imprisoned in a prison or place of confinement other than a penitentiary is subject to two or more terms of imprisonment, each of which is for less than two years, that are to be served one after the other, and the aggregate of the unexpired portions of those terms at that time amounts to two years or more, the person shall be transferred to a penitentiary to serve those terms, but if any one or more of such terms is set aside or reduced and the unexpired portions of the remaining term or terms on the day on which that person was transferred under

b) à un emprisonnement de deux ans ou plus;

c) à l'emprisonnement pour deux ou plusieurs périodes de moins de deux ans chacune, à purger l'une après l'autre et dont la durée totale est de deux ans ou plus.

(2) Lorsqu'une personne condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier est, avant l'expiration de cette peine, condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, elle purge cette dernière peine dans un pénitencier. Toutefois, si la peine antérieure d'emprisonnement dans un pénitencier est annulée, elle purge la dernière conformément au paragraphe (3).

Période
postérieure
de moins de
deux ans

(3) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement et qu'elle n'est pas visée par les paragraphes (1) ou (2), elle est, sauf si la loi prévoit une prison spéciale, condamnée à l'emprisonnement dans une prison ou autre lieu de détention de la province où elle est déclarée coupable, où la peine d'emprisonnement peut être légalement exécutée, à l'exclusion d'un pénitencier.

Emprisonne-
ment de
moins de
deux ans

(4) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier pendant qu'elle est légalement emprisonnée dans un autre endroit qu'un pénitencier, elle doit, sauf lorsqu'il y est autrement pourvu, être envoyée immédiatement au pénitencier et purger la partie non expirée de la période d'emprisonnement qu'elle purgeait lorsqu'elle a été condamnée au pénitencier, ainsi que la période d'emprisonnement pour laquelle elle a été condamnée au pénitencier.

Condamna-
tion au
pénitencier
d'une
personne
purgeant une
peine ailleurs

(5) La personne qui est détenue dans une prison ou un autre lieu de détention qu'un pénitencier et qui doit purger de façon consécutive plusieurs peines d'emprisonnement dont chacune est inférieure à deux ans est transférée dans un pénitencier si la durée totale à purger est égale ou supérieure à deux ans; toutefois, si l'une des peines est annulée ou si sa durée est réduite de telle façon que la période d'emprisonnement restant à purger la date du transfert devient inférieure à deux ans, cette personne purge sa peine en conformité avec le paragraphe (3).

Transfère-
ment dans un
pénitencier

this section amounted to less than two years, that person shall serve that term or terms in accordance with subsection (3).

Newfoundland

(6) For the purposes of subsection (3), "penitentiary" does not, until a day to be fixed by order of the Governor in Council, include the facility mentioned in subsection 15(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*.

Report by court to Correctional Service

743.2 A court that sentences or commits a person to penitentiary shall forward to the Correctional Service of Canada its reasons and recommendation relating to the sentence or committal, any relevant reports that were submitted to the court, and any other information relevant to administering the sentence or committal.

Sentence served according to regulations

743.3 A sentence of imprisonment shall be served in accordance with the enactments and rules that govern the institution to which the prisoner is sentenced.

Transfer of young person to place of custody

743.4 (1) Where a young person is sentenced to imprisonment under this or any other Act of Parliament, the young person may, with the consent of the provincial director, be transferred to a place of custody for any portion of the young person's term of imprisonment, but in no case shall that young person be kept in a place of custody under this section after that young person attains the age of twenty years.

Removal of young person from place of custody

(2) Where the provincial director certifies that a young person transferred to a place of custody under subsection (1) can no longer be held therein without significant danger of escape or of detrimentally affecting the rehabilitation or reformation of other young persons held therein, the young person may be imprisoned during the remainder of his term of imprisonment in any place where that young person might, but for subsection (1), have been imprisoned.

Words and expressions

(3) For the purposes of this section, the expressions "provincial director" and "young person" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*, and the expression "place of custody" means "open custody" or "secure custody" within

(6) Pour l'application du paragraphe (3), « pénitencier » ne vise pas, avant la date à fixer par décret du gouverneur en conseil, l'établissement mentionné au paragraphe 15(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Terre-Neuve

743.2 Le tribunal qui condamne ou envoie une personne au pénitencier transmet au Service correctionnel du Canada ses motifs et recommandations relatifs à la mesure, ainsi que tous rapports pertinents qui lui ont été soumis et tous renseignements concernant l'administration de la peine.

Rapport au Service correctionnel

743.3 Une peine d'emprisonnement est purgée conformément aux dispositions et règles qui régissent l'établissement où le prisonnier doit purger sa peine.

Peine purgée conformément aux règlements

743.4 (1) Lorsqu'un adolescent a été condamné à l'emprisonnement en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, il peut, avec le consentement du directeur provincial, être transféré à un lieu de garde pour toute fraction de sa peine d'emprisonnement, mais il ne peut être maintenu en ce lieu après qu'il a atteint l'âge de vingt ans.

Transfèrement à un lieu de garde

(2) Lorsque le directeur provincial atteste que l'adolescent transféré à un lieu de garde en application du paragraphe (1) ne peut plus y rester sans risque sérieux d'évasion ou sans que ne soit compromise la réinsertion sociale ou l'amélioration de la conduite des autres adolescents qui s'y trouvent, l'adolescent peut être emprisonné pour le reste de sa peine à un endroit où, compte non tenu du paragraphe (1), il aurait pu la purger.

Retrait du lieu de garde

(3) Pour l'application du présent article, « adolescent » et « directeur provincial » ont le sens que leur donne le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, et « lieu de garde » s'entend de « garde en milieu ouvert » ou de « garde en milieu fermé » au sens que leur donne le paragraphe 24.1(1) de cette loi.

Terminologie

the meaning assigned by subsection 24.1(1) of that Act.

Transfer of jurisdiction

743.5 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

Whether sentence to be served concurrently or consecutively

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.

Remaining portion deemed to constitute one sentence

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment imposed on the day the order is made.

Eligibility for Parole

Power of court to delay parole

743.6 (1) Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of 45

743.5 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

Transfert de compétence

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu de l'alinéa 20(1)k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoie dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.

Concurrence ou cumul des peines

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement infligée le jour où l'ordonnance est rendue.

Peine distincte

Admissibilité à la libération conditionnelle

743.6 (1) Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction — men-

Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

5

Principles that are to guide the court

(2) For greater certainty, the paramount principles that are to guide the court under this section are denunciation and specific or general deterrence, with rehabilitation of the offender, in all cases, being subordinate to 10 those paramount principles.

tionnée aux annexes I ou II — purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, la moitié de sa peine jusqu'à concurrence de dix ans.

(2) Il demeure entendu que les principes 5 suprêmes qui doivent guider le tribunal pour l'application du présent article sont la réprobation de la société et l'effet dissuasif, la réadaptation du délinquant étant, dans tous les cas, subordonnée à ces principes suprêmes. 10

Principes devant guider le tribunal

Delivery of Offender to Keeper of Prison

Execution of warrant of committal

744. A peace officer or other person to whom a warrant of committal authorized by this or any other Act of Parliament is directed shall arrest the person named or described 15 therein, if it is necessary to do so in order to take that person into custody, convey that person to the prison mentioned in the warrant and deliver that person, together with the warrant, to the keeper of the prison who shall 20 thereupon give to the peace officer or other person who delivers the prisoner a receipt in Form 43 setting out the state and condition of the prisoner when delivered into custody.

Remise du délinquant au gardien de prison

744. L'agent de la paix ou toute autre personne à qui est adressé le mandat d'incarcération autorisé par la présente loi ou toute autre loi fédérale arrête, si nécessaire, la personne y nommée ou décrite, la conduit à la 15 prison mentionnée dans le mandat et la remet, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donne alors à l'agent de la paix ou à l'autre personne qui remet le prisonnier un reçu, selon la formule 20 43, indiquant l'état et la condition du prisonnier lorsqu'il a été remis sous sa garde.

Exécution du mandat d'incarcération

Imprisonment for Life

Sentence of life imprisonment

745. Subject to section 745.1, the sentence 25 to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that the person be sentenced to 30 imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder where 35 that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, however described in this Act, that that person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the 40 person has served twenty-five years of the sentence;

(c) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for 45

Emprisonnement à perpétuité

745. Sous réserve de l'article 745.1, le 5 bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'em-25 prisonnement à perpétuité :

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, dans le 30 cas d'une personne qui a été reconnue coupable d'avoir causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, à l'accomplis-35 sement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la 40 peine, délai que le juge peut porter à au plus 40 vingt-cinq ans en vertu de l'article 745.4;

d) pour toute autre infraction, à l'applica- tion des conditions normalement prévues.

Emprisonnement à perpétuité

life without eligibility for parole until the person has served at least ten years of the sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 745.4; and

(d) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that the person be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole. 10

Persons under
eighteen

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as 15
is specified by the judge presiding at the trial.

Recommen-
dation by jury

745.2 Subject to section 745.3, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the 25
following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but 35
if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the 40
accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

Persons under
eighteen

745.3 Where a jury finds an accused guilty 45
of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième 5
degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus 10
dix ans.

Mineurs

745.2 Sous réserve de l'article 745.3, le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui 15
poser la question suivante :

Recommen-
dation du
jury

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la 20
faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au 25
plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans ?

Mineurs

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de 30
l'infraction coupable de meurtre au premier

offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) 5 and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must 10 serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of 15 imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole. 20

Ineligibility
for parole

745.4 Subject to section 745.5, at the time of the sentencing under section 745 of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, 25 any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 30 745.2, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances. 35

Idem

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, 40 the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances 45 surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between

ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et la loi exige que je prononce maintenant 5 contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la 10 libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans ?

745.4 Sous réserve de l'article 745.5, au 15 moment de prononcer la peine conformément à l'article 745, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, 20 compte tenu du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.2, porter, par ordonnance, le délai 25 préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances. 35

Libération
condition-
nelle

745.5 Au moment de prononcer la peine 30 conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge 35 du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute 40 recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la

Idem

five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Application
for judicial
review

745.6 (1) Where a person has served at least fifteen years of a sentence

(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or

(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until more than fifteen years of that person's sentence have been served,

that person may apply to the appropriate Chief Justice in the province in which the conviction took place for a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole.

Judicial
hearing

(2) On receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to

(a) the character of the applicant,

(b) the applicant's conduct while serving the sentence,

(c) the nature of the offence for which that applicant was convicted,

(d) any information provided by a victim, either at the time of the imposition of the sentence or at the time of the hearing under this subsection, and

(e) such other matters as the judge deems relevant in the circumstances,

and the determination shall be made by not less than two thirds of the jury.

Definition of
"victim"

(3) In subsection (2), "victim" has the same meaning as in subsection 722(4).

Renewal of
application

(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be

Demande de
révision
judiciaire

745.6 (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine peut demander au juge en chef compétent de la province où a eu lieu la déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle si elle a été déclarée coupable :

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré;

b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle de plus de quinze ans.

10

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent charge un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider — par les deux tiers au moins des ses membres — s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu :

a) de son caractère;

b) de sa conduite durant l'exécution de sa peine;

c) de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné;

d) de tout autre renseignement, notamment ceux fournis par la victime, soit au moment de l'infliction de la peine ou lors de l'audience prévue au présent paragraphe;

e) de tout autre renseignement que le juge estime utile dans les circonstances.

Audience

(3) Au paragraphe (2), « victime » s'entend au sens du paragraphe 722(4).

Définition de
« victime »

(4) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, fixe un délai à l'expiration

Renouvellement de la
demande

reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole.

duquel il sera loisible à celui-ci de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent.

Reduction

(5) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,

(5) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai :

Réduction

(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or

a) en réduire le nombre d'années;

(b) terminate the ineligibility for parole.

10

(b) terminate the ineligibility for parole. 15

Rules

(6) The appropriate Chief Justice in each province or territory may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section. 20

(6) Le juge en chef compétent de chaque province peut établir les règles applicables aux demandes et aux audiences prévues pour l'application du présent article.

Règles

Definition of
"appropriate
Chief Justice"

(7) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(7) Pour l'application du présent article, 15 « juge en chef compétent » désigne :

Définition de
« juge en chef
compétent »

(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;

(b) in relation to the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;

b) dans la province de Québec, le juge en chef de la Cour supérieure; 20

(c) in relation to the Provinces of Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division; 30

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, le juge en chef de la Section de première instance de la Cour suprême;

(d) in relation to the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench;

d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine; 25

(e) in relation to the Province of British Columbia, the Chief Justice of the Supreme Court; and

e) dans la province de la Colombie-Britannique, le juge en chef de la Cour suprême; 30

(f) in relation to the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof. 40

f) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.

Territories

(8) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place 45

(8) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, de constituer un jury

Territoires

in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.

qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

Time spent in custody

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.4 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life after July 25, 1976, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or

(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.

746. Pour l'application des articles 745, 745.4 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

a) postérieure au 25 juillet 1976, de la condamnation;

b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.

Détention sous garde

Parole prohibited

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

Libération conditionnelle interdite

Temporary absences and day parole

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

Sorties sans ou sous surveillance ou semi-liberté

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

b) de permission de sortir sans surveillance sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatory Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Idem

Hospital Orders

Troubles mentaux

Definitions

747. In this section and sections 747.1 to 747.8,

"assessment report"
« rapport d'évaluation »

"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;

"hospital order"
« ordonnance de détention dans un hôpital »

"hospital order" means an order by a court under section 747.1 that an offender be detained in a treatment facility;

"medical practitioner"
« médecin »

"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;

747. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 747.1 à 747.8.

« centre de soins » Lieu de traitement des délinquants atteints de troubles mentaux, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne à qui l'un ou l'autre a délégué écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.

« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.

Définitions

« centre de soins »
"treatment..."

« médecin »
"medical..."

"treatment facility"
« centre de soins »

"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the Lieutenant Governor in Council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that Lieutenant Governor in Council.

Court may make a hospital order

747.1 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assessment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.

Limitation on hospital order

(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.

Form

(3) A hospital order may be in Form 51.

Warrant of committal

(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.

Recommended treatment facility

747.2 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.

« ordonnance de détention dans un hôpital »
Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 747.1 et prévoyant la détention d'un délinquant dans un centre de soins.

5 « rapport d'évaluation » Rapport écrit fait en 5
conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par un 10
médecin.

747.1 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un délinquant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il 15
est convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation préparé à l'égard du délinquant et de tous les autres éléments de preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'impose d'urgence pour empêcher 20
soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention 25
dans un centre de soins.

(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des modalités 30
que le tribunal juge indiquées.

(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.

(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat 35
d'incarcération à l'égard du délinquant lequel peut être rédigé selon la formule 8.

747.2 (1) Si l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où le délinquant a été condamné 40
à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le délinquant soit détenu dans un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le 45
tribunal est tenu d'ordonner la détention du délinquant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfèrements du délinquant vers cet établis-

« ordonnance de détention dans un hôpital »
"hospital order"

« rapport d'évaluation »
"assessment report"

Ordonnance de détention dans un hôpital

Modalités

Formule

Mandat d'incarcération

Établissement recommandé

Court chooses
treatment
facility

(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.

Condition

747.3 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.

Exception

747.4 No hospital order may be made in respect of an offender

(a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law;

(b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753;

(c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days;

(d) where the term of imprisonment is imposed on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 737(1); or

(e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 732(1)(a) to be served intermittently.

Offender to
serve
remainder of
sentence

747.5 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where

(a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or

sement ou les délais qui en résulteront risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du délinquant.

Choix du
tribunal

(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le délinquant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.

Condition

747.3 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un délinquant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent article ne porte pas atteinte à l'obligation d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement requis ou pourrait être requis par ailleurs.

Exception

747.4 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant :

a) qui a été condamné à une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle la loi impose l'emprisonnement à perpétuité à titre de peine minimale, ou qui purge une telle peine;

b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux;

c) lorsque la peine d'emprisonnement que le délinquant doit purger ne dépasse pas soixante jours;

d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée en raison du défaut de paiement d'une amende ou de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1);

e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'alinéa 732(1)a) que la peine soit purgée de façon discontinue.

Retrait du
consente-
ment

747.5 (1) Le délinquant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le délinquant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.

(b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility.

5

Transfer from one treatment facility to another

(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the offender's

10

(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le délinquant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.

Transfère- ment d'un établissement à un autre

Detention to count as service of term

747.6 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.

20

747.6 Le délinquant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.

Calcul du temps passé en détention

Application of section 12 of *Corrections and Conditional Release Act*

747.7 Notwithstanding section 12 of the *Corrections and Conditional Release Act*, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary may, during the period for which that order is in force, be received in a penitentiary before the expiration of the time limited by law for an appeal and shall be detained in the treatment facility specified in the order during that period.

25

747.7 Par dérogation à l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le délinquant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier peut, pendant la période de validité de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel et est détenu au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant cette période de validité.

Application de l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*

Copy of warrant and order given to prison and hospital

747.8 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 747.1 to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.

30

747.8 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat d'incarcération délivré en vertu de l'article 747.1 soit remise à l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où la peine d'emprisonnement infligée au délinquant doit être purgée et au centre de soins où il doit être détenu pour traitement.

Copie du mandat à la prison et au centre de soins

Pardons and Remissions

Pardon et remises

To whom pardon may be granted

748. (1) Her Majesty may extend the royal mercy to a person who is sentenced to imprisonment under the authority of an Act of Parliament, even if the person is imprisoned for failure to pay money to another person.

45

748. (1) Sa Majesté peut accorder la clémence royale à une personne condamnée à l'emprisonnement sous le régime d'une loi fédérale, même si cette personne est emprisonnée pour omission de payer une somme d'argent à une autre personne.

À qui le pardon peut être accordé

Free or conditional pardon	(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence.	(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction.	Pardon absolu ou conditionnel
Effect of free pardon	(3) Where the Governor in Council grants a free pardon to a person, that person shall be deemed thereafter never to have committed the offence in respect of which the pardon is granted.	(3) Lorsque le gouverneur en conseil accorde un pardon absolu à une personne, celle-ci est par la suite réputée n'avoir jamais commis l'infraction à l'égard de laquelle le pardon est accordé.	Effet du pardon absolu
Punishment for subsequent offence not affected	(4) No free pardon or conditional pardon prevents or mitigates the punishment to which the person might otherwise be lawfully sentenced on a subsequent conviction for an offence other than that for which the pardon was granted.	(4) Aucun pardon absolu ou conditionnel n'empêche ni ne mitige la punition à laquelle la personne en cause pourrait autrement être légalement condamnée sur une déclaration de culpabilité subséquente pour une infraction autre que celle concernant laquelle le pardon a été accordé.	Peine pour infraction subséquente
Remission by Governor in Council	748.1 (1) The Governor in Council may order the remission, in whole or in part, of a fine or forfeiture imposed under an Act of Parliament, whoever the person may be to whom it is payable or however it may be recoverable.	748.1 (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la remise intégrale ou partielle d'une amende ou d'une confiscation infligée en vertu d'une loi fédérale, quelle que soit la personne à qui elle est payable ou la manière de la recouvrer.	Remise par le gouverneur en conseil
Terms of remission	(2) An order for remission under subsection (1) may include the remission of costs incurred in the proceedings, but no costs to which a private prosecutor is entitled shall be remitted.	(2) Une ordonnance portant remise aux termes du paragraphe (1) peut comprendre la remise de frais subis dans les poursuites, mais non les frais auxquels un poursuivant privé a droit.	Conditions de la remise
Royal prerogative	749. Nothing in this Act in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.	749. La présente loi n'a pas pour effet de limiter, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.	Prérogative royale

Disabilities

Public office vacated for conviction	750. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to imprisonment for two years or more and holds, at the time that person is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.	750. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de deux ans ou plus.	Vacance
When disability ceases	(2) A person to whom subsection (1) applies is, until undergoing the punishment imposed on the person or the punishment substituted therefor by competent authority or receives a free pardon from Her Majesty, incapable of holding any office under the Crown or other public employment, or of being elected or sitting or voting as a member of Parliament or of a legislature or of exercising any right of suffrage.	(2) Tant qu'elle n'a pas subi la peine qui lui est infligée ou la peine y substituée par une autorité compétente ou qu'elle n'a pas reçu de Sa Majesté un pardon absolu, une personne visée par le paragraphe (1) est incapable d'occuper une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, ou d'être élue, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ou d'une législature, ou d'exercer un droit de suffrage.	Durée de l'incapacité

Disability to contract

(3) No person who is convicted of an offence under section 121, 124 or 418 has, after that conviction, capacity to contract with Her Majesty or to receive any benefit under a contract between Her Majesty and any other person or to hold office under Her Majesty.

(3) Nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 121, 124 ou 418 n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec Sa Majesté, pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat entre Sa Majesté et toute autre personne ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.

Incapacité contractuelle

Application for restoration of privileges

(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted to the person under section 4.1 of the *Criminal Records Act*, apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.

(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la *Loi sur le casier judiciaire*, demander au gouverneur en conseil d'être rétablie dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.

Demande de rétablissement des droits

Order of restoration

(5) Where an application is made under subsection (4), the Governor in Council may order that the capacities lost by the applicant by virtue of subsection (3) be restored to that applicant in whole or in part and subject to such conditions as the Governor in Council considers desirable in the public interest.

(5) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut ordonner que le demandeur soit rétabli dans tout ou partie des droits dont il est privé en application du paragraphe (3) aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.

Ordre de rétablissement

Removal of disability

(6) Where a conviction is set aside by competent authority, any disability imposed by this section is removed.

(6) L'annulation d'une condamnation par une autorité compétente fait disparaître l'incapacité imposée par le présent article.

Disparition de l'incapacité

Miscellaneous Provisions

751. The person in whose favour judgment is given in proceedings by indictment for defamatory libel is entitled to recover from the opposite party costs in a reasonable amount to be fixed by order of the court.

751.1 Where costs that are fixed under section 751 are not paid forthwith, the party in whose favour judgment is given may enter judgment for the amount of the costs by filing the order in any civil court of the province in which the trial was held that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the opposite party in the same manner as if it were a judgment rendered against that opposite party in that court in civil proceedings.

7. (1) The definition "sentence" in section 785 of the Act is replaced by the following: "sentence" includes

Dispositions diverses

751. La personne en faveur de qui jugement est rendu dans des poursuites par acte d'accusation pour libelle diffamatoire a le droit de recouvrer de la partie adverse en remboursement de ses frais, une somme raisonnable dont le montant est fixé par ordonnance du tribunal.

751.1 Faute de paiement immédiat des frais fixés en application de l'article 751, la partie en faveur de qui le jugement est rendu peut, par le dépôt du jugement, faire inscrire celui-ci pour le montant des frais au tribunal civil compétent; l'inscription vaut jugement exécutoire contre la partie adverse, comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre elle, devant ce tribunal, au terme d'une action civile.

Attribution des frais en matière de libelle

Exécution civile

1992, c. 1, s. 58 (Sch. I, item 16)

"sentence" « sentence », « peine » ou « condamnation »

1992, ch. 1, art. 58, ann. I, art. 16

7. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or section 737, 738, 739 or 742.3, and
- (c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);

« sentence », « peine » ou « condamnation »
Y est assimilée :

- a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);
- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, du paragraphe 730(1) ou des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ;
- c) la décision prise en vertu des articles 731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3) ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).

« sentence »,
« peine » ou
« condamnation »
"sentence"

(2) On the coming into force of section 747.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1), section 737, 738, 739 or 742.3 or subsection 747.1(1), and

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de cette loi, est remplacé par ce qui suit :

- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, du paragraphe 730(1), des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ou du paragraphe 747.1(1);

8. Section 810 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (4):

8. L'article 810 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Modification
of
recognizance

(4.1) The justice or the summary conviction court may, on application of the informant or the defendant, vary the conditions fixed in the recognizance.

(4.1) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires peut, sur demande du dénonciateur ou du défendeur, modifier les conditions fixées dans l'engagement.

Modification
de
l'engagement

9. The portion of Form 21 of the Act under the heading "Remarks" is replaced by the following:

(state whether the sentence is consecutive or concurrent, and specify consecutive or concurrent to/with what other sentence)

9. Le passage de la formule 21 de la même loi, dans la colonne intitulée « Remarques », est remplacé par ce qui suit :

(Dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indiquer si elle doit être purgée concurremment ou consécutivement à une autre peine clairement désignée)

Schedule I

10. The references in a provision of the *Criminal Code* set out in column I of an item of Schedule I to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

10. Dans les dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne I de l'annexe I, les renvois figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

Annexe I

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. 23
(4th Supp.)*An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*

11. Section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed.

1991, c. 43

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof

12. Sections 5 and 6 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof*, chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, are repealed.

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

13. The references to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of an item of Schedule II to this Act that are contained in the provision of the *Corrections and Conditional Release Act* set out in column I of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

1992, c. 1

Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991

14. Subsection 58(2) of the *Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991* is repealed.

15. Section 13 of Schedule I to the Act is repealed.

R.S., c. Y-1

Young Offenders Act

16. Subsection 20(8) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 187
(Sch. V,
subitem 7(1))Application of
Part XXIII of
*Criminal
Code*L.R., ch. 23
(4^e suppl.)*Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*

11. L'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées du Canada (1985), est abrogé.

1991, ch. 43

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants

12. Les articles 5 et 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre 43 des Lois du Canada (1991), sont abrogés.

1992, ch. 20

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

13. Les renvois aux dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne II de l'annexe II de la présente loi qui sont contenues dans les dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* figurant à la colonne I sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

1992, ch. 1

Loi corrective de 1991

14. Le paragraphe 58(2) de la *Loi corrective de 1991* est abrogé.

15. L'article 13 de l'annexe I de la même loi est abrogé.

L.R., ch. Y-1

Loi sur les jeunes contrevenants

16. Le paragraphe 20(8) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est remplacé par ce qui suit :

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 187, ann.
V, par. 7(1)Application
de la partie
XXIII du
*Code
criminel*

Other Acts of Parliament

Autres lois fédérales

Schedule III

17. The references in a provision of an Act set out in column I of an item of Schedule III to a provision of the *Criminal Code* set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.

17. Dans les dispositions des lois figurant à la colonne I de l'annexe III, les renvois au *Code criminel* figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.

Annexe III

Schedule IV

18. Wherever in any Act of Parliament, other than this Act or a provision referred to in column I of Schedule I, II or III to this Act, a reference is made to a provision of the *Criminal Code* set out in column I of an item of Schedule IV to this Act, it shall be replaced by a reference to the provision set out in column II of that item.

18. Dans toute loi du Parlement, sauf la présente loi ou une disposition mentionnée à la colonne I de l'annexe I, II ou III de la présente loi, les renvois aux dispositions du *Code criminel* figurant à la colonne I de l'annexe IV de la présente loi sont remplacés par ceux figurant à la colonne II.

Annexe IV

CONDITIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Bill C-37

19. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

19. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

(a) if subsection 743.5(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(1) of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" are thereupon replaced by references to "743.5"; or

a) si le paragraphe 743.5(1) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 37(1) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier paragraphe, de l'article 741.1 sont remplacées par celles de l'article 743.5;

(b) if subsection 37(1) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

b) si le paragraphe 37(1) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le paragraphe 743.5(1) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

Transfer of jurisdiction

743.5 (1) Where a person is or has been sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, a court of criminal jurisdiction may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

743.5 (1) Lorsqu'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est ou a été condamnée pour une infraction, la cour de juridiction criminelle peut, sur demande du procureur général ou 35 de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf 40 si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

Transfert de compétence

Bill C-37

20. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(2) of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" and "731" are 10 thereupon replaced by references to "743.5" and "743.1", respectively; or

(b) if subsection 37(2) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 15 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in 20 subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment.

Remaining
portion
deemed to
constitute one
sentence

Bill C-37

21. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 38 of Bill C-37, the references in the latter section to "742.1" are thereupon replaced by refer- 35 ences to "745.1"; or

(b) if section 38 of Bill C-37 comes into force before section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.1, when it comes into 40 force, is replaced by the following:

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of 45 first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to

Persons under
eighteen

20. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la 5 trente-cinquième législature :

a) si le paragraphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier para-10 graphe, des articles 741.1 et 731 sont respectivement remplacées par celles des articles 743.5 et 743.1;

b) si le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le para-15 graphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour 20 l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement.

Projet de loi
C-37

Peine
distincte

21. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la 30 trente-cinquième législature :

a) si l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 38 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, de l'article 742.1 sont 35 remplacées par celle de l'article 745.1;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.1 est remplacé 40 par ce qui suit :

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée 45 coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement, selon le cas :

Projet de loi
C-37

Mineurs

imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served

(a) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, five years, in the case of a person who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence;

(b) ten years, in the case of a person 10 convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence; and

(c) seven years, in the case of a person convicted of second degree murder who 15 was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence.

a) de cinq ans de la peine lorsque cette personne avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans; 5

b) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction; 10

c) de sept ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction. 15

Bill C-37

22. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 39 of Bill C-37, the references in the latter section to "743.1" are thereupon replaced by references to "745.3"; or

(b) if section 39 of Bill C-37 comes into force before section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.3, when it comes into force, is replaced by the following:

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must

22. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 39 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, de l'article 743.1 sont remplacées par celle de l'article 745.3;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.3 est remplacé par ce qui suit :

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de seize ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la

Projet de loi C-37

Persons under sixteen

Mineurs

serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and seven years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

10

Bill C-37

23. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 40 of Bill C-37, the references in the latter section to “744.1”, “742.1” and “743.1” are there- upon replaced by references to “745.5”, “745.1” and “745.3”, respectively; or

(b) if section 40 of Bill C-37 comes into force before section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.5, when it comes into force, is replaced by the following:

Idem

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and seven years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus sept ans ?

23. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

a) si l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 40 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, des articles 744.1 et 742.1 et 743 sont respectivement remplacées par celles des articles 745.5, 745.1 et 745.3;

b) si l'article 40 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.5 est remplacé par ce qui suit :

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de seize ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Idem

Bill C-37

24. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

- (a) if section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 41 of Bill C-37, the references in the latter section to "742", "742.1", "744", "744.1" and "745" are thereupon replaced by references to "745", "745.1", "745.4", "745.5" and "745.6", respectively; or
- (b) if section 41 of Bill C-37 comes into force before section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the portion of section 746 before paragraph (a), when it comes into force, is replaced by the following:

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.1, 745.4, 745.5 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between

Time spent in custody

Bill C-37

25. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

- (a) if section 16 of this Act comes into force before subsection 13(6) of Bill C-37, the references in that subsection to "735(1.1) to (1.4)", "736(2)", "749", "750" and "751" are thereupon replaced by references to "722", "730(2)", "748", "748.1" and "749", respectively; or
- (b) if subsection 13(6) of Bill C-37 comes into force before section 16 of this Act, then section 16, when it comes into force, is replaced by the following:

24. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

- a) si l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 41 du projet de loi C-37, les mentions, dans cet article, des articles 742, 742.1, 744, 744.1 et 745 sont respectivement remplacées par celles des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6;
- b) si l'article 41 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, le passage de l'article 746 qui précède l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

746. Pour l'application des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

Détenition sous garde

25. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

- a) si l'article 16 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce paragraphe, des paragraphes 735(1.1) à 735(1.4) et 736(2) et des articles 749, 750 et 751 sont respectivement remplacées par celles de l'article 722, du paragraphe 730(2) et des articles 748, 748.1 et 749;
- b) si le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 16 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 187 (Sch. V, subitem 7(1))

16. Subsection 20(8) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

Application of Part XXIII of *Criminal Code*

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for section 722, subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

26. For greater certainty, conduct that constituted an offence under the Criminal Code before the date on which this section comes into force constitutes the same offence after that date.

COMING INTO FORCE

Coming into force

27. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Criminal Code* as amended or enacted by this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

16. Le paragraphe 20(8) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 187, ann. V, par. 7(1)

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, l'article 722, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

26. Il est entendu que la conduite qui constituait une infraction prévue par le Code criminel avant la date d'entrée en vigueur du présent article constitue la même infraction après cette date.

ENTRÉE EN VIGUEUR

27. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou telle des dispositions du *Code criminel*, modifiée ou édictée par la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Application de la partie XXIII du *Code criminel*

Entrée en vigueur

SCHEDULE I
(Section 10)

Item	Column I Provision of <i>Criminal Code</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	6(1)(a)	736	730
2.	6(1)(b)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
9.	113(4)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
10.	114(1)(h)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
11.	149(1)(b)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 and 731	718.3 and 743.1
19.	607(5)(a)	736(1)	730(1)
20.	607(5)(b)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1)(a)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11(e)	736.11(1)	747.1(1)

ANNEXE I
(article 10)

Article	Colonne I Disposition du <i>Code criminel</i>	Colonne II Renvoi actuel	Colonne III Nouveau renvoi
1.	6(1)a)	736	730
2.	6(1)b)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2)d)	732.1(3)d)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2)b)	737(2)d)	732.1(3)d)
9.	113(4)b)	737(2)d)	732.1(3)d)
10.	114(1)h)	737(2)d)	732.1(3)d)
11.	149(1)b)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 et 731	718.3 et 743.1
19.	607(5)a)	736(1)	730(1)
20.	607(5)b)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1)a)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11e)	736.11(1)	747.1(1)

SCHEDULE I — *Concluded*

Item	Column I	Column II	Column III
	Provision of <i>Criminal Code</i>	Existing Reference	Substituted Reference
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)(c)	725 or 726	738 or 739
29.	683(5)(d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 or 727	738 or 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Form 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Form 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Form 51	736.11(3)	747.1(3)

ANNEXE I (suite et fin)

Article	Colonne I	Colonne II	Colonne III
	Disposition du <i>Code criminel</i>	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)c)	725 ou 726	738 ou 739
29.	683(5)d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 ou 727	738 ou 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Formule 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Formule 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Formule 51	736.11(3)	747.1(3)

SCHEDULE II
(Section 13)

Item	Column I Provision of Corrections and Conditional Release Act	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	99(1), definition "offender"	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)(c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)(b)(iii)	747(2)	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

ANNEXE II
(article 13)

Article	Colonne I	Colonne II	Colonne III
	Disposition de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	définition de « délinquant » au paragraphe 99(1)	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)b)(iii)	747	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

SCHEDULE III
(Section 17)

Column I		Column II	Column III
Item	Act and Provision	Existing Reference	Substituted Reference
1.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, section 56	718.1	736
2.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, subsection 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, paragraph 62(3)(a)	718.1	736
4.	<i>Criminal Records Act</i> , R.S., c. C-47, section 6.1	736	730
5.	<i>Fisheries Act</i> , R.S., c. F-14, subsection 79.3(1)	737(1)(a)	731(1)(a)
6.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Young Offenders Act</i> , R.S., c. Y-1, subsection 20(5)	741.1	743.5

ANNEXE III
(article 17)

Colonne I		Colonne II	Colonne III
Article	Loi et disposition	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, article 56	718.1	736
2.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, paragraphe 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, alinéa 62(3)a)	718.1	736
4.	<i>Loi sur le casier judiciaire</i> , L.R., ch. C-47, article 6.1 (version anglaise seulement)	736	730
5.	<i>Loi sur les pêches</i> , L.R., ch. F-14, paragraphe 79.3(1)	737(1)a)	731(1)a)
6.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> , L.R., ch. Y-1, paragraphe 20(5)	741.1	743.5

SCHEDULE IV
(Section 18)

Item	Column I Existing Reference	Column II Substituted Reference
1.	section 665	section 727
2.	section 668	section 726
3.	section 669	section 728
4.	section 717	section 718.3
5.	section 718	section 734
6.	section 718.1	section 736
7.	section 719	section 735
8.	section 720	subsection 735(3)
9.	section 721	section 719
10.	section 722	section 734.8
11.	section 723	section 734.4
12.	section 724	section 734.6
13.	section 725	sections 738 and 741
14.	section 726	sections 739 and 741
15.	section 727.9	section 737
16.	section 728	section 751
17.	section 729	section 751.1
18.	section 730	section 743
19.	section 731	section 743.1
20.	section 732	section 743.3
21.	section 733	section 743.4
22.	section 734	section 744
23.	section 735	section 721
24.	subsections 735(1.1) to (1.4)	section 722

ANNEXE IV
(article 18)

Colonne I		Colonne II
Article	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	article 665	article 727
2.	article 668	article 726
3.	article 669	article 728
4.	article 717	article 718.3
5.	article 718	article 734
6.	article 718.1	article 736
7.	article 719	article 735
8.	article 720	paragraphe 735(3)
9..	article 721	article 719
10.	article 722	article 734.8
11.	article 723	article 734.4
12.	article 724	article 734.6
13.	article 725	articles 738 et 741
14.	article 726	articles 739 et 741
15.	article 727.9	article 737
16.	article 728	article 751
17.	article 729	article 751.1
18.	article 730	article 743
19.	article 731	article 743.1
20.	article 732	article 743.3
21.	article 733	article 743.4
22.	article 734	article 744
23.	article 735	article 721
24.	paragraphe 735(1.1) à (1.4)	article 722

SCHEDULE IV — *Concluded*

Item	Column I Existing Reference	Column II Substituted Reference
25.	subsection 735(2)	section 722.1
26.	section 736	section 730
27.	paragraph 737(1)(a)	paragraph 731(1)(a)
28.	paragraph 737(1)(b)	paragraph 731(1)(b)
29.	paragraph 737(1)(c)	section 732
30.	subsection 737(2)	subsections 732.1(2) and (3)
31.	subsection 737(3)	subsection 732.1(4)
32.	subsection 737(4)	subsection 732.1(5)
33.	section 738	section 732.2
34.	section 739	section 733
35.	subsection 740(1)	subsection 733.1(1)
36.	subsection 740(2)	subsection 733.1(2)
37.	section 741.1	section 743.5
38.	section 742	section 745
39.	section 742.1	section 745.1
40.	section 743	section 745.2
41.	section 743.1	section 745.3
42.	section 744	section 745.4
43.	section 744.1	section 745.5
44.	section 745	section 745.6
45.	section 747	section 746.1
46.	section 748	section 750
47.	section 749	section 748
48.	section 750	section 748.1
49.	section 751	section 749

ANNEXE IV—(suite et fin)

Colonne I		Colonne II
Article	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
25.	paragraphe 735(2)	article 722.1
26.	article 736	article 730
27.	alinéa 737(1)a)	alinéa 731(1)a)
28.	alinéa 737(1)b)	alinéa 731(1)b)
29.	alinéa 737(1)c)	article 732
30.	paragraphe 737(2)	paragraphe 732.1(2) et (3)
31.	paragraphe 737(3)	paragraphe 732.1(4)
32.	paragraphe 737(4)	paragraphe 732.1(5)
33.	article 738	article 732.2
34.	article 739	article 733
35.	paragraphe 740(1)	paragraphe 733.1(1)
36.	paragraphe 740(2)	paragraphe 733.1(2)
37.	article 741.1	article 743.5
38.	article 742	article 745
39.	article 742.1	article 745.1
40.	article 743	article 745.2
41.	article 743.1	article 745.3
42.	article 744	article 745.4
43.	article 744.1	article 745.5
44.	article 745	article 745.6
45.	article 747	article 746.1
46.	article 748	article 750
47.	article 749	article 748
48.	article 750	article 748.1
49.	article 751	article 749

TABLE OF PROVISIONS OF PART XXIII OF THE CRIMINAL
CODE

PART XXIII

SENTENCING

Interpretation

716. Definitions

Alternative Measures

717. When alternative measures may be used

717.1 Records of persons dealt with

717.2 Police records

717.3 Government records

717.4 Disclosure of records

Purpose and Principles of Sentencing

718. Purpose

718.1 Fundamental principle

718.2 Other sentencing principles

Punishment Generally

718.3 Degrees of punishment

719. Commencement of sentence

Procedure and Evidence

720. Sentencing proceedings

721. Report by probation officer

722. Victim impact statement

722.1 Copies of documents

723. Submissions on facts

724. Information accepted

725. Other offences

726. Offender may speak to sentence

726.1 Relevant information

726.2 Reasons for sentence

727. Previous conviction

728. Sentence justified by any count

729. Proof of certificate of analyst

Absolute and Conditional Discharges

730. Absolute and conditional discharge

TABLE ANALYTIQUE DE LA PARTIE XXIII DU CODE
CRIMINEL

PARTIE XXIII

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Définitions

716. Définitions

Mesures de rechange

717. Application

717.1 Dossier des suspects

717.2 Dossier de police

717.3 Dossiers gouvernementaux

717.4 Accès au dossier

Objectif et principes

718. Objectif

718.1 Principe fondamental

718.2 Principes de détermination de la peine

Peines en général

718.3 Degré de la peine

719. Début de la peine

Procédure et règles de preuve

720. Règle générale

721. Rapport de l'agent de probation

722. Déclaration de la victime

722.1 Copie des documents

723. Observations des parties

724. Acceptation des faits

725. Autres infractions

726. Observations du délinquant

726.1 Renseignements pertinents

726.2 Motifs

727. Condamnations antérieures

728. Peine justifiée par un chef d'accusation

729. Preuve du certificat de l'analyste

Absolutions inconditionnelles et sous conditions

730. Absolutions inconditionnelles et sous conditions

Probation

- 731. Making of probation order
- 731.1 Firearm, etc., prohibitions
- 732. Intermittent sentence
- 732.1 Definitions
- 732.2 Coming into force of order
- 733. Transfer of order
- 733.1 Failure to comply with probation order

Fines and Forfeiture

- 734. Power of court to impose fine
- 734.1 Terms of order imposing fine
- 734.2 Proceedings on making order
- 734.3 Change in terms of order
- 734.4 Proceeds to go to provincial treasurer
- 734.5 Licences, permits, etc.
- 734.6 Civil enforcement of fines, forfeiture
- 734.7 Warrant of committal
- 734.8 Definition of "penalty"
- 735. Fines on corporations
- 736. Fine option program
- 737. Victim fine surcharge

Restitution

- 738. Restitution to victims of offences
- 739. Restitution to persons acting in good faith
- 740. Priority to restitution
- 741. Enforcing restitution order
- 741.1 Notice of orders of restitution
- 741.2 Civil remedy not affected

Conditional Sentence of Imprisonment

- 742. Definitions
- 742.1 Imposing of conditional sentence
- 742.2 Firearm, etc., prohibitions
- 742.3 Compulsory conditions of conditional sentence order
- 742.4 Supervisor may propose changes to optional conditions
- 742.5 Transfer of order
- 742.6 Procedure on breach of condition
- 742.7 Where person imprisoned for new offence

Probation

- 731. Prononcé de l'ordonnance de probation
- 731.1 Armes à feu
- 732. Peines discontinues
- 732.1 Définitions
- 732.2 Entrée en vigueur de l'ordonnance
- 733. Transfert d'une ordonnance
- 733.1 Défaut de se conformer à une ordonnance

Amendes et confiscations

- 734. Infliction des amendes
- 734.1 Contenu de l'ordonnance
- 734.2 Procédure
- 734.3 Modification des conditions de l'ordonnance
- 734.4 Attribution du produit au Trésor provincial
- 734.5 Licences, permis, etc.
- 734.6 Exécution civile
- 734.7 Mandat d'incarcération
- 734.8 Définition de « peine »
- 735. Amendes infligées aux personnes morales
- 736. Mode facultatif de paiement d'une amende
- 737. Suramende compensatoire

Dédommagement

- 738. Dédommagement
- 739. Dédommagement des parties de bonne foi
- 740. Priorité au dédommagement
- 741. Exécution civile
- 741.1 Notification
- 741.2 Recours civil non atteint

Condamnations à l'emprisonnement avec sursis

- 742. Définitions
- 742.1 Octroi du sursis
- 742.2 Armes à feu
- 742.3 Conditions obligatoires
- 742.4 Modification des conditions facultatives
- 742.5 Transfert d'une ordonnance
- 742.6 Mesures en cas de manquement
- 742.7 Nouvelle infraction

Imprisonment

- 743. Imprisonment when no other provision
- 743.1 Imprisonment for life or more than two years
- 743.2 Report by court to Correctional Service
- 743.3 Sentence served according to regulations
- 743.4 Transfer of young person to place of custody
- 743.5 Transfer of jurisdiction

Eligibility for Parole

- 743.6 Power of court to delay parole

Delivery of Offender to Keeper of Prison

- 744. Execution of warrant of committal

Imprisonment for Life

- 745. Sentence of life imprisonment
- 745.1 Persons under eighteen
- 745.2 Recommendation by jury
- 745.3 Persons under eighteen
- 745.4 Ineligibility for parole
- 745.5 Idem
- 745.6 Application for judicial review
- 746. Time spent in custody
- 746.1 Parole prohibited

Hospital Orders

- 747. Definitions
- 747.1 Court may make a hospital order
- 747.2 Recommended treatment facility
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Offender to serve remainder of sentence
- 747.6 Detention to count as service of term
- 747.7 Application of section 12 of *Corrections and Conditional Release Act*
- 747.8 Copy of warrant and order given to prison and hospital

Pardons and Remissions

- 748. To whom pardon may be granted
- 748.1 Remission by Governor in Council
- 749. Royal prerogative

Emprisonnement

- 743. Absence de peine
- 743.1 Emprisonnement à perpétuité ou pour plus de deux ans
- 743.2 Rapport au Service correctionnel
- 743.3 Peine purgée conformément aux règlements
- 743.4 Transfèrement à un lieu de garde
- 743.5 Transfert de compétence

Admissibilité à la libération conditionnelle

- 743.6 Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

Remise du délinquant au gardien de prison

- 744. Exécution du mandat d'incarcération

Emprisonnement à perpétuité

- 745. Emprisonnement à perpétuité
- 745.1 Mineurs
- 745.2 Recommandation du jury
- 745.3 Mineurs
- 745.4 Libération conditionnelle
- 745.5 Idem
- 745.6 Demande de révision judiciaire
- 746. Détention sous garde
- 746.1 Libération conditionnelle interdite

Troubles mentaux

- 747. Définitions
- 747.1 Ordonnance de détention dans un hôpital
- 747.2 Établissement recommandé
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Retrait du consentement
- 747.6 Calcul du temps passé en détention
- 747.7 Application de l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*
- 747.8 Copie du mandat à la prison et au centre de soins

Pardon et remises

- 748. À qui le pardon peut être accordé
- 748.1 Remise par le gouverneur en conseil
- 749. Prérrogative royale

Disabilities

750. Public office vacated for conviction

Miscellaneous Provisions

751. Costs to successful party in case of libel

751.1 How recovered

Incapacité

750. Vacance

Dispositions diverses

751. Attribution des frais en matière de libelle

751.1 Exécution civile

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré—Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non—livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré—Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-42

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-42

An Act to amend the Criminal Code and other Acts (miscellaneous matters)

First reading, June 15, 1994

THE MINISTER OF JUSTICE

C-42

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-42

Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (en divers domaines)

Première lecture le 15 juin 1994

LE MINISTRE DE LA JUSTICE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-42

PROJET DE LOI C-42

An Act to amend the Criminal Code and other
Acts (miscellaneous matters)

Loi modifiant le Code criminel et d'autres
lois (en divers domaines)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Criminal
Law Amendment Act, 1994*.

1. *Loi de 1994 modifiant la législation pé-
nale.*

Titre abrégé

5

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Supp.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Supp.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, cc. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
cc. 12, 13

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
ch. 12, 13

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 2(1)

2. (1) Subparagraph (b)(ii) of the defini-
tion "Attorney General" in section 2 of the
Criminal Code is replaced by the following:

(ii) proceedings commenced at the in-
stance of the Government of Canada 10
and conducted by or on behalf of that
Government in respect of a contra-
vention of, a conspiracy or attempt to
contravene or counselling the contra-

2. (1) Le sous-alinéa b)(ii) de la définition
de « procureur général », à l'article 2 du
Code criminel, est remplacé par ce qui suit :

(ii) des poursuites intentées à la de-
mande du gouvernement du Canada et 10
menées par ce dernier ou en son nom
quant à une contravention à une loi
fédérale autre que la présente loi ou à
ses règlements d'application, une ten-

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 2(1)

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code*, the *Canada Evidence Act*, the *Contraventions Act*, the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* and the *Supreme Court Act*. Most of the amendments are to the *Criminal Code* and implement proposals aimed at improving diverse aspects of the administration of criminal justice. The proposals originate from the Criminal Law Section of the Uniform Law Conference of Canada, the former Law Reform Commission of Canada, various judges, members of the bar and federal and provincial departments and officials.

The amendments to the *Criminal Code* are mostly procedural. Some amendments affect evidentiary provisions. Others have to do with specific schemes within the *Criminal Code* such as impaired driving, riots, and the control of seized property. Among the procedural changes are matters relating to police and other law enforcement officials concerning arrest and interim release, search and seizure and associated matters. Some amendments adjust definitions, mode of trial procedure or dispositions and sentences for several offences. One amendment limits the publication of information considered at pre-trial proceedings in jury trials. Another limits the use that can be made of material and information disclosed to the defence by the prosecution for the purpose of trial preparation.

An amendment to the *Canada Evidence Act* permits evidence to be given or affidavits made on affirmation rather than on oath as a matter of choice and not because of conscientious scruples. Another amendment makes evidence of previous statements recorded or captured on video or audio tape admissible for purposes of cross-examination. There are also amendments which would make business records and other evidence obtained in foreign states more readily admissible.

The *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* amendments facilitate the admissibility of certificates or statements taken abroad for the purpose of explaining evidence obtained in a foreign state pursuant to a treaty and make two minor clarifications to procedural provisions.

A *Supreme Court Act* amendment permits the Court to remand the whole or part of a case to the court appealed from or the court of original jurisdiction and gives to courts of appeal concurrent jurisdiction with the Supreme Court of Canada with respect to granting stays of proceedings. Another amendment permits the Registrar of the Court, under the direction of the Chief Justice, to control the order for hearing cases. An amendment to the *Criminal Code* requires grounds of dissent to be specified for all appeals.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel*, la *Loi sur la preuve au Canada*, la *Loi sur les contraventions*, la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* et la *Loi sur la Cour suprême*. La plupart des modifications concernent le *Code criminel* et visent à améliorer différents aspects de l'administration de la justice pénale. Le texte rassemble des propositions de la Section du droit criminel de la Conférence sur l'uniformisation des lois au Canada, de l'ancienne Commission de réforme du droit du Canada, des juges, des avocats et des fonctionnaires fédéraux et provinciaux.

Le *Code criminel* est modifié surtout en matière de procédure. Certaines modifications visent les règles de preuve ou des questions particulières, par exemple, la conduite avec facultés affaiblies, les émeutes et le contrôle des biens saisis. D'autres concernent l'arrestation, la mise en liberté provisoire, les fouilles, les perquisitions et les saisies. Certaines définitions, formes de procès ainsi que certaines décisions que peut rendre un tribunal sont modifiées, de même que les peines applicables à certaines infractions. La publication de renseignements lors d'un procès devant juge et jury est limitée et celle du matériel transmis à la défense par la poursuite est interdite dans certains cas. Enfin, le code est modifié pour que les motifs de dissidence soient énoncés dans toutes les décisions rendues en appel.

La *Loi sur la preuve au Canada* est modifiée de façon à permettre à une personne qui témoigne de choisir de faire une affirmation solennelle plutôt que de prêter serment sans devoir invoquer quelque scrupule de conscience. Les déclarations enregistrées sur bande audio ou vidéo seront admissibles en preuve à l'étape du contre-interrogatoire. D'autres modifications visent à faciliter la mise en preuve de pièces et autres éléments de preuve provenant de l'étranger.

La *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* est modifiée de façon à faciliter la présentation de certificats ou de déclarations obtenus à l'étranger conformément à un traité et à clarifier certaines questions de procédure.

La *Loi sur la Cour suprême* est modifiée pour permettre à la cour de renvoyer tout ou partie d'une affaire à la juridiction inférieure ou à celle de première instance. D'autres modifications donnent aux autres cours d'appel des pouvoirs analogues à ceux de la cour en ce qui concerne le sursis d'exécution des jugements qui font l'objet d'un appel. Le registraire de la cour pourra fixer, suivant les instructions des juges, l'ordre d'audition des appels.

vention of any Act of Parliament other than this Act or any regulation made under any such Act,

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"bodily harm"
« lésions corporelles »

"bodily harm" means any hurt or injury to a person that interferes with the health or comfort of the person and that is more than merely transient or trifling in nature;

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 3

Proof of notifications and service of documents

3. Subsection 4(6) of the Act is replaced by the following:

(6) For the purposes of this Act, the service of any document and the giving or sending of any notice may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit of, the person claiming to have served, given or sent it.

4. Paragraph 57(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the definition "false document" in section 321, and section 366, apply with such modifications as the circumstances require.

5. Section 67 of the Act is replaced by the following:

67. A person who is

(a) a justice, mayor or sheriff, or the lawful deputy of a mayor or sheriff,

(b) a warden or deputy warden of a prison, or

(c) the institutional head of a penitentiary, as those expressions are defined in subsection 2(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, or that person's deputy,

who receives notice that, at any place within the jurisdiction of the person, twelve or more persons are unlawfully and riotously assembled together shall go to that place and, after approaching as near as is safe, if the person is satisfied that a riot is in progress, shall command silence and thereupon make or cause to be made in a loud voice a proclamation in the following words or to the like effect:

Reading proclamation

tative ou un complot en vue d'y contrevenir ou le fait de conseiller une telle contravention.

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« lésions corporelles » Blessure qui nuit à la santé ou au bien-être d'une personne et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

« lésions corporelles »
"bodily harm"

10

3. Le paragraphe 4(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Pour l'application de la présente loi, la signification de tout document ou la remise ou l'envoi de tout avis peut être prouvé oralement sous serment ou par l'affidavit de la personne qui l'a effectué.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art. 3

Preuve de signification

4. L'alinéa 57(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la définition de « faux document » à l'article 321 et l'article 366 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

5. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

67. Un juge de paix, maire ou shérif, l'adjoint légitime d'un maire ou shérif, le directeur d'une prison ou d'un pénitencier, au sens de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, ou son substitut, qui reçoit avis que, dans un endroit de son ressort, douze personnes ou plus sont réunies illégalement et d'une façon émeutière, doit se rendre à cet endroit et, après s'en être approché autant qu'il le peut en sécurité, s'il est convaincu qu'une émeute est en cours, ordonner le silence et alors faire ou faire faire, à haute voix, une proclamation dans les termes suivants ou en termes équivalents :

Sa Majesté la Reine enjoint et commande à tous ceux qui sont ici réunis de se disperser immédiatement et de retourner paisiblement à leurs demeures ou à leurs occupations légitimes, sous peine d'être coupable d'une infraction pour laquelle, sur déclaration de culpabilité, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement à perpétuité. DIEU SAUVE LA REINE.

Lecture de la proclamation

45

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 2: (1) The relevant portion of the definition “Attorney General” in section 2 reads as follows:

(b) with respect to

...
(ii) proceedings commenced at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government in respect of a contravention of or conspiracy to contravene any Act of Parliament other than this Act or any regulation made thereunder,

means the Attorney General of Canada and includes his lawful deputy;

(2) New.

Clause 3: Subsection 4(6) reads as follows:

(6) For the purposes of this Act, service of any document may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

Clause 4: The relevant portion of subsection 57(4) reads as follows:

(4) For the purposes of proceedings under this section,

...
(b) the definition “false document” in section 321, section 366 and subsection 367(2) are applicable with such modifications as the circumstances require.

Clause 5: Section 67 reads as follows:

67. A justice, mayor or sheriff, or the lawful deputy of a mayor or sheriff, who receives notice that, at any place within his jurisdiction, twelve or more persons are unlawfully and riotously assembled together shall go to that place and, after approaching as near as safely he may do, if he is satisfied that a riot is in progress, shall command silence and thereupon make or cause to be made in a loud voice a proclamation in the following words or to the like effect:

Her Majesty the Queen charges and commands all persons being assembled immediately to disperse and peaceably to depart to their habitations or to their lawful business on the pain of being guilty of an offence for which, on conviction, they may be sentenced to imprisonment for life. GOD SAVE THE QUEEN.

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 2, (1). — Texte des passages introductifs et visé de la définition de « procureur général » à l'article 2 :

« procureur général »

...
b) le procureur général du Canada et son substitut légitime, à l'égard :

...
(ii) des poursuites intentées à la demande du gouvernement du Canada et menées par ce dernier ou en son nom quant à une contravention ou à un complot en vue de contrevenir à une autre loi fédérale que la présente loi ou à ses règlements d'application.

(2). — Nouveau.

Article 3. — Texte du paragraphe 4(6) :

(6) Pour l'application de la présente loi, la signification de tout document peut être prouvée oralement sous serment ou par l'affidavit ou la déclaration solennelle de la personne qui l'a effectuée.

Article 4. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 57(4) :

(4) Aux fins des poursuites intentées en vertu du présent article :

...
b) la définition de « faux document » à l'article 321, l'article 366 et le paragraphe 367(2) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.

Article 5. — Texte de l'article 67 :

67. Un juge de paix, maire ou shérif, ou l'adjoint légitime d'un maire ou shérif, qui reçoit avis que, dans un endroit de son ressort, douze personnes ou plus sont réunies illégalement et d'une façon émeutière, doit se rendre à cet endroit et, après s'en être approché autant qu'il le peut en sécurité, s'il est convaincu qu'une émeute est en cours, ordonner le silence et alors faire ou faire faire, à haute voix, une proclamation dans les termes suivants ou en termes équivalents :

Sa Majesté la Reine enjoint et commande à tous ceux qui sont ici réunis de se disperser immédiatement et de retourner paisiblement à leurs demeures ou à leurs occupations légitimes, sous peine d'être coupables d'une infraction pour laquelle, sur déclaration de culpabilité, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement à perpétuité. DIEU SAUVE LA REINE.

Her Majesty the Queen charges and commands all persons being assembled immediately to disperse and peaceably to depart to their habitations or to their lawful business on the pain of being guilty of an offence for which, on conviction, they may be sentenced to imprisonment for life. GOD SAVE THE QUEEN.

1991, c. 28, s. 6

6. Subsection 90(3.1) of the Act, as enacted by section 6 of *An Act respecting the exporting, importing, manufacturing, buying or selling of or other dealing with certain weapons*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 1991, is repealed.

1991, c. 40, s. 18(2)

7. Subsection 105(1.2) of the Act, as enacted by subsection 18(2) of *An Act to amend the Criminal Code and the Customs Tariff in consequence thereof*, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1991, is repealed.

8. (1) The portion of subsection 145(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or 522(2.1), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with that condition or direction, is guilty of

(2) The portion of subsection 145(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

Failure to comply with condition of undertaking or recognizance

Failure to comply with appearance notice or promise to appear

6. Le paragraphe 90(3.1) de la même loi, édicté par l'article 6 de la *Loi concernant l'exportation, l'importation, la fabrication, l'achat et la vente de certaines armes ainsi que d'autres opérations sur celles-ci*, chapitre 28 des Lois du Canada (1991), est abrogé.

1991, ch. 28, art. 6

7. Le paragraphe 105(1.2) de la même loi, édicté par le paragraphe 18(2) de la *Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des douanes en conséquence*, chapitre 40 des Lois du Canada (1991), est abrogé.

1991, ch. 40, par. 18(2)

8. (1) Le passage du paragraphe 145(3) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu du paragraphe 515(12) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance.

(2) Le passage du paragraphe 145(5) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

15

25

30

35

40

45

Clause 6: Subsection 90(3.1) reads as follows:

(3.1) Subsection (1) does not apply in a province with respect to any person designated by the Attorney General of the province if the person belongs to a class of persons who require a prohibited weapon described in paragraph (c) or (e) of the definition “prohibited weapon” in subsection 84(1) or components or parts thereof for a purpose that the Governor in Council prescribes by regulation to be an industrial purpose.

Clause 7: Subsection 105(1.2) reads as follows:

(1.2) Notwithstanding subsection (1.1), the Attorney General of the province in which a manufacturing business referred to in that subsection is located may designate, for the purposes of this subsection, any person or class of persons employed in or in connection with the business as a person who need not hold a firearms acquisition certificate for the purposes of employment.

Clause 8: (1) Subsection 145(3) reads as follows:

(3) Every one who, being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and being bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to comply with that condition, is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(2) Subsection 145(5) reads as follows:

(5) Every one who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to appear at a time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, or to attend court in accordance therewith, is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

Article 6. — Texte du paragraphe 90(3.1) :

(3.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans une province aux personnes que le procureur général de la province a désignées et qui font partie d'une catégorie de personnes qui ont besoin d'une arme prohibée — au sens de l'alinéa c) ou e) de la définition d'« arme prohibée » au paragraphe 84(1) — ou d'un élément ou pièce d'une telle arme à des fins industrielles au sens prévu par règlement du gouverneur en conseil.

Article 7. — Texte du paragraphe 105(1.2) :

(1.2) Par dérogation au paragraphe (1.1), le procureur général de la province où une entreprise de fabrication visée à ce paragraphe est située peut désigner les personnes ou les catégories de personnes qui, lors de l'exercice de leurs fonctions, ne requièrent pas d'autorisation d'acquisition d'armes à feu.

Article 8, (1). — Texte du paragraphe 145(3) :

(3) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition.

(2). — Texte du paragraphe 145(5) :

(5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommé désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document.

(3) Paragraph 145(9)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in the case of proceedings under subsection (2), the accused gave or entered into an undertaking or recognizance before a justice or judge and failed to attend court in accordance therewith or, having attended court, failed to attend court thereafter as required by the court, justice or judge or to surrender in accordance with an order of the court, justice or judge, as the case may be,

(4) Paragraph 145(9)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of proceedings under subsection (5), the accused was named in an appearance notice, a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge, that was confirmed by a justice under section 508, and the accused failed to appear at the time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, failed to attend court in accordance therewith or, having attended court, failed to attend court thereafter as required by the court, justice or judge, as the case may be,

9. Section 166 of the Act is repealed.

10. Subsection 199(1) of the Act is replaced by the following:

199. (1) A justice who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210 is being committed at any place within the jurisdiction of the justice may issue a warrant authorizing a peace officer to enter and search the place by day or night and seize anything found therein that may be evidence that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210, as the case may be, is being committed at that place, and to take into custody all persons who are found in or at that place and requiring those persons and things to be brought before that justice or before another

(3) L'alinéa 145(9)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (2), d'être présent au tribunal conformément à la promesse qu'il a remise ou à l'engagement qu'il a contracté devant un juge de paix ou un juge, ou, ayant déjà comparu devant le tribunal, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge, ou de se livrer en conformité avec une ordonnance de celui-ci;

(4) L'alinéa 145(9)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (5), d'être présent au tribunal en conformité avec une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement où il a été nommément désigné, contracté devant un fonctionnaire responsable et confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, ou de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, ou, ayant déjà comparu devant le tribunal, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge.

9. L'article 166 de la même loi est abrogé.

10. Le paragraphe 199(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

199. (1) Un juge de paix convaincu, par une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction visée à l'article 201, 202, 203, 206, 207 ou 210 se commet à quelque endroit situé dans son ressort, peut délivrer un mandat sous sa signature, autorisant un agent de la paix à entrer et perquisitionner dans cet endroit, de jour ou de nuit, et à saisir toute chose y trouvée qui peut constituer une preuve qu'une infraction visée à l'un de ces articles se commet à cet endroit, et à mettre sous garde toutes les personnes trouvées à cet endroit ou dans cet endroit, et requérant que ces personnes soient conduites et ces choses apportées devant lui ou devant un au-

Warrant to search

Mandat de perquisition

(3) and (4) The relevant portion of subsection 145(9) reads as follows:

(9) In any proceedings under subsection (2), (4) or (5), a certificate of the clerk of the court or a judge of the court before which the accused is alleged to have failed to attend or of the person in charge of the place at which it is alleged the accused failed to attend for the purposes of the *Identification of Criminals Act* stating that,

(a) in the case of proceedings under subsection (2), the accused gave or entered into an undertaking or recognizance before a justice or judge and failed to attend court in accordance therewith,

...

(c) in the case of proceedings under subsection (5), the accused was named in an appearance notice, a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge, that was confirmed by a justice under section 508, and the accused failed to attend court in accordance therewith or failed to appear at the time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, as the case may be,

is evidence of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Clause 9: Section 166 reads as follows:

166. (1) A proprietor, an editor, a master printer or a publisher commits an offence who prints or publishes

(a) in relation to any judicial proceedings, any indecent matter or indecent medical, surgical or physiological details, being matter or details that, if published, are calculated to injure public morals;

(b) in relation to any judicial proceedings for dissolution of marriage, nullity of marriage, judicial separation or restitution of conjugal rights, any particulars other than

(i) the names, addresses and occupations of the parties and witnesses,

(ii) a concise statement of the charges, defences and countercharges in support of which evidence has been given,

(iii) submissions on a point of law arising in the course of the proceedings, and the decision of the court in connection therewith, and

(iv) the summing up of the judge, the finding of the jury, the judgment of the court and the observations that are made by the judge in giving judgment.

(2) Nothing in paragraph (1)(b) affects the operation of paragraph (1)(a).

(3) No proceedings for an offence under this section shall be commenced without the consent of the Attorney General.

(3) et (4). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 145(9) :

(9) Dans les procédures prévues aux paragraphes (2), (4) ou (5), tout certificat dans lequel le greffier ou un juge du tribunal ou la personne responsable du lieu où le prévenu est présumé avoir omis de se présenter pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, déclare que ce dernier a omis :

a) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (2), d'être présent au tribunal conformément à la promesse qu'il a remise ou à l'engagement qu'il a contracté devant un juge de paix ou un juge;

...

c) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (5), d'être présent au tribunal en conformité avec une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement où il a été nommément désigné, contracté devant un fonctionnaire responsable et confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, ou de comparaître au lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*,

Article 9. — Texte de l'article 166 :

166. (1) Commet une infraction un propriétaire, rédacteur, maître imprimeur ou éditeur qui imprime ou publie :

a) relativement à une procédure judiciaire, toute matière indécente ou tout détail médical, chirurgical ou physiologique indécent, lesquels, étant publiés, sont de nature à offenser la morale publique;

b) relativement à une procédure judiciaire pour dissolution de mariage, annulation de mariage, séparation judiciaire, ou restitution de droits conjugaux, tout détail autre que :

(i) les noms, adresses et professions ou occupations des parties et des témoins,

(ii) un exposé concis des accusations, défenses et contre-accusations à l'appui desquelles des témoignages ont été rendus,

(iii) les représentations sur tout point de droit surgissant au cours des procédures, et la décision rendue en l'espèce par le tribunal,

(iv) le résumé du juge, le verdict du jury ainsi que le jugement du tribunal et les observations faites par le juge en rendant jugement.

(2) L'alinéa (1)b) n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de l'alinéa (1)a).

(3) Il ne peut être engagé de poursuites pour une infraction visée au présent article sans le consentement du procureur général.

justice having jurisdiction, to be dealt with according to law.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36

11. Paragraph 249(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a motor vehicle in a manner that is dangerous to the public, having regard to all the circumstances, including the nature, condition and use of the place at which the motor vehicle is being operated and the amount of traffic that at the time is or might reasonably be expected to be at that place;

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36

12. Subsection 252(1) of the Act is replaced by the following:

252. (1) Every person who has the care, charge or control of a vehicle, vessel or aircraft that is involved in an accident with

(a) another person,

(b) a vehicle, vessel or aircraft, or

(c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop the vehicle, vessel or, where possible, the aircraft, give his or her name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer assistance, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1992, c. 1, s. 58(1) (Sch. I, s. 5)

13. Paragraph 256(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a person has, within the preceding four hours, committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253 and the person was involved in an accident resulting in the death of another person or in bodily harm to himself or herself or to any other person, and

14. Clause 258(1)(h)(i)(B) of the English version of the Act is replaced by the following:

(B) at the time the sample was taken, an additional sample of the blood of the accused was taken to permit anal-

tre juge de paix compétent, afin qu'elles soient traitées selon la loi.

11. L'alinéa 249(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 36

a) un véhicule à moteur d'une façon dangereuse pour le public, eu égard aux circonstances, y compris la nature et l'état du lieu, l'utilisation qui en est faite ainsi que l'intensité de la circulation à ce moment ou raisonnablement prévisible dans ce lieu;

12. Le passage du paragraphe 252(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 36

252. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, ayant la garde, la charge ou le contrôle d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident :

Défaut d'arrêter lors d'un accident

13. L'alinéa 256(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, par. 58(1), ann. 1, art. 5

a) d'une part, une personne a commis au cours des quatre heures précédentes une infraction prévue à l'article 253 à la suite de l'absorption d'alcool et que cette personne est impliquée dans un accident ayant causé des lésions corporelles à elle-même ou à un tiers, ou la mort de celui-ci;

14. La division 258(1)(h)(i)(B) de la version anglaise de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(B) at the time the sample was taken, an additional sample of the blood of the accused was taken to permit anal-

Failure to stop at scene of accident

(4) This section does not apply to a person who

(a) prints or publishes any matter for use in connection with any judicial proceedings or communicates it to persons who are concerned in the proceedings;

(b) prints or publishes a notice or report pursuant to the directions of a court; or

(c) prints or publishes any matter

(i) in a volume or part of a genuine series of law reports that does not form part of any other publication and consists solely of reports of proceedings in courts of law, or

(ii) in a publication of a technical character that is *bona fide* intended for circulation among members of the legal or medical professions.

Clause 10: Subsection 199(1) reads as follows:

199. (1) A justice who receives from a peace officer a report in writing that he believes on reasonable grounds that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210 is being committed at any place within the jurisdiction of the justice may issue a warrant under his hand authorizing a peace officer to enter and search the place by day or night and seize anything found therein that may be evidence that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210, as the case may be, is being committed at that place, and to take into custody all persons who are found in or at that place and requiring those persons and things to be brought before him or before another justice having jurisdiction, to be dealt with according to law.

Clause 11: The relevant portion of subsection 249(1) reads as follows:

249. (1) Every one commits an offence who operates

(a) a motor vehicle on a street, road, highway or other public place in a manner that is dangerous to the public, having regard to all the circumstances, including the nature, condition and use of that place and the amount of traffic that at the time is or might reasonably be expected to be on that place;

Clause 12: Subsection 252(1) reads as follows:

252. (1) Every one who has the care, charge or control of a vehicle, vessel or aircraft that is involved in an accident with

(a) another person,

(b) a vehicle, vessel or aircraft, or

(c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop his vehicle, vessel or, where possible, his aircraft, give his name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer assistance, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Clause 13: The relevant portion of subsection 256(1) reads as follows:

256. (1) Subject to subsection (2), where a justice is satisfied, on an information on oath in Form 1 or on an information on oath submitted to the justice pursuant to section 487.1 by telephone or other means of telecommunication, that there are reasonable grounds to believe that

(4) Le présent article ne s'applique pas à une personne qui, selon le cas :

a) imprime ou publie une matière destinée à être employée en ce qui concerne des procédures judiciaires ou la communique à des personnes qui sont intéressées dans les procédures;

b) imprime ou publie un avis ou un rapport en conformité avec les instructions d'un tribunal;

c) imprime ou publie une matière :

(i) soit dans un volume ou une partie d'une série authentique de rapports judiciaires qui n'appartient à aucune autre publication et consiste exclusivement en rapports de procédures devant les tribunaux,

(ii) soit dans une publication d'un caractère technique authentiquement destinée à circuler parmi les gens de loi ou les médecins.

Article 10. — Texte du paragraphe 199(1) :

199. (1) Un juge de paix qui reçoit d'un agent de la paix un rapport écrit déclarant qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction visée à l'article 201, 202, 203, 206, 207 ou 210 se commet à quelque endroit situé dans le ressort du juge de paix, peut émettre un mandat sous sa signature, autorisant un agent de la paix à entrer et perquisitionner dans cet endroit, de jour ou de nuit, et à saisir toute chose y trouvée qui peut constituer une preuve qu'une infraction aux termes de l'article 201, 202, 203, 206, 207 ou 210, selon le cas, se commet à cet endroit, et à mettre sous garde toutes les personnes trouvées à cet endroit ou dans cet endroit, et requérant que ces personnes soient conduites et ces choses apportées devant lui ou devant un autre juge de paix compétent, afin qu'elles soient traitées selon la loi.

Article 11. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 249(1) :

249. (1) Commet une infraction quiconque conduit, selon le cas :

a) un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public d'une façon dangereuse pour le public, eu égard aux circonstances, y compris la nature et l'état de cet endroit, l'utilisation qui en est faite ainsi que l'intensité de la circulation à ce moment ou raisonnablement prévisible à cet endroit;

Article 12. — Texte du passage visé du paragraphe 252(1) :

252. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, ayant la garde, la charge ou le contrôle d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident :

Article 13. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 256(1) :

256. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un juge de paix qui est convaincu, à la suite d'une dénonciation faite sous serment suivant la formule 1 ou une dénonciation faite sous serment et présentée par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication qui satisfait aux exi-

ysis of one of the samples to be made by or on behalf of the accused,

15. Section 261 of the Act is replaced by the following:

261. Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 736 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or discharge shall be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

16. (1) Paragraph 264.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to cause death or bodily harm to any person;

(2) Subsection 264.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Every one who commits an offence under paragraph (1)(a) is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

17. Section 267 of the Act is replaced by the following:

267. Every one who, in committing an assault,

(a) carries, uses or threatens to use a weapon or an imitation thereof, or

(b) causes bodily harm to the complainant, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years or an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

18. Section 269 of the Act is replaced by the following:

ysis of one of the samples to be made by or on behalf of the accused,

15. L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

261. Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736 d'une infraction aux articles 220, 221, 236 ou 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue au paragraphe 259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

16. (1) L'alinéa 264.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de causer la mort ou des lésions corporelles à quelqu'un;

(2) Le paragraphe 264.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa (1)a) est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

17. L'article 267 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

267. Est coupable soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois quiconque, en se livrant à des voies de fait, selon le cas :

a) porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme;

b) inflige des lésions corporelles au plaignant.

18. L'article 269 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. I, n° 11 (F)

5 Effet de l'appel sur l'ordonnance

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 38

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 38

Peine

Aggression armée ou infraction de lésions corporelles

R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 11)(F)

Stay of order pending appeal

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 38

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 38

Punishment

Assault with a weapon or causing bodily harm

(a) a person has, within the preceding two hours, committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253 and the person was involved in an accident resulting in the death of another person or in bodily harm to himself or herself or to any other person, and

...

the justice may issue a warrant authorizing a peace officer to require a qualified medical practitioner to take, or to cause to be taken by a qualified technician under the direction of the qualified medical practitioner, such samples of the blood of the person as in the opinion of the person taking the samples are necessary to enable a proper analysis to be made in order to determine the concentration, if any, of alcohol in his blood.

Clause 14: The relevant portion of subsection 258(1) reads as follows:

258. (1) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under section 253 or in any proceedings under subsection 255(2) or (3),

...

(h) where a sample of the blood of the accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256,

(i) a certificate of a qualified medical practitioner stating that

...

(B) at the time the sample was taken, the medical practitioner took an additional sample of the blood of the accused to permit an analysis of one of the samples to be made by or on behalf of the accused,

...

is evidence of the facts alleged in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate; and

Clause 15: Section 261 reads as follows:

261. Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 736 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236 or 249 to 255 or 259, the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or discharge shall be stayed, pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

Clause 16: (1) The relevant portion of subsection 264.1(1) reads as follows:

264.1 (1) Every one commits an offence who, in any manner, knowingly utters, conveys or causes any person to receive a threat

(a) to cause death or serious bodily harm to any person;

(2) Subsection 264.1(2) reads as follows:

(2) Every one who commits an offence under paragraph (1)(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

Clause 17: Section 267 reads as follows:

267. (1) Every one who, in committing an assault,

(a) carries, uses or threatens to use a weapon or an imitation thereof, or

(b) causes bodily harm to the complainant,

gences établies à l'article 487.1, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que :

a) d'une part, une personne a commis au cours des deux heures précédentes une infraction prévue à l'article 253 à la suite de l'absorption d'alcool et que cette personne est impliquée dans un accident ayant causé des lésions corporelles à elle-même ou à un tiers, ou la mort de celui-ci;

Article 14. — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 258(1) :

258. (1) Dans des poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'article 253 ou dans des poursuites engagées en vertu des paragraphes 255(2) ou (3) :

...

h) lorsque les échantillons du sang de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, un certificat d'un médecin qualifié ou d'un technicien qualifié fait preuve des faits allégués dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) le certificat du médecin qualifié contient :

...

(B) la mention qu'au moment du prélèvement de l'échantillon, un autre échantillon du sang de l'accusé a été prélevé pour en permettre une analyse à la demande de celui-ci,

Article 15. — Texte de l'article 261 :

261. Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736 d'une infraction aux articles 220, 221, 236 ou 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, le tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue au paragraphe 259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

Article 16, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 264.1(1) :

264.1 (1) Commet une infraction quiconque sciemment profère, transmet ou fait recevoir par une personne, de quelque façon, une menace :

a) de causer la mort ou des blessures graves à quelqu'un;

(2). — Texte du paragraphe 264.1(2) :

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa (1)a).

Article 17. — Texte de l'article 267 :

267. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans quiconque, en se livrant à des voies de fait, selon le cas :

Unlawfully
causing bodily
harm

269. Every one who unlawfully causes bodily harm to any person is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

19. Paragraph 271(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 43(1)

20. (1) Paragraph 334(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years, where the property stolen is a testamentary instrument or the value of what is stolen exceeds five thousand dollars; or

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 43(2)

(2) The portion of paragraph 334(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of what is stolen does not exceed five thousand dollars.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 49(1)

21. (1) Paragraph 355(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years, where the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or the value of the subject-matter of the offence exceeds five thousand dollars; or

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 49(2)

(2) The portion of paragraph 355(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand dollars.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 52(2)

22. (1) Paragraph 362(2)(a) of the Act is replaced by the following:

269. Quiconque cause illégalement des lésions corporelles à une personne est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

**19. L'alinéa 271(1)b) de la même loi est 10
remplacé par ce qui suit :**

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

**20. (1) L'alinéa 334a) de la même loi est 15
remplacé par ce qui suit :**

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien volé est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est volé dépasse cinq mille dollars;

(2) Le passage de l'alinéa 334b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de ce qui est volé ne dépasse pas cinq mille dollars.

21. (1) L'alinéa 355a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si l'objet de l'infraction est un titre testamentaire ou si la valeur de l'objet de l'infraction dépasse cinq mille dollars;

(2) Le passage de l'alinéa 355b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de l'objet de l'infraction ne dépasse pas cinq mille dollars.

22. (1) L'alinéa 362(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Lésions
corporelles

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 43(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 43(2)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 49(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 49(2)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 52(2)

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

(2) For the purposes of this section and sections 269 and 272, “bodily harm” means any hurt or injury to the complainant that interferes with the health or comfort of the complainant and that is more than merely transient or trifling in nature.

Clause 18: Section 269 reads as follows:

269. Every one who unlawfully causes bodily harm to any person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Clause 19: The relevant portion of subsection 271(1) reads as follows:

271. (1) Every one who commits a sexual assault is guilty of

...

(b) an offence punishable on summary conviction.

Clause 20: (1) and (2) Section 334 reads as follows:

334. Except where otherwise provided by law, every one who commits theft

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years, where the property stolen is a testamentary instrument or where the value of what is stolen exceeds one thousand dollars;

(b) is guilty

(i) of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years, or

(ii) of an offence punishable on summary conviction,

where the value of what is stolen does not exceed one thousand dollars.

Clause 21: (1) and (2) Section 355 reads as follows:

355. Every one who commits an offence under section 354

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years, where the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or the value of the subject-matter of the offence exceeds one thousand dollars; or

(b) is guilty

(i) of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years, or

(ii) of an offence punishable on summary conviction,

where the value of the subject-matter of the offence does not exceed one thousand dollars.

Clause 22: (1) and (2) Subsection 362(2) reads as follows:

a) porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme;

b) inflige des lésions corporelles au plaignant.

(2) Pour l'application du présent article et des articles 269 et 272, « lésions corporelles » désigne une blessure qui nuit à la santé ou au bien-être du plaignant et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

Article 18. — Texte de l'article 269 :

269. Quiconque cause illégalement des lésions corporelles à une personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

Article 19. — Texte des passages introductif et visé de l'article 271 :

271. (1) Quiconque commet une agression sexuelle est coupable :

...

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Article 20, (1) et (2). — Texte de l'article 334 :

334. Sauf disposition contraire des lois, quiconque commet un vol :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien volé est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est volé dépasse mille dollars;

b) est coupable :

(i) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans,

(ii) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

si la valeur de ce qui est volé ne dépasse pas mille dollars.

Article 21, (1) et (2). — Texte de l'article 355 :

355. Quiconque commet une infraction visée à l'article 354 :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si l'objet de l'infraction est un titre testamentaire ou si la valeur de l'objet de l'infraction dépasse mille dollars;

b) est coupable :

(i) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans,

(ii) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

si la valeur de l'objet de l'infraction ne dépasse pas mille dollars.

Article 22, (1) et (2). — Texte du paragraphe 362(2) :

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a term of imprisonment not exceeding ten years, where the property obtained is a testamentary instrument or the value of what is obtained exceeds five thousand dollars; or

R.S., c. 27(1st Supp.), s. 52(3)

(2) The portion of paragraph 362(2)(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of what is obtained does 10 not exceed five thousand dollars.

23. (1) Subsection 364(1) of the Act is replaced by the following:

364. (1) Every one who fraudulently obtains food, a beverage or accommodation at 15 any place that is in the business of providing those things is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Fraudulently obtaining food, beverage or accommodation

(2) The portion of subsection 364(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by 20 the following:

(2) In proceedings under this section, evidence that the accused obtained food, a beverage or accommodation at a place that is in the business of providing those things and 25 did not pay for it and

Presumption

(3) Paragraph 364(2)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) offered a worthless cheque, draft or security in payment for the food, beverage or 30 accommodation,

24. Subsection 367(2) of the Act is repealed.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 54(1)

25. (1) Paragraph 380(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a term of imprisonment not exceeding ten years, where the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or the value of the subject-matter of the offence exceeds five thousand dollars; or

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien obtenu est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est obtenu 5 dépasse cinq mille dollars;

5

(2) Le passage de l'alinéa 362(2)b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de ce qui est obtenu ne dépasse pas cinq mille dollars. 10

23. (1) Le paragraphe 364(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

364. (1) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque frauduleusement obtient des aliments, des boissons ou d'autres commodités dans tout établissement qui en fait le commerce. 15

Obtention frauduleuse d'aliments et de logement

(2) Le passage du paragraphe 364(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 20 par ce qui suit :

(2) Dans des poursuites engagées en vertu du présent article, la preuve qu'un prévenu a obtenu des aliments, des boissons ou d'autres commodités dans un établissement 25 qui en fait le commerce, n'a pas payé ces choses et, selon le cas :

Présomption

(3) L'alinéa 364(2)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) a offert un chèque, une traite ou un titre 30 sans valeur en paiement des aliments, des boissons ou d'autres commodités,

24. Le paragraphe 367(2) de la même loi est abrogé.

25. (1) L'alinéa 380(1)a) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 54(1)

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si l'objet de l'infraction est un titre testamentaire ou si la valeur de l'objet de 40 l'infraction dépasse cinq mille dollars;

(2) Every one who commits an offence under paragraph (1)(a)

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a term of imprisonment not exceeding ten years, where the property obtained is a testamentary instrument or where the value of what is obtained exceeds one thousand dollars; or

(b) is guilty

(i) of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years, or

(ii) of an offence punishable on summary conviction,

where the value of what is obtained does not exceed one thousand dollars.

Clause 23: (1) Subsection 364(1) reads as follows:

364. (1) Every one who fraudulently obtains food, lodging or other accommodation at a hotel or an inn or at a lodging, boarding or eating house is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) and (3) The relevant portion of subsection 364(2) reads as follows:

(2) In proceedings under this section, evidence that an accused obtained food, lodging or other accommodation at a hotel or an inn or at a lodging, boarding or eating house, and did not pay for it and

...

(f) offered a worthless cheque, draft or security in payment for his food, lodging or other accommodation,
is, in the absence of any evidence to the contrary, proof of fraud.

Clause 24: Subsection 367(2) reads as follows:

(2) No person shall be convicted of an offence under this section on the evidence of only one witness unless the evidence of that witness is corroborated in a material particular by evidence that implicates the accused.

Clause 25: (1) and (2) These amendments would replace the word "one" with the word "five".

(2) Quiconque commet une infraction visée à l'alinéa (1)a) :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien obtenu est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est obtenu dépasse mille dollars;

b) est coupable :

(i) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans,

(ii) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

si la valeur de ce qui est obtenu ne dépasse pas mille dollars.

Article 23, (1). — Texte du paragraphe 364(1) :

364. (1) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque frauduleusement obtient des aliments, le logement ou d'autres commodités dans un hôtel ou une auberge, ou un hôtel garni, une maison de pension ou un restaurant.

(2) et (3). — Texte des passages visés du paragraphe 364(2) :

(2) Dans des poursuites engagées en vertu du présent article, la preuve qu'un prévenu a obtenu des aliments, le logement ou autres commodités dans un hôtel ou une auberge ou un hôtel garni, une maison de pension ou un restaurant, n'a pas payé ces choses et, selon le cas :

...

f) a offert un chèque, une traite ou un titre sans valeur en paiement de ses aliments, logement ou autres commodités,

Article 24. — Texte du paragraphe 367(2) :

(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée au présent article sur la déposition d'un seul témoin, à moins que cette déposition ne soit corroborée sous quelque rapport essentiel par une preuve qui implique le prévenu.

Article 25, (1) et (2). — Remplacement de « mille » par « cinq mille ».

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 54(2)

(2) The portion of paragraph 380(1)(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand dollars.

26. Subsection 400(1) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraphs (c) and (d) with the following: 10

(c) to induce any person to

(i) entrust or advance anything to a company, or

(ii) enter into any security for the benefit of a company, 15

27. The portion of section 403 of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten 20 years or an offence punishable on summary conviction.

28. The portion of subsection 430(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Every one who commits mischief in relation to property that is a testamentary instrument or the value of which exceeds five thousand dollars

29. Paragraph (a) of the definition "enterprise crime offence" in section 462.3 of the Act is amended by adding the following after subparagraph (xiii):

(xiii.1) section 347 (criminal interest rate), 35

30. Section 473 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) Le passage de l'alinéa 380(1)b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de l'objet de l'infraction ne dépasse pas cinq mille dollars. 5

26. Les alinéas 400(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) d'induire qui que ce soit, selon le cas :

(i) à confier ou à avancer quelque chose à une compagnie, 10

(ii) à contracter une garantie pour le bénéfice d'une compagnie, 15

27. Le passage de l'article 403 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 15

403. Est coupable soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, frauduleusement, se 20 fait passer pour une personne, vivante ou morte :

Supposition intentionnelle de personne

28. Le passage du paragraphe 430(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 25

(3) Quiconque commet un méfait à l'égard d'un bien qui constitue un titre testamentaire ou dont la valeur dépasse cinq mille dollars est coupable :

Idem

29. L'alinéa a) de la définition de « infraction de criminalité organisée », à l'article 462.3 de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (xiii), de ce qui suit :

(xiii.1) article 347 (taux d'intérêt criminel), 35

30. L'article 473 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 57(2)

Punishment

Clause 26: The relevant portion of subsection 400(1) reads as follows:

400. (1) Every one who makes, circulates or publishes a prospectus, a statement or an account, whether written or oral, that he knows is false in a material particular, with intent

...

(c) to induce any person to entrust or advance anything to a company, or

(d) to enter into any security for the benefit of a company,

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Clause 27: Section 403 reads as follows:

403. Every one who fraudulently personates any person, living or dead,

(a) with intent to gain advantage for himself or another person,

(b) with intent to obtain any property or an interest in any property, or

(c) with intent to cause disadvantage to the person whom he personates or another person,

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

Clause 28: This amendment would replace the word "one" with the word "five".

Clause 29: New.

Clause 30: New.

Article 26. — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 400(1) :

400. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans quiconque fait, met en circulation ou publie un prospectus, état ou compte, soit écrit, soit oral, qu'il sait être faux en quelque point essentiel, avec l'intention, selon le cas :

...

c) d'induire qui que ce soit à confier ou à avancer quelque chose à une compagnie;

d) de contracter une garantie pour le bénéfice d'une compagnie.

Article 27. — Texte du passage visé de l'article 403 :

403. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque frauduleusement se fait passer pour une personne, vivante ou morte :

Article 28. — Remplacement de « mille » par « cinq mille ».

Article 29. — Nouveau. Texte du passage introductif de la définition de « infraction de criminalité organisée » à l'article 462.3 :

« infraction de criminalité organisée »

a) Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes :

Article 30. — Nouveau.

Joinder of
other offences

(1.1) Where the consent of the accused and the Attorney General is given in accordance with subsection (1), the judge of the superior court of criminal jurisdiction may order that any offence be tried by that judge in conjunction with the offence listed in section 469.

(1.1) Le juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle qui préside un procès pour une infraction prévue à l'article 469 peut, si les parties y consentent conformément au paragraphe (1), ordonner que l'accusé subisse son procès devant lui à l'égard de toute autre infraction.

Ordonnance
pour réunir
plusieurs
infractions en
un même
procès

31. (1) Section 474 of the Act is renumbered as subsection 474(1) and the French version is replaced by the following:

31. (1) L'article 474 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ajournement
lorsque aucun
jury n'a été
convoqué

474. (1) Le greffier du tribunal peut, lorsque l'autorité compétente a décidé qu'aucune liste de jurés ne doit être convoquée pour une session du tribunal aux fins d'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale, le jour de l'ouverture de la session, en l'absence d'un juge pour présider le tribunal ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

474. (1) Le greffier du tribunal peut, lorsque l'autorité compétente a décidé qu'aucune liste de jurés ne doit être convoquée pour une session du tribunal aux fins d'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale, le jour de l'ouverture de la session, en l'absence d'un juge pour présider le tribunal ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

Ajournement
lorsque aucun
jury n'a été
convoqué

(2) Section 474 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 474 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Adjournment
on instructions
of judge

(2) A clerk of the court for the trial of criminal cases in any territorial division may, at any time, on the instructions of the presiding judge or another judge of the court, adjourn the court and the business of the court to a subsequent day.

(2) Le greffier du tribunal chargé de l'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale peut, en tout temps, à la demande d'un juge de ce tribunal, ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

Ajournement à
la demande du
juge

1990, c. 44, s.
15

32. Section 477.2 of the Act is replaced by the following:

32. L'article 477.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consent of
Attorney
General

477.2 (1) No proceedings in respect of an offence committed by a person in or on the territorial sea shall be continued unless the consent of the Attorney General of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted, if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

477.2 (1) Il est mis fin aux poursuites à l'égard d'une infraction commise dans les limites de la mer territoriale par une personne qui n'a pas la citoyenneté canadienne, à moins que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées si l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

1990, ch. 44,
art. 15

Consentement
du procureur
général

Exception

(1.1) Subsection (1) does not apply to proceedings by way of summary conviction.

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la poursuite pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Exception

Consent of
Attorney
General

(2) No proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(a) or (b) shall be continued unless the consent of the Attorney Gen-

(2) Il est mis fin aux poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)a) ou b) à l'égard d'une infraction commise par une personne

Consentement
du procureur
général

Clause 31: (1) Section 474 reads as follows:

474. Where the competent authority has determined that a panel of jurors is not to be summoned for a term or sittings of the court for the trial of criminal cases in any territorial division, the clerk of the court may, on the day of the opening of the term or sittings, if a judge is not present to preside over the court, adjourn the court and the business of the court to a subsequent day.

(2) New.

Clause 32: Section 477.2 reads as follows:

477.2 (1) Where an offence is committed by a person in or on the territorial sea, no proceedings in respect of that offence, other than proceedings on summary conviction, shall be instituted without the consent of the Attorney General of Canada if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

(2) Proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(a) or (b) shall not be instituted without the consent of the Attorney General of Canada if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

(3) Proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(d) or (e) shall not be instituted without the consent of the Attorney General of Canada.

Article 31, (1). — Texte de l'article 474 :

474. Lorsque l'autorité compétente a décidé qu'aucune liste de jurés ne doit être convoquée pour une session du tribunal aux fins d'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale, le greffier du tribunal peut, le jour de l'ouverture de la session, en l'absence d'un juge pour présider le tribunal, ajourner le tribunal et ses affaires à une date ultérieure.

(2). — Nouveau.

Article 32. — Texte de l'article 477.2 :

477.2 (1) À l'exception des infractions punissables par procédure sommaire, des poursuites à l'égard d'une infraction commise dans les limites de la mer territoriale ne peuvent être intentées sans le consentement du procureur général du Canada si l'accusé n'est pas citoyen canadien et si l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

(2) Des poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)a) ou b) seulement ne peuvent être intentées sans le consentement du procureur général du Canada si l'accusé n'est pas citoyen canadien et si l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

(3) Des poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)d) ou e) seulement ne peuvent être intentées sans le consentement du procureur général du Canada.

eral of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted, if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

Idem

(3) No proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(d) or (e) shall be continued unless the consent of the Attorney General of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted.

Consent to be filed

(4) The consent of the Attorney General required by subsection (1), (2) or (3) must be filed with the clerk of the court in which the proceedings have been instituted.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 64(2)

33. Subsection 478(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Idem

(3) An accused who is charged with an offence that is alleged to have been committed in Canada outside the province in which the accused is may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, if the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, if the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents, 30

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the province where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

qui n'a pas la citoyenneté canadienne, à moins que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées si 5 l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

Idem

(3) Il est mis fin aux poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)d) ou e), à moins 10 que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.

Dépôt du consentement

(4) Le consentement du procureur général est déposé auprès du greffier du tribunal où 15 sont intentées les poursuites.

33. Le paragraphe 478(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 64(2)

(3) An accused who is charged with an offence that is alleged to have been committed in Canada outside the province in which the accused is may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, if the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, if the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents, 30

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the province where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law. 45

Clause 33: Subsection 478(3) reads as follows:

(3) Where an accused is charged with an offence that is alleged to have been committed in Canada outside the province in which he is, he may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents,

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the province where the accused is, and where the accused signifies his consent to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not signify his consent to plead guilty and plead guilty, the accused shall, if he was in custody prior to his appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

Article 33. — Texte du paragraphe 478(3) :

(3) Le prévenu inculqué d'une infraction qui aurait été commise au Canada, à l'extérieur de la province dans laquelle il se trouve, peut, si l'infraction n'est pas l'une de celles que mentionne l'article 469, avec le consentement :

a) du procureur général du Canada dans le cas de poursuites engagées à la demande du gouvernement du Canada et dirigées par ce gouvernement ou pour son compte;

b) du procureur général de la province où l'infraction aurait été commise, dans les autres cas,

comparaître devant un tribunal ou un juge qui aurait eu juridiction pour connaître de cette infraction si elle avait été commise à l'endroit où le prévenu se trouve, et lorsqu'il signifie qu'il consent à plaider coupable et plaide coupable pour cette infraction, le tribunal ou le juge déclare qu'il a commis l'infraction et inflige la peine autorisée par la loi, mais s'il ne signifie pas qu'il consent à plaider coupable et ne plaide pas coupable, il est, s'il était en détention avant sa comparution, remis en détention et traité selon que le prévoit la loi.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 65

34. The portion of section 479 of the English version of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the place where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

35. Subsection 482(1) of the Act is replaced by the following:

482. (1) Every superior court of criminal jurisdiction and every court of appeal may make rules of court not inconsistent with this or any other Act of Parliament, and any rules so made apply to any prosecution, proceeding, action or appeal, as the case may be, within the jurisdiction of that court, instituted in relation to any matter of a criminal nature or arising from or incidental to any such prosecution, proceeding, action or appeal.

36. Paragraph 487(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) anything that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence, or will reveal the whereabouts of a person who is believed to have committed an offence, against this Act or any other Act of Parliament, or

37. (1) Subsection 487.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An information submitted by telephone or other means of telecommunication, other than a means of telecommunication that produces a writing, shall be on oath and shall be recorded verbatim by the justice, who shall, as soon as practicable, cause to be filed, with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for ex-

34. Le passage de l'article 479 de la version anglaise de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the place where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

35. Le paragraphe 482 (1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

482. (1) Toute cour supérieure de juridiction criminelle, ainsi que toute cour d'appel, peut établir des règles de cour non incompatibles avec la présente loi ou toute autre loi fédérale, et les règles ainsi établies s'appliquent à toute poursuite, procédure, action ou tout appel, selon le cas, de la compétence de ce tribunal, intenté à l'égard de toute matière de nature pénale ou découlant de quelque semblable poursuite, procédure, action ou appel, ou s'y rattachant.

36. L'alinéa 487(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) une chose dont on a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira une preuve touchant la commission d'une infraction ou révélera l'endroit où se trouve la personne qui est présumée avoir commis une infraction à la présente loi, ou à toute autre loi fédérale;

37. (1) Le paragraphe 487.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La dénonciation présentée par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de communication qui ne peut rendre la communication sous forme écrite est consignée mot à mot dans un procès-verbal ou enregistrée mécaniquement par le juge de paix qui, dans les plus brefs délais, fait déposer auprès du greffier du tribunal de la cir-

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
65

Pouvoir
d'établir des
règles

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 68(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
69

Dénonciation
présentée par
certains
moyens

Power to make
rules

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 68(1)

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 69

Information
submitted by
telephone

Clause 34: Section 479 reads as follows:

479. Where an accused is charged with an offence that is alleged to have been committed in the province in which he is, he may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents,

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the place where the accused is, and where the accused signifies his consent to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not signify his consent to plead guilty and plead guilty, the accused shall, if he was in custody prior to his appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

Clause 35: Subsection 482(1) reads as follows:

482. (1) Every superior court of criminal jurisdiction and every court of appeal, respectively, may, with the concurrence of a majority of the judges thereof present at a meeting held for the purpose, make rules of court not inconsistent with this Act or any other Act of Parliament, and any rules so made apply to any prosecution, proceeding, action or appeal, as the case may be, within the jurisdiction of that court, instituted in relation to any matter of a criminal nature or arising from or incidental to any such prosecution, proceeding, action or appeal.

Clause 36: The relevant portion of subsection 487(1) reads as follows:

487. (1) A justice who is satisfied by information on oath in Form 1 that there are reasonable grounds to believe that there is in a building, receptacle or place

...

(b) anything that there is reasonable ground to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence against this Act or any other Act of Parliament, or

...

may at any time issue a warrant under his hand authorizing a person named therein or a peace officer

(d) to search the building, receptacle or place for any such thing and to seize it, and

(e) subject to any other Act of Parliament, to, as soon as practicable, bring the thing seized before, or make a report in respect thereof to, the justice or some other justice for the same territorial division in accordance with section 489.1.

Clause 37: (1) Subsection 487.1(2.1) is new. Subsection 487.1(2) reads as follows:

Article 34. — Texte de l'article 479 :

479. Le prévenu inculqué d'une infraction qui aurait été commise dans la province où il se trouve peut, si l'infraction n'est pas l'une de celles que mentionne l'article 469, avec le consentement :

a) du procureur général du Canada, dans le cas de poursuites engagées à la demande du gouvernement du Canada et dirigées par ce gouvernement ou pour son compte;

b) du procureur général de la province où l'infraction aurait été commise, dans les autres cas,

comparaître devant un tribunal ou un juge qui aurait eu juridiction pour connaître de cette infraction si elle avait été commise à l'endroit où le prévenu se trouve, et lorsqu'il signifie qu'il consent à plaider coupable et plaide coupable pour cette infraction, le tribunal ou le juge le déclare coupable de l'infraction et inflige la peine autorisée par la loi, mais s'il ne signifie pas qu'il consent à plaider coupable et ne plaide pas coupable, il est, s'il était en détention avant sa comparution, remis en détention et traité conformément à la loi.

Article 35. — Texte du paragraphe 482(1) :

482. (1) Toute cour supérieure de juridiction criminelle, ainsi que toute cour d'appel, peut, avec l'assentiment de la majorité de ses juges présents à une réunion tenue à cette fin, établir des règles de cour non incompatibles avec la présente loi ou toute autre loi fédérale, et les règles ainsi établies s'appliquent à toute poursuite, procédure, action ou tout appel, selon le cas, de la compétence de ce tribunal, intenté à l'égard de toute matière de nature pénale ou découlant de quelque semblable poursuite, procédure, action ou appel, ou s'y rattachant.

Article 36. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 487(1) :

487. (1) Un juge de paix qui est convaincu, à la suite d'une dénonciation faite sous serment selon la formule 1, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que, dans un bâtiment, contenant ou lieu, se trouve, selon le cas :

...

b) une chose dont on a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira une preuve touchant la commission d'une infraction à la présente loi, ou à toute autre loi fédérale;

Article 37, (1). — Le paragraphe 487.1(2.1) est nouveau. Texte du paragraphe 487.1(2) :

cution, the record or a transcription of it, certified by the justice as to time, date and contents.

conscription territoriale où le mandat doit être exécuté le procès-verbal ou une transcription de l'enregistrement de la dénonciation; le juge de paix en certifie le contenu, la date et l'heure.

5

Information submitted by other means of telecommunication

(2.1) The justice who receives an information submitted by a means of telecommunication that produces a writing shall, as soon as practicable, cause to be filed, with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution, the information certified by the justice as to time and date of receipt.

(2.1) Le juge de paix qui reçoit la dénonciation présentée par un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite la fait déposer dans les plus brefs délais auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté et il certifie la date et l'heure de sa réception.

Dénonciation présentée par d'autres moyens

(2) Section 487.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) L'article 487.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 15 (3), de ce qui suit :

Alternative to oath

(3.1) A peace officer who uses a means of telecommunication referred to in subsection 15 (2.1) may, instead of swearing an oath, make a statement in writing stating that all matters contained in the information are true to his or her knowledge and belief and such a statement is deemed to be a statement made under oath.

(3.1) L'agent de la paix qui présente une dénonciation de la façon prévue au paragraphe (2.1) peut, au lieu de prêter serment, choisir de faire une déclaration par écrit selon laquelle il croit vrais, au meilleur de sa connaissance, les renseignements contenus dans la dénonciation. Sa déclaration est réputée être faite sous serment.

Alternative au serment

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69

(3) The portion of subsection 487.1(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Le passage du paragraphe 487.1(4) de 25 la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 69

Contents of information

(4) An information submitted by telephone 25 or other means of telecommunication shall include

(4) Une dénonciation faite par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication comporte les éléments suivants : 30

Contenu de la dénonciation

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69

(4) The portion of subsection 487.1(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Le passage du paragraphe 487.1(5) de 30 la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, art. 60, ann. I, art. 33 (F)

Issuing warrant

(5) A justice referred to in subsection (1) who is satisfied that an information submitted by telephone or other means of telecommunication

(5) Le juge de paix visé au paragraphe (1) peut décerner à un agent de la paix un mandat lui accordant les mêmes pouvoirs en matière de perquisition et de saisie que lui accorderait un mandat décerné en vertu du paragraphe 256(1) ou 487(1) à la condition d'être obtenu que la dénonciation faite 40 par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication remplit les conditions suivantes :

Délivrance du mandat

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69

(5) The portion of subsection 487.1(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Le passage du paragraphe 487.1(6) de 45 la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 69

(2) An information submitted by telephone or other means of telecommunication shall be on oath and shall be recorded verbatim by the justice, who shall, as soon as practicable, cause to be filed with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution the record or a transcription thereof, certified by the justice as to time, date and contents.

(2) La dénonciation présentée par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication est faite sous serment et consignée mot à mot dans un procès-verbal ou enregistrée mécaniquement par le juge de paix; celui-ci, dans les plus brefs délais, fait déposer auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté le procès-verbal ou une transcription de l'enregistrement de la dénonciation; le juge de paix en certifie le contenu, la date et l'heure.

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Subsection 487.1(4) reads as follows:

(4) An information on oath submitted by telephone or other means of telecommunication shall include

- (a) a statement of the circumstances that make it impracticable for the peace officer to appear personally before a justice;
- (b) a statement of the indictable offence alleged, the place or premises to be searched and the items alleged to be liable to seizure;
- (c) a statement of the peace officer's grounds for believing that items liable to seizure in respect of the offence alleged will be found in the place or premises to be searched; and
- (d) a statement as to any prior application for a warrant under this section or any other search warrant, in respect of the same matter, of which the peace officer has knowledge.

(4) Subsection 487.1(5) reads as follows:

(5) A justice referred to in subsection (1) who is satisfied that an information on oath submitted by telephone or other means of telecommunication

- (a) is in respect of an indictable offence and conforms to the requirements of subsection (4),
- (b) discloses reasonable grounds for dispensing with an information presented personally and in writing, and
- (c) discloses reasonable grounds, in accordance with subsection 256(1) or paragraph 487(1)(a), (b) or (c), as the case may be, for the issuance of a warrant in respect of an indictable offence,

may issue a warrant to a peace officer conferring the same authority respecting search and seizure as may be conferred by a warrant issued by a justice before whom the peace officer appears personally pursuant to

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 487.1(4) :

(4) Une dénonciation sous serment faite par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication comporte les éléments suivants :

(4). — Texte du passage visé du paragraphe 487.1(5) :

(5) Le juge de paix visé au paragraphe (1) peut décerner à un agent de la paix un mandat lui accordant les mêmes pouvoirs en matière de perquisition et de saisie que lui accorderait un mandat décerné en vertu du paragraphe 256(1) ou 487(1) à la condition d'être convaincu que la dénonciation sous serment faite par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication remplit les conditions suivantes :

Formalities
respecting
warrant and
facsimiles

(6) Where a justice issues a warrant by telephone or other means of telecommunication, other than a means of telecommunication that produces a writing,

(6) Section 487.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Issuance of
warrant where
telecommuni-
cation
produces
writing

(6.1) Where a justice issues a warrant by a means of telecommunication that produces a writing,

(a) the justice shall complete and sign the warrant in Form 5.1, noting on its face the time, date and place of issuance;

(b) the justice shall transmit the warrant by the means of telecommunication to the peace officer who submitted the information and the copy of the warrant received by the peace officer is deemed to be a facsimile within the meaning of paragraph (6)(b);

(c) the peace officer shall procure another facsimile of the warrant; and

(d) the justice shall, as soon as practicable after the warrant has been issued, cause the warrant to be filed with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 69

Bringing
before justice

(7) Subsections 487.1(10) and (11) of the Act are replaced by the following:

(10) The clerk of the court shall, as soon as practicable, cause the report, together with the information and the warrant to which it pertains, to be brought before a justice to be dealt with, in respect of the things seized referred to in the report, in the same manner as if the things were seized pursuant to a warrant issued, on an information presented personally by a peace officer, by that justice or another justice for the same territorial division.

Proof of
authorization

(11) In any proceeding in which it is material for a court to be satisfied that a search or seizure was authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, the absence of the information or warrant, signed by the justice and carrying on its face a notation of the time, date and

Formalités

(6) Dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication qui ne peut rendre la communication sous forme écrite :

(6) L'article 487.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Délivrance du
mandat en cas
de télécommu-
nication écrite

(6.1) Dans le cas d'un mandat décerné à l'aide d'un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite :

a) le juge de paix remplit et signe le mandat suivant la formule 5.1; il y indique la date, l'heure et l'endroit de sa délivrance;

b) il transmet le mandat à l'agent de la paix qui a présenté la dénonciation; la copie que reçoit l'agent de la paix est réputée être un fac-similé au sens de l'alinéa (6)b);

c) l'agent de la paix produit un autre fac-similé du mandat;

d) le juge de paix, dans les plus brefs délais possible après avoir décerné un mandat, fait déposer celui-ci auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté.

(7) Les paragraphes 487.1(10) et (11) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
69

(10) Le greffier du tribunal visé au paragraphe (9) fait remettre dans les plus brefs délais à un juge de paix le rapport, la dénonciation et le mandat qui s'y rattache pour qu'il en soit disposé comme s'il s'agissait d'un mandat décerné par ce juge de paix ou un autre juge de paix de la même circonscription territoriale.

Remise au juge
de paix

(11) Dans des procédures où il importe au tribunal d'être convaincu qu'une perquisition ou une saisie a été autorisée par un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication, l'absence du mandat original ou de la dénonciation signée par le juge de paix et comportant

Preuve de
l'autorisation

subsection 256(1) or 487(1), as the case may be, and may require that the warrant be executed within such time period as the justice may order.

(5) Subsection 487.1(6) reads as follows:

(6) Where a justice issues a warrant by telephone or other means of telecommunication,

(a) the justice shall complete and sign the warrant in Form 5.1, noting on its face the time, date and place of issuance;

(b) the peace officer, on the direction of the justice, shall complete, in duplicate, a facsimile of the warrant in Form 5.1, noting on its face the name of the issuing justice and the time, date and place of issuance; and

(c) the justice shall, as soon as practicable after the warrant has been issued, cause the warrant to be filed with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution.

(6) New.

(5). — Texte du passage visé du paragraphe 487.1(6) :

(6) Dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication :

(6). — Nouveau.

(7) Subsection 487.1(12) is new. Subsections 487.1(10) and (11) read as follows:

(10) The clerk of the court with whom a written report is filed pursuant to subsection (9) shall, as soon as practicable, cause the report, together with the information on oath and the warrant to which it pertains, to be brought before a justice to be dealt with, in respect of the things seized referred to in the report, in the same manner as if the things were seized pursuant to a warrant issued, on an information presented personally by a peace officer, by that justice or another justice for the same territorial division.

(11) In any proceeding in which it is material for a court to be satisfied that a search or seizure was authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, the absence of the information on oath, transcribed and certified by the justice as to time, date and contents, or of the original warrant, signed by the justice and carrying on its face a notation of the time, date and place of issuance, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the search or seizure was not authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication.

(7). — Le paragraphe 487.1(12) est nouveau. Texte des paragraphes 487.1(10) et (11) :

(10) Le greffier du tribunal auprès de qui le rapport visé au paragraphe (9) a été déposé fait remettre à un juge de paix le rapport, la dénonciation sous serment et le mandat qui s'y rattache pour qu'il en soit disposé comme s'il s'agissait d'un mandat décerné par ce juge de paix ou un autre juge de paix de la même circonscription territoriale.

(11) Dans des procédures où il importe au tribunal d'être convaincu qu'une perquisition ou une saisie a été autorisée par un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication, l'absence de la dénonciation sous serment transcrite et certifiée par le juge de paix quant à son contenu, sa date et l'heure de sa délivrance, ou l'absence du mandat original, signé par le juge de paix et comportant une mention de l'endroit de sa délivrance, de la date et de l'heure, est, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve que la perquisition ou la saisie n'ont pas été correctement autorisées.

place of issuance, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the search or seizure was not authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication.

(12) A duplicate or a facsimile of an information or a warrant has the same probative force as the original for the purposes of subsection (11).

38. (1) Paragraphs 490(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) where the lawful owner or person who is lawfully entitled to possession of the thing seized is known, order it to be returned to that owner or person, unless the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the detention of the thing seized is required for the purposes of any investigation or a preliminary inquiry, trial or other proceeding; or

(b) where the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the thing seized should be detained for a reason set out in paragraph (a), detain the thing seized or order that it be detained, taking reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation or until it is required to be produced for the purposes of a preliminary inquiry, trial or other proceeding.

(2) The portion of subsection 490(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Nothing shall be detained under the authority of paragraph (1)(b) for a period of more than three months after the day of the seizure, or any longer period that ends when an application made under paragraph (a) is decided, unless

(3) The portion of subsection 490(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) More than one order for further detention may be made under paragraph (2)(a) but the cumulative period of detention shall not exceed one year from the day of the seizure,

une mention des date, heure et endroit de sa délivrance est, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve que la perquisition ou la saisie n'ont pas été correctement autorisées.

(12) Les copies ou fac-similés du mandat ou de la dénonciation ont, pour l'application du paragraphe (11), la même force probante que l'original.

38. (1) Les alinéas 490(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) lorsque le propriétaire légitime ou la personne qui a droit à la possession légitime des choses saisies est connu, ordonner qu'elles lui soient remises à moins que le poursuivant, l'agent de la paix ou toute personne qui en a la garde ne le convainque que leur détention est nécessaire aux fins d'une enquête, d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure;

b) lorsque le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde convainc le juge de paix que la chose saisie devrait être détenue pour un motif énoncé à l'alinéa a), détenir cette chose ou en ordonner la détention, en prenant raisonnablement soin d'en assurer la conservation jusqu'à la conclusion de toute enquête ou jusqu'à ce que sa production soit requise aux fins d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure.

(2) Le passage du paragraphe 490(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Rien ne peut être détenu sous l'autorité de l'alinéa (1)b) au-delà soit de l'expiration d'une période de trois mois, soit de la date, si elle est postérieure, où il est statué sur la demande visée à l'alinéa a), à moins que :

(3) Le passage du paragraphe 490(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Il peut être rendu plus d'une ordonnance de prolongation de détention en vertu du sous-alinéa (2)a), mais rien ne peut être détenu pour une durée totale qui dépasse soit

Duplicates and facsimiles acceptable

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Further detention

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Idem

5

Copies et fac-similés sont acceptés

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 73

15

20

25

30

35

40

45

Idem

Idem

Clause 38: (1) to (3) Subsections 490(1) to (3) read as follows:

490. (1) Subject to this or any other Act of Parliament, where, pursuant to paragraph 489.1(1)(b) or subsection 489.1(2), anything that has been seized is brought before a justice or a report in respect of anything seized is made to a justice, the justice shall,

(a) where the lawful owner or person who is lawfully entitled to possession of the thing seized is known, order it to be returned to him, unless the prosecutor satisfies the justice that the detention of the thing seized is required for the purposes of any investigation or a preliminary inquiry, trial or other proceeding; or

(b) where the prosecutor satisfies the justice that the thing seized should be detained for a reason set out in paragraph (a), detain the thing seized or order that it be detained, taking reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation or until it is required to be produced for the purposes of a preliminary inquiry, trial or other proceeding.

(2) Nothing shall be detained under the authority of paragraph (1)(b) for a period of more than three months after the day of the seizure unless, before the expiration of that period,

(a) a justice, on the making of a summary application to him after three clear days notice thereof to the person from whom the thing detained was seized, is satisfied that, having regard to the nature of the investigation, its further detention for a specified period is warranted and the justice so orders; or

(b) proceedings are instituted in which the thing detained may be required.

(3) More than one order for further detention may be made under paragraph (2)(a) but the cumulative period of detention shall not exceed one year from the day of the seizure unless, before the expiration of that year,

(a) a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 552, on the making of a summary application to him after three clear days notice thereof to the person from whom the thing detained was seized, is satisfied, having regard to the complex nature of the investigation, that the further detention of the thing seized is warranted for a specified period and subject to such other conditions as the judge considers just, and the judge so orders; or

(b) proceedings are instituted in which the thing detained may be required.

Article 38, (1). — Texte du paragraphe 490(1) :

490. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, lorsque, en vertu de l'alinéa 489.1(1)b) ou du paragraphe 489.1(2), des choses qui ont été saisies sont apportées devant un juge de paix ou lorsqu'un rapport à l'égard de choses saisies est fait à un juge de paix, celui-ci doit :

a) lorsque le propriétaire légitime ou la personne qui a droit à la possession légitime des choses saisies est connu, ordonner que les choses saisies lui soient remises à moins que le poursuivant ne le convainque que la détention des choses saisies est nécessaire aux fins d'une enquête, d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure;

b) lorsque le poursuivant convainc le juge de paix que la chose saisie devrait être détenue pour un motif énoncé à l'alinéa a), détenir cette chose ou en ordonner la détention, en prenant raisonnablement soin d'en assurer la conservation jusqu'à la conclusion de toute enquête ou jusqu'à ce que sa production soit requise aux fins d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure.

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 490(2) :

(2) Rien ne peut être détenu sous l'autorité de l'alinéa (1)b) durant une période excédant trois mois après la date de la saisie, à moins que ne se produise, avant l'expiration de cette période, l'un ou l'autre des événements suivants :

or any longer period that ends when an application made under paragraph (a) is decided, unless

(4) The portion of subsection 490(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Where at any time before the expiration of the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized, the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, determines that the continued detention of the thing seized is no longer required for any purpose mentioned in subsection (1) or (4), the prosecutor, peace officer or other person shall apply to

(5) Subsection 490(6) of the Act is replaced by the following:

(6) Where the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized have expired and proceedings have not been instituted in which the thing detained may be required, the prosecutor, peace officer or other person shall apply to a judge or justice referred to in paragraph (5)(a) or (b) in the circumstances set out in that paragraph, for an order in respect of the property under subsection (9) or (9.1).

(6) Section 490 of the Act is amended by 30 adding the following after subsection (9):

(9.1) Notwithstanding subsection (9), a judge or justice referred to in paragraph (9)(a) or (b) may, if the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of a thing seized have expired but proceedings have not been instituted in which the thing may be required, order that the thing continue to be detained for such period as the judge or justice considers necessary if the judge or justice is satisfied

(a) that the continued detention of the thing might reasonably be required for a

un an à compter de la saisie, soit une période plus longue se terminant lorsqu'il est statué sur la demande visée à l'alinéa a), à moins que :

(4) Le passage du paragraphe 490(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque, à tout moment avant l'expiration des périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en vertu de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde décide que la détention de la chose saisie n'est plus requise aux fins visées au paragraphe (1) ou (4), il doit 15 présenter une demande :

(5) Le paragraphe 490(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Lorsque les périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées 20 en application de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie sont terminées et qu'aucune procédure pour laquelle elle aurait pu être requise n'a été engagée, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde 25 doit demander au juge ou au juge de paix visé à l'alinéa 5a) ou b), dans les circonstances qui y sont établies, de rendre une ordonnance à l'égard du bien en application du paragraphe (9) ou (9.1). 30

(6) L'article 490 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(9.1) Malgré le paragraphe (9), le juge ou le juge de paix visé aux alinéas 9a) ou b) 35 peut, lorsque les périodes de détention visées aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en application de ceux-ci sont terminées et que des procédures pour lesquelles la chose détenue peut être requise n'ont pas été engagées, 40 ordonner, s'il est convaincu que les intérêts de la justice le justifient, la prolongation de la détention pour la période qu'il estime nécessaire pour l'application des paragraphes (1) ou (4). 45

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Where continued detention no longer required

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Idem

Exception

5 L.R., ch. 27 (1st suppl.), art. 73

Lorsque la détention continue n'est plus requise

L.R., ch. 27 (1st suppl.), art. 73

Idem

Exception

(4) and (5) Subsections 490(5) and (6) read as follows:

(5) Where at any time before the expiration of the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized, the prosecutor determines that the continued detention of the thing seized is no longer required for any purpose mentioned in subsection (1) or (4), the prosecutor shall apply to

(a) a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 552, where a judge ordered its detention under subsection (3), or

(b) a justice, in any other case,

who shall, after affording the person from whom the thing was seized or the person who claims to be the lawful owner thereof or person entitled to its possession, if known, an opportunity to establish that he is lawfully entitled to the possession thereof, make an order in respect of the property under subsection (9).

(6) Where the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized have expired and proceedings have not been instituted in which the thing detained may be required, the prosecutor shall apply to a judge or justice referred to in paragraph (5)(a) or (b) in the circumstances set out therein, for an order in respect of the property under subsection (9).

(6) New.

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 490(3) :

(3) Il peut être rendu plus d'une ordonnance de prolongation de détention en vertu du sous-alinéa (2)a) mais la durée totale de détention des choses saisies ne peut dépasser un an à compter de la saisie à moins que ne se produise, avant l'expiration de cette année, l'un ou l'autre des événements suivants :

(4). — Texte du passage visé du paragraphe 490(5) :

(5) Lorsque, à tout moment avant l'expiration des périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en vertu de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie, le poursuivant décide que la détention de la chose saisie n'est plus requise aux fins visées au paragraphe (1) ou (4), il doit présenter une demande :

(5). — Texte du paragraphe 490(6) :

(6) Lorsque les périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en application de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie sont terminées et qu'aucune procédure pour laquelle la chose saisie aurait pu être requise n'a été engagée, le poursuivant doit demander au juge ou au juge de paix visé à l'alinéa (5)a) ou b) dans les circonstances qui y sont établies de rendre une ordonnance à l'égard du bien en application du paragraphe (9).

(6). — Nouveau.

purpose mentioned in subsection (1) or (4); and

(b) that it is in the interests of justice to do so.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Copies of documents returned

(7) Subsections 490(13) and (14) of the Act are replaced by the following:

(13) The Attorney General, the prosecutor or the peace officer or other person having custody of a document seized may, before bringing it before a justice or complying with an order that the document be returned, forfeited or otherwise dealt with under subsection (1), (9) or (11), make or cause to be made, and may retain, a copy of the document.

Probative force

(14) Every copy made under subsection (13) that is certified as a true copy by the Attorney General, the person who made the copy or the person in whose presence the copy was made is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original document would have if it had been proved in the ordinary way.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 73

Appeal

(8) Subsection 490(17) of the Act is replaced by the following:

(17) A person who feels aggrieved by an order made under subsection (8), (9), (9.1) or (11) may appeal from the order to the appeal court, as defined in section 812, and for the purposes of the appeal the provisions of sections 814 to 828 apply with such modifications as the circumstances require.

39. The definitions "promise to appear", "recognizance" and "undertaking" in section 493 of the Act are replaced by the following:

"promise to appear" means a promise in Form 10;

"recognizance", when used in relation to a recognizance entered into before an officer in charge, or other peace officer, means a recognizance in Form 11, and when used in relation to a recognizance entered into before a justice or judge, means a recognizance in Form 32;

"promise to appear"
« promesse »
"recognizance"
« engagement »

(7) Les paragraphes 490(13) et (14) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(13) Le procureur général, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde peut, avant d'apporter le document saisi devant un juge de paix ou de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes (1), (9) ou (11), le copier ou le faire copier.

15

(14) Une copie faite en vertu du paragraphe (13) et certifiée conforme par le procureur général, la personne qui l'a faite ou celle en la présence de qui elle a été faite est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, a la même force probante qu'aurait l'original s'il avait été prouvé de la façon ordinaire.

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 73

Copie des documents remis

5

(8) Le paragraphe 490(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(17) Une personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (8), (9), (9.1) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel, au sens de l'article 812 et, pour les fins de l'appel, les dispositions des articles 814 à 828 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

39. Les définitions de « engagement », « promesse » et « promesse de comparaître », à l'article 493 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit : 30

« engagement » Relativement à un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, engagement selon la formule 11; relativement à un engagement contracté devant un juge de paix ou un juge, engagement selon la formule 32.

« promesse » Promesse selon la formule 11.1 ou 12.

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 73

Appel

« engagement »
"recognizance"

« promesse »
"undertaking"

(7) Subsections 490(13) and (14) read as follows:

(13) Where any document is returned or ordered to be returned, forfeited or otherwise dealt with under subsection (1), (9) or (11), the Attorney General may, before returning the document or complying with the order, make or cause to be made, and may retain, a copy of the document.

(14) Every copy made under subsection (13) shall, if certified as a true copy by the Attorney General, be admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, shall have the same probative force as the original document would have if it had been proved in the ordinary way.

(8) Subsection 490(17) reads as follows:

(17) A person who considers himself aggrieved by an order made under subsection (8), (9) or (11) may appeal from the order to the appeal court, as defined in section 812, and for the purposes of the appeal the provisions of sections 814 to 828 apply with such modifications as the circumstances require.

Clause 39: The definitions “promise to appear”, “recognizance” and “undertaking” in section 493 read as follows:

“promise to appear” means a promise in Form 10 given to an officer in charge;

“recognizance”, when used in relation to a recognizance entered into before an officer in charge, means a recognizance in Form 11, and when used in relation to a recognizance entered into before a justice or judge, means a recognizance in Form 32;

“undertaking” means an undertaking in Form 12 given to a justice or judge;

(7). — Texte des paragraphes 490(13) et (14) :

(13) Lorsqu'un document est remis ou lorsqu'il est ordonné qu'un document soit remis ou confisqué ou qu'il en soit autrement disposé en vertu du paragraphe (1), (9) ou (11), le procureur général peut, avant de remettre le document ou de se conformer à l'ordonnance, copier ou faire copier ce document.

(14) Une copie faite en vertu du paragraphe (13) et certifiée conforme par le procureur général est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, a la même force probante qu'aurait l'original s'il avait été prouvé de la façon ordinaire.

(8). — Texte du paragraphe 490(17) :

(17) Une personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (8), (9) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel, au sens de l'article 812 et, pour les fins de l'appel, les dispositions des articles 814 à 828 s'appliquent compte tenu des adaptations de circonstance.

Article 39. — Texte des définitions de « engagement », « promesse » et « promesse de comparaître » à l'article 493 :

« engagement » Relativement à un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable, engagement selon la formule 11; relativement à un engagement contracté devant un juge de paix ou un juge, engagement selon la formule 32.

« promesse » Promesse selon la formule 12, remise à un juge de paix ou à un juge.

« promesse de comparaître » Promesse selon la formule 10, remise à un fonctionnaire responsable.

"undertaking"
« promesse »

"undertaking" means an undertaking in Form 11.1 or 12;

« promesse de comparaître » Promesse selon la formule 10.

« promesse de comparaître »
"promise..."

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 186 (Sch. IV, item 6)

40. Section 499 of the Act is replaced by the following:

40. L'article 499 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 186, ann. IV, n^o 6

Release from custody by officer in charge where arrest made with warrant

499. (1) Where a person who has been arrested with a warrant by a peace officer is taken into custody for an offence other than one mentioned in section 522, the officer in charge may, if the warrant has been endorsed by a justice under subsection 507(6),

5 499. (1) Le fonctionnaire responsable peut, lorsqu'une personne a été mise sous garde après avoir été arrêtée par un agent de la paix pour une infraction autre que celles prévues à l'article 522 aux termes d'un mandat visé par un juge de paix conformément au 10 paragraphe 507(6) :

5 Mise en liberté par un fonctionnaire responsable lorsque l'arrestation a été faite aux termes d'un mandat

(a) release the person on the person's giving a promise to appear;

a) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître;

(b) release the person on the person's entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in the 15 amount not exceeding five hundred dollars that the officer in charge directs, but without deposit of money or other valuable security; or

b) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant lui, sans caution, un engagement d'un montant maximal de cinq cents dollars qu'il fixe, mais sans dépôt d'argent ou d'autre valeur;

(c) if the person is not ordinarily resident 20 in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within two hundred kilometres of the place in which the person is in custody, release the person on the person's entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in the amount not exceeding five hundred dollars that the officer in charge directs and, if the officer in charge so directs, on depositing with the officer in 30 charge such sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value five hundred dollars, as the officer in charge directs.

c) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou 20 dans un rayon de deux cents kilomètres du lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant lui, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars qu'il fixe et, 25 s'il l'ordonne, qu'elle dépose auprès de lui telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de cinq cents dollars, qu'il fixe.

Additional conditions

(2) In addition to the conditions for release 35 set out in paragraphs (1)(a), (b) and (c), the officer in charge may also require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person, in order to be released, undertakes to do one or more of the following 40 things:

(a) to remain within a territorial jurisdiction specified in the undertaking;

(b) to notify a peace officer or another person mentioned in the undertaking of any 45 change in his or her address, employment or occupation;

(2) En vue de la mettre en liberté, le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (1), qu'elle remette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes : 35

Autres conditions

a) demeurer dans le ressort de la juridiction indiquée dans la promesse;

b) aviser l'agent de la paix ou la personne nommé dans la promesse de tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation; 40

Clause 40: Section 499 reads as follows:

499. Where a person who has been arrested with a warrant by a peace officer is taken into custody for

- (a) an indictable offence mentioned in section 553,
- (b) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction,
- (c) an offence punishable on summary conviction, or
- (d) any other offence that is punishable by imprisonment for five years or less,

the officer in charge may, if the warrant has been endorsed by a justice under subsection 507(6),

- (e) release the person on his giving his promise to appear,
- (f) release the person on his entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer in charge directs, but without deposit of money or other valuable security, or
- (g) if the person is not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within two hundred kilometres of the place in which he is in custody, release the person on his entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer in charge directs and, if the officer in charge so directs, on his depositing with the officer in charge such sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value five hundred dollars, as the officer in charge directs.

Article 40. — Texte de l'article 499 :

499. Lorsqu'une personne qui a été arrêtée aux termes d'un mandat par un agent de la paix est mise sous garde :

- a) soit pour un acte criminel mentionné à l'article 553;
- b) soit pour une infraction pour laquelle elle peut être poursuivie sur acte d'accusation ou punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
- c) soit pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
- d) soit pour toute autre infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins,

le fonctionnaire responsable peut, si le mandat a été visé par un juge de paix en vertu du paragraphe 507(6) :

- e) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître;
- f) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable, sans caution, un engagement d'un montant maximal de cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable, mais sans dépôt d'argent ou d'autre valeur;
- g) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou dans un rayon de deux cents kilomètres du lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable et, si ce dernier l'ordonne, qu'elle dépose auprès de lui telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de cinq cents dollars, qu'il fixe.

(c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking; and 5

(d) to deposit the person's passport with the peace officer or other person mentioned in the undertaking.

(3) A person who has entered into an undertaking under subsection (2) may, at any time before or at his or her appearance pursuant to a promise to appear or recognizance, apply to a justice for an order under subsection 515(1) to replace his or her undertaking, and section 515 applies, with such modifications as the circumstances require, to such a person. 10 15

41. Subsections 501(1) to (3) are replaced by the following:

501. (1) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer shall

(a) set out the name of the accused; 25

(b) set out the substance of the offence that the accused is alleged to have committed; and

(c) require the accused to attend court at a time and place to be stated therein and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law. 30

(2) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer shall set out the text of subsections 145(5) and (6) and section 502. 35

(3) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer may, where the accused is alleged to have committed an indictable offence, require the accused to appear at a time and place stated in it for 45

c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues; 5

d) remettre son passeport à l'agent de la paix ou à la personne nommé dans la promesse.

(3) La personne qui a remis la promesse prévue au paragraphe (2) peut, avant sa comparution ou lors de celle-ci, demander au juge de paix de rendre l'ordonnance visée au paragraphe 515(1) pour qu'elle soit substituée à sa promesse. Le cas échéant, l'article 515 s'applique à l'égard de cette personne 15 avec les adaptations nécessaires.

41. Les paragraphes 501(1) à (3) sont 20 remplacés par ce qui suit :

501. (1) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix doit : 20

a) indiquer le nom du prévenu;

b) indiquer l'essentiel de l'infraction que 25 le prévenu est présumé avoir commise;

c) exiger que le prévenu se présente devant le tribunal aux date, heure et lieu qui y sont indiqués et par la suite selon que le tribunal l'exigera afin d'être traité selon la 30 loi.

(2) Le texte des paragraphes 145(5) et (6) et celui de l'article 502 doivent être reproduits dans une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix. 35

(3) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix peut, lorsque le prévenu est présumé avoir commis un acte criminel, en joindre au prévenu de comparaître aux 45

Application to justice

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 76; 1992, c. 47, s. 69

Contents of appearance notice, promise to appear and recognizance

Idem

Attendance for purposes of Identification of Criminals Act

Requête au juge de paix

L.R., ch. 27 (1^{re} suppl.), art. 76; 1992, ch. 47, art. 69

Contenu de la citation à comparaître, de la promesse de comparaître et de l'engagement

Idem

Comparution aux fins de la Loi sur l'identification des criminels

Clause 41: Subsections 501(1) to (3) read as follows:

501. (1) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge shall

(a) set out the name of the accused;

(b) set out the substance of the offence that the accused is alleged to have committed; and

(c) require the accused to attend court at a time and place to be stated therein and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law.

(2) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge shall set out the text of subsections 145(5) and (6) and section 502.

(3) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge may, where the accused is alleged to have committed an indictable offence, require the accused to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, and a person so appearing is deemed, for the purposes only of that Act, to be in lawful custody charged with an indictable offence.

Article 41. — Texte des paragraphes 501(1) à (3) :

501. (1) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable doit :

a) indiquer le nom du prévenu;

b) indiquer l'essentiel de l'infraction que le prévenu est présumé avoir commise;

c) exiger que le prévenu se présente devant le tribunal aux date, heure et lieu qui y sont indiqués et par la suite selon que le tribunal l'exigera afin d'être traité selon la loi.

(2) Le texte des paragraphes 145(5) et (6) et celui de l'article 502 doivent être reproduits dans une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable.

(3) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable peuvent, lorsque le prévenu est présumé avoir commis un acte criminel, enjoindre au prévenu de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, et une personne qui comparait ainsi est censée, aux seules fins de cette loi, être légalement détenue sous une inculpation d'acte criminel.

the purposes of the *Identification of Criminals Act*, and a person so appearing is deemed, for the purposes only of that Act, to be in lawful custody charged with an indictable offence.

42. Subsection 503(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody conditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance with paragraphs 498(1)(f) to (h) and subsection (2.1).

Conditional release

Undertaking

(2.1) In addition to the conditions referred to in subsection (2), the peace officer or officer in charge may, in order to release the person, require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person undertakes to do one or more of the following things:

(a) to remain within a territorial jurisdiction specified in the undertaking;

(b) to notify the peace officer or another person mentioned in the undertaking of any change in his or her address, employment or occupation;

(c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking; or

(d) to deposit the person's passport with the peace officer or other person mentioned in the undertaking.

Application to justice

(2.2) A person who has entered into an undertaking under subsection (2.1) may, at any time before or at his or her appearance pursuant to a promise to appear or recognizance, apply to a justice for an order under subsection 515(1) to replace his or her undertaking, and section 515 applies, with such

heure et lieu y indiqués, pour l'application de la Loi sur l'identification des criminels, et la personne qui comparaît ainsi est censée, aux seules fins de cette loi, être légalement détenue sous une inculpation d'acte criminel.

42. Le paragraphe 503(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable, convaincu de la nécessité de cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)f) à h), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit détenue sous garde pour avoir commis une infraction mentionnée à l'article 522.

Libération conditionnelle

Promesse

(2.1) En vue de la mettre en liberté, l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (2), qu'elle mette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) demeurer dans le ressort de la juridiction indiquée dans la promesse;

b) aviser l'agent de la paix ou la personne nommé dans la promesse de tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;

c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

d) remettre son passeport à l'agent de la paix ou à la personne nommé dans la promesse.

Requête au juge de paix

(2.2) La personne qui a remis la promesse prévue au paragraphe (2.1) peut, avant sa comparution ou lors de celle-ci, demander au juge de paix de rendre l'ordonnance visée au paragraphe 515(1) pour qu'elle soit substituée à sa promesse. Le cas échéant, l'article 515 s'applique à l'égard de cette personne avec les adaptations nécessaires.

Clause 42: Subsections 503(2.1) and (2.2) are new. Subsection 503(2) reads as follows:

(2) Where a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody conditionally, he may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person in accordance with paragraphs 498(1)(f) to (h).

Article 42. — Les paragraphes 503(2.1) et (2.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 503(2) :

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable, convaincu de la nécessité de cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément à l'un des alinéas 498(1)f) à h), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit détenue sous garde pour avoir commis une infraction mentionnée à l'article 522.

modifications as the circumstances require, to such a person.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 78(3)

43. Subsection 507(6) of the Act is replaced by the following:

Endorsement of warrant by justice

(6) A justice who issues a warrant under this section or section 508 or 512 may, unless the offence is one mentioned in section 522, authorize the release of the accused pursuant to section 499 by making an endorsement on the warrant in Form 29.

44. (1) Section 515 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

Alternative to physical presence

(2.2) Where, by this Act, the appearance of an accused is required for the purposes of 15 judicial interim release, the appearance shall be by actual physical attendance of the accused but the justice may, where the prosecutor and the accused so agree, allow the accused to appear by means of any suitable 20 telecommunication device, including telephone, that is satisfactory to the justice.

(2) Section 515 of the Act is amended by adding the following after subsection (11):

Order re no communication

(12) A justice who orders that an accused 25 be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order, except in accordance with such condi- 30 tions specified in the order as the justice deems necessary.

45. Paragraph 518(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the accused shall not be examined by 35 the justice or any other person except counsel for the accused respecting the offence with which the accused is charged, and no inquiry shall be made of the accused respecting that offence by way of 40 cross-examination unless the accused has testified respecting the offence;

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 86(1)

46. Subsection 520(1) of the Act is replaced by the following:

43. Le paragraphe 507(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 78(3)

5 (6) Le juge de paix qui décerne un mandat en vertu du présent article ou de l'article 508 ou 512 peut, sauf si l'infraction est une de celles visées à l'article 522, autoriser la mise en liberté du prévenu en application de l'ar- 10 ticle 499 en inscrivant sur le mandat un visa selon la formule 29.

Visa du mandat par le juge de paix

44. (1) L'article 515 de la même loi est 10 modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.2) Le prévenu tenu de comparaître pour les fins de la mise en liberté provisoire sous le régime de la présente loi doit comparaître 15 en personne ou, avec l'accord du poursuivant, utiliser un moyen de télécommunication, y compris le téléphone, que le juge de 20 paix estime satisfaisant.

Comparution par télécommunication

(2) L'article 515 de la même loi est modi- 20 fié par adjonction, après le paragraphe (11), de ce qui suit :

(12) Le juge de paix qui ordonne la déten- 25 tion du prévenu sous garde en vertu du présent article peut lui ordonner, en outre, de 25 s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'or- donnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime 30 nécessaires.

Ordonnance de s'abstenir de communiquer

45. L'alinéa 518(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le prévenu ne peut être interrogé par le juge de paix ni par aucune autre personne, 35 sauf son avocat, quant à l'infraction dont il 35 est inculpé; aucune question ne peut lui être posée en contre-interrogatoire relativement à cette infraction à moins qu'il ait 40 déjà témoigné à ce sujet;

46. Le paragraphe 520(1) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 86(1)

Clause 43: Subsection 507(6) reads as follows:

(6) Where a justice issues a warrant under this section or section 508 or 512, the justice may, where the offence is

(a) an indictable offence mentioned in section 553,

(b) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction,

(c) an offence punishable on summary conviction, or

(d) any other offence that is punishable by imprisonment for five years or less,

authorize the release of the accused pursuant to section 499 by making an endorsement on the warrant in Form 29.

Clause 44: (1) and (2) New.

Clause 45: The relevant portion of subsection 518(1) reads as follows:

518. (1) In any proceedings under section 515,

...

(b) the accused shall not be examined or cross-examined by the justice or any other person respecting the offence with which he is charged, and no inquiry shall be made of him respecting that offence;

Clause 46: Subsection 520(1) reads as follows:

520. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(2), (5), (6), (7) or (8) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)(b),

Article 43. — Texte du paragraphe 507(6) :

(6) Le juge de paix qui décerne un mandat en vertu du présent article ou de l'article 508 ou 512 peut, lorsque l'infraction est :

a) soit un acte criminel mentionné à l'article 553;

b) soit une infraction pour laquelle la personne peut être poursuivie sur acte d'accusation ou punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;

c) soit une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;

d) soit une autre infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins,

autoriser la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 en inscrivant sur le mandat un visa selon la formule 29.

Article 44, (1) et (2). — Nouveaux.

Article 45. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 518(1) :

518. (1) Dans toutes procédures engagées en vertu de l'article 515 :

...

b) le prévenu ne peut être interrogé ni contre-interrogé par le juge de paix ni par aucune autre personne, quant à l'infraction dont il est inculpé, et aucune question ne peut lui être posée relativement à cette infraction;

Article 46. — Texte du paragraphe 520(1) :

520. (1) Le prévenu peut, en tout temps avant son procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de

Review of
order of justice

520. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(2), (5), (6), (7), (8) or (12) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)(b), the accused may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 87(1)

47. Subsection 521(1) of the Act is replaced by the following:

Review of
order of justice

521. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(1), (2), (7), (8) or (12) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)(b), the prosecutor may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

48. Section 522 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Order re no
communication

(2.1) A judge referred to in subsection (2) who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the judge deems necessary.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 90(4)

49. Subsection 525(9) of the Act is replaced by the following:

Directions for
expediting trial

(9) Where an accused is before a judge under any of the provisions of this section, the judge may give directions for expediting the trial of the accused.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 203

50. (1) Subsection 527(1) of the Act is replaced by the following:

Procuring
attendance

527. (1) A judge of a superior court of criminal jurisdiction may order in writing that a person who is confined in a prison be brought before the court, judge, justice or provincial court judge before whom the prisoner is required to attend, from day to day as may be necessary, if

(a) the applicant for the order sets out the facts of the case in an affidavit and produces the warrant, if any; and

520. (1) Le prévenu peut, en tout temps avant son procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de paix conformément aux paragraphes 515(2), (5), (6), (7), (8) ou (12), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)b).

Révision de
l'ordonnance
du juge

47. Le paragraphe 521(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 87(1)

521. (1) Le poursuivant peut, à tout moment avant le procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de paix conformément aux paragraphes 515(1), (2), (7), (8) ou (12), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)b).

Révision de
l'ordonnance
du juge

48. L'article 522 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) L'ordonnance de détention visée au paragraphe (2) peut en outre ordonner au prévenu de s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et que le juge estime nécessaires.

Ordonnance de
s'abstenir de
communiquer

49. Le paragraphe 525(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Lorsqu'un prévenu se trouve devant un juge en vertu d'une disposition du présent article, le juge peut donner des instructions pour hâter le déroulement du procès du prévenu.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 90(4)

Instructions
visant à hâter le
procès

50. (1) Le paragraphe 527(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

527. (1) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle, convaincu, à la suite d'une demande exposant les faits de l'espèce dans un affidavit et produisant le mandat, que les fins de la justice l'exigent, peut ordonner par écrit que la personne enfermée dans une prison soit amenée devant le tribunal, le juge, le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui sa présence est requise, de jour en jour selon qu'il est nécessaire.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
203

Ordonnance
d'amener un
prisonnier

the accused may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

paix conformément aux paragraphes 515(2), (5), (6), (7) ou (8), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)*b*).

Clause 47: Subsection 521(1) reads as follows:

521. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(1), (2), (7) or (8) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)*b*), the prosecutor may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

Article 47. — Texte du paragraphe 521(1) :

521. (1) Le poursuivant peut, à tout moment avant le procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de paix conformément aux paragraphes 515(1), (2), (7) ou (8), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)*b*).

Clause 48: New

Article 48. — Nouveau.

Clause 49: Subsection 525(9) reads as follows:

(9) Where an accused is before a judge under any of the provisions of this section, the judge shall give directions for expediting the trial of the accused.

Article 49. — Texte du paragraphe 525(9) :

(9) Lorsqu'un prévenu se trouve devant un juge en vertu d'une disposition du présent article, le juge doit donner des instructions pour hâter le déroulement du procès du prévenu.

Clause 50: (1) Subsection 527(1) reads as follows:

527. (1) Where a person who is confined in a prison is required

- (a) to attend at a preliminary inquiry into a charge against him,
- (b) to stand his trial on a charge that may be tried by indictment or on summary conviction, or
- (c) to attend to give evidence in a proceeding to which this Act applies,

a judge of a superior court of criminal jurisdiction or of a county or district court may order in writing that the prisoner be brought before the court, judge, justice or provincial court judge before whom his attendance is required, from day to day as may be necessary, if

- (d) the applicant for the order sets out the facts of the case in an affidavit and produces the warrant, if any, and
- (e) the judge is satisfied that the ends of justice require that an order be made.

Article 50, (1). — Texte du paragraphe 527(1) :

527. (1) Lorsqu'une personne enfermée dans une prison est requise, selon le cas :

- a) d'être présente à une enquête préliminaire sur une inculpation formulée contre elle;
- b) de subir son procès sur une inculpation qui peut être jugée sur acte d'accusation ou sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
- c) d'être présente pour témoigner dans une procédure à laquelle s'applique la présente loi,

un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de comté ou de district peut ordonner par écrit que le prisonnier soit amené devant le tribunal, le juge, le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui sa présence est requise, de jour en jour selon qu'il est nécessaire, si :

(b) the judge is satisfied that the ends of justice require that an order be made.

(2) Subsection 527(7) of the Act is replaced by the following:

(7) On application by the prosecutor, a judge of a superior court of criminal jurisdiction may, if the prisoner consents in writing, order the transfer of a prisoner to the custody of a peace officer named in the order for a period specified in the order where the judge is satisfied that the transfer is required for the purpose of assisting a peace officer acting in the execution of his or her duties.

51. Section 528 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A copy of an affidavit or warrant submitted by a means of telecommunication that produces a writing has the same probative force as the original for the purposes of subsection (1).

52. Section 529 of the Act and the heading before it are repealed.

53. (1) Paragraph 537(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) adjourn an inquiry from time to time and change the place of hearing, where it appears to be desirable to do so by reason of the absence of a witness, the inability of a witness who is ill to attend at the place where the justice usually sits or for any other sufficient reason;

(b) remand the accused to custody for the purposes of the *Identification of Criminals Act*;

(2) Subsection 537(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (h), by adding the word "and" at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) where the prosecutor and the accused so agree, permit the accused to appear by counsel or by closed-circuit television or any other means that allow the court and the accused to engage in simultaneous vis-

(2) Le paragraphe 527(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Sur demande du poursuivant, un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle peut, avec le consentement écrit du prisonnier, ordonner que ce dernier soit transféré à la garde d'un agent de la paix nommé dans l'ordonnance pour la période que celle-ci stipule si le juge est convaincu que cela est nécessaire pour aider un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

51. L'article 528 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Les copies de l'affidavit ou du mandat transmises à l'aide d'un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite ont, pour l'application du paragraphe (1), la même force probante que l'original.

52. L'article 529 de la même loi et l'inter-titre le précédant sont abrogés.

53. (1) L'alinéa 537(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) ajourner l'enquête de temps à autre et changer le lieu de l'audition, lorsque la chose paraît opportune en raison de l'absence d'un témoin, de l'impossibilité pour un témoin malade d'être présent à l'endroit où le juge de paix siège ordinairement, ou pour tout autre motif suffisant;

b) renvoyer le prévenu à la détention pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*;

(2) Le paragraphe 537(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) avec le consentement du poursuivant et de l'accusé, permettre à ce dernier soit d'utiliser la télévision en circuit fermé ou tout autre moyen permettant au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
92

Ordonnance
pour le transfe-
rement du
5 prisonnier

15 Copies

20

25

30

35

40

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 92

Transfer of
prisoner

Copy of affida-
vit or warrant

(2) Subsection 527(7) reads as follows:

(7) On application by the prosecutor, a judge of a superior court of criminal jurisdiction or of a county or district court may, if the prisoner consents in writing, order the transfer of a prisoner to the custody of a peace officer named in the order for a period specified in the order where the judge is satisfied that the transfer is required for the purpose of assisting a peace officer acting in the execution of his duties.

Clause 51: New.

Clause 52: The heading before section 529 and section 529 read as follows:

Coroner's Warrant

529. (1) Where a person is alleged, by a verdict on a coroner's inquisition, to have committed murder or manslaughter but he has not been charged with the offence, the coroner shall

- (a) direct, by warrant under his hand, that the person be taken into custody and be conveyed, as soon as possible, before a justice; or
- (b) direct the person to enter into a recognizance before him, with or without sureties, to appear before a justice.

(2) Where a coroner makes a direction under subsection (1), he shall transmit to the justice the evidence taken before him in the matter.

Clause 53: (1) The relevant portion of subsection 537(1) reads as follows:

537. (1) A justice acting under this Part may

(a) adjourn an inquiry from time to time and change the place of hearing, where it appears to be desirable to do so by reason of the absence of a witness, the inability of a witness who is ill to attend at the place where the justice usually sits or for any other sufficient reason, but no adjournment shall be for more than eight clear days unless

- (i) the accused, whether or not he is in custody, and the prosecutor consent to the proposed adjournment, or
- (ii) the accused is remanded for observation under subparagraph (b)(ii);

(2) New.

d) d'une part, celui qui demande l'ordonnance expose les faits de l'espèce dans un affidavit et produit le mandat, le cas échéant;

e) d'autre part, le juge est convaincu que les fins de la justice exigent l'émission d'une ordonnance.

(2). — Texte du paragraphe 527(7) :

(7) Sur demande du poursuivant, un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de comté ou de district peut, avec le consentement écrit du prisonnier, ordonner que ce dernier soit transféré à la garde d'un agent de la paix nommé dans l'ordonnance pour la période que celle-ci stipule si le juge est convaincu que cela est nécessaire pour aider un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

Article 51. — Nouveau.

Article 52. — Texte de l'article 529 et de l'intertitre le précédant :

Mandat du coroner

529. (1) Si un verdict sur enquête de coroner allègue qu'une personne a commis un meurtre ou un homicide involontaire coupable, et qu'elle n'ait pas été inculpée de l'infraction, le coroner doit, selon le cas :

- a) ordonner, au moyen d'un mandat revêtu de son seing, que cette personne soit mise sous garde et conduite, le plus tôt possible, devant un juge de paix;
- b) ordonner que la personne contracte en sa présence un engagement, avec ou sans caution, de comparaître devant un juge de paix.

(2) Lorsqu'un coroner donne un ordre prévu au paragraphe (1), il doit transmettre au juge de paix les dépositions faites devant lui en la matière.

Article 53, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 537(1) :

537. (1) Un juge de paix agissant en vertu de la présente partie peut :

a) ajourner l'enquête de temps à autre et changer le lieu de l'audition, lorsque la chose paraît opportune en raison de l'absence d'un témoin, de l'impossibilité pour un témoin malade d'être présent à l'endroit où le juge de paix siège ordinairement, ou pour tout autre motif suffisant, mais nul ajournement de ce genre ne peut être de plus de huit jours francs, à moins que, selon le cas :

- (i) le prévenu, sous garde ou non, et le poursuivant ne consentent à l'ajournement projeté,
- (ii) le prévenu ne soit renvoyé pour observation suivant le sous-alinéa b)(ii);

(2). — Nouveau.

ual and oral communication, for any part of the inquiry other than a part in which the evidence of a witness is taken.

54. Section 541 of the Act is replaced by the following:

541. (1) When the evidence of the witnesses called on the part of the prosecution has been taken down and, where required by this Part, has been read, the justice shall, subject to this section, hear the witnesses called by the accused.

(2) Before hearing any witness called by an accused who is not represented by counsel, the justice shall address the accused as follows or to the like effect:

"Do you wish to say anything in answer to these charges or to any other charges which might have arisen from the evidence led by the prosecution? You are not obliged to say anything, but whatever you do say may be given in evidence against you at your trial. You should not make any confession or admission of guilt because of any promise or threat made to you but if you do make any statement it may be given in evidence against you at your trial in spite of the promise or threat."

(3) Where the accused who is not represented by counsel says anything in answer to the address made by the justice pursuant to subsection (2), the answer shall be taken down in writing and shall be signed by the justice and kept with the evidence of the witnesses and dealt with in accordance with this Part.

(4) Where an accused is not represented by counsel, the justice shall ask the accused if he or she wishes to call any witnesses after subsections (2) and (3) have been complied with.

(5) The justice shall hear each witness called by the accused who testifies to any matter relevant to the inquiry, and for the purposes of this subsection, section 540 applies with such modifications as the circumstances require.

55. Subsection 544(5) of the Act is replaced by the following:

simultanément, soit de permettre à l'avocat représentant l'accusé de comparaître à sa place durant toute l'enquête sauf durant la présentation de la preuve testimoniale.

54. L'article 541 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

541. (1) Une fois les dépositions des témoins de la poursuite consignées et, lorsque la présente partie l'exige, lues, le juge de paix entend, sous réserve du présent article, 10 les témoins appelés par l'accusé.

(2) Avant d'entendre ses témoins, le juge de paix adresse au prévenu qui n'est pas représenté par avocat les paroles suivantes ou 15 d'autres au même effet :

Désirez-vous dire quelque chose en réponse à ces accusations ou à toute autre accusation qui pourrait découler des faits mis en preuve par la poursuite ? Vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit, mais tout ce que vous direz peut servir de preuve contre vous lors de votre procès. Aucune promesse de faveur ni aucune menace à votre endroit ne doit vous inciter à faire un aveu ou à vous reconnaître coupable, mais tout ce que vous direz maintenant pourra servir de preuve contre vous à votre procès, malgré la promesse ou la menace. 25

(3) Lorsque le prévenu qui n'est pas représenté par avocat dit quelque chose en réponse aux paroles du juge de paix, sa réponse est prise par écrit. Elle est signée par le juge de paix et conservée avec les dépositions des 30 témoins et traitée selon la présente partie.

(4) Lorsque ont été observés les paragraphes (2) et (3), le juge de paix demande au prévenu qui n'est pas représenté par avocat s'il désire appeler des témoins. 35

(5) Le juge de paix entend chaque témoin appelé par le prévenu, qui dépose sur toute matière pertinente à l'enquête, et, pour l'application du présent paragraphe, l'article 540 s'applique avec les adaptations nécessaires. 40

55. Le paragraphe 544(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 99

Hearing of witnesses

Contents of address to accused

Statement of accused

Witnesses for accused

Depositions of such witnesses

5 L.R., ch. 27 (1st suppl.), art. 99

Audition des témoins à décharge

Allocution au prévenu

Déclaration du prévenu

Témoins à décharge

Dépositions de ces témoins

Clause 54: Section 541 reads as follows:

541. (1) When the evidence of the witnesses called on the part of the prosecution has been taken down and, where required by this Part, has been read, the justice shall address the accused as follows or to the like effect:

Having heard the evidence, do you wish to say anything in answer to the charge or any other indictable offence, in respect of the same transaction, founded on the facts that are disclosed by the evidence? You are not bound to say anything, but whatever you do say will be taken down in writing and may be given in evidence against you at your trial. You must clearly understand that you have nothing to hope from any promise of favour and nothing to fear from any threat that may have been held out to you to induce you to make any admission or confession of guilt, but whatever you now say may be given in evidence against you at your trial notwithstanding the promise or threat.

(2) Where the accused says anything in answer to the address made by the justice pursuant to subsection (1), his answer shall be taken down in writing and shall be signed by the justice and kept with the evidence of the witnesses and dealt with in accordance with this Part.

(3) When subsections (1) and (2) have been complied with, the justice shall ask the accused if he wishes to call any witnesses.

(4) The justice shall hear each witness called by the accused who testifies to any matter relevant to the inquiry, and for the purposes of this subsection, section 540 applies, with such modifications as the circumstances require.

Clause 55: Subsection 544(5) reads as follows:

(5) Where, at the conclusion of the evidence on the part of the prosecution at a preliminary inquiry that has been continued pursuant to subsection (1), the accused is absent, the provisions of subsections 541(1) and (2) do not apply but, if counsel for the accused is present, he shall be

Article 54. — Texte de l'article 541 :

541. (1) Une fois les dépositions des témoins de la poursuite consignées et, lorsque la présente partie l'exige, lues, le juge de paix adresse au prévenu les paroles suivantes ou d'autres de même teneur :

Après avoir entendu les témoignages, désirez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation ou à tout autre acte criminel qui découle de la même affaire fondé sur les faits que révèle la preuve? Vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit, mais tout ce que vous direz sera pris par écrit et peut servir de preuve contre vous lors de votre procès. Vous devez comprendre clairement que vous n'avez rien à espérer d'une promesse de faveur qui a pu vous être faite, non plus que rien à craindre d'une menace qui a pu vous être adressée, pour vous induire à faire un aveu ou vous reconnaître coupable, mais tout ce que vous direz maintenant pourra servir de preuve contre vous lors de votre procès, malgré la promesse ou menace.

(2) Lorsque le prévenu dit quelque chose en réponse aux paroles que le juge de paix lui adresse conformément au paragraphe (1), sa réponse est prise par écrit. Elle est signée par le juge de paix et conservée avec les dépositions des témoins et traitée selon la présente partie.

(3) Lorsque ont été observés les paragraphes (1) et (2), le juge de paix demande au prévenu s'il désire appeler des témoins.

(4) Le juge de paix entend chaque témoin appelé par le prévenu, qui dépose sur toute matière pertinente à l'enquête, et, pour l'application du présent paragraphe, l'article 540 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance.

Article 55. — Texte du paragraphe 544(5) :

(5) En cas d'absence du prévenu lors de la conclusion de la preuve du poursuivant recueillie au cours d'une enquête préliminaire poursuivie conformément au paragraphe (1), les paragraphes 541(1) et (2) ne s'appliquent pas; toutefois, s'il est présent, l'avocat du prévenu a la possibi-

Accused
calling
witnesses

(5) Where, at the conclusion of the evidence on the part of the prosecution at a preliminary inquiry that has been continued pursuant to subsection (1), the accused is absent but counsel for the accused is present, he or she shall be given an opportunity to call witnesses on behalf of the accused and subsection 541(5) applies with such modifications as the circumstances require.

56. Section 548 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) A justice who orders that an accused is to stand trial has the power to fix the date for the trial or the date on which the accused must appear in the trial court to have that date fixed.

Where accused
ordered to
stand trial

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 104

57. (1) The portion of paragraph 553(a) of the Act after subparagraph (v) is replaced by the following:

where the subject-matter of the offence is not a testamentary instrument and the alleged value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand dollars;

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 104

(2) The portion of paragraph 553(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) with counselling or with a conspiracy or attempt to commit or with being an accessory after the fact to the commission of

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 106

58. Subsection 555(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where an accused is before a provincial court judge charged with an offence mentioned in paragraph 553(a) or subparagraph 553(b)(i), and, at any time before the provincial court judge makes an adjudication, the evidence establishes that the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or that its value exceeds five thousand dollars, the provincial court judge

Where subject-
matter is a
testamentary
instrument or
exceeds \$5,000
in value

(5) L'avocat du prévenu peut, après la preuve du poursuivant recueillie au cours d'une enquête préliminaire poursuivie conformément au paragraphe (1), même en l'absence du prévenu, appeler des témoins en son nom. Le paragraphe 541(5) s'applique, le cas échéant, avec les adaptations nécessaires.

Témoins à
décharge

56. L'article 548 est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le juge de paix qui ordonne le renvoi à procès peut fixer soit la date de celui-ci, soit la date à laquelle l'accusé devra comparaître pour connaître celle de son procès.

Accusé
renvoyé à
procès

57. (1) Le passage de l'alinéa 553a) de la même loi suivant le sous-alinéa (v) est remplacé par ce qui suit :

lorsque l'objet de l'infraction n'est pas un titre testamentaire et que sa valeur ne dépasse pas cinq mille dollars;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
104

(2) Le passage de l'alinéa 553b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) soit d'avoir conseillé à quelqu'un de commettre une infraction, d'avoir tenté de commettre une infraction, d'avoir comploté en vue de commettre une infraction ou d'avoir été complice après le fait de la perpétration d'une infraction, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des infractions suivantes :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
104

58. Le paragraphe 555(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Si un prévenu est, devant un juge de la cour provinciale, inculpé d'une infraction mentionnée à l'alinéa 553a) ou au sous-alinéa 553b)(i), et si, à tout moment avant que le juge de la cour provinciale ne rende une décision, la preuve établit que l'objet de l'infraction est un acte testamentaire ou que sa valeur dépasse cinq mille dollars, le juge de la cour provinciale appelle le prévenu à faire

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
106

Acte testamen-
taire ou objet
dont la valeur
dépasse 5 000 \$

given an opportunity to call witnesses on behalf of the accused and the provisions of subsection 541(4) apply with such modifications as the circumstances require.

Clause 56: New.

Clause 57: (1) and (2) The relevant portion of section 553 reads as follows:

553. The jurisdiction of a provincial court judge to try an accused is absolute and does not depend on the consent of the accused where the accused is charged in an information

(a) with

(i) theft, other than theft of cattle,

(ii) obtaining money or property by false pretences,

(iii) unlawfully having in his possession any property or thing or any proceeds of any property or thing knowing that all or a part of the property or thing or of the proceeds was obtained by or derived directly or indirectly from the commission in Canada of an offence punishable by indictment or an act or omission anywhere that, if it had occurred in Canada, would have constituted an offence punishable by indictment,

(iv) having, by deceit, falsehood or other fraudulent means, defrauded the public or any person, whether ascertained or not, of any property, money or valuable security, or

(v) mischief under subsection 430(4),

where the subject-matter of the offence is not a testamentary instrument and where the alleged value of the subject-matter of the offence does not exceed one thousand dollars;

(b) with counselling or with an attempt to commit or with being an accessory after the fact to the commission of

(i) any offence referred to in paragraph (a) in respect of the subject-matter and value thereof referred to in that paragraph, or

(ii) any offence referred to in paragraph (c); or

Clause 58: Subsection 555(2) reads as follows:

(2) Where an accused is before a provincial court judge charged with an offence mentioned in paragraph 553(a) or subparagraph 553(b)(i), and, at any time before the provincial court judge makes an adjudication, the evidence establishes that the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or that its value exceeds one thousand dollars, the provincial court judge shall put the accused to his election in accordance with subsection 536(2).

lité d'appeler des témoins en son nom, le paragraphe 541(4) s'appliquant, compte tenu des adaptations de circonstance.

Article 56. — Nouveau.

Article 57, (1) et (2). — Texte des passages introductifs et visés de l'article 553 :

553. La compétence d'un juge de la cour provinciale pour juger un prévenu est absolue et ne dépend pas du consentement du prévenu, lorsque celui-ci est inculqué, dans une dénonciation :

a) soit d'avoir, selon le cas :

(i) commis un vol, autre qu'un vol de bétail,

(ii) obtenu de l'argent ou des biens par de faux-semblants,

(iii) illégalement en sa possession un bien, une chose ou leur produit sachant que tout ou partie d'entre eux ont été obtenus directement ou indirectement par la perpétration au Canada d'une infraction punissable sur acte d'accusation ou obtenus par une omission ou un acte survenus n'importe où, au Canada, auraient été punissables sur acte d'accusation,

(iv) par supercherie, mensonge et autre moyen dolosif, frustré le public ou toute personne, déterminée ou non, de tout bien, argent ou valeur,

(v) commis un méfait au sens du paragraphe 430(4),

lorsque l'objet de l'infraction n'est pas un titre testamentaire et que sa valeur ne dépasse pas mille dollars;

b) soit d'avoir conseillé à quelqu'un de commettre une infraction, d'avoir tenté de commettre une infraction ou d'avoir été complice après le fait de la perpétration d'une infraction, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des infractions suivantes :

Article 58. — Texte du paragraphe 555(2) :

(2) Si un prévenu est, devant un juge de la cour provinciale, inculqué d'une infraction mentionnée à l'alinéa 553a) ou au sous-alinéa 553b)(i), et si, à tout moment avant que le juge de la cour provinciale ne rende une décision, la preuve établit que l'objet de l'infraction est un acte testamentaire ou que sa valeur dépasse mille dollars, le juge de la cour provinciale appelle le prévenu à faire son choix en conformité avec le paragraphe 536(2).

shall put the accused to his or her election in accordance with subsection 536(2).

59. (1) Subsection 570(1) of the Act is replaced by the following:

570. (1) Where an accused who is tried under this Part is determined by a judge or provincial court judge to be guilty of an offence on acceptance of a plea of guilty or on a finding of guilt, the judge or provincial court judge, as the case may be, shall endorse the information accordingly and shall sentence the accused or otherwise deal with the accused in the manner authorized by law and, on request by the accused, the prosecutor, a peace officer or any other person, shall cause a conviction in Form 35 and a certified copy of it, or an order in Form 36 and a certified copy of it, to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) Section 570 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(6) Where a warrant of committal is issued by a clerk of a court, a copy of the warrant of committal, certified by the clerk, is admissible in evidence in any proceeding.

60. The Act is amended by adding the following after section 579:

579.1 (1) The Attorney General of Canada or counsel instructed by him or her for that purpose may intervene in proceedings in the following circumstances:

(a) the proceedings are in respect of a contravention of, a conspiracy or attempt to contravene or counselling the contravention of an Act of Parliament or a regulation made under that Act, other than this Act or a regulation made under this Act;

(b) the proceedings have not been instituted by an Attorney General;

(c) judgment has not been rendered; and

son choix en conformité avec le paragraphe 536(2).

59. (1) Le paragraphe 570(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

570. (1) Lorsque la culpabilité d'un prévenu qui subit son procès en vertu de la présente partie est déterminée soit par acceptation de son plaidoyer de culpabilité, soit par une déclaration de culpabilité, le juge ou le juge de la cour provinciale, selon le cas, inscrit sur la dénonciation une mention en ce sens et inflige une peine au prévenu ou autrement le traite de la manière autorisée par la loi et, sur demande du prévenu, du poursuivant, d'un agent de la paix ou de toute autre personne, fait rédiger une déclaration de culpabilité selon la formule 35 ainsi qu'une copie certifiée conforme de cette déclaration de culpabilité ou une ordonnance selon la formule 36 ainsi qu'une copie certifiée conforme de celle-ci, et remet la copie certifiée à la personne ayant fait la demande.

(2) L'article 570 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), 25 de ce qui suit :

(6) La copie du mandat de dépôt délivré par le greffier du tribunal certifiée conforme par ce dernier est admise en preuve dans toute procédure.

60. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 579, de ce qui suit :

579.1 (1) Le procureur général du Canada ou le procureur mandaté par lui à cette fin peut, si les circonstances suivantes sont réunies, intervenir dans toute procédure :

a) concernant une contravention à une loi fédérale autre que la présente loi ou à ses règlements d'application, une tentative ou un complot en vue d'y contrevenir ou le fait de conseiller une telle contravention;

b) qui n'a pas été engagée par un procureur général;

c) où le jugement n'a pas été rendu;

d) à l'égard de laquelle n'est pas intervenu 45 le procureur général de la province où les procédures sont engagées.

L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. 1, n^o 14 (F)

5 Inscription de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance

Copie certifiée

30

Intervention du procureur général du Canada

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 112

Record of conviction or order

Admissibility of certified copy

Intervention by Attorney General of Canada

Clause 59: (1) Subsection 570(1) reads as follows:

570. (1) Where an accused who is tried under this Part is determined by a judge or provincial court judge to be guilty of an offence on acceptance of a plea of guilty or on a finding of guilt, the judge or provincial court judge, as the case may be, shall endorse the information accordingly and shall sentence the accused or otherwise deal with the accused in the manner authorized by law and, on request by the accused, the prosecutor or a peace officer, shall cause a conviction in Form 35 and a certified copy thereof, or an order in Form 36 and a certified copy thereof, to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) New.

Clause 60: New.

Article 59, (1). — Texte du paragraphe 570(1) :

570. (1) Lorsque la culpabilité d'un prévenu qui subit son procès en vertu de la présente partie est déterminée soit par acceptation de son plaidoyer de culpabilité, soit par une déclaration de culpabilité, le juge ou le juge de la cour provinciale, selon le cas, inscrit sur la dénonciation une mention en ce sens et inflige une peine au prévenu ou autrement le traite de la manière autorisée par la loi et, sur demande du prévenu, du poursuivant ou d'un agent de la paix, fait rédiger une déclaration de culpabilité selon la formule 35 ainsi qu'une copie certifiée conforme de cette déclaration de culpabilité ou une ordonnance selon la formule 36 ainsi qu'une copie certifiée conforme de celle-ci, et remet la copie certifiée à la personne ayant fait la demande.

(2). — Nouveau.

Article 60. — Nouveau.

	(d) the Attorney General of the province in which the proceedings are taken has not intervened.	
Section 579 to apply	(2) Section 579 applies, with such modifications as the circumstances require, to proceedings in which the Attorney General of Canada intervenes pursuant to this section.	Application de l'article 579
	61. Section 604 of the Act is replaced by the following:	61. L'article 604 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
Non-publication of prosecutorial material	604. (1) Subject to subsections (2) and (3), the accused, counsel for the accused and every person acting on behalf of or under the direction of the accused or counsel for the accused shall not publish any material provided by the prosecutor for the purpose of permitting the accused to make full answer and defence.	604. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), ni le prévenu, ni son avocat ni quelque autre personne mandatée par l'un ou l'autre ne peut publier le matériel transmis par la poursuite afin de permettre au prévenu de présenter une défense pleine et entière.
Exception — publication on terms and conditions	(2) A judge of the court before which the accused is to be tried may, where the accused shows reasonable cause, order that material referred to in subsection (1) may be published on the terms and conditions ordered by that judge.	(2) Un juge du tribunal peut, lorsque la défense fait valoir des motifs raisonnables, ordonner la publication du matériel visé au paragraphe (1) et fixer les conditions de cette publication.
Exception — publicly available information	(3) Nothing in this section affects the right to publish information that is otherwise publicly available.	(3) Le présent article ne porte pas atteinte au droit de publier du matériel autrement accessible au public.
Offence	(4) Every person who contravenes this section is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(4) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque contrevient au présent article.
	62. Subsection 648(1) of the Act is replaced by the following:	62. Le paragraphe 648(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
Restriction on publication	648. (1) Information regarding any portion of a trial shall not be published in any newspaper or broadcast	648. (1) Aucun renseignement concernant une question relative au procès sur laquelle le juge a statué avant l'assermentation des jurés ne peut être publié dans un journal, ni révélé dans une émission radiodiffusée tant que ceux-ci ne se sont pas retirés pour délibérer. La même interdiction vaut pour tout renseignement concernant une question sur laquelle le juge statue après l'assermentation des jurés mais alors que le jury a reçu la permission de se séparer.
	(a) in respect of any matter dealt with by a judge before any juror is sworn, until the jury that is eventually sworn retires to consider its verdict; and	
	(b) in respect of any matter dealt with after the jury is sworn but when the jury is not present and permission to separate is given to members of the jury, until the jury retires to consider its verdict.	
	63. Subsection 650(1) of the Act is replaced by the following:	63. Le paragraphe 650(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Clause 61: Section 604 reads as follows:

604. (1) An accused who is indicted for high treason or treason or for being an accessory after the fact to high treason or treason is entitled to receive, after the indictment has been found and at least ten days before his arraignment,

(a) a copy of the indictment;

(b) a list of the witnesses to be produced on the trial to prove the indictment; and

(c) a copy of the panel of jurors who are to try him, returned by the sheriff.

(2) The list of the witnesses and the copy of the panel of the jurors referred to in subsection (1) shall mention the names, occupations and places of abode of the witnesses and jurors respectively.

(3) The writings referred to in subsection (1) shall be given to the accused at the same time and in the presence of at least two witnesses.

(4) This section does not apply to the offence of high treason by killing Her Majesty, to the offence of high treason where the overt act alleged is an attempt to injure the person of Her Majesty in any manner or to the offence of being an accessory after the fact in such a case of high treason.

Clause 62: Subsection 648(1) reads as follows:

648. (1) Where permission to separate is given to members of a jury under subsection 647(1), no information regarding any portion of the trial at which the jury is not present shall be published, after the permission is granted, in any newspaper or broadcast before the jury retires to consider its verdict.

Clause 63: Subsection 650(1.1) is new. Subsection 650(1) reads as follows:

Article 61. — Texte de l'article 604 :

604. (1) Un prévenu, accusé de haute trahison ou de trahison, ou de complicité après le fait de haute trahison ou de trahison, a le droit de recevoir, après le prononcé de la mise en accusation et au moins dix jours avant son interpellation :

a) une copie de l'acte d'accusation;

b) une liste des témoins qui doivent être produits au procès pour prouver l'acte d'accusation;

c) une copie de la liste des jurés chargés de le juger, rapportée par le shérif.

(2) La liste des témoins et la copie de la liste des jurés visées au paragraphe (1) doivent mentionner les noms, occupations et lieux de résidence des témoins et des jurés respectivement.

(3) Les écrits visés au paragraphe (1) sont donnés à l'accusé en même temps et en présence d'au moins deux témoins.

(4) Le présent article ne s'applique pas au crime de haute trahison par meurtre de Sa Majesté, ni au crime de haute trahison lorsque l'acte manifeste allégué est une tentative de blesser la personne de Sa Majesté de quelque manière ni au crime de complicité après le fait dans un tel cas de haute trahison.

Article 62. — Texte du paragraphe 648(1) :

648. (1) Lorsque la permission de se séparer est donnée aux membres d'un jury en vertu du paragraphe 647(1), aucun renseignement concernant une phase du procès se déroulant en l'absence du jury ne peut être, après que la permission est accordée, publié dans un journal, ni révélé dans une émission radiodiffusée avant que le jury ne se retire pour délibérer.

Article 63. — Le paragraphe 650(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 650(1) :

Accused to be present

650. (1) Subject to subsections (1.1) and (2), an accused other than a corporation shall be present in court during the whole of the accused's trial.

Video links

(1.1) Where the court so orders, and where the prosecutor and the accused so agree, the accused may appear by counsel or by closed-circuit television or any other means that allow the court and the accused to engage in simultaneous visual and oral communication, for any part of the trial other than a part in which the evidence of a witness is taken.

650. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (2), un accusé autre qu'une personne morale, doit être présent au tribunal pendant tout son procès.

Présence de l'accusé

5 Présence à distance

(1.1) Le tribunal peut, avec le consentement du poursuivant, permettre à l'accusé d'utiliser la télévision en circuit fermé ou tout autre moyen permettant soit au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer simultanément, soit de permettre à l'avocat représentant l'accusé de comparaître à sa place durant toute l'enquête sauf durant la présentation de la preuve testimoniale.

64. Section 657 of the Act is replaced by the following:

657. A statement made by an accused under subsection 541(3) and purporting to be signed by the justice before whom it was made may be given in evidence against the accused at his or her trial without proof of the signature of the justice, unless it is proved that the justice by whom the statement purports to be signed did not sign it.

Use in evidence of statement by accused

64. L'article 657 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

657. Une déclaration faite par un accusé aux termes du paragraphe 541(3) et censément signée par le juge de paix devant qui elle a été faite, peut être fournie en preuve contre l'accusé à son procès, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature du juge de paix, à moins qu'il ne soit prouvé que ce dernier ne l'a pas signée.

15

Emploi d'une déclaration de l'accusé

R.S., c. 23 (4th Supp.), s. 3

65. Subsections 657.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

657.1 (1) In any proceedings, an affidavit or a solemn declaration of a person who claims to be the lawful owner of, or the person lawfully entitled to possession of, property that was the subject-matter of the offence, or any other person who has specialized knowledge of the property or of that type of property, containing the statements referred to in subsection (2), shall be admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is evidence of the statements contained in the affidavit or solemn declaration without proof of the signature of the person appearing to have signed the affidavit or solemn declaration.

Proof of ownership and value of property

65. Les paragraphes 657.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

657.1 (1) Dans toute procédure, l'affidavit ou la déclaration solennelle soit du prétendu propriétaire légitime d'un bien qui a fait l'objet de l'infraction, soit de la personne qui prétend avoir droit à sa possession légitime, soit de toute personne ayant une connaissance particulière de ce bien ou de ce type de biens, comportant les renseignements visés au paragraphe (2) est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y apparaît.

L.R., ch. 23 (4^e suppl.), art. 3

25

Preuve du droit de propriété et de la valeur d'un bien

Statements to be made

(2) For the purposes of subsection (1), a person shall state in an affidavit or a solemn declaration

(a) that the person is the lawful owner of, or is lawfully entitled to possession of, the property, or otherwise has specialized knowledge of the property or of property of the same type as that property;

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'affidavit ou la déclaration solennelle comporte les éléments suivants :

a) déclaration du signataire selon laquelle il est le propriétaire légitime du bien, la personne qui a droit à sa possession légitime ou une personne ayant une connais-

Renseignements

40

650. (1) Subject to subsection (2), an accused other than a corporation shall be present in court during the whole of his trial.

650. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un accusé, autre qu'une personne morale, doit être présent au tribunal pendant tout son procès.

Clause 64: Section 657 reads as follows:

657. A statement made by an accused under subsection 541(2) and purporting to be signed by the justice before whom it was made may be given in evidence against the accused at his trial without proof of the signature of the justice, unless it is proved that the justice by whom the statement purports to be signed did not sign it.

Article 64. — Texte de l'article 657 :

657. Une déclaration faite par un accusé aux termes du paragraphe 541(2) et donnée comme étant signée par le juge de paix devant qui elle a été faite, peut être fournie en preuve contre l'accusé à son procès, sans attestation de la signature du juge de paix, à moins qu'il ne soit prouvé que le juge de paix par qui la déclaration est donnée comme étant signée, ne l'a pas signée.

Clause 65: Subsections 657.1(1) and (2) read as follows:

657.1 (1) In any proceedings in respect of an offence under section 334, 348, 354, 362 or 380, an affidavit or a solemn declaration of a person who claims to be the lawful owner or person lawfully entitled to possession of property that was the subject-matter of the offence, containing the statements referred to in subsection (2), shall be admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is evidence of the statements contained in the affidavit or solemn declaration without proof of the signature of the person appearing to have signed the affidavit or solemn declaration.

(2) For the purposes of subsection (1), a person shall state in an affidavit or a solemn declaration

- (a) that the person is the lawful owner or is lawfully entitled to possession of the property;
- (b) the value of the property;
- (c) that the person has been deprived of the property by fraudulent means or otherwise without the lawful consent of the person; and
- (d) any facts within the personal knowledge of the person relied on to justify the statements referred to in paragraphs (a) to (c).

Article 65. — Texte des paragraphes 657.1(1) et (2) :

657.1 (1) Dans des poursuites intentées à l'égard d'une infraction prévue aux articles 334, 348, 354, 362 ou 380, l'affidavit ou la déclaration solennelle du prétendu propriétaire légitime d'un bien qui a fait l'objet de l'infraction ou de la personne qui prétend avoir droit à sa possession légitime comportant les renseignements visés au paragraphe (2) est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y apparaît.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'affidavit ou la déclaration solennelle comporte les éléments suivants :

- a) déclaration du signataire selon laquelle il est le propriétaire légitime ou la personne qui a droit à la possession légitime du bien;
- b) mention de la valeur du bien;
- c) déclaration du signataire selon laquelle il a été privé du bien d'une façon frauduleuse ou autrement sans son consentement;
- d) faits dont le signataire a personnellement connaissance et sur lesquels il se fonde pour motiver les affirmations visées aux alinéas a) à c).

(b) the value of the property;

(c) in the case of a person who is the lawful owner of or is lawfully entitled to possession of the property, that the person has been deprived of the property by fraudulent means or otherwise without the lawful consent of the person; and

(d) any facts within the personal knowledge of the person relied on to justify the statements referred to in paragraphs (a) to 10 (c).

sance particulière de ce bien ou de ce type de biens;

b) mention de la valeur du bien;

c) déclaration du propriétaire légitime ou de la personne qui a droit à sa possession légitime selon laquelle il a été privé du bien d'une façon frauduleuse ou autrement sans son consentement;

d) faits dont le signataire a personnellement connaissance et sur lesquels il se fonde pour motiver les affirmations visées aux alinéas a) à c).

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203

66. Section 658 of the Act is replaced by the following:

Testimony as to date of birth

658. (1) In any proceedings to which this Act applies, the testimony of a person as to the date of his or her birth is admissible as evidence of that date.

Testimony of a parent

(2) In any proceedings to which this Act applies, the testimony of a parent as to the age of a person of whom he or she is a parent is admissible as evidence of the age of that person.

Proof of age

(3) In any proceedings to which this Act applies,

(a) a birth or baptismal certificate or a copy of such a certificate purporting to be certified under the hand of the person in whose custody the certificate is held is evidence of the age of that person; and

(b) an entry or record of an incorporated society or its officers who have had the control or care of a child or young person at or about the time the child or young person was brought to Canada is evidence of the age of the child or young person if the entry or record was made before the time when the offence is alleged to have been committed.

Other evidence

(4) In the absence of any certificate, copy, entry or record mentioned in subsection (3), or in corroboration of any such certificate, copy, entry or record, a jury, judge, justice or provincial court judge, as the case may be, may receive and act on any other information relating to age that they consider reliable.

66. L'article 658 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203

658. (1) Le témoignage d'une personne sur sa date de naissance est admissible en preuve dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi.

Témoignage portant sur la date de naissance

(2) Le témoignage du père ou de la mère quant à l'âge de leur enfant est admissible en preuve dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi.

Témoignage d'un parent

(3) Font foi de l'âge de la personne, dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, soit le certificat de naissance ou de baptême ou la copie de ceux-ci certifiée conforme par le préposé à la conservation des actes de naissance ou de baptême qui y est mentionné, soit l'inscription ou la mention consignée par un organisme doté de la personnalité morale ayant pris en charge l'enfant ou l'adolescent au moment de son entrée au Canada, ou vers cette époque, pourvu que l'inscription ou la mention soit antérieure à la perpétration des faits re-

Preuve de l'âge par certificat ou mention

(4) Un jury, un juge, un juge de la cour provinciale ou un juge de paix peut, soit à défaut des documents mentionnés au paragraphe (3), soit en vue de les corroborer, accepter et prendre en considération tous autres renseignements relatifs à l'âge qu'il estime dignes de foi.

Autres éléments de preuve

Clause 66: Section 658 reads as follows:

658. (1) In any proceedings to which this Act applies, an entry or record of an incorporated society or its officers who have had the control or care of a child or young person at or about the time the child or young person was brought to Canada is evidence of the age of the child or young person if the entry or record was made before the time when the offence is alleged to have been committed.

(2) In the absence of other evidence, or by way of corroboration of other evidence, a jury, judge, justice or provincial court judge, as the case may be, may infer the age of a child or young person from his appearance.

Article 66. — Texte de l'article 658 :

658. (1) Dans toute procédure visée par la présente loi, une inscription ou un enregistrement opéré par une société constituée en personne morale ou par ses fonctionnaires ayant eu le contrôle ou le soin d'un enfant ou d'une jeune personne à l'époque ou vers l'époque de son entrée au Canada, constitue une preuve de l'âge de l'enfant ou de la jeune personne si l'inscription ou l'enregistrement a été opéré avant le moment où l'infraction est présumée avoir été commise.

(2) À défaut d'autre preuve, ou sous forme de corroboration d'autre preuve, un jury, un juge, un juge de paix ou un juge de la cour provinciale, selon le cas, peut déduire l'âge d'un enfant ou d'une jeune personne d'après son apparence.

Inference from appearance

(5) In the absence of other evidence, or by way of corroboration of other evidence, a jury, judge, justice or provincial court judge, as the case may be, may infer the age of a child or young person from his or her appearance.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 137

67. Subsection 669.2(3) of the Act is replaced by the following:

Where no adjudication is made

(3) Subject to subsections (4) and (5), where the trial was commenced but no adjudication was made or verdict rendered, the judge, provincial court judge, justice or other person before whom the proceedings are continued shall, without further election by an accused, commence the trial again as if no evidence had been taken.

Where no adjudication is made — jury trials

(4) Where a trial that is before a court composed of a judge and a jury was commenced but no adjudication was made or verdict rendered, the judge before whom the proceedings are continued may, without further election by an accused,

(a) continue the trial; or

(b) commence the trial again as if no evidence had been taken.

Where trial continued

(5) Where a trial is continued under paragraph (4)(a), any evidence that was adduced before a judge referred to in paragraph (1)(c) is deemed to have been adduced before the judge before whom the trial is continued but, where the prosecutor and the accused so agree, any part of that evidence may be adduced again before the judge before whom the trial is continued.

68. The Act is amended by adding the following after section 669.2:

Jurisdiction when appointment to another court

669.3 Where a court composed of a judge and a jury, a judge or a provincial court judge is conducting a trial and the judge or provincial court judge is appointed to another court, he or she continues to have jurisdiction in respect of the trial until its completion.

69. Section 677 of the Act is replaced by the following:

(5) À défaut d'autre preuve, ou sous forme de corroboration d'autre preuve, un jury, un juge, un juge de la cour provinciale ou un juge de paix, selon le cas, peut déduire l'âge d'un enfant ou d'une jeune personne d'après son apparence.

Déduction d'après l'apparence

67. Le paragraphe 669.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 137

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), lorsque le procès a débuté et qu'aucune décision ni aucun verdict n'a été rendu, le juge, le juge de la cour provinciale, le juge de paix ou l'autre personne devant qui les procédures se poursuivent doit, sans nouveau choix de la part de l'accusé, recommencer le procès comme si aucune preuve n'avait été présentée.

Lorsque aucune décision n'a été rendue

(4) Lorsque le procès a débuté devant un tribunal composé d'un juge et d'un jury et qu'aucune décision ni aucun verdict n'a été rendu, le juge devant qui les procédures se poursuivent peut, sans nouveau choix de la part de l'accusé, continuer les procédures ou recommencer le procès comme si aucune preuve n'avait été présentée.

Pouvoir du juge

(5) La preuve présentée devant le juge visé à l'alinéa (1)c) est réputée avoir été présentée au juge devant qui se poursuivent les procédures, à moins que les parties ne consentent à la présenter de nouveau, en tout ou en partie.

Administration de la preuve

68. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 669.2, de ce qui suit :

669.3 Le juge ou le juge de la cour provinciale nommé à un autre tribunal conserve sa compétence à l'égard du procès qu'il préside, en présence d'un jury ou non, jusqu'à son terme.

Le juge garde compétence

69. L'article 677 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

40

Clause 67: Subsections 669.2 (4) and (5) are new. Subsection 669.2(3) reads as follows:

(3) Where the trial was commenced but no adjudication was made or verdict rendered, the judge, provincial court judge, justice or other person before whom the proceedings are continued shall, without further election by an accused, commence the trial again as if no evidence had been taken.

Article 67. — Les paragraphes 669.2(4) et (5) sont nouveaux. Texte du paragraphe 669.2(3) :

(3) Lorsque le procès a débuté et qu'aucune décision ni aucun verdict n'a été rendu, le juge, le juge de la cour provinciale, le juge de paix ou l'autre personne devant qui les procédures se poursuivent doit, sans nouveau choix de la part de l'accusé, recommencer le procès comme si aucune preuve n'avait été présentée.

Clause 68: New.

Article 68. — Nouveau.

Clause 69: Section 677 reads as follows:

677. Where an appeal is dismissed by the court of appeal and a judge of that court expresses an opinion dissenting from the judgment of the

Article 69. — Texte de l'article 677 :

677. Lorsqu'un appel est rejeté par la cour d'appel et qu'un juge de ce tribunal exprime une opinion opposée au jugement du tribunal, le juge-

Specifying grounds of dissent	<p>677. Where a judge of the court of appeal expresses an opinion dissenting from the judgment of the court, the judgment of the court shall specify any grounds in law on which the dissent, in whole or in part, is based.</p>	<p>677. Le jugement de la cour d'appel énonce, le cas échéant, les motifs de toute dissidence fondée en tout ou en partie sur une question de droit.</p>	Énoncé des motifs de dissidence
Review by court of appeal	<p>70. The portion of subsection 680(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p> <p>680. (1) A decision made by a judge under section 522 or subsection 524(4) or (5) or a decision made by a judge of the court of appeal under section 261 or 679 may, on the direction of the chief justice or acting chief justice of the court of appeal, be reviewed by that court and that court may, if it does not confirm the decision,</p>	<p>70. Le passage du paragraphe 680(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>680. (1) Une décision rendue par un juge en vertu de l'article 522 ou des paragraphes 524(4) ou (5) ou une décision rendue par un juge de la cour d'appel en vertu des articles 261 ou 679 peut, sur l'ordre du juge en chef ou du juge en chef suppléant de la cour d'appel, faire l'objet d'une révision par ce tribunal et celui-ci peut, s'il ne confirme pas la décision :</p>	Révision par la cour d'appel
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203	<p>71. Subsections 699(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</p>	<p>71. Les paragraphes 699(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 27 (1 ^{re} suppl.), art. 203
How subpoena issued	<p>699. (1) Where a person is required to attend to give evidence before a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction, a subpoena directed to that person shall be issued out of the court before which the attendance of that person is required.</p>	<p>699. (1) La convocation d'un témoin devant une cour supérieure de juridiction criminelle, une cour d'appel ou une cour de juridiction criminelle doit émaner du tribunal devant lequel sa présence est requise.</p>	Convocation des témoins par le tribunal
Who may issue	<p>(2) Where a person is required to attend to give evidence before a summary conviction court under Part XXVII or in proceedings over which a justice has jurisdiction, a subpoena directed to that person shall be issued</p> <p>(a) by a justice, where the person whose attendance is required is within the province in which the proceedings were instituted; or</p> <p>(b) by a provincial court judge or out of a superior court of criminal jurisdiction of the province in which the proceedings were instituted, where the person whose attendance is required is not within the province.</p>	<p>(2) La convocation d'un témoin devant une cour des poursuites sommaires sous le régime de la partie XXVII ou dans des procédures sur lesquelles un juge de paix a juridiction doit être émise par un juge de paix si la personne se trouve dans la province où les procédures ont été entamées ou par une cour supérieure de juridiction criminelle ou un juge de la cour provinciale de la province où les procédures ont été intentées si la personne ne se trouve pas dans la province.</p>	Qui peut convoquer un témoin dans certains cas
Order of judge	<p>(3) A subpoena shall not be issued out of a superior court of criminal jurisdiction pursuant to paragraph (2)(b), except pursuant to an order of a judge of the court made on application by a party to the proceedings.</p>	<p>(3) Une convocation ne peut être émise par une cour supérieure de juridiction criminelle aux termes de l'alinéa (2)b) sauf en conformité avec une ordonnance d'un juge du tribunal, rendue à la demande d'une partie à la procédure.</p>	Ordonnance d'un juge

court, the formal judgment of the court shall specify any grounds in law on which the dissent, in whole or in part, is based.

ment formel du tribunal spécifie tout motif en droit sur lequel repose cette dissidence, en totalité ou en partie.

Clause 70: Subsection 680(1) reads as follows:

680. (1) A decision made by a judge under section 522 or subsection 524(4) or (5) or a decision made by a judge of the court of appeal under section 679 may, on the direction of the chief justice or acting chief justice of the court of appeal, be reviewed by that court and that court may, if it does not confirm the decision,

(a) vary the decision; or

(b) substitute such other decision as, in its opinion, should have been made.

Article 70. — Texte du passage visé du paragraphe 680(1) :

680. (1) Une décision rendue par un juge en vertu de l'article 522 ou des paragraphes 524(4) ou (5) ou une décision rendue par un juge de la cour d'appel en vertu de l'article 679 peut, sur l'ordre du juge en chef ou du juge en chef suppléant de la cour d'appel, faire l'objet d'une révision par ce tribunal et celui-ci peut, s'il ne confirme pas la décision :

Clause 71: Subsections 699(1) to (3) read as follows:

699. (1) Where a person is required to attend to give evidence before a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction other than a provincial court judge acting under Part XIX, a subpoena directed to that person shall be issued out of the court before which the attendance of that person is required.

(2) Where a person is required to attend to give evidence before a provincial court judge acting under Part XIX, or a summary conviction court under Part XXVII or in proceedings over which a justice has jurisdiction, a subpoena directed to that person shall be issued

(a) by a justice or provincial court judge, as the case may be, where the person whose attendance is required is within the province in which the proceedings were instituted; or

(b) out of a superior court of criminal jurisdiction or a county or district court of the province in which the proceedings were instituted, where the person whose attendance is required is not within the province.

(3) A subpoena shall not be issued pursuant to paragraph (2)(b), except pursuant to an order of a judge of the court made on application by a party to the proceedings.

Article 71. — Texte des paragraphes 699(1) à (3) :

699. (1) Lorsqu'une personne est requise de comparaître pour témoigner devant une cour supérieure de juridiction criminelle, une cour d'appel, un tribunal siégeant en appel ou une cour de juridiction criminelle autre qu'un juge de la cour provinciale agissant sous le régime de la partie XIX, l'assignation lancée à cette personne doit émaner du tribunal devant lequel la présence de cette personne est requise.

(2) Lorsqu'une personne est requise de comparaître pour témoigner devant un juge de la cour provinciale agissant selon la partie XIX, ou devant une cour des poursuites sommaires sous le régime de la partie XXVII, ou dans des procédures sur lesquelles un juge de paix a juridiction, une assignation adressée à cette personne doit être émise :

a) par un juge de paix ou un juge de la cour provinciale, selon le cas, si la personne dont la présence est requise se trouve dans la province où les procédures ont été entamées;

b) par une cour supérieure de juridiction criminelle ou par une cour de comté ou de district de la province où les procédures ont été intentées, si la personne dont la présence est requise ne se trouve pas dans la province.

(3) Une assignation ne peut être émise aux termes de l'alinéa (2)b), sauf en conformité avec une ordonnance d'un juge du tribunal, rendue à la demande d'une partie aux procédures.

	72. Subsection 701(1) of the Act is replaced by the following:	72. Le paragraphe 701(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Service	701. (1) Subject to subsection (2), a subpoena shall be served <u>in a province by a peace officer or any other person who is qualified in that province to serve civil process, in accordance with subsection 509(2), with such modifications as the circumstances require.</u>	701. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'assignation est signifiée <u>dans une province</u> par un agent de la paix ou par toute personne habilitée par cette province à ce faire en matière civile, en conformité avec le paragraphe 509(2) <u>et avec les adaptations nécessaires.</u>	Signification
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203	73. Section 702 of the Act is replaced by the following:	73. L'article 702 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 203
Subpoena effective throughout Canada	702. (1) A subpoena that is issued by a provincial court judge or out of a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction has effect anywhere in Canada according to its terms.	702. (1) L'assignation qui émane d'un juge de la cour provinciale, d'une cour supérieure de juridiction criminelle, d'une cour d'appel, d'un tribunal siégeant en appel ou d'une cour de juridiction criminelle est valable partout au Canada, selon ses termes.	Assignation valable partout au Canada
Subpoena effective throughout province	(2) A subpoena that is issued by a justice has effect anywhere in the province in which it is issued.	(2) L'assignation qui émane d'un juge de paix est valable partout dans la province où elle est émise.	Assignation valable partout dans la province
	74. Section 709 of the Act is renumbered as subsection 709(1) and is amended by adding the following:	74. L'article 709 de la même loi devient le 20 paragraphe 709(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :	
Idem	(2) A decision under subsection (1) is deemed to have been made at the trial held in relation to the proceedings mentioned in that subsection.	(2) La décision prise en vertu du paragraphe (1) est réputée avoir été prise au procès auquel se rapportent les procédures qui y sont visées.	Idem
	75. (1) The portion of subsection 710(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	75. (1) Le passage du paragraphe 710(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
Application where witness is ill	710. (1) An application under paragraph 709(1)(a) shall be made	710. (1) La demande prévue par l'alinéa 30 709(1)a) est faite :	Demande lorsqu'un témoin est malade
	(2) Subsection 710(2) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 710(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Evidence of medical practitioner	(2) An application under subparagraph 709(1)(a)(i) may be granted on the evidence of a registered medical practitioner.	(2) La demande prévue par le sous-alinéa 709(1)a)(i) peut être accordée sur le témoignage d'un médecin inscrit.	Témoignage d'un médecin
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 152	76. The portion of section 711 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	76. Le passage de l'article 711 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 152
Reading evidence of witness who is ill	711. Where the evidence of a witness mentioned in paragraph 709(1)(a) is taken by a commissioner appointed under section 710, it may be read in evidence in the proceedings if	711. Lorsque la déposition d'un témoin 40 mentionné à l'alinéa 709(1)a) est recueillie par un commissaire nommé en application de l'article 710, elle peut être lue en preuve	Lecture de la déposition d'un témoin malade

Clause 72: Subsection 701(1) reads as follows:

701. (1) Subject to subsection (2), a subpoena shall be served in accordance with subsection 509(2).

Clause 73: Section 702 reads as follows:

702. (1) A subpoena that is issued out of a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction other than a provincial court judge acting under Part XIX has effect anywhere in Canada according to its terms.

(2) A subpoena that is issued by a justice or provincial court judge has effect anywhere in the province in which it is issued.

Clause 74: New.

Clause 75: (1) and (2) These amendments are consequential on the amendments proposed by clause 74.

Clause 76: This amendment is consequential on the amendments proposed by clause 74.

Article 72. — Texte du paragraphe 701(1) :

701. (1) Sous réserve du paragraphe (2), une assignation est signifiée conformément au paragraphe 509(2).

Article 73. — Texte de l'article 702 :

702. (1) Une assignation qui émane d'une cour supérieure de juridiction criminelle, d'une cour d'appel, d'un tribunal siégeant en appel ou d'une cour de juridiction criminelle autre qu'un juge de la cour provinciale agissant en vertu de la partie XIX, est valable partout au Canada, selon ses termes.

(2) Une assignation qui est lancée par un juge de paix ou un juge de la cour provinciale est valable partout dans la province où elle est émise.

Article 74. — Nouveau.

Article 75, (1) et (2). — Découlent de la modification proposée par l'article 74.

Article 76. — Découle de la modification proposée par l'article 74.

77. The portion of subsection 712(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Application for
order when
witness out of
Canada

712. (1) An application that is made under paragraph 709(1)(b) shall be made

dans les procédures lorsque sont réunies les conditions suivantes :

77. Le passage du paragraphe 712(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5

712. (1) La demande faite en vertu de l'alinéa 709(1)b) est adressée :

Demande d'une
ordonnance
lorsque le
témoin est hors
du Canada

78. The Act is amended by adding the following after section 713:

Evidence not
excluded

713.1 Evidence taken by a commissioner appointed under section 712 shall not be excluded by reason only that it would have been taken differently in Canada, provided that the process used to take the evidence is consistent with the law of the country where it was taken and that the process used to take the evidence was not contrary to the principles of fundamental justice.

78. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 713, de ce qui suit :

713.1 La preuve recueillie par un commissaire nommé sous le régime de l'article 712 ne peut être écartée pour le motif que la procédure suivie était différente de celle suivie au Canada si cette procédure est conforme, d'une part, au droit en vigueur dans le pays où elle a été recueillie et, d'autre part, aux principes de justice fondamentale.

10 Admission de
la preuve
recueillie

79. (1) The portion of subsection 715(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

and where it is proved that the evidence was taken in the presence of the accused, it may be read as evidence in the proceedings without further proof, unless the accused proves that the accused did not have full opportunity to cross-examine the witness.

79. (1) Le passage du paragraphe 715(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

20

et s'il est établi que son témoignage a été reçu en présence de l'accusé, ce témoignage peut être lu à titre de preuve dans les procédures, sans autre preuve, à moins que l'accusé n'établisse qu'il n'a pas eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

(2) Subsection 715(3) of the Act is replaced by the following:

Absconding
accused
deemed present

(3) For the purposes of this section, where evidence was taken at a previous trial or preliminary hearing or other proceeding in respect of an accused in the absence of the accused, who was absent by reason of having absconded, the accused is deemed to have been present during the taking of the evidence and to have had full opportunity to cross-examine the witness.

(2) Le paragraphe 715(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application du présent article, lorsque la preuve a été recueillie lors d'un procès antérieur, d'une enquête préliminaire ou de toute autre procédure à l'égard de l'accusé, en son absence parce qu'il s'est esquivé, ce dernier est réputé avoir été présent et avoir eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

Accusé réputé
présent

80. Paragraph 771(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the clerk of the court shall, not less than ten days before the time fixed under paragraph (a) for the hearing, send by registered mail, or have served in the manner directed by the court or prescribed by the

80. L'alinéa 771(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le greffier du tribunal, au moins dix jours avant la date fixée en vertu de l'alinéa a) pour l'audition, envoi par courrier recommandé ou fait signifier de la manière prescrite par le tribunal ou par les règles

Clause 77: This amendment is consequential on the amendments proposed by clause 74.

Article 77. — Découle de la modification proposée par l'article 74.

Clause 78: New.

Article 78. — Nouveau.

Clause 79: (1) The relevant portion of subsection 715(1) reads as follows:

715. (1) Where, at the trial of an accused, a person whose evidence was given at a previous trial on the same charge, or whose evidence was taken in the investigation of the charge against the accused or on the preliminary inquiry into the charge, refuses to be sworn or to give evidence, or if facts are proved on oath from which it can be inferred reasonably that the person

...

(d) is absent from Canada,

and where it is proved that his evidence was taken in the presence of the accused, it may be read as evidence in the proceedings without further proof, if the evidence purports to be signed by the judge or justice before whom it purports to have been taken, unless the accused proves that it was not in fact signed by that judge or justice or that he did not have full opportunity to cross-examine the witness.

(2) Subsection 715(3) reads as follows:

(3) For the purposes of this section, where evidence was taken at a previous trial of an accused in the absence of the accused, who was absent by reason of having absconded, he shall be deemed to have been present during the taking of the evidence and to have had full opportunity to cross-examine the witness.

Clause 80: The relevant portion of subsection 771(1) reads as follows:

771. (1) Where a recognizance has been endorsed with a certificate pursuant to section 770 and has been received by the clerk of the court pursuant to that section,

...

Article 79, (1). — Texte du paragraphe 715(1) :

715. (1) Lorsque, au procès d'un accusé, une personne qui a témoigné au cours d'un procès antérieur sur la même inculpation ou qui a témoigné au cours d'un examen de l'inculpation contre l'accusé ou lors de l'enquête préliminaire sur l'inculpation, refuse de prêter serment ou de témoigner, ou si sont établis sous serment des faits dont il est raisonnablement permis de conclure que la personne, selon le cas :

a) est décédée;

b) est depuis devenue aliénée et est aliénée;

c) est trop malade pour voyager ou pour témoigner;

d) est absente du Canada,

et s'il est établi que son témoignage a été reçu en présence de l'accusé, ce témoignage peut être lu à titre de preuve dans les procédures, sans autre preuve, si le témoignage est donné comme ayant été signé par le juge ou le juge de paix devant qui il est censé avoir été recueilli, à moins que l'accusé n'établisse que le témoignage n'a pas été effectivement signé par ce juge ou juge de paix ou qu'il n'a pas eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

(2). — Texte du paragraphe 715(3) :

(3) Pour l'application du présent article, lorsque la preuve a été recueillie lors d'un procès antérieur en l'absence du prévenu qui s'est esquivé, ce dernier est réputé avoir été présent et avoir eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

Article 80. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 771(1) :

771. (1) Lorsqu'un engagement a été endossé d'un certificat aux termes de l'article 770 et a été reçu par le greffier du tribunal en conformité avec cet article :

...

rules of court, to each principal and surety named in the recognizance, directed to the principal or surety at the address set out in the certificate, a notice requiring the person to appear at the time and place fixed by the judge to show cause why the recognizance should not be forfeited.

81. Subsection 803(1) of the Act is replaced by the following:

Adjournment

803. (1) The summary conviction court may, in its discretion, before or during the trial, adjourn the trial to a time and place to be appointed and stated in the presence of the parties or their counsel or agents.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 185 (Sch. III, item 13) (F)

Memo of conviction or order

82. (1) Subsection 806(1) of the Act is replaced by the following:

806. (1) Where a defendant is convicted or an order is made in relation to the defendant, a minute or memorandum of the conviction or order shall be made by the summary conviction court indicating that the matter was dealt with under this Part and, on request by the defendant, the prosecutor or any other person, the court shall cause a conviction or order in Form 35 or 36, as the case may be, and a certified copy of the conviction or order to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) Section 806 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Admissibility of certified copy

(3) Where a warrant of committal in Form 21 is issued by a clerk of a court, a copy of the warrant of committal, certified by the clerk, is admissible in evidence in any proceeding.

83. (1) Subsection 810(1) of the Act is replaced by the following:

Where injury or damage feared

810. (1) An information may be laid before a justice by or on behalf of any person who fears on reasonable grounds that another person will cause personal injury to him or her or to his or her spouse or child or will damage his or her property.

de pratique, à chaque cautionné et à chaque caution que nomme l'engagement, à l'adresse indiquée dans le certificat, un avis lui enjoignant de comparaître aux lieu et date indiqués par le juge afin d'exposer les raisons pour lesquelles l'engagement ne devrait pas être confisqué.

81. Le paragraphe 803(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ajournement

803. (1) La cour des poursuites sommaires peut, à sa discrétion, ajourner un procès, même en cours, et le faire tenir aux lieu et date déterminés en présence des parties et leurs avocats ou représentants respectifs.

82. (1) Le paragraphe 806(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{re} suppl.), art. 185, ann. III, n° 13 (F)

806. (1) Lorsqu'un défendeur est déclaré coupable ou qu'une ordonnance est rendue à son égard, la cour des poursuites sommaires dresse, sans frais, un procès-verbal de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance indiquant que l'affaire a été traitée sous le régime de la présente partie et, à la demande du défendeur, du poursuivant ou de toute autre personne, la cour fait rédiger une déclaration de culpabilité ou une ordonnance suivant la formule 35 ou 36, selon le cas, et en fait dresser une copie certifiée et la remet à la personne ayant présenté la demande.

Procès-verbal de la condamnation ou de l'ordonnance

(2) L'article 806 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La copie du mandat de dépôt délivré, suivant la formule 21, par le greffier du tribunal certifiée conforme par ce dernier est admise en preuve dans toute procédure.

Admission en preuve de la copie

83. (1) Le paragraphe 810(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

810. (1) La personne qui craint, pour des motifs raisonnables, qu'une autre personne ne lui cause ou cause à son conjoint ou à son enfant des lésions personnelles ou n'endommage sa propriété peut déposer une dénonciation devant un juge de paix. Une autre personne peut la déposer pour elle.

En cas de crainte de blessures ou dommages

(b) the clerk of the court shall, not less than ten days before the time fixed under paragraph (a) for the hearing, send by registered mail to each principal and surety named in the recognizance, directed to him at the address set out in the certificate, a notice requiring him to appear at the time and place fixed by the judge to show cause why the recognizance should not be forfeited.

Clause 81: Subsection 803(1) reads as follows:

803. (1) The summary conviction court may, in its discretion, before or during the trial, adjourn the trial to a time and place to be appointed and stated in the presence of the parties or their counsel or agents, but no adjournment shall be for more than eight clear days unless both parties or their counsel or agents consent to the proposed adjournment whether or not the defendant is in custody.

Clause 82: (1) Subsection 806(1) reads as follows:

806. (1) Where a defendant is convicted or where an order is made in relation to him, a minute or memorandum of the conviction or order shall be made by the summary conviction court, without fee, indicating that the matter was dealt with under this Part and, on request by the defendant or the prosecutor, the court shall cause a conviction or order in Form 35 or 36, as the case may be, and a certified copy thereof to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) New.

Clause 83: (1) Subsection 810(1) reads as follows:

810. (1) Any person who fears that another person will cause personal injury to him or his spouse or child or will damage his property may lay an information before a justice.

b) le greffier du tribunal, au moins dix jours avant la date fixée en vertu de l'alinéa a) pour l'audition, envoie par courrier recommandé, à chaque cautionné et à chaque caution que nomme l'engagement, à l'adresse indiquée dans le certificat, un avis lui enjoignant de comparaître aux date, heure et lieu fixés par le juge afin d'exposer les raisons pour lesquelles l'engagement ne devrait pas être confisqué.

Article 81. — Texte du paragraphe 803(1) :

803. (1) La cour des poursuites sommaires peut, à sa discrétion, ajourner un procès, même en cours, et le faire tenir aux date, heure et lieu déterminés en présence des parties et leurs avocats ou représentants respectifs, mais nul ajournement de ce genre ne peut être de plus de huit jours francs à moins d'accord de ces derniers, que le détenu soit sous garde ou non.

Article 82, (1). — Texte du paragraphe 806(1) :

806. (1) Lorsqu'un défendeur est déclaré coupable ou qu'une ordonnance est rendue à son égard, la cour des poursuites sommaires dresse, sans frais, une minute ou un procès-verbal de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance indiquant que l'affaire a été traitée sous le régime de la présente partie et, à la demande du défendeur ou du poursuivant, la cour fait rédiger une déclaration de culpabilité ou une ordonnance suivant la formule 35 ou 36, selon le cas, et en fait dresser une copie certifiée et la remet à la personne ayant présenté la demande.

(2). — Nouveau.

Article 83, (1). — Texte du paragraphe 810(1) :

810. (1) Quiconque craint qu'une autre personne ne cause des lésions corporelles à lui-même, à son conjoint ou à son enfant, ou n'endommage sa propriété, peut déposer une dénonciation devant un juge de paix.

(2) Subsection 810(3) of the Act is replaced by the following:

Adjudication

(3) The justice or the summary conviction court before which the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the person on whose behalf the information was laid has reasonable grounds for his or her fears,

(a) order that the defendant enter into a recognizance, with or without sureties, to keep the peace and be of good behaviour for any period that does not exceed twelve months, and comply with such other reasonable conditions prescribed in the recognizance, including the conditions set out in subsections (3.1) and (3.2), as the court considers desirable for securing the good conduct of the defendant; or

(b) commit the defendant to prison for a term not exceeding twelve months if he or she fails or refuses to enter into the recognizance.

(3) Section 810 of the Act is amended by adding the following after subsection (3.1):

Idem

(3.2) Before making an order under subsection (3), the justice or the summary conviction court shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the informant, of the person on whose behalf the information was laid or of that person's spouse or child, as the case may be, to add either or both of the following conditions to the recognizance, namely, a condition

(a) prohibiting the defendant from being at, or within a distance specified in the recognizance from, a place specified in the recognizance where the person on whose behalf the information was laid or that person's spouse or child, as the case may be, is regularly found; and

(b) prohibiting the defendant from communicating, in whole or in part, directly or indirectly, with the person on whose behalf the information was laid or that person's spouse or child, as the case may be.

(2) Le paragraphe 810(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Décision

(3) La cour des poursuites sommaires ou le juge de paix devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes de la personne pour qui la dénonciation est déposée sont fondées sur des motifs raisonnables :

a) ou bien ordonner que le défendeur contracte l'engagement, avec ou sans caution, de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite pour toute période maximale de douze mois, ainsi que de se conformer aux autres conditions raisonnables prescrites dans l'engagement, y compris celles visées aux paragraphes (3.1) et (3.2), que la cour estime souhaitables pour assurer la bonne conduite du défendeur;

b) ou bien envoyer le défendeur en prison pour une période maximale de douze mois, si le défendeur omet ou refuse de contracter l'engagement.

(3) L'article 810 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 25 (3.1), de ce qui suit :

Conditions supplémentaires

(3.2) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires qui, en vertu du paragraphe (3), rend une ordonnance doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité du dénonciateur, de la personne pour qui elle dépose la dénonciation, du conjoint de celle-ci ou de son enfant d'ajouter dans l'engagement l'une ou l'autre des conditions suivantes, ou les deux :

a) interdiction de se trouver aux lieux, ou dans un certain rayon de ceux-ci, spécifiés dans l'engagement, où se trouve régulièrement la personne pour qui la dénonciation a été déposée, son conjoint ou son enfant;

b) interdiction de communiquer directement ou indirectement avec la personne pour qui la dénonciation a été déposée, avec son conjoint ou avec son enfant.

(2) Subsection 810(3) reads as follows:

(3) The justice or the summary conviction court before which the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for his fears,

(a) order that the defendant enter into a recognizance, with or without sureties, to keep the peace and be of good behaviour for any period that does not exceed twelve months, and comply with such other reasonable conditions prescribed in the recognizance as the court considers desirable for securing the good conduct of the defendant; or

(b) commit the defendant to prison for a term not exceeding twelve months if he fails or refuses to enter into the recognizance.

(3) New.

(2). — Texte du paragraphe 810(3) :

(3) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables :

a) ou bien ordonner que le défendeur contracte l'engagement, avec ou sans caution, de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite pour toute période maximale de douze mois, ainsi que de se conformer aux autres conditions raisonnables prescrites dans l'engagement que la cour estime souhaitables pour assurer la bonne conduite du défendeur;

b) ou bien envoyer le défendeur en prison pour une période maximale de douze mois, si le défendeur omet ou refuse de contracter l'engagement.

(3). — Nouveau.

1993, c. 45, s. 11

Breach of recognizance

84. Section 811 of the Act is replaced by the following:

811. A person bound by a recognizance under section 810 or 810.1 who commits a breach of the recognizance is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

Order of lieutenant governor in council

85. Subsection 840(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The lieutenant governor in council of a province may order that all or any of the fees and allowances mentioned in the schedule to this Part shall not be taken or allowed in proceedings before summary conviction courts and justices under this Part in that province and, when the lieutenant governor in council so orders, he or she may fix other fees and allowances for items similar to those mentioned in the schedule to be taken or allowed instead.

R.S., c. 27 (1st Supp.), ss. 184(5) and (6), 203; 1992, c. 1, s. 58(1) (Sch. I, s. 17)

86. Forms 9 to 12, 29 and 33 of Part XXVIII of the Act are replaced by the forms set out in the schedule.

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

87. Subsection 9(2) of the Canada Evidence Act is replaced by the following:

Previous statements by witness not proved adverse

(2) Where the party producing a witness alleges that the witness made at other times a statement in writing, reduced to writing, or recorded on audio tape or video tape or otherwise, inconsistent with the witness' present testimony, the court may, without proof that the witness is adverse, grant leave to that party to cross-examine the witness as to the statement and the court may consider the cross-examination in determining whether in the opinion of the court the witness is adverse.

84. L'article 811 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

811. Quiconque viole l'engagement prévu aux articles 810 ou 810.1 est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

85. Le paragraphe 840(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, d'une part, décréter que tout ou partie des honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de la présente partie ne seront pas prélevés ou admis dans les procédures devant les cours des poursuites sommaires et devant les juges de paix en vertu de la présente partie dans cette province et, d'autre part, en fixer d'autres à la place.

86. Les formules 9 à 12, 29 et 33 de la partie XXVIII de la même loi sont remplacées par celles figurant à l'annexe.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la preuve au Canada

87. Le paragraphe 9(2) de la Loi sur la preuve au Canada est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsque la partie qui produit un témoin invoque qu'il a fait à d'autres moments une déclaration par écrit, qui a été prise par écrit ou qui a été enregistrée sur bande audio ou vidéo ou autrement, et qui est incompatible avec sa présente déposition, le tribunal peut, sans que la preuve soit établie que le témoin est opposé à la partie en cause, accorder à cette partie la permission de le contre-interroger quant à la déclaration et le tribunal peut tenir compte de ce contre-interrogatoire pour décider si, à son avis, il est opposé à la partie en cause.

1993, ch. 45, art. 11

Manquement à l'engagement

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 184(5) et (6), art. 203; 1992, ch. 1, par. 58(1), ann. I, art. 17

L.R., ch. C-5

Déclarations faites antérieurement par un témoin qui n'a pas été jugé opposé

Clause 84: Section 811 reads as follows:

811. A person bound by recognizance under section 810 or 810.1 who commits a breach of the recognizance is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Article 84. — Texte de l'article 811 :

811. Quiconque viole l'engagement prévu aux articles 810 ou 810.1 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Clause 85: Subsection 840(2) reads as follows:

(2) The lieutenant governor in council of a province may order that all or any of the fees and allowances mentioned in the schedule to this Part shall not be taken or allowed in proceedings before summary conviction courts and justices under this Part in that province.

Article 85. — Texte du paragraphe 840(2) :

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut décréter que tout ou partie des honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de la présente partie ne seront pas prélevés ou admis, dans les procédures devant les cours des poursuites sommaires et devant les juges de paix en vertu de la présente partie, dans cette province.

Clause 86: These amendments would amend Forms 9 to 12 and 29 consequentially on the amendments proposed by clauses 8, 39, 40 and 42. Form 11.1 is new. The amendment to Form 33 would permit certificates of default to include defaults in conditions of recognizances as well as defaults in respect of appearances.

Article 86. — Modification des formules 9, 10, 11, 12 et 29 de la partie XXVIII pour faire suite aux modifications apportées par les articles 8, 39, 40 et 42. La formule 11.1 est nouvelle. La formule 33 est modifiée de façon à étendre sa portée au manquement à une condition inscrite dans l'engagement.

Canada Evidence Act

Clause 87: Subsection 9(2) reads as follows:

(2) Where the party producing a witness alleges that the witness made at other times a statement in writing, or reduced to writing, inconsistent with his present testimony, the court may, without proof that the witness is adverse, grant leave to that party to cross-examine the witness as to the statement and the court may consider the cross-examination in determining whether in the opinion of the court the witness is adverse.

Loi sur la preuve au Canada

Article 87. — Texte du paragraphe 9(2) :

(2) Lorsque la partie qui produit un témoin invoque que le témoin a fait à d'autres moments une déclaration par écrit, ou qui a été prise par écrit, et qui est incompatible avec sa présente déposition, le tribunal peut, sans que la preuve soit établie que le témoin est opposé à la partie en cause, accorder à cette partie la permission de contre-interroger le témoin quant à la déclaration et le tribunal peut tenir compte de ce contre-interrogatoire pour décider si, à son avis, le témoin est opposé à la partie en cause.

88. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

Cross-examination as to previous statements

10. (1) On any trial a witness may be cross-examined as to previous statements that the witness made in writing, or that have been reduced to writing, or recorded on audio tape or video tape or otherwise, relative to the subject-matter of the case, without the writing being shown to the witness or the witness being given the opportunity to listen to the audio tape or view the video tape or otherwise take cognizance of the statements, but, if it is intended to contradict the witness, the witness' attention must, before the contradictory proof can be given, be called to those parts of the statement that are to be used for the purpose of so contradicting the witness, and the judge, at any time during the trial, may require the production of the writing or tape or other medium for inspection, and thereupon make such use of it for the purposes of the trial as the judge thinks fit.

89. Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:

Solemn affirmation by witness instead of oath

14. (1) A person may, instead of taking an oath, make the following solemn affirmation:

I solemnly affirm that the evidence to be given by me shall be the truth, the whole truth and nothing but the truth.

90. Subsection 15(1) of the Act is replaced by the following:

Solemn affirmation by deponent

15. (1) Where a person who is required or who desires to make an affidavit or deposition in a proceeding or on an occasion on which or concerning a matter respecting which an oath is required or is lawful, whether on the taking of office or otherwise, does not wish to take an oath, the court or judge, or other officer or person qualified to take affidavits or depositions, shall permit the person to make a solemn affirmation in the words following, namely, "I,, do solemnly affirm, etc.", and that solemn affirmation has the same force and effect as if that person had taken an oath.

88. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Lors de tout procès, un témoin peut être contre-interrogé au sujet des déclarations antérieures qu'il a faites par écrit, qui ont été prises par écrit ou qui ont été enregistrées sur bande audio ou vidéo, ou autrement, relativement au sujet de la cause, sans qu'il lui soit permis d'en prendre connaissance. Cependant, si l'on entend mettre le témoin en contradiction avec lui-même au moyen de cette pièce, l'on doit, avant de pouvoir établir cette preuve contradictoire, appeler son attention sur les parties de celle-ci qui doivent servir à le mettre ainsi en contradiction. Le juge peut toujours, au cours du procès, exiger la production de la pièce dans le but de l'examiner et en faire, dans la poursuite de la cause, l'usage qu'il croit convenable.

Contre-interrogatoire au sujet de déclarations antérieures

89. Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

14. (1) Tout témoin peut, au lieu de prêter serment, choisir de faire l'affirmation solennelle qui suit :

J'affirme solennellement que le témoignage que je vais rendre sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

Affirmation solennelle au lieu du serment

90. Le paragraphe 15(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15. (1) Si la personne tenue ou désireuse de faire un affidavit ou une déposition, dans une procédure, ou en une circonstance dans laquelle, ou au sujet d'une affaire à propos de laquelle, un serment est exigé ou permis, soit en entrant en fonctions soit autrement, préfère ne pas prêter serment, le tribunal ou le juge, ou tout autre fonctionnaire ou personne autorisé à recevoir des affidavits ou des dépositions, permet à cette personne, au lieu d'être assermentée, de faire une affirmation solennelle dans les termes suivants : « J'affirme solennellement, etc. ». Cette affirmation solennelle a la même valeur et le même effet que si cette personne avait prêté serment suivant la formule ordinaire.

Affirmation solennelle par le déposant

Clause 88: Subsection 10(1) reads as follows:

10. (1) On any trial a witness may be cross-examined as to previous statements made by him in writing, or reduced to writing, relative to the subject-matter of the case, without the writing being shown to him, but, if it is intended to contradict the witness by the writing, his attention must, before the contradictory proof can be given, be called to those parts of the writing that are to be used for the purpose of so contradicting him, and the judge, at any time during the trial, may require the production of the writing for his inspection, and thereupon make such use of it for the purposes of the trial as he thinks fit.

Clause 89: Subsection 14(1) reads as follows:

14. (1) Where a person called or desiring to give evidence objects, on grounds of conscientious scruples, to take an oath, or is objected to as incompetent to take an oath, that person may make the following solemn affirmation:

I do solemnly affirm that the evidence to be given by me shall be the truth, the whole truth and nothing but the truth.

Clause 90: Subsection 15(1) reads as follows:

15. (1) Where a person who is required or who desires to make an affidavit or deposition in a proceeding or on an occasion on which or concerning a matter respecting which an oath is required or is lawful, whether on the taking of office or otherwise, refuses or is unwilling to be sworn, on grounds of conscientious scruples, the court or judge, or other officer or person qualified to take affidavits or depositions, shall permit that person, instead of being sworn, to make his solemn affirmation in the words following, namely, "I do solemnly affirm, etc.", and that solemn affirmation shall be of the same force and effect as if that person had taken an oath in the usual form.

Article 88. — Texte du paragraphe 10(1) :

10. (1) Lors de tout procès, un témoin peut être contre-interrogé au sujet des déclarations antérieures qu'il a faites par écrit, ou qui ont été prises par écrit, relativement au sujet de la cause, sans lui exhiber cet écrit. Cependant, si l'on entend mettre le témoin en contradiction avec lui-même au moyen de cet écrit, l'on doit, avant de pouvoir établir cette preuve contradictoire, appeler son attention sur les parties de l'écrit qui doivent servir à le mettre ainsi en contradiction. Le juge peut toujours, au cours du procès, exiger la production de l'écrit dans le but de l'examiner et en faire, dans la poursuite de la cause, l'usage qu'il croit convenable.

Article 89. — Texte du paragraphe 14(1) :

14. (1) Si une personne qui est appelée à témoigner ou désire témoigner s'oppose, par scrupule de conscience, à prêter serment, ou si quelqu'un s'oppose à ce qu'elle le fasse à cause d'incompétence, cette personne peut faire l'affirmation solennelle qui suit :

J'affirme solennellement que le témoignage que je vais rendre sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

Article 90. — Texte du paragraphe 15(1) :

15. (1) Si une personne tenue ou désireuse de faire un affidavit ou une déposition, dans une procédure, ou en une circonstance dans laquelle, ou au sujet d'une affaire à propos de laquelle, un serment est exigé ou permis, soit en entrant en fonctions soit autrement, refuse, ou s'il lui répugne, par scrupule de conscience, d'être assermentée, le tribunal ou le juge, ou autre fonctionnaire ou personne autorisé à recevoir des affidavits ou des dépositions, permet à cette personne, au lieu d'être assermentée, de faire une affirmation solennelle dans les termes suivants : « J'affirme solennellement, etc. ». Cette affirmation solennelle a la même valeur et le même effet que si cette personne avait prêté serment suivant la formule ordinaire.

R.S., c. 19 (3rd Suppl.), s. 18

Testimony on promise to tell truth

91. Subsection 16(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A person referred to in subsection (1) who does not understand the nature of an oath or a solemn affirmation but is able to communicate the evidence may, notwithstanding any provision of any Act requiring an oath or a solemn affirmation, testify on promising to tell the truth.

Admission in evidence

92. (1) Subsection 29(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A copy of an entry in the book or record described in subsection (1) shall not be admitted in evidence under this section unless it is first proved that the book or record was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books or records of the financial institution, that the entry was made in the usual and ordinary course of business, that the book or record is in the custody or control of the financial institution and that the copy is a true copy of it, and such proof may be given by any person employed by the financial institution who has knowledge of the book or record or the manager or accountant of the financial institution, and may be given orally or by affidavit sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits.

Warrants to search

(2) Subsection 29(7) of the Act is replaced by the following:

(7) Nothing in this section shall be construed as prohibiting any search of the premises of a financial institution under the authority of a warrant to search issued under any other Act of Parliament, but unless the warrant is expressly endorsed by the person under whose hand it is issued as not being limited by this section, the authority conferred by any such warrant to search the premises of a financial institution and to seize and take away anything in it shall, with respect to the books or records of the institution, be construed as limited to the searching of those premises for the purpose of inspecting and taking copies of entries in those books or records, and section 490 of the Criminal Code does not apply in respect of

91. Le paragraphe 16(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La personne visée au paragraphe (1) qui, sans comprendre la nature du serment ou de l'affirmation solennelle, est capable de communiquer les faits dans son témoignage peut, malgré qu'une disposition d'une loi exige le serment ou l'affirmation, témoigner en promettant de dire la vérité.

L.R., ch. 19 (3^e suppl.), art. 18

Témoignage sur promesse de dire la vérité

92. (1) Le paragraphe 29(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Une copie d'une inscription dans ce livre ou registre n'est pas admise en preuve sous le régime du présent article à moins qu'il n'ait préalablement été établi que le livre ou registre était, lors de l'inscription, l'un des livres ou registres ordinaires de l'institution financière, que l'inscription a été effectuée dans le cours ordinaire des affaires, que le livre ou registre est sous la garde ou la surveillance de l'institution financière, et que cette copie en est une copie conforme. Cette preuve peut être fournie par le gérant ou par le comptable de l'institution financière ou par tout employé de l'institution qui connaît le contenu du livre ou du registre et peut être donnée de vive voix ou par affidavit devant un commissaire ou une autre personne autorisée à recevoir les affidavits.

Admissibilité en preuve

(2) Le paragraphe 29(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire la perquisition dans les locaux d'une institution financière sur l'autorisation d'un mandat de perquisition émis en vertu d'une autre loi fédérale, mais, à moins qu'il ne soit mentionné expressément sur le mandat, par la personne sous la signature de laquelle il a été émis, que ce mandat n'est pas limité par le présent article, l'autorisation, conférée par un tel mandat, de perquisitionner dans les locaux d'une institution financière, de saisir et d'emporter tout ce qui peut s'y trouver, est, en ce qui concerne les livres ou registres de cette institution, interprétée comme limitée à la perquisition dans ces locaux aux fins d'examiner les inscriptions dans ces livres ou registres et d'en prendre

Mandat de perquisition

Clause 91: Subsection 16(3) reads as follows:

(3) A person referred to in subsection (1) who does not understand the nature of an oath or a solemn affirmation but is able to communicate the evidence may testify on promising to tell the truth.

Clause 92: (1) Subsection 29(2) reads as follows:

(2) A copy of an entry in the book or record described in subsection (1) shall not be admitted in evidence under this section unless it is first proved that the book or record was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books or records of the financial institution, that the entry was made in the usual and ordinary course of business, that the book or record is in the custody or control of the financial institution and that the copy is a true copy thereof, and such proof may be given by the manager or accountant of the financial institution and may be given orally or by affidavit sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits.

(2) Subsection 29(7) reads as follows:

(7) Nothing in this section shall be construed as prohibiting any search of the premises of a financial institution under the authority of a warrant to search issued under any other Act of Parliament, but unless the warrant is expressly endorsed by the person under whose hand it is issued as not being limited by this section, the authority conferred by any such warrant to search the premises of a financial institution and to seize and take away anything therein shall, with respect to the books or records of the institution, be construed as limited to the searching of those premises for the purpose of inspecting and taking copies of entries in those books or records.

Article 91. — Texte du paragraphe 16(3) :

(3) La personne visée au paragraphe (1) qui, sans comprendre la nature du serment ou de l'affirmation solennelle, est capable de communiquer les faits dans son témoignage peut témoigner sur promesse de dire la vérité.

Article 92, (1). — Texte du paragraphe 29(2) :

(2) Une copie d'une inscription dans ce livre ou registre n'est pas admise en preuve sous le régime du présent article à moins qu'il n'ait préalablement été établi que le livre ou registre était, lors de l'inscription, l'un des livres ou registres ordinaires de l'institution financière, que l'inscription a été effectuée dans le cours ordinaire des affaires, que le livre ou registre est sous la garde ou la surveillance de l'institution financière, et que cette copie en est une copie conforme. Cette preuve peut être fournie par le gérant ou par le comptable de l'institution financière et peut être donnée de vive voix ou par affidavit devant un commissaire ou une autre personne autorisée à recevoir les affidavits.

(2). — Texte du paragraphe 29(7) :

(7) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire la perquisition dans les locaux d'une institution financière sur l'autorisation d'un mandat de perquisition émis en vertu d'une autre loi fédérale, mais, à moins qu'il ne soit mentionné expressément sur le mandat, par la personne sous la signature de laquelle il a été émis, que ce mandat n'est pas limité par le présent article, l'autorisation, conférée par un tel mandat, de perquisitionner dans les locaux d'une institution financière, de saisir et d'emporter tout ce qui peut s'y trouver, est, en ce qui concerne les livres ou registres de cette institution, interprétée comme limitée à la perquisition dans ces locaux aux fins d'examiner les inscriptions dans ces livres ou registres et d'en prendre copie.

the copies of those books or records obtained under a warrant referred to in this section.

93. Subsections 30(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) Where it is not possible or reasonably practicable to produce any record described in subsection (1) or (2), a copy of the record accompanied by two documents, one that is made by a person who states why it is not possible or reasonably practicable to produce the record and one that sets out the source from which the copy was made, that attests to the copy's authenticity and that is made by the person who made the copy, is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record if each document is

(a) an affidavit of each of those persons sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits; or

(b) a certificate or other statement pertaining to the record in which the person attests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state.

(4) Where production of any record or of a copy of any record described in subsection (1) or (2) would not convey to the court the information contained in the record by reason of its having been kept in a form that requires explanation, a transcript of the explanation of the record or copy prepared by a person qualified to make the explanation is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record if it is accompanied by a document that sets out the person's qualifications to make the explanation, attests to the accuracy of the explanation, and is

(a) an affidavit of that person sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits; or

(b) a certificate or other statement pertaining to the record in which the person at-

copie; les copies effectuées en exécution de ce mandat ne tombent pas sous le régime de l'article 490 du Code criminel.

93. Les paragraphes 30(3) et (4) sont remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2), une copie de la pièce accompagnée d'un premier document indiquant les raisons pour lesquelles il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire la pièce et d'un deuxième document préparé par la personne qui a établi la copie indiquant d'où elle provient et attestant son authenticité, est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce pourvu que les documents satisfassent aux conditions suivantes : que leur auteur les ait préparés soit sous forme d'affidavit reçu par une personne autorisée, soit sous forme de certificat ou de déclaration comportant une attestation selon laquelle ce certificat ou cette déclaration a été établi en conformité avec les lois d'un État étranger, que le certificat ou l'attestation prenne ou non la forme d'un affidavit reçu par un fonctionnaire de l'État étranger.

(4) Lorsque la production d'une pièce ou d'une copie d'une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2) ne révélerait pas au tribunal les renseignements contenus dans la pièce, du fait qu'ils ont été consignés sous une forme qui nécessite des explications, une transcription des explications de la pièce ou copie, préparée par une personne qualifiée pour donner les explications, accompagnée d'un document de cette personne indiquant ses qualités pour les donner et attestant l'exactitude des explications est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce. Le document prend la forme soit d'un affidavit reçu par une personne autorisée, soit d'un certificat ou d'une déclaration comportant une attestation selon laquelle ce certificat ou cette déclaration a été établi en conformité avec les lois d'un

Copy of records

5
Copie des pièces

Where record kept in form requiring explanation

Cas où la pièce est établie sous une forme nécessitant des explications

Clause 93: Subsections 30(3) and (4) read as follows:

(3) Where it is not possible or reasonably practicable to produce any record described in subsection (1) or (2), a copy of the record accompanied by an affidavit setting out the reasons why it is not possible or reasonably practicable to produce the record and an affidavit of the person who made the copy setting out the source from which the copy was made and attesting to its authenticity, each affidavit having been sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record.

(4) Where production of any record or of a copy of any record described in subsection (1) or (2) would not convey to the court the information contained in the record by reason of its having been kept in a form that requires explanation, a transcript of the explanation of the record or copy prepared by a person qualified to make the explanation, accompanied by an affidavit of that person setting out his qualifications to make the explanation, attesting to the accuracy of the explanation and sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits, is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record.

Article 93. — Texte des paragraphes 30(3) et (4) :

(3) Lorsqu'il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2), une copie de la pièce accompagnée d'un affidavit indiquant les raisons pour lesquelles il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire la pièce et d'un affidavit de la personne qui a établi la copie indiquant d'où elle provient et attestant son authenticité, chaque affidavit ayant été reçu par un commissaire ou une autre personne autorisée à recevoir les affidavits, est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce.

(4) Lorsque la production d'une pièce ou d'une copie d'une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2) ne révélerait pas au tribunal les renseignements contenus dans la pièce, du fait qu'ils ont été consignés sous une forme qui nécessite des explications, une transcription des explications de la pièce ou copie, préparée par une personne qualifiée pour donner les explications, accompagnée d'un affidavit de cette personne indiquant ses qualités pour les donner, attestant l'exactitude des explications et reçu par un commissaire ou toute autre personne autorisée à recevoir les affidavits, est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce.

tests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state.

94. Section 52 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c), by adding the word "and" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) judicial officials in a foreign country in respect of oaths, affidavits, solemn affirmations, declarations or similar documents that the official is authorized to administer, take or receive.

95. Section 54 of the Act is replaced by the following:

54. (1) Any document that purports to have affixed, impressed or subscribed on it or to it the signature of any person authorized by any of paragraphs 52(a) to (d) to administer, take or receive oaths, affidavits, solemn affirmations or declarations, together with their seal or with the seal or stamp of their office, or the office to which the person is attached, in testimony of any oath, affidavit, solemn affirmation or declaration being administered, taken or received by the person, shall be admitted in evidence, without proof of the seal or stamp or of the person's signature or official character.

(2) An affidavit, solemn affirmation, declaration or other similar statement taken or received in a foreign country by an official referred to in paragraph 52(e) shall be admitted in evidence without proof of the signature or official character of the official appearing to have signed the affidavit, solemn affirmation, declaration or other statement.

État étranger, que le certificat ou l'attestation prenne ou non la forme d'un affidavit reçu par un fonctionnaire de l'État étranger.

94. L'article 52 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) les fonctionnaires judiciaires d'un État étranger autorisés, à des fins internes, à recevoir les serments, les affidavits, les affirmations solennelles, les déclarations ou autres documents semblables.

95. L'article 54 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

54. (1) Tout document donné comme portant la signature, y apposée, empreinte ou souscrite, de toute personne autorisée par un des alinéas 52a) à d) à recevoir des serments, affidavits, affirmations solennelles ou déclarations, ainsi que son sceau ou le sceau ou le timbre de son bureau ou du bureau auquel elle est attachée, pour établir qu'un serment, un affidavit, une affirmation solennelle ou une déclaration a été reçu par elle, est admis en preuve sans prouver le sceau, le timbre ou sa signature ou son caractère officiel.

(2) L'affidavit, l'affirmation solennelle ou toute autre déclaration semblable reçu à l'étranger et censément signé par le fonctionnaire visé à l'alinéa 52e) est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité du fonctionnaire.

Documents to be admitted in evidence

Les documents doivent être admis en preuve

Status of statements

Présomption quant au contenu

1992, c. 47

Contraventions Act

96. Section 69 of the Contraventions Act is replaced by the following:

69. Subsection 501(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Loi sur les contraventions

96. L'article 69 de la Loi sur les contraventions est remplacé par ce qui suit :

69. Le paragraphe 501(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 76(2)

L.R., ch. 27 (1st suppl.), par. 76(2)

Clause 94: New.

Article 94. — Nouveau. Texte du passage introductif de l'article 52 :

52. La présente partie s'applique aux catégories suivantes de personnes :

Clause 95: Section 54 reads as follows:

54. Any document that purports to have affixed, impressed or subscribed thereon or thereto the signature of any person authorized by this Part to administer, take or receive oaths, affidavits, solemn affirmations or declarations, together with his seal or with the seal or stamp of his office, or the office to which he is attached, in testimony of any oath, affidavit, solemn affirmation or declaration being administered, taken or received by him, shall be admitted in evidence, without proof of the seal or stamp or of his signature or official character.

Article 95. — Texte de l'article 54 :

54. Tout document donné comme portant la signature, y apposée, empreinte ou souscrite, de toute personne autorisée par la présente partie à déférer, recueillir ou recevoir des serments, affidavits, affirmations solennelles ou déclarations, ainsi que son sceau ou le sceau ou le timbre de son bureau ou du bureau auquel elle est attachée, pour établir qu'un serment, un affidavit, une affirmation solennelle ou une déclaration a été déféré, recueilli ou reçu par elle, est admis en preuve sans prouver le sceau, le timbre ou sa signature ou son caractère officiel.

Contraventions Act

Clause 96: This amendment would add the underlined words.

Loi sur les contraventions

Article 96. — Ajout des mots soulignés.

Attendance for
purposes of
Identification
of Criminals
Act

(3) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer may require the accused to appear at a time and place stated in it for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, where the accused is alleged to have committed an indictable offence and, in the case of an offence designated as a contravention under the *Contraventions Act*, the Attorney General of Canada has not elected under section 50 of that Act that the proceeding be dealt with and disposed of as if it had been commenced by filing a ticket.

R.S., c. 30 (4th
Suppl.) [c. M-
13.6]

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

97. Section 35 of the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* is replaced by the following:

Appeal on
question of law

35. An appeal lies, with leave, on a question of law alone, to the court of appeal, within the meaning of section 2 of the *Criminal Code*, from any order or decision of a judge or a court in Canada made under this Act, if the application for leave to appeal is made to a judge of the court of appeal within fifteen days after the order or decision.

98. Subsection 36(2) of the Act is replaced by the following:

Probative value

(2) For the purpose of determining the probative value of a record or a copy of a record admitted in evidence under this Act, the trier of fact may examine the record or copy, receive evidence orally or by affidavit, or by a certificate or other statement pertaining to the record in which a person attests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state, including evidence as to the circumstances in which the information contained in the record or copy was written, stored or reproduced, and draw any reason-

(3) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix peuvent enjoindre au prévenu de comparaître, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, aux temps et lieu y indiqués, lorsque le prévenu est présumé avoir commis un acte criminel et, dans le cas d'une infraction qualifiée de contravention en vertu de la *Loi sur les contraventions*, si le procureur général du Canada ne se prévaut pas du choix prévu à l'article 50 de cette loi en vertu duquel les procédures se poursuivent comme si elles avaient été introduites par dépôt d'un procès-verbal de contravention.

Comparution
aux fins de la
Loi sur
l'identification
des criminels

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

97. L'article 35 de la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* est remplacé par ce qui suit :

35. Il peut être interjeté appel, avec son autorisation et sur une question de droit seulement, auprès de la cour d'appel au sens de l'article 2 du *Code criminel* de toute décision ou ordonnance qu'un juge ou un tribunal au Canada rend en vertu de la présente loi, à la condition d'en demander l'autorisation à un juge de la cour d'appel dans les quinze jours suivant la décision ou l'ordonnance.

98. Le paragraphe 36(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le juge des faits peut, afin de décider de la force probante d'un document — ou de sa copie — admis en preuve en vertu de la présente loi, procéder à son examen ou recevoir une déposition verbale, un affidavit ou un certificat ou autre déclaration portant sur le document, fait, selon le signataire, conformément aux lois de l'État étranger, qu'il soit fait en la forme d'un affidavit rempli devant un agent de l'État étranger ou non, y compris une déposition quant aux circonstances de la rédaction, de l'enregistrement, de la mise en mémoire ou de la reproduction des renseignements contenus dans le document ou la copie, et tirer de sa forme ou de son contenu toute conclusion fondée.

L.R., ch. 30 (4^e
suppl.) [ch. M-
13.6]

Appel —
question de
droit

Force probante

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

Clause 97: Section 35 reads as follows:

35. An appeal lies, on a question of law alone, to the court of appeal, within the meaning of section 2 of the *Criminal Code*, from any order or decision of a judge or a court in Canada made under this Act, if an application for leave to appeal is made to a judge of the court of appeal within fifteen days after the order or decision.

Clause 98: Subsection 36(2) reads as follows:

(2) For the purpose of determining the probative value of a record or copy thereof admitted in evidence under this Act, the trier of fact may examine the record or copy, receive evidence orally or by affidavit, including evidence as to the circumstances in which the information contained in the record or copy was written, recorded, stored or reproduced, and draw any reasonable inference from the form or content of the record or copy.

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

Article 97. — Texte de l'article 35 :

35. Il peut être interjeté appel, sur une question de droit seulement, auprès de la cour d'appel au sens de l'article 2 du *Code criminel* de toute décision ou ordonnance qu'un juge ou un tribunal au Canada rend en vertu de la présente loi, à la condition d'en demander l'autorisation à un juge de la cour d'appel dans les quinze jours suivant la décision ou l'ordonnance.

Article 98. — Texte du paragraphe 36(2) :

(2) Le juge des faits peut, afin de décider de la force probante d'un document — ou de sa copie — admis en preuve en vertu de la présente loi, procéder à son examen ou recevoir une déposition verbale ou par affidavit, y compris une déposition quant aux circonstances de la rédaction, de l'enregistrement, de la mise en mémoire ou de la reproduction des renseignements contenus dans le document ou la copie, et tirer de sa forme ou de son contenu toute conclusion fondée.

able inference from the form or content of the record or copy.

99. Section 37 of the Act is replaced by the following:

Foreign things

37. In a proceeding with respect to which Parliament has jurisdiction, a thing and any affidavit, certificate or other statement pertaining to the thing made by a person in a foreign state as to the identity and possession of the thing from the time it was obtained until its sending to a competent authority in Canada by the foreign state in accordance with a Canadian request, are not inadmissible in evidence by reason only that the affidavit, certificate or other statement contains hearsay or a statement of opinion.

99. L'article 37 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Objets
provenant de
l'étranger

37. Les objets ainsi que les affidavits, certificats ou autres déclarations les concernant faits par une personne à l'étranger et attestant de leur identité et de leur possession à compter de leur obtention jusqu'à leur mise à une autorité compétente canadienne par un État étranger en conformité avec une demande canadienne, ne sont pas inadmissibles en preuve dans des procédures qui relèvent de la compétence du Parlement du seul fait que les affidavits, certificats ou déclarations contiennent un ouï-dire ou expriment une opinion.

R.S., c. S-26

Supreme Court Act

100. Section 43 of the Supreme Court Act is amended by adding the following after subsection (1):

Remand of
case

(1.1) Notwithstanding subsection (1), the Court may, in its discretion, remand the whole or any part of the case to the court appealed from or the court of original jurisdiction and order any further proceedings that would be just in the circumstances.

101. The Act is amended by adding the following after section 46:

Appeal may be
remanded

46.1 The Court may, in its discretion, remand any appeal or any part of an appeal to the court appealed from or the court of original jurisdiction and order any further proceedings that would be just in the circumstances.

102. Section 65 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Modification
of stay of
execution

(4) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may modify, vary or vacate a stay of execution imposed by subsection (1).

1990, c. 8, s. 40

103. Section 65.1 of the Act is replaced by the following:

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

100. L'article 43 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la Cour peut renvoyer une affaire en tout ou en partie à la juridiction inférieure ou à celle de première instance et ordonner les mesures qui lui semblent appropriées.

Renvoi d'une
affaire

101. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :

46.1 La Cour peut renvoyer une affaire en tout ou en partie à la juridiction inférieure ou à celle de première instance et ordonner les mesures qui lui semblent appropriées.

Renvoi à la
juridiction
inférieure

102. L'article 65 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut modifier ou annuler le sursis visé au paragraphe (1).

Modification
de l'ordon-
nance de sursis

103. L'article 65.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art.
40

Clause 99: Section 37 reads as follows:

37. In a proceeding with respect to which Parliament has jurisdiction, a thing and any affidavit, certificate or other statement pertaining to the thing made by a person in a foreign state as to the identity and possession of the thing from the time it was obtained until its sending to a competent authority in Canada, sent to the Minister by the foreign state in accordance with a Canadian request, are not inadmissible in evidence by reason only that the affidavit, certificate or other statement contains hearsay or a statement of opinion.

Supreme Court Act

Clause 100: New.

Clause 101: New.

Clause 102: New.

Clause 103: Section 65.1 reads as follows:

65.1 The Court or a judge may, on the request of a party who has filed a notice of application for leave to appeal, order that proceedings be stayed with respect to the judgment from which leave to appeal is being sought, on such terms as to the Court or the judge seem just.

Article 99. — Texte de l'article 37 :

37. Les objets ainsi que les affidavits, certificats ou autres déclarations les concernant faits par une personne à l'étranger et attestant de leur identité et de leur possession à compter de leur obtention jusqu'à leur remise à une autorité compétente canadienne, transmis au ministre par un État étranger en conformité avec une demande canadienne, ne sont pas inadmissibles en preuve dans des procédures qui relèvent de la compétence du Parlement du seul fait que les affidavits, certificats ou déclarations contiennent un ouï-dire ou expriment une opinion.

Loi sur la Cour suprême

Article 100. — Nouveau.

Article 101. — Nouveau.

Article 102. — Nouveau.

Article 103. — Texte de l'article 65.1 :

65.1 La Cour ou un juge peut, à la demande d'une partie qui a déposé l'avis de la demande d'autorisation d'appel, ordonner, aux conditions que l'une ou l'autre estime indiquées, le sursis d'exécution du jugement objet de la demande.

Stay of execution — application for leave to appeal

65.1 (1) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may, on the request of the party who has served and filed a notice of application for leave to appeal, order that proceedings be stayed with respect to the judgment from which leave to appeal is being sought, on the terms deemed appropriate.

Additional power for court appealed from

(2) The court appealed from or a judge of that court may exercise the power conferred by subsection (1) before the serving and filing of the notice of application for leave to appeal if satisfied that the party seeking the stay intends to apply for leave to appeal and that delay would result in a miscarriage of justice.

Modification

(3) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may modify, vary or vacate a stay order made under this section.

1990, c. 8, s. 41

104. Section 79 of the Act is replaced by the following:

Entry of appeals and order of hearing

79. Unless otherwise ordered by the Chief Justice or one of the puisne judges at the Chief Justice's direction, the appeals set down for hearing shall be

(a) entered by the Registrar on a list in the order in which they have been inscribed for hearing; and

(b) heard in the order that the Registrar considers appropriate and disposed of.

CONDITIONAL AMENDMENT

105. On the later of the coming into force of section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament, and section 15 of this Act, section 261 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Stay of order pending appeal

261. Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1)

65.1 (1) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut, à la demande de la partie qui a signifié et déposé l'avis de la demande d'autorisation d'appel, ordonner, sous conditions jugées appropriées, le sursis d'exécution du jugement objet de la demande.

Demande d'autorisation d'appel

(2) La juridiction inférieure ou un de ses juges, convaincu que la partie qui demande le sursis a l'intention de demander l'autorisation d'appel et que le délai entraînerait un déni de justice, peut exercer le pouvoir prévu au paragraphe (1) avant la signification et le dépôt de l'avis de demande d'autorisation d'appel.

Pouvoir de la juridiction inférieure

(3) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut modifier ou annuler le sursis ordonné en vertu du présent article.

Modification de l'ordonnance de sursis

104. L'article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 41

79. Sauf ordre contraire du juge en chef, ou de l'un des juges puînés sur ses instructions, les appels inscrits pour audition sont portés au rôle par le registraire dans l'ordre de leur inscription, puis entendus dans l'ordre jugé approprié par ce dernier et tranchés en conséquence.

Ordre des appels

MODIFICATION CONDITIONNELLE

105. L'article 261 du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit, soit à l'entrée en vigueur de l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence*, déposée au cours de la première session de la trente-cinquième législature, soit à celle de l'article 15 de la présente loi, la dernière en date étant retenue :

261. Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 730 d'une infraction aux articles 220, 221, 236 ou 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue au paragraphe

Effet de l'appel sur l'ordonnance

Clause 104: Section 79 reads as follows:

79. (1) Unless otherwise ordered by the Chief Justice or one of the puisne judges at his direction the appeals set down for hearing shall be entered by the Registrar on a list divided into five parts and numbered as follows:

- (a) Number one, Election Cases, showing all Election Appeals;
- (b) Number two, Western Provinces Cases, showing all appeals from the Yukon Territory, the Northwest Territories and the Provinces of British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba;
- (c) Number three, Atlantic Provinces Cases, showing all appeals from the Provinces of Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island;
- (d) Number four, Quebec Province Cases, showing all appeals from the Province of Quebec; and
- (e) Number five, Ontario Province Cases, showing all appeals from the Province of Ontario.

(1.1) The appeals from the Federal Court of Appeal set down for hearing shall be entered by the Registrar on the list for the province in which the action, matter or proceeding that is the subject of the appeal was tried or heard by the Federal Court of Appeal, or if the action, matter or proceeding was partly heard or tried in one province and partly in another, then on the list that the Registrar considers most convenient for the parties to the appeal.

(2) The appeals entered in accordance with subsection (1) shall be heard and disposed of in the order in which they are entered.

Article 104. — Texte de l'article 79 :

79. (1) Sauf ordre contraire donné par le juge en chef, ou par l'un des juges puînés sur ses instructions, le registraire porte les appels inscrits pour audition sur un registre divisé en cinq parties réparties comme suit :

- a) numéro un — Contentieux électoral : tous les appels en matière d'élection;
- b) numéro deux — Contentieux des provinces de l'ouest : tous les appels provenant du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ainsi que de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba;
- c) numéro trois — Contentieux des provinces atlantiques : tous les appels provenant de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard;
- d) numéro quatre — Contentieux de la province de Québec : tous les appels du Québec;
- e) numéro cinq — Contentieux de la province d'Ontario ; tous les appels de l'Ontario.

(1.1) Le registraire porte tout appel de la Cour d'appel fédérale inscrit pour audition sur la liste établie pour la province dans laquelle cette cour a instruit ou entendu la procédure judiciaire qui fait l'objet de l'appel ou, si l'affaire s'est déroulée dans deux provinces, sur la liste qu'il juge la plus commode pour les parties à l'appel.

(2) Les appels sont entendus et tranchés dans l'ordre de leur mise au rôle.

or (2) arising out of the conviction or discharge shall be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

5

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

106. This Act or any of its provisions or any provision of any Act enacted by this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

5 106. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou telle des dispositions de toute loi édictées par la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur

10

SCHEDULE
(Section 86)

FORM 9
(Section 493)

APPEARANCE NOTICE ISSUED BY A PEACE OFFICER TO A
PERSON NOT YET CHARGED WITH AN OFFENCE

Canada,
Province of,
(territorial division).

To A.B., of, (occupation):

You are alleged to have committed (set out substance of offence).

1. You are required to attend court on day, the day of A.D., at o'clock in the noon, at court, in the municipality of, and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. You are also required to appear on day, the day of A.D., at o'clock in the noon, at (police station), (address), for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (Ignore if not filled in.)

You are warned that failure to attend court in accordance with this appearance notice is an offence under subsection 145(5) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as follows:

“(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence.”

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

“502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.”

ANNEXE
(article 86)

FORMULE 9
(article 493)

CITATION À COMPARAÎTRE DÉLIVRÉE PAR UN AGENT DE LA
PAIX À UNE PERSONNE QUI N'EST PAS ENCORE INCUPLÉE
D'INFRACTION

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

À A.B., de, (profession ou occupation) :

Il est allégué que vous avez commis (indiquer l'essentiel de l'infraction).

1. Vous êtes requis d'être présent au tribunal le jour de en l'an de grâce à heures, à la salle d'audience n° à (tribunal), dans la municipalité de, et d'être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Vous êtes en outre requis de comparaître le jour de en l'an de grâce à heures, à (poste de police), (adresse), pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*. (Ne pas tenir compte de cet alinéa s'il n'est pas rempli.)

Vous êtes averti que l'omission d'être présent au tribunal en conformité avec la présente citation à comparaître constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(5) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître au lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne constitue pas une excuse légitime. »

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*,

Issued at a.m./p.m. this day of
A.D., at

.....
(Signature of peace officer)

.....
(Signature of accused)

FORM 10
(Section 493)

PROMISE TO APPEAR

Canada,
Province of,
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is
alleged that I have committed (set out substance of offence).

In order that I may be released from custody,

1. I promise to attend court on day, the day
of A.D., at o'clock in the noon,
in courtroom No., at court, in the municipality of ...
and to attend thereafter as required by the court, in order
to be dealt with according to law.

2. I also promise to appear on day, the day
of A.D., at o'clock in the noon,
at (police station), (address), for the purposes of the
Identification of Criminals Act. (Ignore if not filled in.)

I understand that failure without lawful excuse to attend court in
accordance with this promise to appear is an offence under
subsection 145(5) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as
follows:

“(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to
appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that
has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without
lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the
time and place stated therein, if any, for the purposes of the
Identification of Criminals Act or to attend court in accordance
therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered
into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

- (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not
exceeding two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut,
lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou
l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article
508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction
dont il est inculpé. »

Délivré à heures, ce jour de ...
en l'an de grâce à

.....
(Signature de l'agent de la paix)

.....
(Signature du prévenu)

FORMULE 10
(article 493)

PROMESSE DE COMPARAÎTRE

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends
qu'il est allégué que j'ai commis (indiquer l'essentiel de
l'infraction).

Afin de pouvoir être mis en liberté :

1. Je promets d'être présent au tribunal le
jour de en l'an de grâce à heures, à
la salle d'audience n° à (tribunal), dans la municipalité de ...
et d'être présent par la suite selon les exigences du
tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Je promets également de comparaître le
jour de en l'an de grâce à heures,
au (poste de police), (adresse), pour l'application de la *Loi sur
l'identification des criminels*. (Ne pas tenir compte de cet alinéa
s'il n'est pas rempli.)

Je comprends que l'omission sans excuse légitime d'être présent
au tribunal en conformité avec la présente promesse de
comparaître constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(5)
du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent
comme suit :

« (5) Est coupable :

- a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal
de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par
procédure sommaire,

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou
une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant
un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en
vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui
incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de
la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence."

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

"502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged."

Dated this day of A.D., at

(Signature of accused)

FORM 11

(Section 493)

RECOGNIZANCE ENTERED INTO BEFORE AN OFFICER IN
CHARGE OR OTHER PEACE OFFICER

Canada,

Province of,

(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is
alleged that I have committed (set out substance of offence).

In order that I may be released from custody, I hereby
acknowledge that I owe \$ (not exceeding \$500) to Her Majesty the
Queen to be levied on my real and personal property if I fail to
attend court as hereinafter required.

(or, for a person not ordinarily resident in the province in which
the person is in custody or within two hundred kilometres of the
place in which the person is in custody)

In order that I may be released from custody, I hereby
acknowledge that I owe \$ (not exceeding \$500) to Her Majesty the
Queen and deposit herewith (money or other valuable security not
exceeding in amount or value \$500) to be forfeited if I fail to
attend court as hereinafter required.

1. I acknowledge that I am required to attend court on
day, the day of A.D., at
o'clock in the noon, in courtroom No., at
court, in the municipality of, and to attend thereafter
as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. I acknowledge that I am also required to appear on
day, the day of A.D., at

conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une
promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à
comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent
d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne
constitue pas une excuse légitime. »

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une
promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un
fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y
indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*,
ne comparait pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut,
lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou
l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article
508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction
dont il est inculqué. »

Fait le jour de en l'an de grâce, à

(Signature du prévenu)

FORMULE 11

(article 493)

ENGAGEMENT CONTRACTÉ DEVANT UN FONCTIONNAIRE
RESPONSABLE OU UN AUTRE AGENT DE LA PAIX

Canada,

Province de,

(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends
qu'il est allégué que j'ai commis (indiquer l'essentiel de
l'infraction).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les
présentes devoir (au plus 500 \$) \$ à Sa Majesté la Reine, cette
somme devant être prélevée sur mes biens meubles et immeubles si
j'omets d'être présent au tribunal comme j'y suis ci-après requis.

(ou, pour une personne ne résidant pas ordinairement au Canada
dans la province où elle est sous garde ni dans un rayon de deux
cents kilomètres du lieu où elle est sous garde)

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les
présentes devoir (au plus 500 \$) \$ à Sa Majesté la Reine et je
dépose, en conséquence, (argent ou autre valeur ne dépassant pas
un montant ou une valeur de 500 \$), cette somme devant être
confisquée si j'omets d'être présent au tribunal comme j'y suis ci-
après requis.

1. Je reconnais que je suis requis d'être présent au tribunal le ...
..... jour de en l'an de grâce,
à heures, à la salle d'audience n°, à (tribunal), dans
la municipalité de, et d'être présent par la suite selon
les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Je reconnais que je suis également requis de comparaître le ...
..... jour de en l'an de grâce,

o'clock in the noon, at (police station),
(address), for the purposes of the *Identification of Criminals Act*.
(Ignore if not filled in.)

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this recognizance to appear is an offence under subsection 145(5) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as follows:

"(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence."

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

"502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged."

Dated this day of A.D., at

(Signature of accused)

FORM 11.1

(Sections 493, 499 and 503)

UNDERTAKING GIVEN TO A PEACE OFFICER OR AN OFFICER IN CHARGE

Canada,
Province of,
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is alleged that I have committed (set out substance of the offence).

à heures, à (poste de police), (adresse), pour l'application de la Loi sur l'identification des criminels. (Ne pas tenir compte du présent alinéa s'il n'est pas rempli.)

Je comprends que l'omission sans excuse légitime d'être présent au tribunal en conformité avec le présent engagement constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(5) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommé dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la Loi sur l'identification des criminels ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne constitue pas une excuse légitime. »

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la Loi sur l'identification des criminels ne comparait pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé. »

Fait le jour de en l'an de grâce à

(Signature du prévenu)

FORMULE 11.1

(articles 493, 499 et 503)

PROMESSE REMISE À UN AGENT DE LA PAIX OU À UN FONCTIONNAIRE RESPONSABLE

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends que j'ai été inculpé d'avoir (énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé).

In order that I may be released from custody by way of (a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge), I undertake to (*insert any conditions that are directed*):

- (a) report at (*state times*) to (*name of peace officer or other person designated*);
- (b) remain within (*designated territorial jurisdiction*);
- (c) notify (*name of peace officer or other person designated*) of any change in my address, employment or occupation;
- (d) abstain from communicating with (*name of witness or other person*) or from going to (*name or description of place*) except in accordance with the following conditions: (*as the peace officer or other person designated specifies*); and
- (e) deposit my passport with (*name of peace officer or other person designated*).

I understand that I am not required to give an undertaking to abide by the conditions specified above, but that if I do not, I may be kept in custody and brought before a justice so that the prosecutor may be given a reasonable opportunity to show cause why I should not be released on giving an undertaking without conditions.

I understand that if I give an undertaking to abide by the conditions specified above, then I may apply, at any time before I appear, or when I appear, before a justice pursuant to (a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge), to have this undertaking vacated or varied and that my application will be considered as if I were before a justice pursuant to section 515 of the *Criminal Code*.

I also understand that this undertaking remains in effect until it is vacated or varied.

Dated this day of A.D., at

(Signature of accused)

FORM 12

(Sections 493 and 679)

UNDERTAKING GIVEN TO A JUSTICE OR A JUDGE

Canada,
Province of,
(*territorial division*).

I, A.B., of, (*occupation*), understand that I have been charged that (*set out briefly the offence in respect of which accused is charged*).

In order that I may be released from custody, I undertake to attend court on day, the day of A.D., and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law (*or, where date and place*

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage, par (cette promesse de comparaître ou cet engagement contracté devant un fonctionnaire responsable) (*insérer toutes les conditions qui sont fixées*):

- a) à me présenter à (*indiquer à quels moments*) à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné*);
- b) à rester dans les limites de (*juridiction territoriale désignée*);
- c) à notifier à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné*) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;
- d) à m'abstenir de communiquer avec (*nom du témoin ou autre personne*) ou de me rendre à (*désignation du lieu*) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (*celles que l'agent de la paix ou autre personne désigné spécifie*);
- e) à déposer mon passeport auprès de (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné*).

Je comprends que je ne suis pas obligé de remettre cette promesse, mais qu'à défaut de le faire, je peux être détenu sous garde et amené devant un juge de paix de façon à donner au poursuivant l'occasion de démontrer pourquoi je ne devrais pas être mis en liberté sur simple promesse, sans autre condition.

Je comprends qu'en promettant de me conformer aux conditions énoncées plus haut, je peux, avant de comparaître ou lors de ma comparution conformément (à une promesse de comparaître ou à un engagement contracté devant le fonctionnaire responsable), demander l'annulation ou la modification de cette promesse, et que ma demande sera examinée comme si j'étais devant un juge de paix conformément à l'article 515 du *Code criminel*.

Je comprends que cette promesse m'est opposable jusqu'à ce qu'elle soit annulée ou modifiée.

Fait le jour de en l'an de grâce, à

(Signature du prévenu)

FORMULE 12

(articles 493 et 679)

PROMESSE REMISE À UN JUGE DE PAIX OU À UN JUGE

Canada,
Province de,
(*circonscription territoriale*).

Je, A.B., de, (*profession ou occupation*), comprends que j'ai été inculpé d'avoir (*énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé*).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage à être présent au tribunal le jour de en l'an de grâce, et à être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi (*ou, lorsque les date et lieu*

of appearance before court are not known at the time undertaking is given, to attend at the time and place fixed by the court and thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law).

(and, where applicable)

I also undertake to (insert any conditions that are directed)

- (a) report at (state times) to (name of peace officer or other person designated);
- (b) remain within (designated territorial jurisdiction);
- (c) notify (name of peace officer or other person designated) of any change in my address, employment or occupation;
- (d) abstain from communication with (name of witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);
- (e) deposit my passport (as the justice or judge directs); and
- (f) (any other reasonable conditions).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this undertaking is an offence under subsection 145(2) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(2) and (3) of the *Criminal Code* state as follows:

“(2) Every one who,

- (a) being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court in accordance with the undertaking or recognizance, or
- (b) having appeared before a court, justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court as thereafter required by the court, justice or judge,

or to surrender himself in accordance with an order of the court, justice or judge, as the case may be, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or 522(2.1), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with that condition or direction, is guilty of

- (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.”

de la comparution devant le tribunal ne sont pas connus au moment où la promesse est remise à être présent aux temps et lieu fixés par le tribunal, et par la suite, selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi).

(et, le cas échéant)

Je m'engage également (insérer toutes les conditions qui sont fixées) :

- a) à me présenter à (indiquer à quels moments) à (nom de l'agent de la paix ou autre personne désignée);
- b) à rester dans les limites de (juridiction territoriale désignée);
- c) à notifier à (nom de l'agent de la paix ou autre personne désignée) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;
- d) à m'abstenir de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);
- e) à déposer mon passeport (ainsi que le juge de paix ou le juge l'ordonne);
- f) (autres conditions raisonnables).

Je comprends que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent au tribunal en conformité avec la présente promesse constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(2) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(2) et (3) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, quiconque :

- a) soit, étant en liberté sur sa promesse remise à un juge de paix ou un juge ou son engagement contracté devant lui, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent au tribunal en conformité avec cette promesse ou cet engagement;
- b) soit, ayant déjà comparu devant un tribunal, un juge de paix ou un juge, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge,

ou de se livrer en conformité avec une ordonnance du tribunal, du juge de paix ou du juge, selon le cas.

(3) Est coupable :

- a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu du paragraphe 515(12) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance. »

Dated this day of A.D., at

(Signature of accused)

FORM 29
(Section 507)

ENDORSEMENT OF WARRANT

Canada,
Province of,
(territorial division).

Whereas this warrant is issued under section 507, 508 or 512 of the *Criminal Code* in respect of an offence other than an offence mentioned in section 522 of the *Criminal Code*, I hereby authorize the release of the accused pursuant to section 499 of that Act.

Dated this day of A.D., at

A Justice of the Peace in and for

FORM 33
(Section 770)CERTIFICATE OF DEFAULT TO BE ENDORSED ON
RECOGNIZANCE

I hereby certify that A.B. (has not appeared as required by this recognizance or has not complied with a condition of this recognizance) and that by reason thereof the ends of justice have been (defeated or delayed, as the case may be).

The nature of the default is and the reason for the default is (state reason if known).

The names and addresses of the principal and sureties are as follows:

Dated this day of A.D., at

(Signature of justice, judge, provincial court judge, clerk of the court, peace officer or other person, as the case may be)
(Seal, if required)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Fait le jour de en l'an de grâce, à

(Signature du prévenu)

FORMULE 29
(article 507)

VISA DU MANDAT

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

Attendu que le présent mandat est décerné en vertu des articles 507, 508 ou 512 du *Code criminel*, relativement à une infraction autre que celles visées à l'article 522, j'autorise par les présentes la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 de cette loi.

Fait le jour de en l'an de grâce, à

Juge de paix dans et pour

FORMULE 33
(article 770)

CERTIFICAT DE DÉFAUT À INSCRIRE SUR L'ENGAGEMENT

Je certifie par les présentes que A.B. (n'a pas comparu ainsi que l'exigeait le présent engagement ou ne s'est pas conformé à une des conditions prévues dans cet engagement) et que, de ce fait (la justice a été contrariée ou les fins de la justice ont été retardées, selon le cas).

Le manquement peut se décrire comme suit : et la raison du manquement est (indiquer la raison, si elle est connue).

Les noms et adresses du cautionné et de ses cautions sont les suivants :

Fait le jour de en l'an de grâce, à

(Signature du greffier du tribunal, juge, juge de paix, juge de la cour provinciale, agent de la paix ou autre personne)
(Sceau, s'il est requis)

Publié en conformité avec l'autorité du président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-42

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-42

An Act to amend the Criminal Code and other Acts
(miscellaneous matters)

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
OCTOBER 4, 1994**

C-42

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-42

Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (en divers
domaines)

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 OCTOBRE 1994**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-42

PROJET DE LOI C-42

An Act to amend the Criminal Code and other
Acts (miscellaneous matters)

Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois
(en divers domaines)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Criminal
Law Amendment Act, 1994*.

1. *Loi de 1994 modifiant la législation
pénale.*

Titre abrégé

5

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st
Supp.), cc. 1,
24, 27, 35
(2nd Supp.),
cc. 10, 19, 30,
34 (3rd
Supp.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1,
11, 20, 21, 22,
27, 38, 41, 47,
51; 1993, cc.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45, 46;
1994, cc.
12, 13

L.R., ch.
C-46; L.R.,
ch. 2, 11, 27,
31, 47, 51, 52
(1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
35 (2^e
suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990,
ch. 15, 16,
17, 44; 1991,
ch. 1, 4, 28,
40, 43; 1992,
ch. 1, 11, 20,
21, 22, 27,
38, 41, 47,
51; 1993, ch.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45,
46; 1994, ch.
12, 13

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 2(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 2(1)

2. (1) Subparagraph (b)(ii) of the defini-
tion "Attorney General" in section 2 of the
Criminal Code is replaced by the following:

2. (1) Le sous-alinéa b)(ii) de la définition
de « procureur général », à l'article 2 du
Code criminel, est remplacé par ce qui suit :

(ii) proceedings commenced at the
instance of the Government of Canada 10
and conducted by or on behalf of that
Government in respect of a contraven-
tion of, a conspiracy or attempt to
contravene or counselling the con-
travention of any Act of Parliament 15
other than this Act or any regulation
made under any such Act,

(ii) des poursuites intentées à la de-
mande du gouvernement du Canada et 10
menées par ce dernier ou en son nom
quant à une contravention à une loi
fédérale autre que la présente loi ou à
ses règlements d'application, une ten-
tative ou un complot en vue d'y 15
contrevenir ou le fait de conseiller une
telle contravention.

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code*, the *Canada Evidence Act*, the *Contraventions Act*, the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* and the *Supreme Court Act*. Most of the amendments are to the *Criminal Code* and implement proposals aimed at improving diverse aspects of the administration of criminal justice. The proposals originate from the Criminal Law Section of the Uniform Law Conference of Canada, the former Law Reform Commission of Canada, various judges, members of the bar and federal and provincial departments and officials.

The amendments to the *Criminal Code* are mostly procedural. Some amendments affect evidentiary provisions. Others have to do with specific schemes within the *Criminal Code* such as impaired driving, riots, and the control of seized property. Among the procedural changes are matters relating to police and other law enforcement officials concerning arrest and interim release, search and seizure and associated matters. Some amendments adjust definitions, mode of trial procedure or dispositions and sentences for several offences. One amendment limits the publication of information considered at pre-trial proceedings in jury trials. Another limits the use that can be made of material and information disclosed to the defence by the prosecution for the purpose of trial preparation.

An amendment to the *Canada Evidence Act* permits evidence to be given or affidavits made on affirmation rather than on oath as a matter of choice and not because of conscientious scruples. Another amendment makes evidence of previous statements recorded or captured on video or audio tape admissible for purposes of cross-examination. There are also amendments which would make business records and other evidence obtained in foreign states more readily admissible.

The *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* amendments facilitate the admissibility of certificates or statements taken abroad for the purpose of explaining evidence obtained in a foreign state pursuant to a treaty and make two minor clarifications to procedural provisions.

A *Supreme Court Act* amendment permits the Court to remand the whole or part of a case to the court appealed from or the court of original jurisdiction and gives to courts of appeal concurrent jurisdiction with the Supreme Court of Canada with respect to granting stays of proceedings. Another amendment permits the Registrar of the Court, under the direction of the Chief Justice, to control the order for hearing cases. An amendment to the *Criminal Code* requires grounds of dissent to be specified for all appeals.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel*, la *Loi sur la preuve au Canada*, la *Loi sur les contraventions*, la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* et la *Loi sur la Cour suprême*. La plupart des modifications concernent le *Code criminel* et visent à améliorer différents aspects de l'administration de la justice pénale. Le texte rassemble des propositions de la Section du droit criminel de la Conférence sur l'uniformisation des lois au Canada, de l'ancienne Commission de réforme du droit du Canada, des juges, des avocats et des fonctionnaires fédéraux et provinciaux.

Le *Code criminel* est modifié surtout en matière de procédure. Certaines modifications visent les règles de preuve ou des questions particulières, par exemple, la conduite avec facultés affaiblies, les émeutes et le contrôle des biens saisis. D'autres concernent l'arrestation, la mise en liberté provisoire, les fouilles, les perquisitions et les saisies. Certaines définitions, formes de procès ainsi que certaines décisions que peut rendre un tribunal sont modifiées, de même que les peines applicables à certaines infractions. La publication de renseignements lors d'un procès devant juge et jury est limitée et celle du matériel transmis à la défense par la poursuite est interdite dans certains cas. Enfin, le code est modifié pour que les motifs de dissidence soient énoncés dans toutes les décisions rendues en appel.

La *Loi sur la preuve au Canada* est modifiée de façon à permettre à une personne qui témoigne de choisir de faire une affirmation solennelle plutôt que de prêter serment sans devoir invoquer quelque scrupule de conscience. Les déclarations enregistrées sur bande audio ou vidéo seront admissibles en preuve à l'étape du contre-interrogatoire. D'autres modifications visent à faciliter la mise en preuve de pièces et autres éléments de preuve provenant de l'étranger.

La *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* est modifiée de façon à faciliter la présentation de certificats ou de déclarations obtenus à l'étranger conformément à un traité et à clarifier certaines questions de procédure.

La *Loi sur la Cour suprême* est modifiée pour permettre à la cour de renvoyer tout ou partie d'une affaire à la juridiction inférieure ou à celle de première instance. D'autres modifications donnent aux autres cours d'appel des pouvoirs analogues à ceux de la cour en ce qui concerne le sursis d'exécution des jugements qui font l'objet d'un appel. Le registraire de la cour pourra fixer, suivant les instructions des juges, l'ordre d'audition des appels.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"bodily harm"
« lésions corporelles »

"bodily harm" means any hurt or injury to a person that interferes with the health or comfort of the person and that is more than merely transient or trifling in nature;

3. Subsection 4(6) of the Act is replaced by the following:

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 3

Proof of
notifications
and service of
documents

(6) For the purposes of this Act, the service of any document and the giving or sending of any notice may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit of, the person claiming to have served, given or sent it.

4. Paragraph 57(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the definition "false document" in section 321, and section 366, apply with such modifications as the circumstances require.

20

5. Section 67 of the Act is replaced by the following:

67. A person who is

(a) a justice, mayor or sheriff, or the lawful deputy of a mayor or sheriff,

25

(b) a warden or deputy warden of a prison, or

(c) the institutional head of a penitentiary, as those expressions are defined in subsection 2(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, or that person's deputy,

who receives notice that, at any place within the jurisdiction of the person, twelve or more persons are unlawfully and riotously assembled together shall go to that place and, after approaching as near as is safe, if the person is satisfied that a riot is in progress, shall command silence and thereupon make or cause to be made in a loud voice a proclamation in the following words or to the like effect:

Her Majesty the Queen charges and commands all persons being assembled immediately to disperse and peaceably to depart to their habitations or to their lawful business on the pain of being guilty of an offence for which, on conviction, they may be sentenced

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« lésions corporelles » Blessure qui nuit à la santé ou au bien-être d'une personne et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

« lésions corporelles »
"bodily harm"

3. Le paragraphe 4(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch 27
(1^{er} suppl.),
art. 3

Preuve de
signification

(6) Pour l'application de la présente loi, la signification de tout document ou la remise ou l'envoi de tout avis peut être prouvé oralement sous serment ou par l'affidavit de la personne qui l'a effectué.

4. L'alinéa 57(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la définition de « faux document » à l'article 321 et l'article 366 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

5. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

67. Un juge de paix, maire ou shérif, l'adjoint légitime d'un maire ou shérif, le directeur d'une prison ou d'un pénitencier, au sens de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, ou son substitut, qui reçoit avis que, dans un endroit de son ressort, douze personnes ou plus sont réunies illégalement et d'une façon émeutière, doit se rendre à cet endroit et, après s'en être approché autant qu'il le peut en sécurité, s'il est convaincu qu'une émeute est en cours, ordonner le silence et alors faire ou faire faire, à haute voix, une proclamation dans les termes suivants ou en termes équivalents :

35

Sa Majesté la Reine enjoint et commande à tous ceux qui sont ici réunis de se disperser immédiatement et de retourner paisiblement à leurs demeures ou à leurs occupations légitimes, sous peine d'être coupable d'une infraction pour laquelle, sur déclaration de culpabilité, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement à perpétuité. DIEU SAUVE LA REINE.

Lecture de la
proclamation

Reading
proclamation

to imprisonment for life. GOD SAVE THE QUEEN.

1991, c. 28,
s. 6

6. Subsection 90(3.1) of the Act, as enacted by section 6 of *An Act respecting the exporting, importing, manufacturing, buying or selling of or other dealing with certain weapons*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 1991, is repealed.

1991, c. 40,
s. 18(2)

7. Subsection 105(1.2) of the Act, as enacted by subsection 18(2) of *An Act to amend the Criminal Code and the Customs Tariff in consequence thereof*, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1991, is repealed.

8. (1) The portion of subsection 145(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Failure to
comply with
condition of
undertaking
or
recognizance

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or 522(2.1), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with that condition or direction, is guilty of

(2) The portion of subsection 145(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Failure to
comply with
appearance
notice or
promise to
appear

(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(3) Paragraph 145(9)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in the case of proceedings under subsection (2), the accused gave or entered into an

6. Le paragraphe 90(3.1) de la même loi, édicté par l'article 6 de la *Loi concernant l'exportation, l'importation, la fabrication, l'achat et la vente de certaines armes ainsi que d'autres opérations sur celles-ci*, chapitre 28 des Lois du Canada (1991), est abrogé.

1991, ch. 28,
art. 6

7. Le paragraphe 105(1.2) de la même loi, édicté par le paragraphe 18(2) de la *Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des douanes en conséquence*, chapitre 40 des Lois du Canada (1991), est abrogé.

1991, ch. 40,
par. 18(2)

8. (1) Le passage du paragraphe 145(3) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu du paragraphe 515(12) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance.

(2) Le passage du paragraphe 145(5) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(3) L'alinéa 145(9)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (2), d'être présent au tribunal

undertaking or recognizance before a justice or judge and failed to attend court in accordance therewith or, having attended court, failed to attend court thereafter as required by the court, justice or judge or to surrender in accordance with an order of the court, justice or judge, as the case may be,

(4) Paragraph 145(9)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of proceedings under subsection (5), the accused was named in an appearance notice, a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge, that was confirmed by a justice under section 508, and the accused failed to appear at the time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, failed to attend court in accordance therewith or, having attended court, failed to attend court thereafter as required by the court, justice or judge, as the case may be,

9. Section 166 of the Act is repealed.

10. Subsection 199(1) of the Act is replaced by the following:

199. (1) A justice who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210 is being committed at any place within the jurisdiction of the justice may issue a warrant authorizing a peace officer to enter and search the place by day or night and seize anything found therein that may be evidence that an offence under section 201, 202, 203, 206, 207 or 210, as the case may be, is being committed at that place, and to take into custody all persons who are found in or at that place and requiring those persons and things to be brought before that justice or before another justice having jurisdiction, to be dealt with according to law.

11. Paragraph 249(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a motor vehicle in a manner that is dangerous to the public, having regard to all the circumstances, including the nature, condition and use of the place at which the motor vehicle is being operated and the

conformément à la promesse qu'il a remise ou à l'engagement qu'il a contracté devant un juge de paix ou un juge, ou, ayant déjà comparu devant le tribunal, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge, ou de se livrer en conformité avec une ordonnance de celui-ci;

(4) L'alinéa 145(9)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas des procédures prévues au paragraphe (5), d'être présent au tribunal en conformité avec une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement où il a été nommé désigné, contracté devant un fonctionnaire responsable et confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, ou de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, ou, ayant déjà comparu devant le tribunal, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge.

9. L'article 166 de la même loi est abrogé.

10. Le paragraphe 199(1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

199. (1) Un juge de paix convaincu, par une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction visée à l'article 201, 202, 203, 206, 207 ou 210 se commet à quelque endroit situé dans son ressort, peut délivrer un mandat sous sa signature, autorisant un agent de la paix à entrer et perquisitionner dans cet endroit, de jour ou de nuit, et à saisir toute chose y trouvée qui peut constituer une preuve qu'une infraction visée à l'un de ces articles se commet à cet endroit, et à mettre sous garde toutes les personnes trouvées à cet endroit ou dans cet endroit, et requérant que ces personnes soient conduites et ces choses apportées devant lui ou devant un autre juge de paix compétent, afin qu'elles soient traitées selon la loi.

11. L'alinéa 249(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) un véhicule à moteur d'une façon dangereuse pour le public, eu égard aux circonstances, y compris la nature et l'état du lieu, l'utilisation qui en est faite ainsi que l'intensité de la circulation à ce moment ou raisonnablement prévisible dans ce lieu;

Warrant to search

Mandat de perquisition

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 36

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

amount of traffic that at the time is or might reasonably be expected to be at that place;

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 36

12. Subsection 252(1) of the Act is replaced by the following:

Failure to stop
at scene of
accident

252. (1) Every person who has the care, charge or control of a vehicle, vessel or aircraft that is involved in an accident with

- (a) another person,
- (b) a vehicle, vessel or aircraft, or
- (c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop the vehicle, vessel or, where possible, the aircraft, give his or her name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer assistance, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1992, c. 1,
s. 58(1)
(Sch. I, s. 5)

13. Paragraph 256(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a person has, within the preceding four hours, committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253 and the person was involved in an accident resulting in the death of another person or in bodily harm to himself or herself or to any other person, and

14. Clause 258(1)(h)(i)(B) of the English version of the Act is replaced by the following:

(B) at the time the sample was taken, an additional sample of the blood of the accused was taken to permit analysis of one of the samples to be made by or on behalf of the accused,

R.S., c. 1 (4th
Supp.), s. 18
(Sch. I,
item 11)(F)

15. Section 261 of the Act is replaced by the following:

Stay of order
pending
appeal

261. Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 736 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising

12. Le passage du paragraphe 252(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

252. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, ayant la garde, la charge ou le contrôle d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident :

Défaut
d'arrêter lors
d'un accident

13. L'alinéa 256(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1,
par. 58(1),
ann. I, art. 5

a) d'une part, une personne a commis au cours des quatre heures précédentes une infraction prévue à l'article 253 à la suite de l'absorption d'alcool et que cette personne est impliquée dans un accident ayant causé des lésions corporelles à elle-même ou à un tiers, ou la mort de celui-ci;

14. La division 258(1)h(i)(B) de la version anglaise de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(B) at the time the sample was taken, an additional sample of the blood of the accused was taken to permit analysis of one of the samples to be made by or on behalf of the accused,

15. L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 1
(4^e suppl.),
art. 18, ann. I,
n° 11 (F)

261. Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736 d'une infraction aux articles 220, 221, 236 ou 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue au paragraphe

Effet de
l'appel sur
l'ordonnance

out of the conviction or discharge shall be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 38

16. (1) Paragraph 264.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to cause death or bodily harm to any person;

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 38

(2) Subsection 264.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Every one who commits an offence under paragraph (1)(a) is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

Assault with a
weapon or
causing
bodily harm

17. Section 267 of the Act is replaced by the following:

267. Every one who, in committing an assault,

(a) carries, uses or threatens to use a weapon or an imitation thereof, or

(b) causes bodily harm to the complainant, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years or an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

Unlawfully
causing
bodily harm

18. Section 269 of the Act is replaced by the following:

269. Every one who unlawfully causes bodily harm to any person is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

19. Paragraph 271(1)(b) of the Act is replaced by the following:

259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

5

16. (1) L'alinéa 264.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de causer la mort ou des lésions corporelles à quelqu'un;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 38

(2) Le paragraphe 264.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa (1)a) est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 38

Peine

17. L'article 267 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

267. Est coupable soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois quiconque, en se livrant à des voies de fait, selon le cas :

a) porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme;

b) inflige des lésions corporelles au plaignant.

Agression
armée ou
infliction de
lésions
corporelles

18. L'article 269 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

269. Quiconque cause illégalement des lésions corporelles à une personne est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

Lésions
corporelles

19. L'alinéa 271(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 43(1)

20. (1) Paragraph 334(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years, where the property stolen is a testamentary instrument or the value of what is stolen exceeds five thousand dollars; or

**20. (1) L'alinéa 334a) de la même loi est 5
remplacé par ce qui suit :**

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien volé est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est volé 10
dépasse cinq mille dollars;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 43(1)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 43(2)

(2) The portion of paragraph 334(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of what is stolen does not 15
exceed five thousand dollars.

(2) Le passage de l'alinéa 334b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de ce qui est volé ne dépasse pas 15
cinq mille dollars.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 43(2)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 49(1)

21. (1) Paragraph 355(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not 20
exceeding ten years, where the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or the value of the subject-matter of the offence exceeds five thousand dollars;
or 25

21. (1) L'alinéa 355a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de 20
dix ans, si l'objet de l'infraction est un titre testamentaire ou si la valeur de l'objet de l'infraction dépasse cinq mille dollars;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 49(1)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 49(2)

(2) The portion of paragraph 355(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand 30
dollars.

**(2) Le passage de l'alinéa 355b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est 25
remplacé par ce qui suit :**

si la valeur de l'objet de l'infraction ne
dépasse pas cinq mille dollars.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 49(2)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 52(2)

22. (1) Paragraph 362(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a term of imprisonment not 35
exceeding ten years, where the property obtained is a testamentary instrument or the value of what is obtained exceeds five thousand dollars; or

**22. (1) L'alinéa 362(2)a) de la même loi est 30
remplacé par ce qui suit :**

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si le bien obtenu est un titre testamentaire ou si la valeur de ce qui est obtenu dépasse cinq mille dollars; 35

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 52(2)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 52(3)

(2) The portion of paragraph 362(2)(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of what is obtained does not
exceed five thousand dollars.

(2) Le passage de l'alinéa 362(2)b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de ce qui est obtenu ne dépasse
pas cinq mille dollars. 40

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 52(3)

**23. (1) Subsection 364(1) of the Act is 45
replaced by the following:**

23. (1) Le paragraphe 364(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Fraudulently
obtaining
food,
beverage or
accommo-
dation

364. (1) Every one who fraudulently obtains food, a beverage or accommodation at any place that is in the business of providing those things is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) The portion of subsection 364(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Presumption

(2) In proceedings under this section, evidence that the accused obtained food, a beverage or accommodation at a place that is in the business of providing those things and did not pay for it and

(3) Paragraph 364(2)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) offered a worthless cheque, draft or security in payment for the food, beverage or accommodation,

24. Subsection 367(2) of the Act is repealed.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 54(1)

25. (1) Paragraph 380(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a term of imprisonment not exceeding ten years, where the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or the value of the subject-matter of the offence exceeds five thousand dollars; or

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 54(2)

(2) The portion of paragraph 380(1)(b) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

where the value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand dollars.

26. Subsection 400(1) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraphs (c) and (d) with the following:

(c) to induce any person to

(i) entrust or advance anything to a company, or

(ii) enter into any security for the benefit of a company,

364. (1) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque frauduleusement obtient des aliments, des boissons ou d'autres commodités dans tout établissement qui en fait le commerce.

(2) Le passage du paragraphe 364(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans des poursuites engagées en vertu du présent article, la preuve qu'un prévenu a obtenu des aliments, des boissons ou d'autres commodités dans un établissement qui en fait le commerce, n'a pas payé ces choses et, selon le cas :

(3) L'alinéa 364(2)(f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) a offert un chèque, une traite ou un titre sans valeur en paiement des aliments, des boissons ou d'autres commodités,

24. Le paragraphe 367(2) de la même loi est abrogé.

25. (1) L'alinéa 380(1)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, si l'objet de l'infraction est un titre testamentaire ou si la valeur de l'objet de l'infraction dépasse cinq mille dollars;

(2) Le passage de l'alinéa 380(1)(b) de la même loi suivant le sous-alinéa (ii) est remplacé par ce qui suit :

si la valeur de l'objet de l'infraction ne dépasse pas cinq mille dollars.

26. Les alinéas 400(1)(c) et (d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) d'induire qu'il que ce soit, selon le cas :

(i) à confier ou à avancer quelque chose à une compagnie,

(ii) à contracter une garantie pour le bénéfice d'une compagnie.

Obtention
frauduleuse
d'aliments et
de logement

Présomption

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 54(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 54(2)

27. The portion of section 403 of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years or an offence punishable on summary conviction.

28. The portion of subsection 430(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Every one who commits mischief in relation to property that is a testamentary instrument or the value of which exceeds five thousand dollars

29. Paragraph (a) of the definition "enterprise crime offence" in section 462.3 of the Act is amended by adding the following after subparagraph (xiii):

(xiii.1) section 347 (criminal interest rate),

30. Section 473 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Where the consent of the accused and the Attorney General is given in accordance with subsection (1), the judge of the superior court of criminal jurisdiction may order that any offence be tried by that judge in conjunction with the offence listed in section 469.

31. (1) Section 474 of the Act is renumbered as subsection 474(1) and the French version is replaced by the following:

474. (1) Le greffier du tribunal peut, lorsque l'autorité compétente a décidé qu'aucune liste de jurés ne doit être convoquée pour une session du tribunal aux fins d'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale, le jour de l'ouverture de la session, en l'absence d'un juge pour présider le tribunal ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

27. Le passage de l'article 403 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

403. Est coupable soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, frauduleusement, se fait passer pour une personne, vivante ou morte :

28. Le passage du paragraphe 430(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Quiconque commet un méfait à l'égard d'un bien qui constitue un titre testamentaire ou dont la valeur dépasse cinq mille dollars est coupable :

29. L'alinéa a) de la définition de « infraction de criminalité organisée », à l'article 462.3 de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (xiii), de ce qui suit :

(xiii.1) article 347 (taux d'intérêt criminel),

30. L'article 473 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle qui préside un procès pour une infraction prévue à l'article 469 peut, si les parties y consentent conformément au paragraphe (1), ordonner que l'accusé subisse son procès devant lui à l'égard de toute autre infraction.

31. (1) L'article 474 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

474. (1) Le greffier du tribunal peut, lorsque l'autorité compétente a décidé qu'aucune liste de jurés ne doit être convoquée pour une session du tribunal aux fins d'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale, le jour de l'ouverture de la session, en l'absence d'un juge pour présider le tribunal ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

Supposition intentionnelle de personne

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 57(2)

Idem

Ordonnance pour réunir plusieurs infractions en un même procès

Ajournement lorsque aucun jury n'a été convoqué

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 57(2)

Punishment

Joinder of other offences

Ajournement lorsque aucun jury n'a été convoqué

(2) Section 474 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) A clerk of the court for the trial of criminal cases in any territorial division may, at any time, on the instructions of the presiding judge or another judge of the court, adjourn the court and the business of the court to a subsequent day.

32. Section 477.2 of the Act is replaced by the following:

477.2 (1) No proceedings in respect of an offence committed by a person in or on the territorial sea shall be continued unless the consent of the Attorney General of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted, if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

(1.1) Subsection (1) does not apply to proceedings by way of summary conviction.

(2) No proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(a) or (b) shall be continued unless the consent of the Attorney General of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted, if the accused is not a Canadian citizen and the offence is alleged to have been committed on board any ship registered outside Canada.

(3) No proceedings in respect of which courts have jurisdiction by virtue only of paragraph 477.1(1)(d) or (e) shall be continued unless the consent of the Attorney General of Canada is obtained no later than eight days after proceedings are instituted.

(4) The consent of the Attorney General required by subsection (1), (2) or (3) must be filed with the clerk of the court in which the proceedings have been instituted.

33. Subsection 478(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 474 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Le greffier du tribunal chargé de l'instruction de causes criminelles dans une circonscription territoriale peut, en tout temps, à la demande d'un juge de ce tribunal, ajourner les affaires de celui-ci à une date ultérieure.

32. L'article 477.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

477.2 (1) Il est mis fin aux poursuites à l'égard d'une infraction commise dans les limites de la mer territoriale par une personne qui n'a pas la citoyenneté canadienne, à moins que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées si l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la poursuite pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(2) Il est mis fin aux poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)a) ou b) à l'égard d'une infraction commise par une personne qui n'a pas la citoyenneté canadienne, à moins que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées si l'infraction est présumée avoir été commise à bord d'un navire immatriculé à l'extérieur du Canada.

(3) Il est mis fin aux poursuites à l'égard desquelles les tribunaux ont compétence en vertu des alinéas 477.1(1)d) ou e), à moins que le procureur général du Canada n'ait donné son consentement au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.

(4) Le consentement du procureur général est déposé auprès du greffier du tribunal où sont intentées les poursuites.

33. Le paragraphe 478(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Adjournment on instructions of judge

1990, c. 44, s. 15

Consent of Attorney General

Exception

Consent of Attorney General

Idem

Consent to be filed

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 64(2)

Ajournement à la demande du juge

1990, ch. 44, art. 15

Consentement du procureur général

Exception

Consentement du procureur général

Idem

Dépôt du consentement

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 64(2)

Idem

(3) An accused who is charged with an offence that is alleged to have been committed in Canada outside the province in which the accused is may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, if the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, if the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents,

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the province where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 65

34. The portion of section 479 of the English version of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the place where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

35. Subsection 482(1) of the Act is replaced by the following:

482. (1) Every superior court of criminal jurisdiction and every court of appeal may make rules of court not inconsistent with this or any other Act of Parliament, and any rules so made apply to any prosecution, proceeding,

Power to
make rules

Idem

(3) An accused who is charged with an offence that is alleged to have been committed in Canada outside the province in which the accused is may, if the offence is not an offence mentioned in section 469 and

(a) in the case of proceedings instituted at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government, if the Attorney General of Canada consents, or

(b) in any other case, if the Attorney General of the province where the offence is alleged to have been committed consents,

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the province where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

34. Le passage de l'article 479 de la version anglaise de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

appear before a court or judge that would have had jurisdiction to try that offence if it had been committed in the place where the accused is, and where the accused consents to plead guilty and pleads guilty to that offence, the court or judge shall determine the accused to be guilty of the offence and impose the punishment warranted by law, but where the accused does not consent to plead guilty and does not plead guilty, the accused shall, if the accused was in custody prior to appearance, be returned to custody and shall be dealt with according to law.

35. Le paragraphe 482 (1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

482. (1) Toute cour supérieure de juridiction criminelle, ainsi que toute cour d'appel, peut établir des règles de cour non incompatibles avec la présente loi ou toute autre loi fédérale, et les règles ainsi établies s'appli-

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 65

Pouvoir
d'établir des
règles

action or appeal, as the case may be, within the jurisdiction of that court, instituted in relation to any matter of a criminal nature or arising from or incidental to any such prosecution, proceeding, action or appeal.

36. Paragraph 487(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) anything that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence, or will reveal the whereabouts of a person who is believed to have committed an offence, against this Act or any other Act of Parliament, or

37. (1) Subsection 487.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An information submitted by telephone or other means of telecommunication, other than a means of telecommunication that produces a writing, shall be on oath and shall be recorded verbatim by the justice, who shall, as soon as practicable, cause to be filed, with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution, the record or a transcription of it, certified by the justice as to time, date and contents.

(2.1) The justice who receives an information submitted by a means of telecommunication that produces a writing shall, as soon as practicable, cause to be filed, with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution, the information certified by the justice as to time and date of receipt.

(2) Section 487.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) A peace officer who uses a means of telecommunication referred to in subsection (2.1) may, instead of swearing an oath, make a statement in writing stating that all matters contained in the information are true to his or her knowledge and belief and such a statement is deemed to be a statement made under oath.

quent à toute poursuite, procédure, action ou tout appel, selon le cas, de la compétence de ce tribunal, intenté à l'égard de toute matière de nature pénale ou découlant de quelque semblable poursuite, procédure, action ou appel, ou s'y rattachant.

36. L'alinéa 487(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) une chose dont on a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira une preuve touchant la commission d'une infraction ou révélera l'endroit où se trouve la personne qui est présumée avoir commis une infraction à la présente loi, ou à toute autre loi fédérale;

37. (1) Le paragraphe 487.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La dénonciation présentée par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de communication qui ne peut rendre la communication sous forme écrite est consignée mot à mot dans un procès-verbal ou enregistrée mécaniquement par le juge de paix qui, dans les plus brefs délais, fait déposer auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté le procès-verbal ou une transcription de l'enregistrement de la dénonciation; le juge de paix en certifie le contenu, la date et l'heure.

(2.1) Le juge de paix qui reçoit la dénonciation présentée par un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite la fait déposer dans les plus brefs délais auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté et il certifie la date et l'heure de sa réception.

(2) L'article 487.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) L'agent de la paix qui présente une dénonciation de la façon prévue au paragraphe (2.1) peut, au lieu de prêter serment, choisir de faire une déclaration par écrit selon laquelle il croit vrais, au meilleur de sa connaissance, les renseignements contenus dans la dénonciation. Sa déclaration est réputée être faite sous serment.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 68(1)

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 69

Information
submitted by
telephone

Information
submitted by
other means
of telecom-
munication

Alternative to
oath

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 68(1)

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 69

Dénonciation
présentée par
certains
moyens

Dénonciation
présentée par
d'autres
moyens

Alternative
au serment

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69	(3) The portion of subsection 487.1(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(3) Le passage du paragraphe 487.1(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 69
Contents of information	(4) An information submitted by telephone or other means of telecommunication shall include	(4) Une dénonciation faite par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication comporte les éléments suivants :	Contenu de la dénonciation
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69	(4) The portion of subsection 487.1(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(4) Le passage du paragraphe 487.1(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1992, ch. 1, art. 60, ann. I, art. 33 (F)
Issuing warrant	(5) A justice referred to in subsection (1) who is satisfied that an information submitted by telephone or other means of telecommunication	(5) Le juge de paix visé au paragraphe (1) peut décerner à un agent de la paix un mandat lui accordant les mêmes pouvoirs en matière de perquisition et de saisie que lui accorderait un mandat décerné en vertu du paragraphe 256(1) ou 487(1) à la condition d'être convaincu que la dénonciation faite par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication remplit les conditions suivantes :	Délivrance du mandat
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 69	(5) The portion of subsection 487.1(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(5) Le passage du paragraphe 487.1(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 69
Formalities respecting warrant and facsimiles	(6) Where a justice issues a warrant by telephone or other means of telecommunication, other than a means of telecommunication that produces a writing,	(6) Dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication qui ne peut rendre la communication sous forme écrite :	Formalités
	(6) Section 487.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):	(6) L'article 487.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :	
Issuance of warrant where telecommu- nication produces writing	(6.1) Where a justice issues a warrant by a means of telecommunication that produces a writing,	(6.1) Dans le cas d'un mandat décerné à l'aide d'un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite :	Délivrance du mandat en cas de télécommu- nication écrite
	(a) the justice shall complete and sign the warrant in Form 5.1, noting on its face the time, date and place of issuance;	a) le juge de paix remplit et signe le mandat suivant la formule 5.1; il y indique la date, l'heure et l'endroit de sa délivrance;	35
	(b) the justice shall transmit the warrant by the means of telecommunication to the peace officer who submitted the information and the copy of the warrant received by the peace officer is deemed to be a facsimile within the meaning of paragraph (6)(b);	b) il transmet le mandat à l'agent de la paix qui a présenté la dénonciation; la copie que reçoit l'agent de la paix est réputée être un fac-similé au sens de l'alinéa (6)b);	
	(c) the peace officer shall procure another facsimile of the warrant; and	c) l'agent de la paix produit un autre fac-similé du mandat;	40
	(d) the justice shall, as soon as practicable after the warrant has been issued, cause the warrant to be filed with the clerk of the court for the territorial division in which the warrant is intended for execution.	d) le juge de paix, dans les plus brefs délais possible après avoir décerné un mandat, fait déposer celui-ci auprès du greffier du tribunal de la circonscription territoriale où le mandat doit être exécuté.	45

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 69

Bringing
before justice

(7) Subsections 487.1(10) and (11) of the Act are replaced by the following:

(10) The clerk of the court shall, as soon as practicable, cause the report, together with the information and the warrant to which it pertains, to be brought before a justice to be dealt with, in respect of the things seized referred to in the report, in the same manner as if the things were seized pursuant to a warrant issued, on an information presented personally by a peace officer, by that justice or another justice for the same territorial division.

Proof of
authorization

(11) In any proceeding in which it is material for a court to be satisfied that a search or seizure was authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, the absence of the information or warrant, signed by the justice and carrying on its face a notation of the time, date and place of issuance, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the search or seizure was not authorized by a warrant issued by telephone or other means of telecommunication.

Duplicates
and facsimiles
acceptable

(12) A duplicate or a facsimile of an information or a warrant has the same probative force as the original for the purposes of subsection (11).

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 73

38. (1) Paragraphs 490(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) where the lawful owner or person who is lawfully entitled to possession of the thing seized is known, order it to be returned to that owner or person, unless the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the detention of the thing seized is required for the purposes of any investigation or a preliminary inquiry, trial or other proceeding; or

(b) where the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the thing seized should be detained for a reason set out in paragraph (a), detain the thing seized or order that it be detained, taking reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation or until it is required to be produced for the

(7) Les paragraphes 487.1(10) et (11) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(10) Le greffier du tribunal visé au paragraphe (9) fait remettre dans les plus brefs délais à un juge de paix le rapport, la dénonciation et le mandat qui s'y rattache pour qu'il en soit disposé comme s'il s'agissait d'un mandat décerné par ce juge de paix ou un autre juge de paix de la même circonscription territoriale.

(11) Dans des procédures où il importe au tribunal d'être convaincu qu'une perquisition ou une saisie a été autorisée par un mandat décerné par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication, l'absence du mandat original ou de la dénonciation signée par le juge de paix et comportant une mention des date, heure et endroit de sa délivrance est, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve que la perquisition ou la saisie n'ont pas été correctement autorisées.

(12) Les copies ou fac-similés du mandat ou de la dénonciation ont, pour l'application du paragraphe (11), la même force probante que l'original.

38. (1) Les alinéas 490(1)(a) et (b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) lorsque le propriétaire légitime ou la personne qui a droit à la possession légitime des choses saisies est connu, ordonner qu'elles lui soient remises à moins que le poursuivant, l'agent de la paix ou toute personne qui en a la garde ne le convainque que leur détention est nécessaire aux fins d'une enquête, d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure;

b) lorsque le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde convainc le juge de paix que la chose saisie devrait être détenue pour un motif énoncé à l'alinéa a), détenir cette chose ou en ordonner la détention, en prenant raisonnablement soin d'en assurer la conservation jusqu'à la conclusion de toute enquête ou jusqu'à ce que sa production soit requise aux fins d'une enquête préliminaire, d'un procès ou de toute autre procédure.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 69

Remise au
juge de paix

Preuve de
l'autorisation

Copies et
fac-similés
sont acceptés

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

purposes of a preliminary inquiry, trial or other proceeding.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

(2) The portion of subsection 490(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Further
detention

(2) Nothing shall be detained under the authority of paragraph (1)(b) for a period of more than three months after the day of the seizure, or any longer period that ends when an application made under paragraph (a) is decided, unless

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

(3) The portion of subsection 490(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Idem

(3) More than one order for further detention may be made under paragraph (2)(a) but the cumulative period of detention shall not exceed one year from the day of the seizure, or any longer period that ends when an application made under paragraph (a) is decided, unless

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

(4) The portion of subsection 490(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Where
continued
detention no
longer
required

(5) Where at any time before the expiration of the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized, the prosecutor, or the peace officer or other person having custody of the thing seized, determines that the continued detention of the thing seized is no longer required for any purpose mentioned in subsection (1) or (4), the prosecutor, peace officer or other person shall apply to

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

(5) Subsection 490(6) of the Act is replaced by the following:

Idem

(6) Where the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of anything seized have expired and proceedings have not been instituted in which the thing detained may be required, the prosecutor, peace officer or other person shall apply to a judge or justice referred to in paragraph (5)(a) or (b) in the circumstances set out in that paragraph, for an order in respect of the property under subsection (9) or (9.1).

(2) Le passage du paragraphe 490(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(2) Rien ne peut être détenu sous l'autorité de l'alinéa (1)b) au-delà soit de l'expiration d'une période de trois mois, soit de la date, si elle est postérieure, où il est statué sur la demande visée à l'alinéa a), à moins que :

Ordonnance
de
prolongation

(3) Le passage du paragraphe 490(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(3) Il peut être rendu plus d'une ordonnance de prolongation de détention en vertu du sous-alinéa (2)a), mais rien ne peut être détenu pour une durée totale qui dépasse soit un an à compter de la saisie, soit une période plus longue se terminant lorsqu'il est statué sur la demande visée à l'alinéa a), à moins que :

Idem

(4) Le passage du paragraphe 490(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(5) Lorsque, à tout moment avant l'expiration des périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en vertu de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde décide que la détention de la chose saisie n'est plus requise aux fins visées au paragraphe (1) ou (4), il doit présenter une demande :

Lorsque la
détention
continue
n'est plus
requis

(5) Le paragraphe 490(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(6) Lorsque les périodes de détention prévues aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en application de ceux-ci à l'égard d'une chose saisie sont terminées et qu'aucune procédure pour laquelle elle aurait pu être requise n'a été engagée, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde doit demander au juge ou au juge de paix visé à l'alinéa 5a) ou b), dans les circonstances qui y sont établies, de rendre une ordonnance à l'égard du bien en application du paragraphe (9) ou (9.1).

Idem

(6) Section 490 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

Exception

(9.1) Notwithstanding subsection (9), a judge or justice referred to in paragraph (9)(a) or (b) may, if the periods of detention provided for or ordered under subsections (1) to (3) in respect of a thing seized have expired but proceedings have not been instituted in which the thing may be required, order that the thing continue to be detained for such period as the judge or justice considers necessary if the judge or justice is satisfied

(a) that the continued detention of the thing might reasonably be required for a purpose mentioned in subsection (1) or (4); and

(b) that it is in the interests of justice to do so.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

Copies of
documents
returned

(7) Subsections 490(13) and (14) of the Act are replaced by the following:

(13) The Attorney General, the prosecutor or the peace officer or other person having custody of a document seized may, before bringing it before a justice or complying with an order that the document be returned, forfeited or otherwise dealt with under subsection (1), (9) or (11), make or cause to be made, and may retain, a copy of the document.

Probative
force

(14) Every copy made under subsection (13) that is certified as a true copy by the Attorney General, the person who made the copy or the person in whose presence the copy was made is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original document would have if it had been proved in the ordinary way.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 73

Appeal

(8) Subsection 490(17) of the Act is replaced by the following:

(17) A person who feels aggrieved by an order made under subsection (8), (9), (9.1) or (11) may appeal from the order to the appeal court, as defined in section 812, and for the purposes of the appeal the provisions of sections 814 to 828 apply with such modifications as the circumstances require.

(6) L'article 490 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

Exception

(9.1) Malgré le paragraphe (9), le juge ou le juge de paix visé aux alinéas 9a) ou b) peut, lorsque les périodes de détention visées aux paragraphes (1) à (3) ou ordonnées en application de ceux-ci sont terminées et que des procédures pour lesquelles la chose détenue peut être requise n'ont pas été engagées, ordonner, s'il est convaincu que les intérêts de la justice le justifient, la prolongation de la détention pour la période qu'il estime nécessaire pour l'application des paragraphes (1) ou (4).

15

(7) Les paragraphes 490(13) et (14) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(13) Le procureur général, le poursuivant, l'agent de la paix ou la personne qui en a la garde peut, avant d'apporter le document saisi devant un juge de paix ou de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes (1), (9) ou (11), le copier ou le faire copier.

Copie des
documents
remis

(14) Une copie faite en vertu du paragraphe (13) et certifiée conforme par le procureur général, la personne qui l'a faite ou celle en la présence de qui elle a été faite est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, a la même force probante qu'aurait l'original s'il avait été prouvé de la façon ordinaire.

Force
probante

(8) Le paragraphe 490(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 73

(17) Une personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (8), (9), (9.1) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel, au sens de l'article 812 et, pour les fins de l'appel, les dispositions des articles 814 à 828 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Appel

40

39. The definitions “promise to appear”, “recognizance” and “undertaking” in section 493 of the Act are replaced by the following:

“promise to appear”
« promesse de... »

“promise to appear” means a promise in Form 10;

“recognizance”
« engagement »

“recognizance”, when used in relation to a recognizance entered into before an officer in charge, or other peace officer, means a recognizance in Form 11, and when used in relation to a recognizance entered into before a justice or judge, means a recognizance in Form 32;

“undertaking”
« promesse »

“undertaking” means an undertaking in Form 11.1 or 12;

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 186 (Sch. IV, item 6)

Release from custody by officer in charge where arrest made with warrant

40. Section 499 of the Act is replaced by the following:

499. (1) Where a person who has been arrested with a warrant by a peace officer is taken into custody for an offence other than one mentioned in section 522, the officer in charge may, if the warrant has been endorsed by a justice under subsection 507(6),

(a) release the person on the person’s giving a promise to appear;

(b) release the person on the person’s entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in the amount not exceeding five hundred dollars that the officer in charge directs, but without deposit of money or other valuable security; or

(c) if the person is not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within two hundred kilometres of the place in which the person is in custody, release the person on the person’s entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in the amount not exceeding five hundred dollars that the officer in charge directs and, if the officer in charge so directs, on depositing with the officer in charge such sum of money or other valuable

39. Les définitions de « engagement », « promesse » et « promesse de comparaître », à l’article 493 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« engagement » Relativement à un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, engagement selon la formule 11; relativement à un engagement contracté devant un juge de paix ou un juge, engagement selon la formule 32.

« promesse » Promesse selon la formule 11.1 ou 12.

« promesse de comparaître » Promesse selon la formule 10.

40. L’article 499 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

499. (1) Le fonctionnaire responsable peut, lorsqu’une personne a été mise sous garde après avoir été arrêtée par un agent de la paix pour une infraction autre que celles prévues à l’article 522 aux termes d’un mandat visé par un juge de paix conformément au paragraphe 507(6) :

a) soit la mettre en liberté pourvu qu’elle remette sa promesse de comparaître;

b) soit la mettre en liberté pourvu qu’elle contracte devant lui, sans caution, un engagement d’un montant maximal de cinq cents dollars qu’il fixe, mais sans dépôt d’argent ou d’autre valeur;

c) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou dans un rayon de deux cents kilomètres du lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu’elle contracte devant lui, sans caution, un engagement d’un montant d’au plus cinq cents dollars qu’il fixe et, s’il l’ordonne, qu’elle dépose auprès de lui telle somme d’argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de cinq cents dollars, qu’il fixe.

« engagement »
“recognizance”

« promesse »
“undertaking”

« promesse de comparaître »
“promise...”

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 186, ann. IV, n^o 6

Mise en liberté par un fonctionnaire responsable lorsque l’arrestation a été faite aux termes d’un mandat

security not exceeding in amount or value five hundred dollars, as the officer in charge directs.

Additional conditions

(2) In addition to the conditions for release set out in paragraphs (1)(a), (b) and (c), the officer in charge may also require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person, in order to be released, undertakes to do one or more of the following things:

- (a) to remain within a territorial jurisdiction specified in the undertaking;
- (b) to notify a peace officer or another person mentioned in the undertaking of any change in his or her address, employment or occupation;
- (c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking; and
- (d) to deposit the person's passport with the peace officer or other person mentioned in the undertaking.

Application to justice

(3) A person who has entered into an undertaking under subsection (2) may, at any time before or at his or her appearance pursuant to a promise to appear or recognizance, apply to a justice for an order under subsection 515(1) to replace his or her undertaking, and section 515 applies, with such modifications as the circumstances require, to such a person.

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 76; 1992, c. 47, s. 69

Contents of appearance notice, promise to appear and recognizance

41. Subsections 501(1) to (3) are replaced by the following:

501. (1) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer shall

- (a) set out the name of the accused;
- (b) set out the substance of the offence that the accused is alleged to have committed; and
- (c) require the accused to attend court at a time and place to be stated therein and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law.

Autres conditions

(2) En vue de la mettre en liberté, le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (1), qu'elle remette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes :

- a) demeurer dans le ressort de la juridiction indiquée dans la promesse;
- b) aviser l'agent de la paix ou la personne nommé dans la promesse de tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;
- c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;
- d) remettre son passeport à l'agent de la paix ou à la personne nommé dans la promesse.

(3) La personne qui a remis la promesse prévue au paragraphe (2) peut, avant sa comparution ou lors de celle-ci, demander au juge de paix de rendre l'ordonnance visée au paragraphe 515(1) pour qu'elle soit substituée à sa promesse. Le cas échéant, l'article 515 s'applique à l'égard de cette personne avec les adaptations nécessaires.

Requête au juge de paix

41. Les paragraphes 501(1) à (3) sont remplacés par ce qui suit :

501. (1) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix doit :

- a) indiquer le nom du prévenu;
- b) indiquer l'essentiel de l'infraction que le prévenu est présumé avoir commise;
- c) exiger que le prévenu se présente devant le tribunal aux date, heure et lieu qui y sont

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 76; 1992, ch. 47, art. 69

Contenu de la citation à comparaître, de la promesse de comparaître et de l'engagement

Idem

(2) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer shall set out the text of subsections 145(5) and (6) and section 502.

Attendance
for purposes
of
*Identification
of Criminals
Act*

(3) An appearance notice issued by a peace officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer may, where the accused is alleged to have committed an indictable offence, require the accused to appear at a time and place stated in it for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, and a person so appearing is deemed, for the purposes only of that Act, to be in lawful custody charged with an indictable offence.

42. Subsection 503(2) of the Act is replaced by the following:

Conditional
release

(2) Where a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody conditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance with paragraphs 498(1)(f) to (h) and subsection (2.1).

Undertaking

(2.1) In addition to the conditions referred to in subsection (2), the peace officer or officer in charge may, in order to release the person, require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person undertakes to do one or more of the following things:

- (a) to remain within a territorial jurisdiction specified in the undertaking;
- (b) to notify the peace officer or another person mentioned in the undertaking of any change in his or her address, employment or occupation;
- (c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in

indiqués et par la suite selon que le tribunal l'exigera afin d'être traité selon la loi.

Idem

(2) Le texte des paragraphes 145(5) et (6) et celui de l'article 502 doivent être reproduits dans une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix.

(3) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix ou une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix peut, lorsque le prévenu est présumé avoir commis un acte criminel, enjoindre au prévenu de comparaître aux date, heure et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, et la personne qui comparaît ainsi est censée, aux seules fins de cette loi, être légalement détenue sous une inculpation d'acte criminel.

Comparution
aux fins de la
*Loi sur
l'identifi-
cation des
criminels*

42. Le paragraphe 503(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable, convaincu de la nécessité de cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)f) à h), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit détenue sous garde pour avoir commis une infraction mentionnée à l'article 522.

Libération
condition-
nelle

(2.1) En vue de la mettre en liberté, l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (2), qu'elle remette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes :

Promesse

- a) demeurer dans le ressort de la juridiction indiquée dans la promesse;
- b) aviser l'agent de la paix ou la personne nommé dans la promesse de tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;
- c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

accordance with the conditions specified in the undertaking; or

(d) to deposit the person's passport with the peace officer or other person mentioned in the undertaking.

d) remettre son passeport à l'agent de la paix ou à la personne nommé dans la promesse.

5

Application to justice

(2.2) A person who has entered into an undertaking under subsection (2.1) may, at any time before or at his or her appearance pursuant to a promise to appear or recognizance, apply to a justice for an order under subsection 515(1) to replace his or her undertaking, and section 515 applies, with such modifications as the circumstances require, to such a person.

(2.2) La personne qui a remis la promesse prévue au paragraphe (2.1) peut, avant sa comparution ou lors de celle-ci, demander au juge de paix de rendre l'ordonnance visée au paragraphe 515(1) pour qu'elle soit substituée à sa promesse. Le cas échéant, l'article 515 s'applique à l'égard de cette personne avec les adaptations nécessaires.

Requête au juge de paix

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 78(3)

Endorsement of warrant by justice

43. Subsection 507(6) of the Act is replaced by the following:

(6) A justice who issues a warrant under this section or section 508 or 512 may, unless the offence is one mentioned in section 522, authorize the release of the accused pursuant to section 499 by making an endorsement on the warrant in Form 29.

43. Le paragraphe 507(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Le juge de paix qui décerne un mandat en vertu du présent article ou de l'article 508 ou 512 peut, sauf si l'infraction est une de celles visées à l'article 522, autoriser la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 en inscrivant sur le mandat un visa selon la formule 29.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 78(3)

Visa du mandat par le juge de paix

20

Alternative to physical presence

44. (1) Section 515 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

(2.2) Where, by this Act, the appearance of an accused is required for the purposes of judicial interim release, the appearance shall be by actual physical attendance of the accused but the justice may, where the prosecutor and the accused so agree, allow the accused to appear by means of any suitable telecommunication device, including telephone, that is satisfactory to the justice.

44. (1) L'article 515 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.2) Le prévenu tenu de comparaître pour les fins de la mise en liberté provisoire sous le régime de la présente loi doit comparaître en personne ou, avec l'accord du poursuivant, utiliser un moyen de télécommunication, y compris le téléphone, que le juge de paix estime satisfaisant.

Comparution par télécommunication

30

(2) Section 515 of the Act is amended by adding the following after subsection (11):

(12) A justice who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order, except in accordance with such conditions specified in the order as the justice deems necessary.

(2) L'article 515 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (11), de ce qui suit :

(12) Le juge de paix qui ordonne la détention du prévenu sous garde en vertu du présent article peut lui ordonner, en outre, de s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.

Ordonnance de s'abstenir de communiquer

Order re no communication

35

40

45. Paragraph 518(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the accused shall not be examined by the justice or any other person except counsel for the accused respecting the offence with which the accused is charged, and no inquiry shall be made of the accused respecting that offence by way of cross-examination unless the accused has testified respecting the offence;

46. Subsection 520(1) of the Act is replaced by the following:

520. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(2), (5), (6), (7), (8) or (12) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)(b), the accused may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

47. Subsection 521(1) of the Act is replaced by the following:

521. (1) Where a justice makes an order under subsection 515(1), (2), (7), (8) or (12) or makes or vacates any order under paragraph 523(2)(b), the prosecutor may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

48. Section 522 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) A judge referred to in subsection (2) who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the judge deems necessary.

49. Subsection 525(9) of the Act is replaced by the following:

(9) Where an accused is before a judge under any of the provisions of this section, the judge may give directions for expediting the trial of the accused.

45. L'alinéa 518(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le prévenu ne peut être interrogé par le juge de paix ni par aucune autre personne, sauf son avocat, quant à l'infraction dont il est inculqué; aucune question ne peut lui être posée en contre-interrogatoire relativement à cette infraction à moins qu'il ait déjà témoigné à ce sujet;

46. Le paragraphe 520(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

520. (1) Le prévenu peut, en tout temps avant son procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de paix conformément aux paragraphes 515(2), (5), (6), (7), (8) ou (12), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)b).

47. Le paragraphe 521(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

521. (1) Le poursuivant peut, à tout moment avant le procès sur l'inculpation, demander à un juge de réviser l'ordonnance rendue par un juge de paix conformément aux paragraphes 515(1), (2), (7), (8) ou (12), ou rendue ou annulée en vertu de l'alinéa 523(2)b).

48. L'article 522 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) L'ordonnance de détention visée au paragraphe (2) peut en outre ordonner au prévenu de s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et que le juge estime nécessaires.

49. Le paragraphe 525(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Lorsqu'un prévenu se trouve devant un juge en vertu d'une disposition du présent article, le juge peut donner des instructions pour hâter le déroulement du procès du prévenu.

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 86(1)

Review of
order of
justice

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 87(1)

Review of
order of
justice

Order re no
communi-
cation

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 90(4)

Directions for
expediting
trial

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 86(1)

Révision de
l'ordonnance
du juge

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 87(1)

Révision de
l'ordonnance
du juge

Ordonnance
de s'abstenir
de communi-
quer

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 90(4)

Instructions
visant à hâter
le procès

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 203

Procuring
attendance

50. (1) Subsection 527(1) of the Act is replaced by the following:

527. (1) A judge of a superior court of criminal jurisdiction may order in writing that a person who is confined in a prison be brought before the court, judge, justice or provincial court judge before whom the prisoner is required to attend, from day to day as may be necessary, if

(a) the applicant for the order sets out the facts of the case in an affidavit and produces the warrant, if any; and

(b) the judge is satisfied that the ends of justice require that an order be made.

(2) Subsection 527(7) of the Act is replaced by the following:

(7) On application by the prosecutor, a judge of a superior court of criminal jurisdiction may, if the prisoner consents in writing, order the transfer of a prisoner to the custody of a peace officer named in the order for a period specified in the order where the judge is satisfied that the transfer is required for the purpose of assisting a peace officer acting in the execution of his or her duties.

51. Section 528 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A copy of an affidavit or warrant submitted by a means of telecommunication that produces a writing has the same probative force as the original for the purposes of subsection (1).

52. Section 529 of the Act and the heading before it are repealed.

53. (1) Paragraph 537(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) adjourn an inquiry from time to time and change the place of hearing, where it appears to be desirable to do so by reason of the absence of a witness, the inability of a witness who is ill to attend at the place where the justice usually sits or for any other sufficient reason;

(b) remand the accused to custody for the purposes of the *Identification of Criminals Act*;

50. (1) Le paragraphe 527(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

527. (1) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle, convaincu, à la suite d'une demande exposant les faits de l'espèce dans un affidavit et produisant le mandat, que les fins de la justice l'exigent, peut ordonner par écrit que la personne enfermée dans une prison soit amenée devant le tribunal, le juge, le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui sa présence est requise, de jour en jour selon qu'il est nécessaire.

(2) Le paragraphe 527(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Sur demande du poursuivant, un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle peut, avec le consentement écrit du prisonnier, ordonner que ce dernier soit transféré à la garde d'un agent de la paix nommé dans l'ordonnance pour la période que celle-ci stipule si le juge est convaincu que cela est nécessaire pour aider un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

51. L'article 528 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Les copies de l'affidavit ou du mandat transmises à l'aide d'un moyen de télécommunication qui rend la communication sous forme écrite ont, pour l'application du paragraphe (1), la même force probante que l'original.

52. L'article 529 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

53. (1) L'alinéa 537(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) ajourner l'enquête de temps à autre et changer le lieu de l'audition, lorsque la chose paraît opportune en raison de l'absence d'un témoin, de l'impossibilité pour un témoin malade d'être présent à l'endroit où le juge de paix siège ordinairement, ou pour tout autre motif suffisant;

b) renvoyer le prévenu à la détention pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 203

Ordonnance
d'amener un
prisonnier

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 92

Ordonnance
pour le
transfère-
ment du
prisonnier

Copies

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 92

Transfer of
prisoner

Copy of
affidavit or
warrant

(2) Subsection 537(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (h), by adding the word "and" at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) where the prosecutor and the accused so agree, permit the accused to appear by counsel or by closed-circuit television or any other means that allow the court and the accused to engage in simultaneous visual and oral communication, for any part of the inquiry other than a part in which the evidence of a witness is taken.

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 99

Hearing of
witnesses

54. Section 541 of the Act is replaced by the following:

541. (1) When the evidence of the witnesses called on the part of the prosecution has been taken down and, where required by this Part, has been read, the justice shall, subject to this section, hear the witnesses called by the accused.

(2) Before hearing any witness called by an accused who is not represented by counsel, the justice shall address the accused as follows or to the like effect:

"Do you wish to say anything in answer to these charges or to any other charges which might have arisen from the evidence led by the prosecution? You are not obliged to say anything, but whatever you do say may be given in evidence against you at your trial. You should not make any confession or admission of guilt because of any promise or threat made to you but if you do make any statement it may be given in evidence against you at your trial in spite of the promise or threat."

(3) Where the accused who is not represented by counsel says anything in answer to the address made by the justice pursuant to subsection (2), the answer shall be taken down in writing and shall be signed by the justice and kept with the evidence of the witnesses and dealt with in accordance with this Part.

(4) Where an accused is not represented by counsel, the justice shall ask the accused if he or she wishes to call any witnesses after subsections (2) and (3) have been complied with.

Statement of
accused

Witnesses for
accused

(2) Le paragraphe 537(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) avec le consentement du poursuivant et de l'accusé, permettre à ce dernier soit d'utiliser la télévision en circuit fermé ou tout autre moyen permettant au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer simultanément, soit de permettre à l'avocat représentant l'accusé de comparaître à sa place durant toute l'enquête sauf durant la présentation de la preuve testimoniale.

54. L'article 541 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

541. (1) Une fois les dépositions des témoins de la poursuite consignées et, lorsque la présente partie l'exige, lues, le juge de paix entend, sous réserve du présent article, les témoins appelés par l'accusé.

(2) Avant d'entendre ses témoins, le juge de paix adresse au prévenu qui n'est pas représenté par avocat les paroles suivantes ou d'autres au même effet :

Désirez-vous dire quelque chose en réponse à ces accusations ou à toute autre accusation qui pourrait découler des faits mis en preuve par la poursuite ? Vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit, mais tout ce que vous direz peut servir de preuve contre vous lors de votre procès. Aucune promesse de faveur ni aucune menace à votre endroit ne doit vous inciter à faire un aveu ou à vous reconnaître coupable, mais tout ce que vous direz maintenant pourra servir de preuve contre vous à votre procès, malgré la promesse ou la menace.

(3) Lorsque le prévenu qui n'est pas représenté par avocat dit quelque chose en réponse aux paroles du juge de paix, sa réponse est prise par écrit. Elle est signée par le juge de paix et conservée avec les dépositions des témoins et traitée selon la présente partie.

(4) Lorsque ont été observés les paragraphes (2) et (3), le juge de paix demande au prévenu qui n'est pas représenté par avocat s'il désire appeler des témoins.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 99

Audition des
témoins à
décharge

Allocation au
prévenu

Déclaration
du prévenu

Témoins à
décharge

Depositions of
such witnesses

(5) The justice shall hear each witness called by the accused who testifies to any matter relevant to the inquiry, and for the purposes of this subsection, section 540 applies with such modifications as the circumstances require.

55. Subsection 544(5) of the Act is replaced by the following:

(5) Where, at the conclusion of the evidence on the part of the prosecution at a preliminary inquiry that has been continued pursuant to subsection (1), the accused is absent but counsel for the accused is present, he or she shall be given an opportunity to call witnesses on behalf of the accused and subsection 541(5) applies with such modifications as the circumstances require.

56. Section 548 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) A justice who orders that an accused is to stand trial has the power to fix the date for the trial or the date on which the accused must appear in the trial court to have that date fixed.

57. (1) The portion of paragraph 553(a) of the Act after subparagraph (v) is replaced by the following:

where the subject-matter of the offence is not a testamentary instrument and the alleged value of the subject-matter of the offence does not exceed five thousand dollars;

(2) The portion of paragraph 553(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) with counselling or with a conspiracy or attempt to commit or with being an accessory after the fact to the commission of

58. Subsection 555(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where an accused is before a provincial court judge charged with an offence mentioned in paragraph 553(a) or subparagraph 553(b)(i), and, at any time before the

(5) Le juge de paix entend chaque témoin appelé par le prévenu, qui dépose sur toute matière pertinente à l'enquête, et, pour l'application du présent paragraphe, l'article 540 s'applique avec les adaptations nécessaires.

55. Le paragraphe 544(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) L'avocat du prévenu peut, après la preuve du poursuivant recueillie au cours d'une enquête préliminaire poursuivie conformément au paragraphe (1), même en l'absence du prévenu, appeler des témoins en son nom. Le paragraphe 541(5) s'applique, le cas échéant, avec les adaptations nécessaires.

56. L'article 548 est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le juge de paix qui ordonne le renvoi à procès peut fixer soit la date de celui-ci, soit la date à laquelle l'accusé devra comparaître pour connaître celle de son procès.

57. (1) Le passage de l'alinéa 553a) de la même loi suivant le sous-alinéa (v) est remplacé par ce qui suit :

lorsque l'objet de l'infraction n'est pas un titre testamentaire et que sa valeur ne dépasse pas cinq mille dollars;

(2) Le passage de l'alinéa 553b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) soit d'avoir conseillé à quelqu'un de commettre une infraction, d'avoir tenté de commettre une infraction, d'avoir comploté en vue de commettre une infraction ou d'avoir été complice après le fait de la perpétration d'une infraction, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des infractions suivantes :

58. Le paragraphe 555(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Si un prévenu est, devant un juge de la cour provinciale, inculpé d'une infraction mentionnée à l'alinéa 553a) ou au sous-alinéa 553b)(i), et si, à tout moment avant que le juge

Dépositions
de ces
témoins

Témoins à
décharge

Accusé
renvoyé à
procès

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 104

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 104

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 106

Acte testa-
mentaire ou
objet dont
la valeur
dépasse
5 000 \$

Accused
calling
witnesses

Where
accused
ordered to
stand trial

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 104

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 104

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 106

Where
subject-matter
is a testamen-
tary instrument
or exceeds
\$5,000 in
value

provincial court judge makes an adjudication, the evidence establishes that the subject-matter of the offence is a testamentary instrument or that its value exceeds five thousand dollars, the provincial court judge shall put the accused to his or her election in accordance with subsection 536(2).

59. (1) Subsection 570(1) of the Act is replaced by the following:

570. (1) Where an accused who is tried under this Part is determined by a judge or provincial court judge to be guilty of an offence on acceptance of a plea of guilty or on a finding of guilt, the judge or provincial court judge, as the case may be, shall endorse the information accordingly and shall sentence the accused or otherwise deal with the accused in the manner authorized by law and, on request by the accused, the prosecutor, a peace officer or any other person, shall cause a conviction in Form 35 and a certified copy of it, or an order in Form 36 and a certified copy of it, to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) Section 570 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(6) Where a warrant of committal is issued by a clerk of a court, a copy of the warrant of committal, certified by the clerk, is admissible in evidence in any proceeding.

60. The Act is amended by adding the following after section 579:

579.1 (1) The Attorney General of Canada or counsel instructed by him or her for that purpose may intervene in proceedings in the following circumstances:

- (a) the proceedings are in respect of a contravention of, a conspiracy or attempt to contravene or counselling the contravention of an Act of Parliament or a regulation made under that Act, other than this Act or a regulation made under this Act;
- (b) the proceedings have not been instituted by an Attorney General;

de la cour provinciale ne rende une décision, la preuve établit que l'objet de l'infraction est un acte testamentaire ou que sa valeur dépasse cinq mille dollars, le juge de la cour provinciale appelle le prévenu à faire son choix en conformité avec le paragraphe 536(2).

59. (1) Le paragraphe 570(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

570. (1) Lorsque la culpabilité d'un prévenu qui subit son procès en vertu de la présente partie est déterminée soit par acceptation de son plaidoyer de culpabilité, soit par une déclaration de culpabilité, le juge ou le juge de la cour provinciale, selon le cas, inscrit sur la dénonciation une mention en ce sens et inflige une peine au prévenu ou autrement le traite de la manière autorisée par la loi et, sur demande du prévenu, du poursuivant, d'un agent de la paix ou de toute autre personne, fait rédiger une déclaration de culpabilité selon la formule 35 ainsi qu'une copie certifiée conforme de cette déclaration de culpabilité ou une ordonnance selon la formule 36 ainsi qu'une copie certifiée conforme de celle-ci, et remet la copie certifiée à la personne ayant fait la demande.

(2) L'article 570 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) La copie du mandat de dépôt délivré par le greffier du tribunal certifiée conforme par ce dernier est admise en preuve dans toute procédure.

60. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 579, de ce qui suit :

579.1 (1) Le procureur général du Canada ou le procureur mandaté par lui à cette fin peut, si les circonstances suivantes sont réunies, intervenir dans toute procédure :

- a) concernant une contravention à une loi fédérale autre que la présente loi ou à ses règlements d'application, une tentative ou un complot en vue d'y contrevenir ou le fait de conseiller une telle contravention;
- b) qui n'a pas été engagée par un procureur général;

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 112

Record of
conviction or
order

Admissibility
of certified
copy

Intervention
by Attorney
General of
Canada

L.R., ch. I
(4^e suppl.),
art. 18, ann. 1,
n° 14 (F)

Inscription de
la déclaration
de culpabilité
ou de
l'ordonnance

Copie
certifiée

Intervention
du procureur
général du
Canada

(c) judgment has not been rendered; and

(d) the Attorney General of the province in which the proceedings are taken has not intervened.

Section 579 to apply

(2) Section 579 applies, with such modifications as the circumstances require, to proceedings in which the Attorney General of Canada intervenes pursuant to this section.

61. Section 604 of the Act is replaced by the following:

Non-publication of prosecutorial material

604. (1) Subject to subsections (2) and (3), the accused, counsel for the accused and every person acting on behalf of or under the direction of the accused or counsel for the accused shall not publish any material provided by the prosecutor for the purpose of permitting the accused to make full answer and defence.

Exception — publication on terms and conditions

(2) A judge of the court before which the accused is to be tried may, where the accused shows reasonable cause, order that material referred to in subsection (1) may be published on the terms and conditions ordered by that judge.

Exception — publicly available information

(3) Nothing in this section affects the right to publish information that is otherwise publicly available.

Offence

(4) Every person who contravenes this section is guilty of an offence punishable on summary conviction.

62. Subsection 648(1) of the Act is replaced by the following:

Restriction on publication

648. (1) Information regarding any portion of a trial shall not be published in any newspaper or broadcast

(a) in respect of any matter dealt with by a judge before any juror is sworn, until the jury that is eventually sworn retires to consider its verdict; and

(b) in respect of any matter dealt with after the jury is sworn but when the jury is not present and permission to separate is given to members of the jury, until the jury retires to consider its verdict.

c) où le jugement n'a pas été rendu;

d) à l'égard de laquelle n'est pas intervenu le procureur général de la province où les procédures sont engagées.

5 Application de l'article 579

(2) L'article 579 s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux procédures dans lesquelles le procureur général du Canada intervient en vertu du présent article.

61. L'article 604 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

604. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), ni le prévenu, ni son avocat ni quelque autre personne mandatée par l'un ou l'autre ne peut publier le matériel transmis par la poursuite afin de permettre au prévenu de présenter une défense pleine et entière.

Interdiction de publication

(2) Un juge du tribunal peut, lorsque la défense fait valoir des motifs raisonnables, ordonner la publication du matériel visé au paragraphe (1) et fixer les conditions de cette publication.

Exception

(3) Le présent article ne porte pas atteinte au droit de publier du matériel autrement accessible au public.

Matériel autrement publié

(4) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque contrevient au présent article.

Infraction

62. Le paragraphe 648(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

30

648. (1) Aucun renseignement concernant une question relative au procès sur laquelle le juge a statué avant l'assermentation des jurés ne peut être publié dans un journal, ni révélé dans une émission radiodiffusée tant que ceux-ci ne se sont pas retirés pour délibérer. La même interdiction vaut pour tout renseignement concernant une question sur laquelle le juge statue après l'assermentation des jurés mais alors que le jury a reçu la permission de se séparer.

Conditions à la publication

63. Subsection 650(1) of the Act is replaced by the following:

650. (1) Subject to subsections (1.1) and (2), an accused other than a corporation shall be present in court during the whole of the accused's trial.

(1.1) Where the court so orders, and where the prosecutor and the accused so agree, the accused may appear by counsel or by closed-circuit television or any other means that allow the court and the accused to engage in simultaneous visual and oral communication, for any part of the trial other than a part in which the evidence of a witness is taken.

64. Section 657 of the Act is replaced by the following:

657. A statement made by an accused under subsection 541(3) and purporting to be signed by the justice before whom it was made may be given in evidence against the accused at his or her trial without proof of the signature of the justice, unless it is proved that the justice by whom the statement purports to be signed did not sign it.

65. Subsections 657.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

657.1 (1) In any proceedings, an affidavit or a solemn declaration of a person who claims to be the lawful owner of, or the person lawfully entitled to possession of, property that was the subject-matter of the offence, or any other person who has specialized knowledge of the property or of that type of property, containing the statements referred to in subsection (2), shall be admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is evidence of the statements contained in the affidavit or solemn declaration without proof of the signature of the person appearing to have signed the affidavit or solemn declaration.

(2) For the purposes of subsection (1), a person shall state in an affidavit or a solemn declaration

(a) that the person is the lawful owner of, or is lawfully entitled to possession of, the property, or otherwise has specialized knowledge of the property or of property of the same type as that property;

63. Le paragraphe 650(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

650. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (2), un accusé autre qu'une personne morale, doit être présent au tribunal pendant tout son procès.

(1.1) Le tribunal peut, avec le consentement du poursuivant, permettre à l'accusé d'utiliser la télévision en circuit fermé ou tout autre moyen permettant soit au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer simultanément, soit de permettre à l'avocat représentant l'accusé de comparaître à sa place durant toute l'enquête sauf durant la présentation de la preuve testimoniale.

64. L'article 657 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

657. Une déclaration faite par un accusé aux termes du paragraphe 541(3) et censément signée par le juge de paix devant qui elle a été faite, peut être fournie en preuve contre l'accusé à son procès, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature du juge de paix, à moins qu'il ne soit prouvé que ce dernier ne l'a pas signée.

65. Les paragraphes 657.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

657.1 (1) Dans toute procédure, l'affidavit ou la déclaration solennelle soit du prétendu propriétaire légitime d'un bien qui a fait l'objet de l'infraction, soit de la personne qui prétend avoir droit à sa possession légitime, soit de toute personne ayant une connaissance particulière de ce bien ou de ce type de biens, comportant les renseignements visés au paragraphe (2) est admissible en preuve et, en l'absence de preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y apparaît.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'affidavit ou la déclaration solennelle comporte les éléments suivants :

a) déclaration du signataire selon laquelle il est le propriétaire légitime du bien, la personne qui a droit à sa possession légitime ou une personne ayant une connaissance

Accused to be present

Video links

Use in evidence of statement by accused

R.S., c. 23 (4th Supp.), s. 3

Proof of ownership and value of property

Statements to be made

Présence de l'accusé

Présence à distance

Emploi d'une déclaration de l'accusé

L.R., ch. 23 (4^e suppl.), art. 3

Preuve du droit de propriété et de la valeur d'un bien

Renseignements

(b) the value of the property;

(c) in the case of a person who is the lawful owner of or is lawfully entitled to possession of the property, that the person has been deprived of the property by fraudulent means or otherwise without the lawful consent of the person; and

(d) any facts within the personal knowledge of the person relied on to justify the statements referred to in paragraphs (a) to (c).

particulière de ce bien ou de ce type de biens;

b) mention de la valeur du bien;

c) déclaration du propriétaire légitime ou de la personne qui a droit à sa possession légitime selon laquelle il a été privé du bien d'une façon frauduleuse ou autrement sans son consentement;

d) faits dont le signataire a personnellement connaissance et sur lesquels il se fonde pour motiver les affirmations visées aux alinéas a) à c).

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 203

Testimony as
to date of
birth

Testimony of
a parent

Proof of age

Other
evidence

66. Section 658 of the Act is replaced by the following:

658. (1) In any proceedings to which this Act applies, the testimony of a person as to the date of his or her birth is admissible as evidence of that date.

(2) In any proceedings to which this Act applies, the testimony of a parent as to the age of a person of whom he or she is a parent is admissible as evidence of the age of that person.

(3) In any proceedings to which this Act applies,
(a) a birth or baptismal certificate or a copy of such a certificate purporting to be certified under the hand of the person in whose custody the certificate is held is evidence of the age of that person; and

(b) an entry or record of an incorporated society or its officers who have had the control or care of a child or young person at or about the time the child or young person was brought to Canada is evidence of the age of the child or young person if the entry or record was made before the time when the offence is alleged to have been committed.

(4) In the absence of any certificate, copy, entry or record mentioned in subsection (3), or in corroboration of any such certificate, copy, entry or record, a jury, judge, justice or provincial court judge, as the case may be, may receive and act on any other information relating to age that they consider reliable.

66. L'article 658 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

658. (1) Le témoignage d'une personne sur sa date de naissance est admissible en preuve dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi.

(2) Le témoignage du père ou de la mère quant à l'âge de leur enfant est admissible en preuve dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi.

(3) Font foi de l'âge de la personne, dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, soit le certificat de naissance ou de baptême ou la copie de ceux-ci certifiée conforme par le préposé à la conservation des actes de naissance ou de baptême qui y est mentionné, soit l'inscription ou la mention consignée par un organisme doté de la personnalité morale ayant pris en charge l'enfant ou l'adolescent au moment de son entrée au Canada, ou vers cette époque, pourvu que l'inscription ou la mention soit antérieure à la perpétration des faits reprochés.

(4) Un jury, un juge, un juge de la cour provinciale ou un juge de paix peut, soit à défaut des documents mentionnés au paragraphe (3), soit en vue de les corroborer, accepter et prendre en considération tous autres renseignements relatifs à l'âge qu'il estime dignes de foi.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 203

Témoignage
portant sur la
date de
naissance

Témoignage
d'un parent

Preuve de
l'âge par
certificat ou
mention

Autres
éléments de
preuve

Inference from appearance	(5) In the absence of other evidence, or by way of corroboration of other evidence, a jury, judge, justice or provincial court judge, as the case may be, may infer the age of a child or young person from his or her appearance.	(5) À défaut d'autre preuve, ou sous forme de corroboration d'autre preuve, un jury, un juge, un juge de la cour provinciale ou un juge de paix, selon le cas, peut déduire l'âge d'un enfant ou d'une jeune personne d'après son apparence.	Déduction d'après l'apparence
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 137	67. Subsection 669.2(3) of the Act is replaced by the following:	67. Le paragraphe 669.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 137
Where no adjudication is made	(3) Subject to subsections (4) and (5), where the trial was commenced but no adjudication was made or verdict rendered, the judge, provincial court judge, justice or other person before whom the proceedings are continued shall, without further election by an accused, commence the trial again as if no evidence had been taken.	(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), lorsque le procès a débuté et qu'aucune décision ni aucun verdict n'a été rendu, le juge, le juge de la cour provinciale, le juge de paix ou l'autre personne devant qui les procédures se poursuivent doit, sans nouveau choix de la part de l'accusé, recommencer le procès comme si aucune preuve n'avait été présentée.	Lorsque aucune décision n'a été rendue
Where no adjudication is made — jury trials	(4) Where a trial that is before a court composed of a judge and a jury was commenced but no adjudication was made or verdict rendered, the judge before whom the proceedings are continued may, without further election by an accused, (a) continue the trial; or (b) commence the trial again as if no evidence had been taken.	(4) Lorsque le procès a débuté devant un tribunal composé d'un juge et d'un jury et qu'aucune décision ni aucun verdict n'a été rendu, le juge devant qui les procédures se poursuivent peut, sans nouveau choix de la part de l'accusé, continuer les procédures ou recommencer le procès comme si aucune preuve n'avait été présentée.	Pouvoir du juge
Where trial continued	(5) Where a trial is continued under paragraph (4)(a), any evidence that was adduced before a judge referred to in paragraph (1)(c) is deemed to have been adduced before the judge before whom the trial is continued but, where the prosecutor and the accused so agree, any part of that evidence may be adduced again before the judge before whom the trial is continued.	(5) La preuve présentée devant le juge visé à l'alinéa (1)c) est réputée avoir été présentée au juge devant qui se poursuivent les procédures, à moins que les parties ne consentent à la présenter de nouveau, en tout ou en partie.	Administration de la preuve
Jurisdiction when appointment to another court	669.3 Where a court composed of a judge and a jury, a judge or a provincial court judge is conducting a trial and the judge or provincial court judge is appointed to another court, he or she continues to have jurisdiction in respect of the trial until its completion.	669.3 Le juge ou le juge de la cour provinciale nommé à un autre tribunal conserve sa compétence à l'égard du procès qu'il préside, en présence d'un jury ou non, jusqu'à son terme.	Le juge garde compétence
	69. Section 677 of the Act is replaced by the following:	69. L'article 677 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

Specifying
grounds of
dissent

677. Where a judge of the court of appeal expresses an opinion dissenting from the judgment of the court, the judgment of the court shall specify any grounds in law on which the dissent, in whole or in part, is based. 5

677. Le jugement de la cour d'appel énonce, le cas échéant, les motifs de toute dissidence fondée en tout ou en partie sur une question de droit.

Énoncé des
motifs de
dissidence

70. The portion of subsection 680(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

70. Le passage du paragraphe 680(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

680. (1) A decision made by a judge under section 522 or subsection 524(4) or (5) or a decision made by a judge of the court of appeal under section 261 or 679 may, on the direction of the chief justice or acting chief justice of the court of appeal, be reviewed by that court and that court may, if it does not confirm the decision, 15

680. (1) Une décision rendue par un juge en vertu de l'article 522 ou des paragraphes 524(4) ou (5) ou une décision rendue par un juge de la cour d'appel en vertu des articles 261 ou 679 peut, sur l'ordre du juge en chef ou du juge en chef suppléant de la cour d'appel, faire l'objet d'une révision par ce tribunal et celui-ci peut, s'il ne confirme pas la décision : 15

Révision par
la cour
d'appel

71. Subsections 699(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

71. Les paragraphes 699(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

699. (1) Where a person is required to attend to give evidence before a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction, a subpoena directed to that person shall be issued out of the court before which the attendance of that person is required. 25

699. (1) La convocation d'un témoin devant une cour supérieure de juridiction criminelle, une cour d'appel ou une cour de juridiction criminelle doit émaner du tribunal devant lequel sa présence est requise.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 203

Convocation
des témoins
par le
tribunal

(2) Where a person is required to attend to give evidence before a summary conviction court under Part XXVII or in proceedings over which a justice has jurisdiction, a subpoena directed to that person shall be issued 30

(2) La convocation d'un témoin devant une cour des poursuites sommaires sous le régime de la partie XXVII ou dans des procédures sur lesquelles un juge de paix a juridiction doit être émise par un juge de paix si la personne se trouve dans la province où les procédures ont été entamées ou par une cour supérieure de juridiction criminelle ou un juge de la cour provinciale de la province où les procédures ont été intentées si la personne ne se trouve pas dans la province.

Qui peut
convoquer un
témoin dans
certains cas

(a) by a justice, where the person whose attendance is required is within the province in which the proceedings were instituted; or

(b) by a provincial court judge or out of a superior court of criminal jurisdiction of the province in which the proceedings were instituted, where the person whose attendance is required is not within the province.

(3) A subpoena shall not be issued out of a superior court of criminal jurisdiction pursuant to paragraph (2)(b), except pursuant to an order of a judge of the court made on application by a party to the proceedings.

(3) Une convocation ne peut être émise par une cour supérieure de juridiction criminelle 35 aux termes de l'alinéa (2)b) sauf en conformité avec une ordonnance d'un juge du tribunal, rendue à la demande d'une partie à la procédure.

Ordonnance
d'un juge

72. Subsection 701(1) of the Act is replaced by the following:

72. Le paragraphe 701(1) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

Review by
court of
appeal

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 203

How
subpoena
issued

Who may
issue

Order of
judge

Service

701. (1) Subject to subsection (2), a subpoena shall be served in a province by a peace officer or any other person who is qualified in that province to serve civil process, in accordance with subsection 509(2), with such modifications as the circumstances require.

73. Section 702 of the Act is replaced by the following:

702. (1) A subpoena that is issued by a provincial court judge or out of a superior court of criminal jurisdiction, a court of appeal, an appeal court or a court of criminal jurisdiction has effect anywhere in Canada according to its terms.

(2) A subpoena that is issued by a justice has effect anywhere in the province in which it is issued.

74. Section 709 of the Act is renumbered as subsection 709(1) and is amended by adding the following:

(2) A decision under subsection (1) is deemed to have been made at the trial held in relation to the proceedings mentioned in that subsection.

75. (1) The portion of subsection 710(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

710. (1) An application under paragraph 709(1)(a) shall be made

(2) Subsection 710(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An application under subparagraph 709(1)(a)(i) may be granted on the evidence of a registered medical practitioner.

76. The portion of section 711 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

711. Where the evidence of a witness mentioned in paragraph 709(1)(a) is taken by a commissioner appointed under section 710, it may be read in evidence in the proceedings if

701. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'assignation est signifiée dans une province par un agent de la paix ou par toute personne habilitée par cette province à ce faire en matière civile, en conformité avec le paragraphe 509(2) et avec les adaptations nécessaires.

73. L'article 702 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

702. (1) L'assignation qui émane d'un juge de la cour provinciale, d'une cour supérieure de juridiction criminelle, d'une cour d'appel, d'un tribunal siégeant en appel ou d'une cour de juridiction criminelle est valable partout au Canada, selon ses termes.

(2) L'assignation qui émane d'un juge de paix est valable partout dans la province où elle est émise.

74. L'article 709 de la même loi devient le paragraphe 709(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La décision prise en vertu du paragraphe (1) est réputée avoir été prise au procès auquel se rapportent les procédures qui y sont visées.

75. (1) Le passage du paragraphe 710(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est 25 remplacé par ce qui suit :

710. (1) La demande prévue par l'alinéa 709(1)a) est faite :

(2) Le paragraphe 710(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La demande prévue par le sous-alinéa 709(1)a)(i) peut être accordée sur le témoignage d'un médecin inscrit.

76. Le passage de l'article 711 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce 35 qui suit :

711. Lorsque la déposition d'un témoin mentionné à l'alinéa 709(1)a) est recueillie par un commissaire nommé en application de l'article 710, elle peut être lue en preuve dans les procédures lorsque sont réunies les conditions suivantes :

Signification

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203

Assignation valable partout au Canada

Assignation valable partout dans la province

Idem

Demande lorsqu'un témoin est malade

Témoignage d'un médecin

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 152

Lecture de la déposition d'un témoin malade

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203

Subpoena effective throughout Canada

Subpoena effective throughout province

Idem

Application where witness is ill

Evidence of medical practitioner

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 152

Reading evidence of witness who is ill

77. The portion of subsection 712(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

712. (1) An application that is made under paragraph 709(1)(b) shall be made

Application for order when witness out of Canada

78. The Act is amended by adding the following after section 713:

713.1 Evidence taken by a commissioner appointed under section 712 shall not be excluded by reason only that it would have been taken differently in Canada, provided that the process used to take the evidence is consistent with the law of the country where it was taken and that the process used to take the evidence was not contrary to the principles of fundamental justice.

Evidence not excluded

79. (1) The portion of subsection 715(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

and where it is proved that the evidence was taken in the presence of the accused, it may be read as evidence in the proceedings without further proof, unless the accused proves that the accused did not have full opportunity to cross-examine the witness.

(2) Subsection 715(3) of the Act is replaced by the following:

(3) For the purposes of this section, where evidence was taken at a previous trial or preliminary hearing or other proceeding in respect of an accused in the absence of the accused, who was absent by reason of having absconded, the accused is deemed to have been present during the taking of the evidence and to have had full opportunity to cross-examine the witness.

Absconding accused deemed present

80. Paragraph 771(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the clerk of the court shall, not less than ten days before the time fixed under paragraph (a) for the hearing, send by registered mail, or have served in the manner directed by the court or prescribed by the rules of court, to each principal and surety named in the recognizance, directed to the principal or surety at the address set

77. Le passage du paragraphe 712(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

712. (1) La demande faite en vertu de l'alinéa 709(1)(b) est adressée :

5 Demande d'une ordonnance lorsque le témoin est hors du Canada

78. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 713, de ce qui suit :

713.1 La preuve recueillie par un commissaire nommé sous le régime de l'article 712 ne peut être écartée pour le motif que la procédure suivie était différente de celle suivie au Canada si cette procédure est conforme, d'une part, au droit en vigueur dans le pays où elle a été recueillie et, d'autre part, aux principes de justice fondamentale.

Admission de la preuve recueillie

79. (1) Le passage du paragraphe 715(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

et s'il est établi que son témoignage a été reçu en présence de l'accusé, ce témoignage peut être lu à titre de preuve dans les procédures, sans autre preuve, à moins que l'accusé n'établisse qu'il n'a pas eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

(2) Le paragraphe 715(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application du présent article, lorsque la preuve a été recueillie lors d'un procès antérieur, d'une enquête préliminaire ou de toute autre procédure à l'égard de l'accusé, en son absence parce qu'il s'est esquivé, ce dernier est réputé avoir été présent et avoir eu l'occasion voulue de contre-interroger le témoin.

Accusé réputé présent

80. L'alinéa 771(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le greffier du tribunal, au moins dix jours avant la date fixée en vertu de l'alinéa a) pour l'audition, envoie par courrier recommandé ou fait signifier de la manière prescrite par le tribunal ou par les règles de pratique, à chaque cautionné et à chaque caution que nomme l'engagement, à l'adresse indiquée dans le certificat, un avis

out in the certificate, a notice requiring the person to appear at the time and place fixed by the judge to show cause why the recognizance should not be forfeited.

81. Subsection 803(1) of the Act is replaced by the following:

Adjournment

803. (1) The summary conviction court may, in its discretion, before or during the trial, adjourn the trial to a time and place to be appointed and stated in the presence of the parties or their counsel or agents.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 185 (Sch. III, item 13) (F)

Memo of conviction or order

82. (1) Subsection 806(1) of the Act is replaced by the following:

806. (1) Where a defendant is convicted or an order is made in relation to the defendant, a minute or memorandum of the conviction or order shall be made by the summary conviction court indicating that the matter was dealt with under this Part and, on request by the defendant, the prosecutor or any other person, the court shall cause a conviction or order in Form 35 or 36, as the case may be, and a certified copy of the conviction or order to be drawn up and shall deliver the certified copy to the person making the request.

(2) Section 806 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Admissibility of certified copy

(3) Where a warrant of committal in Form 21 is issued by a clerk of a court, a copy of the warrant of committal, certified by the clerk, is admissible in evidence in any proceeding.

83. (1) Subsection 810(1) of the Act is replaced by the following:

Where injury or damage feared

810. (1) An information may be laid before a justice by or on behalf of any person who fears on reasonable grounds that another person will cause personal injury to him or her or to his or her spouse or child or will damage his or her property.

(2) Subsection 810(3) of the Act is replaced by the following:

lui enjoignant de comparaître aux lieu et date indiqués par le juge afin d'exposer les raisons pour lesquelles l'engagement ne devrait pas être confisqué.

81. Le paragraphe 803(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ajournement

803. (1) La cour des poursuites sommaires peut, à sa discrétion, ajourner un procès, même en cours, et le faire tenir aux lieu et date déterminés en présence des parties et leurs 10 avocats ou représentants respectifs.

82. (1) Le paragraphe 806(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 185, ann. III, n^o 13 (F)

Procès-verbal de la condamnation ou de l'ordonnance

806. (1) Lorsqu'un défendeur est déclaré coupable ou qu'une ordonnance est rendue à son égard, la cour des poursuites sommaires dresse, sans frais, un procès-verbal de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance indiquant que l'affaire a été traitée sous le régime de la présente partie et, à la demande 20 du défendeur, du poursuivant ou de toute autre personne, la cour fait rédiger une déclaration de culpabilité ou une ordonnance suivant la formule 35 ou 36, selon le cas, et en fait 25 dresser une copie certifiée et la remet à la personne ayant présenté la demande.

(2) L'article 806 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La copie du mandat de dépôt délivré, suivant la formule 21, par le greffier du tribunal certifiée conforme par ce dernier est admise en preuve dans toute procédure.

Admission en preuve de la copie

83. (1) Le paragraphe 810(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

810. (1) La personne qui craint, pour des motifs raisonnables, qu'une autre personne ne lui cause ou cause à son conjoint ou à son enfant des lésions personnelles ou n'endommage sa propriété peut déposer une dénoncia- 40 tion devant un juge de paix. Une autre personne peut la déposer pour elle.

En cas de crainte de blessures ou dommages

(2) Le paragraphe 810(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Adjudication

(3) The justice or the summary conviction court before which the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the person on whose behalf the information was laid has reasonable grounds for his or her fears,

(a) order that the defendant enter into a recognizance, with or without sureties, to keep the peace and be of good behaviour for any period that does not exceed twelve months, and comply with such other reasonable conditions prescribed in the recognizance, including the conditions set out in subsections (3.1) and (3.2), as the court considers desirable for securing the good conduct of the defendant; or

(b) commit the defendant to prison for a term not exceeding twelve months if he or she fails or refuses to enter into the recognizance.

(3) Section 810 of the Act is amended by adding the following after subsection (3.1):

(3.2) Before making an order under subsection (3), the justice or the summary conviction court shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the informant, of the person on whose behalf the information was laid or of that person's spouse or child, as the case may be, to add either or both of the following conditions to the recognizance, namely, a condition

(a) prohibiting the defendant from being at, or within a distance specified in the recognizance from, a place specified in the recognizance where the person on whose behalf the information was laid or that person's spouse or child, as the case may be, is regularly found; and

(b) prohibiting the defendant from communicating, in whole or in part, directly or indirectly, with the person on whose behalf the information was laid or that person's spouse or child, as the case may be.

84. Section 811 of the Act is replaced by the following:

(3) La cour des poursuites sommaires ou le juge de paix devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes de la personne pour qui la dénonciation est déposée sont fondées sur des motifs raisonnables :

a) ou bien ordonner que le défendeur contracte l'engagement, avec ou sans caution, de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite pour toute période maximale de douze mois, ainsi que de se conformer aux autres conditions raisonnables prescrites dans l'engagement, y compris celles visées aux paragraphes (3.1) et (3.2), que la cour estime souhaitables pour assurer la bonne conduite du défendeur;

b) ou bien envoyer le défendeur en prison pour une période maximale de douze mois, si le défendeur omet ou refuse de contracter l'engagement.

(3) L'article 810 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3.1), de ce qui suit :

(3.2) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires qui, en vertu du paragraphe (3), rend une ordonnance doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité du dénonciateur, de la personne pour qui elle dépose la dénonciation, du conjoint de celle-ci ou de son enfant d'ajouter dans l'engagement l'une ou l'autre des conditions suivantes, ou les deux :

a) interdiction de se trouver aux lieux, ou dans un certain rayon de ceux-ci, spécifiés dans l'engagement, où se trouve régulièrement la personne pour qui la dénonciation a été déposée, son conjoint ou son enfant;

b) interdiction de communiquer directement ou indirectement avec la personne pour qui la dénonciation a été déposée, avec son conjoint ou avec son enfant.

84. L'article 811 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Décision

Conditions
supplémentaires

Breach of
recognizance

811. A person bound by a recognizance under section 810 or 810.1 who commits a breach of the recognizance is guilty of

- (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

85. Subsection 840(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The lieutenant governor in council of a province may order that all or any of the fees and allowances mentioned in the schedule to this Part shall not be taken or allowed in proceedings before summary conviction courts and justices under this Part in that province and, when the lieutenant governor in council so orders, he or she may fix other fees and allowances for items similar to those mentioned in the schedule to be taken or allowed instead.

Order of
lieutenant
governor in
council

86. Forms 9 to 12, 29 and 33 of Part XXVIII of the Act are replaced by the forms set out in the schedule.

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
ss. 184(5)
and (6), 203;
1992, c. 1,
s. 58(1)
(Sch. I,
s. 17)

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

87. Subsection 9(2) of the *Canada Evidence Act* is replaced by the following:

(2) Where the party producing a witness alleges that the witness made at other times a statement in writing, reduced to writing, or recorded on audio tape or video tape or otherwise, inconsistent with the witness' present testimony, the court may, without proof that the witness is adverse, grant leave to that party to cross-examine the witness as to the statement and the court may consider the cross-examination in determining whether in the opinion of the court the witness is adverse.

Previous
statements by
witness not
proved
adverse

88. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

811. Quiconque viole l'engagement prévu aux articles 810 ou 810.1 est coupable :

- a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Manquement
à
l'engagement

85. Le paragraphe 840(2) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, d'une part, décréter que tout ou partie des honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de la présente partie ne seront pas prélevés ou admis dans les procédures devant les cours des poursuites sommaires et devant les juges de paix en vertu de la présente partie dans cette province et, d'autre part, en fixer d'autres à la place.

Décret du
lieutenant-
gouverneur
en conseil

86. Les formules 9 à 12, 29 et 33 de la partie XXVIII de la même loi sont remplacées par celles figurant à l'annexe.

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 184(5) et
(6), art. 203;
1992, ch. 1,
par. 58(1),
ann. I, art. 17

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

87. Le paragraphe 9(2) de la *Loi sur la preuve au Canada* est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsque la partie qui produit un témoin invoque qu'il a fait à d'autres moments une déclaration par écrit, qui a été prise par écrit ou qui a été enregistrée sur bande audio ou vidéo ou autrement, et qui est incompatible avec sa présente déposition, le tribunal peut, sans que la preuve soit établie que le témoin est opposé à la partie en cause, accorder à cette partie la permission de le contre-interroger quant à la déclaration et le tribunal peut tenir compte de ce contre-interrogatoire pour décider si, à son avis, il est opposé à la partie en cause.

Déclarations
faites
antérieu-
rement par un
témoin qui
n'a pas été
jugé opposé

88. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Cross-examination as to previous statements

10. (1) On any trial a witness may be cross-examined as to previous statements that the witness made in writing, or that have been reduced to writing, or recorded on audio tape or video tape or otherwise, relative to the subject-matter of the case, without the writing being shown to the witness or the witness being given the opportunity to listen to the audio tape or view the video tape or otherwise take cognizance of the statements, but, if it is intended to contradict the witness, the witness' attention must, before the contradictory proof can be given, be called to those parts of the statement that are to be used for the purpose of so contradicting the witness, and the judge, at any time during the trial, may require the production of the writing or tape or other medium for inspection, and thereupon make such use of it for the purposes of the trial as the judge thinks fit.

89. Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:

14. (1) A person may, instead of taking an oath, make the following solemn affirmation:

I solemnly affirm that the evidence to be given by me shall be the truth, the whole truth and nothing but the truth.

90. Subsection 15(1) of the Act is replaced by the following:

15. (1) Where a person who is required or who desires to make an affidavit or deposition in a proceeding or on an occasion on which or concerning a matter respecting which an oath is required or is lawful, whether on the taking of office or otherwise, does not wish to take an oath, the court or judge, or other officer or person qualified to take affidavits or depositions, shall permit the person to make a solemn affirmation in the words following, namely, "I,, do solemnly affirm, etc.", and that solemn affirmation has the same force and effect as if that person had taken an oath.

91. Subsection 16(3) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Lors de tout procès, un témoin peut être contre-interrogé au sujet des déclarations antérieures qu'il a faites par écrit, qui ont été prises par écrit ou qui ont été enregistrées sur bande audio ou vidéo, ou autrement, relativement au sujet de la cause, sans qu'il lui soit permis d'en prendre connaissance. Cependant, si l'on entend mettre le témoin en contradiction avec lui-même au moyen de cette pièce, l'on doit, avant de pouvoir établir cette preuve contradictoire, appeler son attention sur les parties de celle-ci qui doivent servir à le mettre ainsi en contradiction. Le juge peut toujours, au cours du procès, exiger la production de la pièce dans le but de l'examiner et en faire, dans la poursuite de la cause, l'usage qu'il croit convenable.

89. Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

14. (1) Tout témoin peut, au lieu de prêter serment, choisir de faire l'affirmation solennelle qui suit :

J'affirme solennellement que le témoignage que je vais rendre sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

90. Le paragraphe 15(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15. (1) Si la personne tenue ou désireuse de faire un affidavit ou une déposition, dans une procédure, ou en une circonstance dans laquelle, ou au sujet d'une affaire à propos de laquelle, un serment est exigé ou permis, soit en entrant en fonctions soit autrement, préfère ne pas prêter serment, le tribunal ou le juge, ou tout autre fonctionnaire ou personne autorisé à recevoir des affidavits ou des dépositions, permet à cette personne, au lieu d'être assermentée, de faire une affirmation solennelle dans les termes suivants : « J'affirme solennellement, etc. ». Cette affirmation solennelle a la même valeur et le même effet que si cette personne avait prêté serment suivant la formule ordinaire.

91. Le paragraphe 16(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Contre-interrogatoire au sujet de déclarations antérieures

Affirmation solennelle au lieu du serment

Affirmation solennelle par le déposant

Testimony on
promise to tell
truth

(3) A person referred to in subsection (1) who does not understand the nature of an oath or a solemn affirmation but is able to communicate the evidence may, notwithstanding any provision of any Act requiring an oath or a solemn affirmation, testify on promising to tell the truth.

92. (1) Subsection 29(2) of the Act is replaced by the following:

Admission in
evidence

(2) A copy of an entry in the book or record described in subsection (1) shall not be admitted in evidence under this section unless it is first proved that the book or record was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books or records of the financial institution, that the entry was made in the usual and ordinary course of business, that the book or record is in the custody or control of the financial institution and that the copy is a true copy of it, and such proof may be given by any person employed by the financial institution who has knowledge of the book or record or the manager or accountant of the financial institution, and may be given orally or by affidavit sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits.

(2) Subsection 29(7) of the Act is replaced by the following:

Warrants to
search

(7) Nothing in this section shall be construed as prohibiting any search of the premises of a financial institution under the authority of a warrant to search issued under any other Act of Parliament, but unless the warrant is expressly endorsed by the person under whose hand it is issued as not being limited by this section, the authority conferred by any such warrant to search the premises of a financial institution and to seize and take away anything in it shall, with respect to the books or records of the institution, be construed as limited to the searching of those premises for the purpose of inspecting and taking copies of entries in those books or records, and section 490 of the *Criminal Code* does not apply in respect of the copies of those books or records obtained under a warrant referred to in this section.

(3) La personne visée au paragraphe (1) qui, sans comprendre la nature du serment ou de l'affirmation solennelle, est capable de communiquer les faits dans son témoignage peut, malgré qu'une disposition d'une loi exige le serment ou l'affirmation, témoigner en promettant de dire la vérité.

92. (1) Le paragraphe 29(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Témoignage
sur promesse
de dire la
vérité

(2) Une copie d'une inscription dans ce livre ou registre n'est pas admise en preuve sous le régime du présent article à moins qu'il n'ait préalablement été établi que le livre ou registre était, lors de l'inscription, l'un des livres ou registres ordinaires de l'institution financière, que l'inscription a été effectuée dans le cours ordinaire des affaires, que le livre ou registre est sous la garde ou la surveillance de l'institution financière, et que cette copie en est une copie conforme. Cette preuve peut être fournie par le gérant ou par le comptable de l'institution financière ou par tout employé de l'institution qui connaît le contenu du livre ou du registre et peut être donnée de vive voix ou par affidavit devant un commissaire ou une autre personne autorisée à recevoir les affidavits.

Admissibilité
en preuve

(2) Le paragraphe 29(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire la perquisition dans les locaux d'une institution financière sur l'autorisation d'un mandat de perquisition émis en vertu d'une autre loi fédérale, mais, à moins qu'il ne soit mentionné expressément sur le mandat, par la personne sous la signature de laquelle il a été émis, que ce mandat n'est pas limité par le présent article, l'autorisation, conférée par un tel mandat, de perquisitionner dans les locaux d'une institution financière, de saisir et d'emporter tout ce qui peut s'y trouver, est, en ce qui concerne les livres ou registres de cette institution, interprétée comme limitée à la perquisition dans ces locaux aux fins d'examiner les inscriptions dans ces livres ou registres et d'en prendre copie; les copies effectuées en exécution de ce mandat ne tombent pas sous le régime de l'article 490 du *Code criminel*.

Mandat de
perquisition

93. Subsections 30(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) Where it is not possible or reasonably practicable to produce any record described in subsection (1) or (2), a copy of the record accompanied by two documents, one that is made by a person who states why it is not possible or reasonably practicable to produce the record and one that sets out the source from which the copy was made, that attests to the copy's authenticity and that is made by the person who made the copy, is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record if each document is

(a) an affidavit of each of those persons sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits; or

(b) a certificate or other statement pertaining to the record in which the person attests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state.

(4) Where production of any record or of a copy of any record described in subsection (1) or (2) would not convey to the court the information contained in the record by reason of its having been kept in a form that requires explanation, a transcript of the explanation of the record or copy prepared by a person qualified to make the explanation is admissible in evidence under this section in the same manner as if it were the original of the record if it is accompanied by a document that sets out the person's qualifications to make the explanation, attests to the accuracy of the explanation, and is

(a) an affidavit of that person sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits; or

(b) a certificate or other statement pertaining to the record in which the person attests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state.

93. Les paragraphes 30(3) et (4) sont remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2), une copie de la pièce accompagnée d'un premier document indiquant les raisons pour lesquelles il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire la pièce et d'un deuxième document préparé par la personne qui a établi la copie indiquant d'où elle provient et attestant son authenticité, est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce pourvu que les documents satisfassent aux conditions suivantes : que leur auteur les ait préparés soit sous forme d'affidavit reçu par une personne autorisée, soit sous forme de certificat ou de déclaration comportant une attestation selon laquelle ce certificat ou cette déclaration a été établi en conformité avec les lois d'un État étranger, que le certificat ou l'attestation prenne ou non la forme d'un affidavit reçu par un fonctionnaire de l'État étranger.

(4) Lorsque la production d'une pièce ou d'une copie d'une pièce décrite au paragraphe (1) ou (2) ne révélerait pas au tribunal les renseignements contenus dans la pièce, du fait qu'ils ont été consignés sous une forme qui nécessite des explications, une transcription des explications de la pièce ou copie, préparée par une personne qualifiée pour donner les explications, accompagnée d'un document de cette personne indiquant ses qualités pour les donner et attestant l'exactitude des explications est admissible en preuve, en vertu du présent article, de la même manière que s'il s'agissait de l'original de cette pièce. Le document prend la forme soit d'un affidavit reçu par une personne autorisée, soit d'un certificat ou d'une déclaration comportant une attestation selon laquelle ce certificat ou cette déclaration a été établi en conformité avec les lois d'un État étranger, que le certificat ou l'attestation prenne ou non la forme d'un affidavit reçu par un fonctionnaire de l'État étranger.

Copy of records

Copie des pièces

Where record kept in form requiring explanation

Cas où la pièce est établie sous une forme nécessitant des explications

94. Section 52 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c), by adding the word "and" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) judicial officials in a foreign country in respect of oaths, affidavits, solemn affirmations, declarations or similar documents that the official is authorized to administer, take or receive.

95. Section 54 of the Act is replaced by the following:

54. (1) Any document that purports to have affixed, impressed or subscribed on it or to it the signature of any person authorized by any 15 of paragraphs 52(a) to (d) to administer, take or receive oaths, affidavits, solemn affirmations or declarations, together with their seal or with the seal or stamp of their office, or the office to which the person is attached, in 20 testimony of any oath, affidavit, solemn affirmation or declaration being administered, taken or received by the person, shall be admitted in evidence, without proof of the seal or stamp or of the person's signature or official 25 character.

(2) An affidavit, solemn affirmation, declaration or other similar statement taken or received in a foreign country by an official referred to in paragraph 52(e) shall be ad- 30 mitted in evidence without proof of the signature or official character of the official appearing to have signed the affidavit, solemn affirmation, declaration or other statement.

94. L'article 52 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

5 e) les fonctionnaires judiciaires d'un État étranger autorisés, à des fins internes, à 5 recevoir les serments, les affidavits, les affirmations solennelles, les déclarations ou autres documents semblables.

95. L'article 54 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

54. (1) Tout document donné comme portant la signature, y apposée, empreinte ou souscrite, de toute personne autorisée par un des alinéas 52a) à d) à recevoir des serments, affidavits, affirmations solennelles ou déclara- 15 tions, ainsi que son sceau ou le sceau ou le timbre de son bureau ou du bureau auquel elle est attachée, pour établir qu'un serment, un affidavit, une affirmation solennelle ou une déclaration a été reçu par elle, est admis en 20 preuve sans prouver le sceau, le timbre ou sa signature ou son caractère officiel.

(2) L'affidavit, l'affirmation solennelle ou toute autre déclaration semblable reçu à l'étranger et censément signé par le fonction- 25 naire visé à l'alinéa 52e) est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité du fonctionnaire.

Documents to be admitted in evidence

Status of statements

Les documents doivent être admis en preuve

Présomption quant au contenu

1992, c. 47

Contraventions Act

96. Section 69 of the *Contraventions Act* is 35 replaced by the following:

69. Subsection 501(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) An appearance notice issued by a peace 40 officer or a promise to appear given to, or a recognizance entered into before, an officer in charge or another peace officer may require the accused to appear at a time and place stated in it for the purposes of the *Identification of 45 Criminals Act*, where the accused is alleged to have committed an indictable offence and, in

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 76(2)

Attendance for purposes of Identification of Criminals Act

Loi sur les contraventions

96. L'article 69 de la *Loi sur les contraven- 30 tions* est remplacé par ce qui suit :

69. Le paragraphe 501(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Une citation à comparaître délivrée par un agent de la paix, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un 35 fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix peuvent enjoindre au prévenu de comparaître, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, aux temps et lieu y indiqués, lorsque le prévenu est présumé 40

1992, ch. 47

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 76(2)

Comparution aux fins de la Loi sur l'identification des criminels

the case of an offence designated as a contravention under the *Contraventions Act*, the Attorney General of Canada has not elected under section 50 of that Act that the proceeding be dealt with and disposed of as if it had been commenced by filing a ticket.

avoir commis un acte criminel et, dans le cas d'une infraction qualifiée de contravention en vertu de la *Loi sur les contraventions*, si le procureur général du Canada ne se prévaut pas du choix prévu à l'article 50 de cette loi en vertu duquel les procédures se poursuivent comme si elles avaient été introduites par dépôt d'un procès-verbal de contravention.

R.S., c. 30
(4th Supp.)
[c. M-13.6]

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

97. Section 35 of the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* is replaced by the following:

35. An appeal lies, with leave, on a question of law alone, to the court of appeal, within the meaning of section 2 of the *Criminal Code*, from any order or decision of a judge or a court in Canada made under this Act, if the application for leave to appeal is made to a judge of the court of appeal within fifteen days after the order or decision.

98. Subsection 36(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For the purpose of determining the probative value of a record or a copy of a record admitted in evidence under this Act, the trier of fact may examine the record or copy, receive evidence orally or by affidavit, or by a certificate or other statement pertaining to the record in which a person attests that the certificate or statement is made in conformity with the laws of a foreign state, whether or not the certificate or statement is in the form of an affidavit attested to before an official of the foreign state, including evidence as to the circumstances in which the information contained in the record or copy was written, stored or reproduced, and draw any reasonable inference from the form or content of the record or copy.

99. Section 37 of the Act is replaced by the following:

37. In a proceeding with respect to which Parliament has jurisdiction, a thing and any affidavit, certificate or other statement pertaining to the thing made by a person in a

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

97. L'article 35 de la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* est remplacé 10 par ce qui suit :

35. Il peut être interjeté appel, avec son autorisation et sur une question de droit seulement, auprès de la cour d'appel au sens de l'article 2 du *Code criminel* de toute 15 décision ou ordonnance qu'un juge ou un tribunal au Canada rend en vertu de la présente loi, à la condition d'en demander l'autorisation à un juge de la cour d'appel dans les quinze jours suivant la décision ou l'ordonnance.

98. Le paragraphe 36(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le juge des faits peut, afin de décider de la force probante d'un document — ou de sa 25 copie — admis en preuve en vertu de la présente loi, procéder à son examen ou recevoir une déposition verbale, un affidavit ou un certificat ou autre déclaration portant sur le document, fait, selon le signataire, conformément aux lois de l'État étranger, qu'il soit fait en la forme d'un affidavit rempli devant un agent de l'État étranger ou non, y compris une déposition quant aux circonstances de la rédaction, de l'enregistrement, de la 35 mise en mémoire ou de la reproduction des renseignements contenus dans le document ou la copie, et tirer de sa forme ou de son contenu toute conclusion fondée.

99. L'article 37 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

37. Les objets ainsi que les affidavits, certificats ou autres déclarations les concernant faits par une personne à l'étranger et attestant de leur identité et de leur possession 45

L.R., ch. 30
(4^e suppl.)
[ch. M-13.6]

Appel —
question
de droit

Appeal on
question of
law

Probative
value

Force
probante

Foreign things

Objets
provenant de
l'étranger

foreign state as to the identity and possession of the thing from the time it was obtained until its sending to a competent authority in Canada by the foreign state in accordance with a Canadian request, are not inadmissible in evidence by reason only that the affidavit, certificate or other statement contains hearsay or a statement of opinion.

à compter de leur obtention jusqu'à leur remise à une autorité compétente canadienne par un État étranger en conformité avec une demande canadienne, ne sont pas inadmissibles en preuve dans des procédures qui relèvent de la compétence du Parlement du seul fait que les affidavits, certificats ou déclarations contiennent un oui-dire ou expriment une opinion.

R.S., c. S-26

*Supreme Court Act**Loi sur la Cour suprême*

L.R., ch. S-26

100. Section 43 of the *Supreme Court Act* is amended by adding the following after subsection (1):

100. L'article 43 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Remand of case

(1.1) Notwithstanding subsection (1), the Court may, in its discretion, remand the whole or any part of the case to the court appealed from or the court of original jurisdiction and order any further proceedings that would be just in the circumstances.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la Cour peut renvoyer une affaire en tout ou en partie à la juridiction inférieure ou à celle de première instance et ordonner les mesures qui lui semblent appropriées.

Renvoi d'une affaire

101. The Act is amended by adding the following after section 46:

101. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :

Appeal may be remanded

46.1 The Court may, in its discretion, remand any appeal or any part of an appeal to the court appealed from or the court of original jurisdiction and order any further proceedings that would be just in the circumstances.

46.1 La Cour peut renvoyer une affaire en tout ou en partie à la juridiction inférieure ou à celle de première instance et ordonner les mesures qui lui semblent appropriées.

Renvoi à la juridiction inférieure

102. Section 65 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

102. L'article 65 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Modification of stay of execution

(4) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may modify, vary or vacate a stay of execution imposed by subsection (1).

(4) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut modifier ou annuler le sursis visé au paragraphe (1).

Modification de l'ordonnance de sursis

1990, c. 8, s. 40

103. Section 65.1 of the Act is replaced by the following:

103. L'article 65.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Stay of execution — application for leave to appeal

65.1 (1) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may, on the request of the party who has served and filed a notice of application for leave to appeal, order that proceedings be stayed with respect to the judgment from which leave to appeal is being sought, on the terms deemed appropriate.

65.1 (1) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut, à la demande de la partie qui a signifié et déposé l'avis de la demande d'autorisation d'appel, ordonner, aux conditions jugées appropriées, le sursis d'exécution du jugement objet de la demande.

Demande d'autorisation d'appel

Additional power for court appealed from

(2) The court appealed from or a judge of that court may exercise the power conferred by subsection (1) before the serving and filing of the notice of application for leave to appeal

(2) La juridiction inférieure ou un de ses juges, convaincu que la partie qui demande le sursis a l'intention de demander l'autorisation d'appel et que le délai entraînerait un déni de

Pouvoir de la juridiction inférieure

if satisfied that the party seeking the stay intends to apply for leave to appeal and that delay would result in a miscarriage of justice.

Modification

(3) The Court, the court appealed from or a judge of either of those courts may modify, vary or vacate a stay order made under this section.

1990, c. 8, s. 41

Entry of appeals and order of hearing

104. Section 79 of the Act is replaced by the following:

79. Unless otherwise ordered by the Chief Justice or one of the puisne judges at the Chief Justice's direction, the appeals set down for hearing shall be

(a) entered by the Registrar on a list in the order in which they have been inscribed for hearing; and

(b) heard in the order that the Registrar considers appropriate and disposed of.

CONDITIONAL AMENDMENT

105. On the later of the coming into force of section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament, and section 15 of this Act, section 261 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Stay of order pending appeal

261. Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or discharge shall be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

COMING INTO FORCE

Coming into force

106. This Act or any of its provisions or any provision of any Act enacted by this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

justice, peut exercer le pouvoir prévu au paragraphe (1) avant la signification et le dépôt de l'avis de demande d'autorisation d'appel.

(3) La Cour, la juridiction inférieure ou un de leurs juges peut modifier ou annuler le sursis ordonné en vertu du présent article.

Modification de l'ordonnance de sursis

104. L'article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

79. Sauf ordre contraire du juge en chef, ou de l'un des juges puînés sur ses instructions, les appels inscrits pour audition sont portés au rôle par le registraire dans l'ordre de leur inscription, puis entendus dans l'ordre jugé approprié par ce dernier et tranchés en conséquence.

1990, ch. 8, art. 41

Ordre des appels

MODIFICATION CONDITIONNELLE

105. L'article 261 du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit, soit à l'entrée en vigueur de l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine)* et d'autres lois en conséquence, déposée au cours de la première session de la trente-cinquième législature, soit à celle de l'article 15 de la présente loi, la dernière en date étant retenue :

261. Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 730 d'une infraction aux articles 220, 221, 236 ou 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue au paragraphe 259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

Effet de l'appel sur l'ordonnance

ENTRÉE EN VIGUEUR

106. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou telle des dispositions de toute loi édictées par la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

SCHEDULE
(Section 86)

ANNEXE
(article 86)

FORM 9
(Section 493)

FORMULE 9
(article 493)

APPEARANCE NOTICE ISSUED BY A PEACE OFFICER TO A
PERSON NOT YET CHARGED WITH AN OFFENCE

CITATION À COMPARAÎTRE DÉLIVRÉE PAR UN AGENT DE LA
PAIX À UNE PERSONNE QUI N'EST PAS ENCORE INCUPLÉE
D'INFRACTION

Canada,

Province of,
(territorial division).

To A.B., of, (occupation):

You are alleged to have committed (*set out substance of offence*).

1. You are required to attend court onday, the
..... day of A.D., at o'clock in the
noon, in courtroom No., at court, in the
municipality of, and to attend thereafter as required by
the court, in order to be dealt with according to law.

2. You are also required to appear onday, the
..... day of A.D., at o'clock in the
noon, at (police station), (address), for the purposes
of the *Identification of Criminals Act*. (Ignore if not filled in.)

You are warned that failure to attend court in accordance with
this appearance notice is an offence under subsection 145(5) of
the *Criminal Code*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as
follows:

“(5) Every person who is named in an appearance notice or
promise to appear, or in a recognizance entered into before an
officer in charge, that has been confirmed by a justice under
section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of
which lies on the person, to appear at the time and place stated
therein, if any, for the purposes of the *Identification of
Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to
comply with any condition of an undertaking entered into
pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a
term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful
excuse that an appearance notice, promise to appear or
recognizance states defectively the substance of the alleged
offence.”

Canada,

Province de,
(circonscription territoriale).

À A.B., de, (profession ou occupation) :

Il est allégué que vous avez commis (*indiquer l'essentiel de l'infraction*).

1. Vous êtes requis d'être présent au tribunal le jour de en l'an de grâce à heures, à la salle d'audience n° à (tribunal), dans la municipalité de, et d'être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Vous êtes en outre requis de comparaître le jour de en l'an de grâce à heures, à (poste de police), (adresse), pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*. (Ne pas tenir compte de cet alinéa s'il n'est pas rempli.)

Vous êtes averti que l'omission d'être présent au tribunal en conformité avec la présente citation à comparaître constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(5) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne constitue pas une excuse légitime. »

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

“502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.”

Issued at a.m./p.m. this day of
A.D., at

.....
(Signature of peace officer)

.....
(Signature of accused)

FORM 10
(Section 493)

PROMISE TO APPEAR

Canada,

Province of
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is
alleged that I have committed (set out substance of offence).

In order that I may be released from custody,

1. I promise to attend court onday, the day
of A.D., at o'clock in the noon, in
courtroom No., at court, in the municipality of ..
....., and to attend thereafter as required by the court, in
order to be dealt with according to law.

2. I also promise to appear onday, the day
of A.D., at o'clock in the noon,
at(police station), (address), for the purposes of the
Identification of Criminals Act. (Ignore if not filled in.)

I understand that failure without lawful excuse to attend court
in accordance with this promise to appear is an offence under
subsection 145(5) of the *Criminal Code*.

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé. »

Délivré à heures, ce jour de
en l'an de grâce, à

.....
(Signature de l'agent de la paix)

.....
(Signature du prévenu)

FORMULE 10
(article 493)

PROMESSE DE COMPARAÎTRE

Canada,

Province de
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), com-
prends qu'il est allégué que j'ai commis (indiquer l'essentiel de
l'infraction).

Afin de pouvoir être mis en liberté :

1. Je promets d'être présent au tribunal le
jour de en l'an de grâce, à heures, à
la salle d'audience n°, à (tribunal), dans la municipalité de ..
....., et d'être présent par la suite selon les exigences du
tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Je promets également de comparaître le
jour de en l'an de grâce, à heures,
au (poste de police), (adresse), pour l'application de la
Loi sur l'identification des criminels. (Ne pas tenir compte de cet
alinéa s'il n'est pas rempli.)

Je comprends que l'omission sans excuse légitime d'être
présent au tribunal en conformité avec la présente promesse de
comparaître constitue une infraction en vertu du para-
graphe 145(5) du *Code criminel*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as follows:

“(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence.”

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

“502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.”

Dated this day of A.D., at

.....
(Signature of accused)

FORM 11
(Section 493)

RECOGNIZANCE ENTERED INTO BEFORE AN OFFICER IN CHARGE OR
OTHER PEACE OFFICER

Canada,

Province of,

(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is
alleged that I have committed (set out substance of offence).

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent
comme suit :

« (5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne constitue pas une excuse légitime. »

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculqué. »

Fait le jour de en l'an de grâce, à
.....

.....
(Signature du prévenu)

FORMULE 11
(article 493)

ENGAGEMENT CONTRACTÉ DEVANT UN FONCTIONNAIRE
RESPONSABLE OU UN AUTRE AGENT DE LA PAIX

Canada,

Province de,

(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends qu'il est allégué que j'ai commis (indiquer l'essentiel de l'infraction).

In order that I may be released from custody, I hereby acknowledge that I owe \$ (*not exceeding \$500*) to Her Majesty the Queen to be levied on my real and personal property if I fail to attend court as hereinafter required.

(*or, for a person not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or within two hundred kilometres of the place in which the person is in custody*)

In order that I may be released from custody, I hereby acknowledge that I owe \$ (*not exceeding \$500*) to Her Majesty the Queen and deposit herewith (*money or other valuable security not exceeding in amount or value \$500*) to be forfeited if I fail to attend court as hereinafter required.

1. I acknowledge that I am required to attend court on day, the day of A.D., at o'clock in the noon, in courtroom No., at court, in the municipality of, and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. I acknowledge that I am also required to appear on day, the day of A.D., at o'clock in the noon, at (*police station*), (*address*), for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (*Ignore if not filled in.*)

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this recognizance to appear is an offence under subsection 145(5) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(5) and (6) of the *Criminal Code* state as follows:

“(5) Every person who is named in an appearance notice or promise to appear, or in a recognizance entered into before an officer in charge, that has been confirmed by a justice under section 508 and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear at the time and place stated therein, if any, for the purposes of the *Identification of Criminals Act* or to attend court in accordance therewith, or to comply with any condition of an undertaking entered into pursuant to subsection 499(2) or 503(2.1), is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(6) For the purposes of subsection (5), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence.”

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les présentes devoir (*au plus 500 \$*) \$ à Sa Majesté la Reine, cette somme devant être prélevée sur mes biens meubles et immeubles si j'omets d'être présent au tribunal comme j'y suis ci-après requis.

(*ou, pour une personne ne résidant pas ordinairement au Canada dans la province où elle est sous garde ni dans un rayon de deux cents kilomètres du lieu où elle est sous garde*)

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les présentes devoir (*au plus 500 \$*) \$ à Sa Majesté la Reine et je dépose, en conséquence, (*argent ou autre valeur ne dépassant pas un montant ou une valeur de 500 \$*), cette somme devant être confisquée si j'omets d'être présent au tribunal comme j'y suis ci-après requis.

1. Je reconnais que je suis requis d'être présent au tribunal le, jour de en l'an de grâce, à heures, à la salle d'audience n°, à (*tribunal*), dans la municipalité de, et d'être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi.

2. Je reconnais que je suis également requis de comparaître le, jour de en l'an de grâce, à heures, à (*poste de police*), (*adresse*), pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*. (*Ne pas tenir compte du présent alinéa s'il n'est pas rempli.*)

Je comprends que l'omission sans excuse légitime d'être présent au tribunal en conformité avec le présent engagement constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(5) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(5) et (6) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (5) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque est nommément désigné dans une citation à comparaître ou une promesse de comparaître ou dans un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508 et omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître aux lieu et date indiqués pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels* ou d'être présent au tribunal en conformité avec ce document ou de se conformer à une condition d'une promesse remise aux termes du paragraphe 499(2) ou 503(2.1).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indiquent d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction présumée, ne constitue pas une excuse légitime. »

Section 502 of the *Criminal Code* states as follows:

"502. Where an accused who is required by an appearance notice or promise to appear or by a recognizance entered into before an officer in charge to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 508, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged."

Dated this day of A.D., at

.....
(Signature of accused)

FORM 11.1
(Sections 493, 499 and 503)

UNDERTAKING GIVEN TO A PEACE OFFICER OR AN OFFICER IN CHARGE

Canada,

Province of,
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that it is alleged that I have committed (set out substance of the offence).

In order that I may be released from custody by way of (a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge), I undertake to (insert any conditions that are directed):

- (a) report at (state times) to (name of peace officer or other person designated);
- (b) remain within (designated territorial jurisdiction);
- (c) notify (name of peace officer or other person designated) of any change in my address, employment or occupation;
- (d) abstain from communicating with (name of witness or other person) or from going to (name or description of place) except in accordance with the following conditions: (as the peace officer or other person designated specifies); and
- (e) deposit my passport with (name of peace officer or other person designated).

I understand that I am not required to give an undertaking to abide by the conditions specified above, but that if I do not, I may be kept in custody and brought before a justice so that the prosecutor may be given a reasonable opportunity to show cause why I should not be released on giving an undertaking without conditions.

L'article 502 du *Code criminel* s'énonce comme suit :

« 502. Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, pour l'application de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 508, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé. »

Fait le jour de en l'an de grâce à

.....
(Signature du prévenu)

FORMULE 11.1
(articles 493, 499 et 503)

PROMESSE REMISE À UN AGENT DE LA PAIX OU À UN FONCTIONNAIRE RESPONSABLE

Canada,

Province de,
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends que j'ai été inculpé d'avoir (énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage, par (cette promesse de comparaître ou cet engagement contracté devant un fonctionnaire responsable) (insérer toutes les conditions qui sont fixées) :

- a) à me présenter à (indiquer à quels moments) à (nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné);
- b) à rester dans les limites de (juridiction territoriale désignée);
- c) à notifier à (nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;
- d) à m'abstenir de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) ou de me rendre à (désignation du lieu) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que l'agent de la paix ou autre personne désigné spécifie);
- e) à déposer mon passeport auprès de (nom de l'agent de la paix ou autre personne désigné).

Je comprends que je ne suis pas obligé de remettre cette promesse, mais qu'à défaut de le faire, je peux être détenu sous garde et amené devant un juge de paix de façon à donner au poursuivant l'occasion de démontrer pourquoi je ne devrais pas être mis en liberté sur simple promesse, sans autre condition.

I understand that if I give an undertaking to abide by the conditions specified above, then I may apply, at any time before I appear, or when I appear, before a justice pursuant to (a promise to appear or a recognizance entered into before an officer in charge), to have this undertaking vacated or varied and that my application will be considered as if I were before a justice pursuant to section 515 of the *Criminal Code*.

I also understand that this undertaking remains in effect until it is vacated or varied.

Dated this day of A.D., at

.....
(Signature of accused)

FORM 12
(Sections 493 and 679)

UNDERTAKING GIVEN TO A JUSTICE OR A JUDGE

Canada,
Province of,
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that I have been charged that (*set out briefly the offence in respect of which accused is charged*).

In order that I may be released from custody, I undertake to attend court on day, the day of A.D., and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law (*or, where date and place of appearance before court are not known at the time undertaking is given, to attend at the time and place fixed by the court and thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law*).

(*and, where applicable*)

I also undertake to (*insert any conditions that are directed*)

(a) report at (*state times*) to (*name of peace officer or other person designated*);

(b) remain within (*designated territorial jurisdiction*);

(c) notify (*name of peace officer or other person designated*) of any change in my address, employment or occupation;

(d) abstain from communication with (*name of witness or other person*) except in accordance with the following conditions: (*as the justice or judge specifies*);

(e) deposit my passport (*as the justice or judge directs*); and

(f) (*any other reasonable conditions*).

Je comprends qu'en promettant de me conformer aux conditions énoncées plus haut, je peux, avant de comparaître ou lors de ma comparution conformément (à une promesse de comparaître ou à un engagement contracté devant le fonctionnaire responsable), demander l'annulation ou la modification de cette promesse, et que ma demande sera examinée comme si j'étais devant un juge de paix conformément à l'article 515 du *Code criminel*.

Je comprends que cette promesse m'est opposable jusqu'à ce qu'elle soit annulée ou modifiée.

Fait le jour de en l'an de grâce, à

.....
(Signature du prévenu)

FORMULE 12
(articles 493 et 679)

PROMESSE REMISE À UN JUGE DE PAIX OU À UN JUGE

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (*profession ou occupation*), comprends que j'ai été inculpé d'avoir (*énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé*).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage à être présent au tribunal le jour de en l'an de grâce, et à être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi (*ou, lorsque les date et lieu de la comparution devant le tribunal ne sont pas connus au moment où la promesse est remise à être présent aux temps et lieu fixés par le tribunal, et par la suite, selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi*).

(*et, le cas échéant*)

Je m'engage également (*insérer toutes les conditions qui sont fixées*) :

a) à me présenter à (*indiquer à quels moments*) à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*);

b) à rester dans les limites de (*juridiction territoriale désignée*);

c) à notifier à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;

d) à m'abstenir de communiquer avec (*nom du témoin ou autre personne*) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (*celles que le juge de paix ou le juge spécifie*);

e) à déposer mon passeport (*ainsi que le juge de paix ou le juge l'ordonne*);

f) (*autres conditions raisonnables*).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this undertaking is an offence under subsection 145(2) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(2) and (3) of the *Criminal Code* state as follows:

“(2) Every one who,

(a) being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court in accordance with the undertaking or recognizance, or

(b) having appeared before a court, justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court as thereafter required by the court, justice or judge,

or to surrender himself in accordance with an order of the court, justice or judge, as the case may be, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or 522(2.1), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with that condition or direction, is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.”

Dated this day of A.D., at

.....
(Signature of accused)

Je comprends que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent au tribunal en conformité avec la présente promesse constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(2) du *Code criminel*.

Les paragraphes 145(2) et (3) du *Code criminel* s'énoncent comme suit :

« (2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, quiconque :

a) soit, étant en liberté sur sa promesse remise à un juge de paix ou un juge ou son engagement contracté devant lui, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent au tribunal en conformité avec cette promesse ou cet engagement;

b) soit, ayant déjà comparu devant un tribunal, un juge de paix ou un juge, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent au tribunal comme l'exige le tribunal, le juge de paix ou le juge,

ou de se livrer en conformité avec une ordonnance du tribunal, du juge de paix ou du juge, selon le cas.

(3) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu du paragraphe 515(12) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance. »

Fait le jour de en l'an de grâce à

.....
(Signature du prévenu)

FORM 29
(Section 507)

ENDORSEMENT OF WARRANT

Canada,
Province of
(territorial division).

Whereas this warrant is issued under section 507, 508 or 512 of the *Criminal Code* in respect of an offence other than an offence mentioned in section 522 of the *Criminal Code*, I hereby authorize the release of the accused pursuant to section 499 of that Act.

Dated this day of A.D., at

.....
A Justice of the Peace in and for.....

FORM 33
(Section 770)

CERTIFICATE OF DEFAULT TO BE ENDORSED ON RECOGNIZANCE

I hereby certify that A.B. (has not appeared as required by this recognizance *or* has not complied with a condition of this recognizance) and that by reason thereof the ends of justice have been (defeated *or* delayed, *as the case may be*).

The nature of the default is..... and the reason for the default is.....(*state reason if known*).

The names and addresses of the principal and sureties are as follows:

Dated this day of A.D., at

.....
(Signature of justice, judge, provincial court judge, clerk of the court, peace officer or other person, as the case may be)
(Seal, if required)

FORMULE 29
(article 507)

VISA DU MANDAT

Canada,
Province de
(circonscription territoriale).

Attendu que le présent mandat est décerné en vertu des articles 507, 508 ou 512 du *Code criminel*, relativement à une infraction autre que celles visées à l'article 522, j'autorise par les présentes la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 de cette loi.

Fait le jour de en l'an de grâce, à

.....
Juge de paix dans et pour.....

FORMULE 33
(article 770)

CERTIFICAT DE DÉFAUT À INSCRIRE SUR L'ENGAGEMENT

Je certifie par les présentes que A.B. (n'a pas comparu ainsi que l'exigeait le présent engagement *ou* ne s'est pas conformé à une des conditions prévues dans cet engagement) et que, de ce fait (la justice a été contrariée *ou* les fins de la justice ont été retardées, *selon le cas*).

Le manquement peut se décrire comme suit : et la raison du manquement est (*indiquer la raison, si elle est connue*).

Les noms et adresses du cautionné et de ses cautions sont les suivants :

Fait le jour de en l'an de grâce, à

.....
(Signature du greffier du tribunal, juge, juge de paix, juge de la cour provinciale, agent de la paix ou autre personne)
(Sceau, s'il est requis)

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste—lettre****K1A 0S9****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-43

C-43

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

An Act to amend the Lobbyists Registration Act and to
make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et
d'autres lois en conséquence

First reading, June 16, 1994

Première lecture le 16 juin 1994



THE MINISTER OF INDUSTRY

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

An Act to amend the Lobbyists Registration Act and to make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 44 (4th Suppl.); 1993, c. 12

LOBBYISTS REGISTRATION ACT

LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

L.R., ch. 44 (4^e suppl.); 1993, ch. 12

1. (1) The definition "organization" in subsection 2(1) of the *Lobbyists Registration Act* is replaced by the following:

1. (1) La définition de « organisation », 5 au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, est remplacée par ce qui suit :

"organization" "organization" includes any business, trade, industry, professional or voluntary organization, trade union or labour organization, chamber of commerce or board of trade, partnership, association, charitable society, coalition, interest group and government, but does not include the Government of Canada or a corporation; 10

« organisation » Organisation commerciale, industrielle, professionnelle, syndicale ou 10
bénévole, chambre de commerce, organisation de bienfaisance, société de personnes, association, coalition ou groupe d'intérêt, ainsi que tout gouvernement autre que celui du Canada, mais à l'exclusion des personnes morales. 15

« organisation »
"organization"

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Ethics Counsellor" "Ethics Counsellor" means the Ethics Counsellor designated pursuant to section 10.1; 20

« conseiller » Le conseiller en éthique désigné en application de l'article 10.1. 20

« conseiller »
"Ethics Counsellor"

2. Paragraph 4(1)(d) of the Act is replaced by the following:

2. L'alinéa 4(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) members of the council of a band as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act* or of the council of an Indian band established by an Act of Parliament, per- 25

d) les membres du conseil d'une bande, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, ou d'une bande indienne constituée aux termes d'une loi fédérale, leur personnel ainsi que leurs employés;

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Lobbyists Registration Act and to make related amendments to other Acts".

SUMMARY

This enactment amends the *Lobbyists Registration Act* with the object of improving the transparency of lobbying activities *vis-à-vis* the Government of Canada. It also modifies the administration and enforcement provisions of that Act.

The major elements of the enactment are as follows:

1. All lobbyists are required to disclose the specific subject-matter of their activities, the name of the Government department or institution they will be lobbying, the communication techniques that will be used and, in certain cases, information about the true beneficiary of the lobbying.
2. Consultant lobbyists are required to report this information for each new undertaking. In-house corporate and organizational lobbyists are required to report annually. All lobbyists are required to report changes in this information within thirty days.
3. The enactment also allows lobbyists to file their returns electronically, sets the limitation period for enforcement proceedings at two years and provides for a Parliamentary review of the Act in four years.
4. Finally, the enactment provides for the designation of an Ethics Counsellor who establishes a Lobbyists' Code of Conduct and investigates alleged breaches of it.

EXPLANATORY NOTES

Lobbyists Registration Act

Clause 1: (1) The definition "organization" in subsection 2(1) reads as follows:

"organization" includes any government, other than the Government of Canada, or any business, trade or industry association, trade union or labour organization, professional association, chamber of commerce, board of trade, voluntary association, charitable society, partnership or interest group;

(2) New.

Clause 2: The relevant portion of subsection 4(1) reads as follows:

4. (1) This Act does not apply to any of the following persons when acting in their official capacity, namely,

...

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* en vue d'assurer une plus grande transparence des activités des lobbyistes auprès du gouvernement du Canada. L'application de cette loi se trouve ainsi modifiée.

Ses principaux éléments sont les suivants :

1. Tous les lobbyistes sont tenus de déclarer l'objet précis de leurs activités, le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale visé, les moyens de communication utilisés et, le cas échéant, l'identité de la personne morale ou physique à qui profitera leurs activités.
2. Les lobbyistes-conseils sont tenus de faire cette déclaration pour chaque engagement tandis que les lobbyistes salariés et ceux qui agissent au nom d'une organisation doivent faire une déclaration annuelle. Le délai de trente jours pour signaler un changement dans les renseignements déjà fournis est le même pour tous les lobbyistes.
3. Ce texte permet aux lobbyistes de transmettre leur déclaration sous forme électronique, fixe la prescription pour les poursuites par procédure sommaire à deux ans et prévoit l'examen de la loi par un comité du Parlement dans quatre ans.
4. Ce texte permet en dernier lieu la désignation d'un conseiller en éthique chargé d'élaborer un code de déontologie et d'enquêter sur toute infraction présumée à ce code.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

Article 1, (1). — Texte de la définition de « organisation » au paragraphe 2(1) :

« organisation » Sont compris parmi les organisations les gouvernements — à l'exception de celui du Canada —, les associations commerciales, industrielles, professionnelles et syndicales, les chambres de commerce, les organismes bénévoles et de bienfaisance, les sociétés de personnes ainsi que les groupes d'intérêt.

(2). — Nouveau.

Article 2. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 4(1) :

4. (1) La présente loi ne s'applique pas aux actes accomplis, dans le cadre de leurs attributions, par les personnes suivantes :

...

d) les membres d'un conseil de bande au sens de la *Loi sur les Indiens*, leur personnel et les employés d'un tel conseil;

sons on their staff or employees of such a council;

3. The headings before section 5 and sections 5 to 7 of the Act are replaced by the following:

REGISTRATION OF LOBBYISTS

Consultant Lobbyists

Lobbyists shall
file return

5. (1) Every individual who, for payment, on behalf of any person or organization (in this section referred to as the "client"), undertakes to

(a) communicate with a public office holder in an attempt to influence

(i) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(ii) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(iii) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the Statutory Instruments Act,

(iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada,

(v) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(vi) the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(b) arrange a meeting between a public office holder and any other person,

shall, not later than ten days after entering into that undertaking, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (2).

(2) The return shall set out the following information with respect to the undertaking:

Contents of
return

3. Les intertitres précédant l'article 5 et les articles 5 à 7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Lobbyistes-conseils

Déclaration
obligatoire

5. (1) Est tenue de fournir au directeur, dans les dix jours suivant l'engagement, une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (2) toute personne (appelée « lobbyiste-conseil » au présent article) qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, personne physique ou morale ou organisation :

a) à communiquer avec un titulaire de charge publique afin de tenter d'influencer :

(i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,

(ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,

(iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les textes réglementaires,

(iv) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux,

(v) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom,

(vi) l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;

b) à ménager pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique.

(2) Le lobbyiste-conseil est tenu, dans sa déclaration, de fournir les renseignements suivants sur son engagement :

Renseignements

(d) members of the council of a band within the meaning of the *Indian Act*, persons on the staff of such members or employees of such a council;

Clause 3: Sections 7.1 to 7.3 are new. The headings before section 5 and sections 5 to 7 read as follows:

REGISTRATION OF LOBBYISTS

Tier I

Professional Lobbyists

5. (1) Every individual who, for payment, on behalf of any person or organization, in this section referred to as the "client", undertakes to arrange a meeting with a public office holder or to communicate with a public office holder in an attempt to influence

(a) the development of a legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(b) the introduction, passage, defeat or amendment of any Bill or resolution before either House of Parliament,

(c) the making or amending of any regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act*,

(d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada,

(e) the awarding of any monetary grant or contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(f) the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada

shall, not later than ten days after entering into that undertaking, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (2).

(2) The return referred to in subsection (1) shall set out the following information:

(a) the name and business address of the individual and, if applicable, the name of the firm where the individual is engaged in business;

(b) the name and address of the client;

(c) where the client is a corporation, the name and address of each of its subsidiaries and, where the corporation is a subsidiary of any other corporation, the name and address of that other corporation;

(d) the proposed subject-matter of the meeting or communication, as the case may be; and

(e) such other information relating to the identity of the individual, the client or any corporation or subsidiary referred to in paragraph (c) as is prescribed.

(3) Every individual who files a return referred to in subsection (1) shall, as soon as practicable in the circumstances, advise the registrar in writing of any changes in the information contained in the return.

(4) This section does not apply in respect of anything undertaken to be done by an employee on the sole behalf of the employee's employer.

Tier II

Other Lobbyists

6. (1) Where a significant part of the duties of an employee of a person or organization is to communicate with public office holders on behalf of that person or organization for the purpose of attempting to influence any of the matters referred to in paragraphs 5(1)(a) to (e), that

Article 3. — Les articles 7.1 à 7.3 sont nouveaux. Texte des intertitres précédant l'article 5 et des articles 5 à 7 :

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

1^{re} catégorie

Lobbyistes professionnels

5. (1) Est tenu, dans les dix jours suivant l'engagement, de fournir au directeur une déclaration en la forme réglementaire contenant les renseignements visés au paragraphe (2) tout individu — ci-après appelé « lobbyiste professionnel » — qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, personne physique ou morale ou organisation, soit à ménager pour ce client une entrevue avec un titulaire d'une charge publique, soit à communiquer avec ce dernier afin de tenter d'influencer :

a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;

b) le dépôt, la modification, l'adoption ou le rejet d'un projet de loi ou d'une résolution dont la Chambre des communes ou le Sénat est saisi;

c) la prise ou la modification de tout règlement au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*;

d) l'élaboration ou la modification de politiques ou programmes fédéraux;

e) l'octroi de sommes d'argent, à titre de subventions ou de contributions, ou d'autres avantages financiers semblables, par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;

f) l'octroi de contrats par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

(2) Dans sa déclaration, le lobbyiste professionnel est tenu de fournir les renseignements suivants :

a) son nom, l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom de sa firme;

b) les nom et adresse de son client;

c) si son client est une personne morale, le nom et l'adresse de chacune de ses filiales ou, s'il est lui-même une filiale d'une personne morale, les nom et adresse de celle-ci;

d) l'objet de l'intervention — entrevue ou communication — envisagée auprès du titulaire d'une charge publique;

e) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification et à celle de son client, y compris éventuellement de la filiale ou de la personne morale, selon le cas, visée à l'alinéa c).

(3) Le lobbyiste professionnel informe par écrit, le plus tôt possible compte tenu des circonstances, le directeur de tout changement dans les renseignements fournis au titre du paragraphe (1).

(4) Le présent article ne s'applique pas aux actes accomplis uniquement au nom de son employeur par un employé.

2^e catégorie

Autres lobbyistes

6. (1) Tout employé d'une personne physique ou morale ou d'une organisation dont une partie importante des fonctions comporte la communication avec des titulaires d'une charge publique, afin de tenter d'in-

(a) the name and business address of the individual and, if applicable, the name and business address of the firm where the individual is engaged in business;

(b) the name and business address of the client and the name and business address of any person or organization that, to the knowledge of the individual, controls or directs the activities of the client and has a direct interest in the outcome of the individual's activities on behalf of the client;

(c) where the client is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the individual, has a direct interest in the outcome of the individual's activities on behalf of the client;

(d) where the client is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;

(e) where the client is a coalition, the name and business address of each corporation or organization that is a member of the coalition;

(f) particulars to identify the subject-matter in respect of which the individual has undertaken to communicate with a public office holder or to arrange a meeting, and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(g) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution, financial benefit or contract;

(h) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the individual has communicated or expects to communicate, or with whom a meeting is to be or has been arranged, is employed or serves;

(i) where the individual has undertaken to communicate with a public office holder in an attempt to influence any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi), particulars to identify any communication

a) son nom, l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom de sa firme et l'adresse de son établissement ;

b) le nom de son client et l'adresse de son établissement ainsi que les nom et adresse de l'établissement de toute personne morale ou physique ou organisation qui, à sa connaissance, contrôle ou dirige les activités de ce client et qui est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de ce client;

c) si son client est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de ce client ;

d) si son client est une personne morale filiale d'une autre, le nom de cette dernière et l'adresse de son établissement;

e) si son client est une coalition, le nom des personnes morales ou organisations qui la composent ainsi que l'adresse de leur établissement;

f) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet de l'engagement;

g) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution, avantage financier, contrat — en cause;

h) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer ou avec qui il a pris rendez-vous ou compte prendre rendez-vous;

i) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux sous-alinéas (1a)(i) à (vi);

j) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son client, de toute personne morale ou physique ou organisation visée à l'alinéa b), de la filiale visée à l'alinéa c), de la per-

employee shall, within two months after the coming into force of this section or after first undertaking those duties, whichever is the later, and within two months after the end of each calendar year, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out

(a) the name of the employee; and

(b) the name and address of the person or organization by whom the employee is employed.

(2) Every employee who files a return referred to in subsection (1) shall, as soon as practicable in the circumstances, advise the registrar in writing of any changes in the information contained in the return.

(3) In this section, "employee" includes an officer other than an officer who is not compensated for the performance of the duties of the office.

Certification

7. Every individual who is required by section 5 or 6 to file a return with the registrar shall certify on the return that the information contained therein is true to the best of the individual's knowledge and belief.

fluencer l'une des questions visées aux alinéas 5(1)a) à e), est tenu de fournir au directeur, dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent article ou celle de sa prise de fonctions, si elle est postérieure, et dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile par la suite, une déclaration en la forme réglementaire comportant les renseignements suivants :

a) son nom;

b) les nom et adresse de son employeur.

(2) L'employé en question informe par écrit, le plus tôt possible compte tenu des circonstances, le directeur de tout changement dans les renseignements fournis au titre du paragraphe (1).

(3) Pour l'application du présent article, est assimilé à un employé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

Attestation

7. L'auteur d'une déclaration est en outre tenu d'y certifier qu'à sa connaissance les renseignements qu'il fournit au titre des articles 5 et 6 sont véridiques.

technique that the individual has used or expects to use in an attempt to influence that matter; and

(j) such other information relating to the identity of the individual, the client, any person or organization referred to in paragraph (b), any subsidiary referred to in paragraph (c), the other corporation referred to in paragraph (d), any member of a coalition referred to in paragraph (e) or any department or institution referred to in paragraph (h) as is prescribed.

Changes to information and new information

(3) An individual who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided by the individual in the return, and any information required to be provided under subsection (2) the knowledge of which the individual acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Completion or termination of undertaking

(4) An individual who completes or terminates an undertaking in respect of which the individual has filed a return shall advise the registrar of that fact, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the undertaking is completed or terminated.

Information requested by registrar

(5) An individual who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that the individual has provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

Restriction on application

(6) This section does not apply in respect of anything that an employee undertakes to do on the sole behalf of their employer or, where their employer is a corporation, in respect of anything that the employee, at the direction of the employer, undertakes to do on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary.

For greater certainty

(7) For greater certainty, an individual who undertakes to communicate with a public office holder as described in paragraph (1)(a) is required to file only one return under subsection (1) notwithstanding that the

sonne morale visée à l'alinéa d), de tout membre d'une coalition visée à l'alinéa e), du ministère ou de l'institution visé à l'alinéa h).

(3) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (2) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

(4) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de la fin d'un engagement pour lequel il a transmis une déclaration.

(5) Il apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

(6) Le présent article ne s'applique pas à un engagement pris par un employé uniquement au nom de son employeur ni, dans le cas où l'employeur est une personne morale et où l'employé agit à sa demande, à l'engagement pris au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale.

(7) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à communiquer avec le titulaire d'une charge publique conformément à l'alinéa (1)a) n'est tenu de faire qu'une déclaration aux termes du paragraphe (1) indépendamment du fait

Mise à jour

Fin d'un engagement

Précisions

Restriction

Déclaration unique

individual may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions.

qu'il communique plusieurs fois avec un ou plusieurs titulaires dans le cadre de cet engagement.

In-House Lobbyists (Corporate)

Lobbyistes salariés

Lobbyists shall
file return

6. (1) Where a person employs an individual a significant part of whose duties as an employee is to communicate with public office holders on behalf of the employer or, where the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary, in an attempt to influence

(a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or

(e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the employee shall file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(2) An employee to whom subsection (1) applies shall file a return

(a) where the duties described in subsection (1) commenced to be a significant part of their duties before the date on which that subsection comes into force, within two months after that date;

(b) where the duties described in subsection (1) commence to be a significant part of their duties on or after that date, within

Déclaration
obligatoire

5 6. (1) Est tenu de fournir au directeur, dans les délais prévus au paragraphe (2), une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (3) tout employé (appelé « lobbyiste salarié » au présent article) d'une personne morale ou physique dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, soit au nom de son employeur, soit au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale, avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer :

a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;

b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;

c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les textes réglementaires;

d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;

e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

Time limits for
filing a return

Délais

(2) Le lobbyiste salarié transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) lorsque, antérieurement, les activités qui y sont mentionnées sont devenues une partie importante de ses fonctions, soit, dans le cas contraire, la date à laquelle elles le sont devenues. Il en transmet également une dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, le point de départ étant

two months after the date on which those duties commence to be a significant part of their duties; and

(c) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial year or calendar year, as the case may be, in which the employee is required to file a return pursuant to paragraph (a) or (b).

(3) The return shall set out the following information:

(a) the name and business address of the employee;

(b) the name and business address of the employer;

(c) where the employer is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the employee, has a direct interest in the outcome of the employee's activities on behalf of the employer;

(d) where the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;

(e) if applicable, the financial year of the employer;

(f) a description in summary form of the employer's business or activities and such other information to identify the employer's business or activities as is prescribed;

(g) where the employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant subject-matter and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(h) particulars to identify the subject-matters in respect of which the employee has communicated or expects to communicate with public office holders during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not

la période au cours de laquelle il doit transmettre la première déclaration.

(3) La déclaration du lobbyiste salarié contient les renseignements suivants :

a) son nom et l'adresse de son établissement;

b) le nom de son employeur et l'adresse de son établissement;

c) si son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de son employeur;

d) si son employeur est une personne morale, filiale d'une autre, le nom de cette dernière et l'adresse de son établissement;

e) les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur, s'il y a lieu;

f) un résumé des activités — commerciales ou autres — de son employeur et tout autre renseignement réglementaire portant sur la nature de ces activités;

g) dans le cas où il tente d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi;

h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet pour lequel il a communiqué ou compte communiquer avec le titulaire d'une charge publique au cours de l'exercice ou, à défaut, de l'année civile visé par la déclaration afin d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e);

have a financial year, during the calendar year in which the return is filed, in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the employee has communicated or expects to communicate, in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique that the employee has used or expects to use in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h); and

(l) such other information relating to the identity of the employee, the employer, any subsidiary referred to in paragraph (c), the other corporation referred to in paragraph (d) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed.

Changes to return and new information

(4) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided by the employee in the return, and any information required to be provided under subsection (3) the knowledge of which the employee acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Ceasing duties or employment

(5) An employee who files a return shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if the duties described in subsection (1) cease to be a significant part of their duties or they cease to be employed by the employer, and shall do so not later than thirty days after the event.

Information requested by registrar

(6) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

k) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son employeur, de la filiale visée à l'alinéa c), de la personne morale visée à l'alinéa d), du ministère ou de l'institution visé à l'alinéa j).

(4) Le lobbyiste salarié informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (3) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

Mise à jour

(5) Le lobbyiste salarié pour qui les activités visées au paragraphe (1) et mentionnées dans sa déclaration cessent d'être une partie importante de ses fonctions, ou qui quitte son employeur, en informe le directeur, en la forme réglementaire, dans les trente jours.

Cessation ou changement de fonctions

(6) Le lobbyiste salarié apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme

Précisions

registrar may request to clarify any information that the employee has provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

Definition of
"employee"

(7) In this section, "employee" includes an officer who is compensated for the performance of their duties.

(7) Pour l'application du présent article, est assimilé à un employé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

Définition de
« employé »

In-House Lobbyists (Organizations)

Lobbyistes pour le compte d'une organisation

Senior officer
shall file return

7. (1) Where an organization employs one or more individuals any part of whose duties is to communicate with public office holders on behalf of the organization in an attempt to influence

7. (1) Est tenu de fournir au directeur une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe (3), en la forme réglementaire et dans les délais prévus au paragraphe (2), le premier dirigeant d'une organisation qui compte au moins un employé dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, au nom de l'organisation, avec le titulaire d'une charge publique, afin d'influencer :

Déclaration
obligatoire

(a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or

(e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the senior officer of the organization shall, if those duties constitute a significant part of the duties of one employee or would constitute a significant part of the duties of one employee were those duties to be performed by only one employee, file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(2) The senior officer of the organization shall file a return

a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;

b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;

c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*;

d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;

e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

Il est tenu à la même obligation dans le cas où, exercées par plusieurs employés, ces fonctions constitueraient au total une partie importante de celles d'un seul employé.

(2) Il transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) si, à cette date, l'organisa-

Time limits for
filing a return

Délais

(a) where, on the date on which subsection (1) comes into force, the organization employs one or more individuals whose duties are as described in that subsection, within two months after that date;

(b) where, on that date, the organization does not employ any individual whose duties are as described in that subsection, within two months after the date on which the organization first commences to employ such an individual; and

(c) within two months after the end of each financial year of the organization or, if it does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial or calendar year, as the case may be, in which a return is required to be filed pursuant to paragraph (a) or (b).

(3) The return shall set out the following information:

(a) the name and business address of the senior officer;

(b) the name and business address of the organization;

(c) if applicable, the financial year of the organization;

(d) a description in summary form of the organization's business or activities and such other information to identify its business or activities as is prescribed;

(e) a description of the organization's membership and such other information to identify its membership as is prescribed;

(f) the name of each employee of the organization whose duties include those described in subsection (1);

(g) where any such employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant subject-matter and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(h) particulars to identify the subject-matters in respect of which any such employee

tion affecte au moins une personne aux fonctions mentionnées à ce paragraphe, soit, dans le cas contraire, suivant l'affectation d'une personne à ces fonctions. Il en transmet également une dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice de l'organisation ou, à défaut, de chaque année civile, le point de départ étant la période au cours de laquelle il doit transmettre la première déclaration.

(3) La déclaration du premier dirigeant contient les renseignements suivants :

a) son nom et l'adresse de son établissement;

b) le nom de l'organisation et l'adresse de son établissement;

c) les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de l'organisation, s'il y a lieu;

d) un résumé des activités — commerciales ou autres — de l'organisation et tout autre renseignement réglementaire utile portant sur la nature de ces activités;

e) la composition de l'organisation et tout autre renseignement réglementaire utile à l'identification de ses membres;

f) le nom des employés occupant les fonctions visées au paragraphe (1);

g) dans le cas où un employé tente d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi;

h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet pour lequel un employé a communiqué ou compte communiquer avec le ti-

has communicated or is expected to communicate with public office holders during the financial year of the organization in which the return is filed or, if it does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed, in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom any such employee has communicated or is expected to communicate, in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique that any such employee has used or is expected to use in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h); and

(l) such other information relating to the identity of the senior officer, the organization, any employee referred to in paragraph (f) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed.

(4) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided in the return, and any information required to be provided under subsection (3) the knowledge of which the senior officer acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(5) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if an employee who has been identified in the return ceases to perform duties described in subsection (1) or ceases to be em-

tulaire d'une charge publique au cours de l'exercice ou, à défaut, de l'année civile visée par la déclaration afin d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e);

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

k) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son organisation, de l'employé visé à l'alinéa f), du ministère ou de l'institution gouvernementale visé à l'alinéa j).

(4) Le premier dirigeant informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (3) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

(5) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, du fait que l'employé visé dans la déclaration a cessé d'être employé de l'organisation ou a cessé d'occuper les fonctions visées au paragraphe (1).

Changes to
return and new
information

Ceasing duties
or employment

Mise à jour

Cessation
d'activités

ployed by the organization, and shall do so not later than thirty days after the event.

(6) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that has been provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

(7) In this section,

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of their duties;

“senior officer”, in respect of an organization, means the most senior officer of the organization who is compensated for the performance of their duties.

Certification

7.1 Every individual who submits a return or other document to the registrar pursuant to this Act shall certify on the return or other document or, where it is submitted in electronic or other form in accordance with subsection 7.2(1), in such manner as is specified by the registrar, that the information contained in it is true to the best of their knowledge and belief.

Documents in Electronic or Other Form

7.2 (1) Subject to the regulations, any return or other document that is required to be submitted to the registrar under this Act may be submitted in electronic or other form by such means and in such manner as is specified by the registrar.

(2) For the purposes of this Act, any return or other document that is submitted in accordance with subsection (1) is deemed to be received by the registrar at the time provided for in the regulations.

7.3 (1) Subject to the regulations, any return or other document that is received by the registrar may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data

(6) Il apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« employé » Lui est assimilé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

« premier dirigeant » Le cadre rémunéré qui occupe les fonctions les plus élevées au sein de l'organisation.

Attestation

7.1 L'auteur du document — déclaration ou autre — transmis au directeur en application de la présente loi est tenu d'y certifier qu'à sa connaissance les renseignements qu'il fournit sont véridiques. Dans le cas où le document est transmis au titre du paragraphe 7.2(1), l'attestation est faite de la manière précisée par le directeur.

Documents transmis sous forme électronique ou autre

7.2 (1) Sous réserve des règlements, les documents — déclarations ou autres — dont la présente loi exige la remise au directeur peuvent lui être transmis sous forme électronique ou autre, de la manière qu'il précise.

(2) Pour l'application de la présente loi, les documents ainsi transmis sont réputés avoir été reçus par le directeur au moment déterminé par règlement.

7.3 (1) Sous réserve des règlements, les documents — déclarations ou autres — reçus par le directeur peuvent être mis en mémoire par tout procédé, notamment mécanogra-

Précisions

Définitions

« employé »
“employee”

« premier dirigeant »
“senior officer”

Attestation

Forme électronique

Date de réception

Mise en mémoire

Information requested by registrar

Definitions

“employee”
« employé »

“senior officer”
« premier dirigeant »

Certification

Submission of documents

Time of receipt

Storage

processing, that is capable of reproducing the stored return or other document in intelligible form within a reasonable time.

Evidence

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of a return or other document that is reproduced as permitted by subsection (1) and certified under the registrar's signature as a true copy is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

4. The heading before section 8 of the 15 Act is replaced by the following:

REGISTRY

5. Sections 9 and 10 of the Act are replaced by the following:

9. (1) The registrar shall establish and maintain a registry in which shall be kept a record of all returns and other documents submitted to the registrar under this Act.

(2) The registry shall be organized in such manner and kept in such form as the registrar may determine.

10. The registry shall be open to public inspection at such place and at such reasonable hours as the registrar may determine.

LOBBYISTS' CODE OF CONDUCT

10.1 The Governor in Council may designate any person as the Ethics Counsellor for the purposes of this Act.

10.2 (1) The Ethics Counsellor shall develop a Lobbyists' Code of Conduct respecting the activities described in subsections 5(1), 6(1) and 7(1).

(2) In developing the Code, the Ethics Counsellor shall consult persons and organizations that he or she considers are interested in the Code.

(3) The Code is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but the Code shall be published in the *Canada Gazette*.

phique ou informatique, susceptible de les restituer en clair dans un délai raisonnable.

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la copie ainsi restituée et certifiée conforme à l'original par le directeur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la certification ou la qualité officielle du certificateur et, sauf preuve contraire, a la même force probante qu'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

4. L'intertitre précédant l'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

REGISTRE

5. Les articles 9 et 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

9. (1) Le directeur tient un registre contenant tous les documents — déclarations ou autres — qui lui sont fournis en application de la présente loi.

(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités fixées par le directeur.

10. Le public peut consulter le registre au lieu et aux heures que fixe, dans des limites raisonnables, le directeur.

CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES

10.1 Le gouverneur en conseil peut désigner un conseiller en éthique pour l'application de la présente loi.

10.2 (1) Le conseiller élabore un code de déontologie des lobbyistes portant sur toutes les activités visées aux paragraphes 5(1), 30 6(1) et 7(1).

(2) Il consulte pour ce faire les personnes et les organisations qu'il estime intéressées par l'objet du code.

(3) Le code n'est pas un texte réglementaire pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*. Il doit cependant être publié dans la *Gazette du Canada*.

Copie certifiée conforme

1993, ch. 12, art. 11

Registre

Formes et modalités

Accès

25 Désignation du conseiller

Code de déontologie

Consultation

35 Le code n'est pas un texte réglementaire

Clause 4: The heading before section 8 reads as follows:

REGISTRY OF LOBBYISTS

Clause 5: Sections 10.1 to 10.4 are new. Sections 9 and 10 read as follows:

9. (1) The registrar shall establish and maintain a Registry of Lobbyists in which shall be kept a record of all information submitted to the registrar under this Act.

(2) The information contained in the Registry of Lobbyists shall be organized in such manner and kept in such form as are prescribed.

10. (1) The Registry of Lobbyists shall be open to public inspection at such place and at such reasonable hours as the registrar may determine.

(2) The registrar may provide copies of documents and perform any other service on payment of such fee as is prescribed for that service.

Article 4. — Texte de l'intertitre précédant l'article 8 :

REGISTRE DES LOBBYISTES

Article 5. — Les articles 10.1 à 10.4 sont nouveaux. Texte des articles 9 et 10 :

9. (1) Le directeur tient le registre des lobbyistes où il consigne tous les renseignements qui lui sont fournis en application de la présente loi.

(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités réglementaires.

10. (1) Le public peut consulter le registre des lobbyistes au lieu et aux heures que fixe, dans des limites raisonnables, le directeur.

(2) Le directeur peut remettre des copies ou fournir d'autres services moyennant l'acquittement de droits réglementaires.

Investigation of breaches	10.3 (1) Where the Ethics Counsellor believes on reasonable grounds that a person has breached the Code, the Ethics Counsellor may investigate to determine whether a breach has occurred.	10.3 (1) Le conseiller peut faire enquête lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction au code.	Enquête
Powers of investigation	(2) For the purpose of conducting the investigation, the Ethics Counsellor may (a) in the same manner and to the same extent as a superior court of record, (i) summon and enforce the attendance of persons before the Ethics Counsellor and compel them to give oral or written evidence on oath, and (ii) compel persons to produce any documents or other things that the Ethics Counsellor considers necessary for the investigation, including any record of a payment that an individual who is required to file a return under subsection 5(1) receives in relation to the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada; and (b) administer oaths and receive and accept information, whether or not it would be admissible as evidence in a court of law. (3) The investigation shall be conducted in private.	(2) Il peut, dans le cadre de son enquête, de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, assigner devant lui des témoins et leur enjoindre de déposer oralement ou par écrit, sous la foi du serment ou de produire les documents et autres pièces qu'il croit nécessaires à son enquête, y compris les documents établissant que le lobbyiste-conseil visé au paragraphe 5(1) a reçu un paiement se rapportant à l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom. Il peut en outre faire prêter serment et recueillir tout renseignement, qu'il soit ou non admissible en preuve devant un tribunal. (3) L'enquête menée par le conseiller est	5 Pouvoirs d'enquête 10 15 20 25 30 35 40 45
Investigation in private	(4) Evidence given by a person in the investigation and evidence of the existence of the investigation are inadmissible against the person in a court or in any other proceeding, other than in a prosecution of a person for an offence under section 131 of the <i>Criminal Code</i> (perjury) in respect of a statement made to the Ethics Counsellor.	(4) Les dépositions faites au cours d'une enquête ou le fait de l'existence de l'enquête ne sont pas admissibles contre le déposant devant les tribunaux ni dans aucune autre procédure, sauf le cas où il est poursuivi pour infraction à l'article 131 du <i>Code criminel</i> (parjure) relativement à ces dépositions.	Secret de l'enquête Inadmissibilité de la preuve dans d'autres procédures
Evidence in other proceedings	(5) Before finding that a person has breached the Code, the Ethics Counsellor shall give the person a reasonable opportunity to present their views to the Ethics Counsellor.	(5) Le conseiller doit, avant de statuer qu'elle a commis une infraction au code, donner à la personne la possibilité de présenter son point de vue.	Droit d'être entendu
Opportunity to present views	(6) The Ethics Counsellor, and every person acting on behalf of or under the direction of the Ethics Counsellor, shall not disclose any information that comes to their knowledge in the performance of their duties and functions under this section, unless	(6) Le conseiller et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que leur confère la présente loi. Ces renseignements peuvent toutefois être divulgués :	Caractère confidentiel
Confidentiality			

	<p>(a) the disclosure is, in the opinion of the Ethics Counsellor, necessary for the purpose of conducting an investigation under this section or establishing the grounds for any findings contained in a report under section 10.4; or</p> <p>(b) the information is disclosed in a report under section 10.4 or in the course of a prosecution for an offence under section 131 of the <i>Criminal Code</i> (perjury) in respect of a statement made to the Ethics Counsellor.</p>	<p>a) si, de l'avis du conseiller, leur divulgation est nécessaire pour mener une enquête en vertu du présent article ou pour motiver les conclusions contenues dans son rapport;</p> <p>b) dans le rapport du conseiller ou dans le cadre de procédures intentées pour infraction à l'article 131 du <i>Code criminel</i> (parjure) relativement à une déposition faite au cours d'une enquête.</p>	<p>5</p> <p>10</p> <p>10</p>
Report	<p>10.4 (1) After conducting an investigation, the Ethics Counsellor shall prepare a report of the results of the investigation and submit it to the Registrar General of Canada who shall cause a copy of it to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen sitting days on which that House is sitting after it is received.</p>	<p>10.4 (1) Le conseiller fait rapport au registraire général du Canada au sujet des conclusions de son enquête; ce dernier fait déposer le rapport devant les deux chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de chacune de celles-ci suivant sa réception.</p>	<p>15</p> <p>20</p> <p>Rapport</p>
Contents of report	<p>(2) The report may contain details of any payment that an individual who is required to file a return under subsection 5(1) receives in relation to the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada if the Ethics Counsellor considers publication of the details to be in the public interest.</p>	<p>(2) Le rapport peut faire état, lorsque le conseiller estime que l'intérêt public le justifie, des renseignements concernant tout paiement reçu par le lobbyiste-conseil visé au paragraphe 5(1) et se rapportant à l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.</p>	<p>25</p> <p>Contenu du rapport</p>
Annual report	<p>6. Subsection 11(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>11. (1) The registrar and the Ethics Counsellor shall, within three months after the end of each fiscal year, prepare a report with regard to the administration of this Act during that fiscal year and submit the report to the Registrar General of Canada.</p>	<p>6. Le paragraphe 11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>11. (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le directeur <u>et le conseiller présentent</u> au registraire général du Canada un rapport sur l'application de la présente loi au cours de cet exercice.</p>	<p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>Rapports annuels</p>
1993, c. 12, ss. 12 and 13	<p>7. Sections 12 to 14 of the Act are replaced by the following:</p>	<p>7. Les articles 12 à 14 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	<p>35</p> <p>1993, ch. 12, art. 12 et 13</p>
Regulations	<p>12. The Governor in Council may make regulations</p> <p>(a) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 5, 6 or 7, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar, and prescribing the fee or the manner of determining it;</p> <p>(b) respecting the submission of returns or other documents to the registrar under this</p>	<p>12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prévoir le versement de droits pour la remise, sous le régime des articles 5, 6 ou 7, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le directeur et déterminer le montant des droits ou leur mode de détermination;</p>	<p>35</p> <p>Règlements</p>

Clause 6: Subsection 11(1) reads as follows:

11. (1) The registrar shall, within three months after the end of each fiscal year, prepare a report with regard to the administration of this Act during that fiscal year and submit the report to the Registrar General of Canada.

Clause 7: Sections 12 to 14 read as follows:

12. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

OFFENCES AND PUNISHMENT

13. (1) Every individual who contravenes or fails to comply with any provision of this Act is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

(2) Every individual who knowingly makes any false or misleading statement in any return required to be filed under this Act is guilty of an offence and liable

Article 6. — Texte du paragraphe 11(1) :

11. (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le directeur présente au registraire général du Canada un rapport sur l'application de la présente loi au cours de cet exercice.

Article 7. — Texte des articles 12 à 14 :

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

b) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

INFRACTIONS ET PEINES

13. (1) Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars.

(2) Quiconque donne sciemment, dans toute déclaration requise par la présente loi, des renseignements faux ou trompeurs commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Act, including those that may be submitted in an electronic or other form under section 7.2, the persons or classes of persons by whom they may be submitted in that form and the time at which they are deemed to be received by the registrar; 5

(c) respecting the entering or recording of any return or other document under section 7.3;

(d) prescribing any matter or thing that by 10 this Act is to be or may be prescribed; and

(e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

b) prendre toute mesure concernant la transmission des documents — déclarations ou autres — au directeur en application de la présente loi, notamment ceux transmis sous forme électronique ou autre aux termes de l'article 7.2, ainsi que les personnes ou les catégories de personnes autorisées à les transmettre sous cette forme et la date à laquelle ils sont réputés avoir été reçus; 10

c) prendre toute mesure concernant la mise en mémoire des documents en la forme prévue à l'article 7.3;

d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi; 15

e) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

RECOVERY OF FEES

Recovery of fees

13. Any fee required by the regulations to be paid constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction. 15

RECouvreMENT DES DROITS

Recouvrement des droits

13. Les droits réglementaires constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout 20 tribunal compétent.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Contravention of Act or regulations

14. (1) Every individual who contravenes any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars. 20

INFRACTIONS ET PEINES

Peine

14. (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une 25 amende maximale de vingt-cinq mille dollars.

False or misleading statements

(2) Every individual who knowingly makes any false or misleading statement in any return or other document submitted to the registrar under this Act, whether in electronic or other form, is guilty of an offence and liable 25

(2) Quiconque donne sciemment, dans tout document — déclaration ou autre — transmis au directeur, sous forme électronique ou 30 autre, en application de la présente loi, des renseignements faux ou trompeurs commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Fausse déclaration

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term 35 not exceeding two years, or to both.

a) par procédure sommaire, une amende 35 maximale de vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines. 40

Limitation of proceedings

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this

(3) Les poursuites par voie de procédure sommaire engagées aux termes du présent

Prescription

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; and

(b) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

REVIEW BY PARLIAMENT

14. (1) On the expiration of three years after the coming into force of this section, this Act shall be referred to such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established by Parliament for the purpose of reviewing the administration and operation of this Act.

(2) The committee designated or established by Parliament for the purposes of subsection (1) shall undertake a comprehensive review of the administration and operation of this Act and shall, within one year after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament thereon including a statement of any changes the committee would recommend.

a) par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

EXAMEN PAR LE PARLEMENT

14. (1) Au début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent article, la présente loi est soumise à l'examen d'un comité soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, constitué ou désigné par le Parlement pour étudier son application.

(2) Le comité procède à l'examen détaillé de l'application de la présente loi. Dans l'année suivant le début de l'examen ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, il présente au Parlement son rapport, dans lequel il fait état notamment des modifications qu'il juge souhaitables.

section may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

article se prescrivent par deux ans à compter de la date de la prétendue perpétration.

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

8. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*" :

5 8. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Ethics Counsellor
Conseiller en éthique

10 Conseiller en éthique
Ethics Counsellor

1993, c. 12

Budget Implementation (fiscal measures) Act, 1992

Loi budgétaire de 1992 (mesures fiscales)

1993, ch. 12

9. The heading before section 11 and sections 11 to 13 of the *Budget Implementation (fiscal measures) Act, 1992* are repealed.

10 9. L'intertitre précédant l'article 11 et les articles 11 à 13 de la *Loi budgétaire de 1992 (mesures fiscales)* sont abrogés.

10. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

15 10. Le paragraphe 17(2) de la même loi est abrogé.

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

11. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*" :

15 11. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Ethics Counsellor
Conseiller en éthique

20 Conseiller en éthique
Ethics Counsellor

20

REVIEW BY PARLIAMENT

EXAMEN PAR LE PARLEMENT

Review

12. (1) The *Lobbyists Registration Act* shall, on the expiration of four years after the coming into force of this section, stand referred to such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established to review the administration and operation of that Act.

25 12. (1) Au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent article, la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* est soumise à l'examen d'un comité soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, constitué ou désigné pour étudier son application.

Examen

Report

(2) The committee shall, within one year after beginning the review or within such further time as the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, may authorize, submit a

30 (2) Le comité présente son rapport — lequel fait notamment état des modifications à la loi qu'il juge souhaitables — soit à la Chambre des communes, soit au Sénat, soit aux deux chambres du Parlement, dans

Rapport

Budget Implementation (fiscal measures) Act, 1992

Clause 9: The heading before section 11 and sections 11 to 13 read as follows:

LOBBYISTS REGISTRATION ACT

11. Subsection 10(2) of the *Lobbyists Registration Act* is repealed.

12. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

12. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a fee to be paid on the filing of a return, or a return of a class of returns, under section 5 or 6 or for any service performed, or the use of any facility provided, by the registrar and prescribing the fee or the manner of determining the fee;

(b) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and

(c) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

RECOVERY OF FEES

12.1 Any fee required by the regulations to be paid constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction.

13. Subsection 13(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13. (1) Every individual who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

Clause 10: Subsection 17(2) reads as follows:

(2) Sections 11 to 13 shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Loi budgétaire de 1992 (mesures fiscales)

Article 9. — Texte de l'intertitre précédant l'article 11 et des articles 11 à 13 :

LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

11. Le paragraphe 10(2) de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* est abrogé.

12. L'article 12 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir le versement de droit pour la remise, sous le régime des articles 5, 6, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le directeur et déterminer le montant des droits ou leur mode de détermination;

b) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

c) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

RECouvreMENT DES DROITS

12.1 Les droits réglementaires constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

13. Le paragraphe 13(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars.

Article 10. — Texte du paragraphe 17(2) :

(2) Les articles 11 à 13 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

report on the review to that House or both Houses, including a statement of any changes to the *Lobbyists Registration Act* that the committee would recommend.

l'année suivant le début de ses travaux ou dans le délai supérieur autorisé par le destinataire.

TRANSITIONAL

Definitions

13. (1) In this section,

"new law"
« nouvelle loi »

"new law" means section 5 of the *Lobbyists Registration Act* as enacted by section 3 of this Act;

"old law"
« ancienne loi »

"old law" means section 5 of the *Lobbyists Registration Act* as it read immediately before the date on which the new law comes into force.

Transitional

(2) Every individual who was required by the old law to submit a return to the registrar in respect of an undertaking shall, if the undertaking has not been completed or terminated before the date on which the new law comes into force, file with the registrar, not later than two months after the new law comes into force and in accordance with the new law, a return in respect of the undertaking.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

14. This Act or any of its provisions comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Définitions

5 13. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

5

« ancienne loi » S'entend de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, en son état avant la modification apportée par la présente loi.

« ancienne loi »
"old law"

10 « nouvelle loi » S'entend de l'article 5 édicté par l'article 3 de la présente loi.

10 « nouvelle loi »
"new law"

Disposition
transitoire

(2) Le lobbyiste tenu, en vertu de l'ancienne loi, de transmettre au directeur des renseignements relatifs à un engagement doit, si cet engagement se poursuit sous le régime de la nouvelle loi, transmettre, dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de celle-ci, une déclaration contenant les renseignements afférents à l'engagement qu'elle exige.

20

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

14. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates 25 fixées par décret du gouverneur en conseil.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-43

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-43

An Act to amend the Lobbyists Registration Act and to
make related amendments to other Acts

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 8, 1995**

C-43

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-43

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et
d'autres lois en conséquence

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 MAI 1995**



BILL C-43

An Act to amend the Lobbyists Registration Act and to make related amendments to other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 44
(4th Suppl.);
1993, c. 12;
1994, c. 35

LOBBYISTS REGISTRATION ACT

1. (1) The definition "organization" in subsection 2(1) of the *Lobbyists Registration Act* is replaced by the following:

"organization" includes

- (a) a business, trade, industry, professional or voluntary organization,
- (b) a trade union or labour organization,
- (c) a chamber of commerce or board of trade,
- (d) a partnership, association, charitable society, coalition or interest group,
- (e) a government, other than the Government of Canada, and
- (f) a corporation without share capital incorporated to pursue, without financial gain to its members, objects of a national, provincial, patriotic, religious, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional or sporting character or other similar objects;

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Ethics Counsellor" means the Ethics Counsellor designated pursuant to section 10.1;

"Ethics
Counsellor"
« conseiller »

PROJET DE LOI C-43

Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

1. (1) La définition de « organisation », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, est remplacée par ce qui suit :

« organisation » Organisation commerciale, industrielle, professionnelle, syndicale ou bénévole, chambre de commerce, organisme de bienfaisance, société de personnes, association, coalition ou groupe d'intérêt, ainsi que tout gouvernement autre que celui du Canada. Y est en outre assimilée la personne morale sans capital-actions constituée aux fins de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, provincial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel ou sportif, ou des objets analogues.

L.R., ch. 44
(4^e suppl.);
1993, ch. 12;
1994, ch. 35

« organisation »
"organization"

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« conseiller » Le conseiller en éthique désigné en application de l'article 10.1.

conseiller »
"Ethics
Counsellor"

SUMMARY

This enactment amends the *Lobbyists Registration Act* with the object of improving the transparency of lobbying activities *vis-à-vis* the Government of Canada. It also modifies the administration and enforcement provisions of that Act.

The major elements of the enactment are as follows:

1. All lobbyists are required to disclose the specific subject-matter of their activities, the name of the Government department or institution they will be lobbying, the communication techniques that will be used and, in certain cases, information about the true beneficiary of the lobbying.

2. Consultant lobbyists are required to report this information for each new undertaking and to report changes in this information within thirty days. In-house corporate lobbyists are required to report annually and to report changes in this information within thirty days. In-house organizational lobbyists are required to report semi-annually.

3. The enactment also allows lobbyists to file their returns electronically, sets the limitation period for enforcement proceedings at two years and provides for a Parliamentary review of the Act in four years.

4. Finally, the enactment provides for the designation of an Ethics Counsellor who establishes a Lobbyists' Code of Conduct and investigates alleged breaches of it.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* en vue d'assurer une plus grande transparence des activités des lobbyistes auprès du gouvernement du Canada. L'application de cette loi se trouve ainsi modifiée.

Ses principaux éléments sont les suivants :

1. Tous les lobbyistes sont tenus de déclarer l'objet précis de leurs activités, le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale visé, les moyens de communication utilisés et, le cas échéant, l'identité de la personne morale ou physique à qui profitera leurs activités.

2. Les lobbyistes-conseils sont tenus de faire cette déclaration pour chaque engagement et les lobbyistes salariés, à chaque année; dans les deux cas, ils doivent mettre leur déclaration à jour dans les trente jours suivant tout changement. Les lobbyistes qui agissent au nom d'une organisation sont tenus de faire la déclaration tous les six mois.

3. Ce texte permet aux lobbyistes de transmettre leur déclaration sous forme électronique, fixe la prescription pour les poursuites par procédure sommaire à deux ans et prévoit l'examen de la loi par un comité du Parlement dans quatre ans.

4. Ce texte permet en dernier lieu la désignation d'un conseiller en éthique chargé d'élaborer un code de déontologie et d'enquêter sur toute infraction présumée à ce code.

2. (1) Paragraph 4(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) members of the council of a band as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act* or of the council of an Indian band established by an Act of Parliament, persons on their staff or employees of such a council;

(2) Subsection 4(2) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization in direct response to a written request from a public office holder, for advice or comment in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e).

3. The headings before section 5 and sections 5 to 7 of the Act are replaced by the following:

REGISTRATION OF LOBBYISTS

Consultant Lobbyists

5. (1) Every individual who, for payment, on behalf of any person or organization (in this section referred to as the "client"), undertakes to

(a) communicate with a public office holder in an attempt to influence

(i) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(ii) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(iii) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

2. (1) L'alinéa 4(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) les membres du conseil d'une bande, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, ou d'une bande indienne constituée aux termes d'une loi fédérale, leur personnel ainsi que leurs employés;

(2) Le paragraphe 4(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) présentation à un titulaire d'une charge publique, en réponse directe à sa demande écrite, d'avis ou observations, oralement ou par écrit, au nom d'une personne ou d'une organisation en rapport avec une mesure visée aux sous-alinéas 5(1)a)(i) à (vi) ou aux alinéas 6(1)a) à e) ou aux alinéas 7(1)a) à e).

3. Les intertitres précédant l'article 5 et les articles 5 à 7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Lobbyistes-conseils

5. (1) Est tenue de fournir au directeur, dans les dix jours suivant l'engagement, une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (2) toute personne (ci-après « lobbyiste-conseil ») qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, personne physique ou morale ou organisation :

a) à communiquer avec un titulaire de charge publique afin de tenter d'influencer :

(i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,

(ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,

(iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada,

(v) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(vi) the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(b) arrange a meeting between a public office holder and any other person,

shall, not later than ten days after entering into that undertaking, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return setting out the information referred to in subsection (2).

(iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*,

(iv) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux,

(v) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom,

(vi) l'octroi de tout contrat par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom;

b) à ménager pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique.

Contents of
return

(2) The return shall set out the following information with respect to the undertaking:

(a) the name and business address of the individual and, if applicable, the name and business address of the firm where the individual is engaged in business;

(b) the name and business address of the client and the name and business address of any person or organization that, to the knowledge of the individual, controls or directs the activities of the client and has a direct interest in the outcome of the individual's activities on behalf of the client;

(c) where the client is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the individual, has a direct interest in the outcome of the individual's activities on behalf of the client;

(d) where the client is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;

(e) where the client is a coalition, the name and business address of each corporation or organization that is a member of the coalition;

(e.1) where the client is funded in whole or in part by a government, the name of the

(2) Le lobbyiste-conseil est tenu, dans sa déclaration, de fournir les renseignements suivants sur son engagement :

a) son nom, l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom de sa firme et l'adresse de son établissement;

b) le nom de son client et l'adresse de son établissement ainsi que les nom et adresse de l'établissement de toute personne morale ou physique ou organisation qui, à sa connaissance, contrôle ou dirige les activités de ce client et qui est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de ce client;

c) si son client est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée au résultat de ses activités au nom de ce client ;

d) si son client est une personne morale filiale d'une autre, le nom de cette dernière et l'adresse de son établissement;

e) si son client est une coalition, le nom des personnes morales ou organisations qui la composent ainsi que l'adresse de leur établissement;

e.1) dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'un gouvernement ou d'un organisme gouver-

Renseignements

government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the client from that government or government agency;

(f) particulars to identify the subject-matter in respect of which the individual has undertaken to communicate with a public office holder or to arrange a meeting, and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;

(g) where applicable, whether the payment to the individual is in whole or in part contingent on the individual's degree of success in influencing any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi);

(h) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution, financial benefit or contract;

(i) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the individual has communicated or expects to communicate, or with whom a meeting is to be or has been arranged, is employed or serves;

(j) where the individual has undertaken to communicate with a public office holder in an attempt to influence any matter described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi), particulars to identify any communication technique, including appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion (in this Act referred to as "grass-roots communication"), that the individual has used or expects to use in an attempt to influence that matter; and

(k) such other information relating to the identity of the individual, the client, any person or organization referred to in paragraph (b), any subsidiary referred to in paragraph (c), the other corporation referred to in paragraph (d), any member of a coalition referred to in paragraph (e) or any

nemental, le nom de ce gouvernement ou de cet organisme, selon le cas, et les montants en cause;

f) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet de l'engagement;

g) le fait, le cas échéant, que le paiement est constitué en tout ou en partie d'honoraires conditionnels et donc subordonné au degré de succès de ses tentatives d'influencer l'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (vi);

h) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution, avantage financier, contrat — en cause;

i) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer ou avec qui il a pris rendez-vous ou compte prendre rendez-vous;

j) les moyens de communication qu'il utilise ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (vi), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour lequel il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui concernant la mesure;

k) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son client, de toute personne morale ou physique ou organisation visée à l'alinéa b), de la filiale visée à l'alinéa c), de la personne morale visée à l'alinéa d), de tout membre d'une coalition visée à l'alinéa e), du ministère ou de l'institution visé à l'alinéa i).

department or institution referred to in paragraph (i) as is prescribed.

Changes to
information
and new
information

(3) An individual who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided by the individual in the return, and any information required to be provided under subsection (2) the knowledge of which the individual acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(3) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (2) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

Mise à jour

Completion or
termination of
undertaking

(4) An individual who completes or terminates an undertaking in respect of which the individual has filed a return shall advise the registrar of that fact, in the prescribed form and manner, not later than thirty days after the undertaking is completed or terminated.

(4) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de la fin d'un engagement pour lequel il a transmis une déclaration.

Fin d'un
engagement

Information
requested by
registrar

(5) An individual who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that the individual has provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

(5) Il apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

Précisions

Restriction on
application

(6) This section does not apply in respect of anything that an employee undertakes to do on the sole behalf of their employer or, where their employer is a corporation, in respect of anything that the employee, at the direction of the employer, undertakes to do on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary.

(6) Le présent article ne s'applique pas à un engagement pris par un employé uniquement au nom de son employeur ni, dans le cas où l'employeur est une personne morale et où l'employé agit à sa demande, à l'engagement pris au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale.

Restriction

For greater
certainty

(7) For greater certainty, an individual who undertakes to communicate with a public office holder as described in paragraph (1)(a) is required to file only one return under subsection (1) notwithstanding that the individual may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions.

(7) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à communiquer avec le titulaire d'une charge publique conformément à l'alinéa (1)a) n'est tenu de faire qu'une déclaration aux termes du paragraphe (1) indépendamment du fait qu'il communique plusieurs fois avec un ou plusieurs titulaires dans le cadre de cet engagement.

Déclaration
unique

*In-House Lobbyists (Corporate)**Lobbyistes salariés*Déclaration
obligatoire

6. (1) Where a person employs an individual a significant part of whose duties as an employee is to communicate with public office holders on behalf of the employer or, where the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary, in an attempt to influence

(a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or

(e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the employee shall file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(2) An employee to whom subsection (1) applies shall file a return

(a) where the duties described in subsection (1) commenced to be a significant part of their duties before the date on which that subsection comes into force, within two months after that date;

(b) where the duties described in subsection (1) commence to be a significant part of their duties on or after that date, within two months after the date on which those duties commence to be a significant part of their duties; and

6. (1) Est tenu de fournir au directeur, dans les délais prévus au paragraphe (2), une déclaration, en la forme réglementaire, contenant les renseignements prévus au paragraphe (3) tout employé (ci-après « lobbyiste salarié ») d'une personne morale ou physique dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, soit au nom de son employeur, soit au nom d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale, avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer :

a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;

b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;

c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*;

d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;

e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

(2) Le lobbyiste salarié transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) lorsque, antérieurement, les activités qui y sont mentionnées sont devenues une partie importante de ses fonctions, soit, dans le cas contraire, la date à laquelle elles le sont devenues. Il en transmet également une dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, le point de départ étant la période au cours de laquelle il doit transmettre la première déclaration.

Délais

40

Lobbyists
shall file
returnTime limits
for filing a
return

(c) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial 5 year or calendar year, as the case may be, in which the employee is required to file a return pursuant to paragraph (a) or (b).

Contents of
return

(3) The return shall set out the following information:

- (a) the name and business address of the employee;
- (b) the name and business address of the employer;
- (c) where the employer is a corporation, the 15 name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the employee, has a direct interest in the outcome of the employee's activities on behalf of the employer; 20
- (d) where the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation;
- (e) if applicable, the financial year of the 25 employer;
- (f) a description in summary form of the employer's business or activities and such other information to identify the employer's business or activities as is prescribed; 30
- (f.1) where the employer is funded in whole or in part by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the employer from that govern- 35 ment or government agency;
- (g) where the employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant 40 subject-matter and such other information respecting the subject-matter as is prescribed;
- (h) particulars to identify the subject-matters in respect of which the employee has 45 communicated or expects to communicate with public office holders during the finan-

(3) La déclaration du lobbyiste salarié 10 contient les renseignements suivants :

Renseigne-
ments

- a) son nom et l'adresse de son établissement;
- b) le nom de son employeur et l'adresse de 5 son établissement;
- c) si son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales qui, à sa connaissance, est directement intéressée au 10 résultat de ses activités au nom de son employeur;
- d) si son employeur est une personne morale, filiale d'une autre, le nom de cette dernière et l'adresse de son établissement; 15
- e) les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur, s'il y a lieu;
- f) un résumé des activités — commerciales ou autres — de son employeur et tout autre renseignement réglementaire portant sur la 20 nature de ces activités;
- f.1) dans le cas où le financement de son employeur provient en tout ou en partie d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental, le nom de ce gouverne- 25 ment ou de cet organisme, selon le cas, et les montants en cause;
- g) dans le cas où il tente d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les 30 renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi;
- h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de 35 l'objet pour lequel il a communiqué ou compte communiquer avec le titulaire d'une charge publique au cours de l'exercice ou, à défaut, de l'année civile visé par la

cial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed, in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom the employee has communicated or expects to communicate, in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique, including grass-roots communication within the meaning of paragraph 5(2)(j), that the employee has used or expects to use in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h);

(l) such other information relating to the identity of the employee, the employer, any subsidiary referred to in paragraph (c), the other corporation referred to in paragraph (d) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed.

(4) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with any change to the information provided by the employee in the return, and any information required to be provided under subsection (3) the knowledge of which the employee acquired only after the return was filed, not later than thirty days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(5) An employee who files a return shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if the duties described in subsection (1) cease to be a significant part of their duties or they cease to be employed by the employer, and shall do so not later than thirty days after the event.

déclaration afin d'influencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e);

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a communiqué ou compte communiquer concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h);

k) les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour tenter d'influencer l'une des mesures visées aux alinéas g) ou h), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour qu'il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui concernant la mesure;

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son employeur, de la filiale visée à l'alinéa c), de la personne morale visée à l'alinéa d), du ministère ou de l'institution visé à l'alinéa j).

(4) Le lobbyiste salarié informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, de tout changement des renseignements contenus dans sa déclaration ainsi que de tout renseignement qu'il doit fournir au titre du paragraphe (3) qui a été porté à sa connaissance après la transmission de sa déclaration.

(5) Le lobbyiste salarié pour qui les activités visées au paragraphe (1) et mentionnées dans sa déclaration cessent d'être une partie importante de ses fonctions, ou qui quitte son employeur, en informe le directeur, en la forme réglementaire, dans les trente jours.

Changes to
return and
new
information

Ceasing duties
or
employment

Mise à jour

Cessation ou
changement
de fonctions

Information
requested by
registrar

(6) An employee who files a return shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that the employee has provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

Definition of
"employee"

(7) In this section, "employee" includes an officer who is compensated for the performance of their duties.

In-House Lobbyists (Organizations)

Senior officer
shall file
return

7. (1) Where an organization employs one or more individuals any part of whose duties is to communicate with public office holders on behalf of the organization in an attempt to influence

(a) the development of any legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,

(b) the introduction of any Bill or resolution in either House of Parliament or the passage, defeat or amendment of any Bill or resolution that is before either House of Parliament,

(c) the making or amendment of any regulation as defined in subsection 2(1) of the *Statutory Instruments Act*,

(d) the development or amendment of any policy or program of the Government of Canada, or

(e) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

the senior officer of the organization shall, if those duties constitute a significant part of the duties of one employee or would constitute a significant part of the duties of one employee were those duties to be performed by only one employee, file with the registrar, in the prescribed form and manner and at the time or times required by subsection (2), a return setting out the information referred to in subsection (3).

(6) Le lobbyiste salarié apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

Précisions

(7) Pour l'application du présent article, est assimilé à un employé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

Définition de
« employé »

Lobbyistes pour le compte d'une organisation

7. (1) Est tenu de fournir au directeur une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe (3), en la forme réglementaire et dans les délais prévus au paragraphe (2), le premier dirigeant d'une organisation qui compte au moins un employé dont les fonctions, pour une partie importante, comportent la communication, au nom de l'organisation, avec le titulaire d'une charge publique, afin d'influencer :

Déclaration
obligatoire

a) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député;

b) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant une chambre du Parlement, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci;

c) la prise ou la modification de tout règlement au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*;

d) l'élaboration ou la modification d'orientation ou programmes fédéraux;

e) l'octroi de subventions, de contributions ou autres avantages financiers par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom.

Il est tenu à la même obligation dans le cas où, exercées par plusieurs employés, ces fonctions constitueraient au total une partie importante de celles d'un seul employé.

Time limits
for filing a
return

(2) The senior officer of the organization shall file a return

(a) where, on the date on which subsection (1) comes into force, the organization employs one or more individuals whose duties are as described in that subsection, within two months after that date and thereafter within thirty days after the expiration of each six month period after the date of filing; and 10

(b) where, on that date, the organization does not employ any individual whose duties are as described in that subsection, within two months after the date on which the organization first commences to employ 15 such an individual and thereafter within thirty days after the expiration of each six month period after the date of filing.

Contents of
return

(3) The return shall set out the following information:

- (a) the name and business address of the senior officer;
- (b) the name and business address of the organization;
- (c) a description in summary form of the 25 organization's business or activities and such other information to identify its business or activities as is prescribed;
- (d) a description of the organization's membership and such other information to 30 identify its membership as is prescribed;
- (e) where the organization is funded in whole or in part by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of 35 funding received by the organization from that government or government agency;
- (f) the name of each employee of the organization whose duties include those described in subsection (1): 40
- (g) where any such employee is attempting to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e) at the time the return is filed, particulars to identify the relevant subject-matter and such other information 45 respecting the subject-matter as is prescribed;

(2) Il transmet sa déclaration dans les deux mois suivant soit la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) si, à cette date, l'organisation affecte au moins une personne aux fonctions mentionnées à ce paragraphe, soit, 5 dans le cas contraire, l'affectation d'une personne à ces fonctions. Par la suite, il en transmet une tous les six mois et dispose pour ce faire d'un délai de trente jours.

Délais

(3) La déclaration du premier dirigeant 10 contient les renseignements suivants :

Renseignements

- a) son nom et l'adresse de son établissement;
- b) le nom de l'organisation et l'adresse de son établissement; 15
- c) un résumé des activités — commerciales ou autres — de l'organisation et tout autre renseignement réglementaire utile portant sur la nature de ces activités;
- d) la composition de l'organisation et tout 20 autre renseignement réglementaire utile à l'identification de ses membres;
- e) dans le cas où le financement de l'organisation provient en tout ou en partie d'une administration publique, le nom de cette 25 dernière et, le cas échéant, celui de son mandataire et les montants en cause;
- f) le nom des employés occupant les fonctions visées au paragraphe (1);
- g) dans le cas où un employé tente d'in- 30 fluencer une des mesures visées aux alinéas (1)a) à e) à la date de remise de sa déclaration, les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet poursuivi; 35
- h) les renseignements — même non réglementaires — utiles à la détermination de l'objet pour lequel un employé a communi-

(h) particulars to identify the subject-matters in respect of which any such employee

(i) has communicated with public office holders during the period for which the return is filed under subsection (2), and 5

(ii) is expected to communicate with public office holders during the next following six month period,

in an attempt to influence any matter described in paragraphs (1)(a) to (e), and 10 such other information respecting those subject-matters as is prescribed;

(i) particulars to identify any relevant legislative proposal, Bill, resolution, regulation, policy, program, grant, contribution 15 or financial benefit;

(j) the name of any department or other governmental institution in which any public office holder with whom any such employee 20

(i) has communicated during the period for which the return is required to be filed pursuant to subsection (2), and

(ii) is expected to communicate during the next following six month period, 25

in connection with any matter referred to in paragraph (g) or (h), is employed or serves;

(k) particulars to identify any communication technique, including grass-roots communication within the meaning of paragraph 5(2)(j), that any such employee 30

(i) has used during the period for which the return is required to be filed pursuant to subsection (2), and

(ii) is expected to use during the next 35 following six month period,

in an attempt to influence any matter referred to in paragraph (g) or (h); and

(l) such other information relating to the identity of the senior officer, the organization, any employee referred to in paragraph (f) or any department or institution referred to in paragraph (j) as is prescribed. 40

qué avec le titulaire d'une charge publique au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou compte communiquer avec lui au cours des six prochains mois afin d'influencer une des mesures visées aux 5 alinéas (1)a) à e);

i) les renseignements utiles à la détermination de la mesure — proposition législative, projet de loi, résolution, règlement, politique, programme, subvention, contribution ou autre avantage financier — en cause;

j) le nom du ministère ou de l'institution gouvernementale où exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique avec qui il a 15 communiqué au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou avec qui il compte communiquer au cours des six prochains mois concernant une des mesures visées aux alinéas g) ou h); 20

k) les moyens de communication qu'il a utilisés au cours de la période applicable aux termes du paragraphe (2), ou qu'il compte utiliser au cours des six prochains mois pour tenter d'influencer l'une des 25 mesures visées aux alinéas g) ou h), notamment par un appel au grand public, directement ou au moyen d'un média à grande diffusion, pour qu'il communique avec le titulaire d'une charge publique en vue de 30 faire pression sur lui concernant la mesure;

l) tout autre renseignement réglementaire utile à son identification, à celle de son organisation, de l'employé visé à l'alinéa f), du ministère ou de l'institution gouverne- 35 mentale visé à l'alinéa j).

Ceasing duties
or
employment

(4) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall advise the registrar, in the prescribed form and manner, if an employee who has been identified in the return ceases to perform duties described in subsection (1) or ceases to be employed by the organization, and shall do so not later than thirty days after the event.

(4) Il informe le directeur, dans les trente jours, en la forme réglementaire, du fait que l'employé visé dans la déclaration a cessé d'être employé de l'organisation ou a cessé d'occuper les fonctions visées au paragraphe (1).

Cessation
d'activités

Information
requested by
registrar

(5) The senior officer of an organization in respect of which a return is filed shall provide the registrar, in the prescribed form and manner, with such information as the registrar may request to clarify any information that has been provided to the registrar pursuant to this section, and shall do so not later than thirty days after the request is made.

(5) Il apporte à sa déclaration les précisions demandées par le directeur et les lui transmet, en la forme réglementaire, dans les trente jours suivant la demande.

Précisions

Definitions

(6) In this section,

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"employee"
« employé »

"employee" includes an officer who is compensated for the performance of their duties;

« employé » Lui est assimilé le cadre dûment rémunéré pour ses fonctions.

« employé »
"employee"

"senior
officer"
« premier
dirigeant »

"senior officer", in respect of an organization, means the most senior officer of the organization who is compensated for the performance of their duties.

« premier dirigeant » Le cadre rémunéré qui occupe les fonctions les plus élevées au sein de l'organisation.

« premier
dirigeant »
"senior
officer"

Certification

Certification

7.1 Every individual who submits a return or other document to the registrar pursuant to this Act shall certify on the return or other document or, where it is submitted in electronic or other form in accordance with subsection 7.2(1), in such manner as is specified by the registrar, that the information contained in it is true to the best of their knowledge and belief.

Attestation

Attestation

7.1 L'auteur du document — déclaration ou autre — transmis au directeur en application de la présente loi est tenu d'y certifier qu'à sa connaissance les renseignements qu'il fournit sont véridiques. Dans le cas où le document est transmis au titre du paragraphe 7.2(1), l'attestation est faite de la manière précisée par le directeur.

Documents in Electronic or Other Form

Submission of
documents

7.2 (1) Subject to the regulations, any return or other document that is required to be submitted to the registrar under this Act may be submitted in electronic or other form by such means and in such manner as is specified by the registrar.

Documents transmis sous forme électronique ou autre

Forme
électronique

7.2 (1) Sous réserve des règlements, les documents — déclarations ou autres — dont la présente loi exige la remise au directeur peuvent lui être transmis sous forme électronique ou autre, de la manière qu'il précise.

Time of
receipt

(2) For the purposes of this Act, any return or other document that is submitted in accordance with subsection (1) is deemed to be received by the registrar at the time provided for in the regulations.

(2) Pour l'application de la présente loi, les documents ainsi transmis sont réputés avoir été reçus par le directeur au moment déterminé par règlement.

Date de
réception

Storage

7.3 (1) Subject to the regulations, any return or other document that is received by the registrar may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data processing, that is capable of reproducing the stored return or other document in intelligible form within a reasonable time.

7.3 (1) Sous réserve des règlements, les documents — déclarations ou autres — reçus par le directeur peuvent être mis en mémoire par tout procédé, notamment mécanographique ou informatique, susceptible de les restituer en clair dans un délai raisonnable.

Mise en mémoire

Evidence

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of a return or other document that is reproduced as permitted by subsection (1) and certified under the registrar's signature as a true copy is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la copie ainsi restituée et certifiée conforme à l'original par le directeur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la certification ou la qualité officielle du certificateur et, sauf preuve contraire, a la même force probante qu'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Copie certifiée conforme

4. The heading before section 8 of the Act is replaced by the following:

4. L'intertitre précédant l'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

REGISTRY

REGISTRE

5. Sections 9 and 10 of the Act are replaced by the following:

5. Les articles 9 et 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

9. (1) The registrar shall establish and maintain a registry in which shall be kept a record of all returns and other documents submitted to the registrar under this Act.

9. (1) Le directeur tient un registre contenant tous les documents — déclarations ou autres — qui lui sont fournis en application de la présente loi.

(2) The registry shall be organized in such manner and kept in such form as the registrar may determine.

(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités fixées par le directeur.

(3) The registrar may verify the information contained in any return or other document submitted to the registrar under this Act.

(3) Le directeur peut vérifier la régularité des renseignements contenus dans les documents.

(4) The registry shall be open to public inspection at such place and at such reasonable hours as the registrar may determine.

(4) Le public peut consulter le registre au lieu et aux heures que fixe, dans des limites raisonnables, le directeur.

10. (1) The registrar may issue advisory opinions and interpretation bulletins with respect to the enforcement, interpretation or application of this Act other than under sections 10.1 to 10.6.

10. (1) Le directeur peut publier des bulletins d'interprétation et fournir des avis portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application de la présente loi, à l'exception des articles 10.1 à 10.6.

(2) The advisory opinions and interpretation bulletins are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act* and are not binding.

(2) Les bulletins d'interprétation et les avis ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* et ne sont pas contraignants.

1993, ch. 12, art. 11

Registre

Formes et modalités

Vérification

Accès

Bulletins d'interprétation

Nature des bulletins et des avis

1993, c. 12, s. 11

Registry

Form of registry

Audit

Access to registry

Interpretation bulletins

Interpretation bulletins not statutory instruments

LOBBYISTS' CODE OF CONDUCT

CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES

Ethics Counsellor	10.1 The Governor in Council may designate any person as the Ethics Counsellor for the purposes of this Act.	10.1 Le gouverneur en conseil peut désigner un conseiller en éthique pour l'application de la présente loi.	Désignation du conseiller
Lobbyists' Code of Conduct	10.2 (1) The Ethics Counsellor shall develop a Lobbyists' Code of Conduct respecting the activities described in subsections 5(1), 6(1) and 7(1).	10.2 (1) Le conseiller élabore un code de déontologie des lobbyistes portant sur toutes les activités visées aux paragraphes 5(1), 6(1) et 7(1).	Code de déontologie
Consultation	(2) In developing the Code, the Ethics Counsellor shall consult persons and organizations that he or she considers are interested in the Code.	(2) Il consulte pour ce faire les personnes et les organisations qu'il estime intéressées par l'objet du code.	Consultation
Referral	(3) The Code shall be referred to a committee of the House of Commons before being published under subsection (4).	(3) Avant d'être publié conformément au paragraphe (4), le code est soumis à l'examen du comité désigné par la Chambre des communes.	Renvoi en comité
Code not a statutory instrument	(4) The Code is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> , but the Code shall be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(4) Le code n'est pas un texte réglementaire pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> . Il doit cependant être publié dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Le code n'est pas un texte réglementaire
Compliance with Code	10.3 (1) The following individuals shall comply with the Code: (a) an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1); and (b) an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return filed under subsection 7(1).	10.3 (1) Sont tenues de se conformer au code la personne requise par les paragraphes 5(1) ou 6(1) de fournir une déclaration ainsi que l'employé visé à l'alinéa 7(3)f).	Conformité
Non-application of section 126 of the <i>Criminal Code</i>	(2) Section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a contravention of subsection (1).	(2) L'article 126 du <i>Code criminel</i> ne s'applique pas à l'infraction visée au paragraphe (1).	Non-application de l'article 126 du <i>Code criminel</i>
Investigation of breaches	10.4 (1) Where the Ethics Counsellor believes on reasonable grounds that a person has breached the Code, the Ethics Counsellor shall investigate to determine whether a breach has occurred.	10.4 (1) Le conseiller fait enquête lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction au code.	Enquête
Powers of investigation	(2) For the purpose of conducting the investigation, the Ethics Counsellor may (a) in the same manner and to the same extent as a superior court of record, (i) summon and enforce the attendance of persons before the Ethics Counsellor and compel them to give oral or written evidence on oath, and (ii) compel persons to produce any documents or other things that the Ethics	(2) Il peut, dans le cadre de son enquête, de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, assigner devant lui des témoins et leur enjoindre de déposer oralement ou par écrit, sous la foi du serment, ou de produire les documents et autres pièces qu'il croit nécessaires à son enquête, y compris les documents établissant que le lobbyiste-conseil, le lobbyiste salarié ou le lobbyiste travaillant pour le compte d'une organisation a reçu un paiement ou	Pouvoirs d'enquête

Counsellor considers necessary for the investigation, including any record of a payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1) or by an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e), as the case may be; and

(b) administer oaths and receive and accept information, whether or not it would be admissible as evidence in a court of law. 15

Investigation
in private

(3) The investigation shall be conducted in private.

Evidence in
other
proceedings

(4) Evidence given by a person in the investigation and evidence of the existence of the investigation are inadmissible against the person in a court or in any other proceeding, other than in a prosecution of a person for an offence under section 131 of the *Criminal Code* (perjury) in respect of a statement made to the Ethics Counsellor. 25

Opportunity
to present
views

(5) Before finding that a person has breached the Code, the Ethics Counsellor shall give the person a reasonable opportunity to present their views to the Ethics Counsellor.

Confidenti-
ality

(6) The Ethics Counsellor, and every person 30 acting on behalf of or under the direction of the Ethics Counsellor, shall not disclose any information that comes to their knowledge in the performance of their duties and functions under this section, unless

(a) the disclosure is, in the opinion of the Ethics Counsellor, necessary for the purpose of conducting an investigation under this section or establishing the grounds for any findings or conclusions contained in a 40 report under section 10.5; or

(b) the information is disclosed in a report under section 10.5 or in the course of a prosecution for an offence under section 131 of the *Criminal Code* (perjury) in 45 respect of a statement made to the Ethics Counsellor.

engagé une dépense se rapportant à une activité visée aux paragraphes 5(1), 6(1) ou 7(1). Il peut en outre faire prêter serment et recueillir tout renseignement, qu'il soit ou non admissible en preuve devant un tribunal. 5

(3) L'enquête menée par le conseiller est secrète.

(4) Les dépositions faites au cours d'une enquête ou le fait de l'existence de l'enquête ne sont pas admissibles contre le déposant 10 devant les tribunaux ni dans aucune autre procédure, sauf le cas où il est poursuivi pour infraction à l'article 131 du *Code criminel* (parjure) relativement à ces dépositions.

(5) Le conseiller doit, avant de statuer 15 qu'elle a commis une infraction au code, donner à la personne la possibilité de présenter son point de vue.

(6) Le conseiller et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au 20 secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que leur confère la présente loi. Ces renseignements peuvent toutefois être divulgués : 25

a) si, de l'avis du conseiller, leur divulgation est nécessaire pour mener une enquête en vertu du présent article ou pour motiver les conclusions contenues dans son rapport;

b) dans le rapport du conseiller ou dans le 30 cadre de procédures intentées pour infraction à l'article 131 du *Code criminel* (parjure) relativement à une déposition faite au cours d'une enquête.

Secret de
l'enquête

Inadmissi-
bilité de la
preuve dans
d'autres
procédures

Droit d'être
entendu

Caractère
confidentiel

Report

10.5 (1) After conducting an investigation, the Ethics Counsellor shall prepare a report of the investigation, including the findings, conclusions and reasons for the Ethics Counsellor's conclusions, and submit it to the Registrar General of Canada who shall cause a copy of it to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen sitting days on which that House is sitting after it is received.

10.5 (1) Le conseiller présente au registraire général du Canada un rapport d'enquête dans lequel il motive ses conclusions; ce dernier fait déposer le rapport devant les deux 5 chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de chacune de celles-ci suivant sa réception.

Rapport

Contents of report

(2) The report may contain details of any 10 payment received, disbursement made or expense incurred by an individual who is required to file a return under subsection 5(1) or 6(1) or by an individual who, in accordance with paragraph 7(3)(f), is named in a return 15 filed under subsection 7(1), in respect of any matter referred to in any of subparagraphs 5(1)(a)(i) to (vi) or paragraphs 6(1)(a) to (e) or 7(1)(a) to (e), as the case may be, if the Ethics Counsellor considers publication of the details 20 to be in the public interest.

(2) Le rapport peut faire état, lorsque le conseiller estime que l'intérêt public le justifie, des renseignements concernant tout paiement reçu ou dépense engagée par le lobbyiste-conseil, le lobbyiste salarié ou le lobbyiste travaillant pour le compte d'une organisation et se rapportant à une activité visée aux paragraphes 5(1), 6(1) ou 7(1). 15

Contenu du rapport

Annual report

10.6 The Ethics Counsellor shall, within three months after the end of each fiscal year, prepare a report with regard to the exercise of the powers, duties and functions conferred on 25 the Ethics Counsellor under this Act during the fiscal year and submit the report to the Registrar General of Canada who shall cause a copy of it to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen sitting 30 days on which that House is sitting after it is received.

10.6 Le conseiller présente au registraire général du Canada, dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, un rapport sur l'exécution, au cours de cet exercice, des pouvoirs et des fonctions que lui confère la 20 présente loi. Le registraire général du Canada le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapport annuel

6. Subsection 11(1) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 11(1) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

Annual report

11. (1) The registrar shall, within three 35 months after the end of each fiscal year, prepare a report with regard to the administration of this Act, other than sections 10.1 to 10.6, during that fiscal year and submit the report to the Registrar General of Canada. 40

11. (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le directeur présente au registraire général du Canada un rapport sur l'application de la présente loi, au cours de cet 30 exercice, sauf les articles 10.1 à 10.6.

Rapport annuel

1993, c. 12, ss. 12 and 13

7. Sections 12 to 14 of the Act are replaced by the following:

7. Les articles 12 à 14 de la même loi sont 35 remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 12, art. 12 et 13

Regulations

12. The Governor in Council may make regulations

12. Le gouverneur en conseil peut, par 35 règlement :

Règlements

(a) requiring a fee to be paid on the filing of 45 a return or a return of a class of returns under section 5, 6 or 7, or for any service performed or the use of any facility pro-

a) prévoir le versement de droits pour la remise, sous le régime des articles 5, 6 ou 7, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée

vided by the registrar, and prescribing the fee or the manner of determining it;

(b) respecting the submission of returns or other documents to the registrar under this Act, including those that may be submitted in an electronic or other form under section 7.2, the persons or classes of persons by whom they may be submitted in that form and the time at which they are deemed to be received by the registrar;

(c) respecting the entering or recording of any return or other document under section 7.3;

(d) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and

(e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le directeur et déterminer le montant des droits ou leur mode de détermination;

b) prendre toute mesure concernant la transmission des documents — déclarations ou autres — au directeur en application de la présente loi, notamment ceux transmis sous forme électronique ou autre aux termes de l'article 7.2, ainsi que les personnes ou les catégories de personnes autorisées à les transmettre sous cette forme et la date à laquelle ils sont réputés avoir été reçus;

c) prendre toute mesure concernant la mise en mémoire des documents en la forme prévue à l'article 7.3;

d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

e) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

RECOVERY OF FEES

Recovery of fees

13. Any fee required by the regulations to be paid constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction.

RECouvreMENT DES DROITS

13. Les droits réglementaires constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

Recouvrement des droits

OFFENCES AND PUNISHMENT

Contravention of Act or regulations

14. (1) Every individual who contravenes any provision of this Act, other than subsection 10.3(1), or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

(2) Every individual who knowingly makes any false or misleading statement in any return or other document submitted to the registrar under this Act, whether in electronic or other form, is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

False or misleading statements

INFRACTIONS ET PEINES

14. (1) Exception faite du paragraphe 10.3(1), quiconque contrevient à la présente loi ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars.

(2) Quiconque donne sciemment, dans tout document — déclaration ou autre — transmis au directeur, sous forme électronique ou autre, en application de la présente loi, des renseignements faux ou trompeurs commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

Peine

Fausse déclaration

Limitation of
proceedings

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this section may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

5

b) par mise en accusation, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

(3) Les poursuites par voie de procédure sommaire engagées aux termes du présent article se prescrivent par deux ans à compter de la date de la prétendue perpétration.

5 Prescription

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

8. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*" :

Ethics Counsellor

Conseiller en éthique

10

8. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Conseiller en éthique

Ethics Counsellor

15

1993, c. 12

*Budget Implementation (fiscal measures) Act, 1992**Loi budgétaire de 1992 (mesures fiscales)*

1993, ch. 12

9. The heading before section 11 and sections 11 to 13 of the *Budget Implementation (fiscal measures) Act, 1992* are repealed.

15

9. L'intertitre précédant l'article 11 et les articles 11 à 13 de la *Loi budgétaire de 1992 (mesures fiscales)* sont abrogés.

10. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

10. Le paragraphe 17(2) de la même loi est abrogé.

20

R.S., P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

11. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*" :

Ethics Counsellor

Conseiller en éthique

20

11. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

25

Conseiller en éthique

Ethics Counsellor

REVIEW BY PARLIAMENT

EXAMEN PAR LE PARLEMENT

Review

12. (1) The *Lobbyists Registration Act* shall, on the expiration of four years after the coming into force of this section, stand referred to such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established to review the administration and operation of that Act.

25

12. (1) Au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent article, la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* est soumise à l'examen d'un comité soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, constitué ou désigné pour étudier son application.

Examen

Report

(2) The committee shall, within one year after beginning the review or within such further time as the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, may authorize, submit a report on the review to that House or both Houses, including a statement of any changes to the *Lobbyists Registration Act* that the committee would recommend.

(2) Le comité présente son rapport — lequel fait notamment état des modifications à la loi qu'il juge souhaitables — soit à la Chambre des communes, soit au Sénat, soit aux deux chambres du Parlement, dans l'année suivant le début de ses travaux ou dans le délai supérieur autorisé par le destinataire.

Rapport

TRANSITIONAL

Definitions

"new law"
« nouvelle loi »

"old law"
« ancienne loi »

Transitional

13. (1) In this section, "new law" means section 5 of the *Lobbyists Registration Act* as enacted by section 3 of this Act;

"old law" means section 5 of the *Lobbyists Registration Act* as it read immediately before the date on which the new law comes into force.

(2) Every individual who was required by the old law to submit a return to the registrar in respect of an undertaking shall, if the undertaking has not been completed or terminated before the date on which the new law comes into force, file with the registrar, not later than two months after the new law comes into force and in accordance with the new law, a return in respect of the undertaking.

COMING INTO FORCE

Coming into force

14. This Act or any of its provisions comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

DISPOSITION TRANSITOIRE

13. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« ancienne loi » S'entend de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, en son état avant la modification apportée par la présente loi.

« nouvelle loi » S'entend de l'article 5 édicté par l'article 3 de la présente loi.

(2) Le lobbyiste tenu, en vertu de l'ancienne loi, de transmettre au directeur des renseignements relatifs à un engagement doit, si cet engagement se poursuit sous le régime de la nouvelle loi, transmettre, dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de celle-ci, une déclaration contenant les renseignements afférents à l'engagement qu'elle exige.

Définitions

« ancienne loi »
"old law"

« nouvelle loi »
"new law"

Disposition transitoire

ENTRÉE EN VIGUEUR

14. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré—Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non—livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré—Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-44

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-44

An Act to amend the Immigration Act and the Citizenship Act and to make a consequential amendment to the Customs Act

First reading, June 17, 1994

THE MINISTER OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

C-44

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-44

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes en conséquence

Première lecture le 17 juin 1994

LE MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act to amend the Immigration Act and the
Citizenship Act and to make a conse-
quential amendment to the Customs Act

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la
Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi
sur les douanes en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

IMMIGRATION ACT

LOI SUR L'IMMIGRATION

R.S., c. I-2;
R.S., c. 31 (1st
Suppl.), cc. 10,
46 (2nd Suppl.),
c. 30 (3rd
Suppl.), cc. 1,
28, 29, 30 (4th
Suppl.); 1990,
cc. 8, 16, 17,
38, 44; 1992,
cc. 1, 47, 49,
51; 1993, c. 28

L.R., ch. I-2;
L.R., ch. 31 (1^{re}
suppl.), ch. 10,
46 (2^e suppl.),
ch. 30 (3^e
suppl.), ch. 1,
28, 29, 30 (4^e
suppl.); 1990,
ch. 8, 16, 17,
38, 44; 1992,
ch. 1, 47, 49,
51; 1993, ch. 28

1992, c. 49, s.
1(3)

1992, ch. 49,
par. 1(3)

1. (1) The definition "exclusion order" in
subsection 2(1) of the *Immigration Act* is re-
placed by the following:

1. (1) La définition de « mesure d'exclu-
sion », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur*
l'immigration, est remplacée par ce qui suit :

"exclusion
order"
« mesure
d'exclusion »

"exclusion order" means an exclusion order
made under subsection 23(4) or (4.01),
32(5), 73(2) or 74(1) or (3);

« mesure d'exclusion » Mesure prise aux
termes des paragraphes 23(4) ou (4.01),
32(5), 73(2) ou 74(1) ou (3).

« mesure
d'exclusion »
"exclusion
order"

1992, c. 49, s.
1(5)

1992, ch. 49,
par. 1(5)

(2) Paragraph (c) of the definition 10
"mesure d'expulsion" in subsection 2(1) of
the French version of the Act is replaced by
the following:

(2) L'alinéa c) de la définition de « mesure 10
d'expulsion », au paragraphe 2(1) de la ver-
sion française de la même loi, est remplacé
par ce qui suit :

c) de la mesure d'interdiction de séjour
devenue une mesure d'expulsion con- 15
formément au paragraphe 32.02(1).

c) de la mesure d'interdiction de séjour
devenue une mesure d'expulsion con- 15
formément au paragraphe 32.02(1);

(3) The definition "deportation order" in
subsection 2(1) of the Act is amended by
striking out the word "and" at the end of
paragraph (b) and by adding the following 20
after paragraph (c):

(3) La définition de « mesure d'expul-
sion », au paragraphe 2(1) de la même loi,
est modifiée par adjonction, après l'alinéa
c), de ce qui suit :

20

SUMMARY

The major elements of the enactment are the following:

Customs officers may examine, and immigration officers may examine and seize, documents relating to status or identity that could be used to circumvent the *Immigration Act*.

Access by serious criminals to immigration procedures that delay their removal from Canada is limited.

A refugee claim becomes inadmissible where the claimant is, or a senior immigration officer becomes aware that the claimant has been, convicted of a major crime in Canada.

The Immigration Appeal Division's jurisdiction to stay the removal of or allow appeals by serious criminals on humanitarian and compassionate grounds is limited.

Authority to determine requests, by persons who have been convicted of serious offences, for admission on the basis of rehabilitation is transferred from the Governor in Council to the Minister.

Non-permanent residents subject to security certificates issued by the Minister and the Solicitor General may not make an appeal to the Immigration Appeal Division.

Senior immigration officers may redetermine eligibility to claim refugee status in the case of fraud or multiple claims. They may also make exclusion or departure orders where one, but not all, allegations are within the senior immigration officer's jurisdiction.

The processing of citizenship applications of permanent residents who are subject to *Immigration Act* proceedings is suspended pending the outcome of the proceedings.

EXPLANATORY NOTES

Immigration Act

Clause 1: (1) The definition "exclusion order" in subsection 2(1) reads as follows:

"exclusion order" means an exclusion order made under subsection 23(4), 32(5), 73(2) or 74(1) or (3);

(2) and (3) Paragraphs (d) and (e) are new. The relevant portion of the definition "deportation order" in subsection 1(1) reads as follows:

SOMMAIRE

Les principales modifications du texte sont les suivantes.

Les agents des douanes peuvent examiner des documents concernant le statut ou l'identité d'une personne et les agents d'immigration, les examiner et les saisir, s'ils ont pour effet de contrevenir à la *Loi sur l'immigration*.

Le recours par les grands criminels à des procédures qui pourraient retarder leur renvoi hors du Canada est limité.

Devient irrecevable la revendication du statut de réfugié de la personne qui a été reconnue coupable de crimes graves, ou dont on apprend, après qu'elle a présenté sa revendication, qu'elle l'a été.

La section d'appel de l'immigration se voit restreindre la possibilité de suspendre le renvoi, ou d'accueillir l'appel, des grands criminels pour des motifs d'ordre humanitaire.

Le pouvoir d'examiner les demandes de reconnaissance de leur réadaptation par les personnes reconnues coupables de crimes graves est désormais exercé par le ministre et non plus par le gouverneur en conseil.

Les personnes autres que des résidents permanents ne peuvent plus en appeler à la section d'appel de l'immigration si elles font l'objet d'une attestation de sécurité du ministre de l'immigration et du solliciteur général.

L'agent principal peut, en cas de revendications de statut multiples, ou fondées sur la fraude, reprendre sa décision. Il peut en outre prendre contre une personne des mesures d'exclusion ou d'interdiction de séjour même si les allégations du rapport la visant ne relèvent pas toutes de sa compétence.

Le traitement de la demande de citoyenneté des résidents permanents qui font l'objet de procédures au titre de la *Loi sur l'immigration* est interrompu.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'immigration

Article 1, (1). — Texte de la définition de « mesure d'exclusion ».

« mesure d'exclusion » Mesure prise aux termes des paragraphes 23(4), 32(5), 73(2) ou 74(1) ou (3).

(2) et (3). — Nouveau. Texte du passage introductif de la définition de « mesure d'expulsion » au paragraphe 2(1) :

« mesure d'expulsion » Mesure prise aux termes des paragraphes 32(2), (5) ou (6), 37(5) ou (6), 73(2) ou 74(1) ou (3). S'entend également :

(d) a departure notice that is deemed to be a deportation order pursuant to section 113 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and

(e) a conditional departure notice or a conditional exclusion order that becomes a deportation order pursuant to section 26 of *An Act to amend the Immigration Act and the Citizenship Act and to make a consequential amendment to the Customs Act*, assented to during the first session of the thirty-fifth Parliament;

d) de l'avis d'interdiction de séjour devenu une mesure d'expulsion par application de l'article 113 de la *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence*, chapitre 49 des Lois du Canada (1992);

e) de l'avis d'interdiction de séjour conditionnel et de la mesure d'exclusion conditionnelle devenus une mesure d'expulsion par application de l'article 26 de la *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes en conséquence*, sanctionnée au cours de la première session de la trente-cinquième législature.

1992, c. 49, s. 11(1)

2. (1) The portion of paragraph 19(1)(c.1) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

except persons who have satisfied the Minister that they have rehabilitated themselves and that at least five years have elapsed since the expiration of any sentence imposed for the offence or since the commission of the act or omission, as the case may be;

2. (1) Les sous-alinéas 19(1)c.1(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) soit été déclarées coupables d'une infraction qui, si elle était commise au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si elles peuvent justifier auprès du ministre de leur réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis l'expiration de toute peine leur ayant été infligée pour l'infraction,

(ii) soit commis un fait — acte ou omission — qui constitue une infraction dans le pays où il a été commis et qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si elles peuvent justifier auprès du ministre de leur réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis la commission du fait;

(2) Paragraph 19(2)(b) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i), by adding the word "or" at the end of subparagraph (ii) and by adding the following after subparagraph (ii):

(2) L'alinéa 19(2)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

1992, ch. 49, par. 11(1)

“deportation order” means a deportation order made under subsection 32(2), (5) or (6), 37(5) or (6), 73(2) or 74(1) or (3) and includes

...
(c) a departure order that is deemed pursuant to subsection 32.02(1) to be a deportation order;

...

c) de la mesure d'interdiction de séjour devenue une mesure d'expulsion conformément au paragraphe 32.01(1).

Clause 2: (1) This amendment replaces “Governor in Council” with “Minister”.

Article 2, (1). — Substitution de « ministre » à « gouverneur en conseil ».

(2) New. The relevant portion of subsection 19(2) reads as follows:

(2) No immigrant and, except as provided in subsection (3), no visitor shall be granted admission if the immigrant or visitor is a member of any of the following classes:

...

(2). — Nouveau. Texte des passages introductifs du paragraphe 19(2) :

(2) Appartiennent à une catégorie non admissible les immigrants et, sous réserve du paragraphe (3), les visiteurs qui :

...

b) sont des personnes :

(iii) have been convicted in Canada under any Act of Parliament of a summary conviction offence, other than an offence designated as a contravention under the *Contraventions Act*, and there are reasonable grounds to believe have been convicted outside Canada of an offence that, if committed in Canada, would constitute a summary conviction offence under any Act of Parliament

(iii) soit qui ont été déclarées coupables au Canada d'une infraction qui est punissable, aux termes d'une loi fédérale, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire — autre qu'une infraction qualifiée de contravention en vertu de la *Loi sur les contraventions* — et dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles ont été déclarées coupables à l'étranger d'une infraction qui, si elle était commise au Canada, constituerait une infraction punissable par procédure sommaire aux termes d'une loi fédérale,

1992, c. 49, s. 13(3)

3. (1) The portion of subsection 23(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Where a senior immigration officer adjourns the examination of a person who is the subject of a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) or does not let a person come into Canada pursuant to section 22 and does not grant admission to or otherwise authorize the person to come into Canada pursuant to subsection (1) or (2), the officer may, subject to subsections (4), (4.01), (4.2) and (6),

3. (1) Le passage du paragraphe 23(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il ajourne l'interrogatoire d'une personne faisant l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1) ou s'il n'accorde à une personne ni la permission d'entrer au Canada en vertu de l'article 22 ni l'admission ou l'autorisation d'entrer au Canada en vertu des paragraphes (1) ou (2), l'agent principal peut, sous réserve des paragraphes (4), (4.01), (4.2) et (6) :

Refus de permission d'entrer ou d'admission

Where person not allowed into Canada or granted admission

(2) Subsections 23(4) and (4.1) of the Act are replaced by the following:

(4) Subject to section 28, a senior immigration officer shall allow a person to leave Canada forthwith or make an exclusion order against the person where the senior immigration officer receives a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) in respect of the person and the senior immigration officer is satisfied that

(2) Les paragraphes 23(4) et (4.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Sous réserve de l'article 28, l'agent principal prend une mesure d'exclusion à l'encontre de la personne qui fait l'objet du rapport ou l'autorise à quitter le Canada sans délai s'il est convaincu :

1992, ch. 49, par. 13(4)

Mesure d'exclusion

1992, c. 49, s. 13(4)

Exclusion order

(a) the person is a member of

- (i) the class of persons referred to in paragraph 19(1)(i), or
- (ii) the class of persons referred to in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and was not granted landing or was granted landing but later became subject to a removal order; and

a) qu'elle appartient aux catégories non admissibles suivantes ou à l'une d'elles :

- (i) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(1)i),
- (ii) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si le droit d'établissement lui a été octroyé et qu'elle n'a pas, par la suite, fait l'objet d'une mesure de renvoi;

(b) persons who

...

Clause 3: (1) The relevant portion of subsection 23(3) reads as follows:

(3) Where a senior immigration officer adjourns the examination of a person who is the subject of a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) or does not let a person come into Canada pursuant to section 22 and does not grant admission to or otherwise authorize the person to come into Canada pursuant to subsection (1) or (2), the officer may, subject to subsections (4), (4.2) and (6),

(2) Subsection 23(4.01) is new. Subsections 23(4) and (4.1) read as follows:

(4) Subject to section 28, where a senior immigration officer receives a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) in respect of a person and the senior immigration officer is satisfied that

(a) there is no ground on which an adjudicator would be required to make a deportation order under paragraph 32(5)(a), and

(b) the person is

(i) a member of a class of persons referred to in paragraph 19(1)(i), or

(ii) a member of a class of persons referred to in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and is not a person to whom a document was provided pursuant to section 10.3,

the senior immigration officer shall allow the person to leave Canada forthwith or make an exclusion order against the person.

(4.1) Every person referred to in subsection (4) shall truthfully provide such information as may be required by the senior immigration officer for the purpose of establishing whether the person is to be allowed to come into Canada or may be granted admission.

Article 3, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 23(3) :

(3) S'il ajourne l'interrogatoire d'une personne faisant l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1) ou s'il n'accorde à une personne ni la permission d'entrer au Canada en vertu de l'article 22 ni l'admission ou l'autorisation d'entrer au Canada en vertu du paragraphe (1) ou (2), l'agent principal peut, sous réserve des paragraphes (4), (4.2) et (6) :

(2). — Le paragraphe (4.01) est nouveau. Texte des paragraphes 23(4) et (4.1) :

(4) Sous réserve de l'article 28, l'agent principal prend une mesure d'exclusion à l'encontre de la personne qui fait l'objet du rapport ou l'autorise à quitter le Canada sans délai s'il est convaincu qu'il ne s'agit pas d'un cas pour lequel l'arbitre serait tenu de prendre la mesure d'expulsion prévue par l'alinéa 32(5)a) et que l'intéressé appartient :

a) soit à une catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(1)i);

b) soit à une catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si l'intéressé est titulaire d'une attestation délivrée en vertu de l'article 10.3.

(4.1) L'intéressé doit fournir à l'agent principal les renseignements que celui-ci peut exiger pour être en mesure de décider s'il est autorisé à entrer au Canada ou s'il peut y être admis.

Other powers
of senior
immigration
officer

(b) the person is not a member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a).

(4.01) Subject to section 28, a senior immigration officer may allow a person to leave Canada forthwith, make an exclusion order against the person on the basis that the person is a member of either or both of the inadmissible classes described in paragraph (a) or, subject to subsections (4.3) and (5), cause an inquiry to be held as soon as is reasonably practicable concerning whether the person is a member of any or all of the inadmissible classes described in paragraph (a) or (b) where the senior immigration officer receives a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) in respect of the person and is satisfied that

(a) the person is a member of

(i) the inadmissible class described in 20 paragraph 19(1)(i), or

(ii) the inadmissible class described in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student 25 or employment authorization and was not granted landing or was granted landing but later became subject to a removal order; and

(b) the person is a member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a).

Duty to provide
information

(4.1) Every person referred to in subsection (4) or (4.01) shall truthfully provide such information as may be required by the senior immigration officer for the purpose of establishing whether the person is to be allowed to come into Canada or may be granted admission.

1992, c. 49, s.
13(4)

(3) The portion of subsection 23(4.2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Inquiry or
permission to
leave Canada

(4.2) Subject to subsections (4.3) and (5), where a senior immigration officer does not make an exclusion order under subsection (4) or (4.01), or a conditional departure order under subsection 28(1), the senior immigration officer shall

b) qu'elle n'appartient à aucune autre catégorie non admissible.

(4.01) Sous réserve de l'article 28, l'agent principal 5 soit prend une mesure d'exclusion fondée sur l'alinéa a) contre la personne visée, soit fait, sous réserve des paragraphes (4.3) et (5), procéder à une enquête, dès que les circonstances le permettent, pour déterminer si elle tombe sous le coup des alinéas a) ou b), soit l'autorise à quitter le Canada 10 sans délai s'il est convaincu qu'elle appartient à la fois :

Autres
pouvoirs de
l'agent principal 5

a) aux catégories non admissibles suivantes ou à l'une d'entre elles :

(i) la catégorie non admissible aux 15 termes de l'alinéa 19(1)i),

(ii) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étu- 20 dier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si le droit d'établissement lui a été octroyé et qu'elle n'a pas, par la suite, fait l'objet d'une mesure de renvoi; 25

b) à une autre catégorie non admissible.

(4.1) La personne visée aux paragraphes (4) ou (4.01) doit fournir à l'agent principal les renseignements que celui-ci peut exiger pour être en mesure de décider si elle est 30 autorisée à entrer au Canada ou si elle peut y être admise.

Obligation de
l'intéressé

(3) Le passage du paragraphe 23(4.2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 35

1992, ch. 49,
par. 13(4)

(4.2) Sous réserve des paragraphes (4.3) et (5), dans le cas où il n'a pas pris la mesure d'exclusion prévue aux paragraphes (4) ou (4.01) ou la mesure d'interdiction de séjour conditionnelle prévue au paragraphe 28(1), 40 l'agent principal est tenu :

Enquête

(3) The relevant portion of subsection 23(4.2) reads as follows:

(4.2) Subject to subsections (4.3) and (5), where a senior immigration officer does not make an exclusion order under subsection (4), or a conditional departure order under subsection 28(1), the senior immigration officer shall

(3). — Texte du passage introductif du paragraphe 23(4.2) :

(4.2) Sous réserve des paragraphes (4.3) et (5), dans le cas où il n'a pas pris la mesure d'exclusion prévue au paragraphe (4) ou la mesure d'interdiction de séjour conditionnelle prévue au paragraphe 28(1), l'agent principal est tenu :

4. Paragraph 24(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a removal order has been made against that person and the order is not quashed or its execution is not stayed pursuant to subsection 73(1).

1992, c. 49, s. 16(2)

5. (1) The portion of paragraph 27(1)(a.1) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

except a person who has satisfied the Min- 10
ister that the person has been rehabilitated
and that at least five years have elapsed
since the expiration of any sentence im-
posed for the offence or since the commis-
sion of the act or omission, as the case may 15
be;

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.01) For greater certainty,

(a) a person described in paragraph (1)(a) 20
includes a person who, if applying for
landing, would not or might not be granted
landing by reason of being a member of an
inadmissible class referred to in that para-
graph; 25

(b) a person described in paragraph (2)(a)
includes a person who, if applying for en-

4. L'alinéa 24(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) toute mesure de renvoi n'ayant pas été
annulée ou n'ayant pas fait l'objet d'un
sursis d'exécution au titre du paragraphe 5
73(1).

5. (1) Les sous-alinéas 27(1)a.1)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) soit été déclarée coupable d'une in- 10
fraction qui, si elle était commise au
Canada, constituerait une infraction qui
pourrait être punissable, aux termes
d'une loi fédérale, par mise en accusa- 15
tion, d'un emprisonnement maximal
égal ou supérieur à dix ans, sauf si la
personne peut justifier auprès du minis-
tre de sa réadaptation et du fait qu'au
moins cinq ans se sont écoulés depuis
l'expiration de toute peine lui ayant été 20
infligée pour l'infraction,

(ii) soit commis, de l'avis, fondé sur la
prépondérance des probabilités, de l'a-
gent d'immigration ou de l'agent de la 25
paix, un fait — acte ou omission —
qui constitue une infraction dans le pays où
il a été commis et qui, s'il était commis
au Canada, constituerait une infraction
qui pourrait être punissable, aux termes
d'une loi fédérale, par mise en accusa- 30
tion, d'un emprisonnement maximal
égal ou supérieur à dix ans, sauf si la
personne peut justifier auprès du minis-
tre de sa réadaptation et du fait qu'au
moins cinq ans se sont écoulés depuis la 35
commission du fait;

(2) L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.01) Il est entendu que :

a) est assimilée à la personne visée à l'ali-
néa (1)a) la personne qui, si elle le deman-
dait, pourrait ne pas se voir octroyer le
droit d'établissement du fait de son appa-
tenance à une catégorie non admissible qui 45
y est mentionnée;

b) est assimilée à la personne visée à l'ali-
néa (2)a) la personne qui, si elle la deman-

1992, ch. 49,
par. 16(2)

For greater
certainty

40 Précision

Clause 4: The relevant portion of subsection 24(1) reads as follows:

24. (1) A person ceases to be a permanent resident when

...

(b) a deportation order has been made against that person and the order is not quashed or the execution thereof is not stayed pursuant to subsection 73(1).

Clause 5: (1) This amendment replaces "Governor in Council" with "Minister".

Article 4. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 24(1) :

24. (1) Emportent déchéance du statut de résident permanent :

...

b) toute mesure d'expulsion n'ayant pas été annulée ou n'ayant pas fait l'objet d'un sursis d'exécution au titre du paragraphe 73(1).

Article 5, (1). — Substitution de « ministre » à « gouverneur en conseil ».

(2) New.

(2). — Nouveau.

try, would not or might not be granted entry by reason of being a member of an inadmissible class, other than an inadmissible class described in paragraph 19(1)(h) or 19(2)(c); and

(c) for the purposes of this Act, a person is deemed to be a member of the inadmissible class by reason of which the person is described in paragraph (1)(a) or (2)(a), as the case may be.

1992, c. 49, s.
16(10)

(3) Paragraph 27(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) direct that a determination be made with respect to any or all of the allegations mentioned in the report where the person is a person described in

(i) paragraph (2)(a) by reason of paragraph 19(2)(d),

(ii) paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c), or

(iii) paragraph (2)(h) or (k); or

1992, c. 49, s.
16(10)

(4) Paragraph 27(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) make a departure order against the person if the senior immigration officer is satisfied that the person is a person described in

(i) paragraph (2)(a) by reason of paragraph 19(2)(d),

(ii) paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c), or

(iii) paragraph (2)(h) or (k).

1992, c. 49, s.
16(10)

(5) Subsection 27(6) of the Act is replaced by the following:

(6) A senior immigration officer shall cause an inquiry to be held concerning a person as soon as is reasonably practicable where the senior immigration officer receives a direction made pursuant to paragraph (3)(b).

1992, c. 49, s.
17

6. (1) Subsection 28(1) of the Act is replaced by the following:

dait, pourrait ne pas se voir accorder l'autorisation de séjour du fait de son appartenance à une catégorie non admissible autre que celles visées aux alinéas 19(1)(h) ou 19(2)(c);

c) pour l'application des autres dispositions de la présente loi, la personne visée aux alinéas (1)a) ou (2)a) est réputée appartenir à la catégorie non admissible qui fait qu'elle tombe sous le coup de ces alinéas.

(3) L'alinéa 27(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas où l'intéressé est visé soit à l'alinéa (2)a), pour le motif prévu à l'alinéa 19(2)d), soit à l'alinéa (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)h) ou k), il peut ordonner à l'agent principal de prendre une décision sur tel fait allégué dans le rapport;

1992, ch. 49,
par. 16(10)

(4) L'alinéa 27(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) prendre contre elle une mesure d'interdiction de séjour s'il est convaincu qu'elle est visée soit à l'alinéa (2)a), pour le motif prévu à l'alinéa 19(2)d), soit à l'alinéa (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)h) ou k).

1992, ch. 49,
par. 16(10)

(5) Le paragraphe 27(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) L'agent principal est tenu de faire procéder à une enquête, dès que les circonstances le permettent, lorsqu'il en reçoit l'ordre conformément à l'alinéa (3)b).

1992, ch. 49,
par. 16(10)

Enquête

6. (1) Le paragraphe 28(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
art. 17

(3) The relevant portion of subsection 27(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection (3.1) and any order or direction of the Minister, the Deputy Minister, on receiving a report pursuant to subsection (1) or (2), shall, if the Deputy Minister considers it appropriate to do so in the circumstances, forward a copy of that report to a senior immigration officer and may

(a) where the person is a person described in paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c) or is a person described in any of paragraphs (2)(f), (h) and (k) and the report does not allege that the person is a person described in any other paragraph of subsection (2), direct that a determination be made with respect to any or all of the allegations mentioned in the report; or

(4) The relevant portion of subsection 27(4) reads as follows:

(4) Subject to section 28, where a senior immigration officer receives a report and a direction made pursuant to paragraph (3)(a) in respect of a person, or where a person has been arrested pursuant to subsection 103(2), the senior immigration officer shall

...

(b) make a departure order against the person if the senior immigration officer is satisfied that

(i) the person is a person described in paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c) or is a person described in any of paragraphs (2)(f), (h) and (k), and

(ii) the person is not a person described in any other paragraph of subsection (2).

(5) Subsection 27(6) reads as follows:

(6) Where a senior immigration officer

(a) believes on reasonable grounds that the person referred to in a direction made pursuant to paragraph (3)(a) is a person described in any paragraph of subsection (2), other than a person described in paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c) or a person described in any of paragraphs (2)(f), (h) and (k), or

(b) receives a direction made pursuant to paragraph (3)(b) that an inquiry be held,

the senior immigration officer shall cause an inquiry to be held concerning the person as soon as is reasonably practicable.

Clause 6: (1) Subsection 28(1) reads as follows:

(3). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 27(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe (3.1) et des arrêtés ou instructions du ministre, le sous-ministre, s'il l'estime justifié dans les circonstances, transmet à un agent principal un exemplaire du rapport visé aux paragraphes (1) ou (2) et :

a) dans le cas où l'intéressé est visé soit à l'alinéa (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)f), h) ou k) et qu'il n'est pas allégué dans le rapport que l'intéressé tombe sous le coup d'autres dispositions du paragraphe (2) que celles qui sont mentionnées au présent alinéa, le sous-ministre peut ordonner à l'agent principal de prendre une décision sur tel fait allégué dans le rapport;

(4). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 27(4) :

(4) Sous réserve de l'article 28, dans le cas où une personne a fait l'objet de l'ordre prévu à l'alinéa (3)a) ou a été arrêtée en vertu du paragraphe 103(2), l'agent principal doit :

...

b) prendre contre elle une mesure d'expulsion s'il est convaincu, à la fois :

(i) qu'elle est visée soit à l'alinéa (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)f), h) ou k),

(ii) qu'elle ne tombe pas sous le coup d'autres dispositions du paragraphe (2).

(5). — Texte du paragraphe 27(6) :

(6) L'agent principal est tenu de faire procéder à une enquête, dès que les circonstances le permettent lorsqu'il :

a) croit, pour des motifs raisonnables, que la personne qui fait l'objet de l'ordre prévu à l'alinéa (3)a) est visée à l'une des dispositions mentionnées au paragraphe (2), sauf s'il s'agit d'une personne visée soit à l'alinéa (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)f), h) ou k);

b) en reçoit l'ordre conformément à l'alinéa (3)b).

Article 6, (1). — Texte du paragraphe 28(1) :

Conditional
departure order

28. (1) Where a senior immigration officer is of the opinion that a person who claims to be a Convention refugee is eligible to have their claim referred to the Refugee Division and is a person in respect of whom the senior immigration officer would, but for this section, have made an exclusion order under subsection 23(4) or (4.01) or a departure order under subsection 27(4), the senior immigration officer shall make a conditional 10 departure order against the person.

(2) Subsection 28(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) the person is determined by a senior 15 immigration officer not to be eligible to make a claim to be a Convention refugee and has been so notified;

1992, c. 49, s.
35

7. Subsection 44(5) of the Act is replaced by the following:

(5) Subject to sections 46.3 and 46.4, where a person makes more than one claim to be a Convention refugee, those claims are, for the purposes of this Act, deemed to be a single claim.

Deemed single
claim

1992, c. 49, s.
35

8. Paragraph 45(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) if the person is the subject of a report under subsection 20(1) or 27(1) or (2) or has been arrested pursuant to subsection 30 103(2), take the appropriate action referred to in any of subsections 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 28.

9. Paragraph 46.01(1)(e) of the Act is 35 amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) and by adding the following after subparagraph (ii):

(iii) a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) and the Minister is of the 40 opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada, or

28. (1) S'il conclut à la recevabilité de la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention de la personne à l'encontre de laquelle il prendrait une mesure d'exclusion 5 au titre des paragraphes 23(4) ou (4.01) ou une mesure d'interdiction de séjour au titre du paragraphe 27(4), l'agent principal prend contre elle une mesure d'interdiction de séjour conditionnelle.

Mesure d'inter-
diction de
séjour
conditionnelle

(2) Le paragraphe 28(2) de la même loi 10 est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) sa revendication a été jugée irreceva- 15 ble par l'agent principal, qui le lui a dûment notifié;

7. Le paragraphe 44(5) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

(5) Sous réserve des articles 46.3 et 46.4, si une personne présente plusieurs revendications du statut de réfugié au sens de la 20 Convention, celles-ci sont réputées n'en former qu'une seule pour l'application de la présente loi.

1992, ch. 49,
art. 35

Revendications
multiples

8. Le paragraphe 45(1) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

45. (1) L'agent principal à qui le cas a été déféré décide, sous réserve du paragraphe 30 (2), de la recevabilité de la revendication; il doit en outre, si l'intéressé fait l'objet d'un rapport en vertu des paragraphes 20(1) ou 30 27(1) ou (2) ou s'il a été arrêté en vertu du paragraphe 103(2), prendre à son encontre la mesure indiquée prévue aux paragraphes 23(4), (4.01) ou 27(4) ou (6) ou à l'article 28.

1992, ch. 49,
art. 35

Décision de
l'agent princi-
pal

9. L'alinéa 46.01(1)(e) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

e) l'arbitre a décidé, selon le cas :

(i) qu'il appartient à l'une des catégo- 40 riques non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i)

1992, ch. 49,
par. 36(1)

28. (1) Where a senior immigration officer is of the opinion that a person who claims to be a Convention refugee is eligible to have the claim referred to the Refugee Division and is a person in respect of whom the senior immigration officer would, but for this section, have made an exclusion order under subsection 23(4) or a departure order under subsection 27(4), the senior immigration officer shall make a conditional departure order against the person.

(2) New. The relevant portion of subsection 28(2) reads as follows:

(2) No conditional departure order made pursuant to subsection (1) against a person who claims to be a Convention refugee is effective unless and until

Clause 7: Subsection 44(5) reads as follows:

(5) Where a person makes more than one claim to be a Convention refugee, those claims shall, for the purposes of this Act, be deemed to be a single claim.

Clause 8: The relevant portion of subsection 45(1) reads as follows:

45. (1) Where a person's claim to be a Convention refugee is referred to a senior immigration officer, the senior immigration officer shall

...

(b) if the person is the subject of a report under subsection 20(1) or 27(1) or (2) or has been arrested pursuant to subsection 103(2), take the appropriate action referred to in any of subsections 23(4) and (4.2) and 27(4) and (6) or section 28.

Clause 9: New. The relevant portion of subsection 46.01(1) reads as follows:

46.01 (1) A person who claims to be a Convention refugee is not eligible to have the claim determined by the Refugee Division if the person

...

(e) has been determined by an adjudicator to be

28. (1) S'il conclut à la recevabilité de la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention de la personne à l'encontre de laquelle il prendrait une mesure d'exclusion au titre du paragraphe 23(4) ou une mesure d'interdiction de séjour au titre du paragraphe 27(4), l'agent principal prend contre elle une mesure d'interdiction de séjour conditionnelle.

(2). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 28(2) :

(2) La mesure d'interdiction de séjour conditionnelle ne devient exécutoire que si se réalise l'une des conditions suivantes :

Article 7. — Texte du paragraphe 44(5) :

(5) Si une personne présente plusieurs revendications du statut de réfugié au sens de la Convention, celles-ci sont réputées n'en former qu'une seule pour l'application de la présente loi.

Article 8. — Texte du paragraphe 45(1) :

45. (1) L'agent principal à qui le cas a été déferé décide, sous réserve du paragraphe (2), de la recevabilité de la revendication; il doit en outre, si l'intéressé fait l'objet d'un rapport en vertu des paragraphes 20(1) ou 27(1) ou (2) ou s'il a été arrêté en vertu du paragraphe 103(2), prendre à son encontre la mesure indiquée prévue aux paragraphes 23(4) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou à l'article 28.

Article 9. — Les sous-alinéas 46.01(1)e)(iii) et (iv) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 46.01(1) :

46.01 (1) La revendication de statut n'est pas recevable par la section du statut si l'intéressé se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

...

e) l'arbitre a décidé qu'il appartient à l'une des catégories visées :

(i) à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada,

(iv) a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada.

et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada,

(ii) qu'il appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f), g), j), k) ou l) et, selon le ministre, il serait contraire à l'intérêt public de faire étudier sa revendication aux termes de la présente loi,

(iii) qu'il relève du cas visé au sous-alinéa 27(1)a.1)(i) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada,

(iv) qu'il relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada.

1992, c. 49, s. 40(3)

10. (1) Paragraph 46.07(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) quash the order made with respect to that person and take the appropriate action under subsection 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 32.

1992, c. 49, s. 40(3)

(2) The portion of subsection 46.07(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) In making the determination referred to in subsection (1.1) or (2) and in taking the appropriate action with respect to a person under subsection 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 32, the senior immigration officer or adjudicator may take into consideration

Additional allegations

10. (1) Le paragraphe 46.07(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il conclut que l'intéressé n'a pas le droit que confère le paragraphe 4(2.1) de demeurer au Canada, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, soit confirme la mesure en question, soit l'annule et prend les mesures qui s'imposent aux termes des paragraphes 23(4), (4.01) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou de l'article 32.

1992, ch. 49, par 40(3)
Absence de droit de demeurer au Canada

(2) Le paragraphe 46.07(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Pour prendre la décision visée aux paragraphes (1.1) ou (2) et les mesures prévues aux paragraphes 23(4), (4.01) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou à l'article 32, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, peut tenir compte soit de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si celui-ci fait l'objet du rapport prévu à l'alinéa 20(1)a) soit, dans le cas où il n'en fait pas l'objet, de tout fait énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) et au sujet duquel une directive prise par le sous-ministre aux termes du paragraphe 27(3) demandait la prise d'une décision.

1992, ch. 49, par 40(3)
Allégation supplémentaire

11. The Act is amended by adding the following after section 46.07:

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46.07, de ce qui suit :

(ii) aux alinéas 19(1)e), f), g), j), k) ou l), et, selon le ministre, il serait contraire à l'intérêt public de faire étudier sa revendication aux termes de la présente loi.

Clause 10: (1) The relevant portion of subsection 46.07(3) reads as follows:

(3) Where a senior immigration officer or an adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the senior immigration officer or adjudicator shall

...

(b) quash the order made against that person and take the appropriate action under subsection 23(4), paragraph 23(4.2)(a), subsection 27(4) or (6) or section 32 with respect to that person.

(2) The relevant portion of subsection 46.07(5) reads as follows:

(5) In making the determination referred to in subsection (1.1) or (2) and in taking the appropriate action under subsection 23(4), paragraph 23(4.2)(a), subsection 27(4) or (6) or section 32 with respect to a person, the senior immigration officer or adjudicator may take into consideration

Article 10, (1). — Texte du paragraphe 46.07(3) :

(3) S'il conclut que l'intéressé n'a pas le droit que confère le paragraphe 4(2.1) de demeurer au Canada, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, soit confirme la mesure en question, soit l'annule et prend les mesures qui s'imposent aux termes du paragraphe 23(4), de l'alinéa 23(4.2)a), des paragraphes 27(4) ou (6) ou de l'article 32.

(2). — Texte du paragraphe 46.07(5) :

(5) Pour prendre la décision visée aux paragraphes (1.1) ou (2) et les mesures prévues au paragraphe 23(4), à l'alinéa 23(4.2)a), aux paragraphes 27(4) ou (6) ou à l'article 32, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, peut tenir compte soit de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si celui-ci fait l'objet du rapport prévu à l'alinéa 20(1)a) soit, dans le cas où il n'en fait pas l'objet, de tout fait énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) et au sujet duquel une directive prise par le sous-ministre aux termes du paragraphe 27(3) demandait la prise d'une décision.

Clause 11: New.

Article 11. — Nouveau.

Notification to
Refugee
Division by
senior
immigration
officer

46.1 (1) A senior immigration officer shall forthwith notify the Refugee Division and, in the circumstances described in subsection 23(4.01) or (4.2) or 27(6), shall cause an inquiry to be held concerning the person as soon as is reasonably practicable where, after a person's claim has been referred to the Refugee Division, the senior immigration officer believes on reasonable grounds that

(a) the person is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c) or subparagraph 19(1)(c.1)(i);

(b) the person is a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i); or

(c) the person is a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed.

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall suspend its consideration of the case and shall

(a) continue its consideration of the case, where it receives notice that a senior immigration officer has made a determination under paragraph 45(1)(a) that the person is eligible to have their claim determined by the Refugee Division; or

(b) terminate its consideration of the case, where it receives notice that a senior immigration officer has made a determination under paragraph 45(1)(a) that the person is not eligible to have their claim determined by the Refugee Division.

46.2 (1) A senior immigration officer shall request that the Refugee Division forthwith resume its consideration of a person's claim where the senior immigration officer believes on reasonable grounds that, because a final decision has been made in the matter, the person to whom section 46.1 applies is no longer a member of an inadmissible class referred to in paragraph 19(1)(c) or subparagraph 19(1)(c.1)(i) or a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) or paragraph 27(1)(d).

(2) Where subsection (1) applies and, immediately before the decision referred to in

Suspension of
consideration
of case

Resumption of
consideration
of case

Effect

46.1 (1) L'agent principal avise sans délai la section du statut et est tenu, dans les circonstances visées aux paragraphes 23(4.01) ou (4.2) ou 27(6), de faire procéder, dès que les circonstances le permettent, à une enquête si, une fois le cas déféré à celle-ci, il a des motifs raisonnables de croire que l'intéressé, selon le cas :

a) appartient à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au 10 sous-alinéa 19(1)c.1)(i);

b) relève du cas visé au sous-alinéa 27(1)a.1)(i);

c) relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d).

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut suspend l'étude du cas jusqu'à ce qu'un agent principal l'avise qu'il a décidé de la recevabilité de la revendication en application de l'article 45; en cas de décision favorable, la section du statut procède sans délai à l'étude du cas, dans le cas contraire, elle y met fin.

46.2 (1) L'agent principal demande à la section du statut de procéder sans délai à l'étude du cas s'il a des motifs raisonnables de croire que l'intéressé n'appartient plus, en raison d'une décision définitive rendue à cet effet, à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) ou ne relève plus des cas visés au sous-alinéa 27(1)a.1)(i) ou à l'alinéa 27(1)d).

(2) Si, lors de la décision défavorable sur la recevabilité de sa revendication en appli-

Avis de l'agent
principal à la
section du
statut

Suspension de
l'étude du cas

Reprise de
l'étude du cas

Effet

paragraph 46.1(2)(b) was made, the person was subject to a removal order on a basis other than that the person is a person referred to in subsection 46.1(1), the person is deemed to be subject to a conditional departure order or a conditional deportation order, as the case may be, from the day on which the person ceases to belong to an inadmissible class referred to, or to be a person described, in that subsection.

(3) Subsections 28(2) and 32.1(6) apply in respect of a conditional order referred to in subsection (2).

46.3 (1) Where a person's claim has been referred to the Refugee Division, a senior immigration officer shall forthwith notify the Refugee Division where

(a) the senior immigration officer is satisfied that the person has made more than one claim to be a Convention Refugee; and

(b) the claim that was referred to the Refugee Division is not the first claim to have been referred to a senior immigration officer with respect to that person.

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall terminate its consideration of the claim and any decision made by the Refugee Division in respect of the claim is null and void.

46.4 (1) Where a person's claim has been referred to the Refugee Division and a senior immigration officer is satisfied that the decision with respect to the eligibility of the person to have their claim referred was based on fraud or a misrepresentation of a material fact and the person would not otherwise be eligible to have their claim referred, the senior immigration officer shall forthwith

(a) make a determination that the person is ineligible to have their claim referred to the Refugee Division; and

(b) notify the Refugee Division of that determination.

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall terminate its consideration of the claim and any

cation du paragraphe 46.1(2), il faisait l'objet d'une mesure de renvoi fondée sur des motifs autres que ceux mentionnés au paragraphe 46.1(1), l'intéressé est alors réputé assujéti, selon le cas, à une mesure d'interdiction de séjour conditionnelle ou à une mesure d'expulsion conditionnelle à compter de la date où il a définitivement cessé d'appartenir à la catégorie non admissible ou de relever d'un des cas visés.

(3) Les paragraphes 28(2) et 32.1(6) s'appliquent à la mesure conditionnelle visée au paragraphe (2).

46.3 (1) Si, après que le cas a été déféré à la section du statut, il est convaincu qu'une personne a présenté plusieurs revendications du statut de réfugié au sens de la Convention, un agent principal en avise sans délai la section du statut, sauf si le cas déféré à celle-ci porte sur la première revendication déferée à un agent principal.

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut met fin à l'étude des revendications autres que la première à avoir été déferée à un agent principal; si elle s'est déjà prononcée sur une autre revendication, sa décision est nulle et de nul effet.

46.4 (1) Si, après que le cas a été déféré à la section du statut, il est convaincu qu'une personne a obtenu que sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention soit jugée recevable par des moyens frauduleux ou de fausses indications et qu'elle ne serait pas recevable par ailleurs, un agent principal la déclare irrecevable et en avise sans délai la section du statut.

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut met fin à l'étude du cas; si elle s'est

Application of
certain
provisions

Multiple
claims

Effect

Fraudulent
claims

Effect

10

Précision

Revendications
multiples

Effet

Revendications
fondées sur la
fraude

Effet

5

10

15

25

25

35

45

5

10

15

25

25

35

45

decision made by the Refugee Division in respect of the claim is null and void.

12. Subsection 53(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) the person is a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada; or

(d) the person is a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada.

déjà prononcée sur la revendication, sa décision est nulle et de nul effet.

12. Le paragraphe 53(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par. 43(1)

53. (1) Par dérogation aux paragraphes 52(2) et (3), la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu aux termes de la présente loi ou des règlements, ou dont la revendication a été jugée irrecevable en application de l'alinéa 46.01(1)a), ne peut être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, sauf si, selon le cas :

5 Renvoi de
réfugiés au
sens de la
Convention

a) elle appartient à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada;

b) elle appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f), g), j), k) ou l) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour la sécurité du Canada;

c) elle relève du cas visé au sous-alinéa 27(1)a.1)(i) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada;

30

d) elle relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada.

13. (1) Section 70 of the Act is amended 20 by adding the following after subsection (3):

(3.1) No appeal may be made to the Appeal Division by a person with respect to whom a certificate has been filed under subsection 40.1(1) where it has been deter-

Limitation

13. (1) L'article 70 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Ne peut faire appel devant la section 40 d'appel la personne à l'égard de laquelle il a été décidé, en application de l'alinéa 40.1(4)d), que l'attestation visée au paragraphe 40.1(1) est raisonnable.

40 Restriction

Clause 12: New. The relevant portion of subsection 53(1) reads as follows:

53. (1) Notwithstanding subsections 52(2) and (3), no person who is determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee, nor any person who has been determined to be not eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division on the basis that the person is a person described in paragraph 46.01(1)(a), shall be removed from Canada to a country where the person's life or freedom would be threatened for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion unless

Article 12. — Les alinéas 53(1)c) et d) sont nouveaux.
 Texte du paragraphe 53(1) :

53. (1) Par dérogation aux paragraphes 52(2) et (3), la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu aux termes de la présente loi ou des règlements, ou dont la revendication a été jugée irrecevable en application de l'alinéa 46.01(1)a), ne peut être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, sauf si elle appartient à l'une des catégories non admissibles visées :

a) à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada;

b) aux alinéas 19(1)e), f), g), j), k) ou l) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour la sécurité du Canada.

Clause 13: (1) New.

Article 13, (1). — Nouveau.

mined, pursuant to paragraph 40.1(4)(d), that the certificate is reasonable.

1992, c. 49, s. 65(3)

(2) Subsection 70(4) of the Act is replaced by the following:

Where limited right of appeal

(4) A person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) against whom a deportation order or conditional deportation order is made may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact where the person

(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued; or

(b) has been determined by an adjudicator to be

(i) a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (c.1), (c.2), (d), (e), (f), (g), (j), (k) or (l),

(ii) a person described in paragraph 27(1)(a.1) or,

(iii) a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed.

R.S., c. 28 (4th Supp.), s. 18

14. Section 71 of the Act is replaced by the following:

Appeal by Minister

71. The Minister may appeal to the Appeal Division from a decision by an adjudicator in the course of an inquiry on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact.

1992, c. 49, s. 68(2)

15. (1) The portion of subsection 77(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Appeals by sponsors

(3) Subject to subsections (3.01), (3.02) and (3.1), a Canadian citizen or permanent resident who has sponsored an application for landing that is refused pursuant to subsection (1) may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds:

(2) Section 77 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) Les alinéas 70(4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 49, par. 65(3)

a) soit ont fait l'objet de l'attestation prévue au paragraphe 40(1);

b) soit, selon la décision de l'arbitre :

(i) appartiennent à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), c.1), c.2), d), e), f), g), j), k) ou l),

(ii) relèvent du cas visé à l'alinéa 10 27(1)a.1),

(iii) relèvent, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d).

14. L'article 71 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 28 (4^e suppl.), art. 18

71. Le ministre peut, en invoquant comme moyen une question de droit, de fait ou mixte, faire appel devant la section d'appel de toute décision rendue par un arbitre dans le cadre d'une enquête.

Appel par le ministre

15. (1) Le passage du paragraphe 77(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49, par. 68(2)

(3) S'il est citoyen canadien ou résident permanent, le répondant peut, sous réserve des paragraphes (3.01), (3.02) et (3.1), en appeler devant la section d'appel en invoquant les moyens suivants :

Appel interjeté par un répondant

(2) L'article 77 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(2) Subsection 70(4) reads as follows:

(4) Where a deportation order or conditional deportation order is made against a person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) who

(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued or a certificate referred to in subsection 40.1(1) has been issued and has not been quashed under paragraph 40.1(4)(d), other than a person described in subparagraph 19(1)(c.1)(ii) or 19(2)(a.1)(ii), or

(b) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c.2), (d), (e), (f), (g), (j), (k) or (l),

that person may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact.

Clause 14: Section 71 reads as follows:

71. The Minister may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, from a decision by an adjudicator that a person who was the subject of an inquiry is a person who may be granted admission or is not a person against whom a removal order or conditional removal order should be made.

Clause 15: (1) The relevant portion of subsection 77(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection (3.1), a Canadian citizen or permanent resident who has sponsored an application for landing that is refused pursuant to subsection (1) may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds:

(2) New.

(2). — Texte du paragraphe 70(4) :

(4) Les moyens d'appel sont limités aux questions de droit, de fait ou mixtes dans le cas d'appels relatifs à une mesure d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle interjetés par les personnes, visées au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b), qui :

a) soit ont fait l'objet de l'attestation prévue au paragraphe 40(1) ou de l'attestation prévue au paragraphe 40.1(1) et non annulée au titre de l'alinéa 40.1(4)d), sauf si elles sont visées aux sous-alinéas 19(1)c.1(ii) ou 19(2)a.1(ii);

b) soit appartiennent, selon la décision d'un arbitre, à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c.2), d), e), f), g), j), k) ou l).

Article 14. — Texte de l'article 71 :

71. Le ministre peut, en invoquant comme moyen une question de droit, de fait ou mixte, faire appel devant la section d'appel de toute décision par laquelle un arbitre déclare qu'une personne qui a fait l'objet d'une enquête peut obtenir l'admission ou n'est pas susceptible de renvoi ou de renvoi conditionnel.

Article 15, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 77(3) :

(3) S'il est citoyen canadien ou résident permanent, le répondant peut, sous réserve du paragraphe (3.1), en appeler devant la section d'appel en invoquant les moyens suivants :

(2). — Nouveau.

Limitation	(3.01) No appeal lies to the Appeal Division under subsection (3) in respect of a person with respect to whom a certificate has been filed under subsection 40.1(1) where it has been determined, pursuant to paragraph 40.1(4)(d), that the certificate is reasonable.	(3.01) Ne peut faire appel devant la section d'appel le répondant du parent à l'égard duquel il a été décidé, en application de l'alinéa 40.1(4)d), que l'attestation visée au paragraphe 40.1(1) est raisonnable.	Restriction
Limitation of grounds of appeal	(3.02) No appeal lies to the Appeal Division under subsection (3) on the ground referred to in paragraph (3)(b) in respect of a person who is a member of an inadmissible 10 class described in paragraph 19(1)(c) or (c.1).	(3.02) Les moyens d'appel sont limités aux questions de droit, de fait ou mixtes dans le cas de l'appel interjeté par le répondant d'un parent qui appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c) ou c.1).	Idem
1992, c. 49, s. 74(1)	16. Paragraph 85(1)(a) of the Act is replaced by the following: (a) to the country from which that person 15 came to Canada or to such other country as the Minister may approve at the request of the company, in the case of a person who is allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4), (4.01) or (4.2) 20 or who is required to leave Canada by reason of the making of a rejection order;	16. L'alinéa 85(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : a) du pays d'où elle est arrivée, ou du pays approuvé par le ministre à la demande du 15 transporteur, dans le cas d'une personne qui est autorisée à quitter le Canada en vertu des paragraphes 20(1) ou 23(4), (4.01) ou (4.2) ou qui est forcée de le quitter par suite d'une mesure de refoulement; 20	1992, ch. 49, par. 74(1)
1992, c. 49, s. 79	17. Paragraph 90(2)(b) of the Act is replaced by the following: (b) has been allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4), (4.01) or (4.2); or	17. Le paragraphe 90(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : (2) L'agent d'immigration peut enjoindre au responsable d'un véhicule de garder à bord les personnes qui ne cherchent pas à 25 entrer au Canada ou qui ont été autorisées à quitter le Canada conformément aux paragraphes 20(1) ou 23(4), (4.01) ou (4.2) ou qui sont forcées de le quitter par suite d'une mesure de refoulement. 30	1992, ch. 49, art. 79
	18. (1) Subsection 94(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (l), by adding the 30 word "or" at the end of paragraph (m) and by adding the following after paragraph (m): (n) imports or exports, by mail or otherwise, in order to contravene this Act or the 35 regulations, a visa, passport or other travel document, any document or thing that may serve to establish the identity of a person or any document or thing purporting to be any of those document or things. 40	18. (1) Le paragraphe 94(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 30 m), de ce qui suit : n) importe ou exporte, par courrier ou autrement, tout document ou toute 35 pièce — visa, passeport, document de voyage ou autre — permettant d'établir l'identité d'une personne, ou tout document ou pièce prétendu ou censé tel, afin de contrevenir à la présente loi ou à ses 40 règlements.	Garde à bord d'un véhicule

Clause 16: The relevant portion of subsection 85(1) reads as follows:

85. (1) Subject to subsection (2), a transportation company that has brought a person to Canada may be required by the Minister to convey that person, or cause that person to be conveyed,

(a) to the country from which that person came to Canada, or to such other country as the Minister may approve at the request of the company, in the case of a person who is allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4) or (4.2) or who is required to leave Canada by reason of the making of a rejection order;

Clause 17: The relevant portion of subsection 90(2) reads as follows:

(2) An immigration officer may order the master of any vehicle to detain and guard safely on board the vehicle any person who arrived in Canada on that vehicle and who

...

(b) has been allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4) or (4.2); or

Clause 18: (1) New. The relevant portion of subsection 94(1) reads as follows:

94. (1) Every person is guilty of an offence who

Article 16. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 85(1) :

85. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le transporteur qui a amené une personne au Canada peut être tenu responsable par le ministre du transport de celle-ci à destination :

a) du pays d'où elle est arrivée, ou du pays approuvé par le ministre à la demande du transporteur, dans le cas d'une personne qui est autorisée à quitter le Canada en vertu des paragraphes 20(1) ou 23(4) ou (4.2) ou qui est forcée de le quitter par suite d'une mesure de refoulement;

Article 17. — Texte du paragraphe 90(2) :

(2) L'agent d'immigration peut enjoindre au responsable d'un véhicule de garder à bord les personnes qui ne cherchent pas à entrer au Canada ou qui ont été autorisées à quitter le Canada conformément aux paragraphes 20(1) ou 23(4) ou (4.2) ou qui sont forcées de le quitter par suite d'une mesure de refoulement.

Article 18, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 94(1) :

94. (1) Commet une infraction quiconque :

(2) Section 94 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Proof of
offence

(1.1) Proof that a person imported or exported a forged document or a document or thing referred to in paragraph (1)(n) that is blank, incomplete, altered or not genuine is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person intends to contravene this Act or the regulations.

1992, c. 49, s.
94(1)

19. (1) Subsection 103(1) of the Act is replaced by the following:

Warrant for
arrest

103. (1) The Deputy Minister or a senior immigration officer may issue a warrant for the arrest and detention of any person where

(a) an examination or inquiry is to be held, a decision is to be made pursuant to subsection 27(4) or a removal order or conditional removal order has been made with respect to the person; and

(b) in the opinion of the Deputy Minister or that officer, there are reasonable grounds to believe that the person poses a danger to the public or would not appear for the examination, inquiry or proceeding in relation to the decision or for removal from Canada.

1992, c. 49, s.
94(4)

(2) Subsection 103(6) of the Act is replaced by the following:

Review of
decision for
detention

(6) Where any person is detained pursuant to this Act for an examination, inquiry or removal and the examination, inquiry or removal does not take place within forty-eight hours after that person is first placed in detention, or where a decision has not been made pursuant to subsection 27(4) within that period, that person shall be brought before an adjudicator forthwith and the reasons for the continued detention shall be reviewed, and thereafter that person shall be brought before an adjudicator at least once during the seven days immediately following the expiration of the forty-eight hour period and thereafter at least once during each thirty day period following each previous review, at which times the reasons for continued detention shall be reviewed.

(2) L'article 94 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Preuve de
l'infraction

(1.1) La preuve de l'importation ou de l'exportation d'une pièce ou d'un document laissé en blanc, incomplet, modifié, contre-fait ou illégitime vaut, sauf preuve contraire, preuve de l'intention de contrevenir à la présente loi ou à ses règlements.

5

19. (1) Le paragraphe 103(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par. 94(1)

103. (1) Le sous-ministre ou l'agent principal peut lancer un mandat d'arrestation contre toute personne qui doit faire l'objet d'un interrogatoire, d'une enquête ou d'une décision de l'agent principal aux termes du paragraphe 27(4), ou qui est frappée par une mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel, lorsqu'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle constitue une menace pour la sécurité publique ou qu'elle ne comparaitra pas, ou n'obtempérera pas à la mesure de renvoi.

Mandat
d'arrestation

15

20

(2) Le passage du paragraphe 103(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par. 94(4)

25

(6) Si l'interrogatoire, l'enquête ou le renvoi aux fins desquels il est gardé n'ont pas lieu dans les quarante-huit heures, ou si la décision n'est pas prise aux termes du paragraphe 27(4) dans ce délai, l'intéressé est amené, dès l'expiration de ce délai, devant un arbitre pour examen des motifs qui pourraient justifier une prolongation de sa garde; par la suite, il comparait devant un arbitre aux mêmes fins au moins une fois :

Révision des
motifs de la
garde

35

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 19: (1) Subsection 103(1) reads as follows:

103. (1) The Deputy Minister or a senior immigration officer may issue a warrant for the arrest and detention of any person with respect to whom an examination or inquiry is to be held or a removal order or conditional removal order has been made where, in the opinion of the Deputy Minister or that officer, there are reasonable grounds to believe that the person poses a danger to the public or would not appear for the examination or inquiry or for removal from Canada.

(2) Subsection 103(6) reads as follows:

(6) Where any person is detained pursuant to this Act for an examination, inquiry or removal and the examination, inquiry or removal does not take place within forty-eight hours after that person is first placed in detention, that person shall be brought before an adjudicator forthwith and the reasons for the continued detention shall be reviewed, and thereafter that person shall be brought before an adjudicator at least once during the seven days immediately following the expiration of the forty-eight hour period and thereafter at least once during each thirty day period following each previous review, at which times the reasons for continued detention shall be reviewed.

Article 19, (1). — Texte du paragraphe 103(1) :

103. (1) Le sous-ministre ou l'agent principal peut lancer un mandat d'arrestation contre toute personne qui doit faire l'objet d'un interrogatoire ou d'une enquête ou qui est frappée par une mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel, lorsqu'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle constitue une menace pour la sécurité publique ou qu'elle se dérobera à l'interrogatoire ou à l'enquête, ou n'obtempérera pas à la mesure de renvoi.

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 103(6) :

(6) Si l'interrogatoire, l'enquête ou le renvoi aux fins desquels il est gardé n'ont pas lieu dans les quarante-huit heures, l'intéressé est amené, dès l'expiration de ce délai, devant un arbitre pour examen des motifs qui pourraient justifier une prolongation de sa garde; par la suite, il comparait devant un arbitre aux mêmes fins au moins une fois :

20. Section 105 of the French version of the Act is replaced by the following:

105. Si le mandat ou l'ordre prévus aux paragraphes 103(1) ou (3) visent un détenu incarcéré dans un établissement en application de l'ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, le sous-ministre peut ordonner au gardien, directeur ou responsable de l'établissement de continuer, à l'expiration de sa peine ou de la durée de sa détention, compte tenu des éventuelles réductions légales de peine ou des mesures de clémence, à le détenir en vue de son placement sous garde par un agent d'immigration.

21. (1) Subsection 110(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.2):

(a.3) examine at a port of entry or any other place in Canada, for the purposes of this Act or the regulations, any visa, passport or other travel document, any document or thing that may serve to establish the identity of a person or any document or thing purporting to be any of those documents or things that is imported into or about to be imported into or exported from Canada.

(2) Paragraphs 110(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) seize and hold at a port of entry or any other place in Canada any thing or document if the immigration officer believes on reasonable grounds that that action is required to facilitate the carrying out of any provision of this Act or the regulations; and

(c) for the purposes of this Act and the regulations, seize and hold any thing or document if the immigration officer believes on reasonable grounds that it has been fraudulently or improperly obtained or used or that action is necessary to prevent its fraudulent or improper use.

22. Subsection 121(1) of the Act is replaced by the following:

121. (1) Subject to subsection (1.1), the Minister or the Deputy Minister, as the case may be, may authorize such persons em-

20. L'article 105 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

105. Si le mandat ou l'ordre prévus aux paragraphes 103(1) ou (3) visent un détenu incarcéré dans un établissement en application de l'ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, le sous-ministre peut ordonner au gardien, directeur ou responsable de l'établissement de continuer, à l'expiration de sa peine ou de la durée de sa détention, compte tenu des éventuelles réductions légales de peine ou des mesures de clémence, à le détenir en vue de son placement sous garde par un agent d'immigration.

21. (1) Le paragraphe 110(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a.2), de ce qui suit :

a.3) d'examiner, à un point d'entrée ou ailleurs au Canada, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, tout document ou toute pièce — visa, passeport, document de voyage ou autre — permettant d'établir l'identité d'une personne, ou tout document ou pièce prétendu ou censé tel, importé ou en instance d'importation ou d'exportation.

(2) Les alinéas 110(2)(b) et (c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) de saisir et retenir, à un point d'entrée ou ailleurs au Canada, tous objets ou documents, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une telle mesure s'impose pour faciliter l'application de la présente loi et de ses règlements;

c) pour l'application de la présente loi et des ses règlements, de saisir et retenir tous objets ou documents s'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'ils ont été obtenus ou utilisés irrégulièrement ou frauduleusement, ou qu'une telle mesure s'impose pour en empêcher l'utilisation irrégulière ou frauduleuse.

22. Le paragraphe 121(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

121. (1) Le ministre ou le sous-ministre peut, s'il le juge indiqué, déléguer à des agents de l'administration publique fédérale

Cas des
détenus

Cas des
détenus

1992, c. 49, s.
107

Delegation of
authority

1992, ch. 49,
art. 107

Délégation de
pouvoirs

Clause 20: Section 105 reads as follows:

105. Where a warrant has been issued or an order has been made pursuant to subsection 103(1) or (3) with respect to any person who has become an inmate of any institution pursuant to the order of any court or other body, the Deputy Minister may issue an order to the warden, governor or other person in charge thereof directing him, at the expiration of the sentence or term of confinement to which the person is subject or at the expiration of the sentence or term of confinement as reduced by the operation of any statute or other law or by an act of clemency, to detain the person and deliver him to an immigration officer to take into custody.

Clause 21: (1) and (2) Paragraph 110(2)(a.3) is new. The relevant portion of subsection 110(2) reads as follows:

(2) An immigration officer may

...

(b) seize and hold at a port of entry or in Canada any travel or other documents that may be used for the purpose of determining whether a person may be granted admission or may come into Canada where the immigration officer believes on reasonable grounds that that action is required to facilitate the carrying out of any provision of this Act or the regulations; and

(c) seize and hold any travel or other documents if the immigration officer believes on reasonable grounds that they have been fraudulently or improperly obtained or used or that action is necessary to prevent their fraudulent or improper use.

Clause 22: Subsection 121(1.1) is new. Subsection 121(1) reads as follows:

121. (1) The Minister or the Deputy Minister, as the case may be, may authorize such persons employed in the public service of Canada as the Minister or Deputy Minister deems proper to exercise any of the powers

Article 20. — Texte de l'article 105 :

105. Si le mandat ou l'ordre prévus aux paragraphes 103(1) ou (3) visent un détenu incarcéré dans un établissement en application de l'ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, le sous-ministre peut ordonner au gardien, directeur ou responsable de l'établissement de continuer à la détenir jusqu'à l'expiration de sa peine ou de la durée de sa détention, compte tenu des éventuelles réductions légales de peine ou des mesures de clémence, en vue de son placement sous garde par un agent d'immigration.

Article 21, (1) et (2). — L'alinéa 110(2)a.3) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 110(2) :

(2) L'agent d'immigration a le pouvoir :

...

b) de saisir et retenir, à un point d'entrée ou sur le territoire canadien, tous documents de voyage ou autres pouvant servir à déterminer si une personne peut obtenir l'admission ou entrer au Canada, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une telle mesure s'impose pour faciliter l'application de la présente loi ou de ses règlements;

c) de saisir et retenir tous documents de voyage ou autres s'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'ils ont été obtenus ou utilisés irrégulièrement ou frauduleusement, ou qu'une telle mesure s'impose pour en empêcher l'utilisation irrégulière ou frauduleuse.

Article 22. — Le paragraphe 121(1.1) est tiré du paragraphe 121(1). Texte du paragraphe 121(1) :

121. (1) Le ministre ou le sous-ministre peut, s'il le juge indiqué, déléguer à des agents de l'administration publique fédérale les attributions

played in the public service of Canada as the Minister or Deputy Minister deems proper to exercise any of the powers and perform any of the duties and functions that may be or are required to be exercised or performed by the Minister or Deputy Minister, as the case may be, under this Act or the regulations.

les attributions que lui confèrent la présente loi ou ses règlements.

Exception

(1.1) The Minister or the Deputy Minister, as the case may be, may not authorize the exercising of the powers or the performing of the duties and functions referred to in subsection 9(5), paragraphs 19(1)(c.2), (f), (k) and (l), subsections 39(2), 40(1) and 40.1(1), subparagraph 46.01(1)(e)(ii), paragraph 53(1)(b) and subsections 81(2) and 82(1).

(1.1) La délégation ne peut toutefois porter sur les attributions conférées par le paragraphe 9(5), les alinéas 19(1)c.2), f), k) et l), les paragraphes 39(2), 40(1), 40.1(1), le sous-alinéa 46.01(1)e)(ii), l'alinéa 53(1)b) et les paragraphes 81(2) et 82(1).

Restriction

R.S., c. C-29;
R.S., c. 28 (1st
Suppl.), cc. 30,
44 (3rd Suppl.),
c. 28 (4th
Suppl.); 1992,
cc. 1, 21, 47,
49; 1993, c. 28

CITIZENSHIP ACT

LOI SUR LA CITOYENNETÉ

L.R., ch. C-29;
L.R., ch. 28
(1^{re} suppl.), ch.
30, 44 (3^e
suppl.), ch. 28
(4^e suppl.);
1992, ch. 1, 21,
47, 49; 1993,
ch. 28

23. Section 14 of the *Citizenship Act* is amended by adding the following after subsection (1):

23. L'article 14 de la *Loi sur la citoyenneté* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Interruption of proceedings

(1.1) Where an applicant is a permanent resident who is the subject of an inquiry under the *Immigration Act*, the citizenship judge may not make a determination under subsection (1) until there has been a final determination whether, for the purposes of that Act, a removal order shall be made against that applicant.

(1.1) Le juge de la citoyenneté ne peut toutefois statuer sur la demande émanant d'un résident permanent qui fait l'objet d'une enquête dans le cadre de la *Loi sur l'immigration* tant qu'il n'a pas été décidé en dernier ressort si une mesure de renvoi devrait être prononcée contre lui.

Interruption de la procédure

Definitions

(1.2) The expressions "permanent resident" and "removal order" in subsection (1.1) have the meanings assigned to those expressions by subsection 2(1) of the *Immigration Act*.

(1.2) Pour l'application du paragraphe (1.1), les termes « mesure de renvoi » et « résident permanent » s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*.

Définitions

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. 1 (2nd
Suppl.) [c. C-
52.6]

*Customs Act**Loi sur les douanes*

L.R., ch. 1 (2^e
suppl.)
[ch. C-52.6]

24. The definition "goods" in subsection 2(1) of the *Customs Act* is replaced by the following:

24. La définition de « marchandises », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est remplacée par ce qui suit :

25

and perform any of the duties and functions that may be or are required to be exercised or performed by the Minister or Deputy Minister, as the case may be, under this Act or the regulations, other than the powers, duties and functions referred to in subsection 9(5), paragraphs 19(1)(c.2), (f), (k) and (l) and (2)(a.1) and 27(1)(a.3), subsections 39(2), 40(1) and 40.1(1), subparagraph 46.01(1)(e)(ii), paragraph 53(1)(b) and subsections 81(2) and 82(1).

tions que lui confèrent la présente loi ou ses règlements, à l'exception de celles qui sont visées aux dispositions suivantes :

a) les alinéas 19(1)c.2), f), k) et l) et (2)a.1) et 27(1)a.3), le sous-alinéa 46.01(1)e)(ii) et l'alinéa 53(1)b);

b) les paragraphes 9(5), 39(2), 40(1), 40.1(1), 81(2) et 82(1).

Citizenship Act

Clause 23: New.

Loi sur la citoyenneté

Article 23. — Nouveau.

Customs Act

Clause 24: The definition “goods” in subsection 2(1) reads as follows:

“goods”, for greater certainty, includes conveyances and animals;

Loi sur les douanes

Article 24. — Texte de la définition de « marchandises » au paragraphe 2(1) :

« marchandises » Leur sont assimilées, selon le contexte, les moyens de transport et les animaux.

“goods”
« marchandises »

“goods”, for greater certainty, includes conveyances, animals and any document in any form;

« marchandises » Leur sont assimilés, selon le contexte, les moyens de transport et les animaux, ainsi que tout document, quel que soit son support.

« marchandises »
“goods”

CONDITIONAL AMENDMENTS

25. (1) On the later of the day on which section 10.3 of the *Immigration Act*, as enacted by section 5 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and the day on which subparagraph 23(4)(a)(ii) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 3(2) of this Act, comes into force, that subparagraph is replaced by the following:

(ii) the class of persons referred to in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and is not a person to whom a document was provided pursuant to section 10.3; and

(2) On the later of the day on which section 10.3 of the *Immigration Act*, as enacted by section 5 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and the day on which subparagraph 23(4.01)(a)(ii) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 3(2) of this Act, comes into force, that subparagraph is replaced by the following:

(ii) the inadmissible class described in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and is not a person to whom a document was provided pursuant to section 10.3; and

TRANSITIONAL PROVISION

26. A conditional departure notice or a conditional exclusion order issued before February 1, 1993 becomes a deportation order on the latest of

Conditional departure notice or conditional exclusion order becomes deportation order

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

25. (1) Le sous-alinéa 23(4)a)(ii) de la Loi 5 sur l'immigration, édicté par le paragraphe 3(2) de la présente loi, est remplacé par ce qui suit, soit à la date d'entrée en vigueur de ce sous-alinéa, soit à celle de l'article 10.3 de la Loi sur l'immigration, édicté par l'article 10 5 de la Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence, chapitre 49 des Lois du Canada (1992), la dernière en date étant retenue :

(ii) à la catégorie non admissible aux 15 termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si elle est titulaire d'une attestation délivrée en vertu de l'article 10.3;

(2) Le sous-alinéa 23(4.01)a)(ii) de la Loi 25 sur l'immigration, édicté par le paragraphe 3(2) de la présente loi, est remplacé par ce qui suit, soit à la date d'entrée en vigueur de ce sous-alinéa, soit à celle de l'article 10.3 de la Loi sur l'immigration, édicté par l'article 5 de la Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence, chapitre 49 30 des Lois du Canada (1992), la dernière en date étant retenue :

(ii) à la catégorie non admissible aux 35 termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si elle est titulaire d'une attestation délivrée en vertu de l'article 10.3; 40

DISPOSITION TRANSITOIRE

26. L'avis d'interdiction de séjour conditionnel ou la mesure d'exclusion conditionnelle délivré avant le 1^{er} février 1993 devient une mesure d'expulsion au dernier en date des événements suivants :

Avis d'interdiction et mesure d'exclusion devenant mesure d'expulsion 45

(a) the day on which this section comes into force,

(b) the expiration of the period normally allowed for making an application for judicial review, in accordance with the *Immigration Act*, of a decision of the Refugee Division,

(c) the day on which a decision is made under the *Immigration Act*

(i) refusing to grant leave for judicial review of a decision of the Refugee Division, or

(ii) refusing to grant leave to appeal a decision of the Refugee Division in accordance with the *Immigration Act*, as it read immediately before February 1, 1993,

(d) the expiration of the period normally allowed for taking an appeal, in accordance with the *Immigration Act*, from a decision of the Federal Court — Trial Division in relation to a decision of the Refugee Division, and

(e) the expiration of the period normally allowed for taking an appeal from a decision of the Federal Court of Appeal in relation to a decision of the Refugee Division, the day on which application for leave to appeal from a decision of the Federal Court of Appeal is dismissed by the Supreme Court of Canada or, where leave to appeal is granted, the day on which the Supreme Court of Canada reaches a decision in the matter.

COMING INTO FORCE

27. This Act, any provision of this Act or any provision of any Act as enacted by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

a) l'entrée en vigueur du présent article;

b) une fois expiré le délai normal pour faire contrôler judiciairement, conformément à la *Loi sur l'immigration*, la décision de la section du statut;

c) une fois rendu, conformément à la *Loi sur l'immigration*, le jugement rejetant soit la demande d'autorisation relative au contrôle judiciaire de la décision de la section du statut, soit la demande d'autorisation d'appel formée en application de la *Loi sur l'immigration* dans sa version antérieure au 1^{er} février 1993;

d) une fois expiré le délai normal pour en appeler, conformément à la *Loi sur l'immigration*, d'une décision de la Section de première instance de la Cour fédérale relativement à la décision de la section du statut;

e) une fois expiré le délai normal pour en appeler d'une décision de la Cour fédérale d'appel, rejetée la demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada ou rendue la décision de celle-ci dans l'affaire.

ENTRÉE EN VIGUEUR

27. La présente loi ou telle de ses dispositions ou telle des dispositions qu'elle édicte entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Coming into
force

Entrée en
vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste—lettre****K1A 0S9****Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

XL
C-44

C-44

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-44

An Act to amend the Immigration Act and the Citizenship
Act and to make a consequential amendment to the
Customs Act

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 7, 1995**

C-44

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-44

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la
citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes en
conséquence

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 7 FÉVRIER 1995**



BILL C-44

An Act to amend the Immigration Act and the
Citizenship Act and to make a
consequential amendment to the
Customs Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

R.S., c. I-2;
R.S., c. 31 (1st
Suppl.), cc. 10,
46 (2nd
Suppl.), c. 30
(3rd Suppl.),
cc. 1, 28, 29,
30 (4th
Suppl.); 1990,
cc. 8, 16, 17,
38, 44; 1992,
cc. 1, 47, 49,
51; 1993,
c. 28
1992, c. 49,
s. 1(3)

“exclusion
order”
« mesure
d'exclusion »

1992, c. 49,
s. 1(5)

IMMIGRATION ACT

1. (1) The definition “exclusion order” in
subsection 2(1) of the *Immigration Act* is
replaced by the following:

“exclusion order” means an exclusion order
made under subsection 23(4) or (4.01),
32(5), 73(2) or 74(1) or (3);

(2) Paragraph (c) of the definition “me- 10
sure d'expulsion” in subsection 2(1) of the
French version of the Act is replaced by the
following:

c) de la mesure d'interdiction de séjour
devenue une mesure d'expulsion confor- 15
mément au paragraphe 32.02(1).

(3) The definition “deportation order” in
subsection 2(1) of the Act is amended by
striking out the word “and” at the end of
paragraph (b) and by adding the following 20
after paragraph (c):

(d) a departure notice that is deemed to be
a deportation order pursuant to sec-

PROJET DE LOI C-44

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la
Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi
sur les douanes en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

LOI SUR L'IMMIGRATION

1. (1) La définition de « mesure d'exclu- 5
sion », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur
l'immigration*, est remplacée par ce qui
suit :

« mesure d'exclusion » Mesure prise aux ter-
mes des paragraphes 23(4) ou (4.01), 32(5),
73(2) ou 74(1) ou (3). 10

(2) L'alinéa c) de la définition de « mesu-
re d'expulsion », au paragraphe 2(1) de la
version française de la même loi, est rem-
placé par ce qui suit :

c) de la mesure d'interdiction de séjour 15
devenue une mesure d'expulsion confor-
mément au paragraphe 32.02(1);

(3) La définition de « mesure d'expul-
sion », au paragraphe 2(1) de la même loi,
est modifiée par adjonction, après l'alinéa 20
c), de ce qui suit :

d) de l'avis d'interdiction de séjour
devenu une mesure d'expulsion par ap-
plication de l'article 113 de la *Loi*

L.R., ch. I-2;
L.R., ch. 31
(1^{er} suppl.),
ch. 10, 46 (2^e
suppl.), ch.
30 (3^e
suppl.), ch. 1,
28, 29, 30 (4^e
suppl.); 1990,
ch. 8, 16, 17,
38, 44; 1992,
ch. 1, 47, 49,
51; 1993,
ch. 28
1992, ch. 49,
par. 1(3)

« mesure
d'exclusion »
“exclusion
order”

1992, ch. 49,
par. 1(5)

SUMMARY

The major elements of the enactment are the following:

Customs officers may examine, and immigration officers may examine and seize, documents relating to status or identity that could be used to circumvent the *Immigration Act*.

Access by serious criminals to immigration procedures that delay their removal from Canada is limited.

A refugee claim becomes inadmissible where the claimant is, or a senior immigration officer becomes aware that the claimant has been, convicted of a major crime in Canada.

The Immigration Appeal Division's jurisdiction to stay the removal of or allow appeals by serious criminals on humanitarian and compassionate grounds is limited.

Authority to determine requests, by persons who have been convicted of serious offences, for admission on the basis of rehabilitation is transferred from the Governor in Council to the Minister.

Non-permanent residents subject to security certificates issued by the Minister and the Solicitor General may not make an appeal to the Immigration Appeal Division.

Senior immigration officers may redetermine eligibility to claim refugee status in the case of fraud or multiple claims. They may also make exclusion or departure orders where one, but not all, allegations are within the senior immigration officer's jurisdiction.

The processing of citizenship applications of permanent residents who are subject to *Immigration Act* proceedings is suspended pending the outcome of the proceedings.

SOMMAIRE

Les principales modifications du texte sont les suivantes.

Les agents des douanes peuvent examiner des documents concernant le statut ou l'identité d'une personne et les agents d'immigration, les examiner et les saisir, s'ils ont pour effet de contrevenir à la *Loi sur l'immigration*.

Le recours par les grands criminels à des procédures qui pourraient retarder leur renvoi hors du Canada est limité.

Devient irrecevable la revendication du statut de réfugié de la personne qui a été reconnue coupable de crimes graves, ou dont on apprend, après qu'elle a présenté sa revendication, qu'elle l'a été.

La section d'appel de l'immigration se voit restreindre la possibilité de suspendre le renvoi, ou d'accueillir l'appel, des grands criminels pour des motifs d'ordre humanitaire.

Le pouvoir d'examiner les demandes de reconnaissance de leur réadaptation par les personnes reconnues coupables de crimes graves est désormais exercé par le ministre et non plus par le gouverneur en conseil.

Les personnes autres que des résidents permanents ne peuvent plus en appeler à la section d'appel de l'immigration si elles font l'objet d'une attestation de sécurité du ministre de l'immigration et du solliciteur général.

L'agent principal peut, en cas de revendications de statut multiples, ou fondées sur la fraude, reprendre sa décision. Il peut en outre prendre contre une personne des mesures d'exclusion ou d'interdiction de séjour même si les allégations du rapport la visant ne relèvent pas toutes de sa compétence.

Le traitement de la demande de citoyenneté des résidents permanents qui font l'objet de procédures au titre de la *Loi sur l'immigration* est interrompu.

tion 113 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and

(e) a conditional departure notice or a conditional exclusion order that becomes a deportation order pursuant to section 26 of *An Act to amend the Immigration Act and the Citizenship Act and to make a consequential amendment to the Customs Act*, assented to during the first session of the thirty-fifth Parliament;

modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence, chapitre 49 des Lois du Canada (1992);

e) de l'avis d'interdiction de séjour conditionnel et de la mesure d'exclusion conditionnelle devenus une mesure d'expulsion par application de l'article 26 de la *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes en conséquence*,¹⁰ sanctionnée au cours de la première session de la trente-cinquième législature.

1992, c. 49,
s. 11(1)

2. (1) The portion of paragraph 19(1)(c.1) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

except persons who have satisfied the Minister that they have rehabilitated themselves and that at least five years have elapsed since the expiration of any sentence imposed for the offence or since the commission of the act or omission, as the case may be;

2. (1) Les sous-alinéas 19(1)c.1)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui¹⁵
suit :

(i) soit été déclarées coupables d'une infraction qui, si elle était commise au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si elles peuvent justifier auprès du ministre de leur réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis l'expiration de toute peine leur ayant été infligée pour l'infraction,

(ii) soit commis un fait — acte ou omission — qui constitue une infraction dans le pays où il a été commis et qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si elles peuvent justifier auprès du ministre de leur réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis la commission du fait;

1992, ch. 49,
par. 11(1)

(2) Paragraph 19(2)(b) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i), by adding the word "or" at the end of subparagraph (ii) and by adding the following after subparagraph (ii):

(iii) have been convicted in Canada under any Act of Parliament of a summary conviction offence, other than an

(2) L'alinéa 19(2)b) de la même loi est⁴⁰
modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(iii) soit qui ont été déclarées coupables au Canada d'une infraction qui est punissable, aux termes d'une loi fédérale, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire — autre qu'une infraction qualifiée de contravention en vertu de la

offence designated as a contravention under the *Contraventions Act*, and there are reasonable grounds to believe have been convicted outside Canada of an offence that, if committed in Canada, would constitute a summary conviction offence under any Act of Parliament

1992, c. 49,
s. 13(3)

3. (1) The portion of subsection 23(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Where person
not allowed
into Canada
or granted
admission

(3) Where a senior immigration officer adjourns the examination of a person who is the subject of a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) or does not let a person come into Canada pursuant to section 22 and does not grant admission to or otherwise authorize the person to come into Canada pursuant to subsection (1) or (2), the officer may, subject to subsections (4), (4.01), (4.2) and (6),

1992, c. 49,
s. 13(4)

(2) Subsections 23(4) and (4.1) of the Act are replaced by the following:

Exclusion
order

(4) Subject to section 28, a senior immigration officer shall allow a person to leave Canada forthwith or make an exclusion order against the person where the senior immigration officer receives a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) in respect of the person and the senior immigration officer is satisfied that

(a) the person is a member of

- (i) the class of persons referred to in paragraph 19(1)(i), or
- (ii) the class of persons referred to in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and was not granted landing or was granted landing but later became subject to a removal order; and

(b) the person is not a member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a).

Other powers
of senior
immigration
officer

(4.01) Subject to section 28, a senior immigration officer may allow a person to leave Canada forthwith, make an exclusion order against the person on the basis that the

Loi sur les contraventions — et dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles ont été déclarées coupables à l'étranger d'une infraction qui, si elle était commise au Canada, constituerait une infraction punissable par procédure sommaire aux termes d'une loi fédérale,

1992, ch. 49,
par. 13(3)

3. (1) Le passage du paragraphe 23(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il ajourne l'interrogatoire d'une personne faisant l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1) ou s'il n'accorde à une personne ni la permission d'entrer au Canada en vertu de l'article 22 ni l'admission ou l'autorisation d'entrer au Canada en vertu des paragraphes (1) ou (2), l'agent principal peut, sous réserve des paragraphes (4), (4.01), (4.2) et (6) :

Refus de
permission
d'entrer ou
d'admission

(2) Les paragraphes 23(4) et (4.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par. 13(4)

(4) Sous réserve de l'article 28, l'agent principal prend une mesure d'exclusion à l'encontre de la personne qui fait l'objet du rapport ou l'autorise à quitter le Canada sans délai s'il est convaincu :

Mesure
d'exclusion

a) qu'elle appartient aux catégories non admissibles suivantes ou à l'une d'entre elles :

- (i) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(1)i),
- (ii) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si le droit d'établissement lui a été octroyé et qu'elle n'a pas, par la suite, fait l'objet d'une mesure de renvoi;

b) qu'elle n'appartient à aucune autre catégorie non admissible.

(4.01) Sous réserve de l'article 28, l'agent principal soit prend une mesure d'exclusion fondée sur l'alinéa a) contre la personne visée, soit fait, sous réserve des paragraphes (4.3)

Autres
pouvoirs de
l'agent
principal

person is a member of either or both of the inadmissible classes described in paragraph (a) or, subject to subsections (4.3) and (5), cause an inquiry to be held as soon as is reasonably practicable concerning whether the person is a member of any or all of the inadmissible classes described in paragraph (a) or (b) where the senior immigration officer receives a report made pursuant to paragraph 20(1)(a) in respect of the person and is 10 satisfied that

(a) the person is a member of

- (i) the inadmissible class described in paragraph 19(1)(i), or
- (ii) the inadmissible class described in 15 paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and was not granted landing or was granted landing 20 but later became subject to a removal order; and

(b) the person is a member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a). 25

(4.1) Every person referred to in subsection (4) or (4.01) shall truthfully provide such information as may be required by the senior immigration officer for the purpose of establishing whether the person is to be allowed to come into Canada or may be granted admission.

(3) The portion of subsection 23(4.2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4.2) Subject to subsections (4.3) and (5), where a senior immigration officer does not make an exclusion order under subsection (4) or (4.01), or a conditional departure order under subsection 28(1), the senior immigration officer shall

4. Paragraph 24(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a removal order has been made against that person and the order is not quashed or 45 its execution is not stayed pursuant to subsection 73(1).

et (5), procéder à une enquête, dès que les circonstances le permettent, pour déterminer si elle tombe sous le coup des alinéas a) ou b), soit l'autorise à quitter le Canada sans délai 5 s'il est convaincu qu'elle appartient à la fois :

a) aux catégories non admissibles suivantes ou à l'une d'entre elles :

- (i) la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(1)i),
- (ii) la catégorie non admissible aux 10 termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si le droit d'établisse- 15 ment lui a été octroyé et qu'elle n'a pas, par la suite, fait l'objet d'une mesure de renvoi;

b) à une autre catégorie non admissible.

(4.1) La personne visée aux paragraphes (4) 20 ou (4.01) doit fournir à l'agent principal les renseignements que celui-ci peut exiger pour être en mesure de décider si elle est autorisée à entrer au Canada ou si elle peut y être admise. 25

(3) Le passage du paragraphe 23(4.2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4.2) Sous réserve des paragraphes (4.3) et (5), dans le cas où il n'a pas pris la mesure 30 d'exclusion prévue aux paragraphes (4) ou (4.01) ou la mesure d'interdiction de séjour conditionnelle prévue au paragraphe 28(1), l'agent principal est tenu :

4. L'alinéa 24(1)b) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

b) toute mesure de renvoi n'ayant pas été annulée ou n'ayant pas fait l'objet d'un sursis d'exécution au titre du paragraphe 73(1). 40

Duty to provide information

1992, c. 49, s. 13(4)

Inquiry or permission to leave Canada

Obligation de l'intéressé

1992, ch. 49, par. 13(4)

Enquête

1992, c. 49,
s. 16(2)

5. (1) The portion of paragraph 27(1)(a.1) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

except a person who has satisfied the Minister that the person has been rehabilitated and that at least five years have elapsed since the expiration of any sentence imposed for the offence or since the commission of the act or omission, as the case may be;

5. (1) Les sous-alinéas 27(1)a.1)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) soit été déclarée coupable d'une infraction qui, si elle était commise au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, par mise en accusation, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si la personne peut justifier auprès du ministre de sa réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis l'expiration de toute peine lui ayant été infligée pour l'infraction,

(ii) soit commis, de l'avis, fondé sur la prépondérance des probabilités, de l'agent d'immigration ou de l'agent de la paix, un fait — acte ou omission — qui constitue une infraction dans le pays où il a été commis et qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction qui pourrait être punissable, aux termes d'une loi fédérale, par mise en accusation, d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, sauf si la personne peut justifier auprès du ministre de sa réadaptation et du fait qu'au moins cinq ans se sont écoulés depuis la commission du fait;

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.01) For greater certainty,

(a) a person described in paragraph (1)(a) includes a person who, if applying for landing, would not or might not be granted landing by reason of being a member of an inadmissible class referred to in that paragraph;

(b) a person described in paragraph (2)(a) includes a person who, if applying for entry, would not or might not be granted entry by reason of being a member of an inadmissible class, other than an inadmissible class described in paragraph 19(1)(h) or 19(2)(c); and

(2) L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.01) Il est entendu que :

a) est assimilée à la personne visée à l'alinéa (1)a) la personne qui, si elle le demandait, pourrait ne pas se voir octroyer le droit d'établissement du fait de son appartenance à une catégorie non admissible qui y est mentionnée;

b) est assimilée à la personne visée à l'alinéa (2)a) la personne qui, si elle la demandait, pourrait ne pas se voir accorder l'autorisation de séjour du fait de son appartenance à une catégorie non admissible autre que celles visées aux alinéas 19(1)h) ou 19(2)c);

For greater
certainty

Précision

(c) for the purposes of this Act, a person is deemed to be a member of the inadmissible class by reason of which the person is described in paragraph (1)(a) or (2)(a), as the case may be.

5

c) pour l'application des autres dispositions de la présente loi, la personne visée aux alinéas (1)a) ou (2)a) est réputée appartenir à la catégorie non admissible qui fait qu'elle tombe sous le coup de ces alinéas.

5

(3) Paragraph 27(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) direct that a determination be made with respect to any or all of the allegations mentioned in the report where the person is 10 a person described in

(i) paragraph (2)(a) by reason of paragraph 19(2)(d),

(ii) paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c), or 15

(iii) paragraph (2)(h) or (k); or

(4) Paragraph 27(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) make a departure order against the person if the senior immigration officer is 20 satisfied that the person is a person described in

(i) paragraph (2)(a) by reason of paragraph 19(2)(d),

(ii) paragraph (2)(e) by reason of paragraph 26(1)(c), or 25

(iii) paragraph (2)(h) or (k).

(5) Subsection 27(6) of the Act is replaced by the following:

(6) A senior immigration officer shall cause 30 an inquiry to be held concerning a person as soon as is reasonably practicable where the senior immigration officer receives a direction made pursuant to paragraph (3)(b).

6. (1) Subsection 28(1) of the Act is 35 replaced by the following:

28. (1) Where a senior immigration officer is of the opinion that a person who claims to be a Convention refugee is eligible to have their claim referred to the Refugee Division 40 and is a person in respect of whom the senior immigration officer would, but for this section, have made an exclusion order under subsection 23(4) or (4.01) or a departure order under subsection 27(4), the senior immigra- 45

(3) L'alinéa 27(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas où l'intéressé est visé soit à l'alinéa (2)a), pour le motif prévu à l'alinéa 19(2)d), soit à l'alinéa (2)e), pour le motif 10 prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)h) ou k), il peut ordonner à l'agent principal de prendre une décision sur tel fait allégué dans le rapport;

(4) L'alinéa 27(4)b) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

b) prendre contre elle une mesure d'interdiction de séjour s'il est convaincu qu'elle est visée soit à l'alinéa (2)a), pour le motif prévu à l'alinéa 19(2)d), soit à l'alinéa 20 (2)e), pour le motif prévu à l'alinéa 26(1)c), soit à l'un des alinéas (2)h) ou k).

(5) Le paragraphe 27(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) L'agent principal est tenu de faire 25 procéder à une enquête, dès que les circonstances le permettent, lorsqu'il en reçoit l'ordre conformément à l'alinéa (3)b).

6. (1) Le paragraphe 28(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

28. (1) S'il conclut à la recevabilité de la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention de la personne à l'encontre de laquelle il prendrait une mesure d'exclusion au titre des paragraphes 23(4) ou (4.01) ou une 35 mesure d'interdiction de séjour au titre du paragraphe 27(4), l'agent principal prend contre elle une mesure d'interdiction de séjour conditionnelle.

1992, c. 49,
s. 16(10)

1992, c. 49,
s. 16(10)

1992, c. 49,
s. 16(10)

Inquiry

1992, c. 49,
s. 17

Conditional
departure
order

1992, ch. 49,
par. 16(10)

1992, ch. 49,
par. 16(10)

1992, ch. 49,
par. 16(10)

Enquête

1992, ch. 49,
art. 17

Mesure
d'interdiction
de séjour
conditionnelle

tion officer shall make a conditional departure order against the person.

(2) Subsection 28(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) the person is determined by a senior immigration officer not to be eligible to make a claim to be a Convention refugee and has been so notified;

1992, c. 49,
s. 35

7. Subsection 44(5) of the Act is replaced by the following:

(5) Subject to sections 46.3 and 46.4, where a person makes more than one claim to be a Convention refugee, those claims are, for the purposes of this Act, deemed to be a single claim.

Deemed
single claim

1992, c. 49,
s. 35

8. Paragraph 45(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) if the person is the subject of a report 20 under subsection 20(1) or 27(1) or (2) or has been arrested pursuant to subsection 103(2), take the appropriate action referred to in any of subsections 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 28.

9. Paragraph 46.01(1)(e) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) and by adding the following after subparagraph (ii):

(iii) a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada, or

(iv) a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an 35 offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in 40 Canada.

(2) Le paragraphe 28(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 5 a), de ce qui suit :

a.1) sa revendication a été jugée irrecevable par l'agent principal, qui le lui a dûment 5 notifié;

7. Le paragraphe 44(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Sous réserve des articles 46.3 et 46.4, si une personne présente plusieurs revendica- 10 tions du statut de réfugié au sens de la Convention, celles-ci sont réputées n'en former qu'une seule pour l'application de la présente loi.

1992, ch. 49,
art. 35

Revendications
multiples

8. Le paragraphe 45(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

45. (1) L'agent principal à qui le cas a été déféré décide, sous réserve du paragraphe (2), de la recevabilité de la revendication; il doit en outre, si l'intéressé fait l'objet d'un rapport en 10 vertu des paragraphes 20(1) ou 27(1) ou (2) ou s'il a été arrêté en vertu du paragraphe 103(2), prendre à son encontre la mesure indiquée prévue aux paragraphes 23(4), (4.01) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou à l'article 28.

1992, ch. 49,
art. 35

Décision de
l'agent
principal

9. L'alinéa 46.01(1)(e) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

e) l'arbitre a décidé, selon le cas :

(i) qu'il appartient à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) 30 ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada,

(ii) qu'il appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 35 19(1)e), f), g), j), k) ou l) et, selon le ministre, il serait contraire à l'intérêt public de faire étudier sa revendication aux termes de la présente loi,

(iii) qu'il relève du cas visé au sous-ali- 40 néa 27(1)a.1)(i) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada,

1992, ch. 49,
par. 36(1)

1992, c. 49,
s. 40(3)

10. (1) Paragraph 46.07(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) quash the order made with respect to that person and take the appropriate action under subsection 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 32.

1992, c. 49,
s. 40(3)

(2) The portion of subsection 46.07(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) In making the determination referred to in subsection (1.1) or (2) and in taking the appropriate action with respect to a person under subsection 23(4), (4.01) or (4.2) or 27(4) or (6) or section 32, the senior immigration officer or adjudicator may take into consideration

Additional
allegations

11. (1) The Act is amended by adding the following after section 46.07:

46.1 (1) A senior immigration officer shall forthwith notify the Refugee Division and, in the circumstances described in subsection 23(4.01) or (4.2) or 27(6), shall cause an inquiry to be held concerning the person as soon as is reasonably practicable where, after a person's claim has been referred to the Refugee Division, the senior immigration officer believes on reasonable grounds that

(a) the person is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c) or 30 subparagraph 19(1)(c.1)(i);

Notification to
Refugee
Division by
senior
immigration
officer

(iv) qu'il relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d) et, selon le ministre, il constitue un danger pour le public au Canada.

10. (1) Le paragraphe 46.07(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par 40(3)

(3) S'il conclut que l'intéressé n'a pas le droit que confère le paragraphe 4(2.1) de l'Immigration Act, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, soit confirme la mesure en question, soit l'annule et prend les mesures qui s'imposent aux termes des paragraphes 23(4), (4.01) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou de l'article 32.

Absence de
droit de
demeurer au
Canada

(2) Le paragraphe 46.07(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49,
par 40(3)

(5) Pour prendre la décision visée aux paragraphes (1.1) ou (2) et les mesures prévues aux paragraphes 23(4), (4.01) ou (4.2) ou 27(4) ou (6) ou à l'article 32, l'agent principal ou l'arbitre, selon le cas, peut tenir compte soit de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si celui-ci fait l'objet du rapport prévu à l'alinéa 20(1)a) soit, dans le cas où il n'en fait pas l'objet, de tout fait énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) et au sujet duquel une directive prise par le sous-ministre aux termes du paragraphe 27(3) demandait la prise d'une décision.

Allegation
supplémentaire

11. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46.07, de ce qui suit :

35

46.1 (1) L'agent principal avise sans délai la section du statut et est tenu, dans les circonstances visées aux paragraphes 23(4.01) ou (4.2) ou 27(6), de faire procéder, dès que les circonstances le permettent, à une enquête si, une fois le cas déferé à celle-ci, il a des motifs raisonnables de croire que l'intéressé, selon le cas :

Avis de
l'agent
principal à la
section du
statut

a) appartient à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i);

45

(b) the person is a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i); or

(c) the person is a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed.

b) relève du cas visé au sous-alinéa 27(1)a.1(i);

c) relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d).

Suspension of consideration of case

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall suspend its consideration of the case and shall

(a) continue its consideration of the case, where it receives notice that a senior immigration officer has made a determination under paragraph 45(1)(a) that the person is eligible to have their claim determined by the Refugee Division; or

(b) terminate its consideration of the case, where it receives notice that a senior immigration officer has made a determination under paragraph 45(1)(a) that the person is not eligible to have their claim determined by the Refugee Division.

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut suspend l'étude du cas jusqu'à ce qu'un agent principal l'avise qu'il a décidé de la recevabilité de la revendication en application de l'article 45; en cas de décision favorable, la section du statut procède sans délai à l'étude du cas, dans le cas contraire, elle y met fin.

Suspension de l'étude du cas

Resumption of consideration of case

46.2 (1) A senior immigration officer shall request that the Refugee Division forthwith resume its consideration of a person's claim where the senior immigration officer believes on reasonable grounds that, because a final decision has been made in the matter, the person to whom section 46.1 applies is no longer a member of an inadmissible class referred to in paragraph 19(1)(c) or subparagraph 19(1)(c.1)(i) or a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) or paragraph 27(1)(d).

46.2 (1) L'agent principal demande à la section du statut de procéder sans délai à l'étude du cas s'il a des motifs raisonnables de croire que l'intéressé n'appartient plus, en raison d'une décision définitive rendue à cet effet, à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1(i) ou ne relève plus des cas visés au sous-alinéa 27(1)a.1(i) ou à l'alinéa 27(1)d).

Reprise de l'étude du cas

Effect

(2) Where subsection (1) applies and, immediately before the decision referred to in paragraph 46.1(2)(b) was made, the person was subject to a removal order on a basis other than that the person is a person referred to in subsection 46.1(1), the person is deemed to be subject to a conditional departure order or a conditional deportation order, as the case may be, from the day on which the person ceases to belong to an inadmissible class referred to, or to be a person described, in that subsection.

(2) Si, lors de la décision défavorable sur la recevabilité de sa revendication en application du paragraphe 46.1(2), il faisait l'objet d'une mesure de renvoi fondée sur des motifs autres que ceux mentionnés au paragraphe 46.1(1), l'intéressé est alors réputé assujéti, selon le cas, à une mesure d'interdiction de séjour conditionnelle ou à une mesure d'expulsion conditionnelle à compter de la date où il a définitivement cessé d'appartenir à la catégorie non admissible ou de relever d'un des cas visés.

Effet

Application of
certain
provisions

(3) Subsections 28(2) and 32.1(6) apply in respect of a conditional order referred to in subsection (2).

(3) Les paragraphes 28(2) et 32.1(6) s'appliquent à la mesure conditionnelle visée au paragraphe (2).

Précision

Multiple
claims

46.3 (1) Where a person's claim has been referred to the Refugee Division, a senior immigration officer shall forthwith notify the Refugee Division where

46.3 (1) Si, après que le cas a été déféré à la section du statut, il est convaincu qu'une personne a présenté plusieurs revendications du statut de réfugié au sens de la Convention, un agent principal en avise sans délai la section du statut, sauf si le cas déféré à celle-ci porte sur la première revendication déferée à 10 un agent principal.

Revendications multiples

(a) the senior immigration officer is satisfied that the person has made more than one claim to be a Convention Refugee; and

(b) the claim that was referred to the Refugee Division is not the first claim to have been referred to a senior immigration officer with respect to that person.

Effect

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall terminate its consideration of the claim and any decision made by the Refugee Division in respect of the claim is null and void.

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut met fin à l'étude des revendications autres que la première à avoir été déferée à un agent principal; si elle s'est déjà prononcée sur 15 une autre revendication, sa décision est nulle et de nul effet.

Effet

Fraudulent
claims

46.4 (1) Where a person's claim has been referred to the Refugee Division and a senior immigration officer is satisfied that the decision with respect to the eligibility of the person to have their claim referred was based on fraud or a misrepresentation of a material fact and the person would not otherwise be eligible to have their claim referred, the senior immigration officer shall forthwith

46.4 (1) Si, après que le cas a été déféré à la section du statut, il est convaincu qu'une personne a obtenu que sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention soit jugée recevable par des moyens frauduleux ou de fausses indications et qu'elle ne serait pas recevable par ailleurs, un agent principal la déclare irrecevable et en avise sans délai la 25 section du statut.

Revendications fondées sur la fraude

(a) make a determination that the person is ineligible to have their claim referred to the Refugee Division; and

(b) notify the Refugee Division of that determination.

Effect

(2) On being notified pursuant to subsection (1), the Refugee Division shall terminate its consideration of the claim and any decision made by the Refugee Division in respect of the claim is null and void.

(2) Sur réception de l'avis, la section du statut met fin à l'étude du cas; si elle s'est déjà prononcée sur la revendication, sa décision est nulle et de nul effet. 30

Effet

Application of
s. 46.1

(2) Section 46.1 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to any claim that has been referred to the Refugee Division on or before the day on which that section comes into force but in respect of which the Refugee Division has not made a determination.

(2) L'article 46.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux cas pour lesquels la section d'appel n'a pas rendu de décision à la date de son entrée en vigueur. 35

Application :
article 46.1

Application of
ss. 46.3 and
46.4

(3) Section 46.3 of the Act or section 46.4 of the Act, as enacted by subsection (1), as the case may be, applies to any claim that has been referred to the Refugee Division on or before the day on which that section comes into force. 5

12. Subsection 53(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b): 10

(c) the person is a person described in subparagraph 27(1)(a.1)(i) and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada; or

(d) the person is a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada. 20

(3) Les articles 46.3 et 46.4 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux cas qui ont été déferés à la section du statut avant leur entrée en vigueur.

12. Le paragraphe 53(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

53. (1) Par dérogation aux paragraphes 52(2) et (3), la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu aux termes de la présente loi ou des règlements, ou dont la revendication a été jugée irrecevable en application de l'alinéa 46.01(1)a), ne peut être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, sauf si, selon le cas :

a) elle appartient à l'une des catégories non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c) ou au sous-alinéa 19(1)c.1)(i) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada; 20

b) elle appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f), g), j), k) ou l) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour la sécurité du Canada; 25

c) elle relève du cas visé au sous-alinéa 27(1)a.1)(i) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada; 30

d) elle relève, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d) et que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada. 35

Applications :
articles 46.3
et 46.4

1992, ch. 49,
par. 43(1)

Renvoi de
réfugiés au
sens de la
Convention

R.S., c. 28,
(4th Supp.),
s. 18

13. (1) The portion of subsection 70(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

13. (1) Le passage du paragraphe 70(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 28
(4^e suppl.),
art. 18

Appeals by
permanent
residents and
persons in
possession of
returning
resident
permits

70. (1) Subject to subsections (4) and (5), where a removal order or conditional removal order is made against a permanent resident or against a person lawfully in possession of a valid returning resident permit issued to that person pursuant to the regulations, that person may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds, namely,

70. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les résidents permanents et les titulaires de permis de retour en cours de validité et conformes aux règlements peuvent faire appel devant la section d'appel d'une mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel en invoquant les moyens suivants :

Appel des
résidents
permanents et
des titulaires
de permis de
retour

R.S., c. 28,
(4th Supp.),
s. 18

(2) The portion of subsection 70(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 70(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 28
(4^e suppl.),
art. 18

Appeals by
convention
refugees and
persons with
visas

(2) Subject to subsections (3) to (5), an appeal lies to the Appeal Division from a removal order or conditional removal order made against a person who

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), peuvent faire appel devant la section d'appel d'une mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel :

Appel des
réfugiés au
sens de la
Convention
et des titulaires
de visas

R.S., c. 28,
(4th Supp.),
s. 18

(3) Subsection 70(4) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 70(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 28
(4^e suppl.),
art. 18

Limitation

(3.1) No appeal may be made to the Appeal Division by a person with respect to whom a certificate has been filed under subsection 40.1(1) where it has been determined, pursuant to paragraph 40.1(4)(d), that the certificate is reasonable.

(3.1) Ne peut faire appel devant la section d'appel la personne à l'égard de laquelle il a été décidé, en application de l'alinéa 40.1(4)d), que l'attestation visée au paragraphe 40.1(1) est raisonnable.

Restriction

Where limited
right of appeal

(4) A person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) against whom a deportation order or conditional deportation order is made may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, where the person is

(4) Les moyens d'appel sont limités aux questions de droit, de fait ou mixtes dans le cas d'appels relatifs à une mesure d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle interjetés par les personnes, visées au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b), qui, selon le cas :

Restriction

(a) a person, other than a person described in subsection (5), with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued; or

a) ont fait l'objet de l'attestation prévue au paragraphe 40(1), sauf si elles sont visées au paragraphe (5);

(b) a person, other than a person described in subsection (3.1), who has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f), (g), (j) or (l).

b) appartiennent, selon la décision d'un arbitre, à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f), g), j) ou l), sauf si elles sont visées au paragraphe (3.1).

Where limited
right of appeal

(5) No appeal may be made to the Appeal Division by a person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) against whom a deportation order or conditional deportation order is made where the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada and the person has been determined by an adjudicator to be

(a) a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (c.1), (c.2) 10 or (d);

(b) a person described in paragraph 27(1)(a.1); or

(c) a person described in paragraph 27(1)(d) who has been convicted of an offence under 15 any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed.

Exception

(6) Where the Appeal Division directs that the execution of a deportation order or condi- 20 tional deportation order be stayed, the direction is of no effect and, notwithstanding subsection 74(2), the Appeal Division may not review the case, where the Minister is of the opinion that the person has breached the terms 25 and conditions set by the Appeal Division and that the person constitutes a danger to the public in Canada and the person has been determined by an adjudicator to be

(a) a member of an inadmissible class 30 described in paragraph 19(1)(c), (c.1), (c.2) or (d);

(b) a person described in paragraph 27(1)(a.1); or

(c) a person described in paragraph 27(1)(d) 35 who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed.

Application of
s. 70(5)

(4) Subsection 70(5) of the Act, as enacted 40 by subsection (3), applies to an appeal that has been made on or before the coming into force of that subsection and in respect of which the hearing has not been commenced, but a person who has made such an 45 appeal may, within fifteen days after the person has been notified that, in the opinion

(5) Ne peuvent faire appel devant la section d'appel les personnes, visées au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b), qui, selon la décision d'un arbitre :

a) appartiennent à l'une des catégories non 5 admissibles visées aux alinéas 19(1)c), c.1), c.2) ou d) et, selon le ministre, constituent un danger pour le public au Canada;

b) relèvent du cas visé à l'alinéa 27(1)a.1) et, selon le ministre, constituent un danger 10 pour le public au Canada;

c) relèvent, pour toute infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d) et, selon 15 le ministre, constituent un danger pour le public au Canada.

Restriction

(6) Malgré le paragraphe 74(2), la section d'appel ne peut réexaminer le cas — l'ordon- nance de sursis visant la mesure de renvoi ou 20 de renvoi conditionnel cessant alors d'avoir effet — si, selon le ministre, la personne n'a pas respecté les conditions du sursis et consti- 25 tue un danger pour le public au Canada et que, selon la décision d'un arbitre, elle :

a) appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), c.1), c.2) ou d);

b) relève du cas visé à l'alinéa 27(1)a.1);

c) relève, pour toute infraction punissable 30 aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, du cas visé à l'alinéa 27(1)d).

Dérogation

(4) Le paragraphe 70(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique aux 35 appels interjetés dans le cadre de l'article 70 dont l'audition n'est pas commencée à la date de son entrée en vigueur; cependant, toute personne visée peut, dans les quinze 40 jours suivant la date à laquelle elle est avisée que, selon le ministre, elle constitue un

Application :
par. 70(5)

of the Minister, the person constitutes a danger to the public in Canada, make an application for judicial review under section 82.1 of the Act with respect to the deportation order or conditional deportation order referred to in subsection 70(5).

14. Section 71 of the Act is replaced by the following:

71. The Minister may appeal to the Appeal Division from a decision by an adjudicator in the course of an inquiry on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact.

15. (1) The portion of subsection 77(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Subject to subsections (3.01), (3.02) and (3.1), a Canadian citizen or permanent resident who has sponsored an application for landing that is refused pursuant to subsection 20(1) may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds:

(2) Section 77 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.01) No appeal lies to the Appeal Division under subsection (3) in respect of a person

(a) with respect to whom a certificate has been filed under subsection 40.1(1) where it has been determined, pursuant to paragraph 40.1(4)(d), that the certificate is reasonable; or

(b) who is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (c.1), (c.2) or (d) where the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada.

(3) Subsection 77(3.01) of the Act, as enacted by subsection (2), applied to an appeal that has been made on or before the coming into force of that subsection and in respect of which the hearing has not been commenced, but a person who has made such an appeal may, within fifteen days after the person has been notified that, in the opinion of the Minister, the person constitutes a danger to the public in Canada,

danger pour le public au Canada, présenter une demande de contrôle judiciaire, dans le cadre de l'article 82.1, à l'égard de la mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel.

14. L'article 71 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

71. Le ministre peut, en invoquant comme moyen une question de droit, de fait ou mixte, faire appel devant la section d'appel de toute décision rendue par un arbitre dans le cadre d'une enquête.

15. (1) Le passage du paragraphe 77(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il est citoyen canadien ou résident permanent, le répondant peut, sous réserve des paragraphes (3.01), (3.02) et (3.1), en appeler devant la section d'appel en invoquant les moyens suivants :

(2) L'article 77 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.01) Ne peut faire appel devant la section d'appel le répondant du parent :

a) à l'égard duquel il a été décidé, en application de l'alinéa 40.1(4)d), que l'attestation visée au paragraphe 40.1(1) est raisonnable;

b) qui appartient à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), c.1), c.2) ou d) et, selon le ministre, constitue un danger pour le public au Canada.

(3) Le paragraphe 77(3.01) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique aux appels interjetés dans le cadre de l'article 77 dont l'audition n'est pas commencée à la date de son entrée en vigueur; cependant, toute personne visée peut, dans les quinze jours suivant la date à laquelle elle est avisée que, selon le ministre, elle constitue un danger pour le public au Canada, présenter une demande de contrôle

R.S., c. 28
(4th Supp.),
s. 18

Appeal by
Minister

1992, c. 49,
s. 68(2)

Appeals by
sponsors

Limitation

Application of
s. 77(3.01)

L.R., ch. 28
(4^e suppl.),
art. 18

Appel par le
ministre

1992, ch. 49
par. 68(2)

Appel interjeté
par un répondant

Restriction

Application
par. 77(3.01)

da. make an application for judicial review under section 82.1 of the Act with respect to the matter that was the subject of the decision made under subsection 77(1).

le judiciaire, dans le cadre de l'article 82.1, à l'égard de la décision de l'agent d'immigration ou de l'agent des visas prise au titre du paragraphe 77(1).

1992, c. 49,
s. 74(1)

16. Paragraph 85(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to the country from which that person came to Canada or to such other country as the Minister may approve at the request of the company, in the case of a person who is allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4), (4.01) or (4.2) or who is required to leave Canada by reason of the making of a rejection order;

16. L'alinéa 85(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) du pays d'où elle est arrivée, ou du pays approuvé par le ministre à la demande du transporteur, dans le cas d'une personne qui est autorisée à quitter le Canada en vertu des paragraphes 20(1) ou 23(4), (4.01) ou (4.2) ou qui est forcée de le quitter par suite d'une mesure de refoulement;

1992, c. 49,
s. 79

17. Paragraph 90(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) has been allowed to leave Canada pursuant to subsection 20(1) or 23(4), (4.01) or (4.2); or

17. Le paragraphe 90(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'agent d'immigration peut enjoindre au responsable d'un véhicule de garder à bord les personnes qui ne cherchent pas à entrer au Canada ou qui ont été autorisées à quitter le Canada conformément aux paragraphes 20(1) ou 23(4), (4.01) ou (4.2) ou qui sont forcées de le quitter par suite d'une mesure de refoulement.

1992, ch. 49,
art. 79

Garde à bord
d'un véhicule

18. (1) Subsection 94(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (l), by adding the word "or" at the end of paragraph (m) and by adding the following after paragraph (m):

(n) imports or exports, by mail or otherwise, in order to contravene this Act or the regulations, a visa, passport or other travel document, any document or thing that may serve to establish the identity of a person or any document or thing purporting to be any of those document or things.

18. (1) Le paragraphe 94(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 25 m), de ce qui suit :

n) importe ou exporte, par courrier ou autrement, tout document ou toute pièce — visa, passeport, document de voyage ou autre — permettant d'établir l'identité d'une personne, ou tout document ou pièce prétendu ou censé tel, afin de contrevenir à la présente loi ou à ses règlements.

(2) Section 94 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 94 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de 35 ce qui suit :

(1.1) Proof that a person imported or exported a forged document or a document or thing referred to in paragraph (1)(n) that is blank, incomplete, altered or not genuine is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person intends to contravene this Act or the regulations.

(1.1) La preuve de l'importation ou de l'exportation d'une pièce ou d'un document laissé en blanc, incomplet, modifié, contrefait ou illégitime vaut, sauf preuve contraire, 40 preuve de l'intention de contrevenir à la présente loi ou à ses règlements.

Proof of
offence

Preuve de
l'infraction

1992, c. 49,
s. 94(1)

Warrant for
arrest

19. (1) Subsection 103(1) of the Act is replaced by the following:

103. (1) The Deputy Minister or a senior immigration officer may issue a warrant for the arrest and detention of any person where

(a) an examination or inquiry is to be held, a decision is to be made pursuant to subsection 27(4) or a removal order or conditional removal order has been made with respect to the person; and

(b) in the opinion of the Deputy Minister or that officer, there are reasonable grounds to believe that the person poses a danger to the public or would not appear for the examination, inquiry or proceeding in relation to the decision or for removal from Canada.

1992, c. 49,
s. 94(4)

Review of
decision for
detention

(2) Subsection 103(6) of the Act is replaced by the following:

(6) Where any person is detained pursuant to this Act for an examination, inquiry or removal and the examination, inquiry or removal does not take place within forty-eight hours after that person is first placed in detention, or where a decision has not been made pursuant to subsection 27(4) within that period, that person shall be brought before an adjudicator forthwith and the reasons for the continued detention shall be reviewed, and thereafter that person shall be brought before an adjudicator at least once during the seven days immediately following the expiration of the forty-eight hour period and thereafter at least once during each thirty day period following each previous review, at which times the reasons for continued detention shall be reviewed.

1994, c. 26,
s. 35

Where person
in institution

20. Section 105 of the Act is replaced by the following:

105. (1) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, the *Prisons and Reformatories Act* or any Act of a provincial legislature, where a warrant has been issued or an order has been made pursuant to subsection 103(1) or (3) with respect to any person who is incarcerated in any place of confinement pursuant to the order of any court or other body, the Deputy Minister may issue an order

19. (1) Le paragraphe 103(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

103. (1) Le sous-ministre ou l'agent principal peut lancer un mandat d'arrestation contre toute personne qui doit faire l'objet d'un interrogatoire, d'une enquête ou d'une décision de l'agent principal aux termes du paragraphe 27(4), ou qui est frappée par une mesure de renvoi ou de renvoi conditionnel, lorsqu'il croit, pour des motifs raisonnables, 10 qu'elle constitue une menace pour la sécurité publique ou qu'elle ne comparaitra pas, ou n'obtempérera pas à la mesure de renvoi.

1992, ch. 49,
par. 94(1)

Mandat
d'arrestation

(2) Le passage du paragraphe 103(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(6) Si l'interrogatoire, l'enquête ou le renvoi aux fins desquels il est gardé n'ont pas lieu dans les quarante-huit heures, ou si la décision n'est pas prise aux termes du paragraphe 27(4) dans ce délai, l'intéressé est amené, dès l'expiration de ce délai, devant un arbitre pour examen des motifs qui pourraient justifier une prolongation de sa garde; par la suite, il comparaît devant un arbitre aux mêmes fins au moins une fois :

1992, ch. 49,
par. 94(4)

Révision des
motifs de la
garde

20. L'article 105 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

105. (1) Par dérogation à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et à la *Loi sur les prisons et maisons de correction* et à toute loi provinciale, si le mandat ou l'ordre prévus aux paragraphes 103(1) ou (3) visent une personne 35
incarcérée dans un lieu de détention en application de l'ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, le sous-ministre peut

1994, ch. 26,
art. 35

Cas des
personnes
incarcérées

to the person in charge of the place directing that

(a) the person continue to be detained until the expiration of the sentence to which the person is subject or until the expiration of the sentence or term of confinement as reduced by the operation of any statute or other law or by an act of clemency; and
(b) the person be delivered, at the expiration of the sentence or term of confinement referred to in paragraph (a), to an immigration officer to be taken into custody.

ordonner au gardien, directeur ou responsable de ce lieu :

a) d'une part, de continuer à la détenir jusqu'à l'expiration de sa peine ou de la durée de sa détention, compte tenu des éventuelles réductions légales de peine ou des mesures de clémence;
b) d'autre part, de la remettre par la suite à un agent d'immigration en vue de son placement sous garde.

Temporary
absences

(2) Nothing in subsection (1) shall limit the authority of any person, pursuant to any Act referred to in that subsection, to grant an escorted temporary absence pursuant to any of those Acts.

21. (1) Subsection 110(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.2):

(a.3) examine at a port of entry or any other place in Canada, for the purposes of this Act or the regulations, any visa, passport or other travel document, any document or thing that may serve to establish the identity of a person or any document or thing purporting to be any of those documents or things that is imported into or about to be imported into or exported from Canada.

(2) Paragraphs 110(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) seize and hold at a port of entry or any other place in Canada any thing or document if the immigration officer believes on reasonable grounds that that action is required to facilitate the carrying out of any provision of this Act or the regulations; and
(c) for the purposes of this Act and the regulations, seize and hold any thing or document if the immigration officer believes on reasonable grounds that it has been fraudulently or improperly obtained or used or that action is necessary to prevent its fraudulent or improper use.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher toute personne autorisée en vertu des lois qui y sont mentionnées à autoriser la sortie sous surveillance de personnes incarcérées conformément à ces lois.

Précision

21. (1) Le paragraphe 110(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a.2), de ce qui suit :

a.3) d'examiner, à un point d'entrée ou ailleurs au Canada, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, tout document ou toute pièce — visa, passeport, document de voyage ou autre — permettant d'établir l'identité d'une personne, ou tout document ou pièce prétendu ou censé tel, importé ou en instance d'importation ou d'exportation.

(2) Les alinéas 110(2)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) de saisir et retenir, à un point d'entrée ou ailleurs au Canada, tous objets ou documents, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une telle mesure s'impose pour faciliter l'application de la présente loi et de ses règlements;
c) pour l'application de la présente loi et de ses règlements, de saisir et retenir tous objets ou documents s'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'ils ont été obtenus ou utilisés irrégulièrement ou frauduleusement, ou qu'une telle mesure s'impose pour en empêcher l'utilisation irrégulière ou frauduleuse.

(3) Section 110 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) L'article 110 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Interpretation

(2.01) Notwithstanding subsection 42(2) of the *Canada Post Corporation Act*, a thing or document that is detained under the *Customs Act* and seized by an immigration officer under paragraph (2)(b) or (c) is not in the course of post for the purposes of the first-named Act.

(2.01) Par dérogation au paragraphe 42(2) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, 5 tout objet ou document détenu sous le régime de la *Loi sur les douanes* et saisi par un agent de l'immigration sous celui des alinéas (2)(b) ou c) du présent article n'est pas en cours de transmission postale. 10

Précision

1992, c. 49, s. 107

22. Subsection 121(1) of the Act is replaced by the following:

22. Le paragraphe 121(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49, art. 107

Delegation of authority

121. (1) Subject to subsection (1.1), the Minister or the Deputy Minister, as the case may be, may authorize such persons employed in the public service of Canada as the Minister or Deputy Minister deems proper to exercise any of the powers and perform any of the duties and functions that may be or are required to be exercised or performed by the Minister or Deputy Minister, as the case may be, under this Act or the regulations.

121. (1) Le ministre ou le sous-ministre peut, s'il le juge indiqué, déléguer à des agents de l'administration publique fédérale les attributions que lui confèrent la présente loi ou ses règlements.

Délégation de pouvoirs

Exception

(1.1) The Minister or the Deputy Minister, as the case may be, may not authorize the exercising of the powers or the performing of the duties and functions referred to in subsection 9(5), paragraphs 19(1)(c.2), (f), (k) and (l), subsections 39(2), 40(1) and 40.1(1), subparagraph 46.01(1)(e)(ii), paragraph 53(1)(b) and subsections 81(2) and 82(1).

(1.1) La délégation ne peut toutefois porter sur les attributions conférées par le paragraphe 9(5), les alinéas 19(1)c.2), f), k) et l), les paragraphes 39(2), 40(1), 40.1(1), le sous-alinéa 46.01(1)e)(ii), l'alinéa 53(1)b) et les paragraphes 81(2) et 82(1).

Restriction

R.S., c. C-29; R.S., c. 28 (1st Suppl.), cc. 30, 44 (3rd Suppl.), c. 28 (4th Suppl.); 1992, cc. 1, 21, 47, 49; 1993, c. 28

CITIZENSHIP ACT

LOI SUR LA CITOYENNETÉ

L.R., ch. C-29; L.R., ch. 28 (1^{er} suppl.), ch. 30, 44 (3^e suppl.), ch. 28 (4^e suppl.); 1992, ch. 1, 21, 47, 49; 1993, ch. 28

23. Section 14 of the *Citizenship Act* is amended by adding the following after subsection (1):

23. L'article 14 de la *Loi sur la citoyenneté* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Interruption of proceedings

(1.1) Where an applicant is a permanent resident who is the subject of an inquiry under the *Immigration Act*, the citizenship judge may not make a determination under subsection (1) until there has been a final determination whether, for the purposes of that Act, a

(1.1) Le juge de la citoyenneté ne peut toutefois statuer sur la demande émanant d'un résident permanent qui fait l'objet d'une enquête dans le cadre de la *Loi sur l'immigration* tant qu'il n'a pas été décidé en dernier ressort si une mesure de renvoi devrait être prononcée contre lui.

Interruption de la procédure

removal order shall be made against that applicant.

Definitions

(1.2) The expressions "permanent resident" and "removal order" in subsection (1.1) have the meanings assigned to those expressions by subsection 2(1) of the *Immigration Act*.

(1.2) Pour l'application du paragraphe (1.1), les termes « mesure de renvoi » et « résident permanent » s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*.

Définitions

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

Customs Act

R.S., c. 1
(2nd Supp.)
[c. C-52.6]

24. The definition "goods" in subsection 2(1) of the *Customs Act* is replaced by the following:

"goods", for greater certainty, includes conveyances, animals and any document in any form;

"goods"
« marchandises »

MODIFICATION CORRÉLATIVE

Loi sur les douanes

L.R., ch. 1
(2^e suppl.)
[ch. C-52.6]

24. La définition de « marchandises », au 5 paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est remplacée par ce qui suit :

« marchandises » Leur sont assimilés, selon le contexte, les moyens de transport et les animaux, ainsi que tout document, quel que soit son support.

« marchan-
dises »
"goods"

CONDITIONAL AMENDMENTS

25. (1) On the later of the day on which section 10.3 of the *Immigration Act*, as enacted by section 5 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and the day on which subparagraph 23(4)(a)(ii) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 3(2) of this Act, comes into force, that subparagraph is replaced by the following:

(ii) the class of persons referred to in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and is not a person to whom a document was provided pursuant to section 10.3; and

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

25. (1) Le sous-alinéa 23(4)a)(ii) de la *Loi sur l'immigration*, édicté par le paragraphe 3(2) de la présente loi, est remplacé par ce qui suit, soit à la date d'entrée en vigueur de ce sous-alinéa, soit à celle de l'article 10.3 de la *Loi sur l'immigration*, édicté par l'article 5 de la *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence*, chapitre 49 des Lois du Canada (1992), la dernière en date étant retenue :

(ii) à la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si elle est titulaire d'une attestation délivrée en vertu de l'article 10.3;

(2) On the later of the day on which section 10.3 of the *Immigration Act*, as enacted by section 5 of *An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof*, chapter 49 of the Statutes of Canada, 1992, and the day on which subparagraph 23(4.01)(a)(ii) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 3(2) of this Act, comes into force, that subparagraph is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa 23(4.01)a)(ii) de la *Loi sur l'immigration*, édicté par le paragraphe 3(2) de la présente loi, est remplacé par ce qui suit, soit à la date d'entrée en vigueur de ce sous-alinéa, soit à celle de l'article 10.3 de la *Loi sur l'immigration*, édicté par l'article 5 de la *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence*, chapitre 49 des Lois du Canada (1992), la dernière en date étant retenue :

(ii) the inadmissible class described in paragraph 19(2)(d) by reason of the fact that the person does not possess a valid and subsisting passport, visa or student or employment authorization and is not a person to whom a document was provided pursuant to section 10.3; and

(ii) à la catégorie non admissible aux termes de l'alinéa 19(2)d) parce qu'elle ne détient pas, selon le cas, un passeport, un visa ou une autorisation d'étudier ou d'occuper un emploi au Canada en cours de validité, sauf si elle est titulaire d'une attestation délivrée en vertu de l'article 10.3;

TRANSITIONAL PROVISIONS

26. A conditional departure notice or a conditional exclusion order issued before February 1, 1993 becomes a deportation order on the latest of

- (a) the day on which this section comes into force,
- (b) the expiration of the period normally allowed for making an application for judicial review, in accordance with the *Immigration Act*, of a decision of the Refugee Division,
- (c) the day on which a decision is made under the *Immigration Act*
 - (i) refusing to grant leave for judicial review of a decision of the Refugee Division, or
 - (ii) refusing to grant leave to appeal a decision of the Refugee Division in accordance with the *Immigration Act*, as it read immediately before February 1, 1993,
- (d) the expiration of the period normally allowed for taking an appeal, in accordance with the *Immigration Act*, from a decision of the Federal Court — Trial Division in relation to a decision of the Refugee Division, and
- (e) the expiration of the period normally allowed for taking an appeal from a decision of the Federal Court of Appeal in relation to a decision of the Refugee Division, the day on which application for leave to appeal from a decision of the Federal Court of Appeal is dismissed by the Supreme Court of Canada or, where leave to appeal is granted, the day on

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

26. L'avis d'interdiction de séjour conditionnel ou la mesure d'exclusion conditionnelle délivré avant le 1^{er} février 1993 devient une mesure d'expulsion au dernier en date des événements suivants :

- a) l'entrée en vigueur du présent article;
- b) une fois expiré le délai normal pour faire contrôler judiciairement, conformément à la *Loi sur l'immigration*, la décision de la section du statut;
- c) une fois rendu, conformément à la *Loi sur l'immigration*, le jugement rejetant soit la demande d'autorisation relative au contrôle judiciaire de la décision de la section du statut, soit la demande d'autorisation d'appel formée en application de la *Loi sur l'immigration* dans sa version antérieure au 1^{er} février 1993;
- d) une fois expiré le délai normal pour en appeler, conformément à la *Loi sur l'immigration*, d'une décision de la Section de première instance de la Cour fédérale relativement à la décision de la section du statut;
- e) une fois expiré le délai normal pour en appeler d'une décision de la Cour fédérale d'appel, rejetée la demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada ou rendue la décision de celle-ci dans l'affaire.

Conditional departure notice or conditional exclusion order becomes deportation order

Avis d'interdiction de séjour et mesure d'exclusion devenant mesure d'expulsion

which the Supreme Court of Canada reaches a decision in the matter.

Inquiries

27. (1) Where a senior immigration officer has caused an inquiry to be held under subsection 23(4.2) of the *Immigration Act* as that provision read on the day immediately before the coming into force of this section with respect to a person described in paragraph 23(4)(b) of the *Immigration Act* as that provision read on the day immediately before the coming into force of this section and the adjudicator has not commenced the hearing on or before that day, the case shall be referred to a senior immigration officer who shall take the appropriate action under subsection 23(4) or (4.01) of the *Immigration Act* as enacted by this Act.

Inquiries

(2) Where a senior immigration officer has caused an inquiry to be held under subsection 27(6) of the *Immigration Act* as that provision read on the day immediately before the coming into force of this section with respect to a person described in paragraph 27(4)(b) of the *Immigration Act* as enacted by this Act and the adjudicator has not commenced the hearing on or before that day, the case shall be referred to a senior immigration officer who shall take the appropriate action under subsection 27(4) of the *Immigration Act* as enacted by this Act.

COMING INTO FORCE

Coming into force

28. This Act, any provision of this Act or any provision of any Act as enacted by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

27. (1) Lorsque, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, l'agent principal a déferé une affaire pour enquête en vertu du paragraphe 23(4.2) de la *Loi sur l'immigration*, dans sa version antérieure à cette date, relativement à une personne visée par les alinéas 23(4)a) ou b), et que l'arbitre n'a pas commencé l'enquête à cette date, l'affaire est renvoyée devant l'agent principal pour suite à donner conformément aux paragraphes 23(4) ou (4.01) de cette loi, dans leur version édictée par la présente loi.

Renvoi devant l'agent principal

(2) Lorsque, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, l'agent principal a déferé une affaire pour enquête en vertu du paragraphe 27(6) de la *Loi sur l'immigration*, dans sa version antérieure à cette date, relativement à une personne visée par l'alinéa 27(4)b), édicté par le paragraphe 5(4) de la présente loi, et que l'arbitre n'a pas commencé l'enquête à cette date, l'affaire est renvoyée devant l'agent principal pour suite à donner conformément au paragraphe 27(4) de cette loi, dans sa version édictée par la présente loi.

Renvoi devant l'agent principal

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

28. La présente loi ou telle de ses dispositions ou telle des dispositions qu'elle édicte entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré—Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non—livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré—Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

XB
P-36

C-45

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-45

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act, the Criminal Code, the Criminal Records Act, the Prisons and Reformatories Act and the Transfer of Offenders Act

First reading, June 21, 1994

THE SOLICITOR GENERAL OF CANADA

C-45

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-45

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, le Code criminel, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le transfèrement des délinquants

Première lecture le 21 juin 1994

LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-45

PROJET DE LOI C-45

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act, the Criminal Code, the Criminal Records Act, the Prisons and Reformatory Act and the Transfer of Offenders Act

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, le Code criminel, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le transfèrement des délinquants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, c. 20;
1993, c. 34

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE
ACT

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA
MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

1992, ch. 20;
1993, ch. 34

1. (1) Paragraph (b) of the definition "objets interdits" in subsection 2(1) of the French version of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

1. (1) L'alinéa b) de la définition de « objets interdits », au paragraphe 2(1) de la version française de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est remplacé par ce qui suit :

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"sentence"
« peine... »

"sentence" means a sentence of imprisonment and includes a sentence imposed by a court of a foreign state on a Canadian offender who has been transferred to Canada pursuant to the *Transfer of Offenders Act*;

« peine » ou « peine d'emprisonnement » S'entend notamment d'une peine d'emprisonnement infligée par un tribunal étranger à un Canadien qui a été transféré au Canada sous le régime de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

« peine » ou
« peine
d'emprisonnement »
"sentence"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act, the Criminal Code, the Criminal Records Act, the Prisons and Reformatories Act and the Transfer of Offenders Act".

SUMMARY

This enactment amends the *Corrections and Conditional Release Act*, the *Criminal Code*, the *Criminal Records Act*, the *Prisons and Reformatories Act* and the *Transfer of Offenders Act*. The amendments concern the following four subjects:

The present detention scheme in the *Corrections and Conditional Release Act* permits the National Parole Board to detain, until the end of their sentence, high-risk sex offenders who have been determined likely to commit an offence causing death or serious harm before the expiration of their sentence. Serious harm is defined as severe physical injury or severe psychological damage. The enactment modifies the detention provisions by eliminating the serious harm criterion for a sexual offence involving a child, authorizing the National Parole Board to detain an offender where it is satisfied that an offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the sentence.

The present sentence calculation provisions of the *Corrections and Conditional Release Act* result in some offenders being immediately eligible for parole after being sentenced for new offences committed while on conditional release. The amendments provide that these offenders be automatically returned to custody, and require that an offender who receives an additional consecutive sentence serve at least one third of the new sentence before being eligible for parole.

The enactment authorizes the Chairperson of the National Parole Board to recommend to the Minister that an inquiry be conducted by a federal court judge to determine whether a Board member should be subject to disciplinary measures.

The enactment makes a number of minor technical amendments to the *Corrections and Conditional Release Act*, including removing discrepancies between the English and French texts, clarifying the relationship between federal and provincial statutory release and earned remission systems for certain offenders and clarifying the process for application of accelerated parole review and judicial determination of parole eligibility.

EXPLANATORY NOTES

Corrections and Conditional Release Act

Clause 1: (1) The relevant portion of the definition "contraband" in subsection 2(1) reads as follows:

"contraband" means

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, le Code criminel, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le transfèrement des délinquants ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le *Code criminel*, la *Loi sur le casier judiciaire*, la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et la *Loi sur le transfèrement des délinquants*. Les principales modifications sont les suivantes :

Actuellement, certaines dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* permettent de maintenir en détention les délinquants sexuels dangereux dont il est probable qu'ils commettront, avant l'expiration légale de leur peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à autrui. La loi définit ce dommage comme étant un dommage corporel ou moral grave. Le texte prévoit que, dans le cas d'une infraction d'ordre sexuel contre un enfant, la Commission nationale des libérations conditionnelles n'a pas à établir la réalité ou la probabilité du dommage. Il lui suffit de se convaincre de la probabilité d'une infraction d'ordre sexuel contre un enfant avant l'expiration légale de la peine.

Les dispositions actuelles de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* relatives au calcul de la peine permettent à certains délinquants condamnés pour une infraction commise pendant leur liberté sous condition d'être immédiatement admissibles à la libération conditionnelle. Le texte prévoit la réincarcération automatique de ces délinquants. S'ils sont condamnés à une peine supplémentaire à purger à la suite de celle qu'ils purgent alors, ces délinquants doivent demeurer incarcérés pendant au moins un tiers de la peine supplémentaire avant de devenir admissible à la libération conditionnelle.

Le texte permet également au président de la Commission nationale des libérations conditionnelles de recommander au ministre la tenue d'une enquête par un juge de la Cour fédérale afin de déterminer si un membre de la commission doit faire l'objet de mesures disciplinaires.

Le texte effectue plusieurs modifications mineures d'ordre technique de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Celles-ci visent notamment à supprimer les divergences entre les versions française et anglaise et à clarifier le fonctionnement, d'une part, des systèmes fédéral et provinciaux de mise en liberté d'office et de remise de peine méritée à l'égard de certains délinquants et, d'autre part, de la procédure d'examen expéditif du cas des délinquants en vue de leur libération conditionnelle et de la procédure de détermination judiciaire de l'admissibilité à la libération conditionnelle.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Article 1, (1). — Texte des passages introductif et modifié de la définition de « objets interdits » au paragraphe 2(1) :

(3) Subsection 2(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Délégation

(2) Sauf dans les cas visés à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

2. (1) Paragraph 4(g) of the French version of the Act is replaced by the following:

g) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

(2) Paragraphs 4(i) and (j) of the French version of the Act are replaced by the following:

i) il est attendu que les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur et des libérations conditionnelles ou d'office et qu'ils participent aux programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

j) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques portant atteinte à la dignité humaine, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

3. Section 10 of the Act is replaced by the following:

10. The Commissioner may in writing designate any staff member, either by name or by class, to be a peace officer, and a staff member so designated has all the powers, authority, protection and privileges that a peace officer has by law in respect of

Peace officer
status

(3) Le paragraphe 2(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Délégation

(2) Sauf dans les cas visés à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

2. (1) L'alinéa 4g) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

(2) Les alinéas 4i) et j) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

i) il est attendu que les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur et des libérations conditionnelles ou d'office et qu'ils participent aux programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

j) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques portant atteinte à la dignité humaine, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

3. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. Le commissaire peut, par écrit, attribuer la qualité d'agent de la paix à tout agent ou catégorie d'agents. Le cas échéant, l'agent jouit de la protection prévue par la loi et a compétence :

Statut d'agent
de la paix

a) d'une part, à l'égard des délinquants qui font l'objet d'un mandat;

...

(b) a weapon or a component thereof, ammunition for a weapon, and anything that is designed to kill, injure or disable a person or that is altered so as to be capable of killing, injuring or disabling a person, when possessed without prior authorization,

(2) New.

(3) Subsection 2(2) reads as follows:

(2) Except as otherwise provided by this Part or by regulations made under paragraph 96(b),

(a) powers, duties and functions that this Part assigns to the Commissioner may only be exercised or performed by the Commissioner or, where the Commissioner is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person acting in the place of the Commissioner; and

(b) powers, duties and functions that this Part assigns to the institutional head may only be exercised or performed by the institutional head or, where the institutional head is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person who, at the relevant time, is in charge of the penitentiary.

Clause 2: The relevant portion of section 4 reads as follows:

4. The principles that shall guide the Service in achieving the purpose referred to in section 3 are

...

(g) that correctional decisions be made in a forthright and fair manner, with access by the offender to an effective grievance procedure;

...

(i) that offenders are expected to obey penitentiary rules and conditions governing temporary absence, work release, parole and statutory release, and to actively participate in programs designed to promote their rehabilitation and reintegration; and

(j) that staff members be properly selected and trained, and be given

(i) appropriate career development opportunities,

(ii) good working conditions, including a workplace environment that is free of practices that undermine a person's sense of personal dignity, and

(iii) opportunities to participate in the development of correctional policies and programs.

Clause 3: Section 10 reads as follows:

10. The Commissioner may in writing designate any staff member, either by name or by class, to be a peace officer, and a staff member so designated is a peace officer throughout Canada and has all the powers, authority, protection and privileges that a peace officer has by law.

« objets interdits »

...

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer ou blesser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

(2). — Nouveau.

(3). — Texte du paragraphe 2(2) :

(2) Sauf dans le cas visé à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable de l'établissement.

Article 2. — Texte des passages introductif et modifiés de l'article 4 :

4. Le Service est guidé, dans l'exécution de ce mandat, par les principes qui suivent :

...

g) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes de règlement de griefs;

...

i) les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur et des libérations conditionnelles ou d'office et il est attendu qu'ils participent aux programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

j) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques visant à détériorer le sens du respect de la dignité humaine chez l'individu, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

Article 3. — Texte de l'article 10 :

10. Le commissaire peut, par écrit, attribuer la qualité d'agent de la paix à tout agent ou catégorie d'agents. Le cas échéant, l'agent a compétence sur l'ensemble du territoire canadien et jouit de la protection prévue par la loi.

- (a) an offender subject to a warrant; and
 (b) any person, while the person is in a penitentiary.

b) d'autre part, dans les pénitenciers à l'égard de quiconque s'y trouve.

4. The Act is amended by adding the following after section 11:

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

Recommitment to custody

11.1 Where a person who is sentenced, committed or transferred to penitentiary is at large without lawful authority before the expiration of the sentence according to law and where no alternative means of arrest are available, the institutional head may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment of the person to custody in a penitentiary.

11.1 Le directeur peut autoriser l'arrestation et la réincarcération de toute personne condamnée ou transférée au pénitencier et se trouvant, sans autorisation légale, à l'extérieur de celui-ci avant l'expiration légale de sa peine s'il n'existe aucune autre façon de procéder à son arrestation.

5 Réincarcération

5. Subsection 14(2) of the Act is replaced by the following:

5. Le paragraphe 14(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) The person in charge of the provincial correctional facility to whom a person referred to in subsection (1) is delivered shall, on being presented with

(2) Sur présentation du mandat de dépôt ou d'une copie certifiée par un juge d'une cour supérieure ou provinciale ou par un juge de paix ou le greffier du tribunal ayant prononcé la condamnation, le responsable de l'établissement correctionnel provincial est tenu d'y incarcérer cette personne jusqu'à ce qu'elle soit formellement libérée ou transférée au pénitencier.

Idem

(a) the warrant of committal to penitentiary, or

(b) a copy of the warrant of committal certified by any judge of a superior or provincial court, by any justice of the peace, or by the clerk of the court in which the person was convicted,

confine the person in the provincial correctional facility until the person is transferred to penitentiary or released from custody in accordance with law.

6. Subsection 16(2) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 16(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Effect of confinement

(2) Subject to subsection (3), a person who, pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b), is confined in a penitentiary is, notwithstanding subsection 732(1) of the *Criminal Code*, subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the penitentiary in which the person is confined.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la personne incarcérée dans un pénitencier aux termes d'un tel accord est, malgré le paragraphe 732(1) du *Code criminel*, assujettie aux lois, règlements et autres règles de droit régissant le pénitencier en question.

25 Assujettissement aux lois et règlements

Release date

(3) The release date of an offender who is transferred to penitentiary pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b) shall be determined by crediting against the sentence

(3) La date de libération du délinquant aux termes d'un tel accord est déterminée par soustraction de sa peine d'emprisonnement du nombre de jours correspondant à :

Cas particulier

Clause 4: New.

Article 4. — Nouveau.

Clause 5: Subsection 14(2) reads as follows:

(2) The person in charge of the provincial correctional facility to whom a person referred to in subsection (1) is delivered shall, on being presented with

(a) the warrant of committal to penitentiary, or

(b) a copy of the warrant of committal certified by any judge of a superior, county, district or provincial court, by any justice of the peace, or by the clerk of the court in which the person was convicted,

confine the person in the provincial correctional facility until the person is transferred to penitentiary or released from custody in accordance with law.

Article 5. — Texte du paragraphe 14(2) :

(2) Sur présentation du mandat de dépôt ou d'une copie certifiée par un juge d'une cour supérieure, provinciale, de comté ou de district ou par un juge de paix ou le greffier du tribunal ayant prononcé la condamnation, le responsable de l'établissement provincial est tenu d'y incarcérer cette personne jusqu'à ce qu'elle soit formellement libérée ou transférée au pénitencier.

Clause 6: Subsection 16(2) reads as follows:

(2) A person who, pursuant to an agreement entered into under subsection (1), is confined in a penitentiary is, notwithstanding subsection 732(1) of the *Criminal Code*, subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the penitentiary in which the person is confined.

Article 6. — Texte du paragraphe 16(2) :

(2) La personne incarcérée dans un pénitencier aux termes d'un tel accord est, malgré le paragraphe 732(1) du *Code criminel*, assujettie aux lois, règlements et autres règles de droit régissant le pénitencier en question.

(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on the day of the transfer; and

(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*.

7. The portion of subsection 17(1) of the French version of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

17. (1) Sous réserve de l'article 747 du *Code criminel*, le directeur du pénitencier peut autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) il l'estime souhaitable pour des raisons 20 médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des 25 rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

8. (1) Paragraph 18(2)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) une récidive du détenu pendant le placement ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

(2) Subsections 18(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) The institutional head may suspend or cancel a work release either before or after its commencement.

(5) The institutional head shall give the inmate written reasons for the authorizing, refusal, suspension or cancellation of a work release.

(6) Where a work release is suspended or cancelled after its commencement, the institutional head may cause a warrant in writing 45

a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficiait à la date du transfert;

b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la 5 *Loi sur les prisons et les maisons de correction*.

7. Le passage du paragraphe 17(1) de la version française de la même loi précédant 10 l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Sous réserve de l'article 747 du *Code criminel*, le directeur du pénitencier peut autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) il l'estime souhaitable pour des raisons 20 médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des 25 rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

8. (1) L'alinéa 18(2)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui 30 suit :

a) une récidive du détenu pendant le placement ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

(2) Les paragraphes 18(4) et (5) de la 35 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Il peut suspendre ou annuler le placement même avant la sortie.

(5) Le cas échéant, le directeur communiqué, par écrit, au détenu les motifs de l'autorisation, du refus, de la suspension ou de 40 l'annulation du placement.

(6) S'il suspend ou annule le placement après la sortie, le directeur peut autoriser par mandat écrit l'arrestation et la réincarcération du détenu. 45

Permission de
sortir avec
escorte

Permission de
sortir avec
escorte

Suspension or
cancellation

Suspension ou
annulation du
placement

Reasons to be
given

Motifs

Warrant

Mandat

Clause 7: The relevant portion of subsection 17(1) reads as follows:

17. (1) Where, in the opinion of the institutional head,

(a) an inmate will not, by reoffending, present an undue risk to society during an absence authorized under this section,

(b) it is desirable for the inmate to be absent from penitentiary, escorted by a staff member or other person authorized by the institutional head, for medical, administrative, community service, family contact, personal development for rehabilitative purposes, or compassionate reasons, including parental responsibilities,

...

the absence may, subject to section 747 of the *Criminal Code*, be authorized by the institutional head

...

Clause 8: (1) The relevant portion of subsection 18(2) reads as follows:

(2) Where an inmate is eligible for unescorted temporary absences under Part II or pursuant to section 747 of the *Criminal Code* and, in the opinion of the institutional head,

(a) the inmate will not, by reoffending, present an undue risk to society during a work release,

...

the institutional head may authorize a work release, for such duration as is fixed by the institutional head, subject to the approval of the Commissioner if the duration is to exceed sixty days.

(2) Subsections 18(4) and (5) read as follows:

(4) The institutional head may cancel a work release either before or after its commencement.

(5) The institutional head shall give the inmate written reasons for the authorizing, refusal or cancellation of a work release.

Article 7. — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 17(1) :

17. (1) Sous réserve de l'article 747 du *Code criminel*, le directeur du pénitencier peut autoriser une sortie sous la surveillance d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

a) le risque de récidive durant la sortie n'est pas inacceptable pour la société;

b) il l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, humaines ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

Article 8, (1). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 18(2) :

(2) Le directeur peut faire bénéficier le détenu qui est admissible à une permission de sortir sans surveillance en application de la partie II ou de l'article 747 du *Code criminel* d'un placement à l'extérieur pour la période qu'il détermine — sous réserve de l'approbation du commissaire lorsqu'elle excède soixante jours — si, à son avis :

a) le risque de récidive durant le placement n'est pas inacceptable pour la société;

(2). — Texte des paragraphes 18(4) et (5) :

(4) Il peut annuler le placement même avant la sortie.

(5) Le cas échéant, le directeur communique, par écrit, au détenu les motifs de l'autorisation, du refus ou de l'annulation du placement.

to be issued authorizing the apprehension and recommitment to custody of the inmate.

9. Subsection 24(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Correction des renseignements

(2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets peut demander que le Service en effectue la correction; lorsque la demande est refusée, le Service doit faire mention des corrections qui ont été demandées mais non effectuées.

10. Subsections 27(3) and (4) of the French version of the Act are replaced by the following:

Exception

(3) Sauf dans le cas des infractions disciplinaires, le commissaire peut autoriser, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, le refus de communiquer des renseignements au délinquant s'il a des motifs raisonnables de croire que cette communication mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

Droit à l'interprète

(4) Le délinquant que ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour toute audition prévue à la présente partie ou par ses règlements d'application et pour la compréhension des documents qui lui sont communiqués en vertu du présent article.

11. Section 29 of the Act is replaced by the following:

Transfers

29. The Commissioner may authorize the transfer of a person who is sentenced, transferred or committed to a penitentiary to

(a) another penitentiary in accordance with the regulations made under paragraph 96(d), subject to section 28; or

(b) a provincial correctional facility or hospital in accordance with an agreement entered into under paragraph 16(1)(a) and any applicable regulations.

12. Subsection 33(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

9. Le paragraphe 24(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Correction des renseignements

5 (2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets peut demander que le Service en effectue la correction; lorsque la demande est refusée, le Service doit faire mention des corrections qui ont été demandées mais non effectuées. 10

10. Les paragraphes 27(3) et (4) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception

15 (3) Sauf dans le cas des infractions disciplinaires, le commissaire peut autoriser, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, le refus de communiquer des renseignements au délinquant s'il a des motifs raisonnables de croire que cette communication mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite. 20

Droit à l'interprète

(4) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance 25 d'un interprète pour toute audition prévue à la présente partie ou par ses règlements d'application et pour la compréhension des documents qui lui sont communiqués en vertu du présent article. 30

11. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transfèvements

29. Le commissaire peut autoriser le transfèrement d'une personne condamnée ou transférée au pénitencier, soit à un autre pénitencier, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96d), mais sous réserve de l'article 28, soit à un établissement correctionnel provincial ou un hôpital dans le cadre d'un accord conclu au titre du paragraphe 16(1), conformément aux règlements applicables. 35 40

12. Le paragraphe 33(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45

Clause 9: Subsection 24(2) reads as follows:

(2) Where an offender who has been given access to information by the Service pursuant to subsection 23(2) believes that there is an error or omission therein,

(a) the offender may request the Service to correct that information; and

(b) where the request is refused, the Service shall attach to the information a notation indicating that the offender has requested a correction and setting out the correction requested.

Clause 10: Subsections 27(3) and (4) read as follows:

(3) Except in relation to decisions on disciplinary offences, where the Commissioner has reasonable grounds to believe that disclosure of information under subsection (1) or (2) would jeopardize

(a) the safety of any person,

(b) the security of a penitentiary, or

(c) the conduct of any lawful investigation,

the Commissioner may authorize the withholding from the offender of as much information as is strictly necessary in order to protect the interest identified in paragraph (a), (b) or (c).

(4) An offender who does not have an adequate understanding of at least one of Canada's official languages is entitled to the assistance of an interpreter

(a) at any hearing provided for by this Part or the regulations; and

(b) for the purposes of understanding materials provided to the offender pursuant to this section.

Clause 11: Section 29 reads as follows:

29. The Commissioner may transfer an inmate

(a) from one penitentiary to another penitentiary in accordance with the regulations made under paragraph 96(d), subject to section 28; or

(b) from a penitentiary to a provincial correctional facility or hospital in accordance with an agreement made under paragraph 16(1)(a) and any applicable regulations.

Clause 12: Subsection 33(1) reads as follows:

Article 9. — Texte du paragraphe 24(2) :

(2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets peut demander que le Service effectue la correction; lorsque la demande est refusée, le Service doit faire mention des corrections qui ont été demandées mais non effectuées.

Article 10. — Texte des paragraphes 27(3) et (4) :

(3) Sauf dans le cas des infractions disciplinaires, le commissaire peut empêcher, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, la communication de renseignements au délinquant s'il a des motifs raisonnables de croire que celle-ci mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

(4) Le délinquant qui ne comprend pas de façon satisfaisante l'une des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour toute audition prévue à la présente partie ou par ses règlements d'application et pour la compréhension des documents qui lui sont communiqués en vertu du présent article.

Article 11. — Texte de l'article 29 :

29. Le commissaire peut autoriser le transfèrement d'un détenu soit à un autre pénitencier, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96d), mais sous réserve de l'article 28, soit à un établissement correctionnel provincial ou un hôpital dans le cadre d'un accord conclu au titre du paragraphe 16(1), conformément aux règlements applicables.

Article 12. — Texte du paragraphe 33(1) :

33. (1) Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur charge une ou plusieurs personnes de réexaminer chaque cas, la

Réexamens

33. (1) Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur charge une ou plusieurs personnes de réexaminer chaque cas, la première fois par une audition, et par la suite périodiquement, selon les modalités réglementaires de temps et autres, et de lui faire après le réexamen par audition et chaque réexamen ultérieur des recommandations quant au maintien ou non du détenu en isolement préventif.

13. The definitions "fouille discrète" and "fouille par palpation" in section 46 of the French version of the Act are replaced by the following:

« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96f), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession.

« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main, soit par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96f), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession.

14. The portion of subsection 47(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) La personne qui, en exécution d'un contrat avec le Service, fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent au titre du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :

15. Section 55 of the English version of the Act is replaced by the following:

55. Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis, either from time to time or at regular intervals, in order

« fouille discrète »
"non-intrusive search"

« fouille par palpation »
"frisk search"

Idem

Idem

33. (1) Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur charge une ou plusieurs personnes de réexaminer chaque cas, la première fois par une audition, et par la suite périodiquement, selon les modalités réglementaires de temps et autres, et de lui faire après le réexamen par audition et chaque réexamen ultérieur des recommandations quant au maintien ou non du détenu en isolement préventif.

13. Les définitions de « fouille discrète » et « fouille par palpation », à l'article 46 de la version française de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96f), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession.

« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main, soit par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96f), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession.

14. Le passage du paragraphe 47(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) La personne qui, en exécution d'un contrat avec le Service, fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent au titre du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :

15. L'article 55 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

55. Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis, either from time to time or at regular intervals, in order

Réexamens

10

« fouille discrète »
"non-intrusive search"

« fouille par palpation »
"frisk search"

Idem

Idem

33. (1) Where an inmate is involuntarily confined in administrative segregation, a person or persons designated by the institutional head shall

- (a) conduct, at the prescribed time and in the prescribed manner, a hearing to review the inmate's case;
- (b) conduct, at prescribed times and in the prescribed manner, further regular reviews of the inmate's case; and
- (c) recommend to the institutional head, after the hearing mentioned in paragraph (a) and after each review mentioned in paragraph (b), whether or not the inmate should be released from administrative segregation.

Clause 13: The definitions "frisk search" and "non-intrusive search" in section 46 read as follows:

"frisk search" means

- (a) a manual search, or a search by technical means, of the clothed body, in the prescribed manner, and
- (b) a search of
 - (i) personal possessions, including clothing, that the person may be carrying, and
 - (ii) any coat or jacket that the person has been requested to remove,

in accordance with any applicable regulations made under paragraph 96(l);

"non-intrusive search" means

- (a) a search of a non-intrusive nature of the clothed body by technical means, in the prescribed manner, and
 - (b) a search of
 - (i) personal possessions, including clothing, that the person may be carrying, and
 - (ii) any coat or jacket that the person has been requested to remove,
- in accordance with any applicable regulations made under paragraph 96(l);

Clause 14: The relevant portion of subsection 47(2) reads as follows:

- (2) A person providing services of a prescribed class to the Service under a contract has the power to search that a staff member is authorized to conduct under subsection (1) if

Clause 15: Section 55 reads as follows:

55. Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis, either once or at regular intervals, in order to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.

première fois par une audition, et par la suite périodiquement, selon les modalités réglementaires de temps et autres, et de lui faire après l'audition et chaque réexamen des recommandations quant au maintien ou non du détenu en isolement préventif.

Article 13. — Texte des définitions de « fouille discrète » et de « fouille par palpation » à l'article 46 :

« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a par-devers lui.

« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main soit par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a par-devers lui.

Article 14. — Texte du passage modifié du paragraphe 47(2) :

- (2) La personne qui, en exécution d'un contrat avec le Service, fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent si les conditions suivantes sont réunies :

Article 15. — Texte de l'article 55 :

55. L'agent ou toute autre personne autorisée par le Service peut obliger un délinquant à lui fournir, ponctuellement ou régulièrement, un échantillon d'urine lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool.

to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.

16. Section 67 of the Act is replaced by the following:

Reports to be submitted

67. Reports in respect of searches conducted pursuant to sections 47 to 66, and in respect of the seizure of items in the course of those searches, must be submitted where required by regulations made under paragraph 96(o) and in accordance with those regulations.

17. Section 69 of the English version of the Act is replaced by the following:

Cruel treatment, etc.

69. No person shall administer, instigate, consent to or acquiesce in any cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of an offender.

18. Section 70 of the French version of the Act is replaced by the following:

Conditions de vie

70. Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine.

19. Section 72 of the French version of the Act is replaced by the following:

Parlementaires et juges

72. Les sénateurs, les députés de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d'un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent.

20. Section 75 of the French version of the Act is replaced by the following:

Religion

75. Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et d'exprimer sa spiritualité.

21. Subsection 78(2) of the Act is replaced by the following:

to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.

16. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Rapports

67. Les fouilles et examens visés aux articles 47 à 66 et les saisies faites à leur occasion font l'objet, lorsque requis par le règlement d'application de l'alinéa 96o), d'un rapport remis, selon les modalités réglementaires, à l'autorité compétente.

17. L'article 69 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Cruel treatment, etc.

69. No person shall administer, instigate, consent to or acquiesce in any cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of an offender.

18. L'article 70 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Conditions de vie

70. Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine.

19. L'article 72 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Parlementaires et juges

72. Les sénateurs, les députés de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d'un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent.

20. L'article 75 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Religion

75. Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et d'exprimer sa spiritualité.

21. Le paragraphe 78(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Clause 16: Section 67 reads as follows:

67. Reports in respect of searches conducted pursuant to sections 47 to 66, and in respect of the seizure of items in the course of those searches, must be filed where required by regulations made under paragraph 96(o) and in accordance with those regulations.

Clause 17: Section 69 reads as follows:

69. No person shall administer, instigate, consent to or acquiesce in any cruel, inhumane or degrading treatment or punishment of an offender.

Clause 18: Section 70 reads as follows:

70. The Service shall take all reasonable steps to ensure that penitentiaries, the penitentiary environment, the living and working conditions of inmates and the working conditions of staff members are safe, healthful and free of practices that undermine a person's sense of personal dignity.

Clause 19: Section 72 reads as follows:

72. Every member of the House of Commons, every Senator and every judge of a court in Canada has the right to

- (a) enter any penitentiary,
- (b) visit any part of a penitentiary, and
- (c) visit any inmate, with the consent of the inmate,

subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons.

Clause 20: Section 75 reads as follows:

75. An inmate is entitled to reasonable opportunities to freely and openly participate in, and express, religion or spirituality, subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons.

Clause 21: Subsection 78(2) reads as follows:

(2) Payments provided for pursuant to subsection (1) may be subject to deductions in accordance with any regulations made under paragraph 96(z.2) and any Commissioner's Directives.

Article 16. — Texte de l'article 67 :

67. Les fouilles et examens visés aux articles 47 à 66 et les saisies faites à leur occasion font l'objet, lorsque requis par règlement d'application de l'alinéa 96o), d'un rapport envoyé, selon les modalités réglementaires, à l'autorité compétente.

Article 17. — Texte de l'article 69 :

69. Il est interdit de faire subir un traitement inhumain, cruel ou dégradant à un délinquant, d'y consentir ou d'encourager un tel traitement.

Article 18. — Texte de l'article 70 :

70. Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine chez l'individu.

Article 19. — Texte de l'article 72 :

72. Les sénateurs, les membres de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d'un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent.

Article 20. — Texte de l'article 75 :

75. Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et sa spiritualité.

Article 21. — Texte du paragraphe 78(2) :

(2) La rétribution autorisée peut faire l'objet de retenues en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 96z.2) ou les directives du commissaire.

Deductions

(2) Where an offender receives a payment referred to in subsection (1) or income from a prescribed source, the Service may

(a) make deductions from that payment or income in accordance with regulations made under paragraph 96(z.2) and any Commissioner's Directive; and

(b) require that the offender pay to Her Majesty in right of Canada, in accordance with regulations made pursuant to paragraph 96(z.2.1) and as set out in a Commissioner's Directive, an amount, not exceeding thirty per cent of the gross payment referred to in subsection (1) or gross income, for reimbursement of the costs of the offender's food and accommodation incurred while the offender was receiving that income or payment, or for reimbursement of the costs of work-related clothing provided to the offender by the Service.

22. Subsection 81(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Accords

81. (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par lui de leurs coûts.

23. Section 91 of the French version of the Act is replaced by the following:

91. Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de règlement des griefs.

24. (1) Subsection 93(1) of the Act is replaced by the following:

93. (1) Except as provided by subsection (2), an inmate who is entitled to be released from penitentiary on a particular day by virtue of statutory release or the expiration of the sentence shall be released during normal business hours on the last working day before that day.

(2) Subsections 93(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(2) Dans le cas où un délinquant reçoit la rétribution mentionnée au paragraphe (1) ou tire un revenu d'une source réglementaire, le Service peut :

a) effectuer des retenues en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 96z.2) et les directives du commissaire;

b) exiger du délinquant, conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96z.2.1), qu'il verse à Sa Majesté du chef du Canada, selon ce qui est fixé par directive du commissaire, jusqu'à trente pour cent de ses rétribution et revenu bruts à titre de remboursement des frais engagés pour son hébergement et sa nourriture pendant la période où il reçoit la rétribution ou tire le revenu ainsi que pour les vêtements de travail que lui fournit le Service.

22. Le paragraphe 81(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

81. (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par lui de leurs coûts.

23. L'article 91 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

91. Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de règlement des griefs.

24. (1) Le paragraphe 93(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

93. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la libération d'un détenu soit d'office, soit à l'expiration de sa peine, s'effectue pendant les heures normales de travail du jour ouvrable qui précède celui où elle se ferait normalement.

(2) Les paragraphes 93(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Retenues

Accords

Accès à la procédure de règlement des griefs

Accès à la procédure de règlement des griefs

Timing of release from penitentiary

Moment de la libération

Clause 22: Subsection 81(1) reads as follows:

81. (1) The Minister, or a person authorized by the Minister, may enter into an agreement with an aboriginal community for the provision of correctional services to aboriginal offenders and for payment by the Minister, or by a person authorized by the Minister, in respect of the provision of those services.

Clause 23: Section 91 reads as follows:

91. Every offender shall have complete access to the offender grievance procedure without negative consequences.

Clause 24: (1) Subsection 93(1) reads as follows:

93. (1) Except as provided by subsections (2) and 127(6), an inmate who is entitled to be released from penitentiary on a particular day by virtue of statutory release or the expiration of the sentence shall be released during normal business hours on the last working day before that day.

(2) Subsections 93(4) and (5) read as follows:

(4) Where an inmate who is in penitentiary pursuant to subsection 94(1) or 127(6) requests to be released, the Service shall release the inmate as soon as reasonably possible, but is not required to release the inmate except during normal business hours on a working day.

Article 22. — Texte du paragraphe 81(1) :

81. (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par son ministère de leurs coûts.

Article 23. — Texte de l'article 91 :

91. Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de griefs.

Article 24, (1). — Texte du paragraphe 93(1) :

93. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 127(6), la libération d'un détenu soit d'office, soit à l'expiration de sa peine, s'effectue pendant les heures normales de travail du jour ouvrable qui précède celui où elle se ferait normalement.

(2). — Texte des paragraphes 93(4) et (5) :

(4) En cas de demande de mise en liberté par un détenu qui se trouve au pénitencier en vertu du paragraphe 94(1) ou 127(6), le Service effectue la libération le plus tôt possible pendant les heures normales de travail des jours ouvrables.

Timing of
release for
directed parole

(3.1) An inmate who is to be released on full parole by virtue of a direction of the Board under section 126 shall be released during normal business hours on the day established pursuant to section 120, or, if that day is not a working day, during normal business hours on the following working day.

Release on
request

(4) Where an inmate who is in penitentiary pursuant to subsection 94(1) requests to be released, the Service shall release the inmate as soon as reasonably possible, but is not required to release the inmate except during normal business hours on a working day.

25. (1) Subsection 94(1) of the Act is replaced by the following:

Temporary
accommoda-
tion in peniten-
tiary

94. (1) At the request of a person who has been released from penitentiary on parole or statutory release, or who is entitled to be released from penitentiary on statutory release, the institutional head may allow the person to stay temporarily in the penitentiary in order to assist that person's rehabilitation, but such a temporary stay may not extend beyond the expiration of the person's sentence.

(2) Section 94 of the Act is amended by 25 adding the following after subsection (2):

Continuation
of parole or
statutory
release

(3) Notwithstanding subsection (2), the parole or statutory release, as the case may be, of a person staying temporarily in a penitentiary pursuant to subsection (1) is deemed to be in force and subject to the provisions of this Act.

26. (1) Paragraph 96(d) of the French version of the Act is replaced by the following:

d) concernant l'incarcération des détenus conformément à l'article 28 et leur trans- 30
fèrement conformément à l'article 29;

(2) Paragraph 96(o) of the Act is replaced by the following:

(o) respecting

(i) the submission of reports referred to in section 67, and

(ii) the return or forfeiture of items seized under section 65 or subsection 45

(3.1) La libération conditionnelle totale d'un détenu ordonnée par la Commission en vertu de l'article 126 s'effectue pendant les heures normales de travail du jour fixé conformément à l'article 120 ou, si celui-ci n'est pas un jour ouvrable, pendant les heures normales de travail du jour ouvrable suivant.

(4) En cas de demande de mise en liberté par un détenu qui se trouve au pénitencier en vertu du paragraphe 94(1), le Service effectue la libération le plus tôt possible pendant les heures normales de travail des jours ouvrables.

25. (1) Le paragraphe 94(1) de la même 15 loi est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Le directeur peut, à la demande d'une personne mise en liberté conditionnelle ou d'office, ou qui a le droit d'être mise en liberté d'office, l'héberger temporairement — au plus tard jusqu'à l'expiration légale de sa peine — au pénitencier afin de favoriser sa réadaptation.

(2) L'article 94 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la liberté conditionnelle ou d'office de la personne ainsi hébergée est réputée se continuer et demeurer régie par la présente loi.

26. (1) L'alinéa 96d) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui 30
suit :

d) concernant l'incarcération des détenus conformément à l'article 28 et leur trans- 35
fèrement conformément à l'article 29;

(2) L'alinéa 96o) de la même loi est rem- 40
placé par ce qui suit :

o) précisant à qui les rapports visés à l'article 67 doivent être remis et concernant la restitution ou la confiscation d'objets saisis en vertu de l'article 65 ou du paragraphe 66(2), ou dont le Service a autrement obtenu la possession;

Moment de la
libération
conditionnelle
totale ordonnée
par la Commis-
sion

Demande de
libération

Durée

Continuation
de la liberté
conditionnelle
ou d'office

(5) In this section, "working day" means a day on which offices of the public service of Canada are generally open in the province in question.

(5) Au présent article, « jour ouvrable » s'entend d'un jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration fédérale dans la province en cause.

Clause 25: (1) Subsection 94(1) reads as follows:

94. (1) At the request of a person who has been released from penitentiary on parole or statutory release, the institutional head may allow the person to stay temporarily in the penitentiary in order to assist that person's rehabilitation, but such a temporary stay may not extend beyond the expiration of the person's sentence.

Article 25, (1). — Texte du paragraphe 94(1) :

94. (1) Le directeur peut, à la demande d'une personne mise en liberté conditionnelle ou d'office, l'héberger temporairement — au plus tard jusqu'à l'expiration légale de sa peine — au pénitencier afin de favoriser sa réadaptation.

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 26: The relevant portion of section 96 reads as follows:

96. The Governor in Council may make regulations

...

(d) respecting the placement of inmates pursuant to section 28 and their transfer pursuant to section 29;

...

(o) respecting

(i) the filing of reports referred to in section 67, and

(ii) the return or forfeiture of items seized under section 65 or subsection 66(2) or otherwise in possession of the Service;

...

(z.2) prescribing the purposes for which deductions may be made from payments authorized under subsection 78(1) and prescribing the amounts or maxima of any such deductions, which regulations may

Article 26. — Texte des passages introductif et modifiés de l'article 96 :

96. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

...

d) concernant le lieu d'incarcération pour l'application de l'article 28 et le transfèrement visé à l'article 29;

...

o) précisant à qui les rapports visés à l'article 67 doivent être envoyés et concernant la restitution ou la confiscation d'objets saisis en vertu de l'article 65 ou du paragraphe 66(2), ou dont le Service a autrement obtenu la possession;

...

z.2) précisant l'objet des retenues visées au paragraphe 78(2) et en fixant le plafond ou le montant, ou permettant au commissaire de fixer ces derniers par directives;

66(2) or otherwise in possession of the Service;

(3) Paragraph 96(z.2) of the Act is replaced by the following:

(z.1.1) prescribing the sources of income from which a deduction may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) or in respect of which a payment may be required pursuant to paragraph 78(2)(b);

(z.2) prescribing the purposes for which deductions may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) and prescribing the amount or maximum amount of any deduction, which regulations may authorize the Commissioner to fix the amount or maximum amount of any deduction by Commissioner's Directive;

(z.2.1) providing for the means of collecting the amount referred to in paragraph 78(2)(b) and authorizing the Commissioner to fix, by percentage or otherwise, that amount by Commissioner's Directive, and respecting the circumstances under which payment of that amount is not required;

27. (1) The definition "Board" in subsection 99(1) of the Act is replaced by the following:

"Board" means the National Parole Board continued by section 103 and includes a provincial parole board where it exercises jurisdiction in respect of parole as provided by section 112 or in respect of which any other provision of this Part is, by virtue of section 113, rendered applicable;

(2) Subsection 99(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"sentence" has the same meaning as in Part I;

"working day" means a day on which offices of the public service of Canada are generally open in the province in question.

28. Section 102 of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) L'alinéa 96(z.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

z.1.1) précisant les sources de revenu qui peuvent faire l'objet des retenues prévues à l'alinéa 78(2)a) et des versements prévus à l'alinéa 78(2)b);

z.2) précisant l'objet des retenues visées à l'alinéa 78(2)a) et en fixant le plafond ou le montant, ou permettant au commissaire de fixer ces derniers par directive;

z.2.1) prévoyant les modalités de recouvrement de la somme prévue à l'alinéa 78(2)b) et permettant au commissaire de prendre des directives pour en fixer le montant — en pourcentage ou autrement — et pour prévoir les circonstances dans lesquelles le versement n'en est pas exigé;

27. (1) La définition de « Commission », au paragraphe 99(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission nationale des libérations conditionnelles visée à l'article 103. Y sont assimilées les commissions provinciales en ce qui a trait à l'exercice de la compétence que leur attribue l'article 112 et aux dispositions qui leur ont été rendues applicables en vertu de l'article 113.

(2) Le paragraphe 99(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« jour ouvrable » Jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration fédérale dans la province en cause.

« peine » ou « peine d'emprisonnement » S'entend au sens de la partie I.

28. L'article 102 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Board"
« Commission »

"sentence"
« peine ... »

"working day"
« jour
ouvrable »

« Commission »
"Board"

« jour
ouvrable »
"working day"

« peine » ou
« peine
d'emprisonnement »
"sentence"

permit the Commissioner to fix the deductions by Commissioner's Directives;

Clause 27: (1) The definition "Board" in subsection 99(1) reads as follows:

"Board" means the National Parole Board continued by section 103;

Article 27, (1). — Texte de la définition de « Commission » au paragraphe 99(1) :

« Commission » La Commission nationale des libérations conditionnelles visée à l'article 103.

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 28: Section 102 reads as follows:

Article 28. — Texte de l'article 102 :

Critères

102. La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

29. Subparagraphs 107(1)(e)(i) and (ii) of the English version of the Act are replaced by the following:

(i) a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death,

(ii) a sentence for an indeterminate period, or

30. Subsection 113(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les dispositions de la présente partie qui ne s'appliquent pas par ailleurs aux commissions provinciales s'appliquent, en tout ou en partie, à la commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en relèvent.

31. The portion of subsection 115(1) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

115. (1) Subject to subsection (2), the portion of a sentence that must be served before an offender serving a sentence in a penitentiary may be released on an unescorted temporary absence is

(a) in the case of an offender serving a life sentence, the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date less three years;

(b) in the case of an offender serving a 40 sentence for an indeterminate period, three years; and

32. Paragraphs 116(1)(a) and (b) of the French version of the Act are replaced by the following:

102. La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

29. Les sous-alinéas 107(1)(e)(i) et (ii) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death,

(ii) a sentence for an indeterminate period, or

30. Le paragraphe 113(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les dispositions de la présente partie qui ne s'appliquent pas par ailleurs aux commissions provinciales s'appliquent, en tout ou en partie, à la 25 commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en relèvent.

31. Le passage du paragraphe 115(1) de la même loi précédant l'alinéa c) est rem- 30 placé par ce qui suit :

115. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le temps d'épreuve que doit purger le délinquant dans un pénitencier pour l'obtention d'une permission de sortir sans escorte est : 35

a) dans le cas d'un délinquant purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

b) dans le cas d'un délinquant purgeant une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, trois ans;

32. Les alinéas 116(1)a) et b) de la version française de la même loi sont remplacés par 45 ce qui suit :

Adoption par renvoi

Minimum time to be served

Critères

Adoption par renvoi

Temps d'épreuve

102. The Board or a provincial parole board may grant parole to an offender if, in its opinion,

(a) the offender will not, by reoffending, present an undue risk to society before the expiration according to law of the sentence the offender is serving; and

(b) the release of the offender will contribute to the protection of society by facilitating the reintegration of the offender into society as a law-abiding citizen.

Clause 29: The relevant portion of subsection 107(1) reads as follows:

107. (1) Subject to this Act, the *Prisons and Reformatories Act*, the *Transfer of Offenders Act* and the *Criminal Code*, the Board has exclusive jurisdiction and absolute discretion

...
(e) to authorize or to cancel a decision to authorize the unescorted temporary absence of an offender who is serving, in a penitentiary,

(i) a sentence of life imprisonment imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death,

(ii) a sentence of detention for an indeterminate period, or

Clause 30: Subsection 113(1) reads as follows:

113. (1) Where a provincial parole board has been established for a province, the lieutenant governor in council of the province may, by order, declare that all or any of the provisions of this Part that do not otherwise apply in respect of provincial parole boards shall apply in respect of that provincial parole board and offenders under its jurisdiction.

Clause 31: The relevant portion of subsection 115(1) reads as follows:

115. (1) Subject to subsection (2), the portion of a sentence of imprisonment that must be served before an offender serving a sentence in a penitentiary may be released on an unescorted temporary absence is

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life, the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date less three years;

(b) in the case of a sentence of detention for an indeterminate period, three years; and

Clause 32: The relevant portion of subsection 116(1) reads as follows:

102. La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis que le risque de récidive avant l'expiration légale de la peine que purge le délinquant n'est pas inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

Article 29. — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 107(1) :

107. (1) Sous réserve de la présente loi, de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, de la *Loi sur le transfert des délinquants* et du *Code criminel*, la Commission a toute compétence et latitude pour :

...
e) accorder une permission de sortir sans surveillance, ou annuler la décision de l'accorder dans le cas du délinquant qui purge, dans un pénitencier, une peine d'emprisonnement, selon le cas :

(i) à perpétuité comme peine minimale ou à la suite de commutation de la peine de mort,

(ii) d'une durée indéterminée,

Article 30. — Texte du paragraphe 113(1) :

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les dispositions de la présente partie s'appliquent, en tout ou en partie, à la commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en relèvent.

Article 31. — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 115(1) :

115. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le temps d'épreuve que doit purger le délinquant dans un pénitencier pour l'obtention d'une permission de sortir sans surveillance est :

a) dans le cas d'une peine d'emprisonnement à perpétuité, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

b) dans le cas d'une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, trois ans;

Article 32. — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 116(1) :

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

33. Section 119 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Idem

(1.1) Notwithstanding section 747 of the *Criminal Code*, in the circumstances described in subsection 120.2(2), an offender shall not be released on day parole until three years before the day that is determined in accordance with that subsection.

34. Section 120 of the Act is replaced by the following:

Time when eligible for full parole

120. (1) Subject to sections 747 and 761 of the *Criminal Code* and to any order made under section 741.2 of that Act, an offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of the lesser of one third of the sentence and seven years.

Life sentence

(2) Subject to any order made under section 741.2 of the *Criminal Code*, an offender who is serving a life sentence, imposed otherwise than as a minimum punishment, is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of seven years less any time spent in custody between the day on which the offender was arrested and taken into custody, in respect of the offence for which the sentence was imposed, and the day on which the sentence was imposed.

Additional consecutive sentence

120.1 (1) Where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served consecutively to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

33. L'article 119 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

15

(1.1) Par dérogation à l'article 747 du *Code criminel*, dans les cas visés au paragraphe 120.2(2), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est la période qui se termine trois ans avant la date déterminée conformément à ce paragraphe.

Idem

34. L'article 120 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

120. (1) Sous réserve des articles 747 et 761 du *Code criminel* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 de cette loi, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.

Temps d'épreuve pour la libération conditionnelle totale

(2) Dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est, sous réserve de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel*, de sept ans moins le temps de détention compris entre le jour de l'arrestation et celui de la condamnation à cette peine.

Cas particulier : perpétuité

120.1 (1) Le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger à la suite de l'autre n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accom-

Peine supplémentaire consecutive

116. (1) The Board may authorize the unescorted temporary absence of an offender referred to in paragraph 107(1)(e) where, in the opinion of the Board,

(a) the offender will not, by reoffending, present an undue risk to society during the absence;

(b) it is desirable for the offender to be absent from penitentiary for medical, administrative, community service, family contact, personal development for rehabilitative purposes, or compassionate reasons, including parental responsibilities;

Clause 33: New.

Clause 34: Section 120 reads as follows:

120. (1) Subject to sections 747 and 761 of the *Criminal Code* and to any order made under section 741.2 of that Act, the portion of a sentence of imprisonment that must be served before an offender may be released on full parole is the lesser of

(a) one third of the sentence of imprisonment, and

(b) seven years.

(2) The portion of a sentence of imprisonment for life, imposed otherwise than as a minimum punishment, that must be served before an offender may be released on full parole is seven years less any time spent in custody between the day on which the offender was arrested and taken into custody, in respect of the offence for which the sentence was imposed, and the day on which the sentence was imposed.

(3) The Board is not required to review the case of an offender who applies for full parole if the offender is serving a sentence of imprisonment of less than six months.

(4) Where an offender is serving a sentence of imprisonment in respect of which no order has been made under section 741.2 of the *Criminal Code* and another sentence of imprisonment in respect of which such an order has been made, the offender may be released on full parole after having served a period of imprisonment equal to the lesser of one half or ten years of that other sentence and, in addition,

(a) where the two sentences are to be served concurrently, one third of any portion of the first term that is not served concurrently with the other term; or

(b) where the two sentences are to be served consecutively, the lesser of

(i) one third of the first term, and

(ii) the portion of the term that would have had to be served before full parole could have been granted in the event that the two sentences were to have been served concurrently.

116. (1) La Commission peut autoriser le délinquant visé à l'alinéa 107(1)e) à sortir sans surveillance lorsque, à son avis, les conditions suivantes sont remplies :

a) le risque de récidive durant la sortie n'est pas inacceptable pour la société;

b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, humaines ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;

Article 33. — Nouveau.

Article 34. — Texte de l'article 120 :

120. (1) Sous réserve des articles 747 et 761 du *Code criminel* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 de cette loi, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.

(2) Dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence, le temps d'épreuve est de sept ans moins le temps de détention compris entre le jour de l'arrestation et celui de la condamnation à l'égard de l'infraction pour laquelle cette peine a été infligée.

(3) La Commission n'est pas tenue d'examiner les demandes de libération conditionnelle totale émanant de délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois.

(4) Dans le cas du délinquant qui purge deux peines d'emprisonnement, dont l'une en application d'une ordonnance rendue aux termes de l'article 741.2 du *Code criminel*, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est la somme, d'une part de la moitié de cette peine — à concurrence de dix ans — et, d'autre part :

a) si les deux peines doivent être purgées en même temps, du tiers de la partie de la première qui n'est pas purgée concurremment avec la seconde;

b) si elles doivent l'être consécutivement, le moindre du tiers de la première peine et de la partie de celle qui aurait dû être purgée avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale si les deux peines avaient dû être purgées en même temps.

(5) Le temps d'épreuve ne peut en aucun cas excéder la moitié de son temps d'emprisonnement.

day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,

(a) any remaining period of ineligibility in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed; and

(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.

Additional sentence to be served consecutively to a portion of the sentence

(2) Notwithstanding subsection (1), where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served consecutively to a portion of the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the day that is the latest of

(a) the day on which the offender has served the period of ineligibility for full parole in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed,

(b) the day on which the offender has served, commencing on the date on which the additional sentence was imposed, the period of ineligibility for full parole in relation to the additional sentence, and

(c) the day on which the offender has served the period of ineligibility for full parole in relation to the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1).

Additional concurrent sentence

120.2 (1) Subject to subsection (2), where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served concurrently with any portion of the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the day that is the later of

(a) the day on which the offender has served the period of ineligibility in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, and

(b) the day on which the offender has served

pli le temps d'épreuve requis à la fois sur la partie de la peine non encore exécutée au moment de la condamnation et sur la peine supplémentaire.

5

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine supplémentaire à purger après une partie de la peine en cours n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la plus éloignée des dates suivantes :

5 Peine supplémentaire à purger après une partie de la peine

a) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine qu'il purge au moment de la condamnation à la peine supplémentaire;

15

b) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire, déterminé à compter de la date de la condamnation à celle-ci;

c) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve requis par rapport à la période globale d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe 139(1).

120.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger en même temps qu'une partie de l'autre n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la plus éloignée des dates suivantes :

Peine supplémentaire concurrente

a) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine qu'il purge au moment de la condamnation à la peine supplémentaire;

35

b) la date à laquelle il a accompli, d'une part, le temps d'épreuve requis par rapport à la partie de la période globale d'empi-

(5) No offender referred to in subsection (4) is required to serve more than one half of the sentence of imprisonment before becoming eligible for full parole.

	<p>(i) the period of ineligibility in relation to any portion of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) and that is subject to an order under section 741.2 of the <i>Criminal Code</i>, and</p> <p>(ii) the period of ineligibility in relation to any other portion of that sentence.</p>	<p>sonnement, déterminée conformément au paragraphe 139(1), qui est visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du <i>Code criminel</i> et, d'autre part, le temps d'épreuve requis par rapport à toute autre partie de cette période globale d'emprisonnement.</p>	
Where sentence in addition to life sentence	<p>(2) Where an offender who is sentenced to life imprisonment or for an indeterminate period receives an additional sentence, the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,</p> <p>(a) any remaining period of ineligibility to which the offender is subject; and</p> <p>(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.</p>	<p>(2) Le délinquant qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire alors qu'il purge une peine d'emprisonnement à perpétuité ou pour une période indéterminée n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve auquel il est assujéti au moment de la condamnation ainsi que le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire.</p>	Peine d'emprisonnement à perpétuité
Where reduction of period of ineligibility for parole	<p>(3) Where, pursuant to section 745 of the <i>Criminal Code</i>, there has been a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole of an offender referred to in subsection (2), the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,</p> <p>(a) the remaining period of ineligibility to which the offender would have been subject, after taking into account the reduction; and</p> <p>(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.</p>	<p>(3) En cas de réduction du temps d'épreuve sur la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de l'article 745 du <i>Code criminel</i>, le délinquant visé au paragraphe (2) n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve auquel il aurait été assujéti, compte tenu de la réduction, à la date de la condamnation à la peine supplémentaire ainsi que le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire.</p>	Nouveau calcul en cas de réduction du temps d'épreuve
Maximum period	<p>120.3 Subject to section 742 of the <i>Criminal Code</i>, where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence, the day on which the offender is eligible for full parole shall not be later than the day on which the offender has served fifteen years from the day on which the last of the sentences was imposed.</p>	<p>120.3 Sous réserve de l'article 742 du <i>Code criminel</i>, lorsqu'un délinquant qui purge une peine d'emprisonnement est condamné à une peine supplémentaire, la limite maximale du temps d'épreuve requis pour la libération conditionnelle totale est de quinze ans à compter de la condamnation à la dernière peine.</p>	Maximum
Exceptional cases	<p>35. (1) The portion of subsection 121(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p> <p>121. (1) Subject to section 102 and notwithstanding sections 119 to 120.3 or any</p>	<p>35. (1) Le passage du paragraphe 121(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>121. (1) <u>Sous réserve de l'article 102 mais par dérogation aux articles 119 à 120.3 et</u></p>	Cas exceptionnels

Clause 35: (1) The relevant portion of subsection 121(1) reads as follows:

121. (1) Subject to section 102 and notwithstanding section 119 or 120 or any order made under section 741.2 of the *Criminal Code*, parole may be granted at any time to an offender

Article 35, (1). — Texte du passage modifié du paragraphe 121(1) :

121. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente partie et même si le temps d'épreuve a été fixé par le tribunal en application de l'article 741.2 du *Code criminel*, le délinquant peut bénéficier de la libération conditionnelle dans les cas suivants :

order made under section 741.2 of the *Criminal Code*, parole may be granted at any time to an offender

(2) Paragraphs 121(2)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

(a) serving a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or

(b) serving, in a penitentiary, a sentence for an indeterminate period.

36. Subsection 122(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être prolongée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.

37. (1) Subsection 123(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Board shall, on application within the period prescribed by the regulations, review, for the purpose of full parole, the case of every offender who is serving a sentence of less than two years in a penitentiary or provincial correctional facility in a province where no provincial parole board has been established.

(3.1) The Board is not required to review the case of an offender who applies for full parole if the offender is serving a sentence of less than six months.

(2) The portion of subsection 123(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Where the Board decides not to grant parole following a review pursuant to section 122 or subsection (1) or a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within one year after the later of

même si le temps d'épreuve a été fixé par le tribunal en application de l'article 741.2 du *Code criminel*, le délinquant peut bénéficier de la libération conditionnelle dans les cas suivants :

(2) Les alinéas 121(2)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) serving a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or

(b) serving, in a penitentiary, a sentence for an indeterminate period.

36. Le paragraphe 122(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être prolongée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.

37. (1) Le paragraphe 123(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) À leur demande, la Commission examine, aux fins de la libération conditionnelle totale et au cours de la période prévue par règlement, les dossiers des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement de moins de deux ans dans un pénitencier ou un établissement correctionnel provincial situé dans une province n'ayant pas institué de commission provinciale de libération conditionnelle.

(3.1) La Commission n'est pas tenue d'examiner les demandes de libération conditionnelle totale émanant de délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois.

(2) Le passage du paragraphe 123(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) En cas de refus de libération conditionnelle dans le cadre de l'examen visé à l'article 122 ou au paragraphe (1) ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen du cas dans l'année qui

Durée
maximale

Review by
Board

Short sentences

Further review

Durée
maximale

Peines plus
courtes

Courtes peines

Réexamen

(2) Subsection 121(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) does not apply to an offender who is

(a) serving a sentence of life imprisonment imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or

(b) serving, in a penitentiary, a sentence of detention for an indeterminate period.

Clause 36: Subsection 122(5) reads as follows:

(5) Day parole may be granted to an offender for a period not exceeding six months, and may be continued for additional periods not exceeding six months each following reviews of the case by the Board.

Clause 37: (1) Subsection 123(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection 120(3), the Board shall, on application, at the time prescribed by the regulations, review, for the purpose of full parole, the case of every offender who is serving a sentence of imprisonment of less than two years in a penitentiary or provincial correctional facility in a province where no provincial parole board has been established.

(2) The relevant portion of subsection 123(5) reads as follows:

(5) Where the Board decides not to grant full parole following a review pursuant to subsection (1) or a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within one year after the later of

(2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 121(2) :

(2) Le présent article ne s'applique pas aux délinquants qui purgent :

a) une peine d'emprisonnement à perpétuité infligée comme peine minimale;

b) une peine de mort commuée en emprisonnement à perpétuité;

Article 36. — Texte du paragraphe 122(5) :

(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être renouvelée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.

Article 37, (1). — Texte du paragraphe 123(3) :

(3) À leur demande, la Commission examine, aux fins de la libération conditionnelle totale et au cours de la période prévue par règlement, les dossiers des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement de moins de deux ans dans un pénitencier ou un établissement correctionnel provincial situé dans une province n'ayant pas institué de commission provinciale de libération conditionnelle; elle n'est toutefois pas tenue de le faire lorsque la peine est inférieure à six mois.

(2). — Texte du passage modifié du paragraphe 123(5) :

(5) En cas de refus de libération conditionnelle totale dans le cadre de l'examen visé au paragraphe (1) ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen du cas dans l'année qui suit la date de la tenue du premier examen en application du présent article ou de l'article 122, ou à celle fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, chaque année, jusqu'à la survenance du premier des événements suivants :

38. Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Review

(4) Where the Board exercises its power under subsection (3) in the absence of a hearing, it shall, within the period prescribed by the regulations, review and either confirm or cancel its decision.

39. Subsection 125(1) of the Act is replaced by the following:

Application

125. (1) This section and section 126 apply to an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a), other than an offender

(a) serving a sentence for one of the following offences, namely,

(i) murder,

(ii) an offence set out in Schedule I,

(iii) an offence under section 463 of the *Criminal Code* that was prosecuted by indictment in relation to an offence set out in Schedule I, other than the offence set out in paragraph (1)(q) of that Schedule, or

(iv) an offence set out in Schedule II in respect of which an order has been made under section 741.2 of the *Criminal Code*; or

(b) whose day parole has been revoked.

Idem

(1.1) For greater certainty, this section and section 126

(a) apply to an offender referred to in subsection (1) who, after being sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, is sentenced in respect of an offence, other than an offence referred

suit la date de la tenue du premier examen en application du présent article ou de l'article 122, ou à celle fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, chaque année, jusqu'à la survenance du premier des événements suivants :

38. L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) En cas de révision d'une décision rendue sans audition, en vertu du paragraphe (3), la Commission doit, au cours de la période prévue par règlement, confirmer ou annuler la décision.

39. Le paragraphe 125(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

125. (1) Le présent article et l'article 126 s'appliquent aux délinquants condamnés ou transférés pour la première fois au pénitencier — autrement qu'en vertu de l'accord visé au paragraphe 16(1) — , à l'exception de ceux :

a) qui y purgent une peine pour une des infractions suivantes :

(i) le meurtre,

(ii) une infraction mentionnée à l'annexe I,

(iii) l'infraction prévue à l'article 463 du *Code criminel* et relative à une infraction mentionnée à l'annexe I — sauf celle qui est prévue à l'alinéa (1)(q) de celle-ci — et ayant fait l'objet d'une poursuite par mise en accusation,

(iv) une infraction mentionnée à l'annexe II et sanctionnée par une peine ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel*;

b) dont la semi-liberté a été révoquée.

(1.1) Il est entendu que le présent article et l'article 126 :

a) s'appliquent aux délinquants visés au paragraphe (1) et qui, après leur condamnation ou leur transfèrement au pénitencier pour la première fois, sont condamnés pour une infraction — autre qu'une infrac-

Clause 38: New.

Article 38. — Nouveau.

Clause 39: Subsection 125(1) reads as follows:

125. (1) This section and section 126 apply to an offender sentenced, committed or transferred (otherwise than pursuant to an agreement entered into under subsection 16(1)) to penitentiary for the first time, other than an offender serving a sentence for

- (a) murder;
- (b) an offence set out in Schedule I that was prosecuted by way of indictment; or
- (c) an offence set out in Schedule II in respect of which an order has been made under section 741.2 of the *Criminal Code*.

Article 39. — Texte du paragraphe 125(1) :

125. (1) Le présent article et l'article 126 s'appliquent aux délinquants condamnés ou transférés pour la première fois au pénitencier — autrement qu'en vertu de l'accord visé au paragraphe 16(1) — pour toute autre infraction que les suivantes :

- a) le meurtre;
- b) une infraction mentionnée à l'annexe I, punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation;
- c) une infraction mentionnée à l'annexe II et sanctionnée par une peine ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel*.

to in paragraph (1)(a), that was committed before the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time; and

(b) do not apply to an offender referred to in subsection (1) who, after being sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, commits an offence under an Act of Parliament for which the offender receives an additional sentence.

40. (1) Subsections 127(1) to (6) of the Act are replaced by the following:

127. (1) Subject to any provision of this Act, an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary is entitled to be released on the date determined in accordance with this section and to remain at large until the expiration of the sentence according to law.

(2) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences shall be determined by crediting against the sentence

(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on that day; and

(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Penitentiary Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as those Acts read immediately before that day.

(3) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the day on which the offender completes two thirds of the sentence.

(4) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences and sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the later of the dates determined in accordance with subsections (2) and (3).

tion visée à l'alinéa (1)a — commise avant cette condamnation ou ce transfert;

b) ne s'appliquent pas aux délinquants visés au paragraphe (1) et qui, après leur condamnation ou leur transfertement au pénitencier pour la première fois, commettent une infraction à une loi fédérale pour laquelle une peine d'emprisonnement supplémentaire est infligée.

40. Les paragraphes 127(1) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

127. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'individu condamné ou transféré au pénitencier a le droit d'être mis en liberté à la date fixée conformément au présent article et de le demeurer jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement avant le 1^{er} novembre 1992 est déterminée par soustraction de cette peine du nombre de jours correspondant à :

a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficie à cette date;

b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la *Loi sur les pénitenciers* et de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, dans leur version antérieure à cette date.

(3) La date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite est, sous réserve des autres dispositions du présent article, celle où il a purgé les deux tiers de sa peine.

(4) Lorsque les condamnations sont survenues avant le 1^{er} novembre 1992 et le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, la libération d'office survient, sous réserve des autres dispositions du présent article, à la plus éloignée des dates respectivement prévues par les paragraphes (2) et (3).

Entitlement

Sentence for past offences

Sentence for future offences

Sentences for past and future offences

Droit du délinquant

Date de libération d'office

Idem

Idem

Clause 40: (1) Subsections 127(1) to (6) read as follows:

127. (1) Notwithstanding the *Prisons and Reformatories Act*, an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary is entitled to be released on the date determined in accordance with this section and to remain at large, subject to this Act, until the expiration of the sentence according to law.

(2) Subject to subsections (4) and (5), the statutory release date of an offender sentenced to imprisonment for one or more offences committed before the day on which this section comes into force shall be determined by crediting against the sentence

(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on that day; and

(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Penitentiary Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as those Acts read immediately before that day.

(3) Subject to subsection (4), the statutory release date of an offender sentenced to imprisonment for one or more offences committed on or after the day on which this section comes into force is the day on which the offender completes two thirds of the sentence.

(4) The statutory release date of an offender sentenced to imprisonment for one or more offences committed before the day on which this section comes into force and for one or more offences committed on or after the day on which this section comes into force is the later of

(a) the day determined by crediting against the sentence the aggregate of

(i) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on that day, and

(ii) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Penitentiary Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as those Acts read immediately before that day, and

(b) the day on which the offender completes two thirds of the sentence.

(5) Subject to subsections 130(7) and 138(2), the statutory release date of an offender who is on parole or who is subject to mandatory supervision under the *Parole Act* on the day on which this section comes into force, and whose parole or release subject to mandatory supervision is revoked on or after that day, is the day on which the offender completes two thirds of the unexpired portion of the sentence after being recommitment to custody pursuant to subsection 138(1).

(6) An offender who is entitled to be released on statutory release may choose to remain in custody for all or any portion of the sentence the offender is serving.

Article 40. — Texte des paragraphes 127(1) à (6) :

127. (1) Par dérogation à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, l'individu condamné ou transféré au pénitencier a le droit d'être mis en liberté à la date fixée conformément au présent article et, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, de le demeurer jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement pour une infraction commise avant l'entrée en vigueur du présent article est déterminée par soustraction de cette peine du nombre de jours correspondant à :

a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficie à l'entrée en vigueur;

b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la *Loi sur les pénitenciers* et de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, dans leur version à cette entrée en vigueur.

(3) La date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement pour une infraction commise après l'entrée en vigueur du présent article est celle où il a purgé les deux tiers de sa peine.

(4) Lorsque les infractions ayant entraîné la condamnation ont été commises avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, la libération d'office survient à la plus éloignée des dates respectivement prévues par les paragraphes (2) et (3).

(5) Sous réserve des paragraphes 130(7) et 138(2), la date de libération d'office du délinquant qui bénéficiait, à l'entrée en vigueur du présent article, d'une libération conditionnelle ou d'une liberté surveillée — au sens de la *Loi sur la libération conditionnelle* — qui est révoquée ultérieurement est celle à laquelle il a purgé, après sa réincarcération en application du paragraphe 138(1), les deux tiers de la partie de la peine qui lui restait alors à subir.

(6) Le délinquant ayant droit à la libération d'office peut la refuser et rester en détention jusqu'à l'expiration de sa peine.

Where parole
or statutory
release revoked

(5) Subject to subsections 130(4) and (7), the statutory release date of an offender whose parole or statutory release has been revoked is the day on which the offender has served two thirds of the unexpired portion of the sentence after being recommitted to custody as a result of a suspension or a revocation under section 135.

Failure to earn
or forfeiture
of remission

(6) An offender who was not serving a sentence on November 1, 1992 and who, after that day, receives a sentence to be served in a provincial correctional facility and fails to earn or forfeits any remission under the *Prisons and Reformatory Act*, and who is transferred to penitentiary, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a), is not entitled to be released until the day on which the offender has served

(a) the period of imprisonment that the offender would have been required to serve under this section if the offender had not failed to earn or had not forfeited the remission; and

(b) the period of imprisonment equal to the remission that the offender failed to earn or forfeited and that was not recredited under that Act.

41. The heading before section 129 of the French version of the Act is replaced by the following:

Maintien en incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office

42. (1) Subsection 129(1) of the Act is replaced by the following:

129. (1) Before the statutory release date of an offender who is serving a sentence of two years or more that includes a sentence imposed for an offence set out in Schedule I or II, the Commissioner shall cause the offender's case to be reviewed by the Service.

(2) Paragraphs 129(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that

(5) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (7), la date de libération d'office du délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est celle à laquelle il a purgé les deux tiers de la partie de la peine qui lui restait à purger au moment de la réincarcération qui a suivi la suspension ou la révocation prévue à l'article 135.

(6) Lorsqu'un délinquant qui ne purgeait pas de peine d'emprisonnement le 1^{er} novembre 1992 est condamné, après cette date, à en purger une dans un établissement correctionnel provincial et est transféré au pénitencier — autrement qu'en vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1) — et qu'une partie de la réduction de peine prévue à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, ne lui est pas accordée ou est annulée, la date de libération du délinquant est celle à laquelle celui-ci a purgé, au total :

a) la partie de la peine qu'il aurait dû purger en vertu du présent article s'il s'était vu accorder la réduction de peine ou que celle-ci n'avait pas été annulée;

b) la période d'incarcération correspondant à la réduction de peine qui ne lui a pas été accordée ou a été annulée et ne lui a pas été réattribuée aux termes de cette loi.

41. L'intertitre précédant l'article 129 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Maintien en incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office

42. (1) Le paragraphe 129(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

129. (1) Le commissaire fait étudier par le Service, préalablement à la date prévue pour la libération d'office, le cas de tout délinquant dont la peine d'emprisonnement d'au moins deux ans comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II.

(2) Les alinéas 129(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe I :

Droit à la
libération
d'office après
la révocation

Absence de
réduction de
peine

Review of
cases by
Service

Examen de
certains cas par
le Service

Clause 41: The heading before section 129 reads as follows:

Detention during Period of Statutory Release

Clause 42: The amendments to section 129 authorize the National Parole Board to order that an offender not be released from imprisonment where there are reasonable grounds to believe that the offender is likely, before the expiration of the offender's sentence according to law, to commit a sexual offence involving a child and eliminates the serious harm criterion for such offences.

While it is recognized that all sexual offences are serious, the amendments reflect that, in the case of offences involving the sexual victimization of children, evidence of serious harm may not be available due to the victims' inability, because of their youth, to describe the injury caused by the offence and because indications of serious harm may only appear many years after the offence was committed.

Article 41. — Texte de l'intertitre précédant l'article 129 :

Maintien à l'incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office

Article 42. — Les modifications de l'article 129 permettent à la Commission des libérations conditionnelles de maintenir en détention les délinquants dont il est probable qu'ils commettront, avant l'expiration légale de leur peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant. La Commission, dans de tels cas, n'a cependant pas à se convaincre de l'existence ou de la probabilité d'un dommage grave.

Il est entendu que toutes les infractions sexuelles sont graves. Cependant, lorsque celles-ci sont commises contre des enfants, il peut s'avérer impossible de prouver que ces derniers ont subi un dommage grave, notamment en raison soit de leur incapacité, vu leur âge, de s'exprimer à cet égard, soit du fait que la gravité du dommage peut ne se manifester qu'après plusieurs années.

(i) the commission of the offence caused the death of or serious harm to another person and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law, or

(ii) the offence was a sexual offence involving a child and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law; or

(b) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

(3) The portion of subsection 129(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Where the Commissioner believes on reasonable grounds that an offender who is serving a sentence of two years or more is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence, the Commissioner shall refer the case to the Chairperson of the Board together with all the information in the possession of the Service that, in the Commissioner's opinion, is relevant to the case, as soon as is practicable after forming that belief, but the referral may not be made later than six months before the offender's statutory release date unless

(4) Subsection 129(3) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a) and by replacing paragraphs (b) and (c) with the following:

(b) as a result of any recalculation of the sentence under this Act, the statutory re-

(i) soit elle a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction,

(ii) soit elle est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction;

b) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe II, il y a des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue.

(3) Le passage du paragraphe 129(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, soit une infraction grave en matière de drogue, le commissaire défère le cas au président de la Commission — et lui transmet tous les renseignements qui sont en la possession du Service et qui, à son avis, sont pertinents — le plus tôt possible après en être arrivé à cette conclusion et au plus tard six mois avant la date prévue pour la libération d'office; il peut cependant le faire moins de six mois avant cette date dans les cas suivants :

(4) Les alinéas 129(3)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) la date prévue pour la libération d'office du délinquant est, en raison de tout

(1) Subsection 129(1) reads as follows:

129. (1) Before the statutory release date of an offender who is serving a sentence of imprisonment of two years or more that includes a sentence imposed for an offence set out in Schedule I or II that was prosecuted by way of indictment, the Commissioner shall cause the offender's case to be reviewed by the Service.

(2) Subsection 129(2) reads as follows:

(2) After the review of the case of an offender pursuant to subsection (1), and not later than six months before the statutory release date, the Service shall refer the case to the Board together with all the information that, in its opinion, is relevant to it, where the Service is of the opinion

(a) in the case of an offender serving a term of imprisonment that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that

(i) the commission of the offence caused the death of or serious harm to another person, and

(ii) there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law; or

(b) in the case of an offender serving a term of imprisonment that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

(3) and (4) The relevant portion of subsection 129(3) reads as follows:

(3) Where the Commissioner believes on reasonable grounds that an offender who is serving a sentence of imprisonment of two years or more is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit an offence causing death or serious harm to another person or a serious drug offence, the Commissioner shall refer the case to the Chairperson of the Board together with all the information in the possession of the Service that, in the Commissioner's opinion, is relevant to the case, as soon as is practicable after forming that belief, but the referral may not be made later than six months before the offender's statutory release date unless

...

(b) any of the sentences included in the offender's term of imprisonment has been reduced or a conviction in respect of any such sentence has been quashed on appeal; or

(c) as a result of the recalculation of the sentence of the offender pursuant to paragraph (b) or as a result of the termination or revocation of parole or statutory release, the statutory release date of the offender has passed or less than six months remains before that date.

(1). — Texte du paragraphe 129(1) :

129. (1) Le commissaire fait étudier par le Service, préalablement à la date prévue pour la libération d'office, le cas de tout délinquant dont la peine d'emprisonnement d'au moins deux ans comprend une peine infligée, pour une infraction visée à l'annexe I ou II, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation.

(2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 129(2) :

(2) Au plus tard six mois avant la date prévue pour la libération d'office, le Service défère le cas à la Commission — et lui transmet tous les renseignements en sa possession et qui, à son avis, sont pertinents — s'il estime que :

a) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe I, elle a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne, et il existe des motifs raisonnables de croire qu'il commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction;

b) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe II, il y a des motifs raisonnables de croire qu'il commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue.

(3) et (4). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 129(3) :

(3) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction grave en matière de drogue, le commissaire défère le cas au président de la Commission — et lui transmet tous les renseignements qui sont en la possession du Service et qui, à son avis, sont pertinents — le plus tôt possible après en être arrivé à cette conclusion et au plus tard six mois avant la date prévue pour la libération d'office; il peut cependant le faire moins de six mois avant cette date dans les cas suivants :

...

b) une des peines d'emprisonnement infligées au délinquant a été réduite ou la déclaration de culpabilité afférente a été annulée en appel;

c) la date prévue pour la libération d'office du délinquant est, en raison du nouveau calcul de la durée de sa peine dans les cas visés à l'alinéa b) ou d'une révocation ou cessation de sa libération conditionnelle ou d'office, déjà passée ou tombe dans cette période de six mois.

lease date of the offender has passed or less than six months remain before that date.

(5) Subsection 129 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Detention
pending
referral

(3.1) Where paragraph (3)(b) applies and the statutory release date has passed, the Commissioner shall, within two working days after the recalculation under that paragraph, make a determination whether a referral is to be made to the Chairperson of the Board pursuant to subsection (3) and, where appropriate, shall make a referral, and the offender is not entitled to be released on statutory release pending the determination.

(6) Subsection 129(9) of the Act is replaced by the following:

Definitions

(9) In this section and sections 130 and 132,

"serious drug
offence"
« infraction
grave en
matière de
drogue »

"serious drug offence" means an offence set out in Schedule II;

"sexual offence
involving a
child"
« infraction
d'ordre sexuel
... »

"sexual offence involving a child" means

(a) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 151 (sexual interference),
- (ii) section 152 (invitation to sexual touching),
- (iii) section 153 (sexual exploitation),
- (iv) subsection 160(3) (bestiality in presence of child or inciting child to commit bestiality),
- (v) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child),
- (vi) section 171 (householder permitting sexual activity by child),
- (vii) section 172 (corrupting children),
- (viii) subsection 212(2) (living off the avails of prostitution by a child), and

nouveau calcul de la durée de sa peine prévue à la présente loi, déjà passée ou tombe dans cette période de six mois.

(5) L'article 129 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Détention

(3.1) Dans le cas visé à l'alinéa (3)b) et où la date de libération d'office est déjà passée, le commissaire en arrive à une conclusion — et, le cas échéant, défère le cas — dans les deux jours ouvrables suivant le nouveau calcul et le délinquant en cause ne peut être libéré d'office tant que le commissaire n'en est pas arrivé à une conclusion.

(6) Le paragraphe 129(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définitions

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 130 et 132.

« infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant »

« infraction
d'ordre sexuel
à l'égard d'un
enfant »
"sexual offence
involving a
child"

a) Infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 151 (contacts sexuels),
- (ii) article 152 (incitation à des contacts sexuels),
- (iii) article 153 (personnes en situation d'autorité),
- (iv) paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci),
- (v) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur),
- (vi) article 171 (maître de maison qui permet à des enfants des actes sexuels interdits),
- (vii) article 172 (corruption d'enfants),
- (viii) paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'un enfant),

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) Subsection 129(9) reads as follows:

(9) In this section and sections 130 and 132, “serious drug offence” means an offence set out in Schedule II, but, in determining whether an offender is likely to commit a serious drug offence, it is not necessary to determine whether the offender is likely to commit any particular offence.

(6). — Texte du paragraphe 129(9) :

(9) Au présent article ainsi qu'aux articles 130 et 132, « infraction grave en matière de drogue » s'entend de toute infraction mentionnée à l'annexe II; toutefois, il n'est pas nécessaire, en déterminant s'il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant en commettra une, de préciser laquelle.

- (ix) subsection 212(4) (obtaining sexual services of a child),
- (b) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* involving a person under the age of 18 years that was prosecuted by way of indictment, namely,
- (i) section 155 (incest),
 - (ii) section 159 (anal intercourse),
 - (iii) subsections 160(1) and (2) (bestiality and compelling bestiality), 10
 - (iv) section 271 (sexual assault),
 - (v) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), and 15
 - (vi) section 273 (aggravated sexual assault),
- (c) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of 20 Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment, namely,
- (i) section 146 (sexual intercourse with a female under 14), 25
 - (ii) section 151 (seduction of a female between 16 and 18), and
 - (iii) section 167 (householder permitting defilement),
- (d) an offence involving a person under 30 the age of 18 years under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that 35 was prosecuted by way of indictment, namely,
- (i) section 153 (sexual intercourse with step-daughter),
 - (ii) section 155 (buggery or bestiality), 40
 - (iii) section 157 (gross indecency), and
 - (iv) section 166 (parent or guardian procuring defilement), or 45

- (ix) paragraphe 212(4) (obtenir les services sexuels d'un enfant);
- b) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, commise à l'égard d'une personne âgée 5 de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :
- (i) article 155 (inceste),
 - (ii) article 159 (relations sexuelles anales), 10
 - (iii) paragraphes 160(1) et (2) (bestialité ou usage de la force),
 - (iv) article 271 (agression sexuelle),
 - (v) article 272 (agression sexuelle armée, menaces contre une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 15
 - (vi) article 273 (agression sexuelle grave);
- c) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, et poursuivie par mise 20 en accusation :
- (i) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de moins de 14 ans),
 - (ii) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans), 25
 - (iii) article 167 (maître de maison qui permet le déflquement);
- d) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, commise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation : 40
- (i) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille),
 - (ii) article 155 (sodomie ou bestialité), 45
 - (iii) article 157 (grossière indécence),

(e) an offence involving a person under the age of eighteen years under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 144 (rape),
- (ii) section 145 (attempt to commit 10 rape),
- (iii) section 149 (indecent assault on female), and
- (iv) section 156 (indecent assault on male). 15

(iv) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);

e) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, commise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 144 (viol), 10
- (ii) article 145 (tentative de viol),
- (iii) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin),
- (iv) article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin). 15

« infraction grave en matière de drogue »
Toute infraction mentionnée à l'annexe II.

« infraction grave en matière de drogue »
"serious drug offence"

Détermination

Determination of likelihood of offence

(10) In determining whether an offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence, it is not necessary to determine 20 whether the offender is likely to commit any particular offence.

(10) Il n'est pas nécessaire, pour déterminer s'il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue, de préciser l'infraction. 25

43. (1) Subsections 130(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

43. (1) Les paragraphes 130(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Review by Board of cases referred

130. (1) Where the case of an offender is referred to the Board by the Service pursuant to subsection 129(2) or referred to the Chairperson of the Board by the Commissioner pursuant to subsection 129(3) or (3.1), the Board shall, subject to subsections 129(5), (6) and (7), at the times and in the manner prescribed by the regulations,

130. (1) Sous réserve des paragraphes 129(5), (6) et (7), la Commission informe le détenu du renvoi et du prochain examen de son cas — déféré en application des paragraphes 129(2), (3) ou (3.1) — et procède, selon les modalités réglementaires, à cet examen ainsi qu'à toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires à cet égard. 35

Examen par la Commission

(a) inform the offender of the referral and review, and

(b) review the case, 35

and the Board shall cause all such inquiries to be conducted in connection with the review as it considers necessary.

Detention pending review

(2) An offender referred to in subsection (1) is not entitled to be released on statutory 40

(2) Le délinquant dont le cas est examiné aux termes du paragraphe (1) ne peut être

Détention

Clause 43: (1) Subsections 130(1) to (3) read as follows:

(1) Where the case of an offender is referred to the Board by the Service pursuant to subsection 129(2) or referred to the Chairperson of the Board by the Commissioner pursuant to subsection 129(3), the Board shall, subject to subsections 129(5), (6) and (7), at the times and in the manner prescribed by the regulations,

- (a) inform the offender of the referral and review, and
- (b) review the case,

and the Board shall cause all such inquiries to be conducted in connection with the review as it considers necessary.

(2) An offender referred to in subsection (1) is not entitled to be released from imprisonment before the Board renders its decision under this section in relation to the offender.

(3) On completion of the review of the case of an offender referred to in subsection (1), the Board

- (a) may order that the offender not be released from imprisonment before the expiration of the offender's sentence according to law, or
- (b) may order, as one of the conditions of statutory release, residence by the offender in a community-based residential facility, in a psychiatric facility or, subject to subsection (6), in a penitentiary designated pursuant to paragraph 156(3)(a),

where the Board is satisfied

Article 43, (1). — Texte des paragraphes 130(1) à (3) :

130. (1) Sous réserve des paragraphes 129(5), (6) et (7), la Commission informe le détenu du renvoi et du prochain examen de son cas — déferé en application des paragraphes 129(2) ou (3) — et procède, selon les modalités réglementaires, à cet examen, ainsi qu'à toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires à cet égard.

(2) Le délinquant dont le cas est examiné aux termes du paragraphe (1) ne peut être mis en liberté tant que la Commission n'a pas rendu sa décision à son égard.

(3) Au terme de l'examen, la Commission peut, par ordonnance, soit interdire la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine, soit lui imposer, comme condition de sa libération d'office, de résider dans un établissement résidentiel communautaire, un établissement psychiatrique ou — sous réserve du paragraphe (6) — un pénitencier désigné au titre de l'alinéa 156(3)a), si elle est convaincue :

- a) dans le cas où la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I, que le délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne;
- b) dans le cas où la peine comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe II, qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue;

release before the Board renders its decision under this section in relation to the offender.

(3) On completion of the review of the case of an offender referred to in subsection (1), the Board

(a) may order that the offender not be released from imprisonment before the expiration of the offender's sentence according to law, except as provided by subsection (5), or

(b) may order, as one of the conditions of statutory release, residence by the offender in a community-based residential facility, in a psychiatric facility or, subject to subsection (6), in a penitentiary designated pursuant to subsection (8),

where the Board is satisfied

(c) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person or a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law,

(d) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that the offender is likely, if released, to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law, or

(e) in the case of an offender whose case was referred to the Chairperson of the Board pursuant to subsection 129(3) or (3.1), that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

(3.1) An order made under paragraph (3)(a) takes effect on the day on which it is made.

libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu sa décision à son égard.

(3) Au terme de l'examen, la Commission peut, par ordonnance, soit interdire la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine autrement qu'en conformité avec le paragraphe (5), soit lui imposer, comme condition de sa libération d'office, de résider dans un établissement résidentiel communautaire, un établissement psychiatrique ou, sous réserve du paragraphe (6), un pénitencier désigné au titre du paragraphe (8), si elle est convaincue :

a) dans le cas où la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I, que le délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

b) dans le cas où la peine comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe II, qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue;

c) en cas de renvoi au titre du paragraphe 129(3) ou (3.1), qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, l'une ou l'autre de ces infractions.

(3.1) L'ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire la mise en liberté du délinquant prend effet à la date de son prononcé.

Decision of Board

Ordonnance de la Commission

When order takes effect

Prise d'effet de l'ordonnance

(c) in the case of an offender serving a term of imprisonment that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law,

(d) in the case of an offender serving a term of imprisonment that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that the offender is likely, if released, to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law, or

(e) in the case of an offender whose case was referred to the Board pursuant to subsection 129(3), that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person or a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

c) en cas de renvoi au titre du paragraphe 129(3), qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, l'une ou l'autre de ces infractions.

Effect of order
where
additional
sentence

(3.2) Where, before the expiration of a sentence in respect of which an order under paragraph (3)(a) has been made, an offender receives an additional sentence and the date of the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) is later than the date of the expiration of the sentence that the offender was serving before the additional sentence was imposed,

(a) the Board shall review the order at the time and in the manner prescribed by the regulations where, as a result of the additional sentence, the statutory release date has already passed or is within nine months after the day on which the offender received the additional sentence; and

(b) the order is cancelled where, as a result of the additional sentence, the statutory release date is nine months or more after the day on which the offender received the additional sentence.

Board's powers
on review

(3.3) The Board shall, on completing a review under paragraph (3.2)(a)

(a) confirm the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence in respect of which the order was made; or

(b) amend the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1).

Detention
pending review

(3.4) An offender in respect of whom an order, that is subject to review under paragraph (3.2)(a), has been made is not entitled to be released on statutory release before the Board renders its decision under subsection (3.3) in relation to the order.

(2) Paragraphs 130(4)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) at the time the case was referred to it, the offender was serving a sentence that included a sentence for an offence set out in Schedule I or II, and

(b) in the case of an offence set out in Schedule I, the commission of the offence

(3.2) Si le délinquant assujéti à une ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire sa mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine est condamné à une peine supplémentaire qui entraîne une augmentation de la durée de la période globale d'emprisonnement prévue au paragraphe 139(1) :

a) l'ordonnance fait l'objet d'un examen par la Commission selon les modalités réglementaires de temps et autres lorsque, en raison de la peine supplémentaire, la date de la libération d'office est déjà passée ou tombe dans la période de neuf mois qui suit;

b) l'ordonnance est annulée lorsque la date de la libération d'office est postérieure d'au moins neuf mois à celle de la condamnation.

(3.3) Au terme de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a), la Commission :

a) soit confirme l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de la peine visée par l'ordonnance;

b) soit modifie l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine déterminée conformément au paragraphe 139(1).

(3.4) Le délinquant visé par une ordonnance qui fait l'objet de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a) ne peut être libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu de décision aux termes du paragraphe (3.3).

(2) Les alinéas 130(4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) qu'au moment où le dossier lui est déféré le délinquant purgeait une peine d'emprisonnement comprenant une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II;

Peine supplé-
mentaire

Maintien en
détention

(2) Subsection 130(4) reads as follows:

(4) Where the Board is not satisfied as provided in subsection (3) but is satisfied that

(a) at the time the case was referred to it, the offender was serving a term of imprisonment that included a sentence for an offence set out in Schedule I or II that was prosecuted by indictment, and

(b) in the case of an offence set out in Schedule I, the commission of the offence caused the death of, or serious harm to, another person,

(2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 130(4) :

(4) Quand elle n'a pas cette conviction, la Commission peut ordonner qu'en cas de révocation la libération d'office ne puisse être renouvelée avant l'expiration légale de la peine que purge le délinquant si, par ailleurs, elle est convaincue, à la fois :

a) qu'au moment où le dossier lui est déféré le délinquant purgeait une peine d'emprisonnement comprenant une peine infligée, pour une infraction visée à l'annexe I ou II, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation;

caused the death of, or serious harm to, another person or the offence was a sexual offence involving a child,

b) que l'infraction — si elle relève de l'annexe I — a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne ou est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant.

5

(3) Subsections 130(5) to (7) of the Act are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 130(5) à (7) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Order not to be released

(5) An offender who is in custody pursuant to an order made under paragraph (3)(a) or amended under paragraph (3.3)(b) is not eligible to be released from imprisonment under this Act except on a temporary absence with escort for medical purposes under Part I.

(5) Seule la permission de sortir avec escorte pour raisons médicales prévue par la partie I peut être accordée au délinquant dont la Commission a interdit, conformément au paragraphe (3) ou à l'alinéa (3.3)b), la mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine.

Sortie avec escorte

Order for residence in penitentiary

(6) Where an order

(a) made under paragraph (3)(b), or

(b) made or modified under subsection 15 131(3)

(6) Toute assignation à résidence — dans un pénitencier désigné en application du paragraphe (8) — ordonnée par la Commission aux termes du paragraphe (3) ou 131(3) est subordonnée, pour devenir opérante, au consentement écrit du commissaire ou de son délégué.

Pénitencier désigné

imposes a residence requirement in a penitentiary designated pursuant to subsection (8), that residency requirement is valid only if consented to in writing by the Commissioner or a person designated by the Commissioner.

Where order for release revoked

(7) Where an offender

(a) is ordered under paragraph (3)(a) or (3.3)(b) not to be released and is subsequently released pursuant to an order made under subparagraph 131(3)(a)(ii) or (iii), or

(b) is released pursuant to an order made under paragraph (3)(b) or subparagraph 30 131(3)(b)(ii),

(7) Lorsque le délinquant assujéti à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) ou de l'alinéa (3.3)b) — visant à interdire sa mise en liberté — bénéficie de la libération d'office aux termes des alinéas 131(3)a) ou b), celle-ci ne peut, en cas de révocation, être renouvelée avant l'expiration légale de sa peine.

Non-renouvellement de la libération d'office

and the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.

Designation

(8) The Commissioner may designate penitentiaries for the purposes of orders made under paragraph (3)(b).

(8) Le commissaire peut désigner un pénitencier pour l'assignation à résidence prévue au paragraphe (3).

Désignation

44. Paragraph 131(3)(a) of the Act is replaced by the following:

44. L'alinéa 131(3)a) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

(a) with respect to an order made under paragraph 130(3)(a) or (3.3)(b),

(i) confirm the order,

a) reconduit l'interdiction de mise en liberté visée au paragraphe 130(3) ou à l'alinéa (3.3)b) ou ordonne la libération d'office en l'assortissant ou non de l'assi-

it may order that if the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.

(3) Subsections 130(5) to (7) read as follows:

(5) An offender who is in custody pursuant to an order made under paragraph (3)(a) is not eligible to be released from imprisonment under this Act except on a temporary absence with escort for medical purposes under Part I.

(6) Where an order

(a) made under paragraph (3)(b), or

(b) made or modified under subsection 131(3)

imposes a residence requirement in a penitentiary designated pursuant to paragraph 156(3)(a), that residency requirement is valid only if consented to in writing by the Commissioner or a person designated by the Commissioner.

(7) Where an offender

(a) is ordered under paragraph (3)(a) not to be released and is subsequently released pursuant to an order made under subparagraph 131(3)(a) (ii) or (iii), or

(b) is released pursuant to an order made under paragraph (3)(b) or subparagraph 131(3)(b) (ii),

and the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.

b) que l'infraction — si elle relève de l'annexe I — a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne.

(3). — Texte des paragraphes 130(5) à (7) :

(5) Seule la permission de sortir sous surveillance pour raisons médicales prévue par la partie I peut être accordée au délinquant qui, en exécution d'une ordonnance de la Commission, est maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

(6) Toute assignation à résidence — dans un pénitencier désigné en application de l'alinéa 156(3)a — ordonnée par la Commission aux termes du paragraphe (3) ou du paragraphe 131(3) est subordonnée, pour devenir opérante, au consentement écrit du commissaire ou de son délégué.

(7) La libération d'office dont bénéficie le délinquant visé par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) ou des alinéas 131(3)a) ou 131(3)b) ne peut, en cas de révocation, être renouvelée avant l'expiration légale de la peine qu'il purge.

Clause 44: The relevant portion of subsection 131(3) reads as follows:

(3) The Board, on completing a review under subsection (1), shall

(a) with respect to an order made under paragraph 130(3)(a),

(i) confirm the order,

Article 44. — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 131(3) :

(3) Au terme de chaque réexamen, la Commission, selon le cas :

a) reconduit l'interdiction de mise en liberté visée au paragraphe 130(3) ou ordonne la libération d'office en l'assortissant ou non de l'assignation à résidence prévue à ce paragraphe;

(ii) order the statutory release of the offender subject to a residence requirement described in paragraph 130(3)(b), or

(iii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement; or

45. (1) Subparagraph 132(1)(a)(i) of the French version of the Act is replaced by the following:

(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage corporel ou moral,

(2) Subparagraph 132(1)(a)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling violent or sexual impulses to the point of endangering the safety of any other person,

(3) Section 132 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law, including

(a) a pattern of persistent sexual behaviour involving children established on the basis of any evidence, in particular,

(i) the number of sexual offences involving a child committed by the offender,

(ii) the seriousness of the offence for which the sentence is being served,

(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling sexual impulses involving children,

gnation à résidence prévue à ce paragraphe;

45. (1) Le sous-alinéa 132(1)a(i) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage corporel ou moral,

(2) Le sous-alinéa 132(1)a(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions violentes ou sexuelles au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,

(3) L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit ;

(1.1) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, notamment :

a) un comportement persistant d'ordre sexuel à l'égard des enfants, attesté par divers éléments, en particulier :

(i) le nombre d'infractions d'ordre sexuel commises à l'égard d'enfants,

(ii) la gravité de l'infraction pour laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement,

(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions sexuelles à l'égard des enfants,

Idem

Facteurs —
infraction
d'ordre sexuel

(ii) order the statutory release of the offender subject to a residence requirement described in paragraph 130(3)(b), or

(iii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement; or

Clause 45: (1) and (2) The relevant portion of subsection 132(1) reads as follows:

132. (1) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of an offence causing the death of or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law, including

(a) a pattern of persistent violent behaviour established on the basis of any evidence, in particular,

(i) the number of offences committed by the offender causing physical or psychological harm,

...

(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling violent impulses to the point of endangering the safety of any other person,

(3) New.

Article 45, (1) et (2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 132(1) :

132. (1) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction de nature à causer la mort ou un dommage grave à une autre personne, notamment :

a) un comportement violent persistant, attesté par divers éléments, en particulier :

(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage grave,

...

(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,

(3). — Nouveau.

(iv) behaviour of a sexual nature associated with the commission of any offence by the offender, and

(v) a substantial degree of indifference on the part of the offender as to the consequences to other persons of the offender's behaviour;

(b) reliable information about the offender's sexual preferences indicating that the offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law;

(c) medical, psychiatric or psychological evidence of the likelihood of the offender committing such an offence owing to a physical or mental illness or disorder of the offender;

(d) reliable information compelling the conclusion that the offender is planning to commit such an offence; and

(e) the availability of supervision programs that would offer adequate protection to the public from the risk the offender might otherwise present until the expiration of the offender's sentence according to law.

46. The heading before section 135 of the Act is replaced by the following:

Suspension, Termination, Revocation and Inoperability of Parole or Statutory Release

47. (1) Paragraph 135(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) cancel the suspension, where the Board is satisfied that, in view of the offender's behaviour since release, the offender will not, by reoffending before the expiration of the offender's sentence according to law, present an undue risk to society;

(2) Paragraph 135(5)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) where the offender is no longer eligible for the parole or entitled to be released on statutory release, terminate or revoke it.

(iv) le comportement sexuel du délinquant lors de la perpétration des infractions,

(v) un degré élevé d'indifférence quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

b) l'existence de renseignements sûrs indiquant que le délinquant a des tendances sexuelles qui le porteront probablement à commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

c) les rapports de médecins, de psychiatres ou de psychologues indiquant que, par suite d'une maladie physique ou mentale ou de troubles mentaux, il présente un tel risque;

d) l'existence de renseignements sûrs obligeant à conclure qu'il projette de commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

e) l'existence de programmes de surveillance de nature à protéger suffisamment le public contre le risque que présenterait le délinquant jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

46. L'intertitre précédant l'article 135 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Suspension, cessation, révocation et ineffectivité de la libération conditionnelle ou d'office

47. (1) L'alinéa 135(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) soit annule la suspension si elle est d'avis, compte tenu de la conduite du délinquant depuis sa libération conditionnelle ou d'office, qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

(2) L'alinéa 135(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soit révoque la libération ou y met fin si le délinquant n'y est plus admissible ou n'y a plus droit.

Clause 46: The heading before section 135 reads as follows:

*Suspension, Termination and Revocation of Parole or
Statutory Release*

Clause 47: (1) and (2) The relevant portion of subsection 135(5) reads as follows:

(5) The Board shall, on the referral to it of the case of an offender serving a sentence of two years or more, review the case and, within the period prescribed by the regulations, unless the Board grants an adjournment at the offender's request,

(a) cancel the suspension, where the Board is satisfied that, in view of the offender's behaviour since release, the resumption of parole or statutory release would not constitute an undue risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the offender's sentence according to law;

...

(c) where the offender is no longer eligible for the parole or statutory release, terminate or revoke it.

Article 46. — Texte de l'intertitre précédant l'article 135 :

*Suspension, cessation et révocation de la libération
conditionnelle ou d'office*

Article 47, (1) et (2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 135(5) :

(5) Une fois saisie du dossier d'un délinquant qui purge une peine de deux ans ou plus, la Commission examine le cas et, dans le délai réglementaire, à moins d'accorder un ajournement à la demande du délinquant :

a) soit annule la suspension si elle est d'avis, compte tenu de la conduite du délinquant depuis sa libération conditionnelle ou d'office, que le risque de récidive avant l'expiration légale de la peine que purge le délinquant n'est pas inacceptable pour la société;

...

c) soit révoque la libération ou y met fin si le délinquant n'y est plus admissible.

(3) Subsection 135(7) of the Act is replaced by the following:

Transmission
of cancellation
of suspension

(6.1) Where a person referred to in subsection (3) or the Board cancels a suspension under this section, the person or the Board, as the case may be, shall forward a notification of the cancellation of the suspension or an electronically transmitted copy of the notification to the person in charge of the facility in which the offender is being held.

Additional
power of the
Board

(7) Independently of subsections (1) to (6), where the Board is satisfied that the continued parole or statutory release of an offender would constitute an undue risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the sentence according to law, the Board may, at any time,

(a) where the offender is no longer eligible for the parole or entitled to be released on statutory release, terminate or revoke the parole or statutory release; or

(b) where the offender is still eligible for the parole or entitled to be released on statutory release,

(i) terminate the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances beyond the offender's control, or

(ii) revoke the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances within the offender's control.

(4) Section 135 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

Revocation of
parole or
statutory
release

(9.1) Where an offender whose parole or statutory release has not been terminated or revoked receives an additional sentence for an offence under an Act of Parliament, the parole or statutory release, as the case may be, is revoked on the day on which the additional sentence is imposed.

Exception

(9.2) Subsection (9.1) does not apply where the additional sentence is to be served concurrently with, and is in respect of an offence committed before the commence-

(3) Le paragraphe 135(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transmission
de la décision
d'annulation de
la suspension

(6.1) La personne visée au paragraphe (3) ou la Commission, selon le cas, notifie l'annulation de la suspension, ou transmet électroniquement une copie de la notification, au responsable du lieu où le délinquant est sous garde.

Pouvoir
additionnel de
la Commission

(7) En outre, la Commission peut, à tout moment lorsqu'elle est convaincue qu'une récidive — avant l'expiration légale de la peine — durant la libération conditionnelle ou d'office du délinquant présentera un risque inacceptable pour la société :

a) révoquer ou mettre fin à cette libération si le délinquant n'y est plus admissible ou n'y a plus droit;

b) s'il y est admissible ou y a droit, mettre fin à la libération lorsque le risque pour la société dépend de facteurs qui ne sont pas imputables au délinquant ou la révoquer, dans le cas contraire.

(4) L'article 135 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

25

(9.1) Lorsque la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant n'a pas été révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin et que celui-ci est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour une infraction à une loi fédérale, sa libération conditionnelle ou d'office est révoquée à la date de la condamnation à la peine supplémentaire.

Révocation de
la libération
conditionnelle
ou d'office

(9.2) Le paragraphe (9.1) ne s'applique pas si la peine supplémentaire n'est pas à purger à la suite de la peine en cours et se

Exception

(3) Subsection 135(7) reads as follows:

(7) Independently of subsections (1) to (6), where the Board is satisfied that the continued parole or statutory release of an offender would constitute an undue risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the sentence according to law, the Board may, at any time,

(a) where the offender is no longer eligible for the parole or statutory release, terminate or revoke the parole or statutory release; or

(b) where the offender is still eligible for the parole or statutory release,

(i) terminate the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances beyond the offender's control, or

(ii) revoke the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances within the offender's control.

(3). — Texte du paragraphe 135(7) :

(7) En outre, la Commission peut, à tout moment lorsqu'elle est convaincue que le risque de récidive — avant l'expiration légale de sa peine — durant la libération conditionnelle ou d'office du délinquant est inacceptable pour la société :

a) révoquer ou mettre fin à cette libération si le délinquant n'y est plus admissible;

b) s'il y est admissible, mettre fin à la libération lorsque le risque pour la société dépend de facteurs qui ne sont pas imputables au délinquant ou la révoquer, dans le cas contraire.

(4) and (5) New.

(4) et (5). — Nouveaux.

ment of, the sentence to which the parole or statutory release applies.

Parole inoperative where parole eligibility date in future

(9.3) Where an offender who is released on parole receives an additional sentence described in subsection (9.2) and the day determined in accordance with section 119, 120 or 120.2, as the case may be, on which the offender is eligible for parole is later than the day on which the offender received the additional sentence, the parole becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated.

Non-application of subsection (9.1)

(9.4) Unless the lieutenant governor in council of a province makes a declaration under subsection 113(1) that subsection (9.1) applies in respect of offenders under the jurisdiction of that provincial parole board, subsection (9.1) does not apply in respect of such offenders, other than an offender who

(a) is serving a sentence in a provincial correctional facility pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a); or

(b) as a result of receiving an additional sentence referred to in subsection (9.1), is required, pursuant to section 731 of the *Criminal Code*, to serve the sentence in a penitentiary.

Parole inoperative where consecutive sentence

(9.5) Where an offender to whom subsection (9.1) does not apply who is on parole that has not been revoked or terminated receives an additional sentence, for an offence under an Act of Parliament, that is to be served consecutively with the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the parole becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated until the day on which the offender has served, from the day on which the additional sentence was imposed, the period of ineligibility in relation to the additional sentence and, on that day, the parole is resumed, subject to the provisions of this Act.

(5) Section 135 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

Time at large during suspension

(11) For the purposes of this Act, where a suspension of parole or statutory release is cancelled, the offender is deemed, during the

rapporte à une infraction commise avant le début de l'exécution de cette dernière.

Ineffectivité

(9.3) Lorsqu'un délinquant en liberté conditionnelle est condamné au type de peine supplémentaire visé au paragraphe (9.2) et que la date d'admissibilité à la libération conditionnelle déterminée conformément aux articles 119, 120 ou 120.2 est postérieure à celle de la condamnation à la peine supplémentaire, la libération conditionnelle devient ineffective et le délinquant est réincarcéré.

(9.4) Sauf déclaration contraire du lieutenant-gouverneur en conseil au titre du paragraphe 113(1), le paragraphe (9.1) ne s'applique pas aux délinquants qui relèvent d'une commission provinciale des libérations conditionnelles, à l'exception de ceux qui :

Non-application du paragraphe (9.1)

a) soit purgent une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel 20 de la province en vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1);

b) soit, en raison de leur condamnation à une peine supplémentaire du type visé au paragraphe (9.1), sont tenus, aux termes de l'article 731 du *Code criminel*, de purger leur peine dans un pénitencier.

(9.5) Lorsque la libération conditionnelle d'un délinquant auquel le paragraphe (9.1) ne s'applique pas n'a pas été révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin et que le délinquant est condamné à une peine d'emprisonnement — à purger à la suite de la peine en cours — pour une infraction à une loi fédérale, la libération conditionnelle devient ineffective et le délinquant est réincarcéré pour une période, déterminée à compter de la date de la condamnation, égale au temps d'épreuve sur la peine supplémentaire. Le délinquant, à l'expiration de cette période et sous réserve de la présente loi, est remis en liberté conditionnelle.

Ineffectivité de la libération conditionnelle

(5) L'article 135 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :

45

(11) En cas d'annulation de la suspension de la libération conditionnelle ou d'office, le délinquant est réputé, pour l'application de

Présomption

period beginning on the day of the issuance of the suspension and ending on the day of the cancellation of the suspension, to have been serving the sentence to which the parole or statutory release applies.

48. Section 136 of the Act is replaced by the following:

136. When the parole or statutory release of an offender is terminated or revoked or where it becomes inoperative pursuant to subsection 135(9.3), a member of the Board or a person designated by the Chairperson of the Board may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment to custody of the offender pursuant to section 137.

49. Subsection 137(1) of the Act is replaced by the following:

137. (1) A warrant of apprehension issued under section 18, 118, 135 or 136 or by a provincial parole board, or an electronically transmitted copy thereof, shall be executed by any peace officer to whom it is given in any place in Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a justice or other lawful authority having jurisdiction in that place.

50. Subsection 138(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An offender whose parole or statutory release has been terminated is

(a) eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be; and

(b) entitled to be released on statutory release in accordance with section 127.

(3) An offender whose parole or statutory release has been terminated is not liable to forfeit any remission with which the offender was credited pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*.

(4) An offender whose parole or statutory release has been revoked is eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be.

la présente loi, avoir purgé sa peine pendant la période commençant à la date de la suspension et se terminant à la date de l'annulation.

48. L'article 136 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

136. En cas de cessation ou de révocation de la libération conditionnelle ou d'office ou d'ineffectivité de la libération conditionnelle au titre du paragraphe 135(9.3), un membre de la Commission ou la personne que le président désigne peut, par mandat, autoriser l'arrestation et la réincarcération du délinquant conformément à l'article 137.

49. Le paragraphe 137(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

137. (1) Le mandat délivré en vertu de l'article 18, 118, 135 ou 136 ou par une commission provinciale ou encore une copie de ce mandat transmise par moyen électronique est exécuté par l'agent de la paix destinataire; il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement délivré ou postérieurement visé par un juge de paix ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

50. Le paragraphe 138(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'il est mis fin à la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3 et a droit à la libération d'office conformément à l'article 127.

(3) Lorsqu'il a été mis fin à la liberté conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci continue de bénéficier de la remise de peine qu'il a méritée en vertu de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*.

(4) Le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3.

Warrant on termination, revocation or inoperability

Execution of warrant

Effect of termination on parole and statutory release

No forfeiture of remission

Effect of revocation on parole

Cessation, révocation ou ineffectivité

Mandat d'arrêt

Effet de la cessation

Remise de peine

Admissibilité à la libération conditionnelle en cas de révocation

Clause 48: Subsection 136 reads as follows:

136. When the parole or statutory release of an offender is terminated or revoked, a member of the Board or a person designated by the Chairperson of the Board may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment to custody of the offender pursuant to section 137.

Article 48. — Texte de l'article 136 :

136. En cas de cessation ou de révocation de la libération conditionnelle ou d'office, un membre de la Commission ou la personne que le président désigne peut, par mandat, autoriser l'arrestation et la réincarcération du délinquant conformément à l'article 137.

Clause 49: Subsection 137(1) reads as follows:

137. (1) A warrant of apprehension issued under section 118, 135 or 136 or by a provincial parole board, or an electronically transmitted copy thereof, shall be executed by any peace officer to whom it is given in any place in Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a justice or other lawful authority having jurisdiction in that place.

Article 49. — Texte du paragraphe 137(1) :

137. (1) Le mandat délivré en vertu de l'article 118, 135 ou 136 ou par une commission provinciale ou encore une copie de ce mandat transmise par moyen électronique est exécuté par l'agent de la paix destinataire; il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement délivré ou postérieurement visé par un juge de paix ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

Clause 50: Subsection 138(2) reads as follows:

(2) Subject to subsections 130(4) and (7), an offender whose parole or statutory release has been revoked is not eligible for statutory release until after serving two thirds of the unexpired portion of the sentence after being recommitted to custody under subsection (1).

Article 50. — Texte du paragraphe 138(2) :

(2) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (7), le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée n'a pas droit à la libération d'office avant d'avoir purgé les deux tiers de la partie de la peine qui lui restait à purger au moment de sa réincarcération.

Exception	(5) Notwithstanding sections 122 and 123, the Board is not required to conduct a review for the purpose of parole of the case of an offender referred to in subsection (4) within one year after the date on which the offender's parole or statutory release is revoked.	(5) Malgré les articles 122 et 123, la Commission n'est pas tenue d'examiner, aux fins de la libération conditionnelle, le cas du délinquant visé au paragraphe (4) pendant l'année qui suit la révocation de la libération conditionnelle ou d'office de celui-ci.	Exception
Effect of revocation on statutory release	(6) Subject to subsections 130(4) and (7), an offender whose parole or statutory release has been revoked is <u>entitled to be released on statutory release in accordance with section 127.</u>	(6) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (7), le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée a droit à la libération d'office <u>conformément à l'article 127.</u>	Droit à la libération d'office en cas de révocation
Additional sentences	51. Section 139 of the Act is replaced by the following: 139. (1) Where a person <u>who is subject to a sentence</u> that has not expired <u>receives an additional sentence</u> , the person is, for the purposes of the <i>Criminal Code</i> , the <i>Prisons and Reformatories Act</i> and this Act, deemed to have been sentenced to one <u>sentence</u> commencing at the beginning of the first of those sentences to be served and ending on the expiration of the last of them to be served.	51. L'article 139 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 139. (1) L'individu <u>assujéti à une peine</u> d'emprisonnement <u>non encore expirée</u> et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire est, pour l'application du <i>Code criminel</i> , de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> et de la présente loi, réputé n'avoir été condamné qu'à une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la première et se terminant à l'expiration de la dernière à purger.	Peines supplémentaires
Interpretation	(2) This section does not affect the time of commencement, pursuant to subsection 721(1) of the <i>Criminal Code</i> , of any sentences that are deemed under <u>this section</u> to constitute one sentence.	(2) Le présent article n'a pas pour effet de modifier la date fixée par le paragraphe 721(1) du <i>Code criminel</i> pour le début de l'exécution de chacune des peines qui, aux termes du <u>présent article</u> , sont réputées n'en constituer qu'une.	Interprétation
	52. (1) Paragraph 140(1)(c) of the Act is replaced by the following: (c) a review conducted pursuant to section 129 <u>or subsection 130(1) or 131(1);</u>	52. (1) L'alinéa 140(1)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : c) les examens ou réexamens prévus à l'article 129 <u>et aux paragraphes 130(1) et 131(1);</u>	
	(2) Paragraph 140(4)(c) of the French version of the Act is replaced by the following: c) sa présence <u>compromettra</u> l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public à la communication de l'information et <u>l'intérêt du public à la réinsertion sociale du délinquant;</u>	(2) L'alinéa 140(4)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : c) sa présence <u>compromettra</u> l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public à la communication de l'information et <u>l'intérêt du public à la réinsertion sociale du délinquant;</u>	
	(3) Subsection 140(9) of the French version of the Act is replaced by the following: (9) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante <u>aucune</u> des deux langues	(3) Le paragraphe 140(9) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : (9) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante <u>aucune</u> des deux langues	
Droit à l'interprète			Droit à l'interprète

Clause 51: Section 139 reads as follows:

139. (1) Where a person sentenced to a term of imprisonment that has not expired is sentenced to an additional term of imprisonment, the person shall, for the purposes of the *Criminal Code*, the *Prisons and Reformatories Act* and this Act, except subsections (2) and (3) of this section, be deemed to have been sentenced to one term of imprisonment commencing at the beginning of the first of those sentences to be served and ending on the expiration of the last of them to be served.

(2) Where an offender on parole or statutory release that has not been terminated or revoked is sentenced to a term of imprisonment to be served consecutively with the sentence the offender is then serving, that sentence is interrupted and is not resumed until the later sentence expires or until the parole or statutory release is terminated or revoked.

(3) Where an offender to whom subsection (2) applies is sentenced to an additional term of imprisonment during the interruption of the sentence the offender was serving while on parole or statutory release,

(a) if the additional term is concurrent with the later sentence, the sentences shall be deemed, for the purposes of the *Criminal Code*, the *Prisons and Reformatories Act* and this Act, to constitute one sentence of imprisonment commencing at the beginning of the later sentence and ending on the expiration of the last of those sentences to expire; and

(b) if the additional term is consecutive to the later sentence, the sentences shall be served in accordance with

(i) the rule set out in subsection (2), in the case of an offender who, with respect to the later sentence, is on parole or statutory release that is not revoked or terminated, and

(ii) the rule set out in paragraph (a), in any other case.

(4) Where an additional term referred to in subsection (3) is concurrent with or consecutive to the sentence interrupted pursuant to subsection (2), the additional term shall be deemed to be concurrent with or consecutive to the later sentence only.

(5) Where parole or statutory release of an offender to whom subsection (2) applies is terminated or revoked, the offender shall serve the total of

(a) the unexpired portion of the sentence the offender was serving while on parole or statutory release, and

(b) the unexpired portion of any later sentence.

(6) Subsection 138(2) applies in respect of the unexpired portion of a sentence referred to in paragraph (5)(a).

(7) In this section,

Article 51. — Texte de l'article 139 :

139. (1) L'individu dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire est, pour l'application du *Code criminel*, de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et de la présente loi, à l'exception des paragraphes (2) et (3) du présent article, réputé n'avoir été condamné qu'à une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la première et se terminant à l'expiration de la dernière à purger.

(2) Lorsqu'un délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office n'est pas révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin est condamné à une peine d'emprisonnement qui doit être purgée à la suite de toute autre peine, la peine d'emprisonnement qu'il purgeait en libération conditionnelle ou d'office est interrompue jusqu'à l'expiration de la nouvelle peine ou la révocation ou la cessation de cette libération.

(3) Lorsque le délinquant visé au paragraphe (2) est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pendant l'interruption de la peine qu'il purgeait pendant sa libération conditionnelle ou d'office, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) si elles ne doivent pas être purgées consécutivement, la peine supplémentaire et la nouvelle peine sont réputées, pour l'application du *Code criminel*, de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et de la présente loi, ne constituer qu'une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la nouvelle peine et se terminant à l'expiration de la dernière à purger;

b) si la peine supplémentaire et la nouvelle peine doivent être purgées consécutivement :

(i) dans le cas où sa libération conditionnelle ou d'office afférente à la nouvelle période n'est pas révoquée ou n'a pas pris fin, il est régi par le paragraphe (2),

(ii) dans tout autre cas, il est régi par l'alinéa a).

(4) Lorsque la peine supplémentaire visée au paragraphe (3) et la peine interrompue en application du paragraphe (2) doivent être purgées en même temps ou à la suite l'une de l'autre, la peine supplémentaire est réputée devoir être purgée en même temps ou à la suite de la nouvelle peine seulement.

(5) Lorsque la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant visé au paragraphe (2) est révoquée ou prend fin, celui-ci doit purger ce qui reste :

a) de toute peine d'emprisonnement qu'il purgeait pendant sa libération conditionnelle ou d'office;

b) de toute nouvelle peine.

(6) La partie de la peine d'emprisonnement visée à l'alinéa (5)a) qui reste à purger est calculée conformément au paragraphe 138(2).

officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).

53. Subsection 141(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

Exceptions

(4) La Commission peut, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, refuser la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que cette communication irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

54. (1) The portion of paragraph 142(1)(b) of the English version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in the disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure, namely,

(2) Subparagraph 142(1)(b)(viii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 et, le cas échéant, la décision rendue au titre de celui-ci.

(3) Section 142 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Designation by
Chairperson

(5) In this section, "Chairperson" includes a person or class of persons designated by the Chairperson.

55. Subsection 151(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

Directives
égalitaires

(3) Les directives établies en vertu du paragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques,

officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).

53. Le paragraphe 141(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

Exceptions

(4) La Commission peut, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, refuser la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que cette communication irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

54. (1) Le passage de l'alinéa 142(1)b) de la version anglaise de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui 20 suit :

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in the disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure, namely,

(2) Le sous-alinéa 142(1)b)(viii) de la version française de la même loi est remplacé 30 par ce qui suit :

(viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 et, le cas échéant, la décision rendue au titre de celui-ci.

(3) L'article 142 de la même loi est modifié 35 par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Désignation de
délégués

(5) Pour l'application du présent article, « président » vise également son délégué ou une personne appartenant à une catégorie de 40 personnes qu'il désigne comme délégués.

55. Le paragraphe 151(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Directives
égalitaires

(3) Les directives établies en vertu du pa- 45 ragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques,

“later sentence” means a consecutive term referred to in subsection (2) or a sentence determined in accordance with subsection (3);

“term of imprisonment” includes a term of imprisonment imposed by a court of a foreign state on a Canadian offender who has been transferred to Canada pursuant to the *Transfer of Offenders Act*.

(8) This section does not affect the time of commencement, pursuant to subsection 721(1) of the *Criminal Code*, of any sentences that are deemed under subsection (1) to constitute one sentence.

Clause 52: (1) The relevant portion of subsection 140(1) reads as follows:

140. (1) The Board shall conduct the review of the case of an offender by way of a hearing, conducted in whichever of the two official languages of Canada is requested by the offender, unless the offender waives the right to a hearing in writing or refuses to attend the hearing, in the following classes of cases:

...
(c) a review conducted pursuant to section 129, 130 or 131;

(2) The relevant portion of subsection 140(4) reads as follows:

(4) Subject to subsection (5), the Board shall, subject to such conditions as it considers appropriate and after taking into account the offender's views, permit a person who applies in writing therefor to attend as an observer at a hearing relating to an offender, unless the Board is satisfied that

...
(c) the person's presence is likely to adversely affect an appropriate balance between that person's or the public's interest in knowing and the public's interest in the effective reintegration of the offender into society; or

(3) Subsection 140(9) reads as follows:

(9) An offender who does not have an adequate understanding of at least one of Canada's official languages is entitled to the assistance of an interpreter at the hearing and for the purpose of understanding materials provided to the offender pursuant to subsection 141(1) and paragraph 143(2)(b).

Clause 53: Subsection 141(4) reads as follows:

(4) Where the Board has reasonable grounds to believe
(a) that any information should not be disclosed on the grounds of public interest, or
(b) that its disclosure would jeopardize
(i) the safety of any person,
(ii) the security of a correctional institution, or
(iii) the conduct of any lawful investigation,

the Board may withhold from the offender as much information as is strictly necessary in order to protect the interest identified in paragraph (a) or (b).

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« nouvelle peine » S'entend de la peine d'emprisonnement visée au paragraphe (2) qui doit être purgée à la suite de toute autre peine ou de la peine d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe (3).

« période d'emprisonnement » S'entend notamment d'une période d'emprisonnement infligée par un tribunal étranger à un Canadien qui a été transféré au Canada sous le régime de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

(8) Le présent article n'a pas pour effet de modifier la date fixée par le paragraphe 721(1) du *Code criminel* pour le début de l'exécution de chacune des peines qui, aux termes du paragraphe (1), sont réputées n'en constituer qu'une.

Article 52, (1). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 140(1) :

140. (1) La Commission tient une audience, dans la langue officielle du Canada que choisit le délinquant, dans les cas suivants, sauf si le délinquant a renoncé par écrit à son droit à une audience ou refuse d'être présent :

...
(c) les examens ou réexamens prévus aux articles 129, 130 et 131;

(2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 140(4) :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission doit, aux conditions qu'elle estime indiquées et après avoir pris en compte les observations du délinquant, permettre à la personne qui en fait la demande écrite d'être présente, à titre d'observateur, lors d'une audience, sauf si elle est convaincue que, selon le cas :

...
(c) sa présence nuira à l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public, à la communication de l'information et à la réinsertion sociale du délinquant;

(3). — Texte du paragraphe 140(9) :

(9) Le délinquant qui ne comprend pas de façon satisfaisante l'une des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).

Article 53. — Texte du paragraphe 141(4) :

(4) La Commission peut empêcher, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que celle-ci irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

ainsi qu'entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

56. The Act is amended by adding the following after section 155:

Inquiries

155.1 (1) The Chairperson may recommend to the Minister that an inquiry be held to determine whether any member of the Board should be subject to any disciplinary or remedial measures for any reason set out in any of paragraphs 155.2(2)(a) to (d).

Judge to conduct inquiry

(2) Where the Minister considers it appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court, in this section 15 and section 155.2 referred to as a "judge", shall conduct the inquiry.

Powers

(3) A judge conducting an inquiry under this section has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court and, without restricting the generality of the foregoing, has the power

(a) to issue to any person a summons requiring the person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify with respect to all matters within the person's knowledge relative to the inquiry and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the inquiry; and

(b) to administer oaths and examine any person on oath.

Inquiry public

(4) Subject to subsections (5) and (6), an inquiry under this section shall be conducted in public.

Confidentiality

(5) A judge conducting an inquiry under this section may, on application, take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry where the judge is satisfied that, during the inquiry or as a result of the inquiry being conducted in public, as the case may be,

(a) matters involving public security may be disclosed;

(b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the

ainsi qu'entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

56. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 155, de ce qui suit :

5

155.1 (1) Le président peut recommander au ministre la tenue d'une enquête sur les cas de mesures disciplinaires ou correctives au sein de la Commission pour tout motif énoncé aux alinéas 155.2(2)a) à d).

10

Enquête

(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale.

Nomination de l'enquêteur

(3) L'enquêteur nommé conformément au paragraphe (2) a les attributions d'une cour supérieure. Il peut notamment :

15 Pouvoirs d'enquête

a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;

25

b) faire prêter serment et interroger sous serment.

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l'enquête est publique.

Enquête publique

(5) L'enquêteur peut, sur demande en ce sens, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance pour assurer la confidentialité de l'enquête s'il est convaincu que, selon le cas :

30 Confidentialité

a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;

b) risquent d'être divulguées lors de l'enquête des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt des personnes concernées ou dans l'in-

40

Clause 54: (1) and (2) The relevant portion of subsection 142(1) reads as follows:

142. (1) At the request of a victim of an offence committed by an offender, the Chairperson

...

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in such disclosure outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure:

...

(viii) whether or not the offender has appealed a decision of the Board under section 147, and the outcome of that appeal.

(3) New.

Clause 55: Subsection 151(3) reads as follows:

(3) Policies adopted under paragraph (2)(a) must respect gender, ethnic, cultural and linguistic differences and be responsive to the special needs of women and aboriginal peoples, as well as to the needs of other groups of offenders with special requirements.

Clause 56: New.

Article 54, (1) et (2). — Texte des passages introductif et modifié du paragraphe 142(1) :

142. (1) Sur demande de la victime, le président :

...

b) peut lui communiquer, tout ou partie des renseignements suivants si, à son avis, l'intérêt de la victime justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée du délinquant :

...

(viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 ou de la décision rendue au titre de celui-ci.

(3). — Nouveau.

Article 55. — Texte du paragraphe 151(3) :

(3) Les directives établies en vertu du paragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques, ainsi que entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

Article 56. — Nouveau.

	desirability of avoiding public disclosures of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the inquiry be conducted in public; or	5	térêt public qu'adhérer au principe selon lequel l'enquête doit être publique;	
	(c) there is a reasonable likelihood that the life, liberty or security of a person would be endangered.		c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.	5
Idem	(6) Where a judge conducting an inquiry under this section considers it appropriate to do so, the judge may take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of any hearing held in respect of an application referred to in subsection (5).	10	(6) L'enquêteur peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande.	Idem 10
Rules of evidence	(7) A judge conducting an inquiry under this section is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings of the inquiry, the judge may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.	20	(7) L'enquêteur n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.	Règles de la preuve 15
Right to be heard	(8) Every person in respect of whom an inquiry under this section is conducted shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of any hearing thereof and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to adduce evidence.	30	(8) Le membre en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audition, et avoir la possibilité de se faire entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par procureur.	Avis de l'audition 20
Report of inquiry	155.2 (1) After an inquiry under section 155.1 has been completed, the judge who conducted the inquiry shall prepare a report of the conclusions of the inquiry and submit it to the Minister.	35	155.2 (1) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport sur ses conclusions.	Rapport au ministre 25
Recommendations	(2) Where an inquiry under section 155.1 has been held and, in the opinion of the judge who conducted the inquiry, the member of the Board in respect of whom the inquiry was held	40	(2) L'enquêteur peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute mesure corrective s'il est d'avis que le membre en cause de la Commission est inapte à remplir utilement ses fonctions pour l'un ou l'autre des motifs suivants :	Recommandations
	(a) has become incapacitated from the due execution of the member's office by reason of infirmity,		a) invalidité;	
	(b) is guilty of misconduct,	45	b) manquement à l'honneur ou à la dignité;	35
	(c) has failed in the due execution of the member's office, or		c) manquement aux devoirs de sa charge;	

(d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of the member's office,

the judge may, in the report of the inquiry, 5
recommend that the member be suspended without pay or be removed from office or may recommend that such remedial measure as the judge considers necessary be taken.

Governor in
Council may
suspend or
remove

(3) Where the Minister receives a report 10
under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Governor in Council, who may suspend the member of the Board to whom the report relates without pay, remove the member from office or take 15
any remedial measure.

57. Subsection 156(3) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(3) The Governor in Council may, by regulation, amend Schedule I or II.

Idem

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the method of determining

(a) pursuant to sections 120 to 120.3, the period that an offender must serve before 25
being eligible for parole;

(b) pursuant to section 127, the period that an offender must serve before being entitled to statutory release; and

(c) the manner in which subsection 139(1) 30
applies in respect of sentences.

58. Section 204 of the Act is repealed.

59. Subsection 225(1) of the Act is replaced by the following:

Day parole
eligibility of
past offenders

**225. (1) Subject to subsection (1.1), paragraph 119(1)(c) does not apply in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992, but the corresponding provisions of the former Act and the regulations made under that Act 40
apply in respect thereof as if they were provisions of this Act.**

d) situation d'incompatibilité, qu'elle soit imputable au membre ou à toute autre cause.

(3) Le ministre transmet le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime in- 5
diqué, révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou prendre toute mesure corrective.

Transmission
du dossier au
gouverneur en
conseil

57. Le paragraphe 156(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les annexes I ou II. 20

Règlements

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

Idem

a) le mode de calcul du temps d'épreuve 15
prévu aux articles 120 à 120.3 pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

b) le mode de calcul de la période d'emprisonnement que doit subir le délinquant 20
avant d'avoir droit à la libération d'office conformément à l'article 127;

c) les modalités d'application du paragraphe 139(1) dans le cas de peines multiples. 25

58. L'article 204 de la même loi est abrogé.

59. Le paragraphe 225(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

**225. (1) Sous réserve du paragraphe 30
(1.1), l'alinéa 119(1)c) ne s'applique pas aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1^{er} novembre 1992; les dispositions correspondantes de la loi antérieure et de ses règlements d'application s'y appliquent 35
toutefois comme s'il s'agissait de dispositions de la présente loi.**

Application
future

Clause 57: Subsection 156(3) reads as follows:

- (3) The Governor in Council may, by regulation,
 (a) designate penitentiaries for the purpose of orders made under paragraph 130(3)(b); and
 (b) amend Schedule I or II.

Article 57. — Texte du paragraphe 156(3) :

- (3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
 a) désigner un pénitencier pour l'assignation à résidence prévue au paragraphe 130(3);
 b) modifier les annexes I ou II.

Clause 58: Section 204 reads as follows:

204. Section 747 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) In respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

- (a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

Article 58. — Texte de l'article 204 :

204. L'article 747 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

747. (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

(2) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, les permissions de sortir sans surveillance et la semi-liberté prévues par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* ne peu-

Where
additional
sentence

(1.1) Paragraph 119(1)(c) applies in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992 where the offender receives an additional sentence on or after that day and, as a result, the offender is deemed, pursuant to section 139, to have been sentenced to one sentence.

60. The Act is amended by adding the following after section 227:

227.1 Any remission that was forfeited under subsection 25(6) of the *Penitentiary Act*, as that Act read immediately before November 1, 1992, is deemed, as of November 1, 1992, to be recredited and the offender continues to be subject to the order under subsection 21.4(4) of the *Parole Act*, as that Act read immediately before November 1, 1992, as if the order had been made under section 130 of this Act.

61. (1) The portion of section 1 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

1. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, that was prosecuted by way of indictment:

(2) Section 1 of Schedule I to the Act is amended by adding the following after paragraph (o):

(o.1) section 220 (causing death by criminal negligence);

(o.2) section 221 (causing bodily harm by criminal negligence);

(3) Section 1 of Schedule I to the Act is amended by adding the following after paragraph (s):

(s.1) subsections 249(3) and (4) (dangerous operation causing bodily harm and dangerous operation causing death);

(s.2) subsections 255(2) and (3) (impaired driving causing bodily harm and impaired driving causing death);

(s.3) section 264 (criminal harassment);

(1.1) L'alinéa 119(1)c) s'applique cependant aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1^{er} novembre 1992 si celles-ci sont suivies, à compter de cette date, d'une peine supplémentaire, toutes ces peines étant alors réputées n'en constituer qu'une seule aux termes de l'article 139.

60. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 227, de ce qui suit :

227.1 Dans le cas d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 21.4(4) de la *Loi sur les libérations conditionnelles*, dans sa version antérieure au 1^{er} novembre 1992, les réductions de peine qui avaient fait l'objet d'une déchéance aux termes du paragraphe 25(6) de la *Loi sur les pénitenciers*, dans sa version en vigueur avant le 1^{er} novembre 1992, sont réputées réattribuées à cette date et le délinquant demeure assujéti à l'ordonnance comme si celle-ci avait été rendue aux termes de l'article 130 de la présente loi.

61. (1) Le passage de l'article 1 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* et poursuivie par mise en accusation :

(2) L'article 1 de l'annexe I de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa o), 30 de ce qui suit :

o.1) article 220 (le fait de causer la mort par négligence criminelle);

o.2) article 221 (causer des lésions corporelles par négligence criminelle);

(3) L'article 1 de l'annexe I de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa s), de ce qui suit :

s.1) paragraphes 249(3) et (4) (conduite dangereuse causant ainsi des lésions corporelles et conduite de façon dangereuse causant ainsi la mort);

s.2) paragraphes 255(2) et (3) (capacité de conduite affaiblie);

s.3) article 264 (harcèlement criminel);

Cas particulier

Déchéance
prévue par la
Loi sur les
pénitenciers

Remission
forfeited under
*Penitentiary
Act*

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

Clause 59: Subsection 225(1) reads as follows:

225. (1) Section 119 does not apply in respect of a sentence of imprisonment that is imposed before the commencement day, but the corresponding provisions of the former Act and the regulations made under that Act apply in respect thereof as if they were provisions of this Act.

Clause 60: New.

Clause 61: (1) The relevant portion of section 1 of Schedule I reads as follows:

1. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*:

(2) and (3) New.

vent être accordées qu'au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai; de plus, aucune permission de sortir sous surveillance pour d'autres raisons que des raisons médicales ne peut, sauf au cours de cette période de trois ans, être accordée sous le régime de l'une de ces lois sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Article 59. — Texte de l'article 225 :

225. (1) L'article 119 ne s'applique pas aux condamnations prononcées avant l'entrée en vigueur; les dispositions correspondantes de la loi antérieure et de ses règlements d'application s'y appliquent toutefois comme s'il s'agissait de dispositions de la présente loi.

Article 60. — Nouveau.

Article 61, (1). — Texte du passage modifié de l'annexe I :

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* :

(2) et (3). — Nouveaux.

62. The portion of section 2 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

2. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990, that was prosecuted by way of indictment:

63. The portion of section 3 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment:

64. Schedule I to the Act is amended by adding the following after section 3:

4. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment:

(a) section 146 (sexual intercourse with a female under 14);

(b) section 151 (seduction of a female between 16 and 18);

(c) section 153 (sexual intercourse with step-daughter);

(d) section 155 (buggery or bestiality);

(e) section 157 (gross indecency);

(f) section 166 (parent or guardian procuring defilement); and

(g) section 167 (householder permitting defilement).

65. Schedule II to the Act is replaced by the following:

62. Le passage de l'article 2 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, dans leur version antérieure au 1^{er} juillet 1990, et poursuivie par mise en accusation :

63. Le passage de l'article 3 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, et poursuivie par mise en accusation :

64. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, après l'article 3, de ce qui suit :

4. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, et poursuivie par mise en accusation :

a) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de moins de 14 ans);

b) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans);

c) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille);

d) article 155 (sodomie ou bestialité);

e) article 157 (grossière indécence);

f) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);

g) article 167 (maître de maison qui permet le défloremment).

65. L'annexe II de la même loi est remplacée par ce qui suit :

Clause 62: The relevant portion of section 2 of Schedule I reads as follows:

2. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990:

Clause 63: The relevant portion of section 3 of Schedule I reads as follows:

3. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983:

Clause 64: New.

Article 62. — Texte du passage modifié de l'article 2 de l'annexe I :

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, dans leur version antérieure au 1^{er} juillet 1990 :

Article 63. — Texte du passage modifié de l'article 3 de l'annexe I :

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983 :

Article 64. — Nouveau.

Clause 65: Schedule II reads as follows:

SCHEDULE II

(Subsections 107(1) and 125(1) and sections 129, 130 and 132)

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act*:

Article 65. — Texte de l'annexe II :

ANNEXE II

(paragraphes 107(1) et 125(1) et articles 129, 130 et 132)

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants* :

a) article 4 (trafic de stupéfiant);

SCHEDULE II

(Subsections 107(1) and 125(1) and sections 129, 130 and 132)

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act* that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 4 (trafficking);
- (b) section 5 (importing and exporting); 5
- (c) section 6 (cultivation);
- (d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
- (e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences). 10

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act* that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 39 (trafficking in controlled drug); 15
- (b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drug);
- (c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drug); 20
- (d) section 48 (trafficking in restricted drug);
- (e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drug; and 25
- (f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drug).

3. The offence of conspiring, as provided by paragraph 465(1)(c) of the *Criminal Code*, to commit any of the offences referred 30 to in section 1 or 2 of this Schedule, that was prosecuted by way of indictment.

66. The English version of the Act is amended by replacing the expression "sentence of imprisonment" with the word "sentence" in the following provisions:

- (a) the definition "offender" in subsection 99(1);
- (b) subsection 112(1);
- (c) subsection 115(1); 40

ANNEXE II

(paragraphes 107(1) et 125(1) et articles 129, 130 et 132)

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants* et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 4 (trafic de stupéfiant);
- b) article 5 (importation et exportation); 5
- c) article 6 (culture);
- d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité). 10

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues* et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 39 (trafic des drogues contrôlées); 15
- b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité); 20
- d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);
- e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- f) article 50.3 (recyclage des produits de la 25 criminalité).

3. L'infraction de complot prévue à l'alinéa 465(1)c) du *Code criminel*, en vue de commettre une des infractions mentionnées aux articles 1 et 2 de la présente annexe, et 30 poursuivie par mise en accusation.

66. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « sentence of imprisonment » est remplacé par « sentence » : 35

- a) la définition de « offender » au paragraphe 99(1);
- b) le paragraphe 112(1);
- c) le paragraphe 115(1); 40

- (a) section 4 (trafficking);
- (b) section 5 (importing and exporting);
- (c) section 6 (cultivation);
- (d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
- (e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act*:

- (a) section 39 (trafficking in controlled drug);
- (b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drug);
- (c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drug);
- (d) section 48 (trafficking in restricted drug);
- (e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drug); and
- (f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drug).

b) article 5 (importation et exportation);

c) article 6 (culture);

d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues* :

a) article 39 (trafic des drogues contrôlées);

b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);

d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);

e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

f) article 50.3 (recyclage des produits de la criminalité).

- (d) subsections 119(1) and (2);
- (e) subsection 122(2);
- (f) subsection 123(1);
- (g) subsection 128(1);
- (h) subsection 128(3);
- (i) subsection 135(10);
- (j) paragraph 140(1)(a); and
- (k) subsection 226(2).

67. The English version of the Act is amended by replacing the expressions "term" and "term of imprisonment" with the word "sentence" in the following provisions:

- (a) subsection 107(2);
- (b) subsection 108(2);
- (c) paragraph 135(6)(c);
- (d) subsection 135(8);
- (e) subsection 138(1); and
- (f) subsection 226(1).

68. The following provisions are amended by replacing the expression "sans surveillance" with the expression "sans escorte":

- (a) in the *Corrections and Conditional Release Act*,
- (i) subsection 18(2),
- (ii) subsection 25(2),
- (iii) subsection 66(1),
- (iv) subsection 66(3),
- (v) the definition "permission de sortir sans surveillance" in subsection 99(1),
- (vi) subsection 105(1),
- (vii) paragraph 107(1)(e),
- (viii) the heading before section 115,
- (ix) subsections 115(2) and (3),
- (x) subsections 116(1) to (4),
- (xi) subsections 116(7) to (10),
- (xii) subsection 117(3),
- (xiii) section 118,

- d) les paragraphes 119(1) et (2);
- e) le paragraphe 122(2);
- f) le paragraphe 123(1);
- g) le paragraphe 128(1);
- h) le paragraphe 128(3);
- i) le paragraphe 135(10);
- j) l'alinéa 140(1)a);
- k) le paragraphe 226(2).

67. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « term » et « term of imprisonment » sont remplacés par « sentence » :

- a) le paragraphe 107(2);
- b) le paragraphe 108(2);
- c) l'alinéa 135(6)c);
- d) le paragraphe 135(8);
- e) le paragraphe 138(1);
- f) le paragraphe 226(1).

68. Dans les passages suivants de la version française des lois mentionnées ci-dessus, « sans surveillance » est remplacé par « sans escorte » :

- a) la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* :
- (i) le paragraphe 18(2),
- (ii) le paragraphe 25(2),
- (iii) le paragraphe 66(1),
- (iv) le paragraphe 66(3),
- (v) la définition de « permission de sortir sans surveillance » au paragraphe 99(1),
- (vi) le paragraphe 105(1),
- (vii) l'alinéa 107(1)e),
- (viii) l'intertitre précédant l'article 115,
- (ix) les paragraphes 115(2) et (3),
- (x) les paragraphes 116(1) à (4),
- (xi) les paragraphes 116(7) à (10),
- (xii) le paragraphe 117(3),

(xiv) the heading before section 128,		(xiii) l'article 118,	
(xv) subsection 128(1),		(xiv) l'intertitre précédant l'article 128,	
(xvi) paragraphs 133(1)(a) to (c),		(xv) le paragraphe 128(1),	
(xvii) subsections 133(2) to (4),		(xvi) les alinéas 133(1)a) à c),	
(xviii) subsections 134(1) and (2),	5	(xvii) les paragraphes 133(2) à (4),	5
(xix) subparagraph 142(1)(a)(iv),		(xviii) les paragraphes 134(1) et (2),	
(xx) subparagraph 142(1)(b)(iii), and		(xix) le sous-alinéa 142(1)a)(iv),	
(xxi) subparagraph 142(1)(b)(v);		(xx) le sous-alinéa 142(1)b)(iii),	
(b) paragraph 747(2.1)(b) of the <i>Criminal Code</i> ;	10	(xxi) le sous-alinéa 142(1)b)(v);	
(c) subsections 7(1) and (2) of the <i>Prisons and Reformatories Act</i> ; and		b) l'alinéa 747(2.1)b) du <i>Code criminel</i> ;	10
(d) paragraph 10(b) of the <i>Transfer of Offenders Act</i> .		c) les paragraphes 7(1) et (2) de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> ;	
69. The following provisions are	15	d) l'alinéa 10b) de la <i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> .	
amended by replacing the expression "sous surveillance" with the expression "avec escorte";		69. Dans les passages suivants de la version française des lois mentionnées ci-dessus, « sous surveillance » est remplacé par « avec escorte » :	15
(a) in the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> ,	20	a) la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> :	20
(i) the heading before section 17,		(i) l'intertitre précédant l'article 17,	
(ii) paragraph 96(z.8), and		(ii) l'alinéa 96z.8),	
(iii) subparagraph 142(1)(b)(iii);		(iii) le sous-alinéa 142(1)b)(iii);	
(b) paragraph 747(2.1)(c) of the <i>Criminal Code</i> ;	25	b) l'alinéa 747(2.1)c) du <i>Code criminel</i> ;	
(c) subsection 7(1) of the <i>Prisons and Reformatories Act</i> ; and		c) le paragraphe 7(1) de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> ;	25
(d) paragraph 10(c) of the <i>Transfer of Offenders Act</i> .		d) l'alinéa 10c) de la <i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> .	

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27,
35 (2nd Supp.),
cc. 10, 19, 30,
34 (3rd Supp.),
cc. 1, 23, 29,
30, 31, 32, 40,
42, 50 (4th
Supp.); 1989,
c. 2; 1990, cc.
15, 16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, cc. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994, c.
12

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52(1^{re} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
35(2^e suppl.),
ch. 10, 19, 30,
34(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32, 40,
42, 50(4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990, ch.
15, 16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
ch. 12

70. Section 675 of the *Criminal Code* is amended by adding the following after subsection (2):

Appeal against
s. 741.2 order

(2.1) A person against whom an order under section 741.2 has been made may appeal to the court of appeal against the order.

71. Section 676 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Appeal against
decision not to
make s. 741.2
order

(5) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General for the purpose may appeal to the court of appeal against the decision of the court not to make an order under section 741.2.

1992, c. 20, s.
203

72. Section 741.2 of the Act is replaced by the following:

Power of court
to delay parole

741.2 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served

70. L'article 675 du Code criminel est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) La personne qui a fait l'objet de l'ordonnance prévue à l'article 741.2 peut interjeter appel de celle-ci.

71. L'article 676 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Le procureur général ou un avocat ayant reçu de lui des instructions à cette fin peut interjeter appel, devant la cour d'appel, de la décision du tribunal de ne pas rendre l'ordonnance prévue à l'article 741.2.

Appel de
l'ordonnance
prévue à
l'article 741.2

Appel relatif à
l'ordonnance
prévue à
l'article 741.2

**72. L'article 741.2 de la même loi est 15
remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 20,
art. 203

741.2 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi,

Pouvoir
judiciaire
d'augmenter le
temps
d'épreuve

*Criminal Code**Clause 70: New.**Clause 71: New.**Clause 72: Section 741.2 reads as follows:*

741.2 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

*Code criminel**Article 70. — Nouveau.**Article 71. — Nouveau.**Article 72. — Texte de l'article 741.2 :*

741.2 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

1992, c. 20, s. 228

Parole prohibited

73. Section 747 of the Act is replaced by the following:

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

Absence with or without escort and day parole

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three of those years

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

73. L'article 747 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

747. (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

(2) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans escorte sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

1992, ch. 20, art. 228

5

Libération conditionnelle interdite

Permissions de sortir et semi-liberté

20

25

30

35

Idem

40

45

Clause 73: Section 747 reads as follows:

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, no person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall be considered for parole or released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of his specified number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) Subject to subsection (2.1), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

(2.1) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

Article 73. — Texte de l'article 747 :

747. (1) À moins que le Parlement ne légifère au contraire, avec renvoi exprès au présent article, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur cas en vue de leur accorder une telle libération qui, autrement, pourrait être accordée en vertu des lois fédérales, notamment en vertu de la *Loi sur la libération conditionnelle*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération de ce genre auquel ils sont, par la présente loi, obligatoirement soumis pour le nombre d'années d'emprisonnement qu'elle prévoit expressément.

(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai;

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans surveillance sous le régime de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

(2.1) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) aux permissions de sortir sans surveillance prévues par la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) aux permissions de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale de libération conditionnelle.

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under 10 either of those Acts.

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

5 b) à la permission de sortir sans escorte, sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

R.S., c. C-47;
R.S., c. 1 (4th
Supp.); 1992,
c. 22

CRIMINAL RECORDS ACT

1992, c. 22, s.
1(2)

74. The definition "sentence" in subsection 2(1) of the *Criminal Records Act* is replaced by the following:

"sentence"
« peine »

"sentence" has the same meaning as in the *Criminal Code*, but does not include an order made under section 100, 161 or 259 of that Act.

1992, c. 22, s. 5

75. Paragraph 5(b) of the Act is replaced by the following:

(b) unless the pardon is subsequently revoked or ceases to have effect, vacates the conviction in respect of which it is granted and, without restricting the generality of the foregoing, removes any disqualification to which the person so convicted is, by reason of the conviction, subject by virtue of the provisions of any Act of Parliament, other than section 100, 161 or 259 of the *Criminal Code*, or of a regulation made 30 under an Act of Parliament.

R.S., c. P-20;
R.S., c. 1 (1st
Supp.), cc. 24,
35 (2nd Supp.);
1992, c. 20

PRISONS AND REFORMATORIES ACT

76. The definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Prisons and Reformatories Act* is repealed.

77. (1) The Act is amended by adding the following after section 2:

LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

74. La définition de « peine », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le casier judiciaire*, 15 est remplacée par ce qui suit :

« peine » S'entend de la peine au sens du *Code criminel*, mais n'y sont pas assimilées les ordonnances rendues en vertu des articles 100, 161 ou 259 de cette loi.

75. L'alinéa 5b) de la même loi est rem- 20 placé par ce qui suit :

b) d'autre part, sauf cas de révocation ultérieure ou de nullité, elle efface les conséquences de la condamnation et, 25 notamment, fait cesser toute incapacité — autre que celles imposées au titre des articles 100, 161 et 259 du *Code criminel* — que celle-ci pouvait entraîner aux termes d'une loi fédérale ou de ses règlements. 30

L.R., ch. C-47;
L.R., ch. 1 (4^e
suppl.); 1992,
ch. 22

1992, ch. 22,
par. 1(2)

« peine »
"sentence"

1992, ch. 22,
art 5

LOI SUR LES PRISONS ET LES MAISONS DE CORRECTION

76. La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, est abrogée.

77. (1) La même loi est modifiée par ad- 35 jonction, après l'article 2, de ce qui suit :

L.R., ch. P-20
L.R., ch. 1 (1^{re}
suppl.), ch. 24,
35 (2^e suppl.);
1992, ch. 20

Criminal Records Act

Clause 74: The definition “sentence” in subsection 2(1) reads as follows:

“sentence” has the same meaning as in the *Criminal Code*, but does not include an order made under section 100 or 259 of that Act.

Clause 75: The relevant portion of section 5 reads as follows:

5. The pardon

...

(b) unless the pardon is subsequently revoked or ceases to have effect, vacates the conviction in respect of which it is granted and, without restricting the generality of the foregoing, removes any disqualification to which the person so convicted is, by reason of the conviction, subject by virtue of the provisions of any Act of Parliament, other than section 100 or 259 of the *Criminal Code*, or of a regulation made under an Act of Parliament.

Prisons and Reformatories Act

Clause 76: The definition “Minister” in subsection 2(1) reads as follows:

“Minister” means the Solicitor General of Canada;

Clause 77: New.

Loi sur le casier judiciaire

Article 74. — Texte de la définition de « peine » au paragraphe 2(1) :

« peine » S'entend de la peine au sens du *Code criminel*, mais n'y sont pas assimilées les ordonnances rendues en vertu des articles 100 ou 259 de cette loi.

Article 75. — Texte des passages introductif et modifié de l'article 5 :

5. La réhabilitation a les effets suivants :

...

b) d'autre part, sauf cas de révocation ultérieure ou de nullité, elle efface les conséquences de la condamnation et, notamment, fait cesser toute incapacité — autre que celles imposées au titre des articles 100 et 259 du *Code criminel* — que celle-ci pouvait entraîner aux termes d'une loi fédérale ou de ses règlements.

Loi sur les prisons et les maisons de correction

Article 76. — Texte de la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) :

« ministre » Le solliciteur général du Canada.

Article 77. — Nouveau.

APPLICATION

Application 2.1 For greater certainty, this Act applies in respect of the province of Newfoundland.

Coming into force (2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 31, 1949.

1992, c. 20, s. 205(2) 78. Subsection 5(3) of the Act is replaced by the following:

Effect of transfer (3) Any person transferred under this section or under an agreement made pursuant to lawful authority is deemed to be lawfully confined in the receiving prison and is subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the receiving prison.

1992, c. 20, s. 206(1) 79. (1) Subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

Remission 6. (1) Every prisoner serving a sentence, other than a sentence on conviction for criminal or civil contempt of court where the sentence includes a requirement that the prisoner return to that court, shall be credited with fifteen days of remission of the sentence in respect of each month and with a number of days calculated on a *pro rata* basis in respect of each incomplete month during which the prisoner has earned that remission by obeying prison rules and conditions governing temporary absence and by actively participating in programs designed to promote prisoners' rehabilitation and reintegration as determined in accordance with any regulations made by the lieutenant governor of the province in which the prisoner is imprisoned.

1992, c. 20, s. 206(2) (2) Subsection 6(5) of the Act is replaced by the following:

Idem (4.1) Where the parole of a prisoner who has been credited with remission is revoked under the *Corrections and Conditional Release Act*, the prisoner shall forfeit that remission.

Idem (4.2) A prisoner whose parole has been terminated under the *Corrections and Conditional Release Act* is not liable to forfeit any remission with which the prisoner was credited pursuant to this Act.

APPLICATION

2.1 Il demeure entendu que la présente loi s'applique à Terre-Neuve.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 31 mars 1949.

5 78. Le paragraphe 5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les personnes transférées conformément au présent article ou en vertu d'autres accords autorisés par la loi sont réputées être en détention légale dans la prison de destination; elles sont assujetties aux lois, règlements et règles en vigueur dans celle-ci.

79. (1) Le paragraphe 6(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15 6. (1) Sauf en cas de peine d'emprisonnement infligée à titre de sanction d'un outrage au tribunal en matière civile ou pénale lorsque le prisonnier est tenu par une condition de sa sentence de retourner devant ce tribunal, tout prisonnier se voit accorder quinze 20 jours de réduction de peine pour chaque mois au cours duquel il observe les règlements de la prison et les conditions d'octroi des permissions de sortir et participe aux programmes favorisant sa réadaptation et sa 25 réinsertion sociale, comme le prévoient les règlements pris à cet effet par le lieutenant-gouverneur de la province où il est incarcéré; pour les fractions de mois, le nombre de 30 jours de réduction de peine se calcule au pro-rata.

(2) Le paragraphe 6(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Lorsque la libération conditionnelle d'un prisonnier est révoquée en vertu de la 35 *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, toute réduction de peine dont celui-ci bénéficiait est annulée.

(4.2) Lorsqu'il est mis fin à la libération conditionnelle d'un prisonnier en vertu de la 40 *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, celui-ci continue de bénéficier de la réduction de peine qu'il a méritée en vertu de la présente loi.

Application

Entrée en vigueur

5 1992, ch. 20, par. 205(2)

Effet du transfert

1992, ch. 20, par. 206(1)

Réduction de peine

1992, ch. 20, par. 206(2)

Idem

Idem

Clause 78: Subsection 5(3) reads as follows:

(3) An inmate transferred to a prison under an agreement made pursuant to paragraph 16(1)(a) of the *Corrections and Conditional Release Act*, or to any other lawful authority, shall be deemed to be lawfully confined in the receiving prison and is subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the receiving prison.

Clause 79: (1) Subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) Every prisoner serving a sentence other than

(a) a sentence of two years or more, or

(b) a sentence on conviction for criminal or civil contempt of court where the sentence includes a requirement that the offender return to that court

shall be credited with fifteen days of remission of the sentence in respect of each month and with a number of days calculated on a pro rata basis in respect of each incomplete month during which the prisoner has applied himself industriously, as determined in accordance with any regulations made by the lieutenant governor of the province in which the prisoner is imprisoned, to the program of the place of confinement in which the prisoner is imprisoned.

(2) Subsection 6(5) reads as follows:

(5) Where remission is credited against the sentence being served by a prisoner, the prisoner is entitled to be released from imprisonment before the expiration of the sentence.

Article 78. — Texte du paragraphe 5(3) :

(3) Les détenus transférés conformément au présent article ou en vertu d'autres accords autorisés par la loi sont réputés être en détention légale dans la prison de destination; ils sont assujettis aux lois, règlements et règles en vigueur dans celle-ci.

Article 79, (1). — Texte du paragraphe 6(1) :

6. (1) Sauf en cas de peine d'emprisonnement de deux ans ou plus ou infligé à titre de sanction d'un outrage au tribunal en matière civile ou pénale lorsque le délinquant est requis par une condition de sa sentence à retourner devant ce tribunal, tout prisonnier peut se voir accorder jusqu'à quinze jours de réduction de peine pour chaque mois au cours duquel il participe assidûment, comme le prévoient les règlements pris à cet effet par le lieutenant-gouverneur de la province où il est incarcéré, au programme de la prison où il se trouve; pour les fractions de mois, le nombre de jours de réduction de peine se calcule au prorata.

(2). — Texte du paragraphe 6(5) :

(5) La réduction appliquée à la peine que le prisonnier est en train de purger lui donne droit d'être mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine.

Effect of
remission

(5) Where remission is credited against a sentence being served by a prisoner, other than a prisoner to whom subsection 127(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* applies, the prisoner is entitled to be released from imprisonment before the expiration of the sentence.

(5) La réduction appliquée à la peine que le prisonnier, sauf celui à qui s'applique le paragraphe 127(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est en train de purger lui donne le droit d'être mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine.

Conséquence
de la réduction
de peineTransfer from
penitentiary to
prison

(6) Where a prisoner is transferred from a penitentiary to a prison, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a) of the *Corrections and Conditional Release Act*, the prisoner is credited with full remission under this section for the portion of the sentence that the offender served in the penitentiary as if that portion of the sentence had been served in a prison.

(6) Le prisonnier transféré du pénitencier à la prison, autrement qu'en vertu d'un accord autorisé par le paragraphe 16(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, bénéficie sur la partie de la peine d'emprisonnement qu'il a purgée au pénitencier de la réduction maximale de peine prévue au présent article comme s'il avait purgé cette partie de peine en prison.

Transfèrement
du pénitencier
à la prison

Idem

(7) Where a prisoner is transferred from a penitentiary to a prison pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a) of the *Corrections and Conditional Release Act*, the prisoner is entitled to be released, in accordance with section 127 of that Act, on the day on which the prisoner has served the period determined in accordance with that section and a period of imprisonment equal to any remission that the offender fails to earn or forfeits and that is not recredited under this Act.

(7) Le prisonnier transféré du pénitencier à la prison en vertu d'un accord autorisé par le paragraphe 16(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* a le droit d'être libéré conformément à l'article 127 de cette loi après avoir purgé la partie de la peine qu'il aurait dû purger en vertu de cet article et la période d'incarcération correspondant à la réduction de peine qui ne lui a pas été accordée ou a été annulée et ne lui a pas été réattribuée aux termes de la présente loi.

Idem

Recrediting by
institutional
head

(8) The institutional head may recredit any remission that was forfeited under subsection (4).

(8) Le directeur de la prison peut réattribuer toute réduction de peine qui a été annulée en vertu du paragraphe (4).

Réattribution
de la réduction
de peineRecrediting by
parole board

(9) The National Parole Board or a provincial parole board may recredit any remission that was forfeited under subsection (4.1).

(9) La Commission nationale des libérations conditionnelles ou une commission provinciale des libérations conditionnelles peut réattribuer toute réduction de peine qui a été annulée en vertu du paragraphe (4.1).

Idem

Where parole
suspended and
then revoked

(10) Where a prisoner is reincarcerated following the suspension of parole and the parole is subsequently revoked, the prisoner shall be credited with remission in respect of the portion of the sentence that was served during the suspension.

(10) Lorsqu'un prisonnier est réincarcéré à la suite de la suspension de sa libération conditionnelle et que celle-ci est subséquemment révoquée, celui-ci se voit accorder une réduction de peine pour la partie de sa peine qu'il a purgée pendant la suspension.

Suspension et
révocation de
la libération
conditionnelle

R.S., c. T-15;
R.S., cc. 27, 31
(1st Suppl.);
1992, c. 20;
1993, c. 34

TRANSFER OF OFFENDERS ACT

LOI SUR LE TRANSFÈREMENT DES
DÉLINQUANTS

L.R., ch. T-15;
L.R., ch. 27,
31 (1^{er} suppl.);
1992, ch. 20;
1993, ch. 34

1992, c. 20, s.
208

80. Section 8 of the *Transfer of Offenders Act* is replaced by the following:

Eligibility for
parole —
general

8. Subject to section 9, a Canadian offender transferred to Canada becomes eligible for parole at a date determined pursuant to the *Corrections and Conditional Release Act* as being the date at which the offender would have been eligible for parole had the offender been convicted and the sentence imposed by a court in Canada.

1992, c. 20, ss.
210 and 211

81. Sections 11 and 12 of the Act are replaced by the following:

Crediting for
time toward
completion

11. A Canadian offender transferred to Canada shall, at the date of the transfer, be credited with any time toward completion of a sentence imposed by a court of a foreign state that, at that date, had actually been spent in confinement in the foreign state or that was credited, by the foreign state, towards completion of the sentence.

Calculation of
statutory
release

11.1 (1) Where a Canadian offender transferred to Canada is detained in a penitentiary, the offender is entitled to be released on statutory release on the day on which the offender has served the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion of the sentence with which the offender was credited in accordance with section 11 less

(a) any credits, given by the foreign state, 30
towards release before the expiration of
the sentence; and

(b) one third of the portion of the sentence
that remains to be served after deducting
the portion referred to in paragraph (a). 35

Idem

(2) Where a Canadian offender transferred to Canada is detained in a prison, the offender is entitled to be released on the day on which the offender has served the portion of the sentence that remains to be served after 40
deducting the portion with which the offend-

80. L'article 8 de la *Loi sur le transfèrement des délinquants* est remplacé par ce qui suit :

8. Sous réserve de l'article 9, un délinquant canadien transféré au Canada est admissible à la libération conditionnelle à la date à laquelle il y serait admissible en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* s'il avait été déclaré coupable et condamné par un tribunal 10
canadien.

Admissibilité à
la libération
conditionnelle
— règle
générale

81. Les articles 11 et 12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 20,
art. 210 et 211

11. Il est tenu compte pour le délinquant canadien transféré au Canada, au jour du 15
transfèrement, du temps véritablement passé en détention et des remises de peine que lui a accordées l'État étranger dont un tribunal l'a condamné.

Remise de
peine

11.1 (1) Si le délinquant canadien trans- 20
féré au Canada est détenu dans un pénitencier, la date de sa libération d'office est celle à laquelle il a purgé la partie de la peine qu'il lui reste à purger conformément à l'article 11, moins : 25

Libération
d'office

a) d'une part, toute réduction de peine que
lui a accordée l'État étranger;

b) d'autre part, le tiers de la partie de la
peine qu'il lui reste à purger, une fois dé- 30
duite toute réduction de peine visée à l'ali-
néa a).

(2) Si le délinquant canadien transféré au
Canada est détenu dans une prison, la date de
sa libération d'office est celle à laquelle il a
purgé la partie de la peine qu'il lui reste à 35
purger conformément à l'article 11, moins :

Idem

a) d'une part, toute réduction de peine que
lui a accordée l'État étranger;

Transfer of Offenders Act

Clause 80: Section 8 reads as follows:

8. Subject to section 9, a Canadian offender transferred to Canada becomes eligible for parole at a date determined by the Correctional Service of Canada as being the date, in so far as can be ascertained by the Service, at which the offender would have been eligible for parole had the offender been convicted and the sentence imposed by a court in Canada.

Clause 81: Sections 11 and 12 read as follows:

11. (1) A Canadian offender transferred to Canada

(a) shall be credited with any time toward completion of his sentence that was credited to him at the date of his transfer by the foreign state in which he was convicted and sentenced; and

(b) is eligible to earn remission as if he had been committed to custody on the date of his transfer pursuant to a sentence imposed by a court in Canada.

(2) Any time referred to in paragraph (1)(a) credited to a Canadian offender who is subject to the *Prisons and Reformatories Act*, except time actually spent in confinement pursuant to the sentence imposed by the foreign court, is subject to forfeiture for a disciplinary offence as if it were remission credited under that Act.

12. A Canadian offender transferred to Canada becomes entitled to statutory release at a date determined by the Correctional Service of Canada, in so far as can be ascertained by the Service and in accordance with regulations made for that purpose, at which the offender would have been entitled to statutory release had the offender been convicted and the sentence imposed by a court in Canada.

Loi sur le transfèrement des délinquants

Article 80. — Texte de l'article 8 :

8. Sous réserve de l'article 9, un délinquant canadien transféré au Canada est admissible à la libération conditionnelle à la date à laquelle, selon le Service correctionnel du Canada, il y serait admissible s'il avait été déclaré coupable et condamné par un tribunal canadien.

Article 81. — Texte des articles 11 et 12 :

11. (1) Un délinquant canadien transféré au Canada :

a) bénéficie des remises de peine que lui a accordées l'État étranger où il fut déclaré coupable et condamné calculées au jour de son transfèrement;

b) peut bénéficier d'une réduction de peine comme s'il était incarcéré le jour de son transfèrement conformément à une condamnation prononcée par un tribunal canadien.

(2) Les remises de peines mentionnées à l'alinéa (1)a) acquises par un délinquant canadien assujéti à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, sauf celles accordées pour le temps véritablement passé en détention conformément à la sentence que lui a imposée le tribunal étranger, sont sujettes à déchéance pour une infraction disciplinaire comme s'il s'agissait de réductions de peine acquises en vertu de cette loi.

12. Un délinquant canadien transféré au Canada a droit à la libération d'office à la date à laquelle, selon le Service correctionnel du Canada et en conformité avec les règlements applicables, il y aurait droit s'il avait été condamné au Canada et si la peine lui avait été infligée au Canada.

er was credited in accordance with section 11 less

(a) any credits, given by the foreign state, towards release before the expiration of the sentence;

(b) the amount of any remission granted, pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*, on the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion referred to in paragraph (a).

Application

12. Subject to sections 11 and 11.1, a Canadian offender transferred to Canada is subject to the *Corrections and Conditional Release Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as the case may be, as if the offender had been convicted and the sentence imposed by a court in Canada.

b) d'autre part, la réduction de peine méritée sur la partie de la peine qu'il lui reste à purger, une fois déduite toute réduction de peine visée à l'alinéa a).

5

10

12. Sous réserve des articles 11 et 11.1, le délinquant canadien transféré au Canada est assujéti à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ou à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, selon le cas, comme s'il avait été condamné au Canada et si la peine lui y avait été infligée.

5 Lois applicables

10

CONDITIONAL AMENDMENTS

Bill C-7

82. If Bill C-7, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act respecting the control of certain drugs, their precursors and other substances and to amend certain other Acts and repeal the Narcotic Control Act in consequence thereof*, is assented to, then, on the later of the day on which section 64 of that Act comes into force and the day on which section 64 of this Act comes into force, Schedule II to the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

SCHEDULE II

(Subsections 107(1) and 125(1) and sections 129, 130 and 132)

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 4 (trafficking);
- (b) section 5 (importing and exporting);
- (c) section 6 (cultivation);

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Projet de loi C-7

82. En cas de sanction du projet de loi C-7 intitulé *Loi portant réglementation de certaines drogues et de leurs précurseurs ainsi que d'autres substances, modifiant certaines lois et abrogeant la Loi sur les stupéfiants en conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature, à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de ce projet de loi ou à celle de l'article 64 de la présente loi, la plus récente de ces dates étant retenue, l'annexe II de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacée par ce qui suit :

ANNEXE II

(paragraphes 107(1) et 125(1) et articles 129, 130 et 132)

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 4 (trafic de stupéfiant);
- b) article 5 (importation et exportation);

35

- (d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
(e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 39 (trafficking in controlled drug);
(b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drugs);
(c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drugs);
(d) section 48 (trafficking in restricted drug);
(e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drugs); and
(f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drugs).

3. An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act* that was prosecuted by way of indictment:

- (a) subsections 6(3) and (4) (trafficking);
(b) subsection 7(3) (importing and exporting);
(c) subsection 8(2) (production);
(d) subsection 9(2) (possession of property obtained by certain offences); and
(e) subsection 10(2) (laundering proceeds of certain offences).

4. The offence of conspiring, as provided by paragraph 465(1)(c) of the *Criminal Code*, to commit any of the offences referred to in sections 1 to 3 of this Schedule.

- c) article 6 (culture);

d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

a) article 39 (trafic des drogues contrôlées);

b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);

d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);

e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

f) article 50.3 (recyclage des produits de la criminalité).

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

a) paragraphes 6(3) et (4) (trafic);

b) paragraphe 7(3) (importation et exportation);

c) paragraphe 8(2) (production);

d) paragraphe 9(2) (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

e) paragraphe 10(2) (recyclage des produits de la criminalité).

4. L'infraction de complot prévue à l'alinéa 465(1)c) du *Code criminel*, en vue de commettre une des infractions mentionnées aux articles 1 à 3 de la présente annexe, et poursuivie par mise en accusation.

83. If Bill C-41, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, is assented to, the following provisions apply:

(a) if section 743.6 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, comes into force before section 72 of this Act, section 72 of this Act is replaced by the following:

72. Section 743.6 of the Act is replaced by the following:

743.6 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

(b) if section 72 of this Act comes into force before section 743.6 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, section 743.6 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

743.6 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the

83. En cas de sanction du projet de loi C-41 intitulé *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 743.6 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, entre en vigueur avant l'article 72 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

72. L'article 743.6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

743.6 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi, 30 purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

b) si l'article 72 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 743.6 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, l'article 743.6 est remplacé par ce qui suit :

743.6 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration de culpabilité par mise en accu-

Power of court to delay parole

Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

Power of court to delay parole

Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

84. If Bill C-41, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, is assented to, the following provisions apply:

(a) if section 746.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, comes into force before section 73 of this Act, section 73 of this Act is replaced by the following:

73. Section 746.1 of the Act is replaced by the following:

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

- (a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;
- (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and
- (c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort

sation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

84. En cas de sanction du projet de loi C-41 intitulé *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 746.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, entre en vigueur avant l'article 73 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

73. L'article 746.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

- a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
- b) de permission de sortir sans escorte sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

Parole prohibited

Absence with or without escort and day parole

Libération conditionnelle interdite

Permissions de sortir et semi-liberté

otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

c) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Idem (3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, 15

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and 20

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under 25 either of those Acts.

(b) if section 73 of this Act comes into force before section 746.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, section 746.1 of the *Criminal Code* is replaced by the following: 30

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life 35 without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any 40 other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

Idem (3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix- 10 huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération condition- 15 nelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; 20

b) à la permission de sortir sans escorte prévue par cette loi ou la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir avec escorte, prévue par l'une de ces lois, sauf pour des 25 raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles. 30

b) si l'article 73 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 746.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, l'article 746.1 est remplacé par ce qui suit : 35

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à 40 l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit ex- 45 piré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

Parole prohibited

Libération conditionnelle interdite

Absence with
or without
escort and day
parole

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*; 30

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; 10

b) de permission de sortir sans escorte sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

c) de permission de sortir avec escorte, 15 sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale 20 des libérations conditionnelles.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au 25 deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cin- 30 quième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans escorte 35 prévue par cette loi ou la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir avec escorte, prévue par l'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution 40 dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Permissions de
sortir et semi-
liberté

5

10

15

20

Idem

25

30

35

40

TRANSITIONAL PROVISIONS

Full parole

85. Sections 120.1, 120.2 and 120.3 of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 34 of this Act, only apply in respect of an offender who receives an additional sentence after the coming into force of those sections.

Accelerated parole reviews

86. Subsections 125(1) and (1.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 39 of this Act, apply to all offenders, regardless of the day on which they were sentenced, committed or transferred to penitentiary, including offenders whose cases have, before the day on which those subsections came into force, been referred to the Board pursuant to section 126 of that Act but not including offenders in respect of whose cases the Board has, before the day on which those subsections came into force, made a direction under section 126 of that Act.

Detention

87. (1) Sections 129, 130 and 132 of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by sections 42, 43 and 45, respectively, of this Act, apply to every offender sentenced in respect of an offence referred to in any of those provisions regardless of the day on which the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary.

Referral to Board

(2) The Service may, within thirty days after the coming into force of paragraphs 129(2)(a) and (b) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 42(2) of this Act, refer to the Board the case of an offender where the Service is of the opinion set out in subparagraph 129(2)(a)(ii) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 42(2) of this Act, even if the referral takes place later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release.

Idem

(3) The Commissioner may, within thirty days after the coming into force of subsection 129(3) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 42(3) of this Act, refer the case of an offend-

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

85. Les articles 120.1, 120.2 et 120.3 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par l'article 34 de la présente loi, ne s'appliquent qu'aux délinquants condamnés à une peine supplémentaire après leur entrée en vigueur.

86. Les paragraphes 125(1) et (1.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par l'article 39 de la présente loi, s'appliquent à tous les délinquants, indépendamment de la date de leur condamnation ou transfert au pénitencier, y compris ceux pour lesquels la Commission a procédé à l'examen du dossier en vertu de l'article 126 de cette première loi avant la date d'entrée en vigueur de ces paragraphes, sauf si la Commission a rendue une décision à leur égard avant cette date.

87. (1) Les articles 129, 130 et 132 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée respectivement par les articles 42, 43 et 45 de la présente loi, s'appliquent aux délinquants condamnés à une peine pour une infraction qui y est mentionnée, indépendamment de la date de leur condamnation ou transfert au pénitencier.

(2) Le Service peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur des alinéas 129(2)a) et b) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par le paragraphe 42(2) de la présente loi, déférer à la Commission le cas d'un délinquant visé au sous-alinéa 129(2)a)(ii) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par ce paragraphe, même si le renvoi a lieu moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.

(3) Le Commissaire peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 129(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par le paragraphe

Liberté conditionnelle totale

Procédure d'examen expéditif

Maintien en incarcération

Renvoi des cas

Idem

er who is serving a sentence of two years or more to the Chairperson of the Board for review under that subsection later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release, where the Commissioner believes on reasonable grounds that the offender is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit a sexual offence involving a child.

Revocation of parole or statutory release

88. The revocation of parole or statutory release provided by subsection 135(9.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 47(4) of this Act, only applies where the additional sentence is imposed after the coming into force of subsection 139(9.1) of that Act.

Interruption of parole or statutory release

89. (1) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as it read immediately before the coming into force of section 51 of this Act, that sentence is not resumed until the later sentence expires or until the parole or statutory release is terminated or revoked.

Idem

(2) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as it read immediately before the coming into force of section 51 of this Act, and the parole or statutory release is terminated or revoked, the offender shall serve the total of

(a) the unexpired portion of the sentence the offender was serving while on parole or statutory release, and

(b) the unexpired portion of any later sentence.

COMING INTO FORCE

Coming into force

90. This Act, any provision of this Act or any provision of an Act amended or enacted

42(3) de la présente loi, déférer au président de la Commission le cas du délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, même si le renvoi a lieu moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.

10

88. La révocation de la libération conditionnelle ou d'office prévue au paragraphe 135(9.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par le paragraphe 47(4) de la présente loi, ne s'applique que dans le cas où la peine supplémentaire est infligée après l'entrée en vigueur de ce premier paragraphe.

Révocation de la libération conditionnelle ou d'office

89. (1) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément au paragraphe 139(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 51 de la présente loi, l'interruption se poursuit jusqu'à la révocation ou la cessation de la libération conditionnelle ou d'office ou jusqu'à l'expiration de la peine.

Interruption de la libération conditionnelle ou d'office

30

(2) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément au paragraphe 139(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 51 de la présente loi, et que la libération conditionnelle ou d'office est par la suite révoquée ou qu'elle prend fin, le délinquant doit purger le reliquat, à la fois :

Idem

a) de la peine qu'il purgeait pendant sa libération conditionnelle ou d'office;

b) de toute nouvelle peine.

ENTRÉE EN VIGUEUR

90. La présente loi ou telle de ses dispositions ou telle des dispositions de toute autre

Entrée en vigueur

by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

loi édictées par la présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-45

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-45

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act, the Criminal Code, the Criminal Records Act, the Prisons and Reformatories Act and the Transfer of Offenders Act

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
SEPTEMBER 28, 1995**

C-45

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-45

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, le Code criminel, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le transfèrement des délinquants

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 28 SEPTEMBRE 1995**



BILL C-45

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act, the Criminal Code, the Criminal Records Act, the Prisons and Reformatories Act and the Transfer of Offenders Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

1. (1) Paragraph (b) of the definition "objets interdits" in subsection 2(1) of the French version of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"sentence"
« peine ... »

"sentence" means a sentence of imprisonment and includes a sentence imposed by a court of a foreign state on a Canadian offender who has been transferred to Canada 20 pursuant to the *Transfer of Offenders Act*;

(3) Subsection 2(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Délégation

(2) Sauf dans les cas visés à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de

PROJET DE LOI C-45

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, le Code criminel, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le transfèrement des délinquants

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

1. (1) L'alinéa b) de la définition de « objets interdits », au paragraphe 2(1) de la version française de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est remplacé par ce qui suit :

b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« peine » ou « peine d'emprisonnement »
S'entend notamment d'une peine d'emprisonnement infligée par un tribunal étranger à un Canadien qui a été transféré au Canada 20 sous le régime de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

(3) Le paragraphe 2(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« peine » ou
« peine
d'emprison
nement »
"sentence"

Délégation

(2) Sauf dans les cas visés à l'alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de 30

SUMMARY

This enactment amends the *Corrections and Conditional Release Act*, the *Criminal Code*, the *Criminal Records Act*, the *Prisons and Reformatory Act* and the *Transfer of Offenders Act*. The amendments concern the following four subjects:

The present detention scheme in the *Corrections and Conditional Release Act* permits the National Parole Board to detain, until the end of their sentence, high-risk sex offenders who have been determined likely to commit an offence causing death or serious harm before the expiration of their sentence. Serious harm is defined as severe physical injury or severe psychological damage. The enactment modifies the detention provisions by eliminating the serious harm criterion for a sexual offence involving a child, authorizing the National Parole Board to detain an offender where it is satisfied that an offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the sentence.

The present sentence calculation provisions of the *Corrections and Conditional Release Act* result in some offenders being immediately eligible for parole after being sentenced for new offences committed while on conditional release. The amendments provide that these offenders be automatically returned to custody, and require that an offender who receives an additional consecutive sentence serve at least one third of the new sentence before being eligible for parole.

The enactment authorizes the Chairperson of the National Parole Board to recommend to the Minister that an inquiry be conducted by a federal court judge to determine whether a Board member should be subject to disciplinary measures.

The enactment makes a number of minor technical amendments to the *Corrections and Conditional Release Act*, including removing discrepancies between the English and French texts, clarifying the relationship between federal and provincial statutory release and earned remission systems for certain offenders and clarifying the process for application of accelerated parole review and judicial determination of parole eligibility.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le *Code criminel*, la *Loi sur le casier judiciaire*, la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et la *Loi sur le transfèrement des délinquants*. Les principales modifications sont les suivantes :

Actuellement, certaines dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* permettent de maintenir en détention les délinquants sexuels dangereux dont il est probable qu'ils commettront, avant l'expiration légale de leur peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à autrui. La loi définit ce dommage comme étant un dommage corporel ou moral grave. Le texte prévoit que, dans le cas d'une infraction d'ordre sexuel contre un enfant, la Commission nationale des libérations conditionnelles n'a pas à établir la réalité ou la probabilité du dommage. Il lui suffit de se convaincre de la probabilité d'une infraction d'ordre sexuel contre un enfant avant l'expiration légale de la peine.

Les dispositions actuelles de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* relatives au calcul de la peine permettent à certains délinquants condamnés pour une infraction commise pendant leur liberté sous condition d'être immédiatement admissibles à la libération conditionnelle. Le texte prévoit la réincarcération automatique de ces délinquants. S'ils sont condamnés à une peine supplémentaire à purger à la suite de celle qu'ils purgent alors, ces délinquants doivent demeurer incarcérés pendant au moins un tiers de la peine supplémentaire avant de devenir admissible à la libération conditionnelle.

Le texte permet également au président de la Commission nationale des libérations conditionnelles de recommander au ministre la tenue d'une enquête par un juge de la Cour fédérale afin de déterminer si un membre de la commission doit faire l'objet de mesures disciplinaires.

Le texte effectue plusieurs modifications mineures d'ordre technique de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Celles-ci visent notamment à supprimer les divergences entre les versions française et anglaise et à clarifier le fonctionnement, d'une part, des systèmes fédéral et provinciaux de mise en liberté d'office et de remise de peine méritée à l'égard de certains délinquants et, d'autre part, de la procédure d'examen expéditif du cas des délinquants en vue de leur libération conditionnelle et de la procédure de détermination judiciaire de l'admissibilité à la libération conditionnelle.

leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

2. (1) Paragraph 4(g) of the French version of the Act is replaced by the following:

g) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

(2) Paragraphs 4(i) and (j) of the French version of the Act are replaced by the following:

i) il est attendu que les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur et des libérations conditionnelles ou d'office et qu'ils participent aux programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

j) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques portant atteinte à la dignité humaine, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

3. Section 10 of the Act is replaced by the following:

10. The Commissioner may in writing designate any staff member, either by name or by class, to be a peace officer, and a staff member so designated has all the powers, authority, protection and privileges that a peace officer has by law in respect of

(a) an offender subject to a warrant; and

(b) any person, while the person is in a penitentiary.

4. The Act is amended by adding the following after section 11:

leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

2. (1) L'alinéa 4g) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

(2) Les alinéas 4i) et j) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

i) il est attendu que les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur et des libérations conditionnelles ou d'office et qu'ils participent aux programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

j) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques portant atteinte à la dignité humaine, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

3. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. Le commissaire peut, par écrit, attribuer la qualité d'agent de la paix à tout agent ou catégorie d'agents. Le cas échéant, l'agent jouit de la protection prévue par la loi et a compétence :

a) d'une part, à l'égard des délinquants qui font l'objet d'un mandat;

b) d'autre part, dans les pénitenciers à l'égard de quiconque s'y trouve.

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

Recommit-
ment to
custody

11.1 Where a person who is sentenced, committed or transferred to penitentiary is at large without lawful authority before the expiration of the sentence according to law and where no alternative means of arrest are available, the institutional head may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment of the person to custody in a penitentiary.

5. Subsection 14(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The person in charge of the provincial correctional facility to whom a person referred to in subsection (1) is delivered shall, on being presented with

(a) the warrant of committal to penitentiary, or

(b) a copy of the warrant of committal certified by any judge of a superior or provincial court, by any justice of the peace, or by the clerk of the court in which the person was convicted,

confine the person in the provincial correctional facility until the person is transferred to penitentiary or released from custody in accordance with law.

6. Subsection 16(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Subject to subsection (3), a person who, pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b), is confined in a penitentiary is, notwithstanding subsection 732(1) of the *Criminal Code*, subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the penitentiary in which the person is confined.

(3) The release date of an offender who is transferred to penitentiary pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b) shall be determined by crediting against the sentence

(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on the day of the transfer; and

(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*.

11.1 Le directeur peut autoriser l'arrestation et la réincarcération de toute personne condamnée ou transférée au pénitencier et se trouvant, sans autorisation légale, à l'extérieur de celui-ci avant l'expiration légale de sa peine s'il n'existe aucune autre façon de procéder à son arrestation.

5. Le paragraphe 14(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sur présentation du mandat de dépôt ou d'une copie certifiée par un juge d'une cour supérieure ou provinciale ou par un juge de paix ou le greffier du tribunal ayant prononcé la condamnation, le responsable de l'établissement correctionnel provincial est tenu d'y incarcérer cette personne jusqu'à ce qu'elle soit formellement libérée ou transférée au pénitencier.

6. Le paragraphe 16(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la personne incarcérée dans un pénitencier aux termes d'un tel accord est, malgré le paragraphe 732(1) du *Code criminel*, assujettie aux lois, règlements et autres règles de droit régissant le pénitencier en question.

(3) La date de libération du délinquant aux termes d'un tel accord est déterminée par soustraction de sa peine d'emprisonnement du nombre de jours correspondant à :

a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficiait à la date du transfert;

b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*.

Réincarcé-
ration

Idem

Idem

Effect of
confinement

Assujettis-
sment aux
lois et
règlements

Release date

Cas
particulier

7. The portion of subsection 17(1) of the French version of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

17. (1) Sous réserve de l'article 747 du *Code criminel*, le directeur du pénitencier peut autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

a) une récidive du délinquant pendant la 10 sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) il l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou 15 du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales; 20

8. (1) Paragraph 18(2)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) une récidive du détenu pendant le placement ne présentera pas un risque 25 inacceptable pour la société;

(2) Subsections 18(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) The institutional head may suspend or cancel a work release either before or after its 30 commencement.

(5) The institutional head shall give the inmate written reasons for the authorizing, refusal, suspension or cancellation of a work release.

(6) Where a work release is suspended or cancelled after its commencement, the institutional head may cause a warrant in writing to be issued authorizing the apprehension and recommitment to custody of the inmate. 40

9. Subsection 24(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets 45 peut demander que le Service en effectue la

7. Le passage du paragraphe 17(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Sous réserve de l'article 747 du *Code criminel*, le directeur du pénitencier peut 5 autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

a) une récidive du délinquant pendant la 10 sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) il l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou 15 du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales; 20

8. (1) L'alinéa 18(2)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une récidive du détenu pendant le placement ne présentera pas un risque 25 inacceptable pour la société;

(2) Les paragraphes 18(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Il peut suspendre ou annuler le place- 30 ment même avant la sortie.

(5) Le cas échéant, le directeur communi- que, par écrit, au détenu les motifs de l'autorisation, du refus, de la suspension ou de 35 l'annulation du placement.

(6) S'il suspend ou annule le placement 35 après la sortie, le directeur peut autoriser par mandat écrit l'arrestation et la réincarcération du détenu.

9. Le paragraphe 24(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce 40 qui suit :

(2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets peut demander que le Service en effectue la 45

Permission de
sortir avec
escorte

Permission
de sortir avec
escorte

Suspension or
cancellation

Suspension
ou annulation
du placement

Reasons to be
given

Motifs

Warrant

Mandat

Correction des
renseignements

Correction des
renseignements

(c) recommend to the institutional head, after the hearing mentioned in paragraph (a) and after each hearing mentioned in paragraph (b), whether or not the inmate should be released from administrative segregation. 5

13. The definitions "fouille discrète" and "fouille par palpation" in section 46 of the French version of the Act are replaced by the following:

« fouille discrète »
"non-intrusive search"

« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession. 15

« fouille par palpation »
"frisk search"

« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main, soit par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession. 25

14. The portion of subsection 47(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Idem

(2) La personne qui, en exécution d'un contrat avec le Service, fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent au titre du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies : 35

15. Section 55 of the Act is replaced by the following:

Urinalysis

55. Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis 40

(a) at once, where the staff member or other authorized person has reasonable grounds to suspect that the offender has breached any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs, 45

13. Les définitions de « fouille discrète » et « fouille par palpation », à l'article 46 de la version française de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession. 10

« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main, soit par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96l), de la veste ou du manteau que l'on a demandé à l'intéressé d'enlever et des autres effets qu'il a en sa possession. 20

14. Le passage du paragraphe 47(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) La personne qui, en exécution d'un contrat avec le Service, fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent au titre du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies : 30

15. L'article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

55. L'agent ou toute autre personne autorisée par le Service peut obliger un délinquant à lui fournir un échantillon d'urine : 35

a) soit sur-le-champ lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool et que l'agent ou la personne a des motifs raisonnables de soupçonner la contravention à une de ces conditions; 40

« fouille discrète »
"non-intrusive search"

« fouille par palpation »
"frisk search"

Idem

Analyse d'urine

in order to monitor the offender's compliance with that condition; or

(b) at regular intervals, in order to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.

16. Section 67 of the Act is replaced by the following:

67. Reports in respect of searches conducted pursuant to sections 47 to 66, and in respect of the seizure of items in the course of those searches, must be submitted where required by regulations made under paragraph 96(o) and in accordance with those regulations.

17. Section 70 of the French version of the Act is replaced by the following:

70. Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine.

18. Section 72 of the French version of the Act is replaced by the following:

72. Les sénateurs, les députés de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d'un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent.

19. Section 75 of the French version of the Act is replaced by the following:

75. Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et d'exprimer sa spiritualité.

20. Subsection 78(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where an offender receives a payment referred to in subsection (1) or income from a prescribed source, the Service may

(a) make deductions from that payment or income in accordance with regulations made under paragraph 96(z.2) and any Commissioner's Directive; and

b) soit régulièrement lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool.

16. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

67. Les fouilles et examens visés aux articles 47 à 66 et les saisies faites à leur occasion font l'objet, lorsque requis par le règlement d'application de l'alinéa 96o), d'un rapport remis, selon les modalités réglementaires, à l'autorité compétente.

17. L'article 70 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

70. Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine.

18. L'article 72 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72. Les sénateurs, les députés de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d'un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent.

19. L'article 75 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

75. Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et d'exprimer sa spiritualité.

20. Le paragraphe 78(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où un délinquant reçoit la rétribution mentionnée au paragraphe (1) ou tire un revenu d'une source réglementaire, le Service peut :

a) effectuer des retenues en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 96z.2) et les directives du commissaire;

Reports to be submitted

Conditions de vie

Parlementaires et juges

Religion

Deductions

Rapports

Conditions de vie

Parlementaires et juges

Religion

Retenues

(b) require that the offender pay to Her Majesty in right of Canada, in accordance with regulations made pursuant to paragraph 96(z.2.1) and as set out in a Commissioner's Directive, an amount, not exceeding thirty per cent of the gross payment referred to in subsection (1) or gross income, for reimbursement of the costs of the offender's food and accommodation incurred while the offender was receiving that income or payment, or for reimbursement of the costs of work-related clothing provided to the offender by the Service.

21. Subsection 81(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

81. (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par lui de leurs coûts.

22. Section 91 of the French version of the Act is replaced by the following:

91. Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de règlement des griefs.

23. (1) Subsection 93(1) of the Act is replaced by the following:

93. (1) Except as provided by subsection (2), an inmate who is entitled to be released from penitentiary on a particular day by virtue of statutory release or the expiration of the sentence shall be released during normal business hours on the last working day before that day.

(2) Subsections 93(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(3.1) An inmate who is to be released on full parole by virtue of a direction of the Board under section 126 shall be released during normal business hours on the day established pursuant to section 120, or, if that day is not a working day, during normal business hours on the following working day.

b) exiger du délinquant, conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96z.2.1), qu'il verse à Sa Majesté du chef du Canada, selon ce qui est fixé par directive du commissaire, jusqu'à trente pour cent de ses rétribution et revenu bruts à titre de remboursement des frais engagés pour son hébergement et sa nourriture pendant la période où il reçoit la rétribution ou tire le revenu ainsi que pour les vêtements de travail que lui fournit le Service.

21. Le paragraphe 81(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

81. (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par lui de leurs coûts.

22. L'article 91 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

91. Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de règlement des griefs.

23. (1) Le paragraphe 93(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

93. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la libération d'un détenu soit d'office, soit à l'expiration de sa peine, s'effectue pendant les heures normales de travail du jour ouvrable qui précède celui où elle se ferait normalement.

(2) Les paragraphes 93(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3.1) La libération conditionnelle totale d'un détenu ordonnée par la Commission en vertu de l'article 126 s'effectue pendant les heures normales de travail du jour fixé conformément à l'article 120 ou, si celui-ci n'est pas un jour ouvrable, pendant les heures normales de travail du jour ouvrable suivant.

Accords

Accès à la procédure de règlement des griefs

Timing of release from penitentiary

Timing of release for directed parole

Accords

Accès à la procédure de règlement des griefs

Moment de la libération

Moment de la libération conditionnelle totale ordonnée par la Commission

Release on request

(4) Where an inmate who is in penitentiary pursuant to subsection 94(1) requests to be released, the Service shall release the inmate as soon as reasonably possible, but is not required to release the inmate except during normal business hours on a working day.

24. (1) Subsection 94(1) of the Act is replaced by the following:

94. (1) At the request of a person who has been released from penitentiary on parole or statutory release, or who is entitled to be released from penitentiary on statutory release, the institutional head may allow the person to stay temporarily in the penitentiary in order to assist that person's rehabilitation, but such a temporary stay may not extend beyond the expiration of the person's sentence.

(2) Section 94 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Notwithstanding subsection (2), the parole or statutory release, as the case may be, of a person staying temporarily in a penitentiary pursuant to subsection (1) is deemed to be in force and subject to the provisions of this Act.

25. (1) Paragraph 96(d) of the French version of the Act is replaced by the following:

d) concernant l'incarcération des détenus conformément à l'article 28 et leur transfèrement conformément à l'article 29;

(2) Paragraph 96(m) of the Act is replaced by the following:

(m) prescribing the procedures to be followed in conducting a urinalysis and the consequences of the results of a urinalysis;

(3) Paragraph 96(o) of the Act is replaced by the following:

- (o) respecting
 - (i) the submission of reports referred to in section 67, and
 - (ii) the return or forfeiture of items seized under section 65 or subsection 66(2) or otherwise in possession of the Service;

(4) En cas de demande de mise en liberté par un détenu qui se trouve au pénitencier en vertu du paragraphe 94(1), le Service effectue la libération le plus tôt possible pendant les heures normales de travail des jours ouvrables.

24. (1) Le paragraphe 94(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Le directeur peut, à la demande d'une personne mise en liberté conditionnelle ou d'office, ou qui a le droit d'être mise en liberté d'office, l'héberger temporairement — au plus tard jusqu'à l'expiration légale de sa peine — au pénitencier afin de favoriser sa réadaptation.

(2) L'article 94 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la liberté conditionnelle ou d'office de la personne ainsi hébergée est réputée se continuer et demeurer régie par la présente loi.

25. (1) L'alinéa 96d) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) concernant l'incarcération des détenus conformément à l'article 28 et leur transfèrement conformément à l'article 29;

(2) L'alinéa 96m) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

m) précisant la procédure à suivre pour les analyses d'urine et les conséquences des résultats de ces analyses;

(3) L'alinéa 96o) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

o) précisant à qui les rapports visés à l'article 67 doivent être remis et concernant la restitution ou la confiscation d'objets saisis en vertu de l'article 65 ou du paragraphe 66(2), ou dont le Service a autrement obtenu la possession;

Demande de libération

Durée

Continuation de la liberté conditionnelle ou d'office

Temporary accommodation in penitentiary

Continuation of parole or statutory release

(4) Paragraph 96(z.2) of the Act is replaced by the following:

(z.1.1) prescribing the sources of income from which a deduction may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) or in respect of which a payment may be required pursuant to paragraph 78(2)(b);

(z.2) prescribing the purposes for which deductions may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) and prescribing the amount or maximum amount of any deduction, which regulations may authorize the Commissioner to fix the amount or maximum amount of any deduction by Commissioner's Directive;

(z.2.1) providing for the means of collecting the amount referred to in paragraph 78(2)(b), whether by transferring to Her Majesty moneys held in trust accounts established pursuant to paragraph 96(q) or otherwise, and authorizing the Commissioner to fix, by percentage or otherwise, that amount by Commissioner's Directive, and respecting the circumstances under which payment of that amount is not required;

26. (1) The definition "Board" in subsection 99(1) of the Act is replaced by the following:

"Board" means the National Parole Board continued by section 103 and includes a provincial parole board where it exercises jurisdiction in respect of parole as provided by section 112 or in respect of which any other provision of this Part is, by virtue of section 113, rendered applicable;

(2) Subsection 99(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"sentence" has the same meaning as in Part I;
 "working day" means a day on which offices of the public service of Canada are generally open in the province in question.

27. Section 102 of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) L'alinéa 96z.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

z.1.1) précisant les sources de revenu qui peuvent faire l'objet des retenues prévues à l'alinéa 78(2)a) et des versements prévus à l'alinéa 78(2)b);

z.2) précisant l'objet des retenues visées à l'alinéa 78(2)a) et en fixant le plafond ou le montant, ou permettant au commissaire de fixer ces derniers par directive;

z.2.1) prévoyant les modalités de recouvrement de la somme prévue à l'alinéa 78(2)b), notamment le transfert à Sa Majesté de l'argent déposé dans les comptes en fiducie créés conformément à l'alinéa 96q), et permettant au commissaire de prendre des directives pour en fixer le montant — en pourcentage ou autrement — et pour prévoir les circonstances dans lesquelles le versement n'en est pas exigé;

26. (1) La définition de « Commission », au paragraphe 99(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission nationale des libérations conditionnelles visée à l'article 103. Y sont assimilées les commissions provinciales en ce qui a trait à l'exercice de la compétence que leur attribue l'article 112 et aux dispositions qui leur ont été rendues applicables en vertu de l'article 113.

(2) Le paragraphe 99(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« jour ouvrable » Jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration fédérale dans la province en cause.

« peine » ou « peine d'emprisonnement » S'entend au sens de la partie I.

27. L'article 102 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Board"
 « Commission »

« Commission »
 "Board"

"sentence"
 « peine ... »
 "working day"
 « jour ouvrable »

« jour ouvrable »
 « peine d'emprisonnement »
 "working day"

« peine » ou
 « peine d'emprisonnement »
 "sentence"

Critères

102. La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

28. Subparagraphs 107(1)(e)(i) and (ii) of the English version of the Act are replaced by the following:

- (i) a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death, 15
- (ii) a sentence for an indeterminate period, or

29. Subsection 112(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Compétence

112. (1) La commission provinciale a, 20 conformément à la présente partie, compétence en matière de libération conditionnelle des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel provincial, à l'exception de ceux qui ont été 25 condamnés à l'emprisonnement à perpétuité comme peine minimale, qui ont bénéficié d'une commutation de la peine de mort en emprisonnement à perpétuité ou qui purgent une peine d'emprisonnement pour une pério- 30 de indéterminée.

30. Subsection 113(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Adoption par renvoi

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les 35 dispositions de la présente partie qui ne s'appliquent pas par ailleurs aux commissions provinciales s'appliquent, en tout ou en partie, à la commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en 40 relèvent.

31. The portion of subsection 115(1) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

Critères

102. La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas 5 un risque inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

28. Les sous-alinéas 107(1)(e)(i) et (ii) de la 10 version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (i) a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death, 15
- (ii) a sentence for an indeterminate period, or

29. Le paragraphe 112(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce 20 qui suit :

Compétence

112. (1) La commission provinciale a, 20 conformément à la présente partie, compétence en matière de libération conditionnelle des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel 25 provincial, à l'exception de ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement à perpétuité comme peine minimale, qui ont bénéficié d'une commutation de la peine de mort en emprisonnement à perpétuité ou qui purgent 30 une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée.

30. Le paragraphe 113(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce 35 qui suit :

Adoption par renvoi

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les 35 dispositions de la présente partie qui ne s'appliquent pas par ailleurs aux commissions provinciales s'appliquent, en tout ou en partie, 40 à la commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en relèvent.

31. Le passage du paragraphe 115(1) de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé 45 par ce qui suit :

Minimum
time to be
served

115. (1) Subject to subsection (2), the portion of a sentence that must be served before an offender serving a sentence in a penitentiary may be released on an unescorted temporary absence is

(a) in the case of an offender serving a life sentence, the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date less three years;

(b) in the case of an offender serving a 10 sentence for an indeterminate period, three years; and

32. Paragraphs 116(1)(a) and (b) of the French version of the Act are replaced by the following:

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion 20 ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche 25 ses responsabilités parentales;

33. Section 119 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Notwithstanding section 747 of the *Criminal Code*, in the circumstances 30 described in subsection 120.2(2) or (3), an offender shall not be released on day parole until three years before the day that is determined in accordance with that subsection.

34. Section 120 of the Act is replaced by the following:

120. (1) Subject to sections 747 and 761 of the *Criminal Code* and to any order made under section 741.2 of that Act, an offender is 40 not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of the lesser of one third of the sentence and seven years.

Time when
eligible for
full parole

115. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le temps d'épreuve que doit purger le délinquant dans un pénitencier pour l'obtention d'une permission de sortir sans escorte est :

Temps
d'épreuve

a) dans le cas d'un délinquant purgeant une 5 peine d'emprisonnement à perpétuité, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

b) dans le cas d'un délinquant purgeant une 10 peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, trois ans;

32. Les alinéas 116(1)a) et b) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion 20 ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche 25 ses responsabilités parentales;

33. L'article 119 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Par dérogation à l'article 747 du *Code 30 criminel*, dans les cas visés aux paragraphes 120.2(2) ou (3), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est la période qui se termine trois ans avant la date déterminée conformément à ce paragraphe.

Idem

34. L'article 120 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

120. (1) Sous réserve des articles 747 et 761 du *Code criminel* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 de cette loi, 40 le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.

Temps
d'épreuve
pour la
libération
condition-
nelle totale

Life sentence

(2) Subject to any order made under section 741.2 of the *Criminal Code*, an offender who is serving a life sentence, imposed otherwise than as a minimum punishment, is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of seven years less any time spent in custody between the day on which the offender was arrested and taken into custody, in respect of the offence for which the sentence was imposed, and the day on which the sentence was imposed.

Additional consecutive sentence

120.1 (1) Where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served consecutively to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,

(a) any remaining period of ineligibility in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed; and

(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.

Additional sentence to be served consecutively to a portion of the sentence

(2) Notwithstanding subsection (1), where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served consecutively to a portion of the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the day that is the latest of

(a) the day on which the offender has served the period of ineligibility for full parole in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed,

(b) the day on which the offender has served, commencing on the date on which the additional sentence was imposed, the period of ineligibility for full parole in relation to the additional sentence, and

(c) the day on which the offender has served the period of ineligibility for full parole in

(2) Dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est, sous réserve de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel*, de sept ans moins le temps de détention compris entre le jour de l'arrestation et celui de la condamnation à cette peine.

Cas particulier : perpétuité

120.1 (1) Le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger à la suite de l'autre n'est pas admissible à la libération conditionnelle totale avant d'avoir purgé, à la fois, depuis le jour où il s'est vu infliger cette peine supplémentaire :

Peine supplémentaire consecutive

a) le reste du temps d'épreuve relatif à la peine que le délinquant purgeait déjà lorsqu'il s'est vu imposer la peine supplémentaire;

b) le temps d'épreuve relatif à cette peine supplémentaire.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine supplémentaire à purger après une partie de la peine en cours n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la plus éloignée des dates suivantes :

Peine supplémentaire à purger après une partie de la peine

a) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine qu'il purge au moment de la condamnation à la peine supplémentaire;

b) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire, déterminé à compter de la date de la condamnation à celle-ci;

c) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve requis par rapport à la période globale d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe 139(1).

relation to the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1).

Additional
concurrent
sentence

120.2 (1) Subject to subsection (2), where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence that is to be served concurrently with any portion of the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the offender is not eligible for full parole until the day that is the later of

(a) the day on which the offender has served the period of ineligibility in relation to the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, and

(b) the day on which the offender has served

- (i) the period of ineligibility in relation to any portion of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) and that is subject to an order under section 741.2 of the *Criminal Code*, and

- (ii) the period of ineligibility in relation to any other portion of that sentence.

Where
sentence in
addition to
life sentence

(2) Where an offender who is sentenced to life imprisonment or for an indeterminate period receives an additional sentence for a determinate period, the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,

(a) any remaining period of ineligibility to which the offender is subject; and

(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.

Where
reduction of
period of
ineligibility
for parole

(3) Where, pursuant to section 745 of the *Criminal Code*, there has been a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole of an offender referred to in subsection (2), the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,

Peine
supplémentaire
concurrente

120.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le délinquant dont la peine d'emprisonnement n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger en même temps qu'une partie de l'autre n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la plus éloignée des dates suivantes :

a) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve sur la peine qu'il purge au moment de la condamnation à la peine supplémentaire;

b) la date à laquelle il a accompli, d'une part, le temps d'épreuve requis par rapport à la partie de la période globale d'emprisonnement, déterminée conformément au paragraphe 139(1), qui est visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel* et, d'autre part, le temps d'épreuve requis par rapport à toute autre partie de cette période globale d'emprisonnement.

Peine
d'emprisonnement à
perpétuité

(2) Le délinquant qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour une période déterminée alors qu'il purge une peine d'emprisonnement à perpétuité ou pour une période indéterminée n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve auquel il est assujéti au moment de la condamnation ainsi que le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire.

Nouveau
calcul en cas
de réduction
du temps
d'épreuve

(3) En cas de réduction du temps d'épreuve sur la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de l'article 745 du *Code criminel*, le délinquant visé au paragraphe (2) n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve auquel il aurait été assujéti, compte tenu de la réduction, à la date de la condamnation à la peine supplémentaire ainsi que le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire.

(a) the remaining period of ineligibility to which the offender would have been subject, after taking into account the reduction; and

(b) the period of ineligibility in relation to the additional sentence.

Maximum
period

120.3 Subject to section 742 of the *Criminal Code*, where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence, the day on which the offender is eligible for full parole shall not be later than the day on which the offender has served fifteen years from the day on which the last of the sentences was imposed.

35. (1) The portion of subsection 121(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exceptional
cases

121. (1) Subject to section 102 and notwithstanding sections 119 to 120.3 or any order made under section 741.2 of the *Criminal Code*, parole may be granted at any time to an offender

(2) Paragraphs 121(2)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

(a) serving a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or

(b) serving, in a penitentiary, a sentence for an indeterminate period.

36. Subsection 122(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Durée
maximale

(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être prolongée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.

37. (1) Subsection 123(3) of the Act is replaced by the following:

Review by
Board

(3) The Board shall, on application within the period prescribed by the regulations, review, for the purpose of full parole, the case of every offender who is serving a sentence of

120.3 Sous réserve de l'article 742 du *Code criminel*, lorsqu'un délinquant qui purge une peine d'emprisonnement est condamné à une peine supplémentaire, la limite maximale du temps d'épreuve requis pour la libération conditionnelle totale est de quinze ans à compter de la condamnation à la dernière peine.

Maximum

35. (1) Le passage du paragraphe 121(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

121. (1) Sous réserve de l'article 102 mais par dérogation aux articles 119 à 120.3 et même si le temps d'épreuve a été fixé par le tribunal en application de l'article 741.2 du *Code criminel*, le délinquant peut bénéficier de la libération conditionnelle dans les cas suivants :

Cas
exceptionnels

(2) Les alinéas 121(2)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) serving a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or

(b) serving, in a penitentiary, a sentence for an indeterminate period.

36. Le paragraphe 122(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être prolongée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.

Durée
maximale

37. (1) Le paragraphe 123(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) À leur demande, la Commission examine, aux fins de la libération conditionnelle totale et au cours de la période prévue par règlement, les dossiers des délinquants qui

Peines plus
courtes

less than two years in a penitentiary or provincial correctional facility in a province where no provincial parole board has been established.

Short
sentences

(3.1) The Board is not required to review the case of an offender who applies for full parole if the offender is serving a sentence of less than six months.

(2) The portion of subsection 123(5) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

Further
review

(5) Where the Board decides not to grant parole following a review pursuant to section 122 or subsection (1) or a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within two years after the later of

(a) the date on which the first review under this section took place or was scheduled to take place, and

(b) the date on which the first review under section 122 took place,

and thereafter within two years after the date on which each preceding review under this section or section 122 took place or was scheduled to take place, until

38. Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Review

(4) Where the Board exercises its power under subsection (3) in the absence of a hearing, it shall, within the period prescribed by the regulations, review and either confirm or cancel its decision.

39. Subsection 125(1) of the Act is replaced by the following:

Application

125. (1) This section and section 126 apply to an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a), other than an offender

(a) serving a sentence for one of the following offences, namely,

purgent une peine d'emprisonnement de moins de deux ans dans un pénitencier ou un établissement correctionnel provincial situé dans une province n'ayant pas institué de commission provinciale de libération conditionnelle.

Courtes
peines

(3.1) La Commission n'est pas tenue d'examiner les demandes de libération conditionnelle totale émanant de délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois.

(2) Le passage du paragraphe 123(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) En cas de refus de libération conditionnelle dans le cadre de l'examen visé à l'article 122 ou au paragraphe (1) ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen dans les deux ans qui suivent la date de la tenue du premier examen en application du présent article ou de l'article 122, ou à celle fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, dans les deux ans, jusqu'à la survenance du premier des événements suivants :

Réexamen

38. L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) En cas de révision d'une décision rendue sans audition, en vertu du paragraphe (3), la Commission doit, au cours de la période prévue par règlement, confirmer ou annuler la décision.

Révision

39. Le paragraphe 125(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

125. (1) Le présent article et l'article 126 s'appliquent aux délinquants condamnés ou transférés pour la première fois au pénitencier — autrement qu'en vertu de l'accord visé au paragraphe 16(1) —, à l'exception de ceux :

Application

a) qui y purgent une peine pour une des infractions suivantes :

- (i) murder,
- (ii) an offence set out in Schedule I,
- (iii) an offence under section 463 of the *Criminal Code* that was prosecuted by indictment in relation to an offence set out in Schedule I, other than the offence set out in paragraph (1)(q) of that Schedule, or
- (iv) an offence set out in Schedule II in respect of which an order has been made under section 741.2 of the *Criminal Code*;
- (b) serving a life sentence imposed otherwise than as a minimum punishment; or
- (c) whose day parole has been revoked.

- (i) le meurtre,
- (ii) une infraction mentionnée à l'annexe I,
- (iii) l'infraction prévue à l'article 463 du *Code criminel* et relative à une infraction mentionnée à l'annexe I — sauf celle qui est prévue à l'alinéa (1)q) de celle-ci — et ayant fait l'objet d'une poursuite par mise en accusation,
- (iv) une infraction mentionnée à l'annexe II et sanctionnée par une peine ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 741.2 du *Code criminel*;
- b) qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence;
- c) dont la semi-liberté a été révoquée.

Idem

(1.1) For greater certainty, this section and section 126

(a) apply to an offender referred to in subsection (1) who, after being sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, is sentenced in respect of an offence, other than an offence referred to in paragraph (1)(a), that was committed before the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time; and

(b) do not apply to an offender referred to in subsection (1) who, after being sentenced, committed or transferred to penitentiary for the first time, commits an offence under an Act of Parliament for which the offender receives an additional sentence.

40. Subsection 126(6) of the Act is replaced by the following:

(6) An offender who is not released on full parole pursuant to subsection (5) is entitled to subsequent reviews in accordance with subsection 123(5).

41. Subsections 127(1) to (6) of the Act are replaced by the following:

(1.1) Il est entendu que le présent article et l'article 126 :

a) s'appliquent aux délinquants visés au paragraphe (1) et qui, après leur condamnation ou leur transfèrement au pénitencier pour la première fois, sont condamnés pour une infraction — autre qu'une infraction visée à l'alinéa (1)a) — commise avant cette condamnation ou ce transfert;

b) ne s'appliquent pas aux délinquants visés au paragraphe (1) et qui, après leur condamnation ou leur transfèrement au pénitencier pour la première fois, commettent une infraction à une loi fédérale pour laquelle une peine d'emprisonnement supplémentaire est infligée.

40. Le paragraphe 126(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Dans le cas contraire, la libération conditionnelle totale est refusée, le délinquant continuant toutefois d'avoir droit au réexamen de son dossier selon les modalités prévues au paragraphe 123(5).

41. Les paragraphes 127(1) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Refusal of parole

Idem

Refus

Entitlement	127. (1) Subject to any provision of this Act, an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary is entitled to be released on the date determined in accordance with this section and to remain at large until the expiration of the sentence according to law.	127. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'individu condamné ou transféré au pénitencier a le droit d'être mis en liberté à la date fixée conformément au présent article et de le demeurer jusqu'à l'expiration légale de sa peine.	Droit du délinquant
Sentence for past offences	(2) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences shall be determined by credit against the sentence (a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on that day; and (b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the <i>Penitentiary Act</i> or the <i>Prisons and Reformatory Act</i> , as those Acts read immediately before that day.	(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement avant le 1 ^{er} novembre 1992 est 10 déterminée par soustraction de cette peine du nombre de jours correspondant à : a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficie à cette date; b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la <i>Loi sur les pénitenciers</i> et de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> , dans leur version antérieure à cette date.	Date de libération d'office
Sentence for past and future offences	(3) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the day on which the offender completes two thirds of the sentence.	(3) La date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement le 1 ^{er} novembre 1992 ou par la suite est, sous réserve des autres dispositions du présent article, celle où il a purgé les deux tiers de sa 20 peine.	Idem
Sentences for past and future offences	(4) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences and sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the later of the dates determined in accordance with subsections (2) and (3).	(4) Lorsque les condamnations sont survenues avant le 1 ^{er} novembre 1992 et le 1 ^{er} novembre 1992 ou par la suite, la libération d'office survient, sous réserve des autres 30 dispositions du présent article, à la plus éloignée des dates respectivement prévues par les paragraphes (2) et (3).	Idem
Where parole or statutory release revoked	(5) Subject to subsections 130(4) and (6), the statutory release date of an offender whose parole or statutory release has been revoked is the day on which the offender has served two thirds of the unexpired portion of the sentence after being recommitted to custody as a result of a suspension or a revocation under section 135.	(5) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (6), la date de libération d'office du délinquant 35 dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est celle à laquelle il a purgé les deux tiers de la partie de la peine qui lui restait à purger au moment de la réincarcération qui a suivi la suspension ou la révocation prévue 40 à l'article 135.	Droit à la libération d'office après la révocation
Failure to earn and forfeiture of remission	(6) Where an offender receives a sentence to be served in a provincial correctional facility and fails to earn or forfeits any remission under the <i>Prisons and Reformatory Act</i> and is transferred to penitentiary, otherwise than pursuant to an agreement	(6) Lorsqu'un délinquant est condamné à purger une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel provincial et est transféré au pénitencier — autrement qu'en 45 vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1) — et qu'une partie de la réduction de	Absence de réduction de peine

entered into under paragraph 16(1)(a), the offender is not entitled to be released until the day on which the offender has served

(a) the period of imprisonment that the offender would have been required to serve under this section if the offender had not failed to earn or had not forfeited the remission; and

(b) the period of imprisonment equal to the remission that the offender failed to earn or forfeited and that was not recredited under that Act.

42. Subsections 128(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Except to the extent required by the conditions of any day parole, an offender who is released on parole, statutory release or unescorted temporary absence is entitled, subject to this Part, to remain at large in accordance with the conditions of the parole, statutory release or unescorted temporary absence and is not liable to be returned to custody by reason of the sentence unless the parole, statutory release or unescorted temporary absence is suspended, cancelled, terminated or revoked.

Deeming

(3) Notwithstanding subsection (1), for the purposes of subsection 50(2) of the *Immigration Act*, section 25 of the *Extradition Act* and section 17 of the *Fugitive Offenders Act*, the sentence of imprisonment of an offender who has been released on full parole or statutory release shall be deemed to be completed unless the full parole or statutory release has been suspended, terminated or revoked or the offender has returned to Canada before the expiration of the sentence according to law.

43. The heading before section 129 of the French version of the Act is replaced by the following:

peine prévue à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, ne lui est pas accordée ou est annulée, la date de libération du délinquant est celle à laquelle celui-ci a purgé, au total :

a) la partie de la peine qu'il aurait dû purger en vertu du présent article s'il s'était vu accorder la réduction de peine ou que celle-ci n'avait pas été annulée;

b) la période d'incarcération correspondant à la réduction de peine qui ne lui a pas été accordée ou a été annulée et ne lui a pas été réattribuée aux termes de cette loi.

42. Les paragraphes 128(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sauf dans la mesure permise par les modalités du régime de semi-liberté, il a le droit, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, d'être en liberté aux conditions fixées et ne peut être réincarcéré au motif de la peine infligée à moins qu'il ne soit mis fin à la libération conditionnelle ou d'office ou à la permission de sortir ou que, le cas échéant, celle-ci ne soit suspendue, annulée ou révoquée.

(3) Pour l'application du paragraphe 50(2) de la *Loi sur l'immigration*, de l'article 25 de la *Loi sur l'extradition* et de l'article 17 de la *Loi sur les criminels fugitifs*, la peine d'emprisonnement du délinquant qui bénéficie d'une libération conditionnelle totale ou d'office est, par dérogation au paragraphe (1), réputée être purgée sauf s'il y a eu révocation, suspension ou cessation de la libération ou si le délinquant est revenu au Canada avant son expiration légale.

Cas particulier

43. L'intertitre précédant l'article 129 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Maintien en incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office

44. (1) Subsection 129(1) of the Act is replaced by the following:

129. (1) Before the statutory release date of an offender who is serving a sentence of two years or more that includes a sentence imposed for an offence set out in Schedule I or II, the Commissioner shall cause the offender's case to be reviewed by the Service.

(2) Paragraphs 129(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that

(i) the commission of the offence caused the death of or serious harm to another person and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law, or

(ii) the offence was a sexual offence involving a child and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law; or

(b) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

(3) The portion of subsection 129(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Where the Commissioner believes on reasonable grounds that an offender who is serving a sentence of two years or more is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or

Maintien en incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office

44. (1) Le paragraphe 129(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

129. (1) Le commissaire fait étudier par le Service, préalablement à la date prévue pour la libération d'office, le cas de tout délinquant dont la peine d'emprisonnement d'au moins deux ans comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II.

(2) Les alinéas 129(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe I :

(i) soit elle a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction,

(ii) soit elle est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction;

b) dans le cas où l'infraction commise relève de l'annexe II, il y a des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue.

(3) Le passage du paragraphe 129(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un en-

Review of
cases by
Service

Examen de
certains cas
par le Service

Referral of
cases to
Chairperson
of Board

Renvoi du
cas par le
commissaire
au président
de la
Commission

a serious drug offence, the Commissioner shall refer the case to the Chairperson of the Board together with all the information in the possession of the Service that, in the Commissioner's opinion, is relevant to the case, as soon as is practicable after forming that belief, but the referral may not be made later than six months before the offender's statutory release date unless

(4) Subsection 129(3) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a) and by replacing paragraphs (b) and (c) with the following:

(b) as a result of any recalculation of the sentence under this Act, the statutory release date of the offender has passed or less than six months remain before that date.

(5) Subsection 129 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) Where paragraph (3)(b) applies and the statutory release date has passed, the Commissioner shall, within two working days after the recalculation under that paragraph, make a determination whether a referral is to be made to the Chairperson of the Board pursuant to subsection (3) and, where appropriate, shall make a referral, and the offender is not entitled to be released on statutory release pending the determination.

(6) Subparagraph 129(5)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) referred to the Chairperson pursuant to paragraph (3)(b) after the statutory release date has passed,

(7) Subsection 129(9) of the Act is replaced by the following:

(9) In this section and sections 130 and 132, "serious drug offence" means an offence set out in Schedule II;

fant, soit une infraction grave en matière de drogue, le commissaire défère le cas au président de la Commission — et lui transmet tous les renseignements qui sont en la possession du Service et qui, à son avis, sont pertinents — le plus tôt possible après en être arrivé à cette conclusion et au plus tard six mois avant la date prévue pour la libération d'office; il peut cependant le faire moins de six mois avant cette date dans les cas suivants :

(4) Les alinéas 129(3)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) la date prévue pour la libération d'office du délinquant est, en raison de tout nouveau calcul de la durée de sa peine prévu à la présente loi, déjà passée ou tombe dans cette période de six mois.

(5) L'article 129 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Dans le cas visé à l'alinéa (3)b) et où la date de libération d'office est déjà passée, le commissaire en arrive à une conclusion — et, le cas échéant, défère le cas — dans les deux jours ouvrables suivant le nouveau calcul et le délinquant en cause ne peut être libéré d'office tant que le commissaire n'en est pas arrivé à une conclusion.

(6) L'alinéa 129(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) s'il survient à cette date ou pendant les trois jours qui la précèdent, ou s'il intervient, en vertu de l'alinéa (3)b), après cette date, elle effectue un examen provisoire dans les trois jours suivant le jour où il a lieu.

(7) Le paragraphe 129(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 130 et 132. « infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant »

Detention
pending
referral

Detention

Definitions

"serious drug
offence"
« infraction
grave en
matière de
drogue »

Définitions

« infraction
d'ordre
sexuel à
l'égard d'un
enfant »
"sexual
offence
involving a
child"

"sexual
offence
involving a
child"
« infraction
d'ordre sexuel ... »

"sexual offence involving a child" means

(a) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* that was prosecuted by way of indictment, namely,

5

- (i) section 151 (sexual interference),
- (ii) section 152 (invitation to sexual touching),
- (iii) section 153 (sexual exploitation),
- (iv) subsection 160(3) (bestiality in 10 presence of child or inciting child to commit bestiality),
- (v) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child),
- (vi) section 171 (householder permitting sexual activity by child),
- (vii) section 172 (corrupting children),
- (viii) subsection 212(2) (living off the avails of prostitution by a child), and
- (ix) subsection 212(4) (obtaining sexual services of a child),

(b) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* involving a person under the age of eighteen years that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 155 (incest),
- (ii) section 159 (anal intercourse),
- (iii) subsections 160(1) and (2) (bestiality and compelling bestiality),
- (iv) section 271 (sexual assault),
- (v) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), and
- (vi) section 273 (aggravated sexual assault),

30

(c) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before 40

a) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 151 (contacts sexuels), 5
- (ii) article 152 (incitation à des contacts sexuels),
- (iii) article 153 (personnes en situation d'autorité),
- (iv) paragraphe 160(3) (bestialité en 10 présence d'enfants ou incitation de ceux-ci),
- (v) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur),
- (vi) article 171 (maître de maison qui 15 permet à des enfants des actes sexuels interdits),
- (vii) article 172 (corruption d'enfants),
- (viii) paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'un enfant),
- (ix) paragraphe 212(4) (obtenir les services sexuels d'un enfant);

b) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, comprise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 155 (inceste),
- (ii) article 159 (relations sexuelles 30 anales),
- (iii) paragraphes 160(1) et (2) (bestialité ou usage de la force),
- (iv) article 271 (agression sexuelle),
- (v) article 272 (agression sexuelle 35 armée, menaces contre une tierce personne ou infliction de lésions corporelles),
- (vi) article 273 (agression sexuelle grave); 40

c) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de

January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 146 (sexual intercourse with a female under 14),
- (ii) section 151 (seduction of a female 5 between 16 and 18), and
- (iii) section 167 (householder permitting defilement),

(d) an offence involving a person under the age of eighteen years under any of the 10 following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment, 15 namely,

- (i) section 153 (sexual intercourse with step-daughter),
- (ii) section 155 (buggery or bestiality),
- (iii) section 157 (gross indecency), and 20
- (iv) section 166 (parent or guardian procuring defilement), or

(e) an offence involving a person under the age of eighteen years under any of the 25 following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment, 30 namely,

- (i) section 144 (rape),
- (ii) section 145 (attempt to commit rape),
- (iii) section 149 (indecent assault on female), and 35
- (iv) section 156 (indecent assault on male).

1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de 5 moins de 14 ans),
- (ii) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans),
- (iii) article 167 (maître de maison qui permet le déflorent); 10

d) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, commise à l'égard 15 d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille),
- (ii) article 155 (sodomie ou bestialité), 20
- (iii) article 157 (grossière indécence),
- (iv) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le déflorent);

e) infraction prévue par l'une des dispositions 25 suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, commise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation : 30

- (i) article 144 (viol),
- (ii) article 145 (tentative de viol),
- (iii) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin),
- (iv) article 156 (attentat à la pudeur 35 d'une personne du sexe masculin).

« infraction grave en matière de drogue »
Toute infraction mentionnée à l'annexe II.

« infraction grave en matière de drogue »
"serious drug offence"

Determina-
tion of
likelihood of
offence

(10) In determining whether an offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual 40 offence involving a child or a serious drug

(10) Il n'est pas nécessaire, pour déterminer s'il existe des motifs raisonnables de croire 40 que le délinquant commettra une infraction causant la mort ou un dommage grave à une

Détermina-
tion

offence, it is not necessary to determine whether the offender is likely to commit any particular offence.

45. (1) Subsections 130(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

130. (1) Where the case of an offender is referred to the Board by the Service pursuant to subsection 129(2) or referred to the Chairperson of the Board by the Commissioner pursuant to subsection 129(3) or (3.1), the Board shall, subject to subsections 129(5), (6) and (7), at the times and in the manner prescribed by the regulations,

(a) inform the offender of the referral and review, and 15

(b) review the case,

and the Board shall cause all such inquiries to be conducted in connection with the review as it considers necessary.

(2) An offender referred to in subsection (1) is not entitled to be released on statutory release before the Board renders its decision under this section in relation to the offender.

(3) On completion of the review of the case of an offender referred to in subsection (1), the Board may order that the offender not be released from imprisonment before the expiration of the offender's sentence according to law, except as provided by subsection (5), where the Board is satisfied 30

(a) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person or a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law, 35

(b) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, that the offender is likely, if released, to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law, or 45

(c) in the case of an offender whose case was referred to the Chairperson of the Board

autre personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue, de préciser l'infraction.

45. (1) Les paragraphes 130(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 5

130. (1) Sous réserve des paragraphes 129(5), (6) et (7), la Commission informe le détenu du renvoi et du prochain examen de son cas — déféré en application des paragraphes 129(2), (3) ou (3.1) — et procède, selon les modalités réglementaires, à cet examen ainsi qu'à toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires à cet égard.

(2) Le délinquant dont le cas est examiné aux termes du paragraphe (1) ne peut être libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu sa décision à son égard.

(3) Au terme de l'examen, la Commission peut, par ordonnance, interdire la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine autrement qu'en conformité avec le paragraphe (5) si elle est convaincue :

a) dans le cas où la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I, que le délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant; 25

b) dans le cas où la peine comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe II, qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue; 30

c) en cas de renvoi au titre du paragraphe 129(3) ou (3.1), qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, l'une ou l'autre de ces infractions. 40

Review by
Board of cases
referred

Examen par
la
Commission

Detention
pending
review

Détention

Decision of
Board

Ordonnance
de la
Commission

pursuant to subsection 129(3) or (3.1), that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

When order takes effect

(3.1) An order made under subsection (3) takes effect on the day on which it is made.

Effect of order where additional sentence

(3.2) Where, before the expiration of a sentence in respect of which an order under subsection (3) has been made, an offender receives an additional sentence and the date of the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) is later than the date of the expiration of the sentence that the offender was serving before the additional sentence was imposed,

(a) the Board shall review the order at the time and in the manner prescribed by the regulations where, as a result of the additional sentence, the statutory release date has already passed or is within nine months after the day on which the offender received the additional sentence; and
(b) the order is cancelled where, as a result of the additional sentence, the statutory release date is nine months or more after the day on which the offender received the additional sentence.

Board's powers on review

(3.3) The Board shall, on completing a review under paragraph (3.2)(a)

(a) confirm the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence in respect of which the order was made; or

(b) amend the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1).

Detention pending review

(3.4) An offender in respect of whom an order, that is subject to review under paragraph (3.2)(a), has been made is not entitled to be released on statutory release before the Board renders its decision under subsection (3.3) in relation to the order.

(3.1) L'ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire la mise en liberté du délinquant prend effet à la date de son prononcé.

Prise d'effet de l'ordonnance

(3.2) Si le délinquant assujéti à une ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire sa mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine est condamné à une peine supplémentaire qui entraîne une augmentation de la durée de la période globale d'emprisonnement prévue au paragraphe 139(1) :

Peine supplémentaire

a) l'ordonnance fait l'objet d'un examen par la Commission selon les modalités réglementaires de temps et autres lorsque, en raison de la peine supplémentaire, la date de la libération d'office est déjà passée ou tombe dans la période de neuf mois qui suit;

b) l'ordonnance est annulée lorsque la date de la libération d'office est postérieure d'au moins neuf mois à celle de la condamnation.

(3.3) Au terme de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a), la Commission :

Décision

a) soit confirme l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de la peine visée par l'ordonnance;

b) soit modifie l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine déterminée conformément au paragraphe 139(1).

(3.4) Le délinquant visé par une ordonnance qui fait l'objet de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a) ne peut être libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu de décision aux termes du paragraphe (3.3).

Maintien en détention

(2) Paragraphs 130(4)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) at the time the case was referred to it, the offender was serving a sentence that included a sentence for an offence set out in Schedule I or II, and

(b) in the case of an offence set out in Schedule I, the commission of the offence caused the death of, or serious harm to, another person or the offence was a sexual offence involving a child,

(3) Subsections 130(5) to (7) of the Act are replaced by the following:

(5) An offender who is in custody pursuant to an order made under subsection (3) or amended under paragraph (3.3)(b) is not eligible to be released from imprisonment under this Act except on a temporary absence with escort for medical purposes under Part I.

(6) Where an offender is ordered under subsection (3) or paragraph (3.3)(b) not to be released and is subsequently released pursuant to an order made under subparagraph 131(3)(a)(ii) or (iii) and the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.

46. (1) Paragraphs 131(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) with respect to an order made under subsection 130(3) or paragraph 130(3.3)(b),

(i) confirm the order,

(ii) order the statutory release of the offender subject to the condition that the offender reside in a community-based residential facility, psychiatric facility or, subject to subsection (4), a penitentiary designated pursuant to subsection (5), where the offender has been detained for a period during statutory release and the Board is satisfied that the condition is reasonable and necessary in order to protect society and to facilitate the successful reintegration into society of the offender, or

(2) Les alinéas 130(4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) qu'au moment où le dossier lui est déféré le délinquant purgeait une peine d'emprisonnement comprenant une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II;

b) que l'infraction — si elle relève de l'annexe I — a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne ou est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant.

(3) Les paragraphes 130(5) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Seule la permission de sortir avec escorte pour raisons médicales prévue par la partie I peut être accordée au délinquant dont la Commission a interdit, conformément au paragraphe (3) ou à l'alinéa (3.3)b), la mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine.

(6) Lorsque le délinquant assujéti à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) ou de l'alinéa (3.3)b) — visant à interdire sa mise en liberté — bénéficie de la libération d'office aux termes de l'alinéa 131(3)a), celle-ci ne peut, en cas de révocation, être renouvelée avant l'expiration légale de sa peine.

46. (1) Les alinéas 131(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit reconduit l'interdiction de mise en liberté visée au paragraphe 130(3) ou à l'alinéa 130(3.3)b), soit ordonne la libération d'office en l'assortissant d'une assignation à résidence dans un établissement communautaire résidentiel, un établissement psychiatrique ou, sous réserve du paragraphe (4), un pénitencier désigné au titre du paragraphe (5), si elle est convaincue qu'une telle condition est raisonnable et nécessaire pour protéger la société et faciliter la réinsertion sociale du délinquant après son incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office, soit ordonne la libération d'office sans l'assortir d'une assignation à résidence;

Sortie avec escorte

Non-renouvellement de la libération d'office

Order not to be released

Where order for release revoked

(iii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement; or

(b) with respect to an order made under subparagraph (3)(a)(ii),

(i) confirm or modify the order, or

(ii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement.

(2) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) A condition under subparagraph (3)(a)(ii) that an offender reside in a penitentiary designated pursuant to subsection (5) is valid only if consented to in writing by the Commissioner or a person designated by the Commissioner.

(5) The Commissioner may designate penitentiaries for the purposes of orders made under subparagraph (3)(a)(ii).

47. (1) Subparagraph 132(1)(a)(i) of the French version of the Act is replaced by the following:

(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage corporel ou moral,

(2) Subparagraph 132(1)(a)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling violent or sexual impulses to the point of endangering the safety of any other person,

(3) Section 132 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law, including

b) confirme ou modifie l'ordonnance d'assignation à résidence imposée conformément à l'alinéa a) ou ordonne la libération d'office sans l'assortir d'une assignation à résidence.

(2) L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Toute assignation à résidence — dans un pénitencier désigné en application du paragraphe (5) — ordonnée par la Commission est subordonnée, pour devenir opérante, au consentement écrit du commissaire ou de son délégué.

(5) Le commissaire peut désigner un pénitencier pour l'assignation à résidence prévue à l'alinéa (3)a).

47. (1) Le sous-alinéa 132(1)a(i) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage corporel ou moral,

(2) Le sous-alinéa 132(1)a(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions violentes ou sexuelles au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,

(3) L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit ;

(1.1) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, notamment :

Consent of
Commissioner

Designation

Consente-
ment du
commissaire

Désignation

Idem

Facteurs —
infraction
d'ordre
sexuel

(a) a pattern of persistent sexual behaviour involving children established on the basis of any evidence, in particular,

- (i) the number of sexual offences involving a child committed by the offender, 5
- (ii) the seriousness of the offence for which the sentence is being served,
- (iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling sexual impulses involving 10 children,
- (iv) behaviour of a sexual nature associated with the commission of any offence by the offender, and
- (v) a substantial degree of indifference on 15 the part of the offender as to the consequences to other persons of the offender's behaviour;

(b) reliable information about the offender's sexual preferences indicating that the 20 offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law;

(c) medical, psychiatric or psychological 25 evidence of the likelihood of the offender committing such an offence owing to a physical or mental illness or disorder of the offender;

(d) reliable information compelling the 30 conclusion that the offender is planning to commit such an offence; and

(e) the availability of supervision programs that would offer adequate protection to the public from the risk the offender might 35 otherwise present until the expiration of the offender's sentence according to law.

48. (1) Section 133 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) In order to facilitate the successful 40 reintegration into society of an offender, the releasing authority may, as a condition of statutory release, require that the offender reside in a community-based residential facility or in a psychiatric facility, where the 45

a) un comportement persistant d'ordre sexuel à l'égard des enfants, attesté par divers éléments, en particulier :

- (i) le nombre d'infractions d'ordre sexuel commises à l'égard d'enfants, 5
- (ii) la gravité de l'infraction pour laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement,
- (iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des 10 difficultés à maîtriser ses impulsions sexuelles à l'égard des enfants,
- (iv) le comportement sexuel du délinquant lors de la perpétration des infractions, 15
- (v) un degré élevé d'indifférence quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

b) l'existence de renseignements sûrs indiquant que le délinquant a des tendances sexuelles qui le porteront probablement à 20 commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

c) les rapports de médecins, de psychiatres ou de psychologues indiquant que, par suite 25 d'une maladie physique ou mentale ou de troubles mentaux, il présente un tel risque;

d) l'existence de renseignements sûrs obligeant à conclure qu'il projette de commettre, avant l'expiration légale de sa peine, 30 une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

e) l'existence de programmes de surveillance de nature à protéger suffisamment le public contre le risque que présenterait le 35 délinquant jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

48. (1) L'article 133 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit : 40

(4.1) L'autorité compétente peut, pour faciliter la réinsertion sociale du délinquant, ordonner que celui-ci, à titre de condition de sa libération d'office, demeure dans un établissement résidentiel communautaire ou un 45 établissement psychiatrique si elle est

releasing authority is satisfied that, in the absence of such a condition, the offender will present an undue risk to society by committing an offence listed in Schedule I before the expiration of the offender's sentence according to law.

Definition of "community-based residential facility"

(4.2) In subsection (4.1), "community-based residential facility" includes a community correctional centre but does not include any other penitentiary.

Not necessary to determine particular offence

(4.3) For the purposes of subsection (4.1), the releasing authority is not required to determine whether the offender is likely to commit any particular offence.

Consent of commissioner

(4.4) A condition under subsection (4.1) 15 that an offender reside in a community correctional centre is valid only if consented to in writing by the Commissioner or a person designated by the Commissioner.

(2) Subsection 133(5) of the English version of the Act is replaced by the following:

Duration of conditions

(5) A condition imposed pursuant to subsection (3), (4) or (4.1) is valid for such period as the releasing authority specifies.

(3) Paragraph 133(6)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) in respect of conditions imposed under subsection (3), (4) or (4.1), remove or vary 30 any such condition.

49. The heading before section 135 of the Act is replaced by the following:

Suspension, Termination, Revocation and Inoperativeness of Parole or Statutory Release

50. (1) The portion of subsection 135(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by 35 the following:

Suspension of parole or statutory release

135. (1) A member of the Board or a person, designated by name or by position, by the Chairperson of the Board or by the Commissioner, when an offender breaches a condition 40 of parole or statutory release or when the

convaincue qu'à défaut de cette condition la commission par le délinquant d'une infraction visée à l'annexe I avant l'expiration légale de sa peine présentera un risque inacceptable 5 pour la société.

(4.2) Pour l'application du paragraphe (4.1), un établissement résidentiel communautaire s'entend notamment d'un centre 10 correctionnel communautaire, à l'exception cependant de tout autre pénitencier.

(4.3) Il n'est pas nécessaire, pour l'application du paragraphe (4.1), que l'autorité compétente précise laquelle des infractions visées à l'annexe I commettra vraisemblablement le 15 délinquant.

(4.4) Toute assignation à résidence dans un centre correctionnel communautaire ordonnée par l'autorité compétente est subordonnée, pour devenir opérante, au consentement 20 écrit du commissaire ou de son délégué.

(2) Le paragraphe 133(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) A condition imposed pursuant to subsection (3), (4) or (4.1) is valid for such period 25 as the releasing authority specifies.

(3) L'alinéa 133(6)(b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) in respect of conditions imposed under 30 subsection (3), (4) or (4.1), remove or vary any such condition.

49. L'intertitre précédant l'article 135 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Suspension, cessation, révocation et ineffectivité de la libération conditionnelle ou d'office

50. (1) Le passage du paragraphe 135(1) 35 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

135. (1) En cas d'inobservation des conditions de la libération conditionnelle ou d'office ou lorsqu'il est convaincu qu'il est raison- 40 nable et nécessaire de prendre cette mesure pour empêcher la violation de ces conditions

Définition de « établissement résidentiel communautaire »

Non-nécessité de préciser l'infraction

Consentement du commissaire

Duration of conditions

Suspension

member or person is satisfied that it is necessary and reasonable to suspend the parole or statutory release in order to prevent a breach of any condition thereof or to protect society, may, by warrant,

5

(2) Subsection 135(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A person designated pursuant to subsection (1) may, by warrant, order the transfer to penitentiary of an offender who is recommitted to custody pursuant to subsection (1) in a place other than a penitentiary.

(3) The portion of subsection 135(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) The person who signs a warrant pursuant to subsection (1) or any other person designated pursuant to that subsection shall, forthwith after the recommitment of the offender, review the offender's case and

(4) Paragraph 135(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) cancel the suspension, where the Board is satisfied that, in view of the offender's behaviour since release, the offender will not, by reoffending before the expiration of the offender's sentence according to law, present an undue risk to society;

(5) Paragraph 135(5)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) where the offender is no longer eligible for the parole or entitled to be released on statutory release, terminate or revoke it.

(6) Subsection 135(7) of the Act is replaced by the following:

(6.1) Where a person referred to in subsection (3) or the Board cancels a suspension under this section, the person or the Board, as the case may be, shall forward a notification of the cancellation of the suspension or an electronically transmitted copy of the notification to the person in charge of the facility in which the offender is being held.

ou pour protéger la société, un membre de la Commission ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste peut, par mandat :

(2) Le paragraphe 135(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La personne désignée en vertu du paragraphe (1) peut, par mandat, ordonner le transfèrement dans un pénitencier du délinquant réincarcéré, aux termes de l'alinéa (1)c), ailleurs que dans un pénitencier.

(3) Le passage du paragraphe 135(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La personne qui a signé le mandat visé 15 au paragraphe (1), ou toute autre personne désignée en vertu de ce paragraphe, doit, dès que le délinquant mentionné dans le mandat est réincarcéré, examiner son cas et :

(4) L'alinéa 135(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) soit annule la suspension si elle est d'avis, compte tenu de la conduite du délinquant depuis sa libération conditionnelle ou d'office, qu'une récidive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;

(5) L'alinéa 135(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soit révoque la libération ou y met fin si le délinquant n'y est plus admissible ou n'y a plus droit.

(6) Le paragraphe 135(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6.1) La personne visée au paragraphe (3) ou la Commission, selon le cas, notifie l'annulation de la suspension, ou transmet électroniquement une copie de la notification, au responsable du lieu où le délinquant est sous garde.

Transfer of
offender

Transfère-
ment

Cancellation
of suspension
or referral

Examen de la
suspension

Transmission
of
cancellation
of suspension

Transmission
de la décision
d'annulation
de la
suspension

Additional
power of the
Board

(7) Independently of subsections (1) to (6), where the Board is satisfied that the continued parole or statutory release of an offender would constitute an undue risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the sentence according to law, the Board may, at any time,

(a) where the offender is no longer eligible for the parole or entitled to be released on statutory release, terminate or revoke the parole or statutory release; or

(b) where the offender is still eligible for the parole or entitled to be released on statutory release,

(i) terminate the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances beyond the offender's control, or

(ii) revoke the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances within the offender's control.

(7) Section 135 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

Revocation of
parole or
statutory
release

(9.1) Where an offender whose parole or statutory release has not been terminated or revoked receives an additional sentence for an offence under an Act of Parliament, the parole or statutory release, as the case may be, is revoked on the day on which the additional sentence is imposed.

Exception

(9.2) Subsection (9.1) does not apply where the additional sentence is to be served concurrently with, and is in respect of an offence committed before the commencement of, the sentence to which the parole or statutory release applies.

Parole
inoperative
where parole
eligibility date
in future

(9.3) Where an offender who is released on parole receives an additional sentence described in subsection (9.2) and the day determined in accordance with section 119, 120 or 120.2, as the case may be, on which the offender is eligible for parole is later than the day on which the offender received the additional sentence, the parole becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated.

(7) En outre, la Commission peut, à tout moment lorsqu'elle est convaincue qu'une récidive — avant l'expiration légale de la peine — durant la libération conditionnelle ou d'office du délinquant présentera un risque inacceptable pour la société :

a) révoquer ou mettre fin à cette libération si le délinquant n'y est plus admissible ou n'y a plus droit;

b) s'il y est admissible ou y a droit, mettre fin à la libération lorsque le risque pour la société dépend de facteurs qui ne sont pas imputables au délinquant ou la révoquer, dans le cas contraire.

Pouvoir
additionnel
de la
Commission

(7) L'article 135 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(9.1) Lorsque la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant n'a pas été révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin et que celui-ci est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour une infraction à une loi fédérale, sa libération conditionnelle ou d'office est révoquée à la date de la condamnation à la peine supplémentaire.

Révocation
de la
libération
condition-
nelle ou
d'office

(9.2) Le paragraphe (9.1) ne s'applique pas si la peine supplémentaire n'est pas à purger à la suite de la peine en cours et se rapporte à une infraction commise avant le début de l'exécution de cette dernière.

Exception

(9.3) Lorsqu'un délinquant en liberté conditionnelle est condamné au type de peine supplémentaire visé au paragraphe (9.2) et que la date d'admissibilité à la libération conditionnelle déterminée conformément aux articles 119, 120 ou 120.2 est postérieure à celle de la condamnation à la peine supplémentaire, la libération conditionnelle devient inefficace et le délinquant est réincarcéré.

Ineffectivité

Non-application of subsection (9.1)

(9.4) Unless the lieutenant governor in council of a province in which there is a provincial parole board makes a declaration under subsection 113(1) that subsection (9.1) applies in respect of offenders under the jurisdiction of that provincial parole board, subsection (9.1) does not apply in respect of such offenders, other than an offender who

(a) is serving a sentence in a provincial correctional facility pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a); or

(b) as a result of receiving an additional sentence referred to in subsection (9.1), is required, pursuant to section 731 of the *Criminal Code*, to serve the sentence in a penitentiary.

Parole inoperative where consecutive sentence

(9.5) Where an offender to whom subsection (9.1) does not apply who is on parole that has not been revoked or terminated receives an additional sentence, for an offence under an Act of Parliament, that is to be served consecutively with the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the parole becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated until the day on which the offender has served, from the day on which the additional sentence was imposed, the period of ineligibility in relation to the additional sentence and, on that day, the parole is resumed, subject to the provisions of this Act, unless, before that day, the parole has been revoked or terminated.

(8) Section 135 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

Time at large during suspension

(11) For the purposes of this Act, where a suspension of parole or statutory release is cancelled, the offender is deemed, during the period beginning on the day of the issuance of the suspension and ending on the day of the cancellation of the suspension, to have been serving the sentence to which the parole or statutory release applies.

51. Section 136 of the Act is replaced by the following:

(9.4) Sauf déclaration contraire, au titre du paragraphe 113(1), du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province où a été instituée une commission provinciale, le paragraphe (9.1) ne s'applique pas aux délinquants qui relèvent de cette dernière, à l'exception de ceux qui :

a) soit purgent une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel de la province en vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1);

b) soit, en raison de leur condamnation à une peine supplémentaire du type visé au paragraphe (9.1), sont tenus, aux termes de l'article 731 du *Code criminel*, de purger leur peine dans un pénitencier.

Non-application du paragraphe (9.1)

(9.5) Lorsque la libération conditionnelle d'un délinquant auquel le paragraphe (9.1) ne s'applique pas n'a pas été révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin et que le délinquant est condamné à une peine d'emprisonnement — à purger à la suite de la peine en cours — pour une infraction à une loi fédérale, la libération conditionnelle devient inefficace et le délinquant est réincarcéré pour une période, déterminée à compter de la date de la condamnation, égale au temps d'épreuve sur la peine supplémentaire. Le délinquant, à l'expiration de cette période et sous réserve de la présente loi, est remis en liberté conditionnelle, à moins que celle-ci ait été révoquée ou qu'il y ait été mis fin.

Ineffectivité de la libération conditionnelle

(8) L'article 135 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :

(11) En cas d'annulation de la suspension de la libération conditionnelle ou d'office, le délinquant est réputé, pour l'application de la présente loi, avoir purgé sa peine pendant la période commençant à la date de la suspension et se terminant à la date de l'annulation.

Présomption

51. L'article 136 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Warrant on termination, revocation or inoperability

136. When the parole or statutory release of an offender is terminated or revoked or where it becomes inoperative pursuant to subsection 135(9.3) or (9.5), a member of the Board or a person designated by the Chairperson of the Board may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment to custody of the offender pursuant to section 137.

52. Subsection 137(1) of the Act is replaced by the following:

137. (1) A warrant of apprehension issued under section 11.1, 18, 118, 135 or 136 or by a provincial parole board, or an electronically transmitted copy thereof, shall be executed by any peace officer to whom it is given in any place in Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a justice or other lawful authority having jurisdiction in that place.

53. Subsection 138(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An offender whose parole or statutory release has been terminated is

- (a) eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be; and
- (b) entitled to be released on statutory release in accordance with section 127.

(3) An offender whose parole or statutory release has been terminated is not liable to forfeit

- (a) any remission with which the offender was credited pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*; or
- (b) any credits under the *Transfer of Offenders Act*.

(4) An offender whose parole or statutory release has been revoked is eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be.

(5) Notwithstanding sections 122 and 123, the Board is not required to conduct a review for the purpose of parole of the case of an offender referred to in subsection (4) within

136. En cas de cessation ou de révocation de la libération conditionnelle ou d'office ou d'ineffectivité de la libération conditionnelle au titre des paragraphes 135(9.3) ou (9.5), un membre de la Commission ou la personne que le président désigne peut, par mandat, autoriser l'arrestation et la réincarcération du délinquant conformément à l'article 137.

52. Le paragraphe 137(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

137. (1) Le mandat délivré en vertu des articles 11.1, 18, 118, 135 ou 136 ou par une commission provinciale ou encore une copie de ce mandat transmise par moyen électronique est exécuté par l'agent de la paix destinataire; il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement délivré ou postérieurement visé par un juge de paix ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

53. Le paragraphe 138(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'il est mis fin à la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3 et a droit à la libération d'office conformément à l'article 127.

(3) Lorsqu'il a été mis fin à la liberté conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci continue de bénéficier de la remise de peine qu'il a méritée en vertu de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et des réductions de peines prévues par la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

(4) Le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3.

(5) Malgré les articles 122 et 123, la Commission n'est pas tenue d'examiner, aux fins de la libération conditionnelle, le cas du délinquant visé au paragraphe (4) pendant

Cessation, révocation ou ineffectivité

Mandat d'arrêt

Effet de la cessation

Remise de peine

Admissibilité à la libération conditionnelle en cas de révocation

Exception

Execution of warrant

Effect of termination on parole and statutory release

No forfeiture of remission

Effect of revocation on parole

Exception

one year after the date on which the offender's parole or statutory release is revoked.

Effect of
revocation on
statutory
release

(6) Subject to subsections 130(4) and (6), an offender whose parole or statutory release has been revoked is entitled to be released on statutory release in accordance with section 127.

54. Section 139 of the Act is replaced by the following:

Additional
sentences

139. (1) Where a person who is subject to a 10 sentence that has not expired receives an additional sentence, the person is, for the purposes of the *Criminal Code*, the *Prisons and Reformatories Act* and this Act, deemed to have been sentenced to one sentence com- 15 mencing at the beginning of the first of those sentences to be served and ending on the expiration of the last of them to be served.

Interpreta-
tion

(2) This section does not affect the time of commencement, pursuant to subsection 20 721(1) of the *Criminal Code*, of any sentences that are deemed under this section to constitute one sentence.

55. (1) Paragraph 140(1)(b) of the English version of the Act is replaced by the 25 following:

(b) the first review for full parole pursuant to subsection 123(1), including the review conducted pursuant to subsection 126(4), and subsequent reviews pursuant to subsection 123(5);

(2) Paragraph 140(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) a review conducted pursuant to section 129 or subsection 130(1) or 131(1); 35

(3) The portion of subsection 140(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Subject to subsection (5), the Board or a person designated, by name or by position, 40 by the Chairperson of the Board shall, subject to such conditions as the Board or person considers appropriate and after taking into account the offender's views, permit a person

Attendance of
observers

l'année qui suit la révocation de la libération conditionnelle ou d'office de celui-ci.

(6) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (6), le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée a droit à la 5 libération d'office conformément à l'article 127.

54. L'article 139 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

139. (1) L'individu assujetti à une peine 10 d'emprisonnement non encore expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire est, pour l'application du *Code criminel*, de la *Loi sur les prisons et les 15 maisons de correction* et de la présente loi, réputé n'avoir été condamné qu'à une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la première et se terminant à l'expiration de la dernière à purger.

(2) Le présent article n'a pas pour effet de 20 modifier la date fixée par le paragraphe 721(1) du *Code criminel* pour le début de l'exécution de chacune des peines qui, aux termes du présent article, sont réputées n'en constituer qu'une. 25

55. (1) L'alinéa 140(1)(b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the first review for full parole pursuant to subsection 123(1), including the review 30 conducted pursuant to subsection 126(4), and subsequent reviews pursuant to subsection 123(5);

(2) L'alinéa 140(1)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

c) les examens ou réexamens prévus à l'article 129 et aux paragraphes 130(1) et 131(1);

(3) Le passage du paragraphe 140(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 40 par ce qui suit :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission, ou la personne que le président désigne nommément ou par indication de son poste, doit, aux conditions qu'elle estime 45 indiquées et après avoir pris en compte les observations du délinquant, permettre à la

Droit à la
libération
d'office en
cas de
révocation

Peines
supplémentaires

Interpréta-
tion

who applies in writing therefor to attend as an observer at a hearing relating to an offender, unless the Board or person is satisfied that

personne qui en fait la demande écrite d'être présente, à titre d'observateur, lors d'une audience, sauf si elle est convaincue que, selon le cas :

(4) Paragraph 140(4)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) sa présence compromettra vraisemblablement l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public à la communication de l'information et l'intérêt du public à la réinsertion sociale du délinquant;

(5) Subsection 140(9) of the French version of the Act is replaced by the following:

(9) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).

56. Subsection 141(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) La Commission peut, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, refuser la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que cette communication irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

57. (1) The portion of paragraph 142(1)(b) of the English version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in the disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure, namely,

(4) L'alinéa 140(4)c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) sa présence compromettra vraisemblablement l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public à la communication de l'information et l'intérêt du public à la réinsertion sociale du délinquant;

(5) Le paragraphe 140(9) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).

56. Le paragraphe 141(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La Commission peut, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, refuser la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que cette communication irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

57. (1) Le passage de l'alinéa 142(1)b) de la version anglaise de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in the disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure, namely,

Droit à l'interprète

Droit à l'interprète

Exceptions

Exceptions

(2) Subparagraph 142(1)(b)(viii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 et, le cas échéant, la décision rendue au titre de celui-ci.

(3) Section 142 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(5) In this section, "Chairperson" includes a person or class of persons designated by the Chairperson.

Designation
by
Chairperson

58. Subsection 151(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Les directives établies en vertu du 15 paragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques, ainsi qu'entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

Directives
égalitaires

59. The Act is amended by adding the following after section 155:

155.1 (1) The Chairperson may recommend to the Minister that an inquiry be held to determine whether any member of the Board 25 should be subject to any disciplinary or remedial measures for any reason set out in any of paragraphs 155.2(2)(a) to (d).

Inquiries

(2) Where the Minister considers it appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court, in this section and section 155.2 referred to as a "judge", shall conduct the inquiry.

Judge to
conduct
inquiry

(3) A judge conducting an inquiry under 35 this section has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court and, without restricting the generality of the foregoing, has the power

Powers

(a) to issue to any person a summons 40 requiring the person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify with respect to all matters within the person's knowledge relative to the inquiry and to bring and produce any document, 45 book or paper that the person has or controls relative to the inquiry; and

(2) Le sous-alinéa 142(1)(b)(viii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 et, le cas échéant, la 5 décision rendue au titre de celui-ci.

(3) L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Pour l'application du présent article, 10 « président » vise également son délégué ou une personne appartenant à une catégorie de personnes qu'il désigne comme délégués.

Désignation
de délégués

58. Le paragraphe 151(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce 15 qui suit :

(3) Les directives établies en vertu du 20 paragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques, ainsi qu'entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

Directives
égalitaires

59. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 155, de ce qui suit :

155.1 (1) Le président peut recommander 25 au ministre la tenue d'une enquête sur les cas de mesures disciplinaires ou correctives au sein de la Commission pour tout motif énoncé aux alinéas 155.2(2)(a) à d).

Enquête

(2) Si le ministre estime qu'une enquête 30 s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale.

Nomination
de
l'enquêteur

(3) L'enquêteur nommé conformément au 35 paragraphe (2) a les attributions d'une cour supérieure. Il peut notamment :

Pouvoirs
d'enquête

a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, 40 heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;

	(b) to administer oaths and examine any person on oath.	b) faire prêter serment et interroger sous serment.	
Inquiry public	(4) Subject to subsections (5) and (6), an inquiry under this section shall be conducted in public.	(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l'enquête est publique.	Enquête publique
Confidentiality	(5) A judge conducting an inquiry under this section may, on application, take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry where the judge is satisfied that, during the inquiry or as a result of the inquiry being conducted in public, as the case may be,	(5) L'enquêteur peut, sur demande en ce sens, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance pour assurer la confidentialité de l'enquête s'il est convaincu que, selon le cas :	Confidentialité
	(a) matters involving public security may be disclosed;	a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;	10
	(b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosures of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the inquiry be conducted in public; or	b) risquent d'être divulguées lors de l'enquête des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt des personnes concernées ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel l'enquête doit être publique;	15
	(c) there is a reasonable likelihood that the life, liberty or security of a person would be endangered.	c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.	20
Idem	(6) Where a judge conducting an inquiry under this section considers it appropriate to do so, the judge may take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of any hearing held in respect of an application referred to in subsection (5).	(6) L'enquêteur peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande.	Idem
Rules of evidence	(7) A judge conducting an inquiry under this section is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings of the inquiry, the judge may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.	(7) L'enquêteur n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.	Règles de la preuve
Right to grant standing	(8) A judge conducting an inquiry under this section may grant standing to the hearing to any party where the judge determines such an order to be appropriate.	(8) L'enquêteur peut, par ordonnance, accorder à tout intervenant la qualité pour agir à l'enquête, s'il l'estime indiqué.	Intervention
Right to be heard	(9) Every person in respect of whom an inquiry under this section is conducted shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of	(9) Le membre en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audition, et avoir la possibilité de se faire	Avis de l'audition

any hearing thereof and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to adduce evidence.

Report of
inquiry

155.2 (1) After an inquiry under section 155.1 has been completed, the judge who conducted the inquiry shall prepare a report of the conclusions of the inquiry and submit it to the Minister.

Recommendations

(2) Where an inquiry under section 155.1 has been held and, in the opinion of the judge who conducted the inquiry, the member of the Board in respect of whom the inquiry was held

(a) has become incapacitated from the due execution of the member's office by reason of infirmity,

(b) is guilty of misconduct,

(c) has failed in the due execution of the member's office, or

(d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of the member's office,

the judge may, in the report of the inquiry, recommend that the member be suspended without pay or be removed from office or may recommend that such disciplinary or remedial measure as the judge considers necessary be taken.

Governor in
Council may
suspend or
remove

(3) Where the Minister receives a report under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Governor in Council, who may suspend the member of the Board to whom the report relates without pay, remove the member from office or take any other disciplinary or remedial measure.

60. Subsection 156(3) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(3) The Governor in Council may, by regulation, amend Schedule I or II.

Idem

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the method of determining

(a) pursuant to sections 120 to 120.3, the period that an offender must serve before being eligible for parole;

entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par procureur.

155.2 (1) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport sur ses conclusions.

Rapport au
ministre

(2) L'enquêteur peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute mesure disciplinaire ou corrective s'il est d'avis que le membre en cause de la Commission est inapte à remplir utilement ses fonctions pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

a) invalidité;

b) manquement à l'honneur ou à la dignité;

c) manquement aux devoirs de sa charge;

d) situation d'incompatibilité, qu'elle soit imputable au membre ou à toute autre cause.

Recommen-
dations

15

20

(3) Le ministre transmet le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime indiqué, révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou prendre toute autre mesure disciplinaire ou corrective.

Transmission
du dossier au
gouverneur
en conseil

25

60. Le paragraphe 156(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les annexes I ou II.

Règlements

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

Idem

a) le mode de calcul du temps d'épreuve prévu aux articles 120 à 120.3 pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

45

(b) pursuant to section 127, the period that an offender must serve before being entitled to statutory release; and

(c) the manner in which subsection 139(1) applies in respect of sentences.

61. Section 204 of the Act is repealed.

62. Subsection 225(1) of the Act is replaced by the following:

Day parole
eligibility of
past offenders

225. (1) Subject to subsection (1.1), paragraph 119(1)(c) does not apply in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992, but the corresponding provisions of the former Act and the regulations made under that Act apply in respect thereof as if they were provisions of this Act.

Where
additional
sentence

(1.1) Paragraph 119(1)(c) applies in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992 where the offender receives an additional sentence on or after that day and, as a result, the offender is deemed, pursuant to section 139, to have been sentenced to one sentence.

63. The Act is amended by adding the following after section 227:

Remission
forfeited
under
Penitentiary
Act

227.1 Any remission that was forfeited under subsection 25(6) of the *Penitentiary Act*, as that Act read immediately before November 1, 1992, is deemed, as of November 1, 1992, to be recredited and the offender continues to be subject to the order under subsection 21.4(4) of the *Parole Act*, as that Act read immediately before November 1, 1992, as if the order had been made under section 130 of this Act.

64. (1) The portion of section 1 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

1. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, that was prosecuted by way of indictment:

b) le mode de calcul de la période d'emprisonnement que doit subir le délinquant avant d'avoir droit à la libération d'office conformément à l'article 127;

5 c) les modalités d'application du paragraphe 139(1) dans le cas de peines multiples.

61. L'article 204 de la même loi est abrogé.

62. Le paragraphe 225(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

225. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'alinéa 119(1)c) ne s'applique pas aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1^{er} novembre 1992; les dispositions correspondantes de la loi antérieure et de ses règlements d'application s'y appliquent toutefois comme s'il s'agissait de dispositions de la présente loi.

Application
future

(1.1) L'alinéa 119(1)c) s'applique cependant aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1^{er} novembre 1992 si celles-ci sont suivies, à compter de cette date, d'une peine supplémentaire, toutes ces peines étant alors réputées n'en constituer qu'une seule aux termes de l'article 139.

Cas
particulier

25

63. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 227, de ce qui suit :

227.1 Dans le cas d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 21.4(4) de la *Loi sur les libérations conditionnelles*, dans sa version antérieure au 1^{er} novembre 1992, les réductions de peine qui avaient fait l'objet d'une déchéance aux termes du paragraphe 25(6) de la *Loi sur les pénitenciers*, dans sa version en vigueur avant le 1^{er} novembre 1992, sont réputées réattribuées à cette date et le délinquant demeure assujéti à l'ordonnance comme si celle-ci avait été rendue aux termes de l'article 130 de la présente loi.

Déchéance
prévue par la
*Loi sur les
pénitenciers*

64. (1) Le passage de l'article 1 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* et poursuivie par mise en accusation :

45

(2) Section 1 of Schedule I to the Act is amended by adding the following after paragraph (o):

- (o.1) section 220 (causing death by criminal negligence);
- (o.2) section 221 (causing bodily harm by criminal negligence);

(3) Section 1 of Schedule I to the Act is amended by adding the following after paragraph (s):

- (s.1) subsections 249(3) and (4) (dangerous operation causing bodily harm and dangerous operation causing death);
- (s.2) subsections 255(2) and (3) (impaired driving causing bodily harm and impaired driving causing death);
- (s.3) section 264 (criminal harassment);

65. The portion of section 2 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

2. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990, that was prosecuted by way of indictment:

66. The portion of section 3 of Schedule I to the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment:

67. Schedule I to the Act is amended by adding the following after section 3:

4. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 146 (sexual intercourse with a female under 14);
- (b) section 151 (seduction of a female between 16 and 18);

(2) L'article 1 de l'annexe I de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa o), de ce qui suit :

- o.1) article 220 (le fait de causer la mort par négligence criminelle);
- o.2) article 221 (causer des lésions corporelles par négligence criminelle);

(3) L'article 1 de l'annexe I de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa s), de ce qui suit :

- s.1) paragraphes 249(3) et (4) (conduite dangereuse causant ainsi des lésions corporelles et conduite de façon dangereuse causant ainsi la mort);
- s.2) paragraphes 255(2) et (3) (capacité de conduite affaiblie);
- s.3) article 264 (harcèlement criminel);

65. Le passage de l'article 2 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, dans leur version antérieure au 1^{er} juillet 1990, et poursuivie par mise en accusation :

66. Le passage de l'article 3 de l'annexe I de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, et poursuivie par mise en accusation :

67. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, après l'article 3, de ce qui suit :

4. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 1988, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de moins de 14 ans);
- b) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans);

(c) section 153 (sexual intercourse with step-daughter);

(d) section 155 (buggery or bestiality);

(e) section 157 (gross indecency);

(f) section 166 (parent or guardian procuring defilement); and

(g) section 167 (householder permitting defilement).

5. The offence of breaking and entering a place and committing an indictable offence therein, as provided for by paragraph 348(1)(b) of the *Criminal Code*, where the indictable offence is an offence set out in sections 1 to 4 of this Schedule and its commission

(a) is specified in the warrant of committal;

(b) is specified in the Summons, Information or Indictment on which the conviction has been registered;

(c) is found in the reasons for judgment of the trial judge; or

(d) is found in a statement of facts admitted into evidence pursuant to section 655 of the *Criminal Code*.

68. Schedule II to the Act is replaced by the following:

SCHEDULE II

(Subsections 107(1) and 125(1) and sections 129, 130 and 132)

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act* that was prosecuted by way of indictment:

(a) section 4 (trafficking);

(b) section 5 (importing and exporting);

(c) section 6 (cultivation);

(d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and

(e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act* that was prosecuted by way of indictment:

(a) section 39 (trafficking in controlled drug);

c) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille);

d) article 155 (sodomie ou bestialité);

e) article 157 (grossière indécence);

f) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);

g) article 167 (maître de maison qui permet le défloremment).

5. L'infraction prévue à l'alinéa 348(1)b) du *Code criminel* lorsqu'elle consiste à s'introduire en un endroit par effraction et à y commettre un acte criminel mentionné à l'un des articles 1 à 4 de la présente annexe et que la commission de celui-ci :

a) soit est spécifiée dans le mandat de dépôt;

b) soit est spécifiée dans la sommation, la dénonciation ou l'acte d'accusation qui a donné lieu à la condamnation;

c) soit est mentionnée dans les motifs du jugement du juge au procès;

d) soit est mentionnée dans une déclaration de faits admise en preuve conformément à l'article 655 du *Code criminel*.

68. L'annexe II de la même loi est remplacée par ce qui suit :

ANNEXE II

(paragraphes 107(1) et 125(1) et articles 129, 130 et 132)

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants* et poursuivie par mise en accusation :

a) article 4 (trafic de stupéfiant);

b) article 5 (importation et exportation);

c) article 6 (culture);

d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);

e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues* et poursuivie par mise en accusation :

a) article 39 (trafic des drogues contrôlées);

- (b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drug);
- (c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drug);
- (d) section 48 (trafficking in restricted drug);
- (e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drug); and
- (f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drug).

- b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);
- d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);
- e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- f) article 50.3 (recyclage des produits de la criminalité).

3. The offence of conspiring, as provided by paragraph 465(1)(c) of the *Criminal Code*, to commit any of the offences referred to in section 1 or 2 of this Schedule, that was prosecuted by way of indictment.

3. L'infraction de complot prévue à l'alinéa 465(1)c) du *Code criminel*, en vue de commettre une des infractions mentionnées aux articles 1 et 2 de la présente annexe, et poursuivie par mise en accusation.

69. The English version of the Act is amended by replacing the expression "sentence of imprisonment" with the word "sentence" in the following provisions:

69. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « sentence of imprisonment » est remplacé par « sentence » :

- (a) the definition "offender" in subsection 99(1);
- (b) subsection 108(2);
- (c) subsection 112(1);
- (d) subsection 115(1);
- (e) subsections 119(1) and (2);
- (f) subsection 122(2);
- (g) subsection 123(1);
- (h) subsection 128(1);
- (i) subsection 128(3);
- (j) subsection 135(10);
- (k) paragraph 140(1)(a); and
- (l) subsection 226(2).

- a) la définition de « offender » au paragraphe 99(1);
- b) le paragraphe 108(2);
- c) le paragraphe 112(1);
- d) le paragraphe 115(1);
- e) les paragraphes 119(1) et (2);
- f) le paragraphe 122(2);
- g) le paragraphe 123(1);
- h) le paragraphe 128(1);
- i) le paragraphe 128(3);
- j) le paragraphe 135(10);
- k) l'alinéa 140(1)a);
- l) le paragraphe 226(2).

70. The English version of the Act is amended by replacing the expressions "term" and "term of imprisonment" with the word "sentence" in the following provisions:

70. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « term » et « term of imprisonment » sont remplacés par « sentence » :

- (a) the definitions "day parole" and "full parole" in subsection 99(1);
- (b) subsection 107(2);
- (c) subsection 108(2);
- (d) paragraph 135(6)(c);

- a) les définitions de « day parole » et « full parole », au paragraphe 99(1);
- b) le paragraphe 107(2);
- c) le paragraphe 108(2);
- d) l'alinéa 135(6)c);
- e) le paragraphe 135(8);

(e) subsection 135(8);

(f) subsection 138(1); and

(g) subsection 226(1).

f) le paragraphe 138(1);

g) le paragraphe 226(1).

71. The French version of the following provisions are amended by replacing the expression "sans surveillance" with the expression "sans escorte":

(a) in the *Corrections and Conditional Release Act*,

(i) subsection 18(2),

(ii) subsection 25(2),

(iii) subsection 66(1),

(iv) subsection 66(3),

(v) the definition "permission de sortir sans surveillance" in subsection 99(1),

(vi) subsection 105(1),

(vii) paragraph 107(1)(e),

(viii) the heading before section 115,

(ix) subsections 115(2) and (3),

(x) subsections 116(1) to (4),

(xi) subsections 116(7) to (10),

(xii) subsection 117(3),

(xiii) section 118,

(xiv) the heading before section 128,

(xv) subsection 128(1),

(xvi) paragraphs 133(1)(a) to (c),

(xvii) subsections 133(2) to (4),

(xviii) subsections 134(1) and (2),

(xix) subparagraph 142(1)(a)(iv),

(xx) subparagraph 142(1)(b)(iii), and

(xxi) subparagraph 142(1)(b)(v);

(b) paragraph 747(2.1)(b) of the *Criminal Code*;

(c) subsections 7(1) and (2) of the *Prisons and Reformatories Act*; and

(d) paragraph 10(b) of the *Transfer of Offenders Act*.

71. Dans les passages suivants de la version française des lois mentionnées ci-dessous, « sans surveillance » est remplacé par « sans escorte » :

a) la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* :

(i) le paragraphe 18(2),

(ii) le paragraphe 25(2),

(iii) le paragraphe 66(1),

(iv) le paragraphe 66(3),

(v) la définition de « permission de sortir sans surveillance » au paragraphe 99(1),

(vi) le paragraphe 105(1),

(vii) l'alinéa 107(1)e),

(viii) l'intertitre précédant l'article 115,

(ix) les paragraphes 115(2) et (3),

(x) les paragraphes 116(1) à (4),

(xi) les paragraphes 116(7) à (10),

(xii) le paragraphe 117(3),

(xiii) l'article 118,

(xiv) l'intertitre précédant l'article 128,

(xv) le paragraphe 128(1),

(xvi) les alinéas 133(1)a) à c),

(xvii) les paragraphes 133(2) à (4),

(xviii) les paragraphes 134(1) et (2),

(xix) le sous-alinéa 142(1)a)(iv),

(xx) le sous-alinéa 142(1)b)(iii),

(xxi) le sous-alinéa 142(1)b)(v);

b) l'alinéa 747(2.1)b) du *Code criminel*;

c) les paragraphes 7(1) et (2) de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

d) l'alinéa 10b) de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

72. The French version of the following provisions are amended by replacing the expression "sous surveillance" with the expression "avec escorte";

(a) in the *Corrections and Conditional Release Act*,

(i) the heading before section 17,

(ii) paragraph 96(z.8), and

(iii) subparagraph 142(1)(b)(iii);

(b) paragraph 747(2.1)(c) of the *Criminal Code*;

(c) subsection 7(1) of the *Prisons and Reformatory Act*; and

(d) paragraph 10(c) of the *Transfer of Offenders Act*. 15

72. Dans les passages suivants de la version française des lois mentionnées ci-dessous, « sous surveillance » est remplacé par « avec escorte » :

a) la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* :

(i) l'intertitre précédant l'article 17,

(ii) l'alinéa 96z.8,

(iii) le sous-alinéa 142(1)b)(iii);

b) l'alinéa 747(2.1)c) du *Code criminel*; 10

c) le paragraphe 7(1) de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

d) l'alinéa 10c) de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st
Suppl.), cc. 1,
24, 27, 35
(2nd Suppl.),
cc. 10, 19, 30,
34 (3rd
Suppl.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Suppl.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1,
11, 20, 21, 22,
27, 38, 41, 47,
51; 1993, cc.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45, 46;
1994, c. 12

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch.
C-46; L.R.,
ch. 2, 11, 27,
31, 47, 51,
52 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
24, 27, 35 (2^e
suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990,
ch. 15, 16,
17, 44; 1991,
ch. 1, 4, 28,
40, 43; 1992,
ch. 1, 11, 20,
21, 22, 27,
38, 41, 47,
51; 1993, ch.
7, 25, 28, 34,
37, 40, 45,
46; 1994, ch. 12

73. Section 675 of the *Criminal Code* is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) A person against whom an order under section 741.2 has been made may appeal to the court of appeal against the order. 20

74. Section 676 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

73. L'article 675 du *Code criminel* est 15
modifié par adjonction, après le para-
graphe (2), de ce qui suit :

(2.1) La personne qui a fait l'objet de
l'ordonnance prévue à l'article 741.2 peut
interjeter appel de celle-ci. 20

74. L'article 676 de la même loi est
modifié par adjonction, après le para-
graphe (4), de ce qui suit :

Appeal
against
s. 741.2 order

Appel de
l'ordonnance
prévue à
l'article
741.2

Appeal
against
decision not
to make
s. 741.2 order

(5) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General for the purpose may appeal to the court of appeal against the decision of the court not to make an order under section 741.2.

(5) Le procureur général ou un avocat ayant reçu de lui des instructions à cette fin peut interjeter appel, devant la cour d'appel, de la décision du tribunal de ne pas rendre l'ordonnance prévue à l'article 741.2.

Appel relatif
à
l'ordonnance
prévue à
l'article
741.2

1992, c. 20,
s. 203

75. Section 741.2 of the Act is replaced by the following:

75. L'article 741.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 20,
art. 203

Power of
court to delay
parole

741.2 (1) Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

741.2 (1) Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, or- donner que le délinquant condamné le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

Pouvoir
judiciaire
d'augmenter
le temps
d'épreuve

Principles that
are to guide
the court

(2) For greater certainty, the paramount principles which are to guide the court under this section are denunciation and specific or general deterrence, with rehabilitation of the offender, in all cases, being subordinate to these paramount principles.

(2) Il demeure entendu que les principes suprêmes qui doivent guider le tribunal dans l'application du présent article sont la réprobation de la société et l'effet dissuasif, la réadaptation du délinquant étant, dans tous les cas, subordonnée à ces principes suprêmes.

Principes
devant guider
le tribunal

1992, c. 20,
s. 228

76. Section 747 of the Act is replaced by the following:

76. L'article 747 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 20,
art. 228

Parole
prohibited

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

747. (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

Libération
condition-
nelle interdite

Absence with
or without
escort and day
parole

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three of those years

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and 10

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of 15 those Acts.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age 20 of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of 25 the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be 30 authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to 35 attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

Permissions
de sortir et
semi-libéré

(2) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être 5 accordé, sauf au cours des trois années 5 précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans escorte sous 10 le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution 15 dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la 20 personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, 25 conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce 30 délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le 30 système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans escorte, sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*; 35

c) à la permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de 40 la Commission nationale des libérations conditionnelles.

R.S., c. C-47;
R.S., c. 1 (4th
Suppl.); 1992,
c. 22

CRIMINAL RECORDS ACT

LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

L.R., ch.
C-47; L.R.,
ch. 1 (4^e
suppl.); 1992,
ch. 22

1992, c. 22,
s. 1(2)

77. The definition "sentence" in subsection 2(1) of the *Criminal Records Act* is replaced by the following:

"sentence"
« peine »

"sentence" has the same meaning as in the *Criminal Code*, but does not include an order made under section 100, 161 or 259 of that Act.

1992, c. 22,
s. 5

78. Paragraph 5(b) of the Act is replaced by the following:

(b) unless the pardon is subsequently revoked or ceases to have effect, vacates the conviction in respect of which it is granted and, without restricting the generality of the foregoing, removes any disqualification to which the person so convicted is, by reason of the conviction, subject by virtue of the provisions of any Act of Parliament, other than section 100, 161 or 259 of the *Criminal Code*, or of a regulation made under an Act of Parliament.

5

20

77. La définition de « peine », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le casier judiciaire*, est remplacée par ce qui suit :

« peine » S'entend de la peine au sens du *Code criminel*, mais n'y sont pas assimilées les ordonnances rendues en vertu des articles 100, 161 ou 259 de cette loi.

1992, ch. 22,
par. 1(2)

« peine »
"sentence"

78. L'alinéa 5b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, sauf cas de révocation ultérieure ou de nullité, elle efface les conséquences de la condamnation et, notamment, fait cesser toute incapacité — autre que celles imposées au titre des articles 100, 161 et 259 du *Code criminel* — que celle-ci pouvait entraîner aux termes d'une loi fédérale ou de ses règlements.

1992, ch. 22,
art 5

R.S., c. P-20;
R.S., c. 1 (1st
Suppl.), cc. 24,
35 (2nd
Suppl.); 1992,
c. 20

PRISONS AND REFORMATORIES ACT

LOI SUR LES PRISONS ET LES MAISONS DE CORRECTION

L.R., ch.
P-20; L.R.,
ch. 1 (1^{re}
suppl.), ch.
24, 35 (2^e
suppl.); 1992,
ch. 20

79. The definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Prisons and Reformatories Act* is repealed.

80. (1) The Act is amended by adding the following after section 2:

APPLICATION

Application

2.1 For greater certainty, this Act applies in respect of the province of Newfoundland.

Coming into
force

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 31, 1949.

1992, c. 20,
s. 205(2)

81. Subsection 5(3) of the Act is replaced by the following:

Effect of
transfer

(3) Any person transferred under this section or under an agreement made pursuant to lawful authority is deemed to be lawfully confined in the receiving prison and is subject

79. La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, est abrogée.

20

80. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

APPLICATION

2.1 Il demeure entendu que la présente loi s'applique à Terre-Neuve.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 31 mars 1949.

Application

Entrée en
vigueur

81. Le paragraphe 5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les personnes transférées conformément au présent article ou en vertu d'autres accords autorisés par la loi sont réputées être en détention légale dans la prison de destina-

1992, ch. 20,
par. 205(2)

Effet du
transfère-
ment

to all the statutes, regulations and rules applicable in the receiving prison.

tion; elles sont assujetties aux lois, règlements et règles en vigueur dans celle-ci.

1992, c. 20,
s. 206(1)

82. (1) Subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

82. (1) Le paragraphe 6(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 20,
par. 206(1)

Remission

6. (1) Every prisoner serving a sentence, other than a sentence on conviction for criminal or civil contempt of court where the sentence includes a requirement that the prisoner return to that court, shall be credited with fifteen days of remission of the sentence in respect of each month and with a number of days calculated on a *pro rata* basis in respect of each incomplete month during which the prisoner has earned that remission by obeying prison rules and conditions governing temporary absence and by actively participating in programs, other than full parole, designed to promote prisoners' rehabilitation and reintegration as determined in accordance with any regulations made by the lieutenant governor of the province in which the prisoner is imprisoned.

6. (1) Sauf en cas de peine d'emprisonnement infligée à titre de sanction d'un outrage au tribunal en matière civile ou pénale lorsque le prisonnier est tenu par une condition de sa sentence de retourner devant ce tribunal, tout prisonnier se voit accorder quinze jours de réduction de peine pour chaque mois au cours duquel il observe les règlements de la prison et les conditions d'octroi des permissions de sortir et participe aux programmes, à l'exception de la libération conditionnelle totale, favorisant sa réadaptation et sa réinsertion sociale, comme le prévoient les règlements pris à cet effet par le lieutenant-gouverneur de la province où il est incarcéré; pour les fractions de mois, le nombre de jours de réduction de peine se calcule au prorata.

5 Réduction de
peine

1992, c. 20,
s. 206(2)

(2) Subsection 6(5) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 6(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 20,
par. 206(2)

Idem

(4.1) Where the parole of a prisoner who has been credited with remission is revoked under the *Corrections and Conditional Release Act*, the prisoner shall forfeit that remission.

(4.1) Lorsque la libération conditionnelle d'un prisonnier est révoquée en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, toute réduction de peine dont celui-ci bénéficiait est annulée.

Idem

Idem

(4.2) A prisoner whose parole has been terminated under the *Corrections and Conditional Release Act* is not liable to forfeit any remission with which the prisoner was credited pursuant to this Act.

(4.2) Lorsqu'il est mis fin à la libération conditionnelle d'un prisonnier en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, celui-ci continue de bénéficier de la réduction de peine qu'il a méritée en vertu de la présente loi.

Idem

Effect of
remission

(5) Where remission is credited against a sentence being served by a prisoner, other than a prisoner to whom subsection 127(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* applies, the prisoner is entitled to be released from imprisonment before the expiration of the sentence.

(5) La réduction appliquée à la peine que le prisonnier, sauf celui à qui s'applique le paragraphe 127(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est en train de purger lui donne le droit d'être mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine.

Conséquence
de la
réduction de
peine

Transfer from
penitentiary to
prison

(6) Where a prisoner is transferred from a penitentiary to a prison, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a) of the *Corrections and Conditional Release Act*, the prisoner is credited with full remission under this section

(6) Le prisonnier transféré du pénitencier à la prison, autrement qu'en vertu d'un accord autorisé par le paragraphe 16(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, bénéficie sur la partie de la peine d'emprisonnement qu'il a purgée au

Transfère-
ment du
pénitencier à
la prison

Crediting for
time toward
completion

11. A Canadian offender transferred to Canada shall, at the date of the transfer, be credited with any time toward completion of a sentence imposed by a court of a foreign state that, at that date, had actually been spent in confinement in the foreign state or that was credited, by the foreign state, towards completion of the sentence.

Calculation of
statutory
release

11.1 (1) Where a Canadian offender transferred to Canada is detained in a penitentiary, 10 the offender is entitled to be released on statutory release on the day on which the offender has served the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion of the sentence with which the offender was credited in accordance with section 11 less

(a) any credits, given by the foreign state, towards release before the expiration of the sentence; and

(b) one third of the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion referred to in paragraph (a).

Idem

(2) Where a Canadian offender transferred to Canada is detained in a prison, the offender 25 is entitled to be released on the day on which the offender has served the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion with which the offender was credited in accordance with section 11 30 less

(a) any credits, given by the foreign state, towards release before the expiration of the sentence;

(b) the amount of any remission granted, 35 pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*, on the portion of the sentence that remains to be served after deducting the portion referred to in paragraph (a).

Application

12. Subject to sections 11 and 11.1, a 40 Canadian offender transferred to Canada is subject to the *Corrections and Conditional Release Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as the case may be, as if the offender had been convicted and the sentence imposed by 45 a court in Canada.

Remise de
peine

11. Il est tenu compte pour le délinquant canadien transféré au Canada, au jour du transfèrement, du temps véritablement passé en détention et des remises de peine que lui a 5 accordées l'État étranger dont un tribunal l'a 5 condamné.

Libération
d'office

11.1 (1) Si le délinquant canadien transféré au Canada est détenu dans un pénitencier, la date de sa libération d'office est celle à laquelle il a purgé la partie de la peine qu'il lui 10 reste à purger conformément à l'article 11, moins :

a) d'une part, toute réduction de peine que lui a accordée l'État étranger;

b) d'autre part, le tiers de la partie de la 15 peine qu'il lui reste à purger, une fois déduite toute réduction de peine visée à l'alinéa a).

Idem

(2) Si le délinquant canadien transféré au Canada est détenu dans une prison, la date de 20 sa libération d'office est celle à laquelle il a purgé la partie de la peine qu'il lui reste à purger conformément à l'article 11, moins :

a) d'une part, toute réduction de peine que lui a accordée l'État étranger; 25

b) d'autre part, la réduction de peine méritée sur la partie de la peine qu'il lui reste à purger, une fois déduite toute réduction de peine visée à l'alinéa a).

Lois
applicables

12. Sous réserve des articles 11 et 11.1, le 30 délinquant canadien transféré au Canada est assujéti à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ou à la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, selon le cas, comme s'il avait été condamné au 35 Canada et si la peine lui y avait été infligée.

CONDITIONAL AMENDMENTS

Bill C-7

85. If Bill C-7, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act respecting the control of certain drugs, their precursors and other substances and to amend certain other Acts and repeal the Narcotic Control Act in consequence thereof*, is assented to, then, on the later of the day on which section 64 of that Act comes into force and the day on which section 68 of this Act comes into force, Schedule II to the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

SCHEDULE II

(Subsections 107(1) and 125(1) and sections 129, 130 and 132)

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 4 (trafficking);
- (b) section 5 (importing and exporting);
- (c) section 6 (cultivation);
- (d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
- (e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 39 (trafficking in controlled drug);
- (b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drugs);
- (c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drugs);
- (d) section 48 (trafficking in restricted drug);

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Projet de loi C-7

85. En cas de sanction du projet de loi C-7 intitulé *Loi portant réglementation de certaines drogues et de leurs précurseurs ainsi que d'autres substances, modifiant certaines lois et abrogeant la Loi sur les stupéfiants en conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature, à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de ce projet de loi ou à celle de l'article 68 de la présente loi, la plus récente de ces dates étant retenue, l'annexe II de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacée par ce qui suit :

ANNEXE II

(paragraphes 107(1) et 125(1) et articles 129, 130 et 132)

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 4 (trafic de stupéfiant);
- b) article 5 (importation et exportation);
- c) article 6 (culture);
- d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 39 (trafic des drogues contrôlées);
- b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);
- d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);

- (e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drugs); and
 (f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drugs).

5

3. An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act* that was prosecuted by way of indictment:

- (a) subsections 6(3) and (4) (trafficking); 10
 (b) subsection 7(3) (importing and exporting);
 (c) subsection 8(2) (production);
 (d) subsection 9(2) (possession of property obtained by certain offences); and 15
 (e) subsection 10(2) (laundering proceeds of certain offences).

4. The offence of conspiring, as provided by paragraph 465(1)(c) of the *Criminal Code*, to commit any of the offences referred to in 20 sections 1 to 3 of this Schedule.

86. If Bill C-41, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, is assented to, the following provisions apply: 25

- (a) if section 743.6 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, comes into force before section 75 of this Act, 30 section 75 of this Act is replaced by the following:

75. Section 743.6 of the Act is replaced by the following:

743.6 (1) Notwithstanding subsection 35 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed 40 otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the 45

- e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
 f) article 50.3 (recyclage des produits de la criminalité).

3. Une infraction prévue par l'une des 5 dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) paragraphes 6(3) et (4) (trafic);
 b) paragraphe 7(3) (importation et exporta- 10 tion);
 c) paragraphe 8(2) (production);
 d) paragraphe 9(2) (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infrac- 15 tion);
 e) paragraphe 10(2) (recyclage des produits de la criminalité).

4. L'infraction de complot prévue à l'alinéa 465(1)c) du *Code criminel*, en vue de commettre une des infractions mentionnées aux 20 articles 1 à 3 de la présente annexe, et poursuivie par mise en accusation.

86. En cas de sanction du projet de loi C-41 intitulé *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en 25 conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

- a) si l'article 743.6 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, 30 entre en vigueur avant l'article 75 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

75. L'article 743.6 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

743.6 (1) Par dérogation au paragraphe 40 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné le 1^{er} 45 novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration 45 de culpabilité par mise en accusation, à une

commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Principles that are to guide the court

(2) For greater certainty, the paramount principles which are to guide the court under this section are denunciation and specific or general deterrence, with rehabilitation of the offender, in all cases, being subordinate to these paramount principles.

(b) if section 75 of this Act comes into force before section 743.6 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, section 743.6 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Power of court to delay parole

743.6 (1) Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender receives, on or after November 1, 1992, a sentence of imprisonment of two years or more, including a sentence of imprisonment for life imposed otherwise than as a minimum punishment, on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that was prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offence and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Principles that are to guide the court

(2) For greater certainty, the paramount principles which are to guide the court under this section are denunciation and specific or general deterrence, with rehabilitation of the offender, in all cases, being subordinate to these paramount principles.

peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

(2) Il demeure entendu que les principes suprêmes qui doivent guider le tribunal dans l'application du présent article sont la réprobation de la société et l'effet dissuasif, la réadaptation du délinquant étant, dans tous les cas, subordonnée à ces principes suprêmes.

b) si l'article 75 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 743.6 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, l'article 743.6 est remplacé par ce qui suit :

Principes devant guider le tribunal

Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

743.6 (1) Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné le 1^{er} novembre 1992 ou par la suite, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

Principes devant guider le tribunal

(2) Il demeure entendu que les principes suprêmes qui doivent guider le tribunal dans l'application du présent article sont la réprobation de la société et l'effet dissuasif, la réadaptation du délinquant étant, dans tous les cas, subordonnée à ces principes suprêmes.

87. If Bill C-41, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, is assented to, the following provisions apply:

(a) if section 746.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, comes into force before section 76 of this Act, section 76 of this Act is replaced by the following:

76. Section 746.1 of the Act is replaced by the following:

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

87. En cas de sanction du projet de loi C-41 intitulé *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 746.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, entre en vigueur avant l'article 76 de la présente loi, cet article est remplacé par le suivant :

76. L'article 746.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans escorte sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Parole
prohibited

Absence with
or without
escort and day
parole

Libération
condition-
nelle interdite

Permissions
de sortir et
semi-liberté

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

(b) if section 76 of this Act comes into force before section 746.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of Bill C-41, section 746.1 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pursuant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans escorte prévue par cette loi ou la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir avec escorte, prévue par l'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou 20 d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

b) si l'article 76 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 746.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 du projet de loi C-41, l'article 746.1 est remplacé par ce qui suit :

746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas conformément à la présente loi.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

Idem

Libération conditionnelle interdite

Absence with or without escort and day parole

Permissions de sortir et semi-liberté

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans escorte sous le régime de cette loi ou de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

c) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of those Acts.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans escorte prévue par cette loi ou la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*; 30

c) à la permission de sortir avec escorte, prévue par l'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Full parole

88. Sections 120.1, 120.2 and 120.3 of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 34 of this Act, only apply in respect of an offender who receives an additional sentence after the coming into force of those sections.

88. Les articles 120.1, 120.2 et 120.3 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par l'article 34 de la présente loi, ne s'appliquent qu'aux délinquants condamnés à une peine supplémentaire après leur entrée en vigueur.

Liberté conditionnelle totale

Accelerated
parole reviews

89. Subsections 125(1) and (1.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 39 of this Act, apply to all offenders, regardless of the day on which they were sentenced, committed or transferred to penitentiary, including offenders whose cases have, before the day on which those subsections came into force, been referred to the Board pursuant to section 126 of that Act but not including offenders in respect of whose cases the Board has, before the day on which those subsections came into force, made a direction under section 126 of that Act.

Detention

90. (1) Sections 129, 130 and 132 of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by sections 44, 45 and 47, respectively, of this Act, apply to every offender sentenced in respect of an offence referred to in any of those provisions regardless of the day on which the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary.

Referral to
Board

(2) The Service may, within thirty days after the coming into force of paragraphs 129(2)(a) and (b) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 44(2) of this Act, refer to the Board the case of an offender where the Service is of the opinion set out in subparagraph 129(2)(a)(ii) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 44(2) of this Act, even if the referral takes place later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release.

Idem

(3) The Commissioner may, within thirty days after the coming into force of subsection 129(3) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 44(3) of this Act, refer the case of an offender who is serving a sentence of two years or more to the Chairperson of the Board for review under that subsection later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release, where the Commissioner believes on reasonable grounds that the offender is likely, before the expiration

89. Les paragraphes 125(1) et (1.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par l'article 39 de la présente loi, s'appliquent à tous les délinquants, indépendamment de la date de leur condamnation ou transfert au pénitencier, y compris ceux pour lesquels la Commission a procédé à l'examen du dossier en vertu de l'article 126 de cette première loi avant la date d'entrée en vigueur de ces paragraphes, sauf si la Commission a rendue une décision à leur égard avant cette date.

Procédure
d'examen
expéditif

90. (1) Les articles 129, 130 et 132 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée respectivement par les articles 44, 45 et 47 de la présente loi, s'appliquent aux délinquants condamnés à une peine pour une infraction qui y est mentionnée, indépendamment de la date de leur condamnation ou transfert au pénitencier.

Maintien en
incarcération

(2) Le Service peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur des alinéas 129(2)a) et b) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans leur version édictée par le paragraphe 44(2) de la présente loi, déférer à la Commission le cas d'un délinquant visé au sous-alinéa 129(2)a)(ii) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par ce paragraphe, même si le renvoi a lieu moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.

Renvoi des
cas

(3) Le Commissaire peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 129(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par le paragraphe 44(3) de la présente loi, déférer au président de la Commission le cas du délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, même si le renvoi a lieu

Idem

of the sentence according to law, to commit a sexual offence involving a child.

Revocation of parole or statutory release

91. The revocation of parole or statutory release provided by subsection 135(9.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by subsection 50(4) of this Act, only applies where the additional sentence is imposed after the coming into force of subsection 135(9.1) of that Act.

Interruption of parole or statutory release

92. (1) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as it read immediately before the coming into force of section 54 of this Act, that sentence is not resumed until the later sentence expires or until the parole or statutory release is terminated or revoked.

Idem

(2) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as it read immediately before the coming into force of section 54 of this Act, and the parole or statutory release is terminated or revoked, the offender shall serve the total of

(a) the unexpired portion of the sentence the offender was serving while on parole or statutory release, and

(b) the unexpired portion of any later sentence.

COMING INTO FORCE

Coming into force

93. This Act, any provision of this Act or any provision of an Act amended or enacted by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.

Révocation de la libération conditionnelle ou d'office

91. La révocation de la libération conditionnelle ou d'office prévue au paragraphe 135(9.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version édictée par le paragraphe 50(7) de la présente loi, ne s'applique que dans le cas où la peine supplémentaire est infligée après l'entrée en vigueur de ce premier 10 paragraphe.

Interruption de la libération conditionnelle ou d'office

92. (1) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément au paragraphe 139(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 54 de la présente loi, l'interruption se poursuit jusqu'à la révocation ou la cessation de la libération 15 conditionnelle ou d'office ou jusqu'à l'expiration de la peine.

Idem

(2) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément 25 au paragraphe 139(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 54 de la présente loi, et que la libération conditionnelle ou 30 d'office est par la suite révoquée ou qu'elle prend fin, le délinquant doit purger le reliquat, à la fois :

a) de la peine qu'il purgeait pendant sa libération conditionnelle ou d'office; 35

b) de toute nouvelle peine.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

93. La présente loi ou telle de ses dispositions ou telle des dispositions de toute autre loi édictées par la présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par 40 décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE	
Canada Post Corporation/Société canadienne des postes	
Postage paid	Port payé
Lettermail	Poste — lettre
K1A 0S9 Ottawa	

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canada Communication Group — Publishing
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
 Groupe Communication Canada — Édition
 45 Boulevard Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-46

C-46

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act to establish the Department of Industry and to
amend and repeal certain other Acts

Loi constituant le ministère de l'Industrie et modifiant ou
abrogeant certaines lois

First reading, September 19, 1994

Première lecture le 19 septembre 1994



THE MINISTER OF INDUSTRY

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act to establish the Department of Industry and to amend and repeal certain other Acts

Loi constituant le ministère de l'Industrie et modifiant ou abrogeant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Department of Industry Act*.

5

1. *Loi sur le ministère de l'Industrie.*

Titre abrégé

ESTABLISHMENT OF DEPARTMENT

MISE EN PLACE

Department established

2. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Industry over which the Minister of Industry, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

10

2. (1) Est constitué le ministère de l'Industrie, placé sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

5 Constitution

Minister

(2) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.

(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.

Ministre

Registrar General

(3) The Minister is the Registrar General of Canada.

(3) Le ministre fait aussi fonction de registraire général du Canada.

Registraire général

Deputy Minister

3. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Industry to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

3. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre de l'Industrie; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

Sous-ministre

PART I

PARTIE I

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

Powers, duties and functions

4. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters

4. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent de façon générale à tous les

Compétence générale

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Industry with a presiding Minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions as therein set out, and a Deputy Minister to be appointed by the Governor in Council, with provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère de l'Industrie; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to

- (a) industry and technology in Canada; 5
- (b) trade and commerce in Canada;
- (c) science in Canada;
- (d) consumer affairs;
- (e) corporations and corporate securities;
- (f) competition and restraint of trade, including mergers and monopolies; 10
- (g) bankruptcy and insolvency;
- (h) patents, copyrights, trade-marks, industrial designs and integrated circuit topographies; 15
- (i) standards of identity, packaging and performance in relation to consumer products and services, except in relation to the safety of consumer goods;
- (j) legal metrology; 20
- (k) telecommunications, except in relation to
 - (i) the planning and coordination of telecommunication services for departments, boards and agencies of the Government of Canada, and 25
 - (ii) broadcasting, other than in relation to spectrum management and the technical aspects of broadcasting;
- (l) the development and utilization generally of communication undertakings, facilities, systems and services for Canada; 30
- (m) investment;
- (n) small businesses; and
- (o) tourism. 35

(2) The powers, duties and functions of the Minister also extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to regional economic development in Ontario and Quebec. 40

Additional
powers, duties
and functions

domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :

- a) à l'industrie et à la technologie au Canada; 5
- b) au commerce au Canada;
- c) à la science au Canada;
- d) à la consommation;
- e) aux personnes morales et aux valeurs mobilières; 10
- f) à la concurrence et aux pratiques commerciales restrictives, notamment les fusions et les monopoles;
- g) à la faillite et à l'insolvabilité;
- h) aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels et topographies de circuits intégrés; 15
- i) aux normes d'identification, d'emballage et de rendement des produits et services destinés aux consommateurs, sauf en ce qui concerne la sécurité de ces produits; 20
- j) à la métrologie légale;
- k) aux télécommunications, sauf en ce qui a trait à la planification et à la coordination des services de télécommunication aux ministères et aux organismes fédéraux et à la radiodiffusion — à l'exception de la gestion du spectre et des aspects techniques de la radiodiffusion;
- l) au développement et à l'utilisation, d'une façon générale, d'entreprises, d'installations, de systèmes et de services de communications pour le Canada; 25
- m) aux investissements;
- n) aux petites entreprises; 35
- o) au tourisme. 35

(2) Ils s'étendent également, dans les mêmes conditions, aux domaines liés au développement économique régional en Ontario et au Québec. 40

Extension

Objectives

5. The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection 4(1) in a manner that will

- (a) strengthen the national economy and promote sustainable development;
- (b) promote the mobility of goods, services and factors of production, other than workers, and of trade and commerce in Canada;
- (c) increase the international competitiveness of Canadian industry, goods and services and assist in the adjustment to changing domestic and international conditions;
- (d) encourage the fullest and most efficient and effective development and use of science and technology;
- (e) foster and promote science and technology in Canada;
- (f) strengthen the framework for the development and efficiency of the Canadian marketplace;
- (g) promote the establishment, development and efficiency of Canadian communications systems and facilities and assist in the adjustment to changing domestic and international conditions;
- (h) stimulate investment; and
- (i) promote the interests and protection of Canadian consumers.

Functions

6. In exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(1), the Minister shall

- (a) initiate, recommend, coordinate, direct, promote and implement national policies, programs, projects and practices with respect to the objectives set out in section 5;
- (b) collect, gather, by survey or otherwise, compile, analyse, coordinate and disseminate information in respect of matters under the Minister's administration, as well as in relation to trends and developments, both within and outside Canada, in respect of those matters;
- (c) promote, assist and provide support services for, and investment in, Canadian in-

Objectifs

5. Le ministre exerce les pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(1) de manière à :

- a) renforcer l'économie nationale et promouvoir le développement durable;
- b) favoriser la circulation des biens, des services et des facteurs de production — autres que la main-d'oeuvre — ainsi que le commerce intérieur;
- c) accroître la compétitivité de l'industrie, des biens et des services canadiens sur le plan international et faciliter l'adaptation aux situations intérieure et internationale;
- d) favoriser le plein essor de la science et de la technologie et encourager leur utilisation optimale;
- e) favoriser la science et la technologie au Canada;
- f) renforcer la structure nécessaire à l'essor et à l'efficacité du marché canadien;
- g) encourager la mise sur pied, le développement et l'efficacité des systèmes et installations de communications du pays et faciliter l'adaptation aux situations intérieure et internationale;
- h) stimuler l'investissement;
- i) promouvoir les intérêts et la protection du consommateur canadien.

Fonctions

6. Dans le cadre de la compétence visée au paragraphe 4(1), le ministre :

- a) conçoit, recommande, coordonne, dirige, favorise et met en oeuvre, à l'échelle nationale, des orientations, programmes, opérations et procédures propres à assurer la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 5;
- b) assure la collecte — notamment par sondage — la compilation, l'analyse, la coordination et la diffusion de l'information sur les matières qui relèvent de lui, ainsi que sur les tendances et les progrès, au Canada et à l'étranger, dans ces matières;
- c) fournit des services d'aide — et encourage et favorise la prestation de ces services

dustry, goods, services, science and technology;

(d) promote cooperation with the governments of provinces and their agencies and non-governmental entities in Canada and participate, as appropriate, in the promotion of cooperation with agencies of other nations and international agencies; and

(e) take any action that may be necessary to secure, by international regulation or otherwise, the rights of Canada in communications matters.

— à l'industrie, à la science et à la technologie canadiennes et aux secteurs canadiens des biens et des services, ainsi qu'aux investissements dans ces domaines;

d) assure la promotion de la coopération avec les gouvernements et organismes provinciaux et avec les organismes non gouvernementaux au Canada; au besoin, il contribue à la promotion de la coopération avec les organismes des autres pays et les organismes internationaux;

e) prend les mesures nécessaires pour garantir, par réglementation internationale ou tout autre moyen, les droits du Canada en matière de communications.

Inspection
services

7. The Minister shall provide the inspection services for the protection of Canadians that the Minister considers necessary for the enforcement of any Act under the Minister's administration, or as the Governor in Council may direct the Minister to provide, and may designate any person as an inspector for the purpose of providing those services.

7. Le ministre fournit, pour la protection des Canadiens, les services d'inspection qu'il estime nécessaires à l'application des lois relevant de sa compétence, ou que le gouverneur en conseil lui demande de fournir, et, à cette fin, il peut désigner des inspecteurs.

Services
d'inspection

PART II

REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT IN ONTARIO AND QUEBEC

Objectives in
relation to
regional
development in
Ontario and
Quebec

8. The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection 4(2) in a manner that will

(a) promote economic development in areas of Ontario and Quebec where low incomes and slow economic growth are prevalent or where opportunities for productive employment are inadequate;

(b) emphasize long-term economic development and sustainable employment and income creation; and

(c) focus on small and medium-sized enterprises and the development and enhancement of entrepreneurial talent.

PARTIE II

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

Objectifs

8. Le ministre exerce les pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(2) de manière à :

a) promouvoir le développement économique des régions de l'Ontario et du Québec à faibles revenus et faible croissance économique ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs;

b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables;

c) concentrer les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation des capacités d'entreprise.

Duties in
relation to
regional
development in
Ontario and
Quebec

9. (1) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(2), the Minister shall, with respect to regional economic development in Ontario and Quebec,

(a) in cooperation with other concerned ministers and boards and agencies of the Government of Canada, formulate and implement policies, plans and integrated federal approaches;

(b) coordinate the policies and programs of the Government of Canada;

(c) lead and coordinate the activities of the Government of Canada in the establishment of cooperative relationships with Ontario 15 and Quebec and with business, labour and other public and private bodies; and

(d) collect, gather, by survey or otherwise, compile, analyse, coordinate and disseminate information. 20

Coordination

(2) In exercising the powers and performing the same duties and functions, the Minister may

(a) provide and, where appropriate, coordinate services promoting regional economic 25 development in Ontario and Quebec including services to develop entrepreneurial talent, support local business associations, stimulate investment and support small and medium-sized enterprises in those prov- 30 inces or any part thereof; and

(b) initiate, recommend, coordinate, direct, promote and implement programs and projects in relation to regional economic 35 development in Ontario and Quebec.

Regulations

10. The Governor in Council may make regulations

(a) relating to policies, programs and projects referred to in section 9; and

(b) generally for carrying out the purposes 40 and provisions of sections 8 and 9.

Attributions

9. (1) Dans le cadre de la compétence visée au paragraphe 4(2), le ministre, en ce qui touche le développement économique régional en Ontario et au Québec :

5 a) en collaboration avec les autres ministres ou organismes fédéraux compétents, formule et met en oeuvre des orientations, des projets et une conception intégrée de l'action fédérale;

10 b) coordonne les politiques et les programmes de mise en oeuvre du gouvernement fédéral;

c) dirige et coordonne les activités du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'établissement de relations de coopération avec 15 l'Ontario et le Québec, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, les syndicats et autres organismes publics ou privés;

d) assure la collecte — notamment par son- 20 dage — la compilation, l'analyse, la coordination et la diffusion de l'information.

(2) Dans le même cadre, le ministre peut :

Coordination

a) fournir des services favorisant le développement économique régional de l'Ontario et du Québec, notamment en vue de 25 promouvoir les capacités d'entreprise, de stimuler les investissements et de soutenir les associations commerciales locales et les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble ou dans une région précise de ces 30 provinces, et, au besoin, coordonner leur prestation;

b) concevoir, recommander, coordonner, diriger, favoriser et mettre en oeuvre des programmes et des opérations en ce qui 35 touche le développement économique régional en Ontario et au Québec.

10. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Pouvoir réglementaire

a) régir les orientations, les programmes et 40 les opérations mentionnés à l'article 9;

b) prendre toute autre mesure d'application des articles 8 et 9.

PART III

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE REGISTRAR GENERAL OF CANADA

Powers, duties and functions

11. (1) The Registrar General of Canada shall register all instruments of summons, proclamations, commissions, letters patent, letters patent of land, writs and other instruments and documents issued under the Great Seal, and all bonds, warrants of extradition, warrants for removal of prisoners, leases, releases, deeds of sale, surrenders and all other instruments requiring registration.

Deputy Registrars General

(2) The Registrar General may appoint one or more Deputy Registrars General from among the officials of the Department and delegate to them such duties and functions as the Registrar General deems appropriate.

Powers

(3) A Deputy Registrar General may sign and certify the registration of all instruments and documents required to be registered and all copies of those instruments and documents or of any records in the custody of the Registrar General that are required to be certified or authenticated as being copies of any such instruments, documents or records.

Special statutory references

12. Where in any special Act of Parliament enacted before December 21, 1967, any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, charge, lease, sale, bailment, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the Secretary of State, the filing or registration required shall be made with the Registrar General unless the Governor in Council by order designates another office or department for such filing or registration.

PART IV

GENERAL

Special assistance

13. (1) Where the Governor in Council is of the opinion that it is in the national interest to do so, the Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(1), develop

PARTIE III

POUVOIRS ET FONCTIONS DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL DU CANADA

Attributions

11. (1) Le registraire général du Canada a pour rôle d'enregistrer les actes de convocation, proclamations, commissions, lettres patentes, actes de concession, brevets et autres actes et documents délivrés sous le grand sceau ainsi que les cautionnements, mandats d'extradition et de transfèrement, baux, quittances, actes de vente, abandons et tous autres actes soumis à l'enregistrement.

Sous-registraire général

(2) Le registraire général peut nommer un ou plusieurs sous-registres généraux, choisis parmi les fonctionnaires du ministère, et leur déléguer les attributions qu'il juge indiquées.

Pouvoirs

(3) Un sous-registraire général peut signer et certifier l'enregistrement de tous les actes et documents soumis à cette formalité, ainsi que leurs copies ou celles des pièces d'archives conservées par le registraire général et devant être certifiées ou authentifiées comme telles.

Mentions dans des lois spéciales

12. Sauf instruction contraire par décret du gouverneur en conseil, sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, servitudes, baux, ventes, gages, cessions, abandons — dont le dépôt ou l'enregistrement doivent, aux termes d'une loi fédérale spéciale promulguée avant le 21 décembre 1967, s'effectuer auprès du Secrétariat d'État.

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Aide spéciale

13. (1) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(1), le ministre peut, lorsque le gouverneur en conseil estime qu'il y va de l'intérêt national, élaborer et réaliser des programmes ou opéra-

and implement programs and projects of special assistance to industries, particular industrial or commercial establishments, organizations, persons who are members of a particular category of persons defined by order of the Governor in Council or particular persons to aid economic development, whether through the restructuring, adjusting, rationalizing, establishing or re-establishing, modernizing, expanding or contracting of an industry or particular industrial or commercial establishment or organization in Canada, or otherwise.

Contents of
order

(2) Where the Governor in Council makes an order pursuant to subsection (1), the Governor in Council shall also specify or authorize, as the case may be, the actions described in subsection 14(1).

Financial
assistance

14. (1) To facilitate the implementation of any program or project of the Minister under this Act, the Minister may

(a) make loans to any person;

(b) guarantee the repayment of, or provide loan insurance or credit insurance in respect of, any financial obligation undertaken by any person; and

(c) make grants and contributions to any person.

Stock options

(2) Subject to any regulations made under subsection (3), the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option or other financial or similar instrument obtained as a condition under which a loan or contribution was made, guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under subsection (1).

Regulations

(3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance, make regulations

(a) relating to loans that may be made, guarantees that may be given and loan insurance and credit insurance that may be provided under this section; and

(b) specifying the circumstances in which and the manner in which the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option, or another financial or similar instru-

tions d'assistance spéciale au profit d'industries, d'établissements industriels ou commerciaux, d'organisations ou de personnes soit appartenant à une catégorie définie par décret du gouverneur en conseil, soit désignées, afin de faciliter leur développement économique, notamment en les aidant à se restructurer, à s'adapter, à créer ou remettre sur pied des entreprises, à se moderniser ou à rationaliser, accroître ou réduire leurs activités.

Précisions du
décret

(2) Dans les cas où il prend un décret pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil précise ou autorise, selon le cas, les mesures — parmi celles qui sont prévues au 15 paragraphe 14(1) — qu'il estime indiquées.

Aide financière

14. (1) Afin de faciliter la réalisation des programmes ou opérations prévus à la présente loi, le ministre peut :

a) consentir des prêts; 20

b) garantir le remboursement de tout engagement financier ou souscrire des assurances-prêts ou assurances-crédit à cet égard;

c) accorder des subventions ou contributions.

Options d'achat
d'actions

(2) Sous réserve des règlements pris aux termes du paragraphe (3), le ministre peut acquérir, exercer, céder ou vendre les options d'achat d'actions — ou autres titres financiers ou assimilés — obtenues à titre de condition des prêts, contributions, garanties, assurances-prêts ou assurances-crédit visés au paragraphe (1).

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et du ministre des Finances, prendre des règlements d'application du présent article :

a) concernant les prêts ou garanties pouvant être accordés et les assurances-prêts ou assurances-crédit pouvant être souscrites;

b) précisant les circonstances et les modalités d'exercice, par le ministre, des pouvoirs prévus au paragraphe (2). 45

ment, obtained as a condition under which a loan or contribution was made, guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under this section.

Insurance a
guarantee

(4) For greater certainty, loan insurance or credit insurance provided under subsection (1) constitutes a guarantee for the purposes of the *Financial Administration Act*.

(4) Il est entendu que les assurances-prêts et les assurances-crédit visées au paragraphe (1) constituent des garanties pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Précision

Committees

15. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, establish advisory and other committees to advise or assist the Minister or to exercise such powers and perform such duties and functions as the Governor in Council may specify, and may fix the remuneration and expenses to be paid to the members of the committees so established.

15. Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, créer des comités consultatifs ou autres, chargés de le conseiller ou de l'assister, ou d'exercer les pouvoirs et fonctions que le gouverneur en conseil leur attribue; il peut en outre fixer la rémunération et les indemnités de leurs membres.

Comités

Access to
certain
information

16. (1) The Minister of National Revenue and the Minister responsible for the *Statistics Act* shall, notwithstanding any other Act, on request of the Minister, make available to the Minister copies of invoices and other information collected under the *Customs Act* or the *Statistics Act* for the purpose of the duties and functions of the Minister under paragraph 6(b).

16. (1) Par dérogation à toute autre loi, le ministre du Revenu national et le ministre désigné pour l'application de la *Loi sur la statistique* mettent à la disposition du ministre, sur demande de celui-ci et pour lui permettre d'exercer les attributions que lui confère l'alinéa 6b), les renseignements recueillis en vertu de la *Loi sur les douanes* ou de la *Loi sur la statistique*.

Accès à des
renseignements

Confidentiality

(2) No person employed in the public service of Canada who comes into possession of information made available to the Minister under this section shall disclose any such information relating to a particular person, organization or business unless the disclosure is consented to in writing by the person or organization or the owner of the business.

(2) Les agents de l'administration publique fédérale en possession de renseignements mis à la disposition du ministre au titre du présent article ne peuvent les communiquer qu'avec le consentement écrit de la personne, de l'organisation ou du propriétaire de l'entreprise en cause.

Caractère
confidentiel

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), in carrying out duties and functions under paragraph 6(b), the Minister may publish lists of names and addresses of some or all importers or exporters of a product or group of products with trade values aggregated in such a manner as to protect the confidentiality of data concerning individual importers or exporters.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, dans l'exercice des attributions que lui confère l'alinéa 6b), publier la liste des noms et adresses de plusieurs ou de l'ensemble des importateurs ou exportateurs d'un produit ou groupe de produits à valeur commerciale globalisée, en veillant toutefois à protéger le caractère confidentiel des données sur un importateur ou exportateur en particulier.

Exception

Further duties

17. (1) The Minister, in exercising powers and performing duties and functions under this Act,

17. (1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre :

Autres attributions

(a) shall, where appropriate, make use of the services, facilities, information and ex-

a) fait usage, en tant que de besoin, des installations, services, renseignements et

expertise of other departments, boards or agencies of the Government of Canada; and

(b) may consult with, and organize conferences of, representatives of provincial governments, business and labour and other public and private entities.

compétences des autres ministères ou organismes fédéraux;

b) peut consulter les représentants des gouvernements provinciaux, des milieux d'affaires, des syndicats et d'autres organismes publics et privés et organiser des réunions avec ceux-ci.

Other powers

(2) In exercising the powers and performing the duties and functions under this Act, the Minister may enter into agreements with the government of any province or any agency thereof, or with any other entity or person, and may make disbursements up to an amount equal to the aggregate of the amounts to be contributed by all parties to the agreement, even before those amounts have been contributed.

(2) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre peut, d'une part, conclure une entente avec le gouvernement de toute province, ou l'un de ses organismes, ainsi qu'avec toute entité ou personne, d'autre part, verser des sommes jusqu'à concurrence de l'ensemble des contributions versées par les parties à l'entente ou à recevoir de celles-ci.

Ententes

Fees in respect of products, services, etc.

18. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix fees that the Minister considers appropriate in respect of products, services, rights, privileges, regulatory processes or approvals and the use of facilities provided by the Minister, the Department or any board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

18. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix — d'un montant qu'il estime indiqué — à payer soit pour la fourniture de produits, de services, de procédés réglementaires ou d'installations, soit pour l'attribution d'autorisations, de droits ou d'avantages, par lui-même ou le ministère ou tout organisme dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des produits et services

Power to make regulations

(2) The Treasury Board may make regulations for the purposes of subsection (1).

(2) Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements d'application du paragraphe (1).

Pouvoir de prendre des règlements

PART V

TRANSITIONAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE

Transitional

Positions

19. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this subsection, occupied

(a) a position in the Department of Industry, Science and Technology, other than in that portion of the Food Products Branch of that Department relating to agri-food processing and manufacturing,

PARTIE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CONNEXES, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

Postes

19. (1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, occupaient un poste dans les entités suivantes, à la différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Industrie, sous l'autorité du sous-ministre de l'Industrie :

(b) a position in the Department of Consumer and Corporate Affairs, other than in the Product Safety Branch of that Department or in that portion of the Food Division of the Consumer Products Branch of that Department relating to agri-food and labelling, or

(c) a position in that portion of the public service in the Department of Communications referred to in clause (a)(i)(B) of Order in Council P.C. 1993-1487 of June 25, 1993, registered as SI/93-141, or in Order in Council P.C. 1993-1670 of August 18, 1993, registered as SI/93-170,

except that the employee shall, on the coming into force of this subsection, occupy their position in the Department of Industry under the authority of the Deputy Minister of Industry.

Idem

(2) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this subsection, occupied a position in Investment Canada (other than an employee who occupied a position in the Investment Development Division of Investment Canada or who performed duties and functions in connection with that Division), except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Industry under the authority of the Deputy Minister of Industry.

Definition of "employee"

(3) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Transfer of appropriations

20. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Consumer and Corporate Affairs or the Department of Industry, Science and Technology and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated

a) le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, à l'exception du secteur de l'administration publique ayant trait à la transformation et à la production agroalimentaires, à la Direction générale des produits alimentaires;

b) le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, à l'exception du secteur connu sous le nom de Direction de la sécurité des produits et du secteur de l'administration publique ayant trait à l'agroalimentaire et à l'étiquetage, à la Division des aliments de la Direction des produits de consommation;

c) les secteurs de l'administration publique, au sein du ministère des Communications, visés à la division a)(i)(B) du décret C.P. 1993-1487 du 25 juin 1993 portant le numéro d'enregistrement TR/93-141 et au décret C.P. 1993-1670 du 20 août 1993 portant le numéro d'enregistrement TR/93-170.

Idem

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, occupaient un poste au sein d'Investissement Canada, à l'exclusion de ceux qui occupaient un poste à la Division du développement des investissements et de ceux qui exerçaient des fonctions liées à cette division, à la différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Industrie sous l'autorité du sous-ministre de l'Industrie.

(3) Au présent article, « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Définition de « fonctionnaire »

Transfert des crédits consacrés aux prévisions budgétaires

20. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique des ministères de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de la Consommation et des Affaires commerciales sont réputées être, à l'entrée en vi-

for defraying the charges and expenses of the Department of Industry.

gueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère de l'Industrie.

Transfer of powers, duties and functions

21. (1) Wherever under any Act of Parliament, any instrument made under an Act of Parliament or any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or exercisable by any of the persons referred to in subsection (2) in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Industry extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Industry, the Deputy Minister of Industry or the appropriate officer of the Department of Industry, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function.

21. (1) Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, aux personnes visées au paragraphe (2) dans les domaines relevant des attributions du ministre de l'Industrie aux termes de la présente loi sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre de l'Industrie ou par le fonctionnaire compétent du ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert d'attributions

Persons

(2) For the purposes of subsection (1), the persons are:

(a) the Minister of Consumer and Corporate Affairs, the Minister of Industry, Science and Technology, the Minister responsible for Investment Canada and the Minister of Communications;

(b) the Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs, the Deputy Minister of Industry, Science and Technology, the Deputy Minister of Communications and the President of Investment Canada; and

(c) any officer of the Department of Consumer and Corporate Affairs, the Department of Industry, Science and Technology, the Department of Communications or Investment Canada.

(2) Les personnes sont :

a) les ministres de la Consommation et des Affaires commerciales, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et des Communications et le ministre responsable d'Investissement Canada;

b) les sous-ministres de la Consommation et des Affaires commerciales, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et des Communications et le président d'Investissement Canada;

c) tout fonctionnaire des ministères de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, de la Consommation et des Affaires commerciales et des Communications ou d'Investissement Canada.

Personnes visées

Related Amendments

Access to Information Act

22. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry, Science and Technology

Modifications connexes

Loi sur l'accès à l'information

22. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

R.S., c. A-1

1990, c. 1, s. 24(2)

L.R., ch. A-1

1990, ch. 1, par. 24(2)

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

23. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

SOR/85-613

24. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading "Other Government Institutions":

Investment Canada

Investissement Canada

1990, c. 1, s. 25(2)

25. Schedule II to the Act is amended by striking out the reference to

Department of Industry, Science and Technology Act

Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

and the corresponding reference to subsection 18(2).

26. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

Department of Industry Act

Loi sur le ministère de l'Industrie

and a corresponding reference to subsection 16(2).

1991, c. 11 [c. B-9.01]

Broadcasting Act

27. Paragraph 22(1)(b) of the *Broadcasting Act* is replaced by the following:

(b) subject to subsection (2), unless the Minister of Industry certifies to the Commission that the applicant for the issue, amendment or renewal of the licence

(i) has satisfied the requirements of the *Radiocommunication Act* and the regulations made under that Act, and

(ii) has been or will be issued a broadcasting certificate with respect to the ra-

Department of Industry, Science and Technology

23. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères et départements d'État », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

DORS/85-613

24. L'annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

25. L'annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology Act

20

ainsi que de la mention « paragraphe 18(2) » placée en regard de ce titre de loi.

26. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

25

Loi sur le ministère de l'Industrie

25 *Department of Industry Act*

ainsi que de la mention « paragraphe 16(2) » à placer en regard de ce titre de loi.

Loi sur la radiodiffusion

1991, ch. 11 [ch. B-9.01]

27. Le paragraphe 22(1) de la *Loi sur la radiodiffusion* est remplacé par ce qui suit :

22. (1) Il est interdit d'attribuer, de modifier ou de renouveler, dans le cadre de la présente partie, une licence soit en contravention avec les instructions données par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 26(1), soit — sous réserve du paragraphe (2) — avant que le ministre de l'Industrie ait certifié au Conseil que le demandeur, d'une part, a satisfait aux exigences de la *Loi sur la radiocommunication* et de ses règlements d'application, d'autre

Interdictions relatives aux licences

EXPLANATORY NOTES

Broadcasting Act

Clause 27: The relevant portion of subsection 22(1) reads as follows:

22. (1) No licence shall be issued, amended or renewed under this Part

...

(b) subject to subsection (2), unless the Minister certifies to the Commission that the applicant for the issue, amendment or renewal of the licence has satisfied the requirements of the *Radiocommunication Act* and the regulations made under that Act and has been or will be issued a broadcasting certificate with respect to the radio apparatus that the applicant would be entitled to operate under the licence.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la radiodiffusion

Article 27. — Texte du paragraphe 22(1) :

22. (1) Il est interdit d'attribuer, de modifier ou de renouveler, dans le cadre de la présente partie, une licence soit en contravention avec les instructions données par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 26(1), soit — sous réserve du paragraphe (2) — avant que le ministre ait certifié au Conseil que le demandeur, d'une part, a satisfait aux exigences de la *Loi sur la radiocommunication* et de ses règlements d'application, d'autre part, a obtenu ou obtiendra un certificat de radiodiffusion à l'égard de l'appareil en cause.

dio apparatus that the applicant would be entitled to operate under the licence.

part, a obtenu ou obtiendra un certificat de radiodiffusion à l'égard de l'appareil en cause.

R.S.C. 1970, c.
C-32

Canada Corporations Act

Loi sur les corporations canadiennes

S.R.C. 1970,
ch. C-32

28. The definition "Minister" in subsection 3(1) of the *Canada Corporations Act* is replaced by the following:

28. La définition de « Ministre », au paragraphe 3(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, est remplacée par ce qui suit :

"Minister" means the Minister of Industry;

« Ministre » signifie le ministre de l'Industrie;

« Ministre »
"Minister"

"Minister"
« Ministre »

R.S., c. C-35

Department of Communications Act

Loi sur le ministère des Communications

L.R., ch. C-35

29. Sections 4 and 5 of the *Department of Communications Act* are replaced by the following:

29. Les articles 4 et 5 de la *Loi sur le ministère des Communications* sont remplacés par ce qui suit :

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction not by law assigned to another department, board or agency of the Government of Canada, relating to broadcasting, except in relation to spectrum management and the technical aspects of broadcasting.

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la radiodiffusion, à l'exception de la gestion du spectre et des aspects techniques de la radiodiffusion.

Attributions

Powers, duties
and functions
of Minister

5. In exercising the powers and carrying out the duties and functions assigned by section 4, the Minister shall

5. Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 4, le ministre :

Idem

(a) recommend, coordinate and promote national policies and programs with respect to broadcasting services for Canada;

a) recommande, coordonne et favorise, à l'échelle nationale, des orientations et des programmes en ce qui touche aux services de radiodiffusion pour le Canada;

(b) assist the Canadian broadcasting industry to adjust to changing domestic and international conditions;

b) facilite l'adaptation du secteur canadien de la radiodiffusion aux situations intérieure et internationale;

(c) compile and keep up to date detailed information in respect of the broadcasting industry and of trends and developments in Canada and abroad relating to broadcasting matters; and

c) rassemble et tient à jour une information détaillée sur le secteur de la radiodiffusion, ainsi que sur les tendances et les progrès, au Canada et à l'étranger, dans ce domaine;

(d) take such action as may be necessary to secure the rights of Canada in broadcasting matters.

d) prend les mesures nécessaires pour garantir les droits du Canada en matière de radiodiffusion.

35

30. Section 7 of the Act and the heading before it are repealed.

30. L'article 7 de la même loi et l'intitulé le précédant sont abrogés.

Canada Corporations Act

Clause 28: This amendment would replace the expression “Minister of Consumer and Corporate Affairs” with the expression “Minister of Industry”.

Department of Communications Act

Clause 29: Sections 4 and 5 read as follows:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to

(a) telecommunications; and

(b) the development and utilization generally of communication undertakings, facilities, systems and services for Canada.

5. The Minister, in exercising his powers and carrying out his duties and functions under section 4, shall

(a) recommend, coordinate and promote national policies and programs with respect to communication services for Canada;

(b) promote the establishment, development and efficiency of communication systems and facilities for Canada;

(c) assist Canadian communication systems and facilities to adjust to changing domestic and international conditions;

(d) plan and coordinate telecommunication services for departments, boards and agencies of the Government of Canada;

(e) compile and keep up to date detailed information in respect of communication systems and facilities and of trends and developments in Canada and abroad relating to communication matters; and

(f) take such action as may be necessary to secure, by international regulation or otherwise, the rights of Canada in communication matters.

Clause 30: Section 7 and the heading before it read as follows:

ANNUAL REPORT

7. The Minister shall, on or before the 31st day of January next following the end of each fiscal year or, if Parliament is not then sitting, on any of the first five days next thereafter that either House of Parliament

Loi sur les corporations canadiennes

Article 28. — Substitution du ministre de l'Industrie au ministre de la Consommation et des Corporations.

Loi sur le ministère des Communications

Article 29. — Texte des articles 4 et 5 :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :

a) aux télécommunications;

b) au développement et à l'utilisation, d'une façon générale, d'entreprises, d'installations, de systèmes et de services de communications pour le Canada.

5. Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 4, le ministre :

a) recommande, coordonne et favorise, à l'échelle nationale, des orientations et des programmes en ce qui touche aux services de communications pour le Canada;

b) favorise l'établissement, le développement et l'efficacité de systèmes et d'installations de communications pour le Canada;

c) facilite leur adaptation aux situations canadienne et internationale;

d) planifie et coordonne les services de télécommunications pour les ministères et organismes fédéraux;

e) rassemble et tient à jour une information détaillée sur les systèmes et installations de communications, ainsi que sur les tendances et les progrès, au Canada et à l'étranger, dans ce domaine;

f) prend les mesures nécessaires pour garantir, par réglementation internationale ou tout autre moyen, les droits du Canada en matière de communications.

Article 30. — Texte de l'article 7 et de l'intertitre le précédant :

RAPPORT ANNUEL

7. Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre, le ministre dépose devant le Parlement le rapport d'activité de son ministère pour l'exercice précédent.

R.S., c. C-37;
1992, c. 1, s.
145 (Sch. VIII,
s. 6)

Department of Consumer and Corporate
Affairs Act

31. Subsection 2(3) of the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act* is repealed.

32. Section 4 of the Act is replaced by the following:

Powers, duties
and functions
of Minister

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to another department, board or agency of the Government of Canada, relating to standards of identity, packaging and performance in relation to the safety of consumer products.

33. The portion of subsection 5(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Idem re
consumer
affairs

5. (1) In exercising the powers and carrying out the duties and functions of the Minister under this Act, the Minister shall

34. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are repealed.

1970-71-72, c.
56

Employment Support Act

35. The definition "Minister" in section 2 of the *Employment Support Act* is replaced by the following:

"Minister"
« Ministre »

"Minister" means the Minister of Industry;

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

1990, c. 1, s.
26(2)

36. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

37. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

Loi sur le ministère de la Consommation et
des Affaires commerciales

L.R. ch. C-37;
1992, ch. 1, art.
145, ann. VIII,
n° 6

31. Le paragraphe 2(3) de la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* est abrogé.

32. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés aux normes d'identification, d'emballage et de rendement en ce qui concerne la sécurité des produits destinés aux consommateurs.

Attributions

33. Le passage du paragraphe 5(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5. (1) Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, le ministre exerce les fonctions suivantes :

Attributions
relatives à la
sécurité des
produits

34. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.

Loi de soutien de l'emploi

1970-71-72,
ch. 56

35. La définition de « Ministre », à l'article 2 de la *Loi de soutien de l'emploi*, est remplacée par ce qui suit :

25 « Ministre » désigne le ministre de l'Industrie;

« Ministre »
"Minister"

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

36. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

30 Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

37. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

35 Ministère de l'Industrie

Department of Industry

is sitting, submit to Parliament a report showing the operations of the Department for that fiscal year.

Department of Consumer and Corporate Affairs Act

Clause 31: Subsection 2(3) reads as follows:

(3) The Minister is the Registrar General of Canada.

Clause 32: Section 4 reads as follows:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to

- (a) consumer affairs;
- (b) corporations and corporate securities;
- (c) combines, mergers, monopolies and restraint of trade;
- (d) bankruptcy and insolvency;
- (e) patents, copyrights and trade-marks;
- (f) standards of identity and performance in relation to consumer goods; and
- (g) legal metrology.

Clause 33: The relevant portion of subsection 5(1) reads as follows:

5. (1) In exercising his powers and carrying out his duties and functions in relation to consumer affairs under this Act, the Minister shall

Clause 34: The heading before section 6 and sections 6 to 9 read as follows:

CONSUMER ADVISORY COUNCIL

6. The Governor in Council may establish a consumer advisory council to advise or assist the Minister or to perform such duties and functions as the Governor in Council may specify, and may fix the remuneration and expenses to be paid to the persons appointed as members thereof.

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE REGISTRAR GENERAL OF CANADA

7. (1) The Registrar General of Canada shall register all instruments of summons, proclamations, commissions, letters patent, letters patent of land, writs and other instruments and documents issued under the Great Seal, and all bonds, warrants of extradition, warrants for removal of prisoners, leases, releases, deeds of sale, surrenders and all other instruments requiring registration.

(2) The Registrar General may appoint one or more Deputy Registrars General from among the officials of the Department and delegate to them such duties and functions as the Registrar General deems appropriate.

(3) A Deputy Registrar General may sign and certify the registration of all instruments and documents required to be registered and all such copies of the same or of any records in the custody of the Registrar General as are required to be certified or authenticated as being copies of any such instruments, documents or records.

8. Where in any special Act of Parliament enacted before December 21, 1967, any person is required to file or register any instrument of

Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales

Article 31. — Texte du paragraphe 2(3) :

(3) Le ministre est le registraire général du Canada.

Article 32. — Texte de l'article 4 :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :

- a) à la consommation;
- b) aux personnes morales et à leurs valeurs mobilières;
- c) aux coalitions, fusions, monopoles et aux pratiques commerciales restrictives;
- d) à la faillite et à l'insolvabilité;
- e) aux brevets, droits d'auteur et marques de commerce;
- f) aux normes d'identification et de rendement des marchandises destinées aux consommateurs;
- g) à la métrologie légale.

Article 33. — Texte du passage visé du paragraphe 5(1) :

5. (1) Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi en ce qui a trait à la consommation, le ministre exerce les fonctions suivantes :

Article 34. — Texte de l'intertitre précédant l'article 6 et des articles 6 à 9 :

CONSEIL CONSULTATIF DE LA CONSOMMATION

6. Le gouverneur en conseil peut créer un conseil consultatif de la consommation chargé de conseiller ou d'assister le ministre, ou d'exercer les pouvoirs et fonctions qu'il lui attribue; il peut en outre fixer la rémunération et les indemnités de ses membres.

POUVOIRS ET FONCTIONS DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL DU CANADA

7. (1) Le registraire général du Canada a pour rôle d'enregistrer les actes de convocation, proclamations, commissions, lettres patentes, actes de concession, brefs et autres actes et documents délivrés sous le grand sceau ainsi que les cautionnements, mandats d'extradition et de transfèrement, baux, quittances, actes de vente, abandons et tous autres actes soumis à l'enregistrement.

(2) Le registraire général peut nommer un ou plusieurs sous-registres généraux, choisis parmi les fonctionnaires du ministère, et leur déléguer les attributions qu'il juge appropriées.

(3) Un sous-registraire général peut signer et certifier l'enregistrement de tous les actes et documents soumis à cette formalité, ainsi que leurs copies ou celles des pièces d'archives conservées par le registraire général et devant être certifiées ou authentifiées comme telles.

8. Sauf instruction contraire par décret du gouverneur en conseil, sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, servitudes, baux, ventes, gages, cessions, abandons —

1992, c. 1, s. 72

38. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the reference in column I to

Investment Canada

Investissement Canada

and the corresponding reference in column II to the "Minister of Industry, Science and Technology".

1992, c. 1, s. 72; SOR/93-538

39. The references to "Minister of Consumer and Corporate Affairs" or "Minister of Industry, Science and Technology" in column II of Schedule I.1 to the Act, opposite the references to "Canadian Space Agency", "Copyright Board", "Procurement Review Board", "Registry of the Competition Tribunal" and "Statistics Canada", are replaced by a reference to "Minister of Industry".

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Income Tax Act

40. The definition "appropriate minister" in subsection 13(21) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

"appropriate minister"
« ministre compétent »

"appropriate minister" means the Canadian Maritime Commission, the Minister of Industry, Trade and Commerce, the Minister of Regional Industrial Expansion, the Minister of Industry, Science and Technology or the Minister of Industry or any other minister or body that was or is legally authorized to perform the act referred to in the provision in which this expression occurs at the time the act was or is performed;

R.S., c. 28 (1st Supp.) [c. 1-21.8]

Investment Canada Act

41. (1) The definition "Agency" in section 3 of the *Investment Canada Act* is repealed.

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Director"
« directeur »

"Director" means the Director of Investments appointed under section 6;

38. L'annexe I.1 de la même loi est modifiée par suppression, dans la colonne I, de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

5 ainsi que de la mention « Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » placée, dans la colonne II, en regard du nom de ce secteur.

1992, ch. 1, art. 72

39. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, « Le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » et « Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie », en regard des noms des secteurs « Agence spatiale canadienne », « Commission de révision des marchés publics », « Commission du droit d'auteur », « Greffe du Tribunal de la concurrence » et « Statistique Canada », à la colonne I, sont remplacés par « Le ministre de l'Industrie ». 20

1992, ch. 1, art. 72; DORS/93-538

Loi de l'impôt sur le revenu

40. La définition de « ministre compétent », au paragraphe 13(21) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

« ministre compétent » La Commission maritime canadienne, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, le ministre de l'Industrie ou tout autre ministre ou organisme autorisé par la loi à accomplir l'acte prévu à la disposition où le terme est employé au moment où l'acte est ou a été accompli.

« ministre compétent »
« appropriate minister »

Loi sur Investissement Canada

41. (1) La définition de « agence », à l'article 3 de la *Loi sur Investissement Canada*, est abrogée.

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

40

« directeur » Le directeur des investissements nommé en vertu de l'article 6.

L.R., ch. 28 (1^{er} suppl.) [ch. 1-21.8]

« directeur »
« Director »

trust, mortgage, hypothec, bond, charge, lease, sale, bailment, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the Secretary of State, the filing or registration required shall be made with the Registrar General unless the Governor in Council by order designates another office or department for such filing or registration.

ANNUAL REPORT

9. The Minister shall, on or before the 31st day of January next following the end of each fiscal year or, if Parliament is not then sitting, on any of the first five days next thereafter that either House of Parliament is sitting, submit to Parliament a report showing the operations of the Department for that fiscal year.

Employment Support Act

Clause 35: This amendment would replace the expression "Minister of Industry, Trade and Commerce" with the expression "Minister of Industry".

Income Tax Act

Clause 40: The definition "appropriate minister" in subsection 13(21) reads as follows:

"appropriate minister" means the Canadian Maritime Commission, the Minister of Industry, Trade and Commerce, the Minister of Regional Industrial Expansion or the Minister of Industry, Science and Technology or such other minister or body as was or is legally authorized to perform the act referred to in the provision in which this expression occurs at the time the act was or is performed;

Investment Canada Act

Clause 41: (1) The definition "Agency" in section 3 reads as follows:

"Agency" means Investment Canada established by section 6;

(2) New.

dont le dépôt ou l'enregistrement doivent, aux termes d'une loi fédérale spéciale promulguée avant le 21 décembre 1967, s'effectuer auprès du secrétariat d'État.

RAPPORT ANNUEL

9. Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre, le ministre dépose devant le Parlement le rapport d'activité de son ministère pour l'exercice précédent.

Loi de soutien de l'emploi

Article 35. — Remplace la mention du ministre de l'Industrie et du Commerce par celle du ministre de l'Industrie.

Loi de l'impôt sur le revenu

Article 40. — Texte de la définition de « ministre compétent » au paragraphe 13(21) :

« ministre compétent » La Commission maritime canadienne, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie ou tout autre ministre ou organisme autorisé par la loi à accomplir l'acte prévu à la disposition où le terme est employé au moment où l'acte est ou a été accompli.

Loi sur Investissement Canada

Article 41, (1). — Texte de la définition de « agence », à l'article 3 :

« agence » Investissement Canada constituée par l'article 6.

(2). — Nouveau.

	42. Section 4 of the Act is replaced by the following:	42. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Role of Minister	4. The Minister is responsible for the administration of this Act.	4. Le ministre est chargé de l'administration de la présente loi.	Rôle du ministre
	43. Paragraphs 5(1)(a) to (e) of the Act are repealed.	43. Les alinéas 5(1)(a) à (e) de la même loi sont abrogés.	5
	44. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are replaced by the following:	44. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 9 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
	<i>Director of Investments</i>	<i>Directeur des investissements</i>	
Director of Investments	6. The Minister may appoint an officer, to be known as the Director of Investments, to advise and assist the Minister in exercising the Minister's powers and performing the Minister's duties under this Act.	6. Le ministre peut nommer un directeur des investissements, chargé de le conseiller et de l'assister dans l'application de la présente loi.	10 Nomination
	45. Section 44 of the Act and the headings before it are repealed.	45. L'article 44 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.	15
References to the Agency	46. (1) The Act is amended by replacing the word "Agency" with the word "Director" in the following provisions:	46. (1) Dans les passages suivants de la même loi, « agence » est remplacé par « directeur », avec les adaptations nécessaires :	Mentions relatives à l'agence
	(a) sections 12 and 13;	a) les articles 12 et 13;	20
	(b) subparagraph 15(b)(ii);	b) le sous-alinéa 15b)(ii);	20
	(c) subsection 17(1);	c) le paragraphe 17(1);	
	(d) sections 18 and 19;	d) les articles 18 et 19;	
	(e) subsection 21(1);	e) le paragraphe 21(1);	
	(f) section 25;	f) l'article 25;	25
	(g) subsections 26(2.1) and (2.2);	g) les paragraphes 26(2.1) et (2.2);	25
	(h) subsections 28(4) and (5);	h) les paragraphes 28(4) et (5);	
	(i) section 33;	i) l'article 33;	
	(j) paragraph 36(3)(a); and	j) l'alinéa 36(3)a);	
	(k) subsections 37(3) and (4).	k) les paragraphes 37(3) et (4).	30
Other references	(2) Every reference to Investment Canada in any order, regulation or other instrument made under the Act shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Director of Investments.	(2) Dans les textes d'application de la même loi, la mention de l'agence vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du directeur.	30 Autres mentions
Validity	47. Anything done on or after June 25, 1993 and before the date on which this Act comes into force by the Minister responsible for Investment Canada, the President of Investment Canada or any other person pur-	47. Les mesures prises en vertu des paragraphes 13(1) et (2) et 14.1(3) et (4), de l'article 15, du paragraphe 16(2), des articles 18 et 21 à 23, du paragraphe 26(3) et des articles 37 à 40 de la Loi sur Investissement	35 Validité

Clause 42: Section 4 reads as follows:

4. The Minister is responsible for the administration of this Act and the management and direction of the Agency established by section 6.

Clause 43: The relevant portion of subsection 5(1) reads as follows:

5. (1) The Minister shall

- (a) encourage business investment by such means and in such manner as the Minister deems appropriate;
- (b) assist Canadian businesses to exploit opportunities for investment and technological advancement;
- (c) carry out research and analysis relating to domestic and international investment;
- (d) provide investment information services and other investment services to facilitate economic growth in Canada;
- (e) assist in the development of industrial and economic policies that affect investment in Canada;

Clause 44: The heading before section 6 and sections 6 to 9 read as follows:

Investment Canada

6. There is hereby established an agency, to be known as Investment Canada, to advise and assist the Minister in exercising the Minister's powers and performing his duties under this Act.

7. The Governor in Council shall appoint a person to be the President of the Agency to hold office during pleasure, who shall have the rank and status of a deputy head of a department, shall be the chief executive officer of the Agency, shall be responsible to the Minister for the work of the Agency and shall exercise such other powers and perform such other duties in connection with this Act as the Minister may assign.

8. The head office of the Agency shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act* or at such other place in Canada as may be designated by the Governor in Council.

9. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Agency shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Clause 45: Section 44 and the headings before it read as follows:

PART VIII

REPORT

44. The Minister shall, as soon as possible after the end of each fiscal year and in any event not later than six months thereafter, prepare a report on the operations under this Act for that fiscal year and cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is completed.

Clause 46: (1) and (2) These amendments are consequential on the amendments proposed by clause 44.

Article 42. — Texte de l'article 4 :

4. Le ministre est chargé de l'administration de la présente loi et de la gestion de l'agence constituée par l'article 6.

Article 43. — Texte des passage introductif et visé du paragraphe 5(1) :

5. (1) Il incombe au ministre :

- a) d'encourager l'investissement de la façon qu'il juge indiquée;
- b) d'aider les entreprises canadiennes à tirer parti des possibilités d'investissement et du développement technologique;
- c) de faire des études et des analyses sur l'investissement, tant au plan national qu'international;
- d) de fournir des services, notamment d'information, en matière d'investissement afin de favoriser la croissance économique du Canada;
- e) d'aider à l'élaboration des politiques en matières industrielles et économiques qui influencent l'investissement au Canada;

Article 44. — Texte de l'intertitre précédant l'article 6 et des articles 6 à 9 :

Investissement Canada

6. Est constituée Investissement Canada, agence chargée de conseiller et d'assister le ministre dans l'exercice des attributions qui lui sont dévolues par la présente loi.

7. Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président de l'agence; celui-ci a rang d'administrateur général de ministère; il est le premier dirigeant de l'agence et répond de celle-ci auprès du ministre; il est chargé notamment des pouvoirs et fonctions que le ministre, dans le cadre de l'application de la présente loi, lui attribue.

8. Le siège de l'agence est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale* ou à tout autre endroit au Canada que le gouverneur en conseil peut désigner.

9. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'agence est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Article 45. — Texte de l'article 44 et des intertitres le précédant :

PARTIE VIII

RAPPORT

44. Dans les six premiers mois de chaque exercice, le ministre établit dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours du précédent exercice et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant son achèvement.

Article 46, (1) et (2). — Découle des modifications prévues à l'article 44.

suant to any of subsections 13(1) and (2) and 14.1(3) and (4), section 15, subsection 16(2), sections 18 and 21 to 23, subsection 26(3) and sections 37 to 40 of the *Investment Canada Act* is deemed to be validly done.

1990, c. 20 [c. P-14.6]

Plant Breeders' Rights Act

48. Subsection 22(1) of the *Plant Breeders' Rights Act* is replaced by the following:

Making objection to application for plant breeder's rights

22. (1) A person who considers that an application of which particulars have been published pursuant to section 70 ought to be refused

(a) on any ground that constitutes a basis for rejection pursuant to section 17, or

(b) in so far as an exemption referred to in subparagraph 75(1)(k)(i) is requested in the application,

may, on payment of the prescribed fee, except in the case of an objection made for the purpose of this subsection under the authority of the Minister of Industry after notice under subsection 70(2), file with the Commissioner, within the prescribed period after the date of publication, an objection specifying that person's reasons for so considering.

49. Subsection 70(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Commissioner shall, on causing particulars of a request referred to in paragraph (1)(b) to be published, give notice of the request to the Department of Industry.

Notice to Department of Industry

R.S., c. P-21

Privacy Act

50. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

51. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical or-

Canada par le ministre responsable d'Investissement Canada, par le président d'Investissement Canada ou par toute autre personne entre le 25 juin 1993 et l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputées avoir été validement prises.

Loi sur la protection des obtentions végétales

1990, ch. 20 [ch. P-14.6]

48. Le paragraphe 22(1) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales* est remplacé par ce qui suit :

22. (1) Quiconque estime qu'une demande ayant fait l'objet de la publication prévue à l'article 70 devrait être rejetée soit pour l'un des motifs énoncés à l'article 17, soit dans la mesure où y est sollicitée l'une des exemptions visées au sous-alinéa 75(1)(k)(i) peut, dans le délai réglementaire à partir du jour de la publication, déposer auprès du directeur une opposition motivée accompagnée du paiement des taxes réglementaires. Il y a toutefois dispense de celles-ci dans le cas d'une opposition présentée sous l'autorité du ministre de l'Industrie après avis donné en application du paragraphe 70(2).

49. Le paragraphe 70(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Au moment de la publication des renseignements visés à l'alinéa (1)b), le directeur donne avis de la demande au ministre de l'Industrie.

Avis au ministère de l'Industrie

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

50. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre "*Ministères et départements d'État*", de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

51. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique,

1990, ch. 1, par. 31(2)

Plant Breeders' Rights Act

Clause 48: Subsection 22(1) reads as follows:

22. (1) A person who considers that an application of which particulars have been published pursuant to section 70 ought to be refused

(a) on any ground that constitutes a basis for rejection pursuant to section 17, or

(b) in so far as an exemption referred to in subparagraph 75(1)(k)(i) is requested in the application,

may, on payment of the prescribed fee, except in the case of an objection made for the purpose of this subsection under the authority of the Minister of Consumer and Corporate Affairs after notice under subsection 70(2), file with the Commissioner, within the prescribed period after the date of publication, an objection specifying that person's reasons for so considering.

Clause 49: Subsection 70(2) reads as follows:

(2) The Commissioner shall, on causing particulars of a request referred to in paragraph (1)(b) to be published, give notice of the request to the Department of Consumer and Corporate Affairs.

Loi sur la protection des obtentions végétales

Article 48. — Texte du paragraphe 22(1) :

22. (1) Quiconque estime qu'une demande ayant fait l'objet de la publication prévue à l'article 70 devrait être rejetée soit pour l'un des motifs énoncés à l'article 17, soit dans la mesure où y est sollicitée l'une des exemptions visées au sous-alinéa 75(1)k(i) peut, dans le délai réglementaire à partir du jour de la publication, déposer auprès du directeur une opposition motivée accompagnée du paiement des taxes réglementaires. Il y a toutefois dispense de celles-ci dans le cas d'une opposition présentée sous l'autorité du ministre des Consommateurs et des Sociétés après avis donné en application du paragraphe 70(2).

Article 49. — Texte du paragraphe 70(2) :

(2) Au moment de la publication des renseignements visés à l'alinéa (1)b), le directeur donne avis de la demande au ministère des Consommateurs et des Sociétés.

der under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

SOR/85-612

52. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading "Other Government Institutions":

Investment Canada

Investissement Canada

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

53. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "Departments":

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

54. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

55. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading "Other Portions of the Public Service":

Investment Canada

Investissement Canada

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

SOR/85-614;
SOR/90-340

56. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Goods and Services Tax Consumer Information Office

Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services

Investment Canada

sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

5 DORS/85-612

52. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

53. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

54. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

55. L'annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ad- ministrations fédérales* », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

56. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services

Goods and Services Tax Consumer Information Office

35 Investissement Canada

R.S., c. S-3

Salaries Act

1990, c. 1, s.
32; 1993, c. 12,
s. 14(2)**57. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is amended by striking out the following:**

The Minister of Consumer and Corporate Affairs 46,645

The Minister of Industry, Science and Technology 46,645

The Minister for Science 46,645

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:The Minister of Industry 46,645

References

References to
Minister of
Communications, Minister
of Consumer
and Corporate
Affairs or
Minister of
Industry,
Science and
Technology**58. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Minister of Communications", "Minister of Consumer and Corporate Affairs" and "Minister of Industry, Science and Technology" with the expression "Minister of Industry":**(a) the definition "Minister" in section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*;(b) sections 7, 40 and 45 and subsection 20 46(2) of the *Boards of Trade Act*;(c) the definition "Minister" in subsection 3(1) of the *Canada Cooperative Associations Act*;(d) the definition "Minister" in subsection 25 2(1) of the *Competition Act*;(e) the definition "Minister" in section 2 of the *Competition Tribunal Act*;(f) the definition "Minister" in section 2 of the *Consumer Packaging and Labelling Act*;(g) the definition "Minister" in section 2 of the *Copyright Act*;(h) subsection 16(1) of the *Corporations and Labour Unions Returns Act*;(i) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Electricity and Gas Inspection Act*;

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

57. (1) L'article 4 de la *Loi sur les traitements* est modifié par suppression de ce qui suit :

Le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales 46 645 5

5 Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie 46 645

Le ministre des Sciences 46 645

(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 10Le ministre de l'Industrie. 46 645

Nouvelle terminologie

58. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministre des Communications », « ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » et « ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » sont remplacés, avec les adaptations nécessaires, par « ministre de l'Industrie » : 15a) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;b) les articles 7, 40 et 45 et le paragraphe 46(2) de la *Loi sur les chambres de commerce*;c) la définition de « ministre » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur les associations coopératives du Canada*;d) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la concurrence*;e) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur le Tribunal de la concurrence*;f) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*;g) la définition de « ministre » à l'article 2 35 de la *Loi sur le droit d'auteur*;h) le paragraphe 16(1) de la *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*;Mentions des
ministres des
Communications, de
l'Industrie, des
Sciences et de
la Technologie
et de la
Consommation
et des Affaires
commerciales

- (j) subsections 33(2), (3) and (5) of the *Energy Supplies Emergency Act*;
- (k) section 17 of the *Fish Inspection Act*;
- (l) section 27 of the *Food and Drugs Act*;
- (m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Integrated Circuit Topography Act*; 5
- (n) the definition "Minister" in section 2 and subsections 86(2) and 87(2) of the *Patent Act*; 10
- (o) subsection 4(2), section 6 and subsection 7(2) of the *Pension Fund Societies Act*;
- (p) the definition "Minister" in section 2 of the *Radiocommunication Act*; 15
- (q) subsections 11(1) and (2) and 14(1), (2), (3) and (6) of the *Railway Act*;
- (r) subsection 381(3) of the *Canada Shipping Act*;
- (s) subsection 16(1) of the *Shipping Conferences Exemption Act, 1987*; 20
- (t) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Tax Rebate Discounting Act*;
- (u) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Telecommunications Act*; 25
- (v) subsections 18(2), (3) and (7) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act*;
- (w) the definition "Minister" in section 2 of the *Textile Labelling Act*; 30
- (x) section 62 and subsection 63(2) of the *Trade-marks Act*;
- (y) the definition "Minister" in section 2 of the *Weights and Measures Act*; and
- (z) paragraph (a) of the definition "Minister" in section 2 of the *Winding-up Act*.
- i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz*;
- j) les paragraphes 33(2), (3) et (5) de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*; 5
- k) l'article 17 de la *Loi sur l'inspection du poisson*;
- l) l'article 27 de la *Loi sur les aliments et drogues*; 10
- m) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*;
- n) la définition de « ministre » à l'article 2 et les paragraphes 86(2) et 87(2) de la *Loi sur les brevets*; 15
- o) le paragraphe 4(2), l'article 6 et le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les sociétés de caisse de retraite*;
- p) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur la radiocommunication*; 20
- q) l'article 11 et les paragraphes 14(1),(2),(3) et (6) de la *Loi sur les chemins de fer*;
- r) le paragraphe 381(3) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*; 25
- s) le paragraphe 16(1) de la *Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes*;
- t) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt*; 30
- u) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les télécommunications*; 35
- v) les paragraphes 18(2), (3) et (7) de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Teleglobe Canada*;
- w) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur l'étiquetage des textiles*;
- x) l'article 62 et le paragraphe 63(2) de la *Loi sur les marques de commerce*;

		y) la définition de « ministre » à l'article 2 de la <i>Loi sur les poids et mesures</i> ;	
		z) l'alinéa a) de la définition de « ministre » à l'article 2 de la <i>Loi sur les liquidations</i> .	5
References to Deputy Minister	(2) Subsection 63(1) of the <i>Trade-marks Act</i> is amended by replacing the expression "Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs" with the expression "Deputy Minister of Industry".	(2) Au paragraphe 63(1) de la <i>Loi sur les marques de commerce</i> , « sous-ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » est remplacé par « sous-ministre de l'Industrie ».	Mention du sous-ministre 10
Other references	(3) Every reference to the Minister of Consumer and Corporate Affairs or the Minister of Industry, Science and Technology in any other Act of Parliament, other than the <i>Hazardous Materials Information Review Act</i> , the <i>Hazardous Products Act</i> and the <i>Department of Consumer and Corporate Affairs Act</i> , or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament, other than those three Acts, shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Industry.	(3) Dans les lois fédérales autres que la <i>Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i> , la <i>Loi sur les produits dangereux</i> et la <i>Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales</i> , ainsi que dans les textes d'application des lois fédérales autres que ces trois lois, les mentions du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de l'Industrie.	Autres dispositions 15 20
Idem	(4) Every reference to the Minister of Communications in any order, regulation or other instrument made under the <i>Radiocommunication Act</i> or the <i>Telecommunications Act</i> shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Industry.	(4) Dans les textes d'application de la <i>Loi sur la radiocommunication</i> ou de la <i>Loi sur les télécommunications</i> , la mention du ministre des Communications vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de l'Industrie.	Idem 25
References to Department of Consumer and Corporate Affairs or Department of Industry, Science and Technology	59. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Department of Consumer and Corporate Affairs" and "Department of Industry, Science and Technology" with the expression "Department of Industry":	59. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministère de la Consommation et des Affaires commerciales » ou « ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » sont remplacés, avec les adaptations nécessaires, par « ministère de l'Indus- trie » :	Mentions des ministères de la Consommation et des Affaires commerciales et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie 30 35
	(a) subsection 42(2) of the <i>Boards of Trade Act</i> ;	a) le paragraphe 42(2) de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> ;	
	(b) subsections 118(3) and (4) and 147(1) and (3) of the <i>Canada Cooperative Associations Act</i> ;	b) les paragraphes 118(3) et (4) et 147(1) et (3) de la <i>Loi sur les associations coopératives du Canada</i> ;	35 40
	(c) subsection 37(3) and the definition "approved" in subsection 37(7) of the <i>Income Tax Act</i> ;	c) le paragraphe 37(3) et la définition de « agréé », au paragraphe 37(7), de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ;	
	(d) subsections 25(1) and (3) of the <i>Integrated Circuit Topography Act</i> ; and	d) les paragraphes 25(1) et (3) de la <i>Loi sur les topographies de circuits intégrés</i> ;	45

	(e) section 3 of the <i>Patent Act</i> .	e) l'article 3 de la <i>Loi sur les brevets</i> .	
Idem	(2) The following provisions are amended by replacing the expression " <i>Department of Consumer and Corporate Affairs Act</i> " with the expression " <i>Department of Industry Act</i> ":	(2) Dans les définitions de « inspecteur » à l'article 2 des lois ci-après, « <i>Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales</i> » est remplacé par « <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> »:	Idem
	(a) the definition "inspector" in section 2 of the <i>Consumer Packaging and Labelling Act</i> ;	a) la <i>Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation</i> ;	
	(b) the definition "inspector" in section 2 of the <i>Food and Drugs Act</i> ;	b) la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> ;	
	(c) the definition "inspector" in section 2 of the <i>Textile Labelling Act</i> ; and	c) la <i>Loi sur l'étiquetage des textiles</i> ;	10
	(d) the definition "inspector" in section 2 of the <i>Weights and Measures Act</i> .	d) la <i>Loi sur les poids et mesures</i> .	
Other references	(3) Every reference to the Department of Consumer and Corporate Affairs and the Department of Industry, Science and Technology in any other Act of Parliament, other than the <i>Hazardous Materials Information Review Act</i> , the <i>Hazardous Products Act</i> and the <i>Department of Consumer and Corporate Affairs Act</i> , or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament, shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Industry.	(3) Dans les lois fédérales autres que la <i>Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i> , la <i>Loi sur les produits dangereux</i> et la <i>Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales</i> ainsi que dans les textes d'application des lois fédérales autres que ces trois lois, les mentions du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales et du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère de l'Industrie.	Autres dispositions
	<i>Repeals</i>	<i>Abrogations</i>	
Repeal	60. The <i>Department of Industry, Science and Technology Act</i> , chapter 1 of the Statutes of Canada, 1990, is repealed.	60. La <i>Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie</i> , chapitre 1 des Lois du Canada (1990), est abrogée.	Abrogation
Repeal of R.S. c. N-18	61. The <i>National Trade-mark and True Labelling Act</i> is repealed.	61. La <i>Loi sur la marque de commerce nationale et étiquetage exact</i> est abrogée.	Abrogation de L.R., ch. N-18
Repeal	62. The <i>Urea Formaldehyde Insulation Act</i> , chapter 119 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.	62. La <i>Loi sur l'isolation à l'urée formol</i> , chapitre 119 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.	Abrogation
	<i>Coming into Force</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	
Coming into force	63. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.	63. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.	Entrée en vigueur

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF INDUSTRY AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN OTHER ACTS

SHORT TITLE

1. Short title

ESTABLISHMENT OF DEPARTMENT

2. Department established
3. Deputy Minister

PART I

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

4. Powers, duties and functions
5. Objectives
6. Functions
7. Inspection services

PART II

REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT IN ONTARIO AND QUEBEC

8. Objectives in relation to regional development in Ontario and Quebec
9. Duties in relation to regional development in Ontario and Quebec
10. Regulations

PART III

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE REGISTRAR GENERAL OF CANADA

11. Powers, duties and functions
12. Special statutory references

PART IV

GENERAL

13. Special assistance
14. Financial assistance
15. Committees

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET MODIFIANT OU ABROGEANT CERTAINES LOIS

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

MISE EN PLACE

2. Constitution
3. Sous-ministre

PARTIE I

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

4. Compétence générale
5. Objectifs
6. Fonctions
7. Services d'inspection

PARTIE II

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

8. Objectifs
9. Attributions
10. Pouvoir réglementaire

PARTIE III

POUVOIRS ET FONCTIONS DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL DU CANADA

11. Attributions
12. Mentions dans des lois spéciales

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13. Aide spéciale
14. Aide financière
15. Comités

16. Access to certain information
 17. Further duties
 18. Fees in respect of products, services, etc.

16. Accès à des renseignements
 17. Autres attributions
 18. Facturation des produits et services

PART V

PARTIE V

TRANSITIONAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEALS
AND COMING INTO FORCEDISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS
CONNEXES, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR*Transitional*

19. Positions
 20. Transfer of appropriations
 21. Transfer of powers, duties and functions

Dispositions transitoires

19. Postes
 20. Transfert des crédits consécutifs aux prévisions budgétaires
 21. Transfert d'attributions

Related Amendments

- 22 to 26. Access to Information Act
 27. Broadcasting Act
 28. Canada Corporations Act
 29 and 30. Department of Communications Act
 31 to 34. Department of Consumer and Corporate Affairs Act
 35. Employment Support Act
 36 to 39. Financial Administration Act
 40. Income Tax Act
 41 to 47. Investment Canada Act
 48 and 49. Plant Breeders' Rights Act
 50 to 52. Privacy Act
 53 to 55. Public Sector Compensation Act
 56. Public Service Staff Relations Act
 57. Salaries Act

Modifications connexes

- 22-26. Loi sur l'accès à l'information
 27. Loi sur la radiodiffusion
 28. Loi sur les corporations canadiennes
 29-30. Loi sur le ministère des Communications
 31-34. Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales
 35. Loi de soutien de l'emploi
 36-39. Loi sur la gestion des finances publiques
 40. Loi de l'impôt sur le revenu
 41-47. Loi sur Investissement Canada
 48-49. Loi sur la protection des obtentions végétales
 50-52. Loi sur la protection des renseignements personnels
 53-55. Loi sur la rémunération du secteur public
 56. Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
 57. Loi sur les traitements

References

58. References to Minister of Communications, Minister of Consumer and Corporate Affairs or Minister of Industry, Science and Technology
 59. References to Department of Consumer and Corporate Affairs or Department of Industry, Science and Technology

Nouvelle terminologie

58. Mentions des ministres des Communications, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de la Consommation et des Affaires commerciales
 59. Mentions des ministères de la Consommation et des Affaires commerciales et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Repeals

60. *Department of Industry, Science and Technology Act*
 61. *National Trade-mark and True Labelling Act*

Abrogations

60. *Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie*
 61. *Loi sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact*

62. *Urea Formaldehyde Insulation Act*
Coming into Force
63. *Coming into Force*

62. *Loi sur l'isolation à l'urée formol*
Entrée en vigueur
63. *Entrée en vigueur*

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste—lettre****K1A 0S9
Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré—Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non—livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré—Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-46

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-46

An Act to establish the Department of Industry and to
amend and repeal certain other Acts

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 8, 1994**

C-46

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-46

Loi constituant le ministère de l'Industrie et modifiant ou
abrogeant certaines lois

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 DÉCEMBRE 1994**



BILL C-46

An Act to establish the Department of Industry
and to amend and repeal certain other
Acts

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Department
of Industry Act*.

5

ESTABLISHMENT OF DEPARTMENT

Department
established

2. (1) There is hereby established a depart-
ment of the Government of Canada called the
Department of Industry over which the Minis-
ter of Industry, appointed by commission
under the Great Seal, shall preside.

10

Minister

(2) The Minister holds office during plea-
sure and has the management and direction of
the Department.

Registrar
General

(3) The Minister is the Registrar General of
Canada.

Deputy
Minister

3. The Governor in Council may appoint an
officer called the Deputy Minister of Industry
to hold office during pleasure and to be the
deputy head of the Department.

PART I

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

Powers, duties
and functions

4. (1) The powers, duties and functions of 20
the Minister extend to and include all matters
over which Parliament has jurisdiction, not by
law assigned to any other department, board or
agency of the Government of Canada, relating
to

(a) industry and technology in Canada;

(b) trade and commerce in Canada;

25

PROJET DE LOI C-46

Loi constituant le ministère de l'Industrie et
modifiant ou abrogeant certaines lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur le ministère de l'Industrie.*

MISE EN PLACE

2. (1) Est constitué le ministère de l'Indus- 5
trie, placé sous l'autorité du ministre de
l'Industrie. Celui-ci est nommé par commis-
sion sous le grand sceau.

Constitution

(2) Le ministre occupe sa charge à titre
amovible; il assure la direction et la gestion du 10
ministère.

Ministre

(3) Le ministre fait aussi fonction de 15
registraire général du Canada.

Registraire
général

3. Le gouverneur en conseil peut nommer,
à titre amovible, un sous-ministre de l'Indus- 15
trie; celui-ci est l'administrateur général du
ministère.

Sous-ministre

PARTIE I

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

4. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre
s'étendent de façon générale à tous les domai-
nes de compétence du Parlement non attribués 20
de droit à d'autres ministères ou organismes
fédéraux et liés :

Compétence
générale

a) à l'industrie et à la technologie au
Canada;

b) au commerce au Canada;

25

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Industry with a presiding Minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions as therein set out, and a Deputy Minister to be appointed by the Governor in Council, with provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère de l'Industrie; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

- (c) science in Canada;
- (d) consumer affairs;
- (e) corporations and corporate securities;
- (f) competition and restraint of trade, including mergers and monopolies;
- (g) bankruptcy and insolvency;
- (h) patents, copyrights, trade-marks, industrial designs and integrated circuit topographies;
- (i) standards of identity, packaging and performance in relation to consumer products and services, except in relation to the safety of consumer goods;
- (j) legal metrology;
- (k) telecommunications, except in relation to
- (i) the planning and coordination of telecommunication services for departments, boards and agencies of the Government of Canada, and
- (ii) broadcasting, other than in relation to spectrum management and the technical aspects of broadcasting;
- (l) the development and utilization generally of communication undertakings, facilities, systems and services for Canada;
- (m) investment;
- (n) small businesses; and
- (o) tourism.
- c) à la science au Canada;
- d) à la consommation;
- e) aux personnes morales et aux valeurs mobilières;
- f) à la concurrence et aux pratiques commerciales restrictives, notamment les fusions et les monopoles;
- g) à la faillite et à l'insolvabilité;
- h) aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels et topographies de circuits intégrés;
- i) aux normes d'identification, d'emballage et de rendement des produits et services destinés aux consommateurs, sauf en ce qui concerne la sécurité de ces produits;
- j) à la métrologie légale;
- k) aux télécommunications, sauf en ce qui a trait à la planification et à la coordination des services de télécommunication aux ministères et aux organismes fédéraux et à la radiodiffusion — à l'exception de la gestion du spectre et des aspects techniques de la radiodiffusion;
- l) au développement et à l'utilisation, d'une façon générale, d'entreprises, d'installations, de systèmes et de services de communications pour le Canada;
- m) aux investissements;
- n) aux petites entreprises;
- o) au tourisme.

Additional powers, duties and functions

(2) The powers, duties and functions of the Minister also extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to regional economic development in Ontario and Quebec.

Objectives

5. The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection 4(1) in a manner that will

- (a) strengthen the national economy and promote sustainable development;

(2) Ils s'étendent également, dans les mêmes conditions, aux domaines liés au développement économique régional en Ontario et au Québec.

Extension

5. Le ministre exerce les pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(1) de manière à :

- a) renforcer l'économie nationale et promouvoir le développement durable;

Objectifs

(b) promote the mobility of goods, services and factors of production and of trade and commerce in Canada;

(c) increase the international competitiveness of Canadian industry, goods and services and assist in the adjustment to changing domestic and international conditions;

(d) encourage the fullest and most efficient and effective development and use of science and technology;

(e) foster and promote science and technology in Canada;

(f) strengthen the framework for the development and efficiency of the Canadian marketplace;

(g) promote the establishment, development and efficiency of Canadian communications systems and facilities and assist in the adjustment to changing domestic and international conditions;

(h) stimulate investment; and

(i) promote the interests and protection of Canadian consumers.

b) favoriser la circulation des biens, des services et des facteurs de production ainsi que le commerce intérieur;

c) accroître la compétitivité de l'industrie, des biens et des services canadiens sur le plan international et faciliter l'adaptation aux situations intérieure et internationale;

d) favoriser le plein essor de la science et de la technologie et encourager leur utilisation optimale;

e) favoriser la science et la technologie au Canada;

f) renforcer la structure nécessaire à l'essor et à l'efficacité du marché canadien;

g) encourager la mise sur pied, le développement et l'efficacité des systèmes et installations de communications du pays et faciliter l'adaptation aux situations intérieure et internationale;

h) stimuler l'investissement;

i) promouvoir les intérêts et la protection du consommateur canadien.

Fonctions

6. In exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(1), the Minister shall

(a) initiate, recommend, coordinate, direct, promote and implement national policies, programs, projects and practices with respect to the objectives set out in section 5;

(b) collect, gather, by survey or otherwise, compile, analyse, coordinate and disseminate information in respect of matters under the Minister's administration, as well as in relation to trends and developments, both within and outside Canada, in respect of those matters;

(c) promote, assist and provide support services for, and investment in, Canadian industry, goods, services, science and technology;

(d) promote cooperation with the governments of provinces and their agencies and non-governmental entities in Canada and participate, as appropriate, in the promotion of cooperation with agencies of other nations and international agencies; and

6. Dans le cadre de la compétence visée au paragraphe 4(1), le ministre :

a) conçoit, recommande, coordonne, dirige, favorise et met en oeuvre, à l'échelle nationale, des orientations, programmes, opérations et procédures propres à assurer la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 5;

b) assure la collecte — notamment par sondage — la compilation, l'analyse, la coordination et la diffusion de l'information sur les matières qui relèvent de lui, ainsi que sur les tendances et les progrès, au Canada et à l'étranger, dans ces matières;

c) fournit des services d'aide — et encourage et favorise la prestation de ces services — à l'industrie, à la science et à la technologie canadiennes et aux secteurs canadiens des biens et des services, ainsi qu'aux investissements dans ces domaines;

d) assure la promotion de la coopération avec les gouvernements et organismes provinciaux et avec les organismes non gouvernementaux au Canada; au besoin, il

Fonctions

(e) take any action that may be necessary to secure, by international regulation or otherwise, the rights of Canada in communications matters.

contribue à la promotion de la coopération avec les organismes des autres pays et les organismes internationaux;

e) prend les mesures nécessaires pour garantir, par réglementation internationale ou tout autre moyen, les droits du Canada en matière de communications.

Inspection
services

7. The Minister shall provide the inspection services for the protection of Canadians that the Minister considers necessary for the enforcement of any Act under the Minister's administration, or as the Governor in Council may direct the Minister to provide, and may designate any person as an inspector for the purpose of providing those services.

7. Le ministre fournit, pour la protection des Canadiens, les services d'inspection qu'il estime nécessaires à l'application des lois relevant de sa compétence, ou que le gouverneur en conseil lui demande de fournir, et, à cette fin, il peut désigner des inspecteurs.

Services
d'inspection

PART II

PARTIE II

REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT IN ONTARIO AND QUEBEC

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

Objectives in
relation to
regional
development
in Ontario and
Quebec

8. The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection 4(2) in a manner that will

(a) promote economic development in areas of Ontario and Quebec where low incomes and slow economic growth are prevalent or where opportunities for productive employment are inadequate;

(b) emphasize long-term economic development and sustainable employment and income creation; and

(c) focus on small and medium-sized enterprises and the development and enhancement of entrepreneurial talent.

9. (1) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(2), the Minister shall, with respect to regional economic development in Ontario and Quebec,

(a) in cooperation with other concerned ministers and boards and agencies of the Government of Canada, formulate and implement policies, plans and integrated federal approaches;

(b) coordinate the policies and programs of the Government of Canada;

Duties in
relation to
regional
development
in Ontario and
Quebec

8. Le ministre exerce les pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(2) de manière à :

a) promouvoir le développement économique des régions de l'Ontario et du Québec à faibles revenus et faible croissance économique ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs;

b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables;

c) concentrer les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation des capacités d'entreprise.

9. (1) Dans le cadre de la compétence visée au paragraphe 4(2), le ministre, en ce qui touche le développement économique régional en Ontario et au Québec :

a) en collaboration avec les autres ministres ou organismes fédéraux compétents, formule et met en oeuvre des orientations, des projets et une conception intégrée de l'action fédérale;

b) coordonne les politiques et les programmes de mise en oeuvre du gouvernement fédéral;

Objectifs

Attributions

(c) lead and coordinate the activities of the Government of Canada in the establishment of cooperative relationships with Ontario and Quebec and with business, labour and other public and private bodies; and

(d) collect, gather, by survey or otherwise, compile, analyse, coordinate and disseminate information.

Coordination

(2) In exercising the powers and performing the same duties and functions, the Minister may

(a) provide and, where appropriate, coordinate services promoting regional economic development in Ontario and Quebec including services to develop entrepreneurial talent, support local business associations, stimulate investment and support small and medium-sized enterprises in those provinces or any part thereof; and

(b) initiate, recommend, coordinate, direct, promote and implement programs and projects in relation to regional economic development in Ontario and Quebec.

Regulations

10. The Governor in Council may make regulations

(a) relating to policies, programs and projects referred to in section 9; and

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 8 and 9.

PART III

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE REGISTRAR GENERAL OF CANADA

Powers, duties and functions

11. (1) The Registrar General of Canada shall register all instruments of summons, proclamations, commissions, letters patent, letters patent of land, writs and other instruments and documents issued under the Great Seal, and all bonds, warrants of extradition, warrants for removal of prisoners, leases, releases, deeds of sale, surrenders and all other instruments requiring registration.

c) dirige et coordonne les activités du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'établissement de relations de coopération avec l'Ontario et le Québec, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, les syndicats et autres organismes publics ou privés;

d) assure la collecte — notamment par sondage — la compilation, l'analyse, la coordination et la diffusion de l'information.

10

(2) Dans le même cadre, le ministre peut :

a) fournir des services favorisant le développement économique régional de l'Ontario et du Québec, notamment en vue de promouvoir les capacités d'entreprise, de stimuler les investissements et de soutenir les associations commerciales locales et les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble ou dans une région précise de ces provinces, et, au besoin, coordonner leur prestation;

b) concevoir, recommander, coordonner, diriger, favoriser et mettre en oeuvre des programmes et des opérations en ce qui touche le développement économique régional en Ontario et au Québec.

Coordination

10. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir les orientations, les programmes et les opérations mentionnés à l'article 9;

b) prendre toute autre mesure d'application des articles 8 et 9.

Pouvoir réglementaire

30

PARTIE III

POUVOIRS ET FONCTIONS DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL DU CANADA

Attributions

11. (1) Le registraire général du Canada a pour rôle d'enregistrer les actes de convocation, proclamations, commissions, lettres patentes, actes de concession, brefs et autres actes et documents délivrés sous le grand sceau ainsi que les cautionnements, mandats d'extradition et de transfèrement, baux, quittances, actes de vente, abandons et tous autres actes soumis à l'enregistrement.

Deputy
Registrars
General

(2) The Registrar General may appoint one or more Deputy Registrars General from among the officials of the Department and delegate to them such duties and functions as the Registrar General deems appropriate.

Powers

(3) A Deputy Registrar General may sign and certify the registration of all instruments and documents required to be registered and all copies of those instruments and documents or of any records in the custody of the Registrar General that are required to be certified or authenticated as being copies of any such instruments, documents or records.

Special
statutory
references

12. Where in any special Act of Parliament enacted before December 21, 1967, any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, charge, lease, sale, bailment, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the Secretary of State, the filing or registration required shall be made with the Registrar General unless the Governor in Council by order designates another office or department for such filing or registration.

PART IV

GENERAL

Special
assistance

13. (1) Where the Governor in Council is of the opinion that it is in the national interest to do so, the Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 4(1), develop and implement programs and projects of special assistance to industries, particular industrial or commercial establishments, organizations, persons who are members of a particular category of persons defined by order of the Governor in Council or particular persons to aid economic development, whether through the restructuring, adjusting, rationalizing, establishing or re-establishing, modernizing, expanding or contracting of an industry or particular industrial or commercial establishment or organization in Canada, or otherwise.

(2) Le registraire général peut nommer un ou plusieurs sous-registres généraux, choisis parmi les fonctionnaires du ministère, et leur déléguer les attributions qu'il juge indiquées.

Sous-regis-
traire général

5

Pouvoirs

(3) Un sous-registraire général peut signer et certifier l'enregistrement de tous les actes et documents soumis à cette formalité, ainsi que leurs copies ou celles des pièces d'archives conservées par le registraire général et devant être certifiées ou authentifiées comme telles.

12. Sauf instruction contraire par décret du gouverneur en conseil, sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, servitudes, baux, ventes, gages, cessions, abandons — dont le dépôt ou l'enregistrement doivent, aux termes d'une loi fédérale spéciale promulguée avant le 21 décembre 1967, s'effectuer auprès du Secrétaire d'État.

Mentions
dans des lois
spéciales

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Aide spéciale

13. (1) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe 4(1), le ministre peut, lorsque le gouverneur en conseil estime qu'il y va de l'intérêt national, élaborer et réaliser des programmes ou opérations d'assistance spéciale au profit d'industries, d'établissements industriels ou commerciaux, d'organisations ou de personnes appartenant à une catégorie définie par décret du gouverneur en conseil, soit désignées, afin de faciliter leur développement économique, notamment en les aidant à se restructurer, à s'adapter, à créer ou remettre sur pied des entreprises, à se moderniser ou à rationaliser, accroître ou réduire leurs activités.

Contents of order	(2) Where the Governor in Council makes an order pursuant to subsection (1), the Governor in Council shall also specify or authorize, as the case may be, the actions described in subsection 14(1).	(2) Dans les cas où il prend un décret pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil précise ou autorise, selon le cas, les mesures — parmi celles qui sont prévues au 5 paragraphe 14(1) — qu'il estime indiquées. 5	Précisions du décret
Financial assistance	14. (1) To facilitate the implementation of any program or project of the Minister under this Act, the Minister may (a) make loans to any person; (b) guarantee the repayment of, or provide 10 loan insurance or credit insurance in respect of, any financial obligation undertaken by any person; and (c) make grants and contributions to any person. 15	14. (1) Afin de faciliter la réalisation des programmes ou opérations prévus à la présente loi, le ministre peut : a) consentir des prêts; b) garantir le remboursement de tout enga-10 gement financier ou souscrire des assurances-prêts ou assurances-crédit à cet égard; c) accorder des subventions ou contributions. 15	Aide financière
Stock options	(2) Subject to any regulations made under subsection (3), the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option or other financial or similar instrument obtained as a condition under which a loan or contribution 20 was made, guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under subsection (1).	(2) Sous réserve des règlements pris aux 15 termes du paragraphe (3), le ministre peut acquérir, exercer, céder ou vendre les options d'achat d'actions — ou autres titres financiers ou assimilés — obtenues à titre de condition des prêts, contributions, garanties, assuran-20 ces-prêts ou assurances-crédit visés au paragraphe (1).	Options d'achat d'actions
Regulations	(3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the 25 Minister of Finance, make regulations (a) relating to loans that may be made, guarantees that may be given and loan insurance and credit insurance that may be provided under this section; and 30 (b) specifying the circumstances in which and the manner in which the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option, or another financial or similar instrument, obtained as a condition under 35 which a loan or contribution was made, guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under this section.	(3) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et du ministre des Finances, prendre des règlements d'appli-25 cation du présent article : a) concernant les prêts ou garanties pouvant être accordés et les assurances-prêts ou assurances-crédit pouvant être souscrites; b) précisant les circonstances et les modali-30 tés d'exercice, par le ministre, des pouvoirs prévus au paragraphe (2).	Règlements
Insurance a guarantee	(4) For greater certainty, loan insurance or credit insurance provided under subsection (1) constitutes a guarantee for the purposes of the <i>Financial Administration Act</i> .	(4) Il est entendu que les assurances-prêts et 35 les assurances-crédit visées au paragraphe (1) constituent des garanties pour l'application de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Précision
Committees	15. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, establish advisory and other committees to advise or assist the 45 Minister or to exercise such powers and perform such duties and functions as the	15. Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, créer des comités consultatifs ou autres, chargés de le conseiller ou de l'assister, ou d'exercer les pouvoirs et 40 fonctions que le gouverneur en conseil leur	Comités

Governor in Council may specify, and may fix the remuneration and expenses to be paid to the members of the committees so established.

attribue; il peut en outre fixer la rémunération et les indemnités de leurs membres.

Access to
certain
information

16. (1) The Minister of National Revenue shall, notwithstanding any other Act, on request of the Minister, make available to the Minister copies of invoices and other information collected under the *Customs Act* on goods imported into Canada and exported from Canada for the purpose of carrying out duties and functions of the Minister under paragraph 6(b).

16. (1) Par dérogation à toute autre loi, le ministre du Revenu national met à la disposition du ministre, sur demande de celui-ci et pour lui permettre d'exercer les attributions que lui confère l'alinéa 6b), les renseignements — notamment ceux qui sont contenus dans les factures — recueillis en vertu de la *Loi sur les douanes* sur les marchandises 10 importées ou exportées.

Accès à des
renseigne-
ments

Confiden-
tiality

(2) No person employed in the public service of Canada who comes into possession of information made available to the Minister under this section shall disclose any such information relating to a particular person, organization or business unless the disclosure is consented to in writing by the person or organization or the owner of the business.

(2) Les agents de l'administration publique fédérale en possession de renseignements mis à la disposition du ministre au titre du présent article ne peuvent les communiquer qu'avec le consentement écrit de la personne, de l'organisation ou du propriétaire de l'entreprise en cause.

Caractère
confidentiel

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), in carrying out duties and functions under paragraph 6(b), the Minister may publish lists of names and addresses of some or all importers or exporters of a product or group of products with trade values aggregated in such a manner as to protect the confidentiality of data concerning individual importers or exporters.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, dans l'exercice des attributions que lui confère l'alinéa 6b), publier la liste des noms et adresses de plusieurs ou de l'ensemble des importateurs ou exportateurs d'un produit ou groupe de produits à valeur commerciale globalisée, en veillant toutefois à protéger le caractère confidentiel des données sur un importateur ou exportateur en particulier.

Exception

Further duties

17. (1) The Minister, in exercising powers and performing duties and functions under this Act,

17. (1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre :

Autres
attributions

(a) shall, where appropriate, make use of the services, facilities, information and expertise of other departments, boards or agencies of the Government of Canada; and

a) fait usage, en tant que de besoin, des installations, services, renseignements et compétences des autres ministères ou organismes fédéraux;

(b) may consult with, and organize conferences of, representatives of provincial governments, business and labour and other public and private entities.

b) peut consulter les représentants des gouvernements provinciaux, des milieux d'affaires, des syndicats et d'autres organismes publics et privés et organiser des réunions avec ceux-ci.

Other powers

(2) In exercising the powers and performing the duties and functions under this Act, the Minister may enter into agreements with the government of any province or any agency thereof, or with any other entity or person, and may make disbursements up to an amount

(2) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre peut, d'une part, conclure une entente avec le gouvernement de toute province, ou l'un de ses organismes, ainsi qu'avec toute entité ou personne, d'autre part, verser des sommes

Ententes

equal to the aggregate of the amounts to be contributed by all parties to the agreement, even before those amounts have been contributed.

jusqu'à concurrence de l'ensemble des contributions versées par les parties à l'entente ou à recevoir de celles-ci.

Fees for services or use of facilities

18. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for a service or the use of a facility provided by the Minister, the Department or any board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

18. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de services ou d'installations par lui-même ou le ministère ou tout organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des services et installations

Amount not to exceed cost

(2) Fees for a service or the use of a facility that are fixed under subsection (1) may not exceed the cost to Her Majesty in right of Canada of providing the service or the use of the facility.

(2) Le prix fixé dans le cadre du paragraphe (1) ne peut excéder les coûts supportés par Sa Majesté du chef du Canada pour la fourniture des services ou des installations.

Plafonnement

Fees for products, rights and privileges

19. The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix fees in respect of products, rights and privileges provided by the Minister, the Department or any board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

19. Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de produits ou l'attribution de droits ou d'avantages par lui-même ou le ministère ou tout organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des produits, droits et avantages

Fees in respect of regulatory processes etc.

20. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix fees in respect of regulatory processes or approvals provided by the Minister, the Department or any board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

20. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de procédés réglementaires ou l'attribution d'autorisations réglementaires par lui-même ou le ministère ou tout organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des procédés ou autorisations réglementaires

Amount

(2) Fees that are fixed under subsection (1) shall in the aggregate not exceed an amount sufficient to compensate Her Majesty in right of Canada for any reasonable outlays incurred by Her Majesty for the purpose of providing the regulatory processes or approvals.

(2) Les prix fixés dans le cadre du paragraphe (1) ne peuvent dépasser, dans l'ensemble, un montant suffisant pour indemniser Sa Majesté du chef du Canada des dépenses entraînées pour elle par la fourniture des procédés réglementaires ou l'attribution des autorisations réglementaires.

Montant

Consultation

21. (1) Before fixing a fee under section 18, 19 or 20, the Minister shall consult with such persons or organizations as the Minister considers to be interested in the matter.

21. (1) Avant de fixer un prix dans le cadre des articles 18, 19 ou 20, le ministre consulte les personnes ou organismes qu'il estime 40 intéressés en l'occurrence.

Consultations

Publication

(2) The Minister shall, within 30 days after the date on which the Minister fixes a fee under section 18, 19 or 20, publish the fee in the *Canada Gazette* and by such appropriate

(2) Dans les trente jours suivant la date de fixation d'un prix dans le cadre des articles 18, 19 ou 20, le ministre publie celui-ci dans la *Gazette du Canada* et par tout autre moyen 45

Publication

electronic or other means that the Treasury Board may authorize by regulation.

indiqué, notamment électronique, que le Conseil du Trésor peut, par règlement, autoriser.

Reference to
Scrutiny
Committee

(3) Any fee fixed under section 18, 19 or 20 shall stand referred to the Committee referred to in section 19 of the *Statutory Instruments Act* to be reviewed and scrutinized as if it were a statutory instrument.

(3) Le comité visé à l'article 19 de la *Loi sur les textes réglementaires* est saisi d'office des 5 prix fixés dans le cadre des articles 18, 19 ou 20 pour que ceux-ci fassent l'objet de l'étude et du contrôle prévus pour les textes réglementaires.

Renvoi en
comité

Power to
make
regulations

22. The Treasury Board may make regulations for the purposes of section 18, 19, 20 or 21.

22. Le Conseil du Trésor peut prendre des 10 règlements pour l'application des articles 18, 19, 20 ou 21.

Pouvoir de
prendre des
règlements

PART V

TRANSITIONAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE

Transitional

23. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this subsection, occupied

(a) a position in the Department of Industry, Science and Technology, other than in that portion of the Food Products Branch of that Department relating to agri-food processing and manufacturing, 20

(b) a position in the Department of Consumer and Corporate Affairs, other than in the Product Safety Branch of that Department or in that portion of the Food Division of the Consumer Products 25 Branch of that Department relating to agri-food and labelling, or

(c) a position in that portion of the public service in the Department of Communications referred to in clause (a)(i)(B) of 30 Order in Council P.C. 1993-1487 of June 25, 1993, registered as SI/93-141, or in Order in Council P.C. 1993-1670 of August 18, 1993, registered as SI/93-170,

except that the employee shall, on the coming 35 into force of this subsection, occupy their position in the Department of Industry under the authority of the Deputy Minister of Industry.

PARTIE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CONNEXES, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

23. (1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, 15 occupaient un poste dans les entités suivantes, à la différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Industrie, sous l'autorité du sous-ministre de l'Industrie : 20

a) le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, à l'exception du secteur de l'administration publique ayant trait à la transformation et à la production agroalimentaires, à la Direction 25 générale des produits alimentaires;

b) le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, à l'exception du secteur connu sous le nom de Direction de la sécurité des produits et du secteur de 30 l'administration publique ayant trait à l'agroalimentaire et à l'étiquetage, à la Division des aliments de la Direction des produits de consommation;

c) les secteurs de l'administration publi-35 que, au sein du ministère des Communications, visés à la division a)(i)(B) du décret C.P. 1993-1487 du 25 juin 1993 portant le numéro d'enregistrement TR/93-141 et au décret C.P. 1993-1670 du 40

Postes

Positions

Idem

(2) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this subsection, occupied a position in Investment Canada (other than an employee who occupied a position in the Investment Development Division of Investment Canada or who performed duties and functions in connection with that Division), except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Industry under the authority of the Deputy Minister of Industry.

Definition of "employee"

(3) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Transfer of appropriations

24. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Consumer and Corporate Affairs or the Department of Industry, Science and Technology and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Industry.

Transfer of powers, duties and functions

25. (1) Wherever under any Act of Parliament, any instrument made under an Act of Parliament or any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or exercisable by any of the persons referred to in subsection (2) in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Industry extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Industry, the Deputy Minister of Industry or the appropriate officer of the Department of Industry, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function.

18 août 1993 portant le numéro d'enregistrement TR/93-170.

Idem

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, occupaient un poste au sein d'Investissement Canada, à l'exclusion de ceux qui occupaient un poste à la Division du développement des investissements et de ceux qui exerçaient des fonctions liées à cette division, à la différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Industrie sous l'autorité du sous-ministre de l'Industrie.

Définition de « fonctionnaire »

(3) Au présent article, « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Transfert des crédits consécutifs aux prévisions budgétaires

24. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique des ministères de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de la Consommation et des Affaires commerciales sont réputées être, à l'entrée en vigueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère de l'Industrie.

Transfert d'attributions

25. (1) Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, aux personnes visées au paragraphe (2) dans les domaines relevant des attributions du ministre de l'Industrie aux termes de la présente loi sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre de l'Industrie ou par le fonctionnaire compétent du ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de l'administration publique fédérale.

Persons

(2) For the purposes of subsection (1), the persons are:

- (a) the Minister of Consumer and Corporate Affairs, the Minister of Industry, Science and Technology, the Minister responsible for Investment Canada and the Minister of Communications;
- (b) the Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs, the Deputy Minister of Industry, Science and Technology, the Deputy Minister of Communications and the President of Investment Canada; and
- (c) any officer of the Department of Consumer and Corporate Affairs, the Department of Industry, Science and Technology, the Department of Communications or Investment Canada.

Related Amendments

R.S., c. A-1

Access to Information Act

1990, c. 1,
s. 24(2)

26. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

27. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

SOR/85-613

28. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading "*Other Government Institutions*":

Investment Canada

Investissement Canada

1990, c. 1,
s. 25(2)

29. Schedule II to the Act is amended by striking out the reference to

Department of Industry, Science and Technology Act

Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

and the corresponding reference to subsection 18(2).

(2) Les personnes sont :

- a) les ministres de la Consommation et des Affaires commerciales, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et des Communications et le ministre responsable d'Investissement Canada;
- b) les sous-ministres de la Consommation et des Affaires commerciales, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et des Communications et le président d'Investissement Canada;
- c) tout fonctionnaire des ministères de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, de la Consommation et des Affaires commerciales et des Communications ou d'Investissement Canada.

Personnes
visées

Modifications connexes

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

26. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

27. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

28. L'annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

29. L'annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology Act

ainsi que de la mention « *paragraphe 18(2)* » placée en regard de ce titre de loi.

1990, ch. 1,
par. 24(2)

DORS/85-613

1990, ch. 1,
par. 25(2)

30. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

Department of Industry Act

Loi sur le ministère de l'Industrie

and a corresponding reference to subsection 16(2).

Broadcasting Act

31. Paragraph 22(1)(b) of the *Broadcasting Act* is replaced by the following:

(b) subject to subsection (2), unless the Minister of Industry certifies to the Commission that the applicant for the issue, amendment or renewal of the licence

(i) has satisfied the requirements of the *Radiocommunication Act* and the regulations made under that Act, and

(ii) has been or will be issued a broadcasting certificate with respect to the radio apparatus that the applicant would be entitled to operate under the licence.

R.S.C. 1970,
c. C-32

Canada Corporations Act

32. The definition "Minister" in subsection 3(1) of the *Canada Corporations Act* is replaced by the following:

"Minister" means the Minister of Industry;

"Minister"
« Ministre »

R.S., c. C-35

Department of Communications Act

33. Sections 4 and 5 of the *Department of Communications Act* are replaced by the following:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction not by law assigned to another department, board or agency of the Government of Canada, relating to broadcasting, except in relation to spectrum management and the technical aspects of broadcasting.

Powers, duties
and functions
of Minister

30. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur le ministère de l'Industrie

Department of Industry Act

5 ainsi que de la mention « paragraphe 16(2) » à placer en regard de ce titre de loi.

Loi sur la radiodiffusion

31. Le paragraphe 22(1) de la *Loi sur la radiodiffusion* est remplacé par ce qui suit :

22. (1) Il est interdit d'attribuer, de modifier ou de renouveler, dans le cadre de la présente partie, une licence soit en contravention avec les instructions données par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 26(1), soit — sous réserve du paragraphe (2) — avant que le ministre de l'Industrie ait certifié au Conseil que le demandeur, d'une part, a satisfait aux exigences de la *Loi sur la radiocommunication* et de ses règlements d'application, d'autre part, a obtenu ou obtiendra un certificat de radiodiffusion à l'égard de l'appareil en cause.

Interdictions
relatives aux
licences

Loi sur les corporations canadiennes

32. La définition de « Ministre », au paragraphe 3(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, est remplacée par ce qui suit :

« Ministre » signifie le ministre de l'Industrie;

S.R.C. 1970,
ch. C-32

« Ministre »
"Minister"

Loi sur le ministère des Communications

33. Les articles 4 et 5 de la *Loi sur le ministère des Communications* sont remplacés par ce qui suit :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la radiodiffusion, à l'exception de la gestion du spectre et des aspects techniques de la radiodiffusion.

L.R., ch. C-35

Attributions

Idem

5. In exercising the powers and carrying out the duties and functions assigned by section 4, the Minister shall

(a) recommend, coordinate and promote national policies and programs with respect to broadcasting services for Canada;

(b) assist the Canadian broadcasting industry to adjust to changing domestic and international conditions;

(c) compile and keep up to date detailed information in respect of the broadcasting industry and of trends and developments in Canada and abroad relating to broadcasting matters; and

(d) take such action as may be necessary to secure the rights of Canada in broadcasting matters.

34. Section 7 of the Act and the heading before it are repealed.

R.S., c. C-37;
1992, c. 1, s.
145 (Sch.
VIII, s. 6)

Department of Consumer and Corporate
Affairs Act

35. Subsection 2(3) of the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act* is repealed.

36. Section 4 of the Act is replaced by the following:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to another department, board or agency of the Government of Canada, relating to standards of identity, packaging and performance in relation to the safety of consumer products.

37. The portion of subsection 5(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

5. (1) In exercising the powers and carrying out the duties and functions of the Minister under this Act, the Minister shall

38. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are repealed.

Powers, duties
and functions
of Minister

Idem re
consumer
affairs

5. Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 4, le ministre :

a) recommande, coordonne et favorise, à l'échelle nationale, des orientations et des programmes en ce qui touche aux services de radiodiffusion pour le Canada;

b) facilite l'adaptation du secteur canadien de la radiodiffusion aux situations intérieure et internationale;

c) rassemble et tient à jour une information détaillée sur le secteur de la radiodiffusion, ainsi que sur les tendances et les progrès, au Canada et à l'étranger, dans ce domaine;

d) prend les mesures nécessaires pour garantir les droits du Canada en matière de radiodiffusion.

34. L'article 7 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

Loi sur le ministère de la Consommation et
des Affaires commerciales

35. Le paragraphe 2(3) de la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* est abrogé.

36. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés aux normes d'identification, d'emballage et de rendement en ce qui concerne la sécurité des produits destinés aux consommateurs.

37. Le passage du paragraphe 5(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5. (1) Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, le ministre exerce les fonctions suivantes :

38. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.

Idem

L.R. ch.
C-37; 1992,
ch. 1, art.
145, ann.
VIII, n° 6

Attributions

Attributions
relatives à la
sécurité des
produits

1970-71-72,
c. 56

Employment Support Act

Loi de soutien de l'emploi

1970-71-72,
ch. 56

39. The definition "Minister" in section 2 of the *Employment Support Act* is replaced by the following:

39. La définition de « Ministre », à l'article 2 de la *Loi de soutien de l'emploi*, est remplacée par ce qui suit :

"Minister"
« Ministre »

"Minister" means the Minister of Industry;

« Ministre » désigne le ministre de l'Industrie;

« Ministre »
"Minister" 5

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

1990, c. 1,
s. 26(2)

40. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

40. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie 10

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

41. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

41. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

15

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

1992, c. 1,
s. 72

42. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the reference in column I to

42. L'annexe I.1 de la même loi est modifiée par suppression, dans la colonne I, de ce qui suit : 20

Investment Canada

Investissement Canada

Investissement Canada

Investment Canada

and the corresponding reference in column II to the "Minister of Industry, Science and Technology".

ainsi que de la mention « Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » placée, dans la colonne II, en regard du nom de ce secteur. 25

1992, c. 1,
s. 72;
SOR/93-538

43. The references to "Minister of Consumer and Corporate Affairs" or "Minister of Industry, Science and Technology" in column II of Schedule I.1 to the Act, opposite the references to "Canadian Space Agency", "Copyright Board", "Procurement Review Board", "Registry of the Competition Tribunal" and "Statistics Canada", are replaced by a reference to "Minister of Industry".

43. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, « Le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » et « Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie », en regard des noms des secteurs « Agence spatiale canadienne », « Commission de révision des marchés publics », « Commission du droit d'auteur », « Greffe du Tribunal de la concurrence » et « Statistique Canada », à la colonne I, sont remplacés par « Le ministre de l'Industrie ». 35

1992, ch. 1,
art. 72;
DORS/93-538

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

44. The definition "appropriate minister" in subsection 13(21) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

"appropriate minister" means the Canadian Maritime Commission, the Minister of Industry, Trade and Commerce, the Minister of Regional Industrial Expansion, the Minister of Industry, Science and Technology or the Minister of Industry or any other minister or body that was or is legally authorized to perform the act referred to in the provision in which this expression occurs at the time the act was or is performed;

"appropriate minister"
« ministre compétent »

44. La définition de « ministre compétent », au paragraphe 13(21) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est remplacée par ce qui suit :

5 « ministre compétent » La Commission maritime canadienne, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, le ministre de l'Industrie ou tout autre ministre ou organisme autorisé par la loi à accomplir l'acte prévu à la disposition où le terme est employé au moment où l'acte est ou a été accompli.

5 « ministre compétent »
"appropriate minister"

R.S., c. 28
(1st Supp.)
[c. 1-21.8]

Investment Canada Act

Loi sur Investissement Canada

L.R., ch. 28
(1^{er} suppl.)
[ch. 1-21.8]

45. (1) The definition "Agency" in section 3 of the *Investment Canada Act* is repealed.

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Director" means the Director of Investments appointed under section 6;

"Director"
« directeur »

45. (1) La définition de « agence », à l'article 3 de la *Loi sur Investissement Canada*, est abrogée.

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

20 « directeur » Le directeur des investissements nommé en vertu de l'article 6.

« directeur »
"Director"

46. Section 4 of the Act is replaced by the following:

4. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Role of Minister

46. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. Le ministre est chargé de l'administration de la présente loi.

Rôle du ministre

47. Paragraphs 5(1)(a) to (e) of the Act are repealed.

48. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are replaced by the following:

Director of Investments

6. The Minister may appoint an officer, to be known as the Director of Investments, to advise and assist the Minister in exercising the Minister's powers and performing the Minister's duties under this Act.

Director of Investments

47. Les alinéas 5(1)(a) à (e) de la même loi sont abrogés.

48. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 9 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Directeur des investissements

6. Le ministre peut nommer un directeur des investissements, chargé de le conseiller et de l'assister dans l'application de la présente loi.

Nomination

49. Section 44 of the Act and the headings before it are repealed.

49. L'article 44 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

References to
the Agency

50. (1) The Act is amended by replacing the word "Agency" with the word "Director" in the following provisions:

- (a) sections 12 and 13;
- (b) subparagraph 15(b)(ii);
- (c) subsection 17(1);
- (d) sections 18 and 19;
- (e) subsection 21(1);
- (f) section 25;
- (g) subsections 26(2.1) and (2.2);
- (h) subsections 28(4) and (5);
- (i) section 33;
- (j) paragraph 36(3)(a); and
- (k) subsections 37(3) and (4).

Other
references

(2) Every reference to Investment Canada in any order, regulation or other instrument made under the Act shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Director of Investments.

Validity

51. Anything done on or after June 25, 1993 and before the date on which this Act comes into force by the Minister responsible for Investment Canada, the President of Investment Canada or any other person pursuant to any of subsections 13(1) and (2) and 14.1(3) and (4), section 15, subsection 16(2), sections 18 and 21 to 23, subsection 26(3) and sections 37 to 40 of the *Investment Canada Act* is deemed to be validly done.

1990, c. 20
[c. P-14.6]

Plant Breeders' Rights Act

52. Subsection 22(1) of the *Plant Breeders' Rights Act* is replaced by the following:

22. (1) A person who considers that an application of which particulars have been published pursuant to section 70 ought to be refused

- (a) on any ground that constitutes a basis for rejection pursuant to section 17, or
- (b) in so far as an exemption referred to in subparagraph 75(1)(k)(i) is requested in the application,

Making
objection to
application
for plant
breeder's
rights

50. (1) Dans les passages suivants de la même loi, « agence » est remplacé par « directeur », avec les adaptations nécessaires :

- 5 a) les articles 12 et 13;
- b) le sous-alinéa 15b)(ii);
- c) le paragraphe 17(1);
- d) les articles 18 et 19;
- e) le paragraphe 21(1);
- 10 f) l'article 25;
- g) les paragraphes 26(2.1) et (2.2);
- h) les paragraphes 28(4) et (5);
- i) l'article 33;
- j) l'alinéa 36(3)a);
- k) les paragraphes 37(3) et (4).

Mentions
relatives à
l'agence

(2) Dans les textes d'application de la même loi, la mention de l'agence vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du directeur.

Autres
mentions

51. Les mesures prises en vertu des paragraphes 13(1) et (2) et 14.1(3) et (4), de l'article 15, du paragraphe 16(2), des articles 18 et 21 à 23, du paragraphe 26(3) et des articles 37 à 40 de la *Loi sur l'investissement Canada* par le ministre responsable d'Investissement Canada, par le président d'Investissement Canada ou par toute autre personne entre le 25 juin 1993 et l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputées avoir été validement prises.

Validité

Loi sur la protection des obtentions
végétales

52. Le paragraphe 22(1) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales* est remplacé par ce qui suit :

22. (1) Quiconque estime qu'une demande ayant fait l'objet de la publication prévue à l'article 70 devrait être rejetée soit pour l'un des motifs énoncés à l'article 17, soit dans la mesure où y est sollicitée l'une des exemptions visées au sous-alinéa 75(1)(k)(i) peut, dans le délai réglementaire à partir du jour de la publication, déposer auprès du directeur une opposition motivée accompagnée du

Opposition

1990, ch. 20
[ch. P-14.6]

may, on payment of the prescribed fee, except in the case of an objection made for the purpose of this subsection under the authority of the Minister of Industry after notice under subsection 70(2), file with the Commissioner, within the prescribed period after the date of publication, an objection specifying that person's reasons for so considering.

53. Subsection 70(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Commissioner shall, on causing particulars of a request referred to in paragraph (1)(b) to be published, give notice of the request to the Department of Industry.

paiement des taxes réglementaires. Il y a toutefois dispense de celles-ci dans le cas d'une opposition présentée sous l'autorité du ministre de l'Industrie après avis donné en application du paragraphe 70(2).

53. Le paragraphe 70(2) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :

(2) Au moment de la publication des renseignements visés à l'alinéa (1)b), le directeur donne avis de la demande au ministre de l'Industrie.

Notice to
Department of
Industry

Avis au
ministère de
l'Industrie

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements
personnels

L.R., ch. P-21

1990, c. 1,
s. 31(2)

54. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

55. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

SOR/85-612

56. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading "*Other Government Institutions*":

Investment Canada

Investissement Canada

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

57. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments*":

54. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

55. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

56. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

Loi sur la rémunération du secteur public

57. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

1990, ch. 1,
par. 31(2)

DORS/85-612

1991, ch. 30

Department of Industry, Science and Technology

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

58. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments":

Department of Industry

Ministère de l'Industrie

59. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading "Other Portions of the Public Service":

Investment Canada

Investissement Canada

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Department of Industry, Science and Technology

58. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères », de ce qui suit :

Ministère de l'Industrie

Department of Industry

10

59. L'annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Administrations fédérales », de ce qui suit :

Investissement Canada

Investment Canada

15

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

SOR/85-614;
SOR/90-340

60. Part I of Schedule I to the Public Service Staff Relations Act is amended by striking out the following:

Goods and Services Tax Consumer Information Office

Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services

Investment Canada

60. La partie I de l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique est modifiée par suppression de ce qui suit :

Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services

Goods and Services Tax Consumer Information Office

Investissement Canada

DORS/85-614;
DORS/90-340

R.S., c. S-3

Salaries Act

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

1990, c. 1, s.
32; 1993, c.
12, s. 14(2)

61. (1) Section 4 of the Salaries Act is amended by striking out the following:

The Minister of Consumer and Corporate Affairs 46,645

The Minister of Industry, Science and Technology 46,645

The Minister for Science 46,645

61. (1) L'article 4 de la Loi sur les traitements est modifié par suppression de ce qui suit :

Le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales 46 645

Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie 46 645

Le ministre des Sciences 46 645

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

The Minister of Industry 46,645

(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Le ministre de l'Industrie 46 645 35

1990, ch. 1,
art. 32; 1993,
ch. 12,
par. 14(2)

Références

Nouvelle terminologie

References to
Minister of
Communica-
tions, Minister
of Consumer
and Corporate
Affairs or
Minister of
Industry,
Science and
Technology

62. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Minister of Communications", "Minister of Consumer and Corporate Affairs" and "Minister of Industry, Science and Technology" with the expression "Minister of Industry":

- (a) the definition "Minister" in section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*;
- (b) sections 7, 40 and 45 and subsection 46(2) of the *Boards of Trade Act*;
- (c) the definition "Minister" in subsection 3(1) of the *Canada Cooperative Associations Act*;
- (d) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Competition Act*;
- (e) the definition "Minister" in section 2 of the *Competition Tribunal Act*;
- (f) the definition "Minister" in section 2 of the *Consumer Packaging and Labelling Act*;
- (g) the definition "Minister" in section 2 of the *Copyright Act*;
- (h) subsection 16(1) of the *Corporations and Labour Unions Returns Act*;
- (i) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Electricity and Gas Inspection Act*;
- (j) subsections 33(2), (3) and (5) of the *Energy Supplies Emergency Act*;
- (k) section 17 of the *Fish Inspection Act*;
- (l) section 27 of the *Food and Drugs Act*;
- (m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Integrated Circuit Topography Act*;
- (n) the definition "Minister" in section 2 and subsections 86(2) and 87(2) of the *Patent Act*;
- (o) subsection 4(2), section 6 and subsection 7(2) of the *Pension Fund Societies Act*;
- (p) the definition "Minister" in section 2 of the *Radiocommunication Act*;

62. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministre des Communications », « ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » et « ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » sont remplacés, avec les adaptations nécessaires, par « ministre de l'Industrie » :

- a) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- b) les articles 7, 40 et 45 et le paragraphe 46(2) de la *Loi sur les chambres de commerce*;
- c) la définition de « ministre » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur les associations coopératives du Canada*;
- d) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la concurrence*;
- e) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur le Tribunal de la concurrence*;
- f) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*;
- g) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur le droit d'auteur*;
- h) le paragraphe 16(1) de la *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*;
- i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz*;
- j) les paragraphes 33(2), (3) et (5) de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*;
- k) l'article 17 de la *Loi sur l'inspection du poisson*;
- l) l'article 27 de la *Loi sur les aliments et drogues*;
- m) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*;

Mentions des ministres des Communications, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de la Consommation et des Affaires commerciales

- (q) subsections 11(1) and (2) and 14(1), (2), (3) and (6) of the *Railway Act*;
- (r) subsection 381(3) of the *Canada Shipping Act*;
- (s) subsection 16(1) of the *Shipping Con- 5 ferences Exemption Act, 1987*;
- (t) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Tax Rebate Discounting Act*;
- (u) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Telecommunications Act*;
- (v) subsections 18(2), (3) and (7) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act*;
- (w) the definition "Minister" in section 2 15 of the *Textile Labelling Act*;
- (x) section 62 and subsection 63(2) of the *Trade-marks Act*;
- (y) the definition "Minister" in section 2 of the *Weights and Measures Act*; and 20
- (z) paragraph (a) of the definition "Minister" in section 2 of the *Winding-up Act*.
- n) la définition de « ministre » à l'article 2 et les paragraphes 86(2) et 87(2) de la *Loi sur les brevets*;
- o) le paragraphe 4(2), l'article 6 et le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les sociétés 5 de caisse de retraite*;
- p) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur la radiocommunication*;
- q) l'article 11 et les paragraphes 10 14(1), (2), (3) et (6) de la *Loi sur les chemins de fer*;
- r) le paragraphe 381(3) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;
- s) le paragraphe 16(1) de la *Loi dérogatoi- 15 re de 1987 sur les conférences maritimes*;
- t) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt*; 20
- u) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les télécommunications*;
- v) les paragraphes 18(2), (3) et (7) de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de 25 Téléglobe Canada*;
- w) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur l'étiquetage des textiles*;
- x) l'article 62 et le paragraphe 63(2) de la *Loi sur les marques de commerce*; 30
- y) la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur les poids et mesures*;
- z) l'alinéa a) de la définition de « ministre » à l'article 2 de la *Loi sur les liquidations*. 35

References to
Deputy
Minister

(2) Subsection 63(1) of the *Trade-marks Act* is amended by replacing the expression "Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs" with the expression "Deputy Minister of Industry". 25

Other
references

(3) Every reference to the Minister of Consumer and Corporate Affairs or the Minister of Industry, Science and Technolo- 30 gy in any other Act of Parliament, other than the *Hazardous Materials Information*

(2) Au paragraphe 63(1) de la *Loi sur les marques de commerce*, « sous-ministre de la Consommation et des Affaires commerciales » est remplacé par « sous-ministre de l'Industrie ». 40

Mention du
sous-ministre

(3) Dans les lois fédérales autres que la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, la *Loi sur les produits dangereux* et la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commer- 45*

Autres
dispositions

Review Act, the Hazardous Products Act and the Department of Consumer and Corporate Affairs Act, or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament, other than those three Acts, shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Industry.

ciales, ainsi que dans les textes d'application des lois fédérales autres que ces trois lois, les mentions du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de l'Industrie.

Idem

(4) Every reference to the Minister of Communications in any order, regulation or other instrument made under the *Radio-communication Act* or the *Telecommunications Act* shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Industry.

(4) Dans les textes d'application de la *Loi sur la radiocommunication* ou de la *Loi sur les télécommunications*, la mention du ministre des Communications vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de l'Industrie.

Idem

References to Department of Consumer and Corporate Affairs or Department of Industry, Science and Technology

63. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Department of Consumer and Corporate Affairs" and "Department of Industry, Science and Technology" with the expression "Department of Industry":

63. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministère de la Consommation et des Affaires commerciales » ou « ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie » sont remplacés, avec les adaptations nécessaires, par « ministère de l'Industrie » :

Mentions des ministères de la Consommation et des Affaires commerciales et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

(a) subsection 42(2) of the *Boards of Trade Act*;

a) le paragraphe 42(2) de la *Loi sur les chambres de commerce*;

(b) subsections 118(3) and (4) and 147(1) and (3) of the *Canada Cooperative Associations Act*;

b) les paragraphes 118(3) et (4) et 147(1) et (3) de la *Loi sur les associations coopératives du Canada*;

(c) subsection 37(3) and the definition "approved" in subsection 37(7) of the *Income Tax Act*;

c) le paragraphe 37(3) et la définition de « agréé », au paragraphe 37(7), de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

(d) subsections 25(1) and (3) of the *Integrated Circuit Topography Act*; and

d) les paragraphes 25(1) et (3) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*;

(e) section 3 of the *Patent Act*.

e) l'article 3 de la *Loi sur les brevets*.

Idem

(2) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of Consumer and Corporate Affairs Act" with the expression "Department of Industry Act":

(2) Dans les définitions de « inspecteur » à l'article 2 des lois ci-après, « Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales » est remplacé par « Loi sur le ministère de l'Industrie » :

Idem

(a) the definition "inspector" in section 2 of the *Consumer Packaging and Labelling Act*;

a) la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*;

(b) the definition "inspector" in section 2 of the *Food and Drugs Act*;

b) la *Loi sur les aliments et drogues*;

(c) the definition "inspector" in section 2 of the *Textile Labelling Act*; and

c) la *Loi sur l'étiquetage des textiles*;

d) la *Loi sur les poids et mesures*.

(d) the definition "inspector" in section 2 of the *Weights and Measures Act*.

Other
references

(3) Every reference to the Department of Consumer and Corporate Affairs and the Department of Industry, Science and Technology in any other Act of Parliament, other than the *Hazardous Materials Information Review Act*, the *Hazardous Products Act* and the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act*, or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament, shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Industry.

(3) Dans les lois fédérales autres que la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, la *Loi sur les produits dangereux* et la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* ainsi que dans les textes d'application des lois fédérales autres que ces trois lois, les mentions du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales et du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère de l'Industrie.

Autres
dispositions

Repeals

Repeal

64. The *Department of Industry, Science and Technology Act*, chapter 1 of the Statutes of Canada, 1990, is repealed.

Repeal of
R.S., c. N-18

65. The *National Trade-mark and True Labelling Act* is repealed.

Repeal

66. The *Urea Formaldehyde Insulation Act*, chapter 119 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.

Abrogations

Abrogation

64. La *Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie*, chapitre 115 des Lois du Canada (1990), est abrogée.

Abrogation
de L.R., ch.
N-18

65. La *Loi sur la marque de commerce nationale et étiquetage exact* est abrogée.

Abrogation

66. La *Loi sur l'isolation à l'urée formol*, chapitre 119 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.

Coming into Force

Coming into
force

67. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur

67. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF INDUSTRY AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN OTHER ACTS

SHORT TITLE

1. Short title
ESTABLISHMENT OF DEPARTMENT
2. Department established
3. Deputy Minister

PART I

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

4. Powers, duties and functions
5. Objectives
6. Functions
7. Inspection services

PART II

REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT IN ONTARIO AND QUEBEC

8. Objectives in relation to regional development in Ontario and Quebec
9. Duties in relation to regional development in Ontario and Quebec
10. Regulations

PART III

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE REGISTRAR GENERAL OF CANADA

11. Powers, duties and functions
12. Special statutory references

PART IV

GENERAL

13. Special assistance
14. Financial assistance
15. Committees

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET MODIFIANT OU ABROGEANT CERTAINES LOIS

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé
MISE EN PLACE
2. Constitution
3. Sous-ministre

PARTIE I

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

4. Compétence générale
5. Objectifs
6. Fonctions
7. Services d'inspection

PARTIE II

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

8. Objectifs
9. Attributions
10. Pouvoir réglementaire

PARTIE III

POUVOIRS ET FONCTIONS DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL DU CANADA

11. Attributions
12. Mentions dans des lois spéciales

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13. Aide spéciale
14. Aide financière
15. Comités

- 16. Access to certain information
- 17. Further duties
- 18. Fees for services or use of facilities
- 19. Fees for products, rights and privileges
- 20. Fees in respect of regulatory processes etc.
- 21. Consultation
- 22. Power to make regulations

PART V

TRANSITIONAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEALS
AND COMING INTO FORCE*Transitional*

- 23. Positions
- 24. Transfer of appropriations
- 25. Transfer of powers, duties and functions

Related Amendments

- 26 to 30. *Access to Information Act*
- 31. *Broadcasting Act*
- 32. *Canada Corporations Act*
- 33 and 34. *Department of Communications Act*
- 35 to 38. *Department of Consumer and Corporate Affairs Act*
- 39. *Employment Support Act*
- 40 to 43. *Financial Administration Act*
- 44. *Income Tax Act*
- 45 to 51. *Investment Canada Act*
- 52 and 53. *Plant Breeders' Rights Act*
- 54 to 56. *Privacy Act*
- 57 to 59. *Public Sector Compensation Act*
- 60. *Public Service Staff Relations Act*
- 61. *Salaries Act*

References

- 62. References to Minister of Communications, Minister of Consumer and Corporate Affairs or Minister of Industry, Science and Technology
- 63. References to Department of Consumer and Corporate Affairs or Department of Industry, Science and Technology

- 16. Accès à des renseignements
- 17. Autres attributions
- 18. Facturation des services et installations
- 19. Facturation des produits, droits et avantages
- 20. Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
- 21. Consultations
- 22. Pouvoir de prendre des règlements

PARTIE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS
CONNEXES, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR*Dispositions transitoires*

- 23. Postes
- 24. Transfert des crédits consécutifs aux prévisions budgétaires
- 25. Transfert d'attributions

Modifications connexes

- 26–30. *Loi sur l'accès à l'information*
- 31. *Loi sur la radiodiffusion*
- 32. *Loi sur les corporations canadiennes*
- 33–34. *Loi sur le ministère des Communications*
- 35–38. *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales*
- 39. *Loi de soutien de l'emploi*
- 40–43. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 44. *Loi de l'impôt sur le revenu*
- 45–51. *Loi sur l'investissement Canada*
- 52–53. *Loi sur la protection des obtentions végétales*
- 54–56. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
- 57–59. *Loi sur la rémunération du secteur public*
- 60. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
- 61. *Loi sur les traitements*

Nouvelle terminologie

- 62. Mentions des ministres des Communications, de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de la Consommation et des Affaires commerciales
- 63. Mentions des ministères de la Consommation et des Affaires commerciales et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Repeals

64. *Department of Industry, Science and Technology Act*
65. *National Trade-mark and True Labelling Act*
66. *Urea Formaldehyde Insulation Act*

Coming into Force

67. *Coming into force*

Abrogations

64. *Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie*
65. *Loi sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact*
66. *Loi sur l'isolation à l'urée formol*

Entrée en vigueur

67. *Entrée en vigueur*

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-47

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-47

An Act to amend the Department of External Affairs Act
and to make related amendments to other Acts

First reading, September 19, 1994

THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

C-47

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-47

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires exté-
rieures et d'autres lois en conséquence

Première lecture le 19 septembre 1994

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-47

PROJET DE LOI C-47

An Act to amend the Department of External Affairs Act and to make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires extérieures et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. E-22

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES

L.R., ch. E-22

1. The long title of the *Department of External Affairs Act* is replaced by the following:

1. Le titre intégral de la *Loi sur le ministère des Affaires extérieures* est remplacé par ce qui suit :

An Act respecting the Department of Foreign Affairs and International Trade

Loi concernant le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

2. Sections 1 and 2 of the Act are replaced by the following:

2. Les articles 1 et 2 de la même loi sont 10
remplacés par ce qui suit :

1. This Act may be cited as the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*.

1. *Loi sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*.

CONTINUATION OF THE DEPARTMENT

MAINTIEN DU MINISTÈRE

2. (1) The Department of External Affairs is hereby continued under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade over which the Minister of Foreign Affairs, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

2. (1) Le ministère des Affaires extérieures est maintenu sous la dénomination de 15
ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau. 20

(2) The Minister of Foreign Affairs, in this Act referred to as the "Minister", holds of-

(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible. Il assure, au Canada comme à l'é-

Short title

Titre abrégé

Department continued

Maintien du ministère

Minister

Ministre

SUMMARY

This enactment continues the Department of External Affairs under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade, with a presiding minister, the Minister of Foreign Affairs. It changes the French version of the title of the Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) to the ministre du Commerce international and makes the required changes to the titles of officials of the Department. The Minister for External Relations becomes the Minister for International Cooperation.

EXPLANATORY NOTES

*Department of External Affairs Act**Clause 1: The long title reads as follows:*

An Act respecting the Department of External Affairs

Clause 2: Sections 1 and 2 read as follows:

1. This Act may be cited as the *Department of External Affairs Act*.

ESTABLISHMENT OF THE DEPARTMENT

2. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of External Affairs over which the Secretary of State for External Affairs, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

(2) The Secretary of State for External Affairs, in this Act referred to as the "Minister", holds office during pleasure and has the management and direction of the Department in Canada and abroad.

SOMMAIRE

Le texte maintient le ministère des Affaires extérieures sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Le ministre du Commerce extérieur devient, en français, le ministre du Commerce international. Le nom du ministre des Relations extérieures est remplacé par celui de ministre de la Coopération internationale. Les membres du personnel de direction du ministère changent de titre en conséquence.

NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur le ministère des Affaires extérieures**Article 1. — Texte du titre intégral :*

Loi concernant le ministère des Affaires extérieures

Article 2. — Texte des articles 1 et 2 :

1. *Loi sur le ministère des Affaires extérieures.*

MISE EN PLACE

2. (1) Est constitué le ministère des Affaires extérieures, placé sous l'autorité du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

(2) Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, appelé « ministre » dans la présente loi, occupe sa charge à titre amovible. Il assure, au Canada comme à l'étranger, la direction et la gestion du ministère.

fice during pleasure and has the management and direction of the Department in Canada and abroad.

3. Section 3 of the French version of the Act is replaced by the following:

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce international.

4. Section 4 of the Act is replaced by the following:

4. A Minister for International Cooperation may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure and to assist the Minister in carrying out the Minister's responsibilities relating to the conduct of Canada's international relations.

5. Sections 7 and 8 of the Act are replaced by the following:

7. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Foreign Affairs to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

8. (1) The Governor in Council may appoint three Associate Deputy Ministers of Foreign Affairs, each of whom shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Deputy Minister of Foreign Affairs, exercise and perform such powers, duties and functions as deputies of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

(2) The Governor in Council may designate one of the Associate Deputy Ministers appointed under subsection (1) to be Deputy Minister for International Trade and one to be Deputy Minister for Political Affairs.

6. Section 9 of the French version of the Act is replaced by the following:

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le gouverneur en conseil, le coordon-

tranger, la direction et la gestion du ministère.

3. L'article 3 de la version française de la 5 même loi est remplacé par ce qui suit :

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions 10 en matière de commerce international.

4. L'article 4 de la même loi est remplacé 10 par ce qui suit :

4. Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre 15 de la Coopération internationale, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses 15 attributions en matière de relations internationales.

5. Les articles 7 et 8 de la même loi sont 20 remplacés par ce qui suit :

7. Le gouverneur en conseil peut nommer, 20 à titre amovible, un sous-ministre des Affaires étrangères; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

8. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer trois sous-ministres délégués aux Af- 25 faires étrangères, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères, ils exercent, à titre de 30 représentants du ministre ou autre titre, les 30 pouvoirs et fonctions que celui-ci leur attribue.

(2) Le gouverneur en conseil peut, parmi 35 les sous-ministres délégués, désigner un sous-ministre du Commerce international et 35 un sous-ministre des Affaires politiques.

6. L'article 9 de la version française de la 40 même loi est remplacé par ce qui suit :

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang 45 et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le gouverneur en conseil, le coordonna- 45

Ministre du
Commerce
international

Minister for
International
Cooperation

Deputy head

Additional
deputy heads

Deputy
Ministers for
International
Trade and for
Political
Affairs

Coordonnateur
des Relations
économiques
internationales

5 Ministre du
Commerce
international

Ministre de la
Coopération
internationale

Administrateur
général

Administra-
teurs généraux
auxiliaires

Sous-ministres
du Commerce
international et
des Affaires
politiques

Coordonnateur
des Relations
économiques
internationales

Clause 3: Section 3 reads as follows:

3. A Minister for International Trade shall be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure and to assist the Minister in carrying out his responsibilities relating to international trade.

Clause 4: Section 4 reads as follows:

4. A Minister for External Relations may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure and to assist the Minister in carrying out his responsibilities relating to the conduct of Canada's international relations.

Clause 5: Sections 7 and 8 read as follows:

7. The Governor in Council may appoint an officer called the Under-Secretary of State for External Affairs to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

8. (1) The Governor in Council may appoint three Associate Under-Secretaries of State for External Affairs, each of whom shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Under-Secretary of State for External Affairs, exercise and perform such powers, duties and functions as deputies of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

(2) The Governor in Council may designate one of the Associate Under-Secretaries of State appointed under subsection (1) to be Deputy Minister for International Trade and one to be Deputy Minister for Political Affairs.

Clause 6: This amendment would replace the word "extérieures" with the word "internationales".

Article 3. — Texte de l'article 3 :

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce extérieur, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce extérieur.

Article 4. — Texte de l'article 4 :

4. Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre des Relations extérieures, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de relations internationales.

Article 5. — Texte des articles 7 et 8 :

7. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

8. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer trois sous-secrétaires d'État délégués aux Affaires extérieures, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci leur attribue.

(2) Le gouverneur en conseil peut, parmi les sous-secrétaires d'État délégués, désigner un sous-ministre du Commerce extérieur et un sous-ministre des Affaires politiques.

Article 6. — Remplacement de « extérieures » par « internationales ».

nateur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

7. (1) Subsection 10(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Paragraphs 10(2)(d) and (e) of the French version of the Act are replaced by the following:

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

(3) Subsection 10(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en oeuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment en vue de stimuler le commerce international du Canada et d'aider les pays en voie de développement.

8. The heading before section 12 of the French version of the Act is replaced by the following:

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

9. The portion of section 12 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

10. Section 14 of the Act and the heading before it are repealed.

teur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

7. (1) Le paragraphe 10(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Les alinéas 10(2)d) et e) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

(3) Le paragraphe 10(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en oeuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment en vue de stimuler le commerce international du Canada et d'aider les pays en voie de développement.

8. L'intertitre précédant l'article 12 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

9. Le passage de l'article 12 de la version française de la même loi précédant l'alinéa 35 a) est remplacé par ce qui suit :

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

10. L'article 14 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

Attributions

Attributions

Programmes

Programmes

Attributions

Attributions

Clause 7: The relevant portion of section 10 reads as follows:

10. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to the conduct of the external affairs of Canada, including international trade and commerce and international development.

(2) In exercising his powers and carrying out his duties and functions under this Act, the Minister shall

...

(d) coordinate Canada's international economic relations;

(e) foster the expansion of Canada's international trade and commerce;

...

(3) The Minister may develop and carry out programs related to his powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad, including the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce and the provision of assistance for developing countries.

Clauses 8 and 9: These amendments would replace the word "extérieur" with the word "international".

Clause 10: Section 14 and the heading before it read as follows:

Article 7. — Texte des passages visés de l'article 10 :

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce extérieur et de développement international.

(2) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre :

...

d) coordonne les relations économiques extérieures du Canada;

e) stimule le commerce extérieur du Canada;

...

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en oeuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment en vue de stimuler le commerce extérieur du Canada et d'aider les pays en voie de développement.

Articles 8 et 9. — Remplacement de « extérieur » par « international ».

Article 10. — Texte de l'article 14 et de l'intertitre le précédant :

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Transitional

11. (1) Any person who holds the office of Secretary of State for External Affairs, Under-Secretary of State for External Affairs or Associate Under-Secretary of State for External Affairs on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister of Foreign Affairs, Deputy Minister of Foreign Affairs or Associate Deputy Minister of Foreign Affairs, as the case may be, from and after that day.

11. (1) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les charges de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de sous-secrétaire d'État délégué aux Affaires extérieures sont réputées avoir été nommées à cette date ministre des Affaires étrangères, sous-ministre des Affaires étrangères et sous-ministre délégué aux Affaires étrangères, respectivement.

Nouveaux titres

Idem

(2) Any person who holds the office of Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce extérieur) on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister for International Trade (ministre du Commerce international) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce international), as the case may be, from and after that day.

(2) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, les charges de ministre du Commerce extérieur (Minister for International Trade) et de sous-ministre du Commerce extérieur (Deputy Minister for International Trade) sont réputées avoir été nommées à cette date ministre du Commerce international (Minister for International Trade) et sous-ministre du Commerce international (Deputy Minister for International Trade), respectivement.

Idem

Positions

12. Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Investment Development Division of Investment Canada or who performed duties and functions in connection with that Division except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Foreign Affairs and International Trade under the authority of the Deputy Minister of Foreign Affairs.

12. La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupent, au sein d'Investissement Canada, un poste à la Division du développement des investissements et des fonctionnaires qui exerçaient des fonctions liées à cette division, à la différence près qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères.

Postes

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

13. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

13. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Department of External Affairs

40 Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

40

14. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order

14. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique

ANNUAL REPORT

14. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament, not later than the fifth sitting day of that House after January 31 next following the end of each fiscal year, a report showing the operations of the Department and of the Canadian International Development Agency for that fiscal year.

RAPPORT ANNUEL

14. Au plus tard le cinquième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 janvier, le ministre fait déposer devant elle le rapport d'activité de son ministère et de l'Agence canadienne de développement international pour l'exercice précédant cette date.

under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

R.S., c. D-2

Diplomatic Service (Special) Superannuation Act

15. The long title of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act* is replaced by the following:

tique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

Loi sur la pension spéciale du service diplomatique

L.R., ch. D-2

15. Le titre intégral de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* est remplacé par ce qui suit :

An Act to provide superannuation benefits for senior appointees of the Department of Foreign Affairs and International Trade serving outside Canada

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

16. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

17. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

1992, c. 1, s. 72

18. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the reference in column II to the "Secretary of State for External Affairs" opposite the reference to the "Canadian International Development Agency" in column I and replacing it with a reference to the "Minister of Foreign Affairs".

1992, c. 1, s. 72

19. Schedule I.1 to the French version of the Act is amended by striking out the reference in column II to "Le ministre du Commerce extérieur" opposite the reference to "Le Secrétariat canadien" in column I and re-

Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en fonction à l'étranger

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

16. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

17. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

18. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, « Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures », en regard du secteur « Agence canadienne de développement international », à la colonne I, est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

1992, ch. 1, art. 72

19. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur », en regard de la mention « Secrétariat canadien », à la

1992, ch. 1, art. 72

Diplomatic Service (Special) Superannuation Act

Clause 15: This amendment would replace the expression "Department of External Affairs" with the expression "Department of Foreign Affairs and International Trade".

Loi sur la pension spéciale du service diplomatique

Article 15. — Texte du titre intégral :

Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en fonction à l'étranger

placing it with a reference to "Le ministre du Commerce international".

colonne I, est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. 21

20. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

20. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée 5 par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

21. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

21. L'annexe de la même loi est modifiée 10 par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international 15

Department of Foreign Affairs and International Trade 15

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

22. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments*":

22. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de 20 ce qui suit :

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

23. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments*":

23. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce 25 qui suit :

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade 30

R.S., c. S-3

Salaries Act

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

1993, c. 12, s. 14(2)

24. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is 30 amended by striking out the following:

24. (1) L'article 4 de la *Loi sur les traitements* est modifié par suppression de ce qui 35 suit :

The Secretary of State for External Affairs
..... 46,645

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures
..... 46 645 35

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

(2) L'article 4 de la même loi est modifié 35 par adjonction de ce qui suit :

The Minister of Foreign Affairs 46,645

(3) Section 4 of the Act is amended by replacing the expression "The Minister for External Relations" with the expression "The Minister for International Cooperation".

(4) Section 4 of the French version of the Act is amended by replacing the expression "Le ministre du Commerce extérieur" with the expression "Le ministre du Commerce international".

Le ministre des Affaires étrangères 46 645

(3) Dans l'article 4 de la même loi, « Le ministre des Relations extérieures » est remplacé par « Le ministre de la Coopération internationale ».

(4) Dans l'article 4 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur » est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

REFERENCES

25. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Secretary of State for External Affairs" with the expression "Minister of Foreign Affairs":

(a) paragraph 9(a) and section 32 of the *Asia-Pacific Foundation of Canada Act*;

(b) subsections 40(3), 47(1) to (3) and 58(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act*;

(c) subsection 10(1) of the *Canadian Laws Offshore Application Act* ;

(d) subsections 13(3) and 16(1) and paragraphs 16(3)(a), 17(1)(b) and 19(2)(b) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;

(e) paragraph 3(2)(c) of the *Citizenship Act*;

(f) paragraph 3(2)(c) and section 11 of the *Coasting Trade Act*;

(g) subsections 7(10) and (11) and 57(5) and paragraph 477.4(3)(b) of the *Criminal Code*;

(h) subsections 4(1) and 17(2) and section 39 of the *Cultural Property Export and Import Act*;

(i) subsection 59(2) of the *Customs Tariff*;

(j) subsection 68.3(2) of the *Excise Tax Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

25. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « secrétaire d'État aux Affaires étrangères » est remplacé par « ministre des Affaires étrangères » :

a) l'alinéa 9a) et l'article 32 de la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*;

b) les paragraphes 40(3), 47(1) à (3) et 58(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*;

c) le paragraphe 10(1) de la *Loi sur l'application extracôtère des lois canadiennes*;

d) les paragraphes 13(3) et 16(1) et les alinéas 16(3)a), 17(1)b) et 19(2)b) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

e) l'alinéa 3(2)c) de la *Loi sur la citoyenneté*;

f) l'alinéa 3(2)c) et l'article 11 de la *Loi sur le cabotage*;

g) les paragraphes 7(10) et (11) et 57(5) et 30 l'alinéa 477.4(3)b) du *Code criminel*;

h) les paragraphes 4(1) et 17(2) et l'article 39 de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*;

i) le paragraphe 59(2) du *Tarif des douanes*;

j) le paragraphe 68.3(2) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

Mentions du
secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

References to
Secretary of
State for
External
Affairs

- (k) section 4 of the *Food and Agriculture Organization of the United Nations Act*;
- (l) subsection 7(2) of the *Foreign Enlistment Act*;
- (m) subsection 5(1) of the *Foreign Extra-territorial Measures Act*; 5
- (n) subsection 2(3), section 4, subsection 5(2), section 6, subsection 10(2) and section 11 of the *Foreign Missions and International Organizations Act*; 10
- (o) paragraph 6(1)(b) and section 9 of the *Geneva Conventions Act*;
- (p) subsection 116(3) of the *Immigration Act*;
- (q) section 9 of the *International Boundary Waters Treaty Act*; 15
- (r) section 2 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter 73 of the Statutes of Canada 1980-81-82-83; 20
- (s) section 3 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter I-18 of the Revised Statutes of Canada, 1985;
- (t) section 3 of the *Meat Import Act*; 25
- (u) section 17 of the *Motor Vehicle Transport Act, 1987*;
- (v) subsections 6(1), (2) and (6) of the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*; 30
- (w) subsection 86(3) and section 156 of the *National Transportation Act, 1987*;
- (x) subsection 4(1) of the *Prohibition of International Air Services Act*;
- (y) the heading before section 4 and subsections 4(1) and (2) of the *Revolving Funds Act*; 35
- (z) paragraph 2(c) of the *Roosevelt Campobello International Park Commission Act*; 40
- (z.1) section 632.4 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 82 of chapter 6
- k) l'article 4 de la *Loi sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*;
- l) le paragraphe 7(2) de la *Loi sur l'enrôlement à l'étranger*; 5
- m) le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*;
- n) le paragraphe 2(3), l'article 4, le paragraphe 5(2), l'article 6, le paragraphe 10(2) et l'article 11 de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales*; 10
- o) l'alinéa 6(1)b) et l'article 9 de la *Loi sur les conventions de Genève*;
- p) le paragraphe 116(3) de la *Loi sur l'immigration*; 15
- q) l'article 9 de la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales*;
- r) l'article 2 de la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre 73 des Statuts du Canada 1980-81-82-83; 20
- s) l'article 3 de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre I-18 des Lois révisées du Canada (1985); 25
- t) l'article 3 de la *Loi sur l'importation de la viande*;
- u) l'article 17 de la *Loi de 1987 sur les transports routiers*; 30
- v) les paragraphes 6(1), (2) et (6) de la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle*;
- w) le paragraphe 86(3) et l'article 156 de la *Loi de 1987 sur les transports nationaux*; 35
- x) le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'interdiction de services aériens internationaux*;
- y) l'intertitre précédant l'article 4 et les paragraphes 4(1) et (2) de la *Loi sur les fonds renouvelables*; 40
- z) l'alinéa 2c) de la *Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello*;

of the Third Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985;

(z.2) subsection 6(1) of the *Special Economic Measures Act*;

(z.3) subsection 14(1) and section 15 of the *State Immunity Act*; and

(z.4) subsection 8(2) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act*.

z.1) l'article 632.4 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version édictée par l'article 82 du chapitre 6 du troisième supplément des Lois révisées du Canada (1985);

z.2) le paragraphe 6(1) de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*;

z.3) le paragraphe 14(1) et l'article 15 de la *Loi sur l'immunité des États*;

z.4) le paragraphe 8(2) de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada*.

Idem (2) Every reference to the Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.

References to Department of External Affairs

26. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of External Affairs" with the expression "Department of Foreign Affairs and International Trade":

(a) the definition "coordinating department" in subsection 2(1) of Schedule II to the *Canada Elections Act*;

(b) section 26 of the *Export and Import Permits Act*; and

(c) the definition "head of mission" in section 2 of the *Federal Real Property Act*.

Idem (2) Every reference to the Department of External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Department of Foreign Affairs and International Trade, unless the context otherwise requires.

References to Under-Secretary of State for External Affairs

27. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Under-Secretary of State for External Affairs" and "Under Secretary of State for External Affairs" with the expression "Deputy Minister of Foreign Affairs":

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre des Affaires étrangères.

26. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministère des Affaires extérieures » est remplacé par « ministère des Affaires étrangères et du Commerce international » :

a) la définition de « ministère coordonnateur », au paragraphe 2(1) de l'annexe II de la *Loi électorale du Canada*;

b) l'article 26 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

c) la définition de « chef de mission », à l'article 2 de la *Loi sur les immeubles fédéraux*.

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministère des Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

27. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures » est remplacé par « sous-ministre des Affaires étrangères », avec les adaptations nécessaires :

Idem

Mentions du ministère des Affaires extérieures

Idem

Mentions du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures

(a) paragraph (d) of the definition "veteran" in section 1 of Schedule II to the *Public Service Employment Act*; and

(b) subsections 9(2) and (5) and 14(2) of the *State Immunity Act*.

Idem

(2) Every reference to the Under-Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Deputy Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.

References to
ministère du
Commerce
extérieur

28. Every reference to the ministre du Commerce extérieur in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the ministre du Commerce international, unless the context otherwise requires.

References to
Minister for
External
Relations

29. Every reference to the Minister for External Relations in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister for International Cooperation, unless the context otherwise requires.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

a) l'alinéa d) de la définition de « ancien combattant », à l'article 1 de l'annexe II de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*;

5 b) les paragraphes 9(2) et (5) et 14(2) de la *Loi sur l'immunité des États*.

Idem

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du sous-ministre des Affaires étrangères.

28. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre du Commerce extérieur vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre du Commerce international.

Mentions
relatives au
ministère du
Commerce
extérieur


29. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre des Relations extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de la Coopération internationale.

Mentions
relatives au
ministère des
Relations
extérieures

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

30. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

XB
C-47

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-47

An Act to amend the Department of External Affairs Act
and to make related amendments to other Acts

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 8, 1995

C-47

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-47

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires
extérieures et d'autres lois en conséquence

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 FÉVRIER 1995



BILL C-47

An Act to amend the Department of External Affairs Act and to make related amendments to other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. E-22

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS ACT

1. The long title of the *Department of External Affairs Act* is replaced by the following:

An Act respecting the Department of Foreign Affairs and International Trade

2. Sections 1 and 2 of the Act are replaced by the following:

1. This Act may be cited as the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*.

Short title

CONTINUATION OF THE DEPARTMENT

2. (1) The Department of External Affairs is hereby continued under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade over which the Minister of Foreign Affairs, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

(2) The Minister of Foreign Affairs, in this Act referred to as the "Minister", holds office during pleasure and has the management and direction of the Department in Canada and abroad.

3. Section 3 of the French version of the Act is replaced by the following:

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce international.

Department continued

Minister

Ministre du Commerce international

PROJET DE LOI C-47

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires extérieures et d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. E-22

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

1. Le titre intégral de la *Loi sur le ministère des Affaires extérieures* est remplacé par ce qui suit :

Loi concernant le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

2. Les articles 1 et 2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1. *Loi sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*.

Titre abrégé

MAINTIEN DU MINISTÈRE

2. (1) Le ministère des Affaires extérieures est maintenu sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible. Il assure, au Canada comme à l'étranger, la direction et la gestion du ministère.

Maintien du ministère

Ministre

3. L'article 3 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce international.

Ministre du Commerce international

SUMMARY

This enactment continues the Department of External Affairs under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade, with a presiding minister, the Minister of Foreign Affairs. It changes the French version of the title of the Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) to the ministre du Commerce international and makes the required changes to the titles of officials of the Department. The Minister for External Relations becomes the Minister for International Cooperation.

SOMMAIRE

Le texte maintient le ministère des Affaires extérieures sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Le ministre du Commerce extérieur devient, en français, le ministre du Commerce international. Le nom du ministre des Relations extérieures est remplacé par celui de ministre de la Coopération internationale. Les membres du personnel de direction du ministère changent de titre en conséquence.

4. Section 4 of the Act is replaced by the following:

4. A Minister for International Cooperation may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure and to assist the Minister in carrying out the Minister's responsibilities relating to the conduct of Canada's international relations.

Minister for
International
Cooperation

5. Sections 7 and 8 of the Act are replaced by the following:

7. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Foreign Affairs to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

Deputy head

8. (1) The Governor in Council may appoint 15 three Associate Deputy Ministers of Foreign Affairs, each of whom shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Deputy Minister of Foreign Affairs, exercise and perform such powers, 20 duties and functions as deputies of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

Additional
deputy heads

(2) The Governor in Council may designate one of the Associate Deputy Ministers appointed under subsection (1) to be Deputy 25 Minister for International Trade and one to be Deputy Minister for Political Affairs.

Deputy
Ministers for
International
Trade and for
Political
Affairs

6. Section 9 of the French version of the Act is replaced by the following:

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un 30 membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le 35 gouverneur en conseil, le coordonnateur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

Coordon-
nateur des
Relations
économiques
internationales

7. (1) Subsection 10(1) of the French 40 version of the Act is replaced by the following:

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non 45 attribués de droit à d'autres ministères ou

Attributions

4. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre 5 de la Coopération internationale, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de relations internationales.

Ministre de la
Coopération
internationale

5. Les articles 7 et 8 de la même loi sont 10 remplacés par ce qui suit :

7. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des Affaires étrangères; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

Administrateur
général

8. (1) Le gouverneur en conseil peut 15 nommer trois sous-ministres délégués aux Affaires étrangères, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères, ils exercent, à titre de représen-20 tants du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci leur attribue.

Administra-
teurs
généraux
auxiliaires

(2) Le gouverneur en conseil peut, parmi les sous-ministres délégués, désigner un sous-25 ministre du Commerce international et un sous-ministre des Affaires politiques.

Sous-
ministres du
Commerce
international
et des
Affaires
politiques

6. L'article 9 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un 30 membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le 35 gouverneur en conseil, le coordonnateur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

Coordon-
nateur des
Relations
économiques
internationales

7. (1) Le paragraphe 10(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce 40 qui suit :

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non 45 attribués de droit à d'autres ministères ou

Attributions

organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Paragraphs 10(2)(d) and (e) of the French version of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 10(2)d) et e) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

(3) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) The Minister may develop and carry out programs related to the Minister's powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad including:

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en oeuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment :

(a) the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce; and

a) de stimuler le commerce international du Canada;

(b) the provision of assistance for developing countries.

b) d'aider les pays en voie de développement.

8. The heading before section 12 of the French version of the Act is replaced by the following:

8. L'intertitre précédant l'article 12 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

9. The portion of section 12 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

9. Le passage de l'article 12 de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

10. Section 14 of the Act and the heading before it are repealed.

10. L'article 14 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

11. (1) Any person who holds the office of Secretary of State for External Affairs, Under-Secretary of State for External Affairs or Associate Under-Secretary of State for External Affairs on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister of Foreign Affairs, Deputy Minister of Foreign Affairs or Associate Deputy Minister of Foreign Affairs, as the case may be, from and after that day.

11. (1) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les charges de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de sous-secrétaire d'État délégué aux Affaires extérieures sont réputées avoir été nommées à cette date ministre des Affaires étrangères, sous-ministre des Affaires étrangères et sous-ministre délégué aux Affaires étrangères, respectivement.

Programs

Programmes

Attributions

Attributions

Transitional

Nouveaux titres

Idem

(2) Any person who holds the office of Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce extérieur) on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister for International Trade (ministre du Commerce international) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce international), as the case may be, from and after that day.

Positions

12. Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Investment Development Division of Investment Canada or who performed duties and functions in connection with that Division except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Foreign Affairs and International Trade under the authority of the Deputy Minister of Foreign Affairs.

(2) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, les charges de ministre du Commerce extérieur (Minister for International Trade) et de sous-ministre du Commerce extérieur (Deputy Minister for International Trade) sont réputées avoir été nommées à cette date ministre du Commerce international (Minister for International Trade) et sous-ministre du Commerce international (Deputy Minister for International Trade), respectivement.

Idem

Postes

12. La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient, au sein d'Investissement Canada, un poste à la Division du développement des investissements et des fonctionnaires qui exerçaient des fonctions liées à cette division, à la différence près qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères.

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

13. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

14. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

13. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

14. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

R.S., c. D-2

*Diplomatic Service (Special)
Superannuation Act*

15. The long title of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act* is replaced by the following:

An Act to provide superannuation benefits for senior appointees of the Department of Foreign Affairs and International Trade serving outside Canada

*Loi sur la pension spéciale du service
diplomatique*

15. Le titre intégral de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* est remplacé par ce qui suit :

Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en fonction à l'étranger

L.R., ch. D-2

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

16. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

17. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order: 10

Department of Foreign Affairs and International Trade

*Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international*

Loi sur la gestion des finances publiques

16. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit : 5

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

17. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 10 de ce qui suit :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade 15

L.R., ch. F-11

1992, c. 1,
s. 72

18. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the reference in column II to the "Secretary of State for External Affairs" opposite the reference to the "Canadian International Development Agency" in column I and replacing it with a reference to the "Minister of Foreign Affairs". 20

18. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, « Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures », en regard du secteur « Agence canadienne de développement international », à la colonne I, est remplacé 20 par « Le ministre des Affaires étrangères ».

1992, ch. 1,
art. 721992, c. 1,
s. 72

19. Schedule I.1 to the French version of the Act is amended by striking out the reference in column II to "Le ministre du Commerce extérieur" opposite the reference to "Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne" in column I and replacing it with a reference to "Le ministre du Commerce international". 25

19. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur », en regard de la mention « Secrétariat de l'ALÉ-NA — Section canadienne », à la colonne I, est remplacé par « Le ministre du Commerce international ». 25

1992, ch. 1,
art. 72

R.S., c. P-21

Privacy Act

20. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

21. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

22. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments*":

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

23. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments*":

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

R.S., c. S-3

*Salaries Act*1993, c. 12,
s. 14(2)

24. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is amended by striking out the following:

The Secretary of State for External Affairs 30
..... 46,645

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

The Minister of Foreign Affairs 46,645

(3) Section 4 of the Act is amended by replacing the expression "The Minister for External Relations" with the expression "The Minister for International Cooperation".

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. 21

20. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

5 Ministère des Affaires extérieures

5

Department of External Affairs

21. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

10 10

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

22. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires extérieures

20 *Department of External Affairs* 20

23. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

25 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

24. (1) L'article 4 de la *Loi sur les traitements* est modifié par suppression de ce qui suit :

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures
..... 46 645

(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Le ministre des Affaires étrangères 35
..... 46 645

(3) Dans l'article 4 de la même loi, « Le ministre des Relations extérieures » est remplacé par « Le ministre de la Coopération internationale ».

(4) Section 4 of the French version of the Act is amended by replacing the expression "Le ministre du Commerce extérieur" with the expression "Le ministre du Commerce international".

(4) Dans l'article 4 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur » est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

5

REFERENCES

References to
Secretary of
State for
External
Affairs

25. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Secretary of State for External Affairs" with the expression "Minister of Foreign Affairs":

(a) paragraph 9(a) and section 32 of the *Asia-Pacific Foundation of Canada Act*;

(b) subsections 40(3), 47(1) to (3) and 58(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act*;

(c) subsection 10(1) of the *Canadian Laws Offshore Application Act*;

(d) subsections 13(3) and 16(1) and paragraphs 16(3)(a), 17(1)(b) and 19(2)(b) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;

(e) paragraph 3(2)(c) of the *Citizenship Act*;

(f) paragraph 3(2)(c) and section 11 of the *Coasting Trade Act*;

(g) subsections 7(10) and (11) and 57(5) and paragraph 477.4(3)(b) of the *Criminal Code*;

(h) subsections 4(1) and 17(2) and section 39 of the *Cultural Property Export and Import Act*;

(i) subsection 59(2) of the *Customs Tariff*;

(j) subsection 68.3(2) of the *Excise Tax Act*;

(k) section 4 of the *Food and Agriculture Organization of the United Nations Act*;

(l) subsection 7(2) of the *Foreign Enlistment Act*;

(m) subsection 5(1) of the *Foreign Extra-territorial Measures Act*;

(n) subsection 2(3), section 4, subsection 5(2), section 6, subsection 10(2) and section 11 of the *Foreign Missions and International Organizations Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

25. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « secrétaire d'État aux Affaires extérieures » est remplacé par « ministre des Affaires étrangères » :

a) l'alinéa 9a) et l'article 32 de la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*;

b) les paragraphes 40(3), 47(1) à (3) et 58(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*;

c) le paragraphe 10(1) de la *Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes*;

d) les paragraphes 13(3) et 16(1) et les alinéas 16(3)a), 17(1)b) et 19(2)b) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

e) l'alinéa 3(2)c) de la *Loi sur la citoyenneté*;

f) l'alinéa 3(2)c) et l'article 11 de la *Loi sur le cabotage*;

g) les paragraphes 7(10) et (11) et 57(5) et l'alinéa 477.4(3)b) du *Code criminel*;

h) les paragraphes 4(1) et 17(2) et l'article 39 de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*;

i) le paragraphe 59(2) du *Tarif des douanes*;

j) le paragraphe 68.3(2) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

k) l'article 4 de la *Loi sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*;

l) le paragraphe 7(2) de la *Loi sur l'enrôlement à l'étranger*;

m) le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*;

n) le paragraphe 2(3), l'article 4, le paragraphe 5(2), l'article 6, le paragraphe 10(2) et l'article 11 de la *Loi sur les*

5 Mentions du
secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

10

10

15

20

25

30

35

40

40

- (o) paragraph 6(1)(b) and section 9 of the *Geneva Conventions Act*;
- (p) subsection 116(3) of the *Immigration Act*;
- (q) section 9 of the *International Boundary Waters Treaty Act*; 5
- (r) section 2 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter 73 of the Statutes of Canada 1980-81-82-83; 10
- (s) section 3 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter I-18 of the Revised Statutes of Canada, 1985;
- (t) section 3 of the *Meat Import Act*; 15
- (u) section 17 of the *Motor Vehicle Transport Act*, 1987;
- (v) subsections 6(1), (2) and (6) of the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*; 20
- (w) subsection 86(3) and section 156 of the *National Transportation Act*, 1987;
- (x) subsection 4(1) of the *Prohibition of International Air Services Act*;
- (y) the heading before section 4 and subsections 4(1) and (2) of the *Revolving Funds Act*; 25
- (z) paragraph 2(c) of the *Roosevelt Campobello International Park Commission Act*; 30
- (z.1) section 632.4 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 82 of chapter 6 of the Third Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985;
- (z.2) subsection 6(1) of the *Special Economic Measures Act*; 35
- (z.3) subsection 14(1) and section 15 of the *State Immunity Act*; and
- (z.4) subsection 8(2) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act*.
- missions étrangères et les organisations internationales*;
- o) l'alinéa 6(1)b) et l'article 9 de la *Loi sur les conventions de Genève*;
- p) le paragraphe 116(3) de la *Loi sur l'immigration*;
- q) l'article 9 de la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales*;
- r) l'article 2 de la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre 73 des Statuts du Canada 1980-81-82-83; 10
- s) l'article 3 de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre I-18 des Lois révisées du Canada (1985); 15
- t) l'article 3 de la *Loi sur l'importation de la viande*;
- u) l'article 17 de la *Loi de 1987 sur les transports routiers*; 20
- v) les paragraphes 6(1), (2) et (6) de la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle*;
- w) le paragraphe 86(3) et l'article 156 de la *Loi de 1987 sur les transports nationaux*;
- x) le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'interdiction de services aériens internationaux*;
- y) l'intertitre précédant l'article 4 et les paragraphes 4(1) et (2) de la *Loi sur les fonds renouvelables*;
- z) l'alinéa 2c) de la *Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello*; 35
- z.1) l'article 632.4 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version édictée par l'article 82 du chapitre 6 du troisième supplément des Lois révisées du Canada (1985); 40
- z.2) le paragraphe 6(1) de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*;
- z.3) le paragraphe 14(1) et l'article 15 de la *Loi sur l'immunité des États*;

Idem	(2) Every reference to the Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.	z.4) le paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada</i> .	Idem
References to Department of External Affairs	26. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of External Affairs" with the expression "Department of Foreign Affairs and International Trade": (a) the definition "coordinating department" in subsection 2(1) of Schedule II to the <i>Canada Elections Act</i> ; (b) section 26 of the <i>Export and Import Permits Act</i> ; and (c) the definition "head of mission" in section 2 of the <i>Federal Real Property Act</i> .	26. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministère des Affaires extérieures » est remplacé par « ministère des Affaires étrangères et du Commerce international » : a) la définition de « ministère coordonnateur », au paragraphe 2(1) de l'annexe II de la <i>Loi électorale du Canada</i> ; b) l'article 26 de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> ; c) la définition de « chef de mission », à l'article 2 de la <i>Loi sur les immeubles fédéraux</i> .	Mentions du ministère des Affaires extérieures
Idem	(2) Every reference to the Department of External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Department of Foreign Affairs and International Trade, unless the context otherwise requires.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministère des Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.	Idem
References to Under-Secretary of State for External Affairs	27. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Under-Secretary of State for External Affairs" and "Under Secretary of State for External Affairs" with the expression "Deputy Minister of Foreign Affairs": (a) paragraph (d) of the definition "veteran" in section 1 of Schedule II to the <i>Public Service Employment Act</i> ; and (b) subsections 9(2) and (5) and 14(2) of the <i>State Immunity Act</i> .	27. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures » est remplacé par « sous-ministre des Affaires étrangères », avec les adaptations nécessaires : a) l'alinéa d) de la définition de « ancien combattant », à l'article 1 de l'annexe II de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> ; b) les paragraphes 9(2) et (5) et 14(2) de la <i>Loi sur l'immunité des États</i> .	Mentions du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Idem	(2) Every reference to the Under-Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du sous-ministre des Affaires étrangères.	Idem

reference to the Deputy Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.

References to
ministère du
Commerce
extérieur

28. Every reference to the ministre du Commerce extérieur in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the ministre du Commerce international, unless the context otherwise requires.

28. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre du Commerce extérieur vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre du Commerce international.

Mentions
relatives au
ministère du
Commerce
extérieur

References to
Minister for
External
Relations

29. Every reference to the Minister for External Relations in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister for International Cooperation, unless the context otherwise requires.

29. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre des Relations extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de la Coopération internationale.

Mentions
relatives au
ministère des
Relations
extérieures

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

30. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste — lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-48

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-48

**An Act to establish the Department of Natural Resources
and to amend related Acts**

First reading, September 19, 1994

THE MINISTER OF NATURAL RESOURCES

C-48

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-48

**Loi constituant le ministère des Ressources naturelles et
modifiant certaines lois connexes**

Première lecture le 19 septembre 1994

LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to establish the Department of Natural Resources and to amend related Acts

Loi constituant le ministère des Ressources naturelles et modifiant certaines lois connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Department of Natural Resources Act*.

1. *Loi sur le ministère des Ressources naturelles*.

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Minister"
Version
anglaise
seulement
natural
resources"
« ressources
naturelles »

"Minister" means the Minister of Natural Resources;

"natural resources" means mines, minerals and other non-renewable resources, energy, including energy developed from water, and forest resources;

« développement durable » Développement qui permet de répondre aux besoins actuels sans compromettre la possibilité pour les 10 générations futures de satisfaire les leurs.

« développe-
ment durable »
"sustainable
development"

"remote
sensing"
« télédétection »

"remote sensing" means the reception and processing of earth observation data acquired by airborne or space-borne systems; 15

« levés » S'entend au sens de la *Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles*.

« levés »
"technical
surveys"

"sustainable
development"
« développe-
ment durable »

"sustainable development" means development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs;

« ressources naturelles » Les mines et les mi- 15 néraux et les autres ressources non renouvelables, ainsi que l'énergie — notamment hydro-électrique — et les ressources forestières.

« ressources
naturelles »
"natural
resources"

"technical
surveys"
« levés »

"technical surveys" has the same meaning as 20 in section 2 of the *Resources and Technical Surveys Act*.

« télédétection » L'acquisition et le traitement 20 des données sur les ressources de la surface terrestre obtenues à partir d'appareils aéroportés ou spatiaux.

« télédétection »
"remote
sensing"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Department of Natural Resources and to amend related Acts".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi constituant le ministère des Ressources naturelles et modifiant certaines lois connexes ».

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Natural Resources with a presiding minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions set out in the enactment and a deputy minister to be appointed by the Governor in Council and makes provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère des Ressources naturelles; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

ESTABLISHMENT OF THE DEPARTMENT

Department
established

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Natural Resources over which the Minister of Natural Resources, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

Minister

(2) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.

Deputy head

4. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Natural Resources to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE
MINISTERMinister's
powers, duties
and functions

5. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to

(a) natural resources;

(b) explosives; and

(c) technical surveys relating to any matter other than a matter to which the powers, duties and functions of the Minister of the Environment and the Minister of Fisheries and Oceans extend by law.

General duties

6. In exercising the powers and performing the duties and functions assigned to the Minister by section 5, the Minister shall

(a) coordinate, promote, recommend and implement policies with respect to the matters referred to in that section, and programs and practices established pursuant to those policies;

(b) assist in the development and promotion of Canadian scientific and technological capabilities;

(c) participate in the development and application of codes and standards for technical surveys and natural resources products and for the management and use of natural resources;

MISE EN PLACE

3. (1) Est constitué le ministère des Ressources naturelles, placé sous l'autorité du ministre des Ressources naturelles. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution

(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.

Ministre

4. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des Ressources naturelles; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

Administrateur
général

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

5. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :

Attributions du
ministre

a) aux ressources naturelles;

b) aux explosifs;

c) aux levés, dans les domaines qui ne relèvent pas de droit du ministre de l'Environnement ou du ministre des Pêches et des Océans.

6. Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 5, le ministre :

Attributions
générales

a) préconise les orientations, objectifs et programmes touchant aux matières visées à cet article et en assure la promotion, la coordination et la mise en oeuvre;

b) aide à la croissance et au perfectionnement du potentiel scientifique et technique canadien;

c) participe à l'élaboration et à l'application de normes et de codes en matière d'aménagement et d'exploitation de ressources naturelles, de levés et de produits liés aux ressources naturelles;

- (d) have regard to the integrated management and sustainable development of Canada's natural resources;
- (e) seek to enhance the responsible development and use of Canada's natural resources and the competitiveness of Canada's natural resources products; 5
- (f) participate in the enhancement and promotion of market access for Canada's natural resources products and technical surveys industries, both domestically and internationally; 10
- (g) promote the development and use of remote sensing technology;
- (h) promote cooperation with the governments of the provinces and with non-governmental organizations in Canada, and participate in the promotion of cooperation with the governments of other countries and with international organizations; and 20
- (i) gather, compile, analyse, coordinate and disseminate information respecting scientific, technological, economic, industrial, managerial, marketing and related activities and developments affecting Canada's natural resources. 25

- d) respecte le principe de la gestion intégrée et du développement durable en ce qui touche les ressources naturelles du pays;
- e) s'efforce de faire valoir l'utilisation et l'exploitation rationnelles des ressources naturelles du pays et la compétitivité du Canada dans le domaine des produits liés aux ressources naturelles; 5
- f) s'efforce, à l'échelle nationale et internationale, d'accroître l'accès au marché pour les produits liés aux ressources naturelles du pays et de promouvoir le secteur des levés; 10
- g) favorise le développement et l'exploitation de la technologie en matière de télédétection; 15
- h) favorise la promotion de la coopération avec les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales du Canada et participe à la promotion de la coopération avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales; 20
- i) recueille, dépouille, analyse, coordonne et diffuse l'information sur les activités, notamment scientifiques, techniques, économiques, industrielles, administratives et commerciales, et les progrès ou faits nouveaux relatifs aux ressources naturelles du Canada. 25

GENERAL

RAPPORT

Report required by Governor in Council

7. (1) The Governor in Council may make regulations requiring the Minister to prepare a report respecting any matter related to the Minister's powers, duties and functions.

7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger du ministre qu'il établisse un rapport sur toute activité relevant des attributions de celui-ci. 30

Rapport exigé par le gouverneur en conseil

Tabling of report

(2) The Minister shall cause a copy of any report required by the Governor in Council to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the report is prepared. 35

(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les meilleurs délais suivant son établissement. 35

Dépôt

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Positions

8. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Department of Energy, Mines and Resources or in the Department of Forestry, 40

8. (1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient un poste au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministère des Forêts, à la différence près qu'à comp-

Postes

except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Natural Resources under the authority of the Deputy Minister of Natural Resources.

ter de cette date, ils l'occupent au ministère des Ressources naturelles, sous l'autorité du sous-ministre des Ressources naturelles.

Definition of
"employee"

(2) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

(2) Au présent article, « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Définition de
« fonctionnaire »

Transfer of
appropriations

9. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry, and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Natural Resources.

9. Les sommes affectées et non engagées, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique des ministères de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des Forêts sont réputées être, à l'entrée en vigueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère des Ressources naturelles.

Transfert de
crédits

Transfer of
powers, duties
and functions

10. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Energy, Mines and Resources, the Minister of Forestry, the Deputy Minister of Energy, Mines and Resources, the Deputy Minister of Forestry or any officer of the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the Minister of Natural Resources, the Deputy Minister of Natural Resources or the appropriate officer of the Department of Natural Resources, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function.

10. Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministre ou sous-ministre des Forêts, ou à un fonctionnaire de ces ministères, sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre des Ressources naturelles, ou le fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert
d'attributions

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

1989, c. 27, s.
19

11. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

11. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'É- 35 45 tat* », de ce qui suit :

1989, ch. 27,
art. 19

Department of Energy, Mines and Resources
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry
Ministère des Forêts

12. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Natural Resources
Ministère des Ressources naturelles

Canada Petroleum Resources Act

13. Paragraph (a) of the definition "Minister" in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act* is replaced by the following:

(a) in relation to any lands in respect of which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the natural resources therein, the Minister of Natural Resources, and

14. Paragraph 72(c) of the Act is replaced by the following:

(c) the references therein to the "Department of National Revenue" were read as a reference to the "Department of Natural Resources" or the "Department of Indian Affairs and Northern Development", whichever is applicable in the circumstances;

15. The definitions "Fund" and "Minister" in section 75 of the Act are replaced by the following:

"Fund" means the Environmental Studies Research Fund (NR) established under subsection 76(1) or the Environmental Studies Research Fund (IAND) established under that subsection, or both, as the context requires;

"Minister" means the Minister of Natural Resources or the Minister of Indian Af-

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

5 Ministère des Forêts

Department of Forestry

12. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

10 Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources

Loi fédérale sur les hydrocarbures

13. La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, est remplacée par ce qui suit :

« ministre » Selon qu'il s'agit de terres domaniales dont les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative du ministre des Ressources naturelles ou sous celle du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'un ou l'autre de ces ministres.

14. L'alinéa 72c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) la mention du « ministre du Revenu national » était la mention, selon le cas, du « ministre des Ressources naturelles » ou du « ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien »;

15. Les définitions de « fonds » et « ministre », à l'article 75 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« fonds » Fonds pour l'étude de l'environnement (RN) ou (AINC) visé au paragraphe 76(1).

« ministre » Le ministre des Ressources naturelles ou le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

R.S., c. 36 (2nd Suppl.)
 [c. C-8.5]

L.R., ch. 36 (2^e suppl.) [ch. C-8.5]

"Fund"
 « fonds »

"Minister"
 « ministre »

« ministre »
 "Minister"

« fonds »
 "Fund"

« ministre »
 "Minister"

EXPLANATORY NOTES

Canada Petroleum Resources Act

Clauses 13 to 17: These amendments, which would substitute references to the Minister and Department of Natural Resources for references to the Minister and Department of Energy, Mines and Resources, are consequential on the establishment of the new Department.

NOTES EXPLICATIVES

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Articles 13 à 17. — Remplacement des mentions du ministre ou du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources par celles du ministre ou du ministère des Ressources naturelles. Découle de la constitution du nouveau ministère.

fairs and Northern Development, or both, as the context requires.

16. Paragraph 76(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) an account under the administrative responsibility of the Minister of Natural Resources, to be known as the Environmental Studies Research Fund (NR), which shall include a sub-account for each prescribed region of frontier lands within the area under that Minister's responsibility; and

17. The definitions "Deputy Registrar" and "Registrar" in subsection 84(1) of the Act are replaced by the following:

"Deputy Registrar"
« directeur adjoint »

"Deputy Registrar" means

- (a) in relation to any area in respect of which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate, and
- (b) in relation to any area in respect of which the Minister of Indian Affairs and Northern Development has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate;

"Registrar"
« directeur »

"Registrar" means

- (a) in relation to any area in respect of which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate, and
- (b) in relation to any area in respect of which the Minister of Indian Affairs and Northern Development has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate;

16. Le paragraphe 76(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- 5 76. (1) Sont ouverts parmi les comptes du Canada un compte placé sous la responsabilité administrative du ministre des Ressources naturelles, appelé Fonds pour l'étude de l'environnement (RN) et un compte placé sous celle du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, appelé Fonds pour l'étude de l'environnement (AINC); chaque compte doit comprendre un compte secondaire pour chaque région du territoire placé sous la responsabilité du ministre.

Ouverture de comptes

17. Les définitions de « directeur » et « directeur adjoint », au paragraphe 84(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

- 15 « directeur » La personne nommée par le ministre des Ressources naturelles ou par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, selon qu'il s'agit de terres dont les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative de l'un ou de l'autre.

« directeur »
"Registrar"

- « directeur adjoint » La personne nommée par le ministre des Ressources naturelles ou par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, selon qu'il s'agit de terres dont les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative de l'un ou de l'autre.

« directeur adjoint »
"Deputy Registrar"

R.S., c. 15 (3rd
Suppl.) [c. C-
15.5]

*Canadian Exploration and Development
Incentive Program Act*

18. Section 18 of the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* is replaced by the following:

Publication of
names of
recipients

18. The name of a recipient of a payment and the aggregate of payments received by the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

R.S., c. 27 (4th
Suppl.) [c. C-
15.7]

*Canadian Exploration Incentive Program
Act*

19. Subsection 20(5) of the *Canadian Exploration Incentive Program Act* is replaced by the following:

Publication of
names of
recipients

(5) The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

R.S., c. E-6

Energy Administration Act

R.S., c. 7 (2nd
Suppl.), s. 70(1)

20. The definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Energy Administration Act* is replaced by the following:

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Natural Resources;

21. Subsection 60(2) of the Act is replaced by the following:

Recovery of
charges and
penalties

(2) All charges and penalties payable under this Part may be recovered in the same manner as any amount payable under the *Excise Tax Act* and for that purpose sections 82 to 93 of that Act apply with such modifications as the circumstances require and any reference in those sections to the Minister or Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Minister or Deputy Minister of Natural Resources.

R.S., c. 47 (4th
Suppl.), s. 52
(Sch., item
4(2))

22. Section 63 of the Act is replaced by the following:

*Loi sur le programme canadien
d'encouragement à l'exploration et à la mise
en valeur d'hydrocarbures*

L.R., ch. 15 (3^e
suppl.) [ch. C-
15.5]

18. L'article 18 de la *Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures* est remplacé par ce qui suit :

18. Le ministre peut divulguer dans une publication du ministère le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

*Loi sur le programme de stimulation de
l'exploration minière au Canada*

Publication du
nom du bénéfi-
ciaire

19. Le paragraphe 20(5) de la *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada* est remplacé par ce qui suit :

(5) Le ministre peut divulguer dans une publication du ministère le nom de celui qui reçoit une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Loi sur l'administration de l'énergie

L.R., ch. 27 (4^e
suppl.) [ch. C-
15.7]

20. La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'administration de l'énergie*, est remplacée par ce qui suit :

« ministre » Le ministre des Ressources naturelles.

21. Le paragraphe 60(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Toutes les redevances et amendes exigibles en vertu de la présente partie sont recouvrables selon les mêmes modalités qu'une somme exigible en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*; à cette fin, les articles 82 à 93 de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, toute mention dans ces articles du ministre ou du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du ministre ou du sous-ministre des Ressources naturelles.

Divulguation du
nom

L.R., ch. E-6

L.R., ch. 7 (2^e
suppl.), par.
70(1)

« ministre »
"Minister"

Recouvrement
des redevances
et des amendes

L.R., ch. 47 (4^e
suppl.), art. 52,
ann., par. 4(2)

22. L'article 63 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

*Canadian Exploration and Development Incentive
Program Act*

Clause 18: Section 18 reads as follows:

18. The name of a recipient of a payment and the aggregate of payments received by the recipient in a twelve month period may be disclosed by the Minister in the annual report showing the operations of the Department of Energy, Mines and Resources for a fiscal year.

*Loi sur le programme canadien d'encouragement à
l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures*

Article 18. — Texte de l'article 18 :

18. Le ministre peut divulguer dans le rapport annuel d'activité du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources au cours d'un exercice le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Canadian Exploration Incentive Program Act

Clause 19: Subsection 20(5) reads as follows:

(5) The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by the recipient in a twelve month period may be disclosed by the Minister in the annual report showing the operations of the Department of Energy, Mines and Resources for a fiscal year.

*Loi sur le programme de stimulation de l'exploration
minière au Canada*

Article 19. — Texte du paragraphe 20(5) :

(5) Le ministre peut divulguer dans le rapport d'activité annuel du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources relatif à un exercice le nom de celui qui reçoit une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Energy Administration Act

Clauses 20 to 22: These amendments, which would substitute references to the Minister and Deputy Minister of Natural Resources for references to the Minister and Deputy Minister of Energy, Mines and Resources, are consequential on the establishment of the new Department.

Loi sur l'administration de l'énergie

Articles 20 à 22. — Les termes soulignés sont nouveaux et découlent de la constitution du ministère des Ressources naturelles.

Appeal

63. Where any difference arises or where any doubt exists as to whether any charge is payable or as to the amount of the charge that is payable on any petroleum or petroleum product, the Canadian International Trade Tribunal established by the *Canadian International Trade Tribunal Act* may declare what amount of charge is payable thereon, if any, and for that purpose sections 104 and 105 of the *Excise Tax Act* apply with such modifications as the circumstances require and any reference in those sections to the Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Deputy Minister of Natural Resources.

63. Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur le pétrole ou les produits pétroliers, le Tribunal canadien du commerce extérieur, constitué par la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, peut se prononcer sur l'exigibilité et le montant de la redevance; à cette fin, les articles 104 et 105 de la *Loi sur la taxe d'accise* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, toute mention dans ces articles du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du sous-ministre des Ressources naturelles.

Appel

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

1989, c. 27, s. 21

23. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of Energy, Mines and Resources
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry
Ministère des Forêts

24. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Department of Natural Resources
Ministère des Ressources naturelles

1992, c. 1, s. 72

25. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the references in column II to "Minister of Energy, Mines and Resources" opposite the references to "National Energy Board" and "Petroleum Monitoring Agency" in column I and replacing them with the following:

Minister of Natural Resources

R.S., c. F-30;
1989, c. 27, s. 14*Forestry Act*

1989, c. 27, s. 15

26. Section 2 of the *Forestry Act* is replaced by the following:

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

23. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

24. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Ministère des Ressources naturelles
Department of Natural Resources

25. La mention « Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources », à la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, en regard des mentions « Agence de surveillance du secteur pétrolier » et « Office national de l'énergie », à la colonne I, est remplacée par la mention « Le ministre des Ressources naturelles ».

1992, ch. 1, art. 72

35

*Loi sur les forêts*L.R., ch. F-30;
1989, ch. 27, art. 14

26. L'article 2 de la *Loi sur les forêts* est remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 27, art. 15

Forestry Act

Clause 26: This amendment, which would substitute a reference to the Minister of Natural Resources for the reference to the Minister of Forestry, is consequential on the establishment of the new Department.

Loi sur les forêts

Article 26. — Les termes soulignés sont nouveaux et découlent de la constitution du ministère des Ressources naturelles.

Definition of
"Minister"1989, c. 27, s.
16(1)Functions of
Minister

R.S., c. P-13

Publication of
names of
recipients

R.S., c. P-21

1989, c. 27, s.
22

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Natural Resources.

27. (1) The portion of subsection 3(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned to the Minister by the *Department of Natural Resources Act*, the Minister

(2) Paragraph 3(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) may enter into agreements with the government of any province or with any person for forest protection and management or forest utilization, for the conduct of research related thereto or for forestry publicity or education;

28. Section 19 of the *Petroleum Incentives Program Act* is replaced by the following:

19. The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

29. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry

Ministère des Forêts

30. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical or-

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre des Ressources naturelles.

27. (1) Le passage du paragraphe 3(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

3. (1) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles*, le ministre :

(2) L'alinéa 3(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) peut conclure des accords avec un gouvernement provincial ou toute personne pour la protection et la gestion des forêts ou leur utilisation, la conduite de recherches dans ce domaine ou la publicité ou la diffusion d'information sur les forêts;

Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier

28. L'article 19 de la *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier* est remplacé par ce qui suit :

19. Le ministre peut divulguer dans une publication du ministère le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Loi sur la protection des renseignements personnels

29. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

30. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique,

Définition de
« ministre »1989, ch. 27,
par. 16(1)Attributions du
ministre

L.R., ch. P-13

Publication du
nom du bénéficiaire

L.R., ch. P-21

1989, ch. 27,
art. 22

Clause 27: (1) This amendment, which would substitute a reference to the *Department of Natural Resources Act* for the reference to the *Department of Forestry Act*, is consequential on the establishment of the new Department.

(2) The relevant portion of subsection 3(1) reads as follows:

3. (1) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned to the Minister by the *Department of Forestry Act*, the Minister

...

(c) with the approval of the Governor in Council, may enter into agreements with the government of any province or with any person for forest protection and management or forest utilization, for the conduct of research related thereto or for forestry publicity or education;

Petroleum Incentives Program Act

Clause 28: Section 19 reads as follows:

19. The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by him in a twelve month period may be disclosed by the Minister in his annual report showing the operations of the Department of Energy, Mines and Resources for a fiscal year.

Article 27,(1). — Les termes soulignés sont nouveaux et découlent de la constitution du ministère des Ressources naturelles.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 3(1) :

3. (1) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la *Loi sur le ministère des Forêts*, le ministre :

...

c) peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec un gouvernement provincial ou toute personne pour la protection et la gestion des forêts ou leur utilisation, la conduite de recherches dans ce domaine ou la publicité ou la diffusion d'information sur les forêts;

Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier

Article 28. — Texte de l'article 19 :

19. Le ministre peut divulguer dans le rapport annuel des activités du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources au cours d'un exercice le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

der under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Natural Resources

Ministère des Ressources naturelles

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

31. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "Departments":

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry

Ministère des Forêts

32. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments":

Department of Natural Resources

Ministère des Ressources naturelles

R.S., c. R-7

Resources and Technical Surveys Act

33. (1) The definitions "Department" and "technical surveys" in section 2 of the *Resources and Technical Surveys Act* are replaced by the following:

"Department" means the Department of Natural Resources;

"technical surveys" means geological, geophysical, geochemical, geographical, geodetic, topographical, hydrographic, hydrogeological, geotechnical, oceanographic, meteorological and other similar surveys.

(2) Paragraph (c) of the definition "Minister" in section 2 of the Act is replaced by the following:

(c) with respect to other technical surveys and all other powers, duties and

sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

31. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

32. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources

Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles

L.R., ch. R-7

33. (1) Les définitions de « levés » et « ministère », à l'article 2 de la *Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« levés » Plans et levés géologiques, géophysiques, géographiques, géodésiques, topographiques, hydrographiques, hydrogéodésiques, géotechniques et océanographiques, relevés géochimiques et météorologiques et autres levés ou relevés semblables.

« ministère » Le ministère des Ressources naturelles.

(2) L'alinéa c) de la définition de « ministère », à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) le ministre des Ressources naturelles, pour les autres levés et les autres pou-

"Department"
« ministère »

"technical
surveys"
« levés »

« levés »
"technical
surveys"

« ministère »
"Department"

Resources and Technical Surveys Act

Clause 33: These amendments would add the underlined words.

Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles

Article 33. — Les termes soulignés sont nouveaux.

functions under this Act, the Minister of Natural Resources;

34. (1) Paragraph 3(a) of the Act is replaced by the following:

(a) collect and publish statistics of the mineral exploration, development and production and of the mining and metallurgical industries of Canada, and such data regarding the economic minerals of Canada as relate to the processes and activities connected with their utilization, and collect and preserve records of mines and mining works in Canada;

(2) Paragraph 3(f) of the Act is replaced by the following:

(f) prepare and publish the maps, plans, sections, diagrams, drawings, documents and data that are necessary to illustrate and elucidate any reports of investigations and surveys made pursuant to this Act.

35. Sections 5 to 7 of the Act are replaced by the following:

5. The Minister may authorize the distribution or sale of products, data, duplicate specimens, maps and other documents produced or issued by or on behalf of the Department.

6. Subject to section 5 of the Department of Natural Resources Act respecting the powers, duties and functions of the Minister in relation to matters mentioned in that section over which Parliament has jurisdiction, the Minister shall be responsible for coordinating, promoting and recommending national policies and programs with respect to energy, mines and minerals, water and other resources, and, in carrying out the Minister's responsibilities under this section, the Minister may

(a) conduct or cooperate with persons conducting applied and basic research programs and investigations and economic studies in relation to those resources, and for that purpose maintain and operate research institutes, laboratories, observato-

voirs et fonctions prévus par la présente loi.

34. (1) L'alinéa 3a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) la collecte et la publication de statistiques sur l'exploration, la mise en valeur et la production minières et sur les industries minières et métallurgiques du Canada d'une part, et de données concernant les opérations et activités liées à l'exploitation des minéraux présentant un intérêt économique d'autre part, ainsi que la collecte et la conservation de documents disponibles sur les mines et les travaux miniers au Canada;

(2) L'alinéa 3f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) l'établissement et la publication des cartes, plans, sections, diagrammes, dessins, documents et données nécessaires pour illustrer et clarifier les rapports sur des études et travaux effectués en application de la présente loi.

35. Les articles 5 à 7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

5. Le ministre peut autoriser la distribution ou la vente de doubles des spécimens, données, publications, cartes et autres documents et produits émanant du ministère ou créés pour son compte.

6. Dans le cadre fixé pour l'exercice de ses attributions par l'article 5 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles, le ministre est chargé de recommander, de promouvoir et de coordonner une politique canadienne et des programmes nationaux en matière d'énergie et de ressources naturelles, notamment en ce qui concerne les mines et minéraux et l'eau. À cette fin, il peut :

a) exécuter — ou collaborer avec des personnes qui exécutent — des programmes de recherche fondamentale et appliquée ainsi que des analyses et des études économiques relatives à ces ressources et, à cet effet, assurer le fonctionnement d'instituts de recherche, de laboratoires, d'observatoires et d'autres installations d'exploration et de recherche sur les sources, la

Distribution of specimens and publications

Powers

Distribution de spécimens et publications

Pouvoirs

Clause 34: The relevant portion of section 3 reads as follows:

3. The Minister shall

(a) collect and publish full statistics of the mineral production and of the mining and metallurgical industries of Canada, and such data regarding the economic minerals of Canada as relate to the processes and activities connected with their utilization, and collect and preserve all available records of mines and mining works in Canada;

...

(f) prepare and publish the maps, plans, sections, diagrams and drawings that are necessary to illustrate and elucidate any reports of investigations and surveys made pursuant to this Act.

Clause 35: Proposed section 8 is new. Sections 5 to 7 read as follows:

5. The Minister may cause distribution to be made of duplicate specimens to scientific, literary and educational institutions in Canada and other countries, and may authorize the distribution or sale of the publications, maps and other documents issued by the Department.

6. Subject to section 4 of the *Department of Energy, Mines and Resources Act* respecting the powers, duties and functions of the Minister in relation to matters mentioned in that section over which Parliament has jurisdiction, the Minister shall be responsible for coordinating, promoting and recommending national policies and programs with respect to energy, mines and minerals, water and other resources, and, in carrying out his responsibilities under this section, the Minister may

(a) conduct applied and basic research programs and investigations and economic studies in relation to those resources, and for that purpose maintain and operate research institutes, laboratories, observatories and other facilities for exploration and research related to the source, origin, properties, development or use of those resources; and

(b) study, keep under review and consider recommendations with respect to matters relating to the exploration for, or the production, recovery, manufacture, processing, transmission, transportation, distribution, sale, purchase, exchange or disposition of, any of those resources and with respect to matters relating to the sources thereof within or outside Canada.

7. (1) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in section 6, formulate plans for the conservation, development and use of the resources specified in that section and for research with respect thereto and the Minister may, with the authority of the Governor in Council, carry out those plans in cooper-

Article 34. — Texte des passages introductif et visés de l'article 3 :

3. Les responsabilités suivantes incombent au ministre :

a) la collecte et la publication de statistiques exhaustives sur la production minérale et les industries minières et métallurgiques du Canada d'une part, et de données concernant les opérations et activités liées à l'exploitation des minéraux présentant un intérêt économique d'autre part, ainsi que la collecte et la conservation de documents disponibles sur les mines et les travaux miniers au Canada;

...

f) l'établissement et la publication des cartes, plans, sections, diagrammes et dessins nécessaires pour illustrer et clarifier les rapports sur des études et travaux effectués en application de la présente loi.

Article 35. — L'article 8 est nouveau. Texte des articles 5 à 7 :

5. Le ministre peut faire distribuer des spécimens aux institutions scientifiques, littéraires et éducatives du Canada et d'autres pays, de même qu'autoriser la distribution ou la vente des publications, cartes et autres documents émanant du ministère.

6. Dans le cadre fixé pour l'exercice de ses attributions par l'article 4 de la *Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources*, le ministre est chargé de recommander, de promouvoir et de coordonner une politique canadienne et des programmes nationaux en matière d'énergie et de ressources naturelles, notamment en ce qui concerne les mines et minéraux et l'eau. À cette fin, il peut :

a) faire exécuter des programmes de recherche fondamentale et appliquée ainsi que des analyses et des études économiques relatives à ces ressources et, à cet effet, assurer le fonctionnement d'instituts de recherche, de laboratoires, d'observatoires et d'autres installations d'exploration et de recherche sur les sources, la provenance et les propriétés de ces ressources et sur leur mise en valeur ou utilisation;

b) étudier toute recommandation en matière d'exploration, de production, de récupération, de fabrication, de transformation, de transport, de distribution, de vente, d'achat, d'échange ou d'aliénation de ces ressources, ou concernant leur provenance, canadienne ou non.

7. (1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 6, le ministre peut élaborer des programmes de gestion et d'exploitation rationnelles des ressources qui y sont mentionnées, ainsi que de recherche dans ces domaines, et, avec l'autorisation du gouverneur en conseil et en collaboration avec d'autres ministères ou organismes fédéraux, prendre les mesures nécessaires à leur exécution.

(2) Pour la mise en oeuvre de ces programmes, le ministre peut :

ries and other facilities for exploration and research related to the source, origin, properties, development or use of those resources; and

(b) study, keep under review and consider recommendations with respect to matters relating to the exploration for, or the production, recovery, manufacture, processing, transmission, transportation, distribution, sale, purchase, exchange or disposition of, any of those resources, and with respect to matters relating to the sources of those resources within or outside Canada.

Conservation,
etc., of
resources

7. (1) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in section 6, formulate plans for the conservation, development and use of the resources specified in that section and for related research and the Minister may carry out those plans in cooperation with other departments, branches and agencies of the Government of Canada.

Cooperation
and agreements

(2) In formulating and carrying out any plans under subsection (1), the Minister may

(a) cooperate with the provinces and with municipalities;

(b) enter into agreements with any person or body, including the government of any province or any department, branch or agency of such a government, respecting the carrying out of those plans; and

(c) make grants and contributions and, with the approval of the Governor in Council, provide other forms of financial assistance.

Consultation

(3) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in this section, including in relation to technical surveys, consult with, and inaugurate conferences of representatives of, producers, industry, the universities, labour and provincial and municipal authorities.

Logistic
support, etc.,
relating to the
Arctic region

8. (1) The Minister may coordinate logistics support and provide related assistance for the purposes of advancing scientific knowledge of the Arctic region and contrib-

provenance et les propriétés de ces ressources et sur leur mise en valeur ou utilisation;

b) étudier toute recommandation en matière d'exploration, de production, de récupération, de fabrication, de transformation, de transport, de distribution, de vente, d'achat, d'échange ou d'aliénation de ces ressources, ou concernant leur provenance, canadienne ou non.

7. (1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 6, le ministre peut élaborer des programmes de gestion et d'exploitation rationnelles des ressources qui y sont mentionnées, ainsi que de recherche dans ces domaines et, en collaboration avec d'autres ministères ou organismes fédéraux, prendre les mesures nécessaires à leur exécution.

Protection des
ressources

(2) Pour la mise en oeuvre de ces programmes, le ministre peut :

Coopération et
accords

a) collaborer avec les provinces et les municipalités;

b) conclure des accords portant sur leur exécution avec toute personne ou organisation, y compris tout gouvernement provincial, ou tout ministère ou organisme de celui-ci;

c) accorder des subventions ou contributions et, avec l'agrément du gouverneur en conseil, toute autre aide financière.

(3) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions prévus au présent article, y compris en ce qui concerne les levés, le ministre peut consulter les représentants des producteurs, de l'industrie, des universités, des salariés, ainsi que des autorités provinciales et municipales, et prendre l'initiative de conférences entre ces représentants.

Consultation

8. (1) Le ministre peut prendre en charge la coordination du soutien logistique d'activités visant à faire progresser les connaissances scientifiques des régions arctiques ou

Activités dans
la région
arctique

ation with other departments, branches and agencies of the Government of Canada.

(2) In formulating and carrying out any plans under subsection (1), the Minister may

(a) cooperate with the provinces and with municipalities; and

(b) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements with the government of any province or any agency thereof respecting the carrying out of those plans.

(3) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in this section, consult with and inaugurate conferences of representatives of producers, industry, the universities, labour and provincial and municipal authorities.

a) collaborer avec les provinces et les municipalités;

b) avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords portant sur leur exécution avec un gouvernement ou organisme provincial.

(3) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions prévus au présent article, le ministre peut consulter les représentants des producteurs, de l'industrie, des universités, des salariés, ainsi que des autorités provinciales et municipales, et prendre l'initiative de conférences entre ces représentants.

Recovery of expenditures

uting to the exercise of Canada's sovereignty in that region and its adjacent waters.

(2) For the purposes of subsection (1), the Minister may

(a) make grants and contributions; and

(b) make recoverable expenditures on behalf of any other department, branch or agency of the Government of Canada or a province or any university, organization or person in respect of its share of the cost of any logistics support or related assistance.

contribuant à l'exercice de la souveraineté canadienne sur celles-ci ainsi que sur les eaux contiguës et fournir l'aide connexe.

(2) Le ministre peut, dans le cadre du paragraphe (1) :

a) verser des subventions ou contributions;

b) engager des dépenses pour le compte d'autres ministères ou organismes fédéraux, d'universités ou autres organisations ou de personnes au titre de leur part du coût du soutien logistique ou de l'aide connexe et recouvrer les sommes ainsi exposées.

Recouvrements des dépenses

R.S., c. S-3

Salaries Act

1989, c. 27, s. 23; 1993, c. 12, s. 14

36. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is amended by striking out the following:

The Minister of Energy, Mines and Resources 46,645

The Minister of Forestry 46,645

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

The Minister of Natural Resources ... 46,645

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

36. (1) L'article 4 de la *Loi sur les traitements* est modifié par suppression de ce qui suit :

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources 46 645

Le ministre des Forêts 46 645 20

(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Le ministre des Ressources naturelles 46 645

REFERENCES

References to Minister of Energy, Mines and Resources

37. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Minister of Energy, Mines and Resources" with the expression "Minister of Natural Resources":

(a) the definition "Federal Minister" in section 2, the definition "first fiscal year of offshore production" in subsection 218(1), sections 219, 223 and 226 and paragraph 227(b) of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*; 30

(b) the definition "Federal Minister" in section 2 of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*;

(c) the definition "Minister" in section 2 of the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

37. (1) Dans les passages suivants, « ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources » est remplacé par « ministre des Ressources naturelles » :

a) la définition de « ministre fédéral », à l'article 2, la définition de « premier exercice de production extracôtière », au paragraphe 218(1), les articles 219, 223 et 226 et l'alinéa 227b) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*; 35

b) la définition de « ministre fédéral », à l'article 2 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtières*;

c) la définition de « ministre », à l'article 2 40 de la *Loi sur le programme canadien d'en-*

Mentions relatives au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Salaries Act

Clause 36: These amendments, which would substitute a reference to the Minister of Natural Resources for the references to the Minister of Energy, Mines and Resources and the Minister of Forestry, are consequential on the establishment of the new Department.

Loi sur les traitements

Article 36. — Les termes soulignés sont nouveaux et découlent de la constitution du ministère des Ressources naturelles.

- (d) the definition "Minister" in section 2 of the *Canadian Home Insulation Program Act*;
- (e) subsection 10(2) of the *Canadian Laws Offshore Application Act*; 5
- (f) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Canadian Ownership and Control Determination Act*;
- (g) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Cooperative Energy Act*; 10
- (h) the definition "Minister" in section 2 of the *Energy Efficiency Act*;
- (i) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Energy Monitoring Act*;
- (j) subsection 11(2), section 12 and subsections 14(1) and (2), 32(1) and (2) and 39(2) of the *Energy Supplies Emergency Act*; 15
- (k) subparagraph (c)(i) of the definition "mineral resource" in subsection 69(1) of 20 the *Excise Tax Act*;
- (l) the definition "Minister" in section 2 of the *Explosives Act*;
- (m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Hibernia Development Project* 25 *Act*;
- (n) the definition "Minister" in section 2 of the *Home Insulation (N.S. and P.E.I.) Program Act*;
- (o) subparagraph (d)(iv) of the definition 30 "Canadian exploration expense" in subsection 66.1(6), subsection 66.1(10) and subparagraph (d)(i) of the definition "mineral resource" in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*; 35
- (p) paragraph 157(3)(b) of the *Canada Labour Code*;
- (q) the definition "Minister" in subsection 2(1) and subsections 36(1) and (2) and 45(1) of the *Canada Lands Surveys Act*; 40
- (r) section 3, subsections 27(1) and (2), section 38 and subsection 39(2) of the *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act*;
- couragement à l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures*;
- d) la définition de « Ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes*; 5
- e) le paragraphe 10(2) de la *Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes*;
- f) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens*; 10
- g) la définition de « Ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les coopératives de l'énergie*;
- h) la définition de « ministre », à l'article 2 15 de la *Loi sur l'efficacité énergétique*;
- i) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la surveillance du secteur énergétique*;
- j) le paragraphe 11(2), l'article 12 et les 20 paragraphes 14(1) et (2), 32(1) et (2) et 39(2) de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*;
- k) le sous-alinéa c)(i) de la définition de « ressource minérale », au paragraphe 25 69(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- l) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les explosifs*;
- m) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'exploitation du 30 champ Hibernia*;
- n) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences (N.-É. et Î.-P.-É.)*; 35
- o) le sous-alinéa d)(iv) de la définition de « frais d'exploration au Canada », au paragraphe 66.1(6), le paragraphe 66.1(10) et le sous-alinéa d)(i) de la définition de « matières minérales », au paragraphe 40 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- p) l'alinéa 157(3)b) du *Code canadien du travail*;

(s) the definition "federal Ministers" in section 2, paragraph (b) of the definition "Minister" in section 2, paragraph 6(2)(b) and subsection 7(3) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*;

(t) the definition "Minister" in section 2 of the *Oil Substitution and Conservation Act*;

(u) subsections 14(2) and 21(1) of the *Petro-Canada Public Participation Act*;

(v) the definitions "approved recovery project" and "exempt percentage" in subsection 2(1) and subsections 2(11) and (12) of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*;

(w) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Petroleum Incentives Program Act*;

(x) subsection 109(2) of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 9 of chapter 6 of the Third Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985; and

(y) subsections 339(1.1), 339.1(3) and 399(1.1) of the *Canada Shipping Act*.

q) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1), et les paragraphes 36(1) et (2) et 45(1) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;

r) l'article 3, les paragraphes 27(1) et (2), l'article 38 et le paragraphe 39(2) de la *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles*;

s) la définition de « ministres fédéraux » et l'alinéa b) de la définition de « ministre », à l'article 2, l'alinéa 6(2)b) et le paragraphe 7(3) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*;

t) l'article 2 de la *Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout*;

u) les paragraphes 14(2) et 21(1) de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*;

v) les définitions de « installation approuvée de récupération » et « pourcentage d'exonération », au paragraphe 2(1), et les paragraphes 2(11) et (12) de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*;

w) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*;

x) le paragraphe 109(2) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version édictée par l'article 9 du chapitre 6 du troisième supplément des Lois révisées du Canada (1985);

y) les paragraphes 339(1.1), 339.1(3) et 399(1.1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

(2) Every reference to the Minister of Energy, Mines and Resources or the Minister of Forestry in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Natural Resources.

38. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of Energy, Mines and Resources"

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, les mentions du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et celles du ministre des Forêts valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre des Ressources naturelles.

38. (1) Dans les passages suivants, « ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources » est remplacé par « ministère des Ressources naturelles » :

Other references

References to Department of Energy, Mines and Resources

Autres dispositions

Mentions relatives au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

with the expression "Department of Natural Resources":

- (a) subsection 13(3) and sections 17 and 28 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act*;
- (b) section 25 of the *Energy Monitoring Act*;
- (c) section 12 of the *Energy Supplies Emergency Act*;
- (d) the definition "Department" in section 10 2 of the *Explosives Act*;
- (e) subparagraphs 241(4)(d)(v) and (vi) of the *Income Tax Act*;
- (f) subsections 3(3), 4(2) and 48(2) of the *Canada Lands Surveys Act*; and 15
- (g) subsection 7(2) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Other references

- (2) Every reference to the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Natural Resources. 25

REPEALS

Repeal of R.S., c. E-7

39. The *Department of Energy, Mines and Resources Act* is repealed.

Repeal

40. The *Department of Forestry Act*, chapter 27 of the Statutes of Canada, 1989, is repealed.

Repeal

41. *An Act to amend the Department of Forestry Act and to make related amendments to other Acts*, chapter 44 of the Statutes of Canada, 1992, is repealed.

COMING INTO FORCE

Coming into force

42. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

a) le paragraphe 13(3) et les articles 17 et 28 de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*;

5 b) l'article 25 de la *Loi sur la surveillance du secteur énergétique*; 5

c) l'article 12 de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*;

d) la définition de « ministère », à l'article 2 de la *Loi sur les explosifs*;

e) les sous-alinéas 241(4)d)(v) et (vi) de la 10 *Loi de l'impôt sur le revenu*;

f) les paragraphes 4(2) et 48(2) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;

g) le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*. 15

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, les mentions du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et celles du ministère des Forêts valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère des Ressources naturelles. 20

Autres dispositions

ABROGATIONS

39. La *Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. E-7

40. La *Loi sur le ministère des Forêts*, 25 chapitre 27 des Lois du Canada (1989), est 30 abrogée.

41. La *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Forêts et modifiant d'autres lois en conséquence*, chapitre 44 des Lois du 30 Canada (1992), est abrogée.

Abrogation

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES AND TO AMEND RELATED ACTS

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

ESTABLISHMENT OF THE DEPARTMENT

3. Department established

4. Deputy head

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

5. Minister's powers, duties and functions

6. General duties

GENERAL

7. Report required by Governor in Council

TRANSITIONAL

8. Positions

9. Transfer of appropriations

10. Transfer of powers, duties and functions

RELATED AMENDMENTS

11 and 12. *Access to Information Act*

13 to 17. *Canada Petroleum Resources Act*

18. *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act*

19. *Canadian Exploration Incentive Program Act*

20 to 22. *Energy Administration Act*

23 to 25. *Financial Administration Act*

26 and 27. *Forestry Act*

28. *Petroleum Incentives Program Act*

29 and 30. *Privacy Act*

31 and 32. *Public Sector Compensation Act*

33 to 35. *Resources and Technical Surveys Act*

36. *Salaries Act*

REFERENCES

37. References to Minister of Energy, Mines and Resources

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET MODIFIANT CERTAINES LOIS CONNEXES

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

MISE EN PLACE

3. Constitution

4. Administrateur général

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

5. Attributions du ministre

6. Attributions générales

RAPPORT

7. Rapport exigé par le gouverneur en conseil

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8. Postes

9. Transfert de crédits

10. Transfert d'attributions

MODIFICATIONS CONNEXES

11 et 12. *Loi sur l'accès à l'information*

13 à 17. *Loi fédérale sur les hydrocarbures*

18. *Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures*

19. *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada*

20 à 22. *Loi sur l'administration de l'énergie*

23 à 25. *Loi sur la gestion des finances publiques*

26 et 27. *Loi sur les forêts*

28. *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*

29 et 30. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

31 et 32. *Loi sur la rémunération du secteur public*

33 à 35. *Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles*

36. *Loi sur les traitements*

NOUVELLE TERMINOLOGIE

37. Mentions relatives au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

38. References to Department of Energy, Mines and Resources

REPEALS

39. *Department of Energy, Mines and Resources Act*

40. *Department of Forestry Act*

41. *An Act to amend the Department of Forestry Act and to make related amendments to other Acts*

COMING INTO FORCE

42. Coming into force

38. Mentions relatives au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

ABROGATIONS

39. *Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources*

40. *Loi sur le ministère des Forêts*

41. *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Forêts et modifiant d'autres lois en conséquence*

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. Entrée en vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste—lettre****K1A 0S9****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

XB
-B56

C-48

C-48

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to establish the Department of Natural Resources
and to amend related Acts

Loi constituant le ministère des Ressources naturelles et
modifiant certaines lois connexes

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 24, 1994**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 24 NOVEMBRE 1994**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to establish the Department of Natural Resources and to amend related Acts

Loi constituant le ministère des Ressources naturelles et modifiant certaines lois connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Department of Natural Resources Act*.

1. *Loi sur le ministère des Ressources naturelles.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Minister"
« Version
anglaise
seulement »

"Minister" means the Minister of Natural Resources;

« développement durable » Développement qui permet de répondre aux besoins actuels sans compromettre la possibilité pour les 10 générations futures de satisfaire les leurs.

« développement durable »
"sustainable development"

"natural resources"
« ressources naturelles »

"natural resources" means mines, minerals and other non-renewable resources, energy, 10 including energy developed from water, and forest resources;

« levés » S'entend au sens de la *Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles*.

« levés »
"technical surveys"

"remote sensing"
« télédétection »

"remote sensing" means the reception and processing of earth observation data acquired by airborne or space-borne systems; 15

« ressources naturelles » Les mines et les minéraux et les autres ressources non renouvelables, ainsi que l'énergie — notamment hydro-électrique — et les ressources forestières.

« ressources naturelles »
"natural resources"

"sustainable development"
« développement durable »

"sustainable development" means development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs;

« télédétection » L'acquisition et le traitement des données sur les ressources de la surface 20 terrestre obtenues à partir d'appareils aéroportés ou spatioportés.

« télédétection »
"remote sensing"

"technical surveys"
« levés »

"technical surveys" has the same meaning as 20 in section 2 of the *Resources and Technical Surveys Act*.

ESTABLISHMENT OF THE DEPARTMENT

MISE EN PLACE

Department established

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Natural Resources over which 25 the Minister of Natural Resources, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

3. (1) Est constitué le ministère des Ressources naturelles, placé sous l'autorité du ministre des Ressources naturelles. Celui-ci 25 est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Natural Resources with a presiding minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions set out in the enactment and a deputy minister to be appointed by the Governor in Council and makes provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère des Ressources naturelles; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

Minister	(2) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.	(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.	Ministre
Deputy head	4. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Natural Resources to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.	4. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des Ressources naturelles; celui-ci est l'administrateur général du ministère.	Administrateur général
POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER		POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE	
Minister's powers, duties and functions	5. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to	5. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :	Attributions du ministre
	(a) natural resources;	a) aux ressources naturelles;	
	(b) explosives; and	b) aux explosifs;	
	(c) technical surveys relating to any matter other than a matter to which the powers, duties and functions of the Minister of the Environment and the Minister of Fisheries and Oceans extend by law.	c) aux levés, dans les domaines qui relèvent pas de droit du ministre de l'Environnement ou du ministre des Pêches et des Océans.	
General duties	6. In exercising the powers and performing the duties and functions assigned to the Minister by section 5, the Minister shall	6. Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 5, le ministre :	Attributions générales
	(a) have regard to the sustainable development of Canada's natural resources and the integrated management thereof;	a) respecte le principe du développement durable en ce qui touche les ressources naturelles du pays et celui de leur gestion intégrée;	
	(b) coordinate, promote, recommend and implement policies with respect to the matters referred to in that section, and programs and practices established pursuant to those policies;	b) recommande, favorise, coordonne et met en oeuvre les orientations touchant aux matières visées à cet article ainsi que les objectifs et programmes en découlant;	
	(c) assist in the development and promotion of Canadian scientific and technological capabilities;	c) aide à la croissance et au perfectionnement du potentiel scientifique et technique canadien;	
	(d) participate in the development and application of codes and standards for technical surveys and natural resources products and for the management and use of natural resources;	d) participe à l'élaboration et à l'application de normes et de codes en matière d'aménagement et d'exploitation de ressources naturelles, de levés et de produits liés aux ressources naturelles;	
	(e) seek to enhance the responsible development and use of Canada's natural resources and the competitiveness of Canada's natural resources products;	e) s'efforce de faire valoir l'utilisation et l'exploitation rationnelles des ressources naturelles du pays et la compétitivité du Canada dans le domaine des produits liés aux ressources naturelles;	

(f) participate in the enhancement and promotion of market access for Canada's natural resources products and technical surveys industries, both domestically and internationally;

5

(g) promote the development and use of remote sensing technology;

(h) promote cooperation with the governments of the provinces and with non-governmental organizations in Canada, and participate in the promotion of cooperation with the governments of other countries and with international organizations; and

(i) gather, compile, analyse, coordinate and disseminate information respecting scientific, technological, economic, industrial, managerial, marketing and related activities and developments affecting Canada's natural resources.

f) s'efforce, à l'échelle nationale et internationale, d'accroître l'accès au marché pour les produits liés aux ressources naturelles du pays et de promouvoir le secteur des levés;

5

g) favorise le développement et l'exploitation de la technologie en matière de télédétection;

h) favorise la promotion de la coopération avec les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales du Canada et participe à la promotion de la coopération avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;

i) recueille, dépouille, analyse, coordonne et diffuse l'information sur les activités, notamment scientifiques, techniques, économiques, industrielles, administratives et commerciales, et les progrès ou faits nouveaux relatifs aux ressources naturelles du Canada.

20

GENERAL

RAPPORT

Report required by Governor in Council

7. (1) The Governor in Council may make 20 regulations requiring the Minister to prepare a report respecting any matter related to the Minister's powers, duties and functions.

7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger du ministre qu'il établisse un rapport sur toute activité relevant des attributions de celui-ci.

Rapport exigé par le gouverneur en conseil

25

Tabling of report

(2) The Minister shall cause a copy of any report required by the Governor in Council to 25 be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the report is prepared.

(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les meilleurs délais suivant son établissement.

Dépôt

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Positions

8. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the 30 coming into force of this Act, occupied a position in the Department of Energy, Mines and Resources or in the Department of Forestry, except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy 35 their position in the Department of Natural Resources under the authority of the Deputy Minister of Natural Resources.

8. (1) La présente loi ne change rien à la 30 situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient un poste au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministère des Forêts, à la différence près 35 qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère des Ressources naturelles, sous l'autorité du sous-ministre des Ressources naturelles.

Postes

Definition of "employee"

(2) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the 40 *Public Service Employment Act*.

(2) Au présent article, « fonctionnaire » 40 s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Définition de « fonctionnaire »

Transfer of
appropriations

9. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry, and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Natural Resources.

Transfer of
powers, duties
and functions

10. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Energy, Mines and Resources, the Minister of Forestry, the Deputy Minister of Energy, Mines and Resources, the Deputy Minister of Forestry or any officer of the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the Minister of Natural Resources, the Deputy Minister of Natural Resources or the appropriate officer of the Department of Natural Resources, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function.

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

1989, c. 27,
s. 19

11. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry

Ministère des Forêts

9. Les sommes affectées et non engagées, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique des ministères de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des Forêts sont réputées être, à l'entrée en vigueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère des Ressources naturelles.

Transfert de
crédits

10. Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministre ou sous-ministre des Forêts, ou à un fonctionnaire de ces ministères, sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre des Ressources naturelles, ou le fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert
d'attributions

MODIFICATIONS CONNEXES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

11. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

1989, ch. 27,
art. 19

30

35

12. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

Department of Natural Resources

Ministère des Ressources naturelles

Canada Petroleum Resources Act

R.S., c. 36
(2nd Supp.)
[c. C-8.5]

12. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

5 Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources

Loi fédérale sur les hydrocarbures

5

L.R., ch. 36
(2^e
suppl.)[ch.
C-8.5]

13. Paragraph (a) of the definition “Minister” in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act* is replaced by the following:

(a) in relation to any lands in respect of which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the natural resources therein, the Minister of Natural Resources, and

13. La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, est remplacée par ce qui suit :

« ministre » Selon qu'il s'agit de terres domaniales dont les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative du ministre des Ressources naturelles ou sous celle du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'un ou l'autre de ces ministres.

« ministre »
“Minister”

14. Paragraph 72(c) of the Act is replaced by the following:

(c) the references therein to the “Department of National Revenue” were read as a reference to the “Department of Natural Resources” or the “Department of Indian Affairs and Northern Development”, whichever is applicable in the circumstances;

14. L'alinéa 72c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) la mention du « ministère du Revenu national » était la mention, selon le cas, du « ministère des Ressources naturelles » ou du « ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien »;

15. The definitions “Fund” and “Minister” in section 75 of the Act are replaced by the following:

“Fund” means the Environmental Studies Research Fund (NR) established under subsection 76(1) or the Environmental Studies Research Fund (IAND) established under that subsection, or both, as the context requires;

“Minister” means the Minister of Natural Resources or the Minister of Indian Affairs and Northern Development, or both, as the context requires.

15. Les définitions de « fonds » et « ministre », à l'article 75 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« fonds » Fonds pour l'étude de l'environnement (RN) ou (AINC) visé au paragraphe 76(1).

« ministre » Le ministre des Ressources naturelles ou le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« fonds »
“Fund”

« ministre »
“Minister”

16. Paragraph 76(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) an account under the administrative responsibility of the Minister of Natural Resources, to be known as the Environmental Studies Research Fund (NR), which shall

16. Le paragraphe 76(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

76. (1) sont ouverts parmi les comptes du Canada un compte placé sous la responsabilité administrative du ministre des Ressources naturelles, appelé Fonds pour l'étude de

Ouverture de comptes

“Fund”
« fonds »

“Minister”
« ministre »

35

35

40

35

include a sub-account for each prescribed region of frontier lands within the area under that Minister's responsibility; and

17. The definitions "Deputy Registrar" and "Registrar" in subsection 84(1) of the Act are replaced by the following:

"Deputy Registrar" means

(a) in relation to any area in respect of which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the 10 natural resources therein, such person as that Minister may designate, and

(b) in relation to any area in respect of which the Minister of Indian Affairs and Northern Development has administra- 15 tive responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate;

"Registrar" means

(a) in relation to any area in respect of 20 which the Minister of Natural Resources has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate, and

(b) in relation to any area in respect of 25 which the Minister of Indian Affairs and Northern Development has administrative responsibility for the natural resources therein, such person as that Minister may designate; 30

l'environnement (RN) et un compte placé sous celle du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, appelé Fonds pour l'étude de l'environnement (AINE); chaque compte doit comprendre un compte secondai- 5 re pour chaque région du territoire placé sous la responsabilité du ministre.

17. Les définitions de « directeur » et « directeur adjoint », au paragraphe 84(1) de la même loi, sont respectivement rempla- 10 cées par ce qui suit :

« directeur » La personne nommée par le ministre des Ressources naturelles ou par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, selon qu'il s'agit de terres dont 15 les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative de l'un ou de l'autre.

« directeur adjoint » La personne nommée par le ministre des Ressources naturelles ou par 20 le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, selon qu'il s'agit de terres dont les ressources naturelles sont placées sous la responsabilité administrative de l'un ou de l'autre. 25

« directeur »
"Regist-
rar"

« directeur
adjoint »
"Deputy
Registrar"

"Deputy
Registrar"
« directeur
adjoint »

"Registrar"
« direc-
teur »

R.S., c. 15
(3rd Suppl.)
[c. C-15.5]

*Canadian Exploration and Development
Incentive Program Act*

18. Section 18 of the *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act* is replaced by the following:

*Loi sur le programme canadien
d'encouragement à l'exploration et à la
mise en valeur d'hydrocarbures*

18. L'article 18 de la *Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 15
(3^e suppl.)
[ch. C-15.5]

Publication of
names of
recipients

18. The name of a recipient of a payment and the aggregate of payments received by the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

18. Le ministre peut divulguer dans une publication du ministère le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Publication
du nom du
bénéficiaire

R.S., c. 27
(4th Supp.)
[c. C-15.7]

*Canadian Exploration Incentive Program
Act*

*Loi sur le programme de stimulation de
l'exploration minière au Canada*

L.R., ch. 27
(4^e suppl.)
[ch. C-15.7]

19. Subsection 20(5) of the *Canadian Exploration Incentive Program Act* is replaced by the following:

19. Le paragraphe 20(5) de la *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada* est remplacé par ce qui suit :

Publication of
names of
recipients

(5) The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

(5) Le ministre peut divulguer dans une publication du ministère le nom de celui qui reçoit une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Divulguation
du nom

R.S., c. E-6

Energy Administration Act

Loi sur l'administration de l'énergie

L.R., ch. E-6

R.S., c. 7 (2nd
Supp.),
s. 70(1)

20. The definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Energy Administration Act* is replaced by the following:

20. La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'administration de l'énergie*, est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 7
(2^e suppl.),
par. 70(1)

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Natural Resources;

« ministre » Le ministre des Ressources naturelles.

« ministre »
"Minister"

21. Subsection 60(2) of the *Act* is replaced by the following:

21. Le paragraphe 60(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Recovery of
charges and
penalties

(2) All charges and penalties payable under this Part may be recovered in the same manner as any amount payable under the *Excise Tax Act* and for that purpose sections 82 to 93 of that Act apply with such modifications as the circumstances require and any reference in those sections to the Minister or Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Minister or Deputy Minister of Natural Resources.

(2) Toutes les redevances et amendes exigibles en vertu de la présente partie sont recouvrables selon les mêmes modalités qu'une somme exigible en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*; à cette fin, les articles 82 à 93 de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, toute mention dans ces articles du ministre ou du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du ministre ou du sous-ministre des Ressources naturelles.

Recouvrement des
redevances et
des amendes

R.S., c. 47
(4th Supp.),
s. 52 (Sch.,
item 4(2))

22. Section 63 of the *Act* is replaced by the following:

22. L'article 63 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 47
(4^e suppl.),
art. 52, ann.,
par. 4(2)

Appeal

63. Where any difference arises or where any doubt exists as to whether any charge is payable or as to the amount of the charge that is payable on any petroleum or petroleum product, the Canadian International Trade Tribunal established by the *Canadian International Trade Tribunal Act* may declare what

63. Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur le pétrole ou les produits pétroliers, le Tribunal canadien du commerce extérieur, constitué par la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, peut se prononcer sur l'exigibilité et le

Appel

amount of charge is payable thereon, if any, and for that purpose sections 104 and 105 of the *Excise Tax Act* apply with such modifications as the circumstances require and any reference in those sections to the Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Deputy Minister of Natural Resources.

montant de la redevance; à cette fin, les articles 104 et 105 de la *Loi sur la taxe d'accise* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, toute mention dans ces articles du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du sous-ministre des Ressources naturelles.

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act*1989, c. 27,
s. 21

23. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Forestry

Ministère des Forêts

24. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Department of Natural Resources

Ministère des Ressources naturelles

1992, c. 1,
s. 72

25. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the references in column II to "Minister of Energy, Mines and Resources" opposite the references to "National Energy Board" and "Petroleum Monitoring Agency" in column I and replacing them with the following:

Minister of Natural Resources

R.S., c. F-30;
1989, c. 27,
s. 14*Forestry Act*1989, c. 27,
s. 15

26. Section 2 of the *Forestry Act* is replaced by the following:

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Natural Resources.

Definition of
"Minister"1989, c. 27,
s. 16(1)

27. (1) The portion of subsection 3(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned to the Minister by the *Department of Natural Resources Act*, the Minister

Functions of
Minister

(2) Paragraph 3(1)(c) of the Act is replaced by the following:

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

23. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

1989, ch. 27,
art. 21

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

24. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources

25. La mention « Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources », à la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, en regard des mentions « Agence de surveillance du secteur pétrolier » et « Office national de l'énergie », à la colonne I, est remplacée par la mention « Le ministre des Ressources naturelles ».

1992, ch. 1,
art. 72*Loi sur les forêts*L.R., ch.
F-30; 1989,
ch. 27, art. 14
1989, ch. 27,
art. 15

26. L'article 2 de la *Loi sur les forêts* est remplacé par ce qui suit :

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre des Ressources naturelles.

Définition de
« ministre »

27. (1) Le passage du paragraphe 3(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 27,
par. 16(1)

3. (1) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles*, le ministre :

Attributions
du ministre

(2) L'alinéa 3(1)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) may enter into agreements with the government of any province or with any person for forest protection and management or forest utilization, for the conduct of research related thereto or for forestry 5
publicity or education;

c) peut conclure des accords avec un gouvernement provincial ou toute personne pour la protection et la gestion des forêts ou leur utilisation, la conduite de recherches 5
dans ce domaine ou la publicité ou la diffusion d'information sur les forêts;

R.S., c. P-13

*Petroleum Incentives Program Act**Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*

L.R., ch. P-13

28. Section 19 of the *Petroleum Incentives Program Act* is replaced by the following:

28. L'article 19 de la *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier* est remplacé par ce qui suit :

Publication of
names of
recipients

19. The name of a recipient of an incentive and the aggregate of incentives received by 10
the recipient in a twelve month period may be published by the Minister in a publication of the Department of Natural Resources.

19. Le ministre peut divulguer dans une 10
publication du ministère le nom du bénéficiaire d'une subvention ainsi que le total des montants qui lui ont été versés au cours d'une période de douze mois.

Publication
du nom du
bénéficiaire

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

1989, c. 27,
s. 22

29. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following 15
under the heading "*Departments and Ministries of State*":

29. L'annexe de la *Loi sur la protection des 15*
renseignements personnels est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

1989, ch. 27,
art. 22

Department of Energy, Mines and Resources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des 20
Ressources

Ministère de l'Énergie, des Mines et des 20
Ressources

Department of Forestry

Ministère des Forêts

Department of Energy, Mines and 20
Resources

Ministère des Forêts

Department of Forestry

30. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Minis- 25*
tries of State":

30. L'annexe de la même loi est modifiée 25
par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Department of Natural Resources

Ministère des Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Department of Natural Resources 30

1991, c. 30

*Public Sector Compensation Act**Loi sur la rémunération du secteur public*

1991, ch. 30

31. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the 30
following under the heading "*Departments*":

31. L'annexe I de la *Loi sur la rémunéra-
tion du secteur public* est modifiée par
suppression, sous l'intertitre « *Ministères* »,
de ce qui suit :

Department of Energy, Mines and Resources
*Ministère de l'Énergie, des Mines et des
 Ressources*
 Department of Forestry
Ministère des Forêts

Ministère de l'Énergie, des Mines et des
 Ressources
*Department of Energy, Mines and
 Resources*

5 Ministère des Forêts 5
Department of Forestry

32. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments":

32. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères », de ce qui suit : 10

Department of Natural Resources
Ministère des Ressources naturelles

10 Ministère des Ressources naturelles
Department of Natural Resources

R.S., c. R-7

Resources and Technical Surveys Act

*Loi sur les levés et l'inventaire des
 ressources naturelles*

L.R., ch. R-7

33. (1) The definitions "Department" and "technical surveys" in section 2 of the Resources and Technical Surveys Act are replaced by the following:

33. (1) Les définitions de « levés » et « ministère », à l'article 2 de la Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturel-15 les, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

"Depart-
 ment"
 « ministère »

"Department" means the Department of Nat- 15
 ural Resources;

« levés » Plans et levés géologiques, géophy-
 siques, géographiques, géodésiques, topo-
 graphiques, hydrographiques, hydrogéolo-20
 giques, géotechniques et océanographi-
 ques, relevés géochimiques et météorologi-
 ques et autres levés ou relevés semblables.

« levés »
 "technical
 surveys"

"technical
 surveys"
 « levés »

"technical surveys" means geological, geo-
 physical, geochemical, geographical, geo-
 detic, topographical, hydrographic, hy-
 drogeological, geotechnical, oceanograph- 20
 ic, meteorological and other similar sur-
 veys.

« ministère » Le ministère des Ressources na-
 turelles. 25

« ministère »
 "Depart-
 ment"

(2) Paragraph (c) of the definition "Minister" in section 2 of the Act is replaced by the following:

(c) with respect to other technical surveys
 and all other powers, duties and functions
 under this Act, the Minister of Natural
 Resources;

**(2) L'alinéa c) de la définition de « minis-
 tre », à l'article 2 de la même loi, est
 25 remplacé par ce qui suit :**

c) le ministre des Ressources naturelles,
 pour les autres levés et les autres pouvoirs 30
 et fonctions prévus par la présente loi.

**34. (1) Paragraph 3(a) of the Act is 30
 replaced by the following:**

(a) collect and publish statistics of the
 mineral exploration, development and pro-
 duction and of the mining and metallurgical
 industries of Canada, and such data regard- 35
 ing the economic minerals of Canada as
 relate to the processes and activities con-
 nected with their utilization, and collect and
 preserve records of mines and mining
 works in Canada; 40

**34. (1) L'alinéa 3a) de la même loi est
 remplacé par ce qui suit :**

a) la collecte et la publication de statisti-
 ques sur l'exploration, la mise en valeur et 35
 la production minérales et sur les industries
 minières et métallurgiques du Canada
 d'une part, et de données concernant les
 opérations et activités liées à l'exploitation
 des minéraux présentant un intérêt écono- 40
 mique d'autre part, ainsi que la collecte et

(2) Paragraph 3(f) of the Act is replaced by the following:

(f) prepare and publish the maps, plans, sections, diagrams, drawings, documents and data that are necessary to illustrate and elucidate any reports of investigations and surveys made pursuant to this Act. 5

35. Sections 5 to 7 of the Act are replaced by the following:

5. The Minister may authorize the distribution or sale of products, data, duplicate specimens, maps and other documents produced or issued by or on behalf of the Department. 10

6. Subject to section 5 of the *Department of Natural Resources Act* respecting the powers, duties and functions of the Minister in relation to matters mentioned in that section over which Parliament has jurisdiction, the Minister shall be responsible for coordinating, promoting and recommending national policies and programs with respect to energy, mines and minerals, water and other resources, and, in carrying out the Minister's responsibilities under this section, the Minister may 25

(a) conduct or cooperate with persons conducting applied and basic research programs and investigations and economic studies in relation to those resources, and for that purpose maintain and operate research institutes, laboratories, observatories and other facilities for exploration and research related to the source, origin, properties, development or use of those resources; and 35

(b) study, keep under review and consider recommendations with respect to matters relating to the exploration for, or the production, recovery, manufacture, processing, transmission, transportation, distribution, sale, purchase, exchange or disposition of, any of those resources, and with respect to matters relating to the sources of those resources within or outside Canada. 45

la conservation de documents disponibles sur les mines et les travaux miniers au Canada;

(2) L'alinéa 3f) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 5

f) l'établissement et la publication des cartes, plans, sections, diagrammes, dessins, documents et données nécessaires pour illustrer et clarifier les rapports sur des études et travaux effectués en application de la présente loi. 10

35. Les articles 5 à 7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

5. Le ministre peut autoriser la distribution ou la vente de doubles des spécimens, données, publications, cartes et autres documents et produits émanant du ministère ou créés pour son compte. 15

6. Dans le cadre fixé pour l'exercice de ses attributions par l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles*, le ministre est chargé de recommander, de promouvoir et de coordonner une politique canadienne et des programmes nationaux en matière d'énergie et de ressources naturelles, notamment en ce qui concerne les mines et minéraux et l'eau. À cette fin, il peut : 20

a) exécuter — ou collaborer avec des personnes qui exécutent — des programmes de recherche fondamentale et appliquée ainsi que des analyses et des études économiques relatives à ces ressources et, à cet effet, assurer le fonctionnement d'instituts de recherche, de laboratoires, d'observatoires et d'autres installations d'exploration et de recherche sur les sources, la provenance et les propriétés de ces ressources et sur leur mise en valeur ou utilisation; 35

b) étudier toute recommandation en matière d'exploration, de production, de récupération, de fabrication, de transformation, de transport, de distribution, de vente, d'achat, d'échange ou d'aliénation de ces ressources, ou concernant leur provenance, canadienne ou non. 45

Distribution
of specimens
and
publications

Powers

Distribution
de spécimens
et
publications

Pouvoirs

Conservation,
etc., of
resources

7. (1) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in section 6, formulate plans for the conservation, development and use of the resources specified in that section and for related research and the Minister may carry out those plans in cooperation with other departments, branches and agencies of the Government of Canada.

7. (1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère l'article 6, le ministre peut élaborer des programmes de gestion et d'exploitation rationnelles des ressources qui y sont mentionnées, ainsi que de recherche dans ces domaines et, en collaboration avec d'autres ministères ou organismes fédéraux, prendre les mesures nécessaires à leur exécution.

Protection
des
ressources

Cooperation
and
agreements

(2) In formulating and carrying out any 10 plans under subsection (1), the Minister may

(2) Pour la mise en oeuvre de ces programmes, le ministre peut :

Coopération
et accords

(a) cooperate with the provinces and with municipalities;

a) collaborer avec les provinces et les municipalités;

(b) enter into agreements with any person or body, including the government of any 15 province or any department, branch or agency of such a government, respecting the carrying out of those plans; and

b) conclure des accords portant sur leur exécution avec toute personne ou organisation, y compris tout gouvernement provincial, ou tout ministère ou organisme de celui-ci;

(c) make grants and contributions and, with the approval of the Governor in Council, 20 provide other forms of financial assistance.

c) accorder des subventions ou contributions et, avec l'agrément du gouverneur en conseil, toute autre aide financière.

Consultation

(3) The Minister may, in exercising the powers and carrying out the duties and functions mentioned in this section, including in relation to technical surveys, consult with, 25 and inaugurate conferences of representatives of, producers, industry, the universities, labour and provincial and municipal authorities.

(3) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions prévus au présent article, y compris en ce qui concerne les levés, le ministre peut consulter les représentants des producteurs, de l'industrie, des universités, des salariés, ainsi que des autorités provinciales et municipales, et prendre l'initiative de conférences entre ces représentants.

Consultation

Logistic
support, etc.,
relating to the
Arctic region

8. (1) The Minister may coordinate logistics support and provide related assistance for the 30 purposes of advancing scientific knowledge of the Arctic region and contributing to the exercise of Canada's sovereignty in that region and its adjacent waters.

8. (1) Le ministre peut prendre en charge la 30 coordination du soutien logistique d'activités visant à faire progresser les connaissances scientifiques des régions arctiques ou contribuant à l'exercice de la souveraineté canadienne sur celles-ci ainsi que sur les eaux 35 contiguës et fournir l'aide connexe.

Activités
dans la
région
arctique

Recovery of
expenditures

(2) For the purposes of subsection (1), the 35 Minister may

(2) Le ministre peut, dans le cadre du paragraphe (1) :

Recouvrements
des
dépenses

(a) make grants and contributions; and

a) verser des subventions ou contributions;

(b) make recoverable expenditures on behalf of any other department, branch or agency of the Government of Canada or a 40 province or any university, organization or person in respect of its share of the cost of any logistics support or related assistance.

b) engager des dépenses pour le compte 40 d'autres ministères ou organismes fédéraux, d'universités ou autres organisations ou de personnes au titre de leur part du coût du soutien logistique ou de l'aide connexe et recouvrer les sommes ainsi exposées. 45

R.S., c. S-3

Salaries Act

1989, c. 27,
s. 23; 1993, c.
12, s. 14

36. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is amended by striking out the following:

The Minister of Energy, Mines and Resources 46,645
The Minister of Forestry 46,645 5

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

The Minister of Natural Resources .. 46,645

REFERENCES

References to
Minister of
Energy, Mines
and Resources

37. (1) The following provisions are amended by replacing the expression “Min- 10
ister of Energy, Mines and Resources” with
the expression “Minister of Natural Re-
sources”:

- (a) the definition “Federal Minister” in section 2, the definition “first fiscal year 15
of offshore production” in subsection
218(1), sections 219, 223 and 226 and
paragraph 227(b) of the *Canada-New-
foundland Atlantic Accord Implementa-
tion Act*; 20
- (b) the definition “Federal Minister” in section 2 of the *Canada-Nova Scotia
Offshore Petroleum Resources Accord
Implementation Act*;
- (c) the definition “Minister” in section 2 25
of the *Canadian Exploration and Develop-
ment Incentive Program Act*;
- (d) the definition “Minister” in section 2
of the *Canadian Home Insulation Pro-
gram Act*; 30
- (e) subsection 10(2) of the *Canadian Laws
Offshore Application Act*;
- (f) the definition “Minister” in subsec- 35
tion 2(1) of the *Canadian Ownership and
Control Determination Act*;
- (g) the definition “Minister” in subsec-
tion 2(1) of the *Cooperative Energy Act*;
- (h) the definition “Minister” in section 2
of the *Energy Efficiency Act*;
- (i) the definition “Minister” in subsec- 40
tion 2(1) of the *Energy Monitoring Act*;

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

36. (1) L'article 4 de la *Loi sur les
traitements* est modifié par suppression de
ce qui suit :

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des
Ressources 46 645 5
Le ministre des Forêts 46 645

(2) L'article 4 de la même loi est modifié
par adjonction de ce qui suit :

Le ministre des Ressources naturelles
..... 46 645 10

NOUVELLE TERMINOLOGIE

37. (1) Dans les passages suivants, « mi-
nistre de l'Énergie, des Mines et des Res-
sources » est remplacé par « ministre des
Ressources naturelles » :

- a) la définition de « ministre fédéral », à 15
l'article 2, la définition de « premier
exercice de production extracôtière », au
paragraphe 218(1), les articles 219, 223 et
226 et l'alinéa 227b) de la *Loi de mise en
oeuvre de l'Accord atlantique Cana-20
da — Terre-Neuve*;
- b) la définition de « ministre fédéral », à
l'article 2 de la *Loi de mise en oeuvre de
l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur
les hydrocarbures extracôtiers*; 25
- c) la définition de « ministre », à l'arti-
cle 2 de la *Loi sur le programme canadien
d'encouragement à l'exploration et à la
mise en valeur d'hydrocarbures*;
- d) la définition de « Ministre », à l'arti-30
cle 2 de la *Loi sur le programme d'isola-
tion thermique des résidences canadien-
nes*;
- e) le paragraphe 10(2) de la *Loi sur
l'application extracôtière des lois cana-35
diennes*;
- f) la définition de « ministre », au para-
graphe 2(1) de la *Loi sur la détermination
de la participation et du contrôle cana-
diens*; 40
- g) la définition de « Ministre », au para-
graphe 2(1) de la *Loi sur les coopératives
de l'énergie*;

Mentions
relatives au
ministre de
l'Énergie, des
Mines et des
Ressources

(j) subsection 11(2), section 12 and subsections 14(1) and (2), 32(1) and (2) and 39(2) of the *Energy Supplies Emergency Act*;

(k) subparagraph (c)(i) of the definition "mineral resource" in subsection 69(1) of the *Excise Tax Act*;

(l) the definition "Minister" in section 2 of the *Explosives Act*;

(m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Hibernia Development Project Act*;

(n) the definition "Minister" in section 2 of the *Home Insulation (N.S. and P.E.I.) Program Act*;

(o) subparagraph (d)(iv) of the definition "Canadian exploration expense" in subsection 66.1(6), subsection 66.1(10) and subparagraph (d)(i) of the definition "mineral resource" in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*;

(p) paragraph 157(3)(b) of the *Canada Labour Code*;

(q) the definition "Minister" in subsection 2(1) and subsections 36(1) and (2) 25 and 45(1) of the *Canada Lands Surveys Act*;

(r) section 3, subsections 27(1) and (2), section 38 and subsection 39(2) of the *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act*;

(s) the definition "federal Ministers" in section 2, paragraph (b) of the definition "Minister" in section 2, paragraph 6(2)(b) and subsection 7(3) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*;

(t) the definition "Minister" in section 2 of the *Oil Substitution and Conservation Act*;

(u) subsections 14(2) and 21(1) of the *Petro-Canada Public Participation Act*;

(v) the definitions "approved recovery project" and "exempt percentage" in subsection 2(1) and subsections 2(11) and 12) of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*;

h) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'efficacité énergétique*;

i) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la surveillance du secteur énergétique*;

j) le paragraphe 11(2), l'article 12 et les paragraphes 14(1) et (2), 32(1) et (2) et 39(2) de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*;

k) le sous-alinéa c)(i) de la définition de « ressource minérale », au paragraphe 69(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

l) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les explosifs*;

m) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'exploitation du champ Hibernia*;

n) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences (N.-É. et Î.-P.-É.)*;

o) le sous-alinéa d)(iv) de la définition de « frais d'exploration au Canada », au paragraphe 66.1(6), le paragraphe 66.1(10) et le sous-alinéa d)(i) de la définition de « matières minérales », au paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

p) l'alinéa 157(3)b) du *Code canadien du travail*;

q) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1), et les paragraphes 36(1) et (2) et 45(1) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;

r) l'article 3, les paragraphes 27(1) et (2), l'article 38 et le paragraphe 39(2) de la *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles*;

s) la définition de « ministres fédéraux » et l'alinéa b) de la définition de « ministres », à l'article 2, l'alinéa 6(2)b) et le paragraphe 7(3) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*;

t) l'article 2 de la *Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout*;

(w) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Petroleum Incentives Program Act*;

(x) subsection 109(2) of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 9 of chapter 6 of the Third Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985; and

(y) subsections 339(1.1), 339.1(3) and 399(1.1) of the *Canada Shipping Act*.

u) les paragraphes 14(2) et 21(1) de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*;

v) les définitions de « installation approuvée de récupération » et « pourcentage d'exonération », au paragraphe 2(1), et les paragraphes 2(11) et (12) de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*;

w) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*;

x) le paragraphe 109(2) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version édictée par l'article 9 du chapitre 6 du troisième supplément des Lois révisées du Canada (1985);

y) les paragraphes 339(1.1), 339.1(3) et 399(1.1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

Other
references

(2) Every reference to the Minister of Energy, Mines and Resources or the Minister of Forestry in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Natural Resources.

References to
Department of
Energy, Mines
and Resources

38. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of Energy, Mines and Resources" with the expression "Department of Natural Resources":

(a) subsection 13(3) and sections 17 and 28 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act*;

(b) section 25 of the *Energy Monitoring Act*;

(c) section 12 of the *Energy Supplies Emergency Act*;

(d) the definition "Department" in section 2 of the *Explosives Act*;

(e) subparagraphs 241(4)(d)(v) and (vi) of the *Income Tax Act*;

(f) subsections 3(3), 4(2) and 48(2) of the *Canada Lands Surveys Act*; and

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, les mentions du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et celles du ministre des Forêts valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre des Ressources naturelles.

Autres
dispositions

38. (1) Dans les passages suivants, « ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources » est remplacé par « ministère des Ressources naturelles » :

a) le paragraphe 13(3) et les articles 17 et 28 de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*;

b) l'article 25 de la *Loi sur la surveillance du secteur énergétique*;

c) l'article 12 de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*;

d) la définition de « ministère », à l'article 2 de la *Loi sur les explosifs*;

e) les sous-alinéas 241(4)d)(v) et (vi) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

f) les paragraphes 4(2) et 48(2) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;

g) le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Mentions
relatives au
ministère de
l'Énergie, des
Mines et des
Ressources

(g) subsection 7(2) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Other references	(2) Every reference to the Department of Energy, Mines and Resources or the Department of Forestry in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Natural Resources.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, les mentions du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et celles du ministère des Forêts valent mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère des Ressources naturelles.	Autres dispositions
------------------	--	--	---------------------

REPEALS

Repeal of R.S., c. E-7	39. The <i>Department of Energy, Mines and Resources Act</i> is repealed.
Repeal	40. The <i>Department of Forestry Act</i> , chapter 27 of the Statutes of Canada, 1989, is repealed.
Repeal	41. An Act to amend the <i>Department of Forestry Act</i> and to make related amendments to other Acts, chapter 44 of the Statutes of Canada, 1992, is repealed.

ABROGATIONS

39. La <i>Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources</i> est abrogée.	Abrogation de L.R., ch. E-7
40. La <i>Loi sur le ministère des Forêts</i> , chapitre 27 des Lois du Canada (1989), est abrogée.	Abrogation
41. La <i>Loi modifiant la Loi sur le ministère des Forêts et modifiant d'autres lois en conséquence</i> , chapitre 44 des Lois du Canada (1992), est abrogée.	Abrogation

COMING INTO FORCE

Coming into force	42. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.
-------------------	---

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.	Entrée en vigueur
---	-------------------

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES AND TO AMEND RELATED ACTS

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

ESTABLISHMENT OF THE DEPARTMENT

3. Department established

4. Deputy head

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

5. Minister's powers, duties and functions

6. General duties

GENERAL

7. Report required by Governor in Council

TRANSITIONAL

8. Positions

9. Transfer of appropriations

10. Transfer of powers, duties and functions

RELATED AMENDMENTS

11 and 12. *Access to Information Act*

13 to 17. *Canada Petroleum Resources Act*

18. *Canadian Exploration and Development Incentive Program Act*

19. *Canadian Exploration Incentive Program Act*

20 to 22. *Energy Administration Act*

23 to 25. *Financial Administration Act*

26 and 27. *Forestry Act*

28. *Petroleum Incentives Program Act*

29 and 30. *Privacy Act*

31 and 32. *Public Sector Compensation Act*

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET MODIFIANT CERTAINES LOIS CONNEXES

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

MISE EN PLACE

3. Constitution

4. Administrateur général

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

5. Attributions du ministre

6. Attributions générales

RAPPORT

7. Rapport exigé par le gouverneur en conseil

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8. Postes

9. Transfert de crédits

10. Transfert d'attributions

MODIFICATIONS CONNEXES

11 et 12. *Loi sur l'accès à l'information*

13 à 17. *Loi fédérale sur les hydrocarbures*

18. *Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur d'hydrocarbures*

19. *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada*

20 à 22. *Loi sur l'administration de l'énergie*

23 à 25. *Loi sur la gestion des finances publiques*

26 et 27. *Loi sur les forêts*

28. *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*

29 et 30. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

31 et 32. *Loi sur la rémunération du secteur public*

33 to 35. *Resources and Technical Surveys Act*

36. *Salaries Act*

REFERENCES

37. References to Minister of Energy, Mines and Resources

38. References to Department of Energy, Mines and Resources

REPEALS

39. *Department of Energy, Mines and Resources Act*

40. *Department of Forestry Act*

41. *An Act to amend the Department of Forestry Act and to make related amendments to other Acts*

COMING INTO FORCE

42. Coming into force

33 à 35. *Loi sur les levés et l'inventaire des ressources naturelles*

36. *Loi sur les traitements*

NOUVELLE TERMINOLOGIE

37. Mentions relatives au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

38. Mentions relatives au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

ABROGATIONS

39. *Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources*

40. *Loi sur le ministère des Forêts*

41. *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Forêts et modifiant d'autres lois en conséquence*

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. Entrée en vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré—Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non—livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré—Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-49

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-49

**An Act to amend the Department of Agriculture Act and to
amend or repeal certain other Acts**

First reading, September 19, 1994

THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

C-49

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-49

**Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture et
abrogeant ou modifiant certaines lois**

Première lecture le 19 septembre 1994

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-49

PROJET DE LOI C-49

An Act to amend the Department of Agriculture Act and to amend or repeal certain other Acts

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture et abrogeant ou modifiant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

DEPARTMENT OF AGRICULTURE ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

L.R., ch. A-9;
1988, ch. 65;
1989, ch. 27;
1992, ch. 1

1. The long title of the *Department of Agriculture Act* is replaced by the following:

1. Le titre intégral de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture* est remplacé par ce qui suit : 5

An Act respecting the Department of Agriculture and Agri-Food

Loi concernant le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

2. Section 1 of the Act is replaced by the following:

2. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1. This Act may be cited as the *Department of Agriculture and Agri-Food Act*.

1. *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*. 10

3. Subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

3. Le paragraphe 2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Agriculture and Agri-Food over which the Minister of Agriculture and Agri-Food appointed by commission under the Great Seal shall preside.

2. (1) Est constitué le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, placé sous l'autorité du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau. 15

4. Section 3 of the Act is replaced by the following:

4. L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food to hold office during

3. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire; celui-ci est l'administrateur général du ministère. 20

Titre abrégé

Constitution du ministère

Administrateur général

R.S., c. A-9;
1988, c. 65;
1989, c. 27;
1992, c. 1

Short title

Department established

Deputy head

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Agriculture and Agri-Food with a presiding Minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions as therein set out, and a Deputy Minister to be appointed by the Governor in Council, with provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

EXPLANATORY NOTES

Department of Agriculture Act

Clauses 1 to 4: These amendments would add the underlined words.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur le ministère de l'Agriculture

Articles 1 à 4. — Adjonction des mots soulignés.

pleasure and to be the deputy head of the Department.

5. Paragraphs 4(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) products derived from agriculture; and

(c) research related to agriculture and products derived from agriculture including the operation of experimental farm stations.

6. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.01 The Minister may designate any person as an inspector for the purpose of providing the inspection services that the Minister considers necessary for the enforcement of any Act in respect of which the Minister has any powers, duties or functions.

7. Section 6 of the Act and the heading before it are repealed.

TRANSITIONAL PROVISIONS

8. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Department of Agriculture, except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy that position in the Department of Agriculture and Agri-Food under the authority of the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food.

(2) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

9. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Agriculture and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Agriculture and Agri-Food.

5. Les alinéas 4b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) aux produits dérivés de l'agriculture;

c) à la recherche dans ces domaines, notamment à l'exploitation de stations agromonomiques.

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

5.01 Le ministre peut désigner des inspecteurs pour fournir les services d'inspection qu'il estime nécessaires à l'application de toute loi lui conférant des attributions.

7. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8. (1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient un poste au ministère de l'Agriculture, à la différence près qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, sous l'autorité du sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

(2) Au présent article, « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

9. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice à la prise en charge des dépenses et frais d'administration publique du ministère de l'Agriculture sont réputées avoir été, à l'entrée en vigueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Inspection
services

1992, c. 1, s. 6

Positions

Definition of
"employee"

Appropriations

Services
d'inspection

1992, ch. 1,
art. 6

Postes

Définition de
« fonctionnaire »

Crédits
consécutifs aux
prévisions
budgétaires

Clause 5: The relevant portion of section 4 reads as follows:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to

...

(b) arts and manufactures; and

(c) experimental farm stations.

Clause 6: New.

Article 5. — Texte des passages introductif et visé de l'article 4 :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés :

...

b) aux arts et manufactures;

c) aux stations agronomiques.

Article 6. — Nouveau.

Clause 7: Section 6 of the Act and the heading before it read as follows:

ANNUAL REPORT

6. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament, not later than the fifth sitting day of that House after January 31 next following the end of each fiscal year, a report showing the operations of the Department for that fiscal year.

Article 7. — Texte de l'article 6 et de l'intertitre le précédant :

RAPPORT ANNUEL

6. Dans les cinq premiers jours de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 janvier, le ministre fait déposer devant elle le rapport d'activité de son ministère pour l'exercice précédant cette date.

Transfer of
powers, duties
and functions

10. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by

- (a) the Minister of Agriculture,
- (b) the Deputy Minister of Agriculture, or
- (c) any officer of the Department of Agriculture,

the power, duty or function is vested in and shall be exercised by

- (d) the Minister of Agriculture and Agri-Food,
- (e) the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food, or
- (f) the appropriate officer of the Department of Agriculture and Agri-Food,

as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function.

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

11. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

12. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Animal Pedigree Act

13. Subparagraph 61(b)(iii) of the *Animal Pedigree Act* is replaced by the following:

10. Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou au sous-ministre de l'Agriculture, ou à un fonctionnaire de ce ministère, sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, ou par le fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant le sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de l'administration publique fédérale.

Attributions

MODIFICATIONS CONNEXES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

11. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture 20

12. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire 25

Department of Agriculture and Agri-Food

Loi sur la généalogie des animaux

L.R., ch. 8 (4^e suppl.) [ch. A-11.2]

13. L'alinéa 61d) de la *Loi sur la généalogie des animaux* est remplacé par ce qui suit :

30

R.S., c. 8 (4th Suppl.) [c. A-11.2]

Animal Pedigree Act

Clause 13: The relevant portion of section 61 reads as follows:

61. Notwithstanding anything in the by-laws of an association, no person shall be denied the right to have registered, to have identified or to transfer the ownership of any animal unless that person

Loi sur la généalogie des animaux

Article 13. — Texte des passages introductif et visé de l'article 61 :

61. Par dérogation aux règlements administratifs de toute association, nul ne peut être privé du droit de faire enregistrer ou de faire identifier ou de transférer un animal, sauf si :

(iii) any provision of the *Health of Animals Act* or the regulations thereunder relating to the identification, within the meaning of that Act, or testing of animals.

d) il a enfreint les dispositions de la *Loi sur la santé des animaux* ou ses règlements d'application ayant trait à l'identification, au sens de cette loi, ou à la mise à l'épreuve des animaux.

R.S., c. C-46

Criminal Code

R.S., c. 47 (1st Supp.), s. 1(1)

14. Subparagraph 204(1)(c)(i) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(i) the bets or records of bets are made on the race-course of an association in respect of races conducted at that race-course or another race-course in or out of Canada, and, in the case of a race conducted on a race-course situated outside Canada, the governing body that regulates the race has been certified as acceptable by the Minister of Agriculture and Agri-Food or a person designated by that Minister pursuant to subsection (8.1) and that Minister or person has permitted pari-mutuel betting in Canada on the race pursuant to that subsection, and

5

Code criminel

5

L.R., ch. C-46

14. Le sous-alinéa 204(1)(c)(i) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 47 (1^{er} suppl.), par. 1(1)

(i) d'une part, les paris ou les inscriptions de paris sont faits à l'hippodrome d'une association, relativement à une course tenue à cet hippodrome ou à un autre situé au Canada ou non et, dans le cas d'une course qui se tient à un hippodrome situé à l'étranger, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou la personne qu'il désigne a, en conformité avec le paragraphe (8.1), agréé l'organisme chargé de réglementer la course et permis le pari mutuel au Canada sur cette course,

20

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

15. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

16. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

17. The reference to "Minister of Agriculture" in column II of Schedule I.1 to the Act opposite the reference to "National Farm Products Council" in column I is replaced by a reference to "Minister of Agriculture and Agri-Food".

1992, c. 1, s. 72; 1993, c. 3, s. 14

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

15. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

25

16. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

30

Department of Agriculture and Agri-Food

17. La mention « Le ministre de l'Agriculture », à la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, en regard de la mention « Conseil national des produits agricoles », à la colonne I, est remplacée par la mention « Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ».

1992, ch. 1, art. 72; 1993, ch. 3, art. 14

...

(b) has contravened

...

(iii) any provision of the *Animal Disease and Protection Act* or the regulations thereunder relating to the identification, within the meaning of that Act, or testing of animals.

Criminal Code

Clause 14: The relevant portion of subsection 204(1) reads as follows:

204. (1) Sections 201 and 202 do not apply to

...

(c) bets made or records of bets made through the agency of a pari-mutuel system on running, trotting or pacing horse-races if

(i) the bets or records of bets are made on the race-course of an association in respect of races conducted at that race-course or another race-course in or out of Canada, and, in the case of a race conducted on a race-course situated outside Canada, the governing body that regulates the race has been certified as acceptable by the Minister of Agriculture or a person designated by that Minister pursuant to subsection (8.1) and that Minister or person has permitted pari-mutuel betting in Canada on the race pursuant to that subsection, and

...

d) il a enfreint les dispositions de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* ou ses règlements d'application ayant trait à l'identification, au sens de cette loi, ou à la mise à l'épreuve des animaux.

Code criminel

Article 14. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 204(1) :

204. (1) Les articles 201 et 202 ne s'appliquent pas :

...

c) aux paris faits ou aux inscriptions de paris faites par l'intermédiaire d'un système de pari mutuel sur des courses de chevaux, des courses de chevaux au trot ou à l'amble si :

(i) d'une part, les paris ou les inscriptions de paris sont faits à l'hippodrome d'une association, relativement à une course tenue à cet hippodrome ou à un autre situé au Canada ou non et, dans le cas d'une course qui se tient à un hippodrome situé à l'étranger, le ministre ou la personne qu'il désigne a, en conformité avec le paragraphe (8.1), agréé l'organisme chargé de réglementer la course et permis le pari mutuel au Canada sur cette course,

R.S., c. F-27

*Food and Drugs Act*1992, c. 1, s.
145 (Sch. VIII,
item 15) (F)

18. The definition "inspector" in section 2 of the *Food and Drugs Act* is replaced by the following:

"inspector"
« inspecteur »

"inspector" means any person designated as an inspector for the purpose of the enforcement of this Act under

(a) subsection 22(1) of this Act,

(b) the *Department of Agriculture and Agri-Food Act*, or

(c) the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act*;

1992, c. 1, s.
145 (Sch. VIII,
item 15) (F)

19. Section 27 of the Act is replaced by the following:

Destruction
with consent

27. (1) Where an inspector has seized an article under this Part and its owner or the person in whose possession the article was at the time of seizure consents to its destruction, the article is thereupon forfeited to Her Majesty and may be destroyed or otherwise disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

Forfeiture on
conviction

(2) Where a person has been convicted of a contravention of this Act or the regulations, the court or judge may order that any article by means of or in relation to which the offence was committed, and any thing of a similar nature belonging to or in the possession of the accused or found with the article, be forfeited and, on the making of the order, the article and thing are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

Order for
forfeiture on
application of
inspector

(3) Without prejudice to subsection (2), a judge of a superior court of the province in which any article is seized under this Part may, on the application of an inspector and on such notice to such persons as the judge directs, order that the article and any thing of a similar nature found therewith be forfeited to Her Majesty, to be disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Cor-

Loi sur les aliments et drogues

L.R., ch. F-27

18. La définition de « inspecteur », à l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, est remplacée par ce qui suit :

1992, ch. 1, art.
145, ann. VIII,
art. 15 (F)

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément au paragraphe 22(1), à la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* ou à la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire* pour l'application de la présente loi.

« inspecteur »
"inspecteur"

10

19. L'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, art.
145, ann. VIII,
art. 15 (F)

27. (1) Le propriétaire ou le dernier possesseur de l'article saisi en application de la présente partie peut consentir à sa destruction. L'article est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il peut en être disposé, notamment par destruction, conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

Destruction sur
consentement

(2) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements, le tribunal ou le juge peut prononcer la confiscation, au profit de Sa Majesté, de l'article ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ainsi que des objets de nature comparable dont l'auteur est le propriétaire ou le possesseur ou qui ont été trouvés avec cet article. Il peut dès lors être disposé de l'article et des objets conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

Confiscation
sur déclaration
de culpabilité

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), le juge d'une cour supérieure de la province où l'article a été saisi en application de la présente partie peut, à la demande de l'inspecteur, ordonner que soient confisqués au profit de Sa Majesté l'article et les objets de nature comparable trouvés avec cet article et qu'il en soit disposé conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du

Ordonnance de
confiscation

Food and Drugs Act

Clause 18: The definition “inspector” in section 2 reads as follows:

“inspector” means any person designated as an inspector under subsection 22(1), or pursuant to the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act* for the purpose of the enforcement of this Act;

Clause 19: Section 27 of the Act reads as follows:

27. (1) Where an inspector has seized an article under this Part and the owner thereof or the person in whose possession the article was at the time of seizure consents to its destruction, the article is thereupon forfeited to Her Majesty and may be destroyed or otherwise disposed of as the Minister or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

(2) Where a person has been convicted of a contravention of this Act or the regulations, the court or judge may order that any article by means of or in relation to which the offence was committed, and any thing of a similar nature belonging to or in the possession of the accused or found with the article, be forfeited and, on the making of the order, the article and thing are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

(3) Without prejudice to subsection (2), a judge of a superior, county or district court of the province in which any article is seized under this Part may, on the application of an inspector and on such notice to such persons as the judge directs, order that the article and any thing of a similar nature found therewith be forfeited to Her Majesty, to be disposed of as the Minister or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct, if the judge finds, after making such inquiry as he considers necessary, that the article is one by means of or in relation to which any of the provisions of this Act or the regulations have been contravened.

Loi sur les aliments et drogues

Article 18. — Texte de la définition de « inspecteur », à l'article 2 :

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément au paragraphe 22(1) ou à la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* pour l'application de la présente loi.

Article 19. — Texte de l'article 27 :

27. (1) Le propriétaire ou le dernier possesseur de l'article saisi en application de la présente partie peut consentir à sa destruction. L'article est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il peut en être disposé, notamment par destruction, conformément aux instructions du ministre ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

(2) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements, le tribunal ou le juge peut prononcer la confiscation, au profit de Sa Majesté, de l'article ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ainsi que des objets de nature comparable dont l'auteur est le propriétaire ou le possesseur ou qui ont été trouvés avec cet article. Il peut dès lors être disposé de l'article et des objets conformément aux instructions du ministre ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), le juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district de la province où l'article a été saisi en application de la présente partie peut, à la demande de l'inspecteur, ordonner que soient confisqués au profit de Sa Majesté l'article et les objets de nature comparable trouvés avec cet article et qu'il en soit disposé conformément aux instructions du ministre ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales. Cette ordonnance est subordonnée à la transmission du préavis prescrit par le juge aux personnes qu'il désigne et à la constatation par ce dernier, à l'issue de l'enquête qu'il estime nécessaire, du fait que l'article a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements.

porate Affairs may direct, if the judge finds, after making such inquiry as the judge considers necessary, that the article is one by means of or in relation to which any of the provisions of this Act or the regulations have been contravened.

ministre de la Consommation et des Affaires commerciales. Cette ordonnance est subordonnée à la transmission du préavis prescrit par le juge aux personnes qu'il désigne et à la constatation par ce dernier, à l'issue de 5 l'enquête qu'il estime nécessaire, du fait que l'article a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

20. (1) Paragraph 20(2)(c) of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(c) two persons nominated by the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food; 10

(2) Paragraph 20(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) one person nominated by the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food;

R.S., c. P-21

Privacy Act

21. The schedule to the *Privacy Act* is 15 amended by striking out the following under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

22. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments and Ministries of State":

Department of Agriculture and Agri-Food 25
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

23. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "Depart- 30 ments":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

20. (1) L'alinéa 20(2)c) de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui 10 suit :

c) deux personnes désignées par le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;

(2) L'alinéa 20(3)b) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

b) une personne désignée par le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

21. L'annexe de la *Loi sur la protection 20 des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Ministères et départements d'État », de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

25

22. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères et départements d'État », de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroali- 30 mentaire

Department of Agriculture and Agri-Food

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

23. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Ministères », de 35 ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Canada Grain Act

Clause 20: These amendments would add the underlined words.

Loi sur les grains du Canada

Article 20. — Adjonction des mots soulignés.

24. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Departments":

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

24. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères », de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Department of Agriculture and Agri-Food

REFERENCES

References to
Minister of
Agriculture

25. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Minister of Agriculture" with the expression "Minister of Agriculture and Agri-Food":

(a) the definition "Minister" in section 2 of the *Agricultural Products Board Act*;

(b) the definition "Minister" in section 2 of the *Agricultural Products Cooperative Marketing Act*;

(c) the definition "Minister" in section 2 of the *Animal Pedigree Act*;

(d) the definition "Minister" in section 2 of the *Canada Agricultural Products Act*;

(e) the definition "Minister" in section 2 of the *Canadian Dairy Commission Act*;

(f) the definition "Minister" in section 2 of the *Canagrex Dissolution Act*;

(g) subsections 204(3), (7), (8), (8.1), (9) and (9.1) of the *Criminal Code*;

(h) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Advance Payments for Crops Act*;

(i) the definition "Minister" in section 2 of the *Experimental Farm Stations Act*;

(j) paragraph 4(2)(h) and subsections 5(2) and 16(2) of the *Farm Credit Corporation Act*;

(k) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Debt Review Act*;

(l) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Improvement and Marketing Co-operatives Loans Act*;

(m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Farm Improvement Loans Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

25. (1) Dans les passages suivants, « ministre de l'Agriculture » est remplacé par « ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire », avec les adaptations nécessaires :

a) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'Office des produits agricoles*;

b) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*;

c) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la généalogie des animaux*;

d) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*;

e) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*;

f) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la dissolution de la société Canagrex*;

g) les paragraphes 204(3), (7), (8), (8.1), (9) et (9.1) du *Code criminel*;

h) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le paiement anticipé des récoltes*;

i) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les stations agronomiques*;

j) l'alinéa 4(2)h) et les paragraphes 5(2) et 16(2) de la *Loi sur la Société du crédit agricole*;

k) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'examen de l'endettement agricole*;

Mentions du
ministre de
l'Agriculture

- (n) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Income Protection Act*;
- (o) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Products Agencies Act*;
- (p) the definition "Minister" in section 2 of the *Feeds Act*; 5
- (q) the definition "Minister" in section 2 of the *Fertilizers Act*;
- (r) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Grain Futures Act*; 10
- (s) section 3 of the *Hay and Straw Inspection Act*;
- (t) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act*;
- (u) the definition "Minister" in section 2 of the *Meat Import Act*; 15
- (v) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Meat Inspection Act*;
- (w) the definition "Minister" in section 2 of the *Pest Control Products Act*; 20
- (x) the definition "Minister" in section 2 of the *Pesticide Residue Compensation Act*;
- (y) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Plant Breeders' Rights Act*;
- (z) the definition "Minister" in section 3 of the *Plant Protection Act*; 25
- (z.1) the heading before section 2 and subsection 2(1) of the *Revolving Funds Act*;
- (z.2) section 4 of the *Salaries Act*; and
- (z.3) the definition "Minister" in section 2 of the *Seeds Act*.
- l) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*;
- m) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles*; 5
- n) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la protection du revenu agricole*; 10
- o) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les offices des produits agricoles*;
- p) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi relative aux aliments du bétail*; 15
- q) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les engrais*;
- r) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les marchés de grain à terme*; 20
- s) l'article 3 de la *Loi sur l'inspection du foin et de la paille*;
- t) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux*; 25
- u) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'importation de la viande*;
- v) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection des viandes*; 30
- w) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;
- x) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*; 35
- y) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*;
- z) la définition de « ministre », à l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux*; 40
- z.1) l'intertitre précédant l'article 2 et le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les fonds renouvelables*;

		z.2) l'article 4 de la <i>Loi sur les traitements</i> ;	
		z.3) la définition de « ministre », à l'article 2 de la <i>Loi sur les semences</i> .	
Idem	(2) Every reference to the Minister of Agriculture in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Agriculture and Agri-Food.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, la mention du ministre de l'Agriculture vaut, sauf indication contraire du contexte, mention du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.	Autres dispositions 5
References to Department of Agriculture	26. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of Agriculture" with the expression "Department of Agriculture and Agri-Food":	26. (1) Dans les passages suivants, « ministère de l'Agriculture » est remplacé par « ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire », avec les adaptations nécessaires :	10 Mentions du ministère de l'Agriculture
	(a) subsection 3(7) of the <i>Agricultural Products Board Act</i> ;	a) le paragraphe 3(7) de la <i>Loi sur l'Office des produits agricoles</i> ;	15
	(b) paragraphs 9(2)(b), 23(2)(b) and 25(6)(b) of the <i>Animal Pedigree Act</i> ;	b) les alinéas 9(2)b), 23(2)b) et 25(6)b) de la <i>Loi sur la généalogie des animaux</i> ;	15
	(c) subsection 9(1) of the <i>Farm Debt Review Act</i> ;	c) le paragraphe 9(1) de la <i>Loi sur l'examen de l'endettement agricole</i> ;	20
	(d) subparagraph 241(4)(d)(xi) of the <i>Income Tax Act</i> ;	d) le sous-alinéa 241(4)d)(xi) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ;	20
	(e) subsection 5(1) of the <i>Meat Import Act</i> ; and	e) le paragraphe 5(1) de la <i>Loi sur l'importation de la viande</i> ;	
	(f) subsection 55(2) of the <i>Plant Breeders' Rights Act</i> .	f) le paragraphe 55(2) de la <i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> .	25
Idem	(2) Every reference to the Department of Agriculture in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Agriculture and Agri-Food.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, la mention du ministère de l'Agriculture vaut, sauf indication contraire du contexte, mention du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.	Autres dispositions 30
REPEALS		ABROGATIONS	
Repeal	27. The <i>Farm Loans Interest Rebate Act</i> , Part II of chapter 92 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.	27. La <i>Loi sur les prêts agricoles bonifiés</i> , partie II du chapitre 92 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.	Abrogation 35
Repeal	28. The <i>Farm Loans Interest Rebate Act</i> (No. 2), chapter 131 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.	28. La <i>Loi n° 2 sur les prêts agricoles bonifiés</i> , chapitre 131 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.	Abrogation
Repeal of R.S., c. L-9	29. The <i>Livestock and Livestock Products Act</i> is repealed.	29. La <i>Loi sur les animaux de ferme et leurs produits</i> est abrogée.	Abrogation de L.R., ch. L-9 40

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

30. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste – lettre****K1A 0S9****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-49

C-49

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-49

PROJET DE LOI C-49

An Act to amend the Department of Agriculture Act and to
amend or repeal certain other Acts

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture et
abrogeant ou modifiant certaines lois

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
OCTOBER 19, 1994**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 19 OCTOBRE 1994**



BILL C-49

An Act to amend the Department of Agriculture Act and to amend or repeal certain other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

DEPARTMENT OF AGRICULTURE ACT

1. The long title of the *Department of Agriculture Act* is replaced by the following:

An Act respecting the Department of Agriculture and Agri-Food

2. Section 1 of the Act is replaced by the following:

1. This Act may be cited as the *Department of Agriculture and Agri-Food Act*.

3. Subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

2. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Agriculture and Agri-Food over which the Minister of Agriculture and Agri-Food appointed by commission under the Great Seal shall preside.

4. Section 3 of the Act is replaced by the following:

3. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

5. Paragraphs 4(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) products derived from agriculture; and

PROJET DE LOI C-49

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture et abrogeant ou modifiant certaines lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

1. Le titre intégral de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture* est remplacé par ce qui suit :

Loi concernant le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

2. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1. *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.*

3. Le paragraphe 2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2. (1) Est constitué le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, placé sous l'autorité du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

4. L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

5. Les alinéas 4b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) aux produits dérivés de l'agriculture;

R.S., c. A-9;
1988, c. 65;
1989, c. 27;
1992, c. 1

L.R., ch. A-9;
1988, ch. 65;
1989, ch. 27;
1992, ch. 1

Short title

Department established

Deputy head

Titre abrégé

Constitution du ministère

Administrateur général

SUMMARY

This enactment establishes the Department of Agriculture and Agri-Food with a presiding Minister to be appointed by commission under the Great Seal of Canada with the powers, duties and functions as therein set out, and a Deputy Minister to be appointed by the Governor in Council, with provision for employees.

SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des pouvoirs qui y sont mentionnés. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le gouverneur en conseil et diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère.

(c) research related to agriculture and products derived from agriculture including the operation of experimental farm stations.

6. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.01 The Minister may designate any person as an inspector for the purpose of providing the inspection services that the Minister considers necessary for the enforcement of any Act in respect of which the Minister has any powers, duties or functions.

7. Section 6 of the Act and the heading before it are repealed.

c) à la recherche dans ces domaines, notamment à l'exploitation de stations agronomiques.

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

5.01 Le ministre peut désigner des inspecteurs pour fournir les services d'inspection qu'il estime nécessaires à l'application de toute loi lui conférant des attributions.

7. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

TRANSITIONAL PROVISIONS

8. (1) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Department of Agriculture, except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy that position in the Department of Agriculture and Agri-Food under the authority of the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food.

(2) In this section, "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

9. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Agriculture and that, on the day on which this Act comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Agriculture and Agri-Food.

10. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by

(a) the Minister of Agriculture,

(b) the Deputy Minister of Agriculture, or

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8. (1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient un poste au ministère de l'Agriculture, à la différence près qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, sous l'autorité du sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

(2) Au présent article, « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

9. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice à la prise en charge des dépenses et frais d'administration publique du ministère de l'Agriculture sont réputées avoir été, à l'entrée en vigueur de la présente loi, affectées aux dépenses du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

10. Les attributions conférées, en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou au sous-ministre de l'Agriculture, ou à un fonctionnaire de ce ministère, sont exercées, selon le cas, par le ministre ou le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, ou par le fonc-

Inspection
services

1992, c. 1,
s. 6

Positions

Definition of
"employee"

Appropriations

Transfer of
powers, duties
and functions

Services
d'inspection

1992, ch. 1,
art. 6

Postes

Définition de
« fonctionnaire »

Crédits
consécutifs
aux
prévisions
budgétaires

Attributions

- (c) any officer of the Department of Agriculture, 5
the power, duty or function is vested in and shall be exercised by
- (d) the Minister of Agriculture and Agri-Food, 5
- (e) the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food, or
- (f) the appropriate officer of the Department of Agriculture and Agri-Food, 10
- as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power, duty or function. 15

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

11. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

12. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

R.S., c. 8 (4th
Supp.)
[c. A-11.2]

Animal Pedigree Act

13. Subparagraph 61(b)(iii) of the *Animal Pedigree Act* is replaced by the following: 30

(iii) any provision of the *Health of Animals Act* or the regulations thereunder relating to the identification, within the meaning of that Act, or testing of animals. 35

L.R., ch. A-1

Loi sur l'accès à l'information

11. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit : 10

20 Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

12. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit : 25

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Department of Agriculture and Agri-Food

Loi sur la généalogie des animaux

L.R., ch. 8
(4^e suppl.)
[ch. A-11.2]

13. L'alinéa 61d) de la *Loi sur la généalogie des animaux* est remplacé par ce qui suit : 20

d) il a enfreint les dispositions de la *Loi sur la santé des animaux* ou ses règlements d'application ayant trait à l'identification, 25
au sens de cette loi, ou à la mise à l'épreuve des animaux.

R.S., c. C-46

*Criminal Code*R.S., c. 47
(1st Supp.),
s. 1(1)**14. Subparagraph 204(1)(c)(i) of the *Criminal Code* is replaced by the following:**

(i) the bets or records of bets are made on the race-course of an association in respect of races conducted at that race-course or another race-course in or out of Canada, and, in the case of a race conducted on a race-course situated outside Canada, the governing body that regulates the race has been certified as acceptable by the Minister of Agriculture and Agri-Food or a person designated by that Minister pursuant to subsection (8.1) and that Minister or person has permitted pari-mutuel betting in Canada on the race pursuant to that subsection, and

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act***15. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:**

Department of Agriculture

*Ministère de l'Agriculture***16. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Department of Agriculture and Agri-Food

*Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*1992, c. 1,
s. 72; 1993,
c. 3, s. 14

17. The reference to "Minister of Agriculture" in column II of Schedule I.1 to the Act opposite the reference to "National Farm Products Council" in column I is replaced by a reference to "Minister of Agriculture and Agri-Food".

R.S., c. F-27

*Food and Drugs Act*1992, c. 1, s.
145 (Sch. VIII,
item 15) (F)**18. The definition "inspector" in section 2 of the *Food and Drugs Act* is replaced by the following:**

"inspector" means any person designated as an inspector for the purpose of the enforcement of this Act under

(a) subsection 22(1) of this Act,

"inspector"
« inspecteur »*Code criminel*

L.R., ch. C-46

14. Le sous-alinéa 204(1)c)(i) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

(i) d'une part, les paris ou les inscriptions de paris sont faits à l'hippodrome d'une association, relativement à une course tenue à cet hippodrome ou à un autre situé au Canada ou non et, dans le cas d'une course qui se tient à un hippodrome situé à l'étranger, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou la personne qu'il désigne a, en conformité avec le paragraphe (8.1), agréé l'organisme chargé de réglementer la course et permis le pari mutuel au Canada sur cette course,

L.R., ch. 47
(1^{er} suppl.),
par. 1(1)*Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

15. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

20 Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

20

16. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

25

Department of Agriculture and Agri-Food

17. La mention « Le ministre de l'Agriculture », à la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, en regard de la mention « Conseil national des produits agricoles », à la colonne I, est remplacée par la mention « Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ».

1992, ch. 1,
art. 72; 1993,
ch. 3, art. 14*Loi sur les aliments et drogues*

L.R., ch. F-27

18. La définition de « inspecteur », à l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, est remplacée par ce qui suit :

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément au paragraphe 22(1), à la *Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales* ou à la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire* pour l'application de la présente loi.

1992, ch. 1,
art. 145,
ann. VIII,
art. 15 (F)« inspecteur »
"inspector"

(b) the *Department of Agriculture and Agri-Food Act*, or

(c) the *Department of Consumer and Corporate Affairs Act*;

1992, c. 1,
s. 145
(Sch. VIII,
item 15) (F)

Destruction
with consent

19. Section 27 of the Act is replaced by the following:

27. (1) Where an inspector has seized an article under this Part and its owner or the person in whose possession the article was at the time of seizure consents to its destruction, the article is thereupon forfeited to Her Majesty and may be destroyed or otherwise disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

Forfeiture on
conviction

(2) Where a person has been convicted of a contravention of this Act or the regulations, the court or judge may order that any article by means of or in relation to which the offence was committed, and any thing of a similar nature belonging to or in the possession of the accused or found with the article, be forfeited and, on the making of the order, the article and thing are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct.

Order for
forfeiture on
application of
inspector

(3) Without prejudice to subsection (2), a judge of a superior court of the province in which any article is seized under this Part may, on the application of an inspector and on such notice to such persons as the judge directs, order that the article and any thing of a similar nature found therewith be forfeited to Her Majesty, to be disposed of as the Minister, the Minister of Agriculture and Agri-Food or the Minister of Consumer and Corporate Affairs may direct, if the judge finds, after making such inquiry as the judge considers necessary, that the article is one by means of or in relation to which any of the provisions of this Act or the regulations have been contravened.

19. L'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1,
art. 145,
ann. VIII,
art. 15 (F)

Destruction
sur consente-
ment

27. (1) Le propriétaire ou le dernier possesseur de l'article saisi en application de la présente partie peut consentir à sa destruction. L'article est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il peut en être disposé, notamment par destruction, conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

Confiscation
sur
déclaration
de culpabilité

(2) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements, le tribunal ou le juge peut prononcer la confiscation, au profit de Sa Majesté, de l'article ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ainsi que des objets de nature comparable dont l'auteur est le propriétaire ou le possesseur ou qui ont été trouvés avec cet article. Il peut dès lors être disposé de l'article et des objets conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.

Ordonnance
de
confiscation

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), le juge d'une cour supérieure de la province où l'article a été saisi en application de la présente partie peut, à la demande de l'inspecteur, ordonner que soient confisqués au profit de Sa Majesté l'article et les objets de nature comparable trouvés avec cet article et qu'il en soit disposé conformément aux instructions du ministre, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales. Cette ordonnance est subordonnée à la transmission du préavis prescrit par le juge aux personnes qu'il désigne et à la constatation par ce dernier, à l'issue de l'enquête qu'il estime nécessaire, du fait que l'article a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

20. (1) Paragraph 20(2)(c) of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(c) two persons nominated by the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food;

(2) Paragraph 20(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) one person nominated by the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food;

R.S., c. P-21

Privacy Act

21. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

22. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

23. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments*":

Department of Agriculture

Ministère de l'Agriculture

24. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments*":

Department of Agriculture and Agri-Food

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

20. (1) L'alinéa 20(2)c) de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

c) deux personnes désignées par le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;

(2) L'alinéa 20(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) une personne désignée par le sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

21. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre "*Ministères et départements d'État*", de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

22. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre "*Ministères et départements d'État*", de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Department of Agriculture and Agri-Food

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

23. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre "*Ministères*", de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

24. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre "*Ministères*", de ce qui suit :

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Department of Agriculture and Agri-Food

References to
Minister of
Agriculture

REFERENCES

25. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Minister of Agriculture" with the expression "Minister of Agriculture and Agri-Food":
- (a) the definition "Minister" in section 2 of the *Agricultural Products Board Act*;
 - (b) the definition "Minister" in section 2 of the *Agricultural Products Cooperative Marketing Act*;
 - (c) the definition "Minister" in section 2 of the *Animal Pedigree Act*;
 - (d) the definition "Minister" in section 2 of the *Canada Agricultural Products Act*;
 - (e) the definition "Minister" in section 2 of the *Canadian Dairy Commission Act*;
 - (f) the definition "Minister" in section 2 of the *Canagrex Dissolution Act*;
 - (g) subsections 204(3), (7), (8), (8.1), (9) and (9.1) of the *Criminal Code*;
 - (h) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Advance Payments for Crops Act*;
 - (i) the definition "Minister" in section 2 of the *Experimental Farm Stations Act*;
 - (j) paragraph 4(2)(h) and subsections 5(2) and 16(2) of the *Farm Credit Corporation Act*;
 - (k) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Debt Review Act*;
 - (l) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act*;
 - (m) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Farm Improvement Loans Act*;
 - (n) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Income Protection Act*;
 - (o) the definition "Minister" in section 2 of the *Farm Products Agencies Act*;
 - (p) the definition "Minister" in section 2 of the *Feeds Act*;
 - (q) the definition "Minister" in section 2 of the *Fertilizers Act*;
 - (r) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Grain Futures Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

25. (1) Dans les passages suivants, « ministre de l'Agriculture » est remplacé par « ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire », avec les adaptations nécessaires :
- a) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'Office des produits agricoles*;
 - b) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*;
 - c) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la généalogie des animaux*;
 - d) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*;
 - e) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*;
 - f) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la dissolution de la société Canagrex*;
 - g) les paragraphes 204(3), (7), (8), (8.1), (9) et (9.1) du *Code criminel*;
 - h) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le paiement anticipé des récoltes*;
 - i) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les stations agronomiques*;
 - j) l'alinéa 4(2)h) et les paragraphes 5(2) et 16(2) de la *Loi sur la Société du crédit agricole*;
 - k) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'examen de l'endettement agricole*;
 - l) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*;
 - m) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles*;
 - n) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la protection du revenu agricole*;

Mentions du
ministre de
l'Agriculture

- (s) section 3 of the *Hay and Straw Inspection Act*;
- (t) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act*;
- (u) the definition "Minister" in section 2 of the *Meat Import Act*; 5
- (v) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Meat Inspection Act*;
- (w) the definition "Minister" in section 2 of the *Pest Control Products Act*; 10
- (x) the definition "Minister" in section 2 of the *Pesticide Residue Compensation Act*;
- (y) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Plant Breeders' Rights Act*; 15
- (z) the definition "Minister" in section 3 of the *Plant Protection Act*;
- (z.1) the heading before section 2 and subsection 2(1) of the *Revolving Funds Act*; 20
- (z.2) section 4 of the *Salaries Act*; and
- (z.3) the definition "Minister" in section 2 of the *Seeds Act*.
- o) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les offices des produits agricoles*;
- p) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi relative aux aliments du bétail*; 5
- q) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les engrais*;
- r) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les marchés de grain à terme*;
- s) l'article 3 de la *Loi sur l'inspection du foin et de la paille*;
- t) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux*; 15
- u) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'importation de la viande*;
- v) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection des viandes*;
- w) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*; 25
- x) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*;
- y) la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*;
- z) la définition de « ministre », à l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux*;
- z.1) l'intertitre précédant l'article 2 et le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les fonds renouvelables*;
- z.2) l'article 4 de la *Loi sur les traitements*;
- z.3) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les semences*. 40

Idem

(2) Every reference to the Minister of Agriculture in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister of Agriculture and Agri-Food.

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, la mention du ministre de l'Agriculture vaut, sauf indication contraire du contexte, mention du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Autres
dispositions

References to
Department of
Agriculture

26. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of Agriculture" with the expression "Department of Agriculture and Agri-Food":

(a) subsection 3(7) of the *Agricultural Products Board Act*;

(b) paragraphs 9(2)(b), 23(2)(b) and 25(6)(b) of the *Animal Pedigree Act*;

(c) subsection 9(1) of the *Farm Debt Review Act*;

(d) subparagraph 241(4)(d)(xi) of the *Income Tax Act*;

(e) subsection 5(1) of the *Meat Import Act*; and

(f) subsection 55(2) of the *Plant Breeders' Rights Act*.

Idem

(2) Every reference to the Department of Agriculture in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Department of Agriculture and Agri-Food.

REPEALS

Repeal

27. The *Farm Loans Interest Rebate Act*, Part II of chapter 92 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.

Repeal

28. The *Farm Loans Interest Rebate Act* (No. 2), chapter 131 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed.

Repeal of
R.S., c. L-9

29. The *Livestock and Livestock Products Act* is repealed.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

26. (1) Dans les passages suivants, « ministère de l'Agriculture » est remplacé par « ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire », avec les adaptations nécessaires :

a) le paragraphe 3(7) de la *Loi sur l'Office des produits agricoles*;

b) les alinéas 9(2)b), 23(2)b) et 25(6)b) de la *Loi sur la généalogie des animaux*;

c) le paragraphe 9(1) de la *Loi sur l'examen de l'endettement agricole*;

d) le sous-alinéa 241(4)d)(xi) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

e) le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'importation de la viande*;

f) le paragraphe 55(2) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*.

(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois, la mention du ministère de l'Agriculture vaut, sauf indication contraire du contexte, mention du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

ABROGATIONS

27. La *Loi sur les prêts agricoles bonifiés*, partie II du chapitre 92 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.

28. La *Loi n° 2 sur les prêts agricoles bonifiés*, chapitre 131 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, est abrogée.

29. La *Loi sur les animaux de ferme et leurs produits* est abrogée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

30. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Mentions du
ministère de
l'Agriculture

5

10

10

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste — lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing

45 Sacré-Cœur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition

45 Boulevard Sacré-Cœur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9



3 1761 11549777 8